

THIERS

1797-1877

PAR HENRI MALO

ANCIEN BIBLIOTHÉCAIRE DE LA BIBLIOTHÈQUE THIERS,
CONSERVATEUR-ADJOINT DU MUSÉE CONDÉ À CHANTILLY

PARIS - PAYOT - 1932.

- I. — LES ORIGINES
- II. — LES PREMIERS PAS
- III. — L'ARRIVÉE À PARIS
- IV. — UN GRAND REPORTAGE
- V. — THIERS, HOMME DE LETTRES
- VI. — DANS LES SALONS
- VII. — DANS L'INTIMITÉ
- VIII. — LA POLITIQUE ET LE NATIONAL
- IX. — LA RÉVOLUTION DE JUILLET 1830
- X. — LA CONQUÊTE DU POUVOIR
- XI. — LA TRIBUNE. LE VOYAGE EN ANGLETERRE
- XII. — LE MARIAGE
- XIII. — LA FAMILLE
- XIV. — L'ACADÉMIE
- XV. — LES CALOMNIES
- XVI. — INSURRECTIONS. ATTENTATS. DIPLOMATIE
- XVII. — LES BEAUX-ARTS
- XVIII. — PRÉSIDENT DU CONSEIL
- XIX. — DANS L'OPPOSITION
- XX. — LE DEUXIÈME MINISTÈRE THIERS
- XXI. — L'HISTOIRE DU CONSULAT ET DE L'EMPIRE
- XXII. — LE MONDE ET LA POLITIQUE
- XXIII. — LA RÉVOLUTION DE 1848
- XXIV. — LA DEUXIÈME RÉPUBLIQUE
- XXV. — LE SECOND EMPIRE
- XXVI. — LA GUERRE

XXVII. — LA COMMUNE

XXVIII. — LA LIBÉRATION

XXIX. — LA PRÉSIDENTE

XXX. — LES DERNIÈRES ANNÉES

LES ORIGINES

La Révolution de 1789 surprit à Paris M. le chevalier de Fonvielle. Il avait trente ans, la figure agréable, les traits réguliers et fins, l'allure élégante dans son habit taillé à la dernière mode. Né à Toulouse, il prétendait descendre d'un chef du Capitoulat du XIV^e siècle, et se rattacher à la famille royale d'Aragon ; il tenait aux Fonvielle du Languedoc, de l'Albigeois et du Périgord, mais la branche à laquelle il appartenait ne brillait pas du même lustre. Après avoir essayé de divers métiers, il entra modestement dans la régie, à Montpellier.

Les événements de Paris le décidèrent à hâter son retour dans le midi. Il abandonna la régie pour entreprendre la carrière du commerce, des opérations de bourse, bref de ces sortes d'affaires qui, pour n'être pas toujours très définies, n'en sont pas moins fructueuses. Il en fit à Montpellier, à Toulon et à Marseille.

Les nouvelles doctrines politiques ne lui plaisaient guère. **Constituer ce que vous appelez la souveraineté du peuple**, disait-il, **c'est faire que tous ceux qui doivent obéir fassent la loi à celui qui doit leur commander**. Et il tint bon pour le roi.

En 1793, il fut un des agents les plus actifs de la contre-révolution en Provence. Le comité général de Marseille le dépêcha en mission à Avignon et à Lyon en compagnie de deux autres, Biroteau et Hallot. Il descendit à l'hôtel de la Croix-de-Malte, place des Terreaux. Trois commissaires de Marseille fraternisaient déjà avec les sections de Lyon : un honorable négociant, Lullin, un ancien militaire, parfaitement nul, nommé Magnien, et un extraordinaire petit bonhomme, indéfinissable tant se transformait sa physionomie mobile ; la figure grotesque, mais les yeux expressifs, il accompagnait un intarissable babil d'une gesticulation cocasse qui soulignait des saillies souvent drôles. Il s'appelait Pierre-Louis-Marie Thiers. Né à Marseille le 9 septembre 1759, il était à peu près du même âge que M. le chevalier de Fonvielle. Il descendait d'une lignée de Thiers originaires d'Aix, robins pour la plupart, et très fiers d'armoiries compliquées que surmontait une couronne de marquis.

Son père, Louis-Charles Thiers, avocat au barreau d'Aix, vint se fixer à Marseille où, à trente-huit ans, il épousa une jeune fille de dix-huit, Marie-Marguerite Bronde. Le 16 septembre 1770, sur présentation de la municipalité, le roi le nomma garde des Archives de la Ville, fonctions qui comportaient le secrétariat général de la mairie et le contrôle des dépenses. Il défendit âprement les droits de Marseille à l'encontre des prétentions des villes voisines lors de la convocation des Etats-Généraux. Il rédigea le rapport qui conclut à conférer à Mirabeau, récemment élu député, le titre de citoyen de Marseille. A la suite du splendide banquet offert au tribun par la Chambre de Commerce, on se rendit au théâtre.

Deux jeunes filles encadraient dans sa loge le héros de la fête, Mlle Noble et Mlle Thiers ; on jouait le Bourgeois gentilhomme :

— Est-ce que ce spectacle vous divertit ? demanda Mirabeau à ses voisines.

— Ce qui nous intéresse le plus, c'est de nous trouver à côté du *Gentilhomme bourgeois*, répliqua Mlle Thiers.

Hélas, la Révolution ne favorisa guère M. le garde des Archives de la Ville : la nouvelle municipalité le remplaça en 1790 par un incapable, dont il dut remplir effectivement les fonctions sans en toucher les appointements ; elle lui accorda une pension qu'elle ne lui paya pas, et, comme il jugea opportun de se réfugier à Menton chez une de ses filles, le considéra comme émigré et lui confisqua ses biens. Il avait heureusement vendu dès 1785 pour la somme de cent-vingt mille livres une maison qu'il avait fait construire à Marseille, et, en 1790, pour quinze mille livres chacune, sa maison de campagne du Grand Saint-Giniez sur le chemin de Mazargues, et une autre située Grande Rue et place des Accoules. Il avait doté de cinquante-cinq mille livres chacune de ses filles, Virginie, mariée à un avocat au parlement d'Aix nommé Gratton, et Victoire, mariée à un propriétaire de Menton, Horace Pretti. C'est chez cette dernière qu'il se réfugia en 1791, et mourut le 30 novembre 1795, à quatre-vingt-trois ans.

Il donna la même dot qu'à ses filles à son fils Pierre-Louis-Marie : elle fut vite dévorée. Dès son plus jeune âge, ce fils avait témoigné de dispositions fâcheuses. Après trois ans passés au collège de Sorèze, il en sortit, déclarant que son inclination le portait au commerce. Placé dans une des meilleures maisons de Marseille, il n'y fit rien que se livrer à toutes sortes de dissipations. Son père paya ses dettes, le chapitra sans succès, puis, au début de l'année 1777, pour le tirer des mauvaises compagnies, l'expédia en Morée chez un oncle. Le navire toucha à Malte. Le voyageur y emprunta cent louis qui s'envolèrent en moins d'un mois. Il ne demeura guère plus longtemps en Morée ; contre le gré de son oncle qui l'avait reçu à bras ouverts et traité comme l'enfant de la maison, il se rembarqua pour Toulon. Son père eut vent de ce retour comme le navire subissait la quarantaine, et s'empressa de solliciter du ministre Amelot un ordre du roi pour faire enfermer le fugitif dans la maison des observantins de Saint-Pierre de Canon. L'ordre partit de Versailles le 25 juillet. Le malheureux garde des Archives, le *père affligé* implora le secret, pour que la réputation d'un jeune enfant que la fougue de ses passions entraînait et qu'il fallait tirer du danger malgré lui, ne fût pas ternie aux yeux de ses concitoyens. Au bout d'un an, il jugea le coupable assez puni et sollicita un nouvel ordre du roi, d'élargissement cette fois ; le ministre l'accorda le 21 août 1778.

Hélas ! cette correction n'amenda pas le jeune homme. Sa dot dissipée, il tenta vainement la fortune aux Iles d'Amérique en 1785, revint au bercail, épousa Marie-Claude Fougasse, en eut un fils, Louis-Alexandre-Frédéric, le 18 septembre 1788, reprit sa vie de dissipation, et entra dans l'arène politique. Ainsi se trouvait-il en mission à l'hôtel de la Croix-de-Malte lorsque Fonvielle y descendit.

Ce fut un bonheur pour lui, et pour son acolyte Magnien : ils avaient si généreusement fraternisé avec les sections de Lyon, qu'il ne leur restait plus un sou vaillant, et qu'ils devaient leur note d'hôtel. Déjà, ils avaient eu recours à la bourse de leur collègue Lullin, mais cet homme impitoyable en avait serré définitivement les cordons, et comme les forces révolutionnaires venaient de couper les communications entre Lyon et Marseille, Dieu sait ce qu'il serait advenu d'eux si M. le chevalier de Fonvielle, dont le gousset était amplement

garni, n'était survenu fort à propos pour défrayer leurs dépenses passées, et subvenir à celles à venir.

Des fêtes et des réjouissances accueillirent les commissaires marseillais, jusqu'au jour où la Révolution triompha à Lyon. Alors ils durent décamper. Une fâcheuse inspiration mena Biroteau et Hallot à Bordeaux, où on les guillotina. Les autres préférèrent la direction de Marseille. Une seule route leur restait ouverte, par la Suisse, l'Italie, Gênes et la mer.

A Lons-le-Saunier, ils jugent prudent de se cacher, et soupent dans leur chambre d'auberge. Soudain, au dehors, une clarté extraordinaire ; Thiers, craintif malgré ses hâbleries, regarde à la fenêtre et annonce un attroupement : évidemment, on se prépare à leur faire un mauvais parti. Mais bien au contraire, ces gens déploient des pupitres et leur donnent une aubade, conduits par un frère de l'aubergiste, ancien collègue de Fonvielle à la régie. Le lendemain, dîner, bal, et discours enflammés contre la Convention.

Les voyageurs traversent la Suisse sans encombre. Les saillies de Thiers égaièrent le voyage. En territoire autrichien, ils rencontrent un chevalier de Saint-Louis : Fonvielle baise pieusement son ruban, et Thiers répète le geste. Par Coire, le Simplon, le Piémont, Alexandrie, le lac Majeur, ils atteignent Gênes. Là, ils nolisent une felouque, et prennent la mer le 12 août 1793 sous la protection de deux vaisseaux anglais.

Au large d'Oneille, un corsaire sarde les arraisonne ; Fonvielle demande à être conduit au gouverneur. Il descend à l'habitable chercher les instructions reçues du comité contre-révolutionnaire de Gênes ; il les y a dissimulées : au lieu de ses papiers, il ne trouve que Thiers, caché là, et qui avoue qu'à la vue du pavillon tricolore arboré tout d'abord par le corsaire, il a jeté les papiers à la mer. Fureur de Fonvielle :

— Tu as bien le nom qui t'est dû : assurément personne ne disputera que tu sois autre chose qu'une fraction d'homme !

Laissés libre de continuer leur route, ils remettent en mer, pour prendre terre derrière un rocher, près de Fréjus. Auprès des débris d'une cheminée primitive, ils découvrent des restes de viandes, des entrailles... des bergers ont mangé un mouton. Thiers s'imagine voir les restes d'un repas d'anthropophages consommé par des républicains, et tremble si fort qu'il faut le reporter à la felouque.

Ils vont atterrir un peu plus loin, sur la plage de Bormes. Une bonne femme leur apprend que depuis deux jours les Anglais ont pris Toulon. Tous s'écrient : **Vive le Roi !** Ils débarquent près d'une batterie de côte. Thiers a fait tant de difficultés que les artilleurs, pris de soupçons, obligent Fonvielle à comparaître devant la municipalité. Le maire, une brute, les expédie au district, à Hyères. Ils renvoient la felouque et louent des mulets. D'Hyères, ils se dirigent sur Belzanciers où demeure la belle-sœur de Fonvielle. Comme ils se couchaient, elle leur annonce le général révolutionnaire Carteaux et ses dix mille hommes : en réalité, deux cent cinquante cavaliers, sous le nez desquels Fonvielle passe avec son neveu, âgé de cinq ans, auquel il fait admirer les **beaux militaires**, tandis que ses deux compagnons, guidés par une servante, gagnent les bois de la Rouvière. Ils s'y cachent plusieurs nuits. Thiers passe le temps à manger et à dormir. Enfin un guide les mène à Toulon, où ils pénètrent sans encombre.

Ils n'y restent pas longtemps. Le 18 décembre, l'armée républicaine les oblige à déguerpir. Fonvielle perd cent cinquante mille francs du coup. Furieux contre les

Anglais, il erre sur une barque dans la rade, avec sa famille à laquelle Thiers s'est adjoint. Il monte à bord du *San-Salvador-del-Mundo*, de l'amiral Langara, qui le case avec son monde, et d'autres fugitifs français, sur la *Reine-Louise* en route pour Carthagène.

A bord, Louis Thiers devient épique. Le petit homme est doué d'une mémoire prodigieuse, et d'une faculté de mensonge équivalente. Il ne se contente pas de briller aux jeux d'esprit dont on distrait la traversée, il conte ses aventures : pas un lieu dont on parle où il ne se soit trouvé ; il a tout vu ; il se complaît à narrer ses actes, d'un courage héroïque, car, officier de marine, il accomplit le tour du monde avec le fameux capitaine Marchand.

Des officiers de marine, des vrais, discutent sans réussir à l'embarasser ; il se montre si précis dans l'emploi des termes techniques, dans la description des pays qu'il prétend avoir parcourus, dans la désignation des latitudes, des dates et des personnages, qu'il force ses contradicteurs à lui laisser le dé. Il raisonne de l'art nautique avec une assurance imperturbable, explique les manœuvres, démontre les principes de la navigation, de la construction des vaisseaux ; il donne leur nom aux moindres pièces de bois ou de métal de la carcasse du navire, aux mâts, aux vergues, aux voiles. Il n'illusionne pas les marins français : ils accordent qu'on ne peut rencontrer **un perroquet de théorie qui eût le bec plus affilé**. Quant aux Espagnols, ils finissent par le consulter sur la manœuvre de leur frégate ! Les nôtres en sont jaloux, et **prennent à tic** le petit homme.

A Carthagène, Fonvielle et sa bande, en tout dix personnes, s'installent tant bien que mal. Un jour qu'ils chantaient autour d'une bouteille de Malaga, le petit homme s'éclipse sans bruit ; personne n'y prend garde : par un jour donnant sur l'escalier, il a aperçu des baïonnettes. Trois grands coups frappés à la porte : un officier de police et huit fusiliers pénètrent dans la pièce et inspectent la compagnie :

— N'avez-vous pas ici el senor Thiers ?

— Oui.

On le cherche. Fonvielle le dénêche dans les latrines.

— Thiers, arrive ici, on te demande.

Plus mort que vif, il sort de sa cachette, la culotte à moitié bas. Le policier lui donne le temps de se reculotter, et l'emmène.

Un comité de police de trois personnes, en tête, le marquis Du Castelet, s'était formé à bord de la *Reine-Louise* ; sans doute poussé par les marins hostiles à Thiers, arguant peut-être de quelque propos inconsidéré lâché par ce bavard, ce comité l'a dénoncé au gouvernement de Sa Majesté Catholique.

Dans quelle prison l'a-t-on enfermé ? Mystère ! Deux jours plus tard, un individu déguenillé, un valet de bourreau, apporte un billet de lui. Fonvielle sait maintenant où le joindre. A force d'argent, il améliore le sort du prisonnier. Comme on l'a interrogé sur son voyage autour du monde autant que sur ses relations avec Fonvielle, il est facile de deviner d'où vient le coup. Le chevalier dénonce à son tour le comité de police de la *Reine-Louise*, et obtient la libération de son ami.

Après la journée du 9 Thermidor, Thiers regagne Marseille. Il décroche le poste d'accusateur militaire. Il en profite pour tirer de prison un capitaine ami de Fonvielle, et un personnage autrement intéressant pour son propre avenir,

Lucien Bonaparte, qui, dénoncé aux représentants Chambon et Guérin par la municipalité de Saint-Maximin où il a joué les Brutus, est arrêté à Saint-Chamans et incarcéré à Aix. Son frère Napoléon et sa mère multiplient les démarches pour le tirer de là ; avec l'aide du citoyen accusateur militaire, ils y réussissent.

Si l'on ne le savait, on ne se douterait certes pas que Thiers était marié. Sa femme, Catherine Fougasse, meurt le 13 ventôse an V — 3 mars 1797. Cinq semaines plus tard, le 29 germinal an V — mardi 18 avril 1797, l'officier d'état-civil enregistre la naissance, à deux heures une décime, le 26 germinal précédent, soit le samedi 15 avril, d'un garçonnet prénommé Marie-Joseph-Louis-Adolphe, fils de Marie-Madeleine Amie, demeurant avec sa mère, 15, rue des Petits-Pères, île V, et de Pierre-Louis-Marie Thiers, [actuellement absent](#). Le 13 mai suivant, à sept heures cinq décimes, le même officier d'état-civil enregistre le mariage des parents.

Marie-Madeleine Amie, née à Bouc le 6 juillet 1774, est fille d'un négociant marseillais, Claude Amic, que la ville de Marseille avait envoyé à Constantinople comme délégué général du Commerce. Il y épousa Marie-Santi Lhomaca, dont la sœur Elisabeth s'était mariée, le 25 octobre 1754, à Louis de Chénier. Amie eut un fils, Jean-Antoine, qui s'en alla commercer à l'île Maurice où il mourut en 1828, âgé de cinquante-huit ans, et une fille, Marie-Madeleine. Il était mort quand elle mit au monde un bébé qui se trouvait être cousin issu de germain d'André et de Marie-Joseph Chénier.

Chassé de Marseille, a-t-il prétendu, par les suites du coup d'Etat du 18 fructidor — 4 septembre 1797 —, Louis Thiers, après son mariage, disparut sans laisser d'adresse. Au cours de l'année 1799, Fonvielle, installé à Paris où il fondait l'Académie des Ignorants, dont il s'octroya le secrétariat perpétuel, se demandait ce qu'il était devenu lorsqu'un beau jour le petit homme débarqua chez lui, resplendissant d'or et de diamants. Fonvielle ouvrit de grands yeux, et l'interrogea. Louis Thiers raconta comment Lucien Bonaparte lui avait témoigné sa reconnaissance en l'attachant au service des vivres de l'armée d'Italie. A Milan, il avait en outre opéré dans la ferme des jeux publics. Il revenait avec un million et demi, disait-il : en réalité, cent mille francs sur lui, et trois cent mille francs de papier, qu'il encaissa sans difficulté. C'était déjà un joli denier.

Fonvielle veut le retenir à dîner. Bien au contraire, c'est lui qui entraîne son ami à l'hôtel de l'Europe où il est descendu. [Ma famille m'attend](#), explique-t-il. — [Tu as ici ta famille ?](#) — [Tu verras ça, mon ami : partons, ma voiture est à la porte.](#) — [Ah ! Tu n'es pas venu à pied ?](#) — [Veux-tu qu'un homme comme moi se ravale jusqu'à descendre au niveau de cette canaille de piétons qui obstrue les rues de Paris ?](#)

En sortant, il appelle son domestique, un grand diable bien planté, qui, fort respectueusement, leur ouvre la portière de la voiture. A l'hôtel de l'Europe, Thiers occupe un vaste appartement qu'il embellit en plaçant de l'argenterie sur toutes les cheminées et sur toutes les tables. Et Fonvielle admire encore [un superbe piano sur lequel préludait une jolie personne qui m'était inconnue, mais de la dernière élégance ; un guéridon magnifique auprès duquel travaillait une jeune dame qui me sembla un peu mélancolique, mais dont la figure peignait la douceur, autant que la mine de l'autre annonçait la finesse et l'esprit pétillant.](#) Et puis une bande d'enfants : Louiset, Germain et Lolotte connaissent déjà Fonvielle et lui sautent au cou ; on le présente aux autres comme le meilleur ami de leur père. Après un dîner somptueux, Fonvielle profite des bonnes dispositions de son hôte pour se faire rembourser les avances qu'il lui avait consenties jadis. Il avait

eu soin de prendre d'ailleurs un jugement consacrant ses droits. Le petit homme s'exécute galamment, et l'on jette le jugement au feu.

A quelque temps de là, Louis Thiers se passe la fantaisie de devenir propriétaire. Il achète deux terres aux environs de Coutances, rien moins qu'un comté et une baronnie. En compagnie de Fonvielle, il en va prendre possession. Par malheur, il ne peut payer le prix d'achat **parce qu'il y eut des obstacles judiciaires**. Et bientôt il a dissipé le capital rapporté d'Italie. L'une de ses deux compagnes **prend son parti en femme de tête et de cœur** ; l'autre, Catherine Cavalieri, douce comme un mouton, s'attache à lui ; il l'avait cueillie à Bologne. Il postule une petite place, et, en attendant, se fait héberger par Fonvielle. Leurs efforts combinés réussissent à le faire nommer percepteur à Beaucaire. Fonvielle avait eu la précaution de mettre la main sur les derniers débris de sa fortune, et ne les lui rendit qu'au moment de verser le cautionnement requis. Le nouveau percepteur ne demeure pas longtemps à son poste. En octobre 1804, il demande un congé de six semaines. Le 22 décembre il part, et on ne le revoit plus. En examinant ses comptes, on s'aperçoit qu'une somme de 43.805 francs 65 centimes est partie avec lui.

Le parquet de Nîmes entame une procédure, et décerne contre lui un mandat d'amener à Marseille et à Menton. On le cherche à Beaucaire, à Aix, à Marseille, à Monaco. Sur un renseignement fourni par le parquet de Menton, le substitut du procureur général impérial de la cour criminelle du Gard envoie une expédition du mandat d'amener au préfet de Bologne, et réclame son justiciable. C'est bien là qu'il se cache, sous le nom de Bronde qui est celui de sa mère, et que la police le découvre en juin 1805. Il s'est réfugié au pays de Catherine Cavalieri qu'il fait passer pour sa femme. La supercherie découverte, la police constate qu'il n'a ni papiers en règle, ni moyens de subsistance. On l'arrête avec sa maîtresse et sa fillette.

Fouché se renseigne auprès du ministre des Finances qui confirme le déficit de la caisse et la fuite du percepteur ; il prie Marescalchi, ministre des Relations extérieures du royaume d'Italie, d'ordonner la remise du délinquant aux mains du magistrat de sûreté de l'arrondissement de Nîmes, après qu'on se sera assuré que l'individu arrêté est bien celui que l'on cherche. Le ministre de la Police demande aussi des renseignements à Permon, commissaire général de police à Marseille et propre frère de la duchesse d'Abrantès. Permon expédie le 15 juillet un rapport où les erreurs se mêlent agréablement aux vérités. C'est lui qui indiqua au préfet du Gard, Dalphonse, la fausse piste de Menton. Il note qu'après son coup fait, Louis Thiers passa à Marseille voir sa mère, qui vit retirée à un deuxième étage et habite avec sa fille Mme Gratton.

Le 28 juillet, le préfet Dalphonse annonce publiquement à la foire de Beaucaire l'arrestation de Thiers. Permon communique la nouvelle aux magistrats de Marseille qui la transmettent à leur collègue de Nîmes, lequel s'attend chaque jour à voir arriver le sieur Thiers entre deux gendarmes. Le sieur Thiers n'arrive pas. Que se passe-t-il ?

Le 14 novembre 1805, le préfet du Gard se plaint à M. le Conseiller d'Etat Pelet de la Lozère, chef du troisième arrondissement de la police, de n'avoir reçu aucune nouvelle du prisonnier depuis le 14 août ; le ministre des Finances lui demande compte des poursuites : il ne peut rien répondre. Le 15 mars 1806, nouvelle plainte ; des bruits courent ; Thiers aurait été relâché, renvoyé en France sur parole, et, installé à Lyon avec la Cavalieri, sur le point d'être employé dans le département du Rhône. Le préfet n'en croit rien, mais est bien

obligé de constater que Thiers, arrêté depuis huit mois et expédié à Nîmes, n'a pas encore rejoint sa destination. Comme le substitut ne peut suspendre plus longtemps les poursuites, le coupable sera jugé par contumace, échappera à la peine, **et ce sera une prévarication de plus restée impunie**. Pelet de la Lozère répond que le 1er août précédent il a prié le ministre des Affaires Etrangères de faire le nécessaire pour que le délinquant soit conduit à Nîmes, et que depuis il n'a pas connaissance que ce ministre ait rien fait. Or, ce ministre est Talleyrand.

Le 7 juillet 1806, c'est au tour du substitut de Nîmes de se plaindre à Pelet de la Lozère. Voici un an que le sieur Thiers est arrêté, et voici un an que l'on ne peut savoir ce qu'il est devenu ! Le préfet de Bologne ne répond pas, M. le conseiller d'Etat pas davantage, et le préfet du Gard ne sait rien. En attendant, les redevables escroqués murmurent parce qu'on les oblige à payer une seconde fois. Que veut-on qu'il fasse ? **Les fonctionnaires publics infidèles doivent être poursuivis et punis, à ce sujet je ne veux pas qu'on m'accuse de négligence**.

Le 23 juillet, ce magistrat reçoit enfin une réponse du préfet de Bologne, San Reno : Thiers a bien été arrêté comme l'annonçait sa lettre du 22 août de l'année dernière, et dirigé sur Parme, sous la garde du colonel Pépin ; San Reno affirme avoir pris les précautions nécessaires : il ne sait vraiment pas comment il se fait que Thiers ne soit pas encore à Nîmes.

Voilà de quoi jeter sa langue au chat ! Le substitut s'y disposait peut-être, quand, le 30 juillet 1806, Permon annonce à Pelet de la Lozère que, grâce à la diligence de l'inspecteur en chef Sicar, Louis Thiers vient d'être arrêté à Marseille, et conduit à Nîmes sous bonne escorte. Et voici le mot de l'énigme : sitôt arrêté, Thiers, à qui son ami Fonvielle reconnaissait une extraordinaire puissance de mensonge, écrit à Talleyrand cette lettre mirifique :

Des prisons de Monte S. Joanis à Bologne. — Monseigneur, plusieurs motifs m'encouragent à oser recourir à votre protection. Enfant, ce fut à la recommandation de M. le comte de Périgord, cordon bleu, gouverneur du Languedoc, que je fus admis à l'Ecole royale de Sorèze, où plusieurs fois j'ai vu mes faibles succès couronnés de ses mains. Mon éducation finie, ce fut encore à votre respectable parent que je dus l'honneur d'être admis, cadet gentilhomme, dans le régiment de Condé-Lautrec cavalerie, en garnison à Castres. Plus tard, il y a dix-huit mois, j'eus l'honneur de vous être particulièrement recommandé, Monseigneur, par madame Bonaparte, mère de notre Auguste Empereur, et par M. Lucien son frère.

Ces honorables recommandations me procurèrent de votre part, Excellence, l'honneur d'une audience particulière, dont le résultat fut que vous daignâtes me promettre que je serais porté sur vos tableaux pour la première place vacante dans la diplomatie.

Monseigneur, tous ces souvenirs ont pour but de vous prouver que je ne suis ni un méchant homme, ni un Français méconnu.

Hé bien ! Excellence, venu dans ce pays avec ma femme et ma fillette âgée de six ans, pour des intérêts de famille — ma femme est italienne —, une intrigue digne du plus atroce

machiavélisme m'a fait arrêter ; après trois mois de séjour sans trouble, on me détient, ma femme et mon enfant, en prison, depuis onze jours, au secret, quoique malade et blessé, me privant du secours de ma femme, sans vouloir nous élargir, ou nous entendre.

Daignez, monseigneur, nous faire obtenir cette justice, les égards que l'on doit partout et toujours à l'homme honnête et à ma qualité de Français.

Pardon si ma lettre est si mal peinte. Je suis presque aveugle par une humeur rhumatismale qui s'est portée sur les yeux et qui depuis vingt-trois jours me fait souffrir des douleurs affreuses.

En post-scriptum : Monseigneur j'ose vous observer que jusqu'à ce jour je n'ai point à me plaindre de la police de cette ville ; c'est un préteur de la petite ville de Cento, homme méchant, intéressé dans mon affaire, que j'accuse et prends à partie, à qui seul nous devons les vexations dont nous sommes victimes et contre lesquels nous vous supplions, Excellence, de vouloir bien nous placer sous le puissant égide de notre auguste empereur.

Ceci explique peut-être pourquoi Talleyrand ne répondit rien aux lettres de Fouché. Sans doute ne remarque-t-il pas que le régiment de Condé-Lautrec n'a jamais existé.

Mais ce n'est pas tout. A Bologne même, la langue dorée du petit homme lui concilie adroitement les sympathies nécessaires. Pour lui, deux personnages présentent une importance capitale : le chef de la police de Bologne, Ceregalli, et le colonel Pépin, commandant les troupes de la division militaire. Il commence par obtenir du premier que le second soit chargé de le faire escorter. L'escorte se composera momentanément d'un seul soldat français. Le petit homme réussit à illusionner complètement Ceregalli, et a bien raison de dire qu'il n'a pas à se plaindre de la police de Bologne. Voici la fin d'une lettre de Ceregalli à Moreau de Saint-Méry, administrateur de l'Etat de Parme : J'ose recommander de mon côté à Votre Excellence cet individu, qui par son nom, son éducation et ses malheurs, et d'ailleurs d'après les pins respectables recommandations, mérite les égards les plus généreux.

Quant au colonel, il le munit bénévolement de ce viatique : Pépin, colonel du 9e régiment d'infanterie de ligne, officier de la 9e cohorte de la Légion d'Honneur ; je certifie que le préfet del Reno a remis sous ma garde le sieur Thiers ; j'en ai répondu. Ayant la plus forte confiance dans la probité du sieur Thiers, je l'autorise à se rendre sous sa parole d'honneur à Nîmes, pour se mettre à la disposition du préfet le jour même de son arrivée. Je certifie en outre que le sieur Thiers voyage avec sa femme et sa fille ; je prie en conséquence les autorités civiles et militaires tant du royaume d'Italie que de l'Empire français, de le laisser passer librement et de lui prêter assistance au besoin. Ceci pour lui tenir lieu de passeport.

Nanti d'un pareil document, il n'est pas difficile au sieur Thiers de se débarrasser de son unique soldat d'escorte, et de se promener à sa guise. En l'arrêtant, Permon constate que c'est le seul papier avec lequel il voyageait : Cet individu

n'a pu justifier avec quels papiers il est sorti de France pour aller en Italie et en Allemagne. Toutes ses réponses à cet égard ont été très évasives. Evidemment.

Transféré de Marseille à Nîmes le 15 août 1806, il subit un interrogatoire. Il sera poursuivi pour divertissement de deniers publics. Mais, ajoute le préfet Dalphonse, fonctionnaire désabusé, dans une lettre à Pelet de la Lozère, je ne suis pas sûr à beaucoup près qu'il subisse la peine de la loi. Le sieur Bresson, ex-receveur général de ce département, en débit de plus de trois cent mille francs, arrêté par mes soins et dénoncé par moi, a été déclaré coupable de divertissement de deniers publics et acquitté sur l'intention. Des exemples pareils donnent la mesure de ce qu'on peut attendre des jurys. Et il envoie une pointe au colonel Pépin : Il me paraît bien étonnant que M. Pépin ait cru pouvoir avoir la plus forte confiance en la probité du sieur Thiers, et l'autoriser à se rendre librement ici sur parole d'honneur, tandis qu'il était placé sous sa sauvegarde pour être transféré ici. Avec des mesures semblables, il est facile au coupable de s'échapper et d'éluder les lois, et les poursuites des fonctionnaires qui ne connaissent que leur devoir et mettent du prix à le remplir. Que dut dire le préfet lorsque Thiers fut élargi ? Lucien Bonaparte payait sa dette de 1794.

Catherine Cavalieri, qui subvint aux besoins de son amant emprisonné, retourna en Italie, au sein de sa famille. Sa fille se réfugia à Marseille chez des parents. Quant au petit homme, il prit allègrement le chemin de Paris, et s'installa chez son ami Fonvielle.

En 1814, le chevalier qui, outre son Académie des Ignorants, fondait des sociétés et des banques plus ou moins viables, écrivait quinze mille vers en moins de deux mois, une comédie en quatre jours et une tragédie en sept, refusées d'ailleurs par tous les théâtres, qui prétendait tirer quinze à vingt mille francs par an des quinze volumes de Mémoires qu'il avait en chantier, s'était installé à Pantin où il exploitait une carrière de pierres. Sous la menace de l'invasion, il décide de renvoyer les femmes, et de ne pas bouger de chez lui : Je resterai ici avec Thiers, mon jardinier, mes charretiers et mes ouvriers.

Thiers lève la tête en entendant son nom, et considère Fonvielle avec des yeux disant clairement qu'il n'est pas tout à fait de cet avis. La nuit du 28 au 29 mars, Fonvielle reçoit l'avis qu'il ne faut pas différer le départ. Il rassemble ses charretiers ; sur huit charrettes, sa femme fait charger tous les objets qu'elle peut emporter. Thiers prend les devants, se retournant à chaque instant pour voir si l'armée ennemie ne débouche pas de Pantin. Il ne s'arrête qu'à la barrière, pour attendre la caravane ; elle se dirige 21 rue Lepelletier, où Fonvielle a son appartement, et où on décharge les charrettes.

Le lendemain, le canon tonne. Thiers persécute Mme de Fonvielle pour qu'elle passe sur la rive gauche et s'installe au faubourg Saint-Germain. Elle refuse. Le 30, après dîner, le petit homme disparaît. On ne sait où il est allé. Ses hôtes ne le reverront que plusieurs années plus tard.

II

LES PREMIERS PAS

Louis Thiers, en quittant Marseille en 1797, abandonna complètement et sans le moindre scrupule la femme et l'enfant qu'il y laissait. Particulièrement turbulent pendant la vie utérine, le nouveau-né s'est présenté sens devant derrière. Il pèse trois kilos en venant au monde et mesure 39 centimètres de longueur. Sa tête est énorme. La membrane amnios enveloppe l'occiput : il est né coiffé. Sa santé semble frêle. Sa mère le nourrit, et, avec sa grand'mère Amic, l'entoure de soins. Sa tante paternelle, Victoire Pretti, et sa marraine, Mme Paul, aideront à subvenir aux soins de son éducation.

On le place d'abord dans une pension particulière. Puis, il entre au lycée de Marseille en sixième, avec une bourse décrochée au concours. Il a douze ans. Ecolier travailleur, il attache volontiers des chiens aux sonnettes des maisons. Sur son *De viris*, il griffonne des croquis, des bonshommes qui dénotent une facilité précoce ; de 1810 date une gouache véritablement étonnante pour un enfant de treize ans ; elle est conservée à l'hôtel Thiers. Sur la page de garde du *De viris*, il dessine une potence où pend un Pierrot avec cette légende :

Aspice Pierrot pendu
Quia librum n'a pas rendu ;
Si librum reddidisset,
Pierrot pendu non fuisset.

Une impression se grave fortement dans sa mémoire d'enfant, un tableau d'histoire qu'il n'oubliera pas. En 1802 il a cinq ans. Son cousin, Joseph de Chénier, lié avec le général Menou, le conduit à la maison du général, d'où il assiste au défilé de l'armée d'Egypte qui vient de débarquer au port de Marseille, entourée d'une auréole déjà légendaire. L'enfant pose questions sur questions au vieux militaire, qui complaisamment énumère les faits d'armes accomplis par les régiments qui passent. Il voit défiler encore d'autres régiments qui allaient en Italie ou en Espagne.

Quelle illustration à l'enseignement reçu au lycée ! En ce temps, la jeunesse française est menée militairement. L'empereur a ses desseins, et le veut ainsi. La vie des générations qui se succèdent sur les bancs des collèges est, comme à la caserne, rythmée aux roulements du tambour. Au moral, l'étude de la géographie et de l'histoire, des mathématiques et de la topographie, celle du latin, forment les cerveaux. Thiers fait, pour les distributions de prix, des vers latins en l'honneur du Maître. Au physique, les corps sont traités rudement. Le jeune Thiers aurait pu y périr : au contraire, il s'y fortifia, et au bout de deux ans de ce régime, acquit une constitution de fer.

Mais la médaille impériale a son revers : plus de trois cents vaisseaux de commerce pourrissent, immobiles, le long des quais, depuis la place de la

Cannebière jusqu'au fort Saint-Jean. On mène souvent l'enfant à cette promenade favorite. Le spectacle de ces bâtiments, dont aucun n'est déplacé avant la fin de l'Empire, le frappe ; il sait leurs noms, il se rappelle leurs figures comme celles des maisons d'une rue habituellement fréquentée. A peine, de temps à autre, un navire de sucre ou de blé entre-t-il, échappé des croisières anglaises, et, pour distraction, les marchandises anglaises saisies que l'on brûle sur la place publique. Il faut la poigne du préfet Thibaudeau pour mater une population que la détresse révolte. Aussi la chute de l'aigle provoque-t-elle ici une joie folle.

Le 14 avril 1814, Adolphe est venu du lycée dîner chez sa mère et sa grand'mère. D'immenses événements se déroulent, dont les deux femmes, inquiètes et tristes, craignent les répercussions. Vers quatre heures du soir, une rumeur : un courrier arrive à franc étrier, couvert de lauriers et criant : **Vive le Roi !** Madame Thiers, royaliste convaincue, qui ne manquait jamais de dire : **Notre bon et infortuné Louis XVI**, entraîne son fils à la porte d'Aix, à temps pour voir entrer le courrier, qu'acclame sur tout le parcours une population délirante. En même temps, le jeune lycéen apprend que les escadres anglaises ont débarqué des régiments en habits rouges et que des Autrichiens en habits blancs ont touché le sol de la patrie. Une involontaire association d'idées se forme dans sa tête, établissant une liaison entre ce fait et la rentrée des Bourbons à Paris. Depuis lors, a-t-il dit, **jamais il n'a pu sortir de mon cœur ni de ma tête que le gouvernement de la Restauration était le gouvernement de l'étranger.**

Adolphe Thiers est près de quitter le lycée. Le proviseur, M. Dubreuil, lui demande à quel état il se destine : au commerce pour venir en aide à sa mère. M. Dubreuil l'en détourne ; on n'enfouit pas dans un comptoir les talents qu'il possède. Et en effet, son professeur de rhétorique, M. Louis Brunet, ancien prêtre du Bon Pasteur, le définit ainsi : **M. Thiers est un excellent sujet. Il a fait ses études au lycée de Marseille avec la plus grande distinction. Il a remporté presque toutes les années les premiers prix. Il réunit aux plus heureuses dispositions pour les sciences et les belles-lettres, l'amour de l'étude et le désir de se distinguer dans une profession honorable. Quelque (sic) soit la carrière dans laquelle il se propose d'entrer, il ne peut manquer de la parcourir avec le plus grand succès.** A la distribution des prix, le recteur de l'Université lui a donné en récompense de ses succès le brevet du Roy pour la décoration du Lys. Le proviseur insiste pour qu'il s'engage dans la carrière du barreau.

— Au moins, si j'ai fait beaucoup de dépenses pour cet enfant, dit sa mère, j'ai la consolation de voir qu'il en a bien profité et qu'il aime beaucoup le travail.

Elle se décide à le laisser au lycée encore une année : il fera sa philosophie et suivra les cours de physique. Pendant ses vacances, il ne sort pas ; il passe son temps à lire et à dessiner, et des heures à s'exercer à la parole en haranguant les chaises de sa chambre.

Lorsqu'il quitte définitivement le lycée, brillant élève et fort en thème, il emporte dans sa poche les certificats les plus flatteurs de ses professeurs de rhétorique et de philosophie, du proviseur et du censeur : **Son application suivie pendant plusieurs années et des succès distingués l'ont placé au rang des élèves que l'on voit partir avec regret.** Plus tard, Adolphe Thiers contera qu'il fut un élève ingouvernable, révolté contre les règlements ; cette attitude pittoresque qu'il se donnait n'est pas conforme à la réalité.

Grâce aux subsides fournis par sa tante Pretti et sa marraine, il prend à Aix-en-Provence sa première inscription de Droit le 8 novembre 1815. Après Marseille, la ville du commerce, de l'agitation et du bruit et le point de rencontre de toutes les races méditerranéennes, le voici dans une vieille cité parlementaire, silencieuse et grave avec ses allées larges, ses rues paisibles, ses hôtels solennels aux hautes portes cochères où passaient jadis les importants carrosses des magistrats, dans une atmosphère de recueillement propice à la méditation et à l'étude, parmi la jeunesse ardente, intelligente et studieuse qui fréquentait une Faculté de Droit célèbre.

Il se loge modestement, il le faut bien, chez un menuisier, rue des Pénitents Noirs, puis rue Plateforme, et en 1817 rue Adanson, chez un maçon. Sa mère et sa grand'mère quitteront Marseille en 1818 pour venir le rejoindre et reconstituer, traverse Silvacane, le cher foyer de son enfance. L'aïeule lui a toujours porté tant de sollicitude et d'affection ! Même aujourd'hui où il devient un homme, et bien qu'affaibli par l'âge, elle se lève la nuit pour s'assurer qu'il repose tranquillement. Même aux heures où tous trois traversent une véritable détresse, elle conserve une gaîté charmante, elle rend à sa fille le courage qui souvent lui manque, admirable de constance et de résignation devant les maux et les chagrins. Aussi, quelle affection il lui voue de son côté ! Il a de l'ambition, certes, mais aussi le sens du devoir envers ses mères, comme il disait : il travaille avec acharnement ; son propriétaire est chargé de le réveiller le matin à la première heure. Sa curiosité d'esprit inlassable s'allie à la souplesse et à l'étendue de son intelligence, à la force de sa réflexion. Dès cette époque, il conçoit un vaste ouvrage de philosophie ; il en rédige le plan et commence à prendre des notes ; toute sa vie il aura le désir, et jamais le loisir de l'écrire ; en 1876, soixante ans plus tard, il prenait encore des notes !

D'autres projets d'aussi vaste envergure hantent son imagination, et l'histoire ne le séduit pas moins que la philosophie. Préoccupé d'analyse spéculative, a dit Sainte-Beuve, soit mathématique, soit même métaphysique, il se laisse tenter par l'optimisme de Leibniz et il cultive Descartes. On retrouvera la trace de cette veine philosophique et morale dans son *Éloge de Vauvenargues*. Cependant ses opinions politiques se forment, et l'incitent à écrire une tragédie en prose intitulée *Tiberius Gracchus*, et un *Éloge de Kosciusko*. Ces travaux laissent prévoir en lui une autre vocation que celle du barreau, bien qu'il s'applique sérieusement à ses études de Droit, puis à sa profession d'avocat. Chaque année, il passe ses examens avec succès : ses thèses de droit romain *De ingenuis*, de code civil sur *La publication des effets*, de procédure sur *Les enquêtes*, et ses deux examens de licence, lui valent une unanimité de boules blanches.

Déjà, il exerce une influence sur ses camarades ; dans les discussions, il n'est jamais à court d'arguments, ni à bout de ressources d'esprit. Tous lui prédisent un brillant avenir ; ils admirent franchement la netteté et la portée de son intelligence, sa puissance de travail ; ils l'entourent de la chaude atmosphère de sympathie qui est un besoin pour son cœur. Il éprouve le bienfait du coup de fouet si doux mais si excitant des observations de Rouchon-Guigues, passionné du beau antique, et qui le ramène sans cesse au simple et au noble. Et avec Rouchon qu'il considère comme un génie, Rouchon toujours souffrant, marchant à travers les rues de la petite ville la tête baissée, une canne à la main qu'il secoue d'un mouvement uniforme, futur historien et magistrat, ce sont Peisse, futur critique musical ; Mottet, futur conseiller d'Etat ; Floret, futur préfet de Louis-Philippe ; Euzière, qui sera conseiller à la Cour ; Aude, qui deviendra maire

d'Aix, et Martin, président à la Cour des Comptes, Giraud ministre de l'Instruction publique, Fernand et Séverin Benoît avocats, Alphonse Rabbe qui conquerra une célébrité par la presse, Revoil, Tavernier, de La Boulie, Guilibert, de Gabrielli, Rouvière, De Ribbe, Goirand, Palis, etc., etc.. Surtout, il se lie avec Mignet.

On surnommait Rabbe : l'Antinoüs d'Aix ; on disait toujours : le beau Mignet. Quel contraste avec Adolphe Thiers ! Grand, les traits fins, les mains longues aux doigts fuselés, l'allure discrète, aristocratique, Mignet, né à Aix le 8 mai 1796, était le fils d'un serrurier d'art. Nanti d'une demi-bourse, il fit des études au lycée d'Avignon, et revint à Aix en 1815, exactement en même temps que Thiers. Ils se rencontrent à la Faculté de Droit le premier jour, et nouent une amitié étroite, inaltérable, qui durera sans un nuage jusqu'à la fin de leur longue carrière. Ils discutent des points de droit à l'Ecole, dans les rues, et, se reconduisent l'un l'autre, jusque devant l'atelier où travaillent les quarante-quatre ouvriers du père de Mignet ; alors, Thiers captivait l'attention par ses discours, et **les marteaux restaient en l'air tant qu'il parlait**. Cet amour de la science se coupe d'entractes, où l'on insère dans des coquilles de noix les pattes du chat préféré d'une jeune fille amie, et où l'on introduit un âne dans la salle de cours de la Faculté de Droit.

Car cette jeunesse studieuse s'amuse. Les longues promenades dans la campagne environnante ne se passent pas uniquement en conversations sérieuses. On se rend en bandes, les inséparables Thiers, Mignet, les deux Benoît, Rouchon-Guigues, et les autres, à la villa du Tholonet, chez l'hospitalière famille Roux-Martin. On y consacre la soirée à la musique et à la danse. Puis on va au quartier de Langesse finir la nuit dans une maison si petite qu'elle ne peut contenir tout le monde ; alors, après avoir subtilisé dans la cave quelques bouteilles de vin cuit, on s'installe dans la grange, baptisée **le Bastidon de Thiers**. Il fallait entendre les contes, les mots d'esprit, les rires, les chansons provençales, il fallait entendre comme, suivant l'expression de Mignet, on faisait **péter les trou de Diou**.

Le 29 août 1818, Thiers et Mignet, **après avoir chacun d'eux séparément et individuellement exposé les matières contenues dans leurs thèses, ont été successivement interrogés sur les différents points y énoncés** ; après quoi, conformément à la loi du 13 mars 1804 et au décret du 21 septembre, même année, le secrétaire général de la Faculté procède à l'ouverture des urnes où les examinateurs ont déposé leurs votes : les deux amis sont reçus licenciés à l'unanimité des voix par cinq boules blanches. A la rentrée de novembre, toujours de compagnie, ils sont admis au barreau d'Aix. **A la fin du XVIIIe siècle, dit Mignet, les jurisconsultes nourris dans l'étude du droit romain, du droit canonique, du droit féodal, du droit coutumier, des ordonnances royales et des statuts provinciaux, avaient, de plus, appris de Domat, de Daguesseau, de Pothier, à vouloir la coordination des lois ; de Montesquieu à en pénétrer la raison ; de Filanghieri et de Beccaria à en poursuivre la réforme, de tous les hardis penseurs du temps à perfectionner, d'après les principes naturels, l'organisation de la société civile. Portalis et Siméon introduisent et font prévaloir cet esprit nouveau et ces formes plus littéraires.** Car Portalis et Siméon sont partis du barreau d'Aix. Ils y ont laissé des ferments de libéralisme. Thiers s'en imprègne, en même temps qu'il subit l'influence de Mme Tassy, libérale et rousseauiste, une aïeule de l'abbé Brémond. Ces opinions vont lui jouer un tour, et lui procurer l'occasion de prendre une revanche éclatante.

La Société des Amis des Sciences, Lettres, de l'Agriculture et des Arts, fondée en 1808, avait mis au concours pour le prix de littérature à décerner en 1814 ce

sujet : Tracer rapidement l'histoire de l'éloquence judiciaire, surtout dans les temps modernes, et plus spécialement en France. Suivait une page d'explications. Aucun concurrent ne se présente. Le sujet est remis au concours en 1815 et en 1816, sans plus de succès. Un mémoire envoyé en 1817 paraît écrit avec trop de précipitation, et le concours est prorogé encore une fois. En 1818, deux mémoires parviennent au jury ; sur le rapport de M. de Castellet, le prix, de trois cents francs, est attribué à celui qui porte pour épigraphe cette phrase de Lacretelle aîné : *Le digne emploi de l'éloquence judiciaire parmi nous n'est pas, comme chez les anciens, de soulever les passions contre la raison, d'égarer ou de désarmer la justice, de bouleverser l'empire des lois ; elle s'honore aujourd'hui de les servir.* Il est proclamé en séance publique le 2 mai 1818. L'auteur du mémoire est Adolphe Thiers, qui l'année précédente, a écrit un traité de trigonométrie sphérique. M. de Castellet a fait ressortir l'idée nouvelle qu'il apporte : l'art de la discussion, presque inconnu des anciens, perfectionné dans les temps modernes, devenu de nos jours le caractère distinctif du barreau, est le plus puissant, le plus fécond des moyens qu'il ait en son pouvoir. Certes, l'ordonnance générale de cette étude marquait quelque défaut de méthode ; certaines conceptions paraissaient vagues, confuses, métaphysiques, mais par intervalles des vérités lumineuses les éclairaient. Alors, au lieu de rester un froid dissertateur, l'auteur devient un pur écrivain, un penseur profond, quelquefois même un orateur éloquent.

Thiers avait dix-neuf ans lorsqu'il écrivit pour ce mémoire, à propos de Lally-Tollendal, cette page d'une précocité peu commune :

Les grands écrivains se sont créé une langue particulière, un style isolé auquel ils semblent avoir imprimé un caractère de propriété et le sceau de leur génie. L'orateur français ne s'est point créé un genre nouveau et individuel, mais il a su les réunir tous, il en a composé un mélange varié qui offre à la fois les plus beaux caractères du style et les combinaisons les plus heureusement appropriées aux besoins multipliés de la cause. Sa marche paraît d'abord auguste et lente : c'est plus qu'un orateur, c'est un homme inspiré dont la voix est grave et solennelle. Ses accents commandent tout à la fois le respect et l'étonnement ; il parle, et les passions semblent se taire ; il parle et, revêtu d'une autorité presque divine, il semble inspirer aux flots déchaînés des factions les bornes où doit s'arrêter leur fureur. Moins pressant, moins rapide, moins impétueux que Démosthène, il suit plus volontiers dans la richesse de ses développements la marche progressive de Cicéron ; aussi imprévu dans les coups qu'il porte à ses adversaires, il fait d'une objection qui lui était opposée un trait mortel contre ses ennemis. Quelquefois, à l'aspect de son auguste client, des émotions s'échappent de son âme ; il fait entendre une voix prophétique ; un demi-jour affreux luit sur quelques-uns de ses accusateurs ; puis, se retrouvant en présence des factions, il condamne son indignation à des ménagements ; alors c'est Tacite, c'est sa profondeur vengeresse ; obligé comme lui de se replier sur lui-même, il laisse à peine deviner le secret de sa douleur ; son style a la physionomie de la contrainte ; il semble s'adresser à la fois et à des juges auxquels il ne peut pas

tout dire, et à la postérité qui rendra à sa pensée toute son énergie primitive ; on sent en lui une force cachée, on croit apercevoir en un mot le héros de la Suisse cachant un trait pour percer le tyran s'il ne peut sauver les jours de son fils.

Mais ce qui distingue surtout l'orateur français, c'est cette éloquence de l'âme qu'il possède au degré le plus éminent. Aussi pathétique que Cicéron, il ébranle aussi fortement les âmes et il joint à l'impétuosité de l'orateur romain une sensibilité plus pénétrante, une onction que les anciens n'ont pas connue, il donne à la vertu malheureuse la plus noble attitude, il lui conserve le caractère le plus auguste. Il semble que la pitié, en approchant de Louis, a quelque chose de religieux et de saint dont l'humiliation ne saurait approcher.

Mais qu'il est grand et sublime lorsque, médiateur entre le présent et le passé, il offre aux juges de Louis le seul moyen d'ennoblir leur cause et de sanctifier la République ! Ah ! Si ses vœux éloquents eussent été exaucés, nous n'aurions pas renouvelé, pour rajeunir la patrie, la sanglante expérience des filles de Pélidas !

Certes, la phrase paraît ampoulée, mais l'éloquence des maîtres de ce temps ne l'est pas moins ; elle reste harmonieuse, bien équilibrée, et dénote une forte culture classique. Ce premier succès encourage le jeune avocat. En 1820, l'Académie d'Aix met au concours l'Éloge de Vauvenargues. Il entre en lice avec huit concurrents. Son manuscrit, entièrement écrit de sa main, porte cette épigraphe tirée de Marc-Aurèle : *Je résolu d'être homme, de souffrir et de faire le bien*. Il fut d'autant plus facile au jury d'en deviner l'auteur que l'un des juges le défendit avec opiniâtreté et n'était autre que le marquis d'Arlatan de Lauris, président à la Cour Royale, ancien président du Parlement d'Aix sous l'ancien régime ; on savait que Thiers fréquentait assidument son salon.

Or, le jeune avocat est déjà connu pour ses idées libérales. On dit de lui : *Il écrit bien, mais il pense mal*. De méchantes langues affirment qu'il est affilié aux carbonari, et ajoutent tout bas qu'il a juré d'assassiner Louis XVIII. Il a plaidé avec succès : on raconte qu'ayant à défendre avec Mignet un individu accusé de meurtre et d'incendie, il le fit acquitter du chef d'incendie tandis que Mignet le faisait condamner du fait de meurtre ; or l'homme, en réalité, avait incendié, mais n'avait pas tué. D'autres fois, la cause qu'il plaide ne va pas sans fracas. Il apostrophe un avoué de Tarascon qui enleva la fille d'un de ses collègues à peine âgée de seize ans :

— Vous n'êtes point un séducteur, vous êtes un corrupteur ! Scandale ! Ainsi tout naturellement un parti s'est formé contre lui, et réussit à obtenir la prorogation du concours.

Thiers retouche et développe son mémoire, et le renvoie l'année suivante avec la même devise. Le jury lui accorde une mention, et décerne le premier prix à un mémoire venu de Paris avec cette devise : *Doctrina viri per patientiam nascitur*. On ouvre l'enveloppe contenant le nom de l'auteur : Adolphe Thiers ! Le jury est joué !

Aux approches du terme fixé pour le dépôt des manuscrits, le marquis d'Arlatan avait pressenti le résultat défavorable à son jeune ami : Thiers fabrique en hâte le mémoire qu'il fait expédier de Paris, et qui lui vaut le prix.

En même temps, Mignet remporte un succès analogue avec un *Éloge de Charles VIII*, mis au concours par l'Académie de Nîmes. De plus, ayant appris un peu tardivement que l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres propose un [Examen de l'état du gouvernement en France à l'avènement de saint Louis, des effets et résultats obtenus à la fin du règne](#), il met sur pied et rédige en moins de trois mois, de janvier à mars 1821, un travail qui lui vaut de partager le prix avec Beugnot. Il le développera et le publiera en 1822 sous ce titre : *De la Féodalité, des Institutions de saint Louis et de l'influence de la Législation de ce prince*. Daunou l'en félicitera.

Les deux amis ne voient guère d'avenir à leur taille dans la bonne ville d'Aix-en-Provence, et Thiers vient d'éprouver les inimitiés provinciales. Ils n'ont plus qu'un objectif : Paris, Paris dont Talma, venu jouer à Aix, leur apporte un écho : ils lui écrivent, il les reçoit ; ni spirituel ni brillant, disent-ils de lui, mais parlant bien de son art.

L'oncle Amic, à qui les guerres de l'Empire ont coûté cher, suit de loin, de l'île Maurice, les progrès de son neveu, avec un intérêt passionné mais pas toujours clairvoyant. Dès juillet 1818, il écrit à une amie : [Les littérateurs renommés de Paris en font un très grand cas](#) — ce qui traduit probablement une suggestion du jeune homme — ; ils l'annoncent comme susceptible de parvenir à une grande célébrité... Je vous le présente pour ainsi dire comme un de mes enfants, ayant rempli envers lui tous les devoirs d'un père : sans moi tout son talent et tout son génie fussent restés enfouis. Je ne suis pas sans inquiétude à son égard, à cause de son ambition. Ce jeune homme ne sent et ne rêve qu'à aller se mettre en lice dans la capitale. S'il écoute mes avis, il ne s'y montrera pas de sept ou huit ans. Le 26 juin 1821, l'oncle Amic annonce à Gustave de la Tour, son neveu à la mode de Bretagne : [Adolphe travaille à un ouvrage qui, s'il réussit, le portera au pinacle. Son entreprise est bien hardie ; c'est pourquoi, malgré tout son génie, je doute du succès.](#) Il s'agit du fameux ouvrage de philosophie. Puissent ses espérances se réaliser !

Ambitieux, certes, le jeune avocat l'était. Au dîner à l'hôtel de la Mule noire, où ses camarades fêtent sa victoire académique, il pétille d'esprit et de verve et parle de tout, littérature, histoire, politique, avec un égal brio. Un des convives se lève et s'écrie : [Vive Adolphe Ier !](#) Il se lève à son tour, et répond froidement : [Pourquoi pas ?](#) Entre amis, il dit couramment : [Quand nous serons ministres...](#)

Il a touché cinq cents francs de l'Académie d'Aix, et Mignet quinze cents de l'Académie des Inscriptions. Mignet s'envole du nid le premier. Il arrive à Paris en juillet 1821, et se loge passage Montesquieu, à deux pas du Palais-Royal, dans une petite chambre au quatrième étage. Il a été convenu entre les deux amis que le premier qui mettra le pied dans la capitale tirera l'autre à lui. Cependant Thiers attendra deux mois avant de le rejoindre. Difficultés d'argent ? Peut-être. On a dit que Séverin Benoît fit une collecte parmi les membres du barreau d'Aix pour couvrir les frais de son voyage : auraient-ils voulu se débarrasser d'un concurrent dangereux ?

Très attaché à sa ville d'Aix, à ses mères, comme il le dit lui-même, le cœur du [petit](#) est terriblement angoissé. Il leur doit tout ; il ne les a jamais quittées. Il s'effraye du saut qu'il va faire dans l'inconnu. Son absence sera-t-elle longue ? Il

cherche à leur persuader que non : il quitte la ville d'Aix avec trop de regret pour ne pas la revoir bientôt. Il dit adieu à ses maîtres : Je vais suivre ma destinée. Sera-t-elle heureuse ou malheureuse ? Je l'ignore. Quoi qu'il arrive, je me résignerai, car enfin on nous nommait philosophes et il faut mériter ce nom.

Hélas ! Sa philosophie est mise à une rude épreuve. Plus le grand moment approche et plus il souffre. Il se confie douloureusement à Séverin Benoît, le 17 septembre : Je pars demain. Je suis inondé de larmes ; mes deux mères me déchirent par leur douleur et je ne puis plus y suffire. Je suis malade, ma poitrine est enflammée, je suis haletant et dévoré de la fièvre. Il faut partir ou sécher sur plante. L'avenir est affreux, mais le présent ne me soutient pas. C'est un sol qui s'affaisse ; il faut donc avancer coûte que coûte. Oh ! que de douleurs ! Et combien je les avais peu prévues ! Adieu, digne et excellent ami, noble ami de la vertu, pratique-la avec mes deux mères ; viens les voir et les consoler, je t'en conjure par ta mère ; ce service sera le plus précieux à mon cœur. Viens, viens les voir. Adieu, mon digne ami, adieu, hâte ton retour.

Et il y a autre chose : il a inspiré une passion à une jeune fille charmante, Emilie Bonnefoux. Elle vit à Aix avec sa mère et sa grand'mère, elle aussi ; son père, ancien officier de l'armée impériale, habite Toulouse, avec son frère, Elle est spirituelle, elle a de la beauté, et, comme lui, elle est pauvre. Entre eux, il est question de mariage. Ce même jour où Thiers se confie à Séverin Benoît, Emilie écrit à une amie de Paris, Mme Hurel : Ma bonne madame Hurel, monsieur Thiers vous remettra cette lettre, il part demain mardi. Dans quelques jours il sera à Paris, et il ira vous voir le jour de son arrivée. Nous lui avons tant parlé de vous et de votre famille qu'il brûle d'envie de la connaître. Il sait tout l'intérêt que vous portez à lui et à moi ; il en est aussi très reconnaissant, et il vous le témoignera. Dans le moment il est si triste et si chagrin qu'il en est malade ; il a toujours habité Marseille et Aix, et c'est la première fois de sa vie qu'il quitte sa famille. Il en quitte deux !... Maman et grand'maman le pleurent comme un second fils. Pour le consoler, je l'assure qu'il en trouvera une troisième à Paris ; il en est bien persuadé et il vous aime déjà beaucoup. Il est si bon que vous n'aurez pas de peine à l'aimer aussi. Nous vous le recommandons bien, ma bonne madame Hurel ; comptez pour la vie sur notre attachement. Maintenant que vous connaissez M. Thiers, faites-lui mes compliments et recommandez-lui sa santé.

Cette lettre voisine dans son portefeuille avec une autre, dont il sera plus pressé de voir le destinataire. Elle est écrite par un homme qui, comme le marquis d'Arlatan de Lauris, lui témoigne beaucoup d'intérêt et d'affection, le docteur Arnaud, dont la fille épousera Charles Reybaud, l'un des principaux rédacteurs du *Constitutionnel*, et connaîtra des succès littéraires ; la lettre est adressée à Manuel, le célèbre député libéral.

Donc, le mardi 18 septembre 1821, le cœur bien gros, parmi les pleurs et les embrassements de ses deux mères et de la tendre Emilie, le petit monte dans la diligence pour Paris. Sa grand'mère, la plus énergique, le soutient et l'aide à mettre le pied dans la voiture. Il lui faudra huit jours pour accomplir le voyage ; il arrivera le mardi 25 septembre.

III

L'ARRIVÉE À PARIS

L'un des quartiers les plus peuplés et les plus bruyants de Paris. Le passage Montesquieu, obscur et sale. Tout au fond, un sombre hôtel garni. D'innombrables marches pour atteindre le palier du 4^e étage. Une porte enfumée donne sur une petite chambre ; une commode, un lit de noyer, des rideaux de toile blanche, deux chaises et une petite table noire boiteuse ; une porte de communication avec une chambre voisine est fermée, et dans l'embrasure, quelques tablettes à peine garnies de livres ; rien aux murs ; un peu plus tard on y verra une gravure encadrée, représentant la tête de Corinne d'après le tableau du baron Gérard. Mignet s'est installé dans une chambre voisine à peu près semblable. Dans celle que l'on vient de décrire, il conduit son ami qu'il est allé cueillir à l'arrivée de la diligence.

Le petit homme qui, ce 25 septembre 1821, débarque à Paris, ne mesure pas plus d'un mètre cinquante-cinq de haut. Il est taillé en force. Le teint brun et les cheveux noirs comme il convient à un Provençal de race, la tête suspendue à une paire de lunettes, il arbore une tenue à esbaudir les Parisiens les moins élégants : l'habit d'une nuance à désespérer la chimie, le pantalon collant très court, remontant jusqu'aux mollets et revêtu d'un lustre accusateur, des bottes de porteur d'eau, le tout surmonté d'un chapeau fabuleux digne du cabinet d'un antiquaire.

Il jacasse sans arrêt, d'une petite voix aiguë, flûtée, nasillarde, une vraie voix de polichinelle. Il gesticule, sautille, cadence sa phrase d'un étrange balancement des épaules. Cormenin lui trouve une ressemblance avec les petits perruquiers du Midi qui vont de porte en porte offrir leur savonnette. Sa parole s'accompagne d'un accent de terroir dont rien encore n'altéra la résonance. Physiquement, il a tout contre lui. De plus, un manque absolu d'usages : il est commun au point de se faire remarquer même parmi la cohue mélangée qui encombre les salons de Laffite, où il va bientôt pénétrer.

Sainte-Beuve darde sur lui son œil de carabin : **M. Thiers commence toujours par parler des choses, il finit quelquefois par les apprendre. Il vous parle le soir de ce qu'il a appris le matin. Ce sont de ces gens qui ne peuvent garder leur vin en bouteille, et l'on s'en aperçoit à leur style qui n'a ni corps, ni bouquet. M. Thiers sait tout, parle de tout, tranche sur tout. Il vous dira à la fois de quel côté du Rhin doit naître le prochain grand homme, et combien il y a de clous dans un canon.**

Cela est vrai. Mais chaque matin, Thiers a appris beaucoup de choses. Il est au travail dès cinq heures, et ne lève le nez de sa table qu'à midi. Il ne lit que la plume à la main. Il résume ses lectures par écrit. Sainte-Beuve, observant impartialement le beau côté de son personnage, reconnaît dans sa nature un

courant de l'esprit léger et rapide de l'antique Marseille, et cet idéal antique puisé dans sa patrie phocéenne. Thiers lui-même confirme cette vue du grand critique dans une lettre à son ami Rouchon : J'aurais besoin ici de ton coup de fouet, si doux mais si excitant, et surtout de l'influence de ton beau antique, qui me ramènerait sans cesse au simple et au noble. Sainte-Beuve continue : M. Thiers est l'esprit le plus net, le plus vif, le plus curieux, le plus agile, le plus perpétuellement en fraîcheur et comme en belle humeur de connaître et de dire. Quand il expose, il n'est pas seulement clair, il est lucide. De là le risque de tomber dans le commun, dans la vérité de M. de La Palisse que lui reproche Malitourne : qu'importe ? Mignet confirme l'opinion de Sainte-Beuve : Thiers est capable de tout ; il fait vite et bien, par cette étonnante faculté de tout saisir en un instant et d'être toujours disposé. Il va prouver qu'il a vingt premiers-Paris dans la tête chaque matin. Il déclare : Je n'ai connu dans ma vie que trois journalistes : Rémusat, Carrel et moi. Et Carrel dira : Il n'y a pas, il n'y a jamais eu, il n'y aura jamais d'improvisateur de journal comparable à ce petit homme.

S'il manque d'élévation, il a le mouvement, élément essentiel de la conversation. Très vite, il tient son auditoire sous le charme. Sa parole abondante fascine. Son esprit intarissable n'est jamais à court de ressources. Lorsqu'il entre dans un salon avec Mignet, toutes les femmes se récrient sur la beauté de l'un et sur la laideur de l'autre ; après une heure de causerie, il n'y a plus d'attention que pour Thiers. Il remarque bien vite : On est peu brillant causeur ici. Cet avantage donne de l'influence. Il en profite. Son aplomb de méridional, son assurance imperturbable ne se démentent jamais. Six semaines après son arrivée à Paris, il se vante de l'autorité dont il jouit déjà.

A ces avantages, Mignet et lui ajoutent cette force de savoir exactement ce qu'ils veulent, et où ils vont. Son compatriote marseillais, Emile Ollivier, qui le détestait, dit de lui : Tout jeune, à l'âge où l'on croit encore à quelque chose, il était arrivé d'un bond à l'extrême de la perversité politique. Peut-être. En tout cas, du fond de leur province, les deux jeunes gens ont jugé la situation avec clairvoyance : ils sont convaincus que les Bourbons de la branche aînée ne pourront gouverner avec la Charte, et n'admettront jamais le gouvernement constitutionnel, le jour où on le leur imposera dans toute sa rigueur, c'est-à-dire où une majorité parlementaire voudra former un cabinet et porter une pensée dirigeante aux affaires. Dès lors, une solution s'imposera, la même qui conclut la révolution d'Angleterre : un changement de dynastie. Ce changement ne pourra s'effectuer que par une révolution, et nos deux jeunes Provençaux, les frères provençaux comme leurs amis appellent ces inséparables, sont fermement décidés à y aider de toutes leurs forces, sûrs d'en tirer bon parti. L'avenir constitutionnel est à leurs yeux une certitude. Cette opinion raisonnée donnera toute sa portée à leur attaque, sa précision à leur direction intellectuelle.

Ils entrent dans la vie active à un moment où elle est confuse et bouillonnante : à l'extérieur, révolutions de Portugal, de Naples, de Piémont, et l'insurrection grecque ; à l'intérieur, lutte ardente des partis, la droite prenant de plus en plus le pouvoir, et conspirations militaires suivies d'exécutions. Et Napoléon vient de mourir.

Sitôt débarqué, Thiers, en bon provincial, visite Paris. Impatient de tout voir, et avec la meilleure volonté d'admirer, il court les musées, les bibliothèques, les monuments, les théâtres, le Jardin des Plantes. Il note ses premières impressions : Il voit pêle-mêle des tableaux noircis, d'autres tout brillants, mais qui offusquent de leur éclat ; des statues antiques, mais dévorées par le temps ;

d'autres conservées et peut-être belles, mais point estimées par un public superstitieux ; des palais immenses, mais non achevés ; des tombeaux qu'on dépouille de leur vénérable défunt, ou dont on efface les inscriptions ; des plantes, des animaux vivants ou empaillés ; des milliers de volumes poudreux et entassés comme le sable ; des tragédiens, des grimaciers, des danseurs. Au milieu de ses courses, il rencontre une colonnade, chef d'œuvre de grandeur et d'harmonie... c'est celle du Louvre... Il recule pour pouvoir la contempler, mais il heurte contre des huttes sales et noires, et ne peut prendre du champ pour jouir de ce magnifique aspect. On déblaiera ce terrain, lui dit-on... Quoi ! se dit l'enfant nourri sous un ciel toujours serein, sur un sol ferme et sec, et au milieu des flots d'une lumière brillante, c'est ici le centre des arts et de la civilisation ! Quelle folie aux hommes de se réunir dans un espace trop vaste pour ceux qui ont à le parcourir, trop étroit pour ceux qui doivent l'habiter, où ils fondent les uns sur les autres, s'étouffent, s'écrasent, avec de la boue sous les pieds et l'eau sur la tête !

Il regrette sa province, sa Provence. Il répète chaque jour : mon ciel, mes amis, ma famille ! C'est un paradis où je me porte sans cesse, et où tous mes désirs aboutissent. Ses lettres à ses amis, à Rouchon, à Benoît, à Aude, débordent d'affection et de regrets. Sa pensée s'attache au souvenir de ses mères. La tendre Emilie ne lui fut jamais aussi chère que depuis qu'il l'a quittée. Combien cette charmante fille a gagné dans mon cœur depuis notre séparation ! Il pleure comme un enfant en recevant un paquet de lettres du pays. Il ne se console qu'à l'idée d'y revenir faire une apparition, car, au fond, et quoi qu'il en dise pour ne pas effaroucher ses mères, il n'envisage plus le retour définitif. Nous nous fixerons où nous trouverons du pain, écrit Mignet, et à Aix il n'y en a pas. Il soupire : Provence ! Provence ! Deux mois par an dans la chère Provence, c'est tout ce que les deux amis peuvent espérer de mieux, désormais.

Vilain pays que Paris ! On y perd son temps en courses inutiles, en regrets pénibles. Cependant, après trois mois de séjour, Thiers, vite au fait de la vie parisienne, avoue à son ami Aude : Je n'ai pas trop à me plaindre. Les choses n'ont point été mal du tout. Cependant, il ne faut point se figurer que ce soit ici le pays de Cocagne ; on a beau se baisser pour en prendre, on ne trouve que de la boue ; il faut courir, s'agiter, avoir beaucoup d'assurance et surtout faire espérer d'être utile, car on ne vous accueille qu'à ce prix. Je n'ai pas eu à essuyer trop de refus et on ne m'a pas cassé le nez en me fermant la porte. Cependant je désirerais davantage, parce qu'on n'est jamais satisfait et que je ne le serai d'ailleurs que lorsque j'aurai ramené près de moi tout ce qui m'est cher. Je ne me figurais pas que l'absence fût aussi douloureuse, et souvent je me surprends dans un état de malaise et une violence de regrets [tels] que je ne conçois pas de mal plus cruel. Je comprends aujourd'hui tout ce qu'ont dit les exilés de la cruauté d'une telle peine... Je voudrais que tu visses de près ces hommes fameux dont nous ambitionnons le sort : haine de partis, jalousie de talents, calomnies lancées et rendues, inquiétude continuelle, telle est leur vie. Les plus élevés souffrent davantage, parce qu'ils sont l'objet de plus grands débats. Pourtant il faut aller. Ce ne sont pas là des sermons de Bourdaloue, c'est la triste et triviale vérité. Mon ciel, ma famille et nos niaiseries me vaudraient beaucoup mieux que tout ça. Mais à quoi bon les regrets ? J'ai choisi, ou pour mieux dire, Dieu avait choisi pour moi. Je n'ai donc pas à me plaindre, ou du moins ce serait inutile.

Il n'a pas trop à se plaindre, en effet. En arrivant, il avait en poche un billet de cent francs et la lettre de recommandation du docteur Arnaud pour Manuel. Il s'agit tout d'abord de ménager l'un, puis d'utiliser l'autre au plus vite.

Manuel est en ce moment l'une des têtes de l'opposition libérale. Grand, mince, myope et blond, la physionomie régulière, la mise simple, cet ancien volontaire de 1792 devenu officier s'installa comme avocat à Digne, puis à Aix, après avoir démissionné. Il se lia avec le docteur Arnaud chez qui fréquentèrent Thiers et Mignet. Député après le 20 mars 1815, confident de Fouché dont il partage la demeure, il s'est posé en ennemi irréconciliable de la vieille monarchie, et n'a pas tardé à devenir célèbre. C'est lui qui, sans perdre de temps, présente Thiers à un compatriote, Pellenc, ancien secrétaire de Mirabeau, lequel attire sur le jeune avocat l'attention du duc de La Rochefoucauld-Liancourt ; il vante son érudition, son talent d'écrivain, son éloquence.

Le duc est une des plus nobles figures de ce temps. Pair de France, récemment nommé membre honoraire de l'Académie des Sciences, il manifeste l'intention de s'attacher en qualité de secrétaire le protégé de Pellenc. Ce dernier l'en détourne : Thiers n'est pas l'homme qu'il lui faut ; sa personnalité est déjà trop accentuée ; **sa réputation ne tardera pas à percer**. Les gens malintentionnés accuseront le duc de l'employer à la rédaction de ses travaux politiques et littéraires ; sans ressources, il doit envoyer de petits secours à sa mère ; il lui faut au moins deux mille francs ; en supposant que des articles de journaux et des brochures lui rapportent huit cents francs, son traitement devrait lui procurer le reste, et Pellenc ne peut proposer cette nouvelle dépense au duc qui en supporte déjà tant : **Quand on est bienfaisant comme vous, on cesse d'être dans la classe des hommes riches**.

Le duc insiste. Pellenc s'obstine à le détourner de son idée : son secrétaire, qui doit soutenir la conversation avec lui, doit avoir de l'esprit, de l'instruction, de la maturité dans le jugement, même certaines connaissances administratives. Or, Thiers arbore un physique peu flatteur, lit mal, et avec un fort accent et un organe peu agréable. Dans sa tête énorme, il a de la cervelle d'Aristote et de celle de Platon à doses presque égales, mais il tombe parfois dans l'idéologie. Il a apporté bon nombre d'écrits dans son portefeuille : ses amis annoncent qu'il renverse à la fois la métaphysique de l'école allemande et celle de l'école française. Certes, il a exercé la profession d'avocat, poussé assez loin l'étude des mathématiques, et très à fond celle du droit public ; mais ses écrits le désignent comme particulièrement doué pour la littérature et l'éloquence. Malheureusement, ses travaux restent de premier jet : il ne les travaille pas assez.

Le duc persistant dans son idée, Pellenc revient à la charge. Il a lu un nouveau mémoire de Thiers sur la supériorité de la littérature classique relativement à la littérature romantique : beaucoup de talent, mais rien d'achevé. **J'ai vu de bonne heure que je n'aurais d'autre levier à employer que celui de l'admiration, de l'intérêt et de l'amitié, et quand on est ainsi forcé en quelque sorte de se faire disciple, on n'a plus le droit de se montrer le maître**. Et voici sa conclusion : **Comme vous, Monsieur le duc, j'ai étudié et jugé la nouvelle brochure, et je l'ai jugée de la même manière. Il y a de l'homme d'Etat dans deux ou trois chapitres, du sophisme dans beaucoup d'autres, et du rhéteur partout. Il y a un bon style dans un petit nombre de pages, et le plus inégal règne dans la plupart des autres. On n'est pas étonné, vu l'âge, que l'amplification y règne aussi, et même souvent les plus longues paraphrases. Il y a du sermon et du pathos**

ensemble à côté l'un de l'autre, et c'est bien fâcheux, parce qu'il y a bien, réellement brillantes et en grand nombre, des choses les plus neuves et les plus excellentes. Pellenc voit clair. Cependant le duc de La Rochefoucauld-Liancourt passe outre et, dès le milieu d'octobre 1821, voici Thiers installé au château de Liancourt, où on l'accueille parfaitement. Bien que ses opinions politiques diffèrent de celles du châtelain, ils n'en discutent jamais qu'avec la plus grande courtoisie, amitié presque paternelle d'une part, profond respect de l'autre.

Des conversations, de la correspondance : une vraie sinécure à quinze cents francs par an. Jusqu'à quel point convenait-elle à son bénéficiaire ? Elle ne dure pas trois mois. Il reçoit trois cents soixante-quinze francs : *J'ai fourni en travail au moins l'équivalent. Une telle perte est beaucoup dans ma situation, mais encore un coup je suis libre.* Il est libre ! Voilà le grand mot lâché. Une situation subalterne, quelque agréable qu'elle fût, ne pouvait, suffire à son ambition, ni à la force de son tempérament. Plus tard, il niera avoir jamais été secrétaire de qui que ce soit.

Manuel le conduit par la main, a dès le début la clairvoyance de son avenir, et se comporte en ami véritable. Il lui rend un service capital en l'introduisant dans le monde de la presse, bien entendu de la presse libérale. Il le présente au banquier Laffite, et lui donne pour Etienne, principal directeur du *Constitutionnel*, ce billet daté du 24 octobre 1821 : *Voici, mon ami, le jeune littérateur pour qui je vous ai demandé votre bienveillance. Il vous lira un article qu'il a broché sur l'ouvrage de Guizot. Soit qu'il puisse être publié ou non, cet article vous donnera une légère idée des ressources de l'auteur, comme penseur et comme écrivain ; et vous verrez, j'espère, que sous votre direction, il peut devenir pour vous un utile collaborateur.*

Cette période de la Restauration brille entre toutes dans l'histoire de la presse. Les journalistes se nomment Chateaubriand, Benjamin Constant, Royer-Collard, Fiévée, de Bonald, Michaud, Martainville, Montlosier, Lamennais, Villemain, Guizot, Paul-Louis Courier, de Sacy, Armand Carrel, Charles de Rémusat, Lamartine, Victor Hugo, le duc de Broglie, les deux nouveaux venus, Thiers et Mignet, et combien d'autres 1 Manuel lui-même se mêle aux polémiques de presse en publiant en 1821 ses *Fastes civils de la France depuis l'ouverture de l'Assemblée des notables*, où il reprend les thèses de Mirabeau et du parti constitutionnel sur l'organisation de la France, tout en déplorant les corruptions de la République.

La presse de l'opposition jouit de la faveur du public : 41.330 abonnés contre 14.334 en 1824, 44.000 contre 12.580 en 1825. Un journal d'opposition est toujours une bonne affaire, en dépit ou à cause de l'acharnement du gouvernement qui accumule les lois destinées à lui rendre la vie impossible et à le tuer. Mais le journal mort renaît de ses cendres. Jamais le gouvernement ne réussira à laisser l'opposition sans organe, malgré la censure, les procès, les amendes, les suppressions de journaux existants et les refus d'autorisation à ceux qui veulent naître, malgré les lois vandales, comme Chateaubriand les appelait.

C'est l'ère des petits journaux, très spirituels, très menteurs, très dangereux, Ils harcèlent le pouvoir à coup d'épingle :

Duras, Damas, et Blacas
Semblent d'abord un brelan d'as ;
En y regardant de plus près,

Ce n'est qu'un brelan de Valets.

Ce n'est rien : à peine une égratignure. On sourit. Mais ces plaisanteries indéfiniment répétées finissent par créer un état d'esprit, une opinion ; elles agissent comme le grignotement d'un rongeur qui un beau jour entraîne l'édifice à bas.

Les grands journaux, les journaux sérieux, lui assènent des coups redoutables. En tête, le *Constitutionnel*, fondé le 20 mai 1815 sous le patronage de Fouché, cinq fois supprimé depuis la Restauration, reparaisant sous un autre titre quand il ne peut garder le sien. En 1821, trois dictateurs, plaisamment définis par le *Masque de fer*, y exercent à tour de rôle le pouvoir suprême et absolu : Jay, l'homme de France qui a poussé le plus loin l'art de remplir les colonnes d'un journal avec les pages d'un livre, qui s'est occupé de l'histoire de Richelieu, et paraphrase cinq ou six fois par mois cette pensée qui n'est pas la sienne : *La Révolution n'est pas plus coupable des crimes qui l'ont souillée que la religion catholique n'est coupable des crimes de la Saint-Barthélemy* ; Evariste Dumoulin, professeur et garçon, qui documente dans les coulisses de l'Opéra et au foyer des Variétés les sermons qu'il adresse à chacun à tout bout de champ, avec l'air de toujours conclure : *C'est moi qui vous le dis !* ; enfin le plus influent des trois, Charles-Guillaume Etienne, celui-là même à qui Manuel a recommandé Thiers.

Etienne eut une existence mouvementée : installé derrière un comptoir au sortir du collège, il tient en 1793 la campagne entre Lyon et Saint-Etienne ; défenseur officieux près le tribunal criminel de Bar-le-Duc, commis principal à l'administration municipale du département de la Meuse, il vient à Paris à sa majorité, entre dans un bureau, et se met à écrire force vaudevilles, comédies et opéras-comiques. Agent délégué de la compagnie des Entrepreneurs généraux des fourrages du 2^e arrondissement militaire, il fait représenter à Boulogne-sur-Mer, au moment du Camp, et à Bruges, des impromptus qui attirent sur lui l'attention de Maret. Maret le prend comme secrétaire, l'emmène en Italie, en Prusse, en Pologne, et le fait nommer rédacteur en chef du *Journal de l'Empire* en 1807. A trente-trois ans, en 1811, il entre à l'Académie française. Est-ce parce qu'il a refusé l'insertion d'un article de l'Empereur ? La censure lui interdit une pièce en 1813. L'année suivante, il perd tous ses emplois. Aux côtés de Jouy, de Bory Saint-Vincent, de Merle, de Harel, de Cauchois-Lemaire, il collabore au *Nain-Jaune* sous la première Restauration. Aux Cent-Jours, il lit à l'empereur l'adresse de l'Académie et reprend la direction du *Journal de l'Empire*. Après Waterloo, il se réveille en pleine disgrâce. Il obtient de ne pas figurer sur la liste des bannis du 24 juillet, mais l'ordonnance royale du 21 mai 1816 l'élimine de l'Académie et de la Légion d'honneur. Actionnaire et collaborateur du *Journal des Débats*, il fonde la *Minerve* avec ses amis et compagnons de lutte, Jay, Tissot, Evariste Dumoulin, Harel, Pagès. En 1819, il devient actionnaire et rédacteur au *Constitutionnel*. A la suite de la conspiration du bord de l'eau qui soulève une vive polémique entre les *Débats* et la *Minerve*, il quitte les *Débats*, abandonnant purement et simplement une action qui lui valait dix mille francs de revenu par an. La *Minerve* disparue après l'assassinat du duc de Berry, Etienne se consacre uniquement au *Constitutionnel*, où il assume la principale part de direction. Le 15 novembre 1821, il est élu député de la Meuse.

Ses principaux collaborateurs au *Constitutionnel* sont Tissot, professeur au Collège de France, poète et prosateur, les cheveux ramenés en désordre sur un crâne élevé ; Cauchois-Lemaire, qui poursuit de ses sarcasmes les congrégations et les prêtres ; il reste un an en prison en 1821 pour avoir publié ses *Opuscules*,

et son vieil ami Béranger trois mois. Puis le nébuleux Senancour, le classique Léon Thiessé, le vieux constituant Alexandre de Lameth, le janséniste Gilbert des Voisins, l'économiste, géographe et conventionnel Bailleul ; et Buchon, héros et traducteur de nos vieilles chroniques, Félix Bodin, auteur et créateur des *Résumés historiques*, qui soupire la romance, que les musiciens appellent un homme de lettres, et les hommes de lettres un musicien ; enfin l'abbé de Pradt, Anné et Lemontey.

C'est un bel étonnement parmi tout ce monde le jour où Etienne, grand de taille, à l'abord imposant et un peu froid, mais un air de bonté répandu sur sa figure, les yeux malicieux sous les paupières un peu lourdes, la bouche fine, les cheveux bouclés où l'on sent le fer du perruquier, paraît au bureau du journal avec le petit bonhomme que nous connaissons, grosse tête, voix de polichinelle, accent du midi, regard vif derrière les lunettes, tenue invraisemblable, gesticulant et pétulant. Etienne lui prend à l'essai un premier article. L'article fait quelque bruit ; le tour vif et naturel du style, l'abondance des idées, le caractère agressif de la polémique frappent ceux qui le lisent. Le lendemain, Etienne, qui devine l'homme auquel il a affaire, l'appointe plus que les autres, ce qui crée des ennemis au nouveau venu. Léon Thiessé, dira Thiers, *ne me l'a jamais pardonné que quand je fus ministre de l'Intérieur et qu'il était préfet.*

Ainsi, Thiers entre-t-il d'emblée au journal le plus répandu et le plus influent de l'opposition libérale. Dans ce milieu il coudoie des débris blanchis de la Convention, d'innocents et crédules amis de Robespierre, de ces secrétaires du Directoire que l'insouciant Barras n'appelait qu'à l'heure de son dîner et de ses fêtes, des fonctionnaires et des académiciens de l'Empire, dont les souvenirs sont encore tout frais et tout vivants, et que le nouveau venu ne se fait pas faute d'interroger. Il en tire des renseignements précieux. Avec un merveilleux aplomb, il discute et tranche. Il est sûr de soi. Il possède à un haut degré, dit Thiessé, *cette confiance inébranlable dans son étoile qui provoque la fortune, ces talents qui la dominent, cette force de volonté qui s'en fait obéir.* Il secoue ce qu'il y a de suranné dans les doctrines politiques et littéraires des anciens fonctionnaires de l'Empire et des révolutionnaires tardivement convertis qui l'entourent. Il a tôt fait de distancer *ces jeunes recrues, si naturellement traînantes, les Bodin, Léon Thiessé et autres.* Un jour que Tissot, alors une autorité, classique fervent, formule sur *Esther* un jugement qui ne lui convient pas, Thiers le relance vertement, si bien que deux jours après Tissot fait de leur conversation un article au *Constitutionnel* sur la *Jeunesse du jour*, où il se félicite du renfort qu'apporte aux libéraux cette *jeune garde*, comme Thiers lui-même se définit à Charles de Rémusat rencontré chez Ternaux, qui donnait une fête en son château de Saint-Ouen. Il est piquant que Guizot prouve combien les articles de Thiers sont déjà prisés. Guizot, à la suite des condamnations à mort qui étouffent les conspirations de Saumur, de Belfort et de la Rochelle, publie fin juin, 1822 une brochure, *De la peine de mort en matière politique.* Il dépêche Rémusat à Etienne et à Chatelain pour que le *Constitutionnel* et le *Courrier* en parlent, et recommande qu'on en charge *un M. Thiers qui a du talent.*

Une autre fois, Manuel le présente au baron Louis. La figure chafouine du financier, ses yeux fins et mobiles, sa maigreur proverbiale, son attitude inquiète, ne l'intimident guère, et il bataille vigoureusement contre lui à propos de la liberté du commerce. Un soir, il traite de sujets politiques avec son brio accoutumé ; Félix Bodin l'écoute sans l'interrompre, s'approche de lui lorsqu'il a fini, et lui dit : *Mais savez-vous, mon cher ami, que vous serez ministre ?* Il ne bronche pas. Son attitude répond pour lui : *Je le sais.*

En même temps que Thiers entrait au *Constitutionnel*, Mignet arrivait au *Courrier français* par le rédacteur en chef, Chatelain. Ce journal soutint en dix ans plus de vingt procès, et récolta près de cent mille francs d'amende. Là, la signature de Mignet voisine avec celles de Benjamin Constant, de Casimir Périer, de Cormenin, de Gohier, de l'abbé de Pradt, de Léon Faucher, de Chambolle qui deviendra l'ami et le féal dé Thiers jusqu'à sa mort, sa physionomie sans malice encadrée de longs cheveux noirs ondulés et d'un épais collier de barbe, *l'honnête Chambolle* disait-on pour le définir, tandis que d'autres définissaient sa littérature en prétendant que ses premiers-Paris avaient toujours quelque chose de piquant, lorsque les quarante mille épiciers qui les lisaient en avaient enveloppé du poivre.

Les premiers articles de Mignet sur la politique extérieure sont remarqués par Talleyrand qui désire connaître l'auteur. Dès 1821, un éditeur lui demande une *Histoire de la Révolution*, et l'Athénée de Paris le sollicite pour un cours : pendant un an il professera sur la *Réformation et le XVIe siècle*, et l'an d'après sur la *Révolution et la Restauration d'Angleterre*. Il devra répéter sa leçon sur la Saint-Barthélemy, où ses auditeurs soulignent de leurs bravos cette phrase : *Les jésuites, pour arriver à leurs fins, osèrent tout, même le bien.*

Ainsi, le 13 décembre 1821, il peut écrire à l'ami Séverin Benoît, demeuré à Aix : *Thiers est au Constitutionnel, je suis au Courrier. Nous faisons des articles qui nous sont payés raisonnablement, et dont le revenu contribue à nous faire vivre. Je crois que nous ne manquerons point de cette espèce de travail et que nous en aurons même plus qu'il ne nous en faudra. J'ai été mis en relations avec Didot pour une entreprise de librairie ; dans ce moment-ci toute la littérature haute et basse est tournée de ce côté ; on renouvelle des éditions, on traduit, on donne du vieux devenu nouveau, ou de l'étranger que le goût romantique fait préférer au national. Il ajoutait : Thiers lui-même est ennuyé de cette vie ! Mais il le faut. C'est une condition du talent peu fortuné. On ne se fait pas de rentes avec un grand ouvrage, ou pour mieux dire, un grand ouvrage, pour être fait, a besoin que son auteur ait des rentes. N'empêche que dès son arrivée à Paris, Thiers s'est efforcé de persuader à un éditeur qu'un actuel regain des études philosophiques nécessite la mise à la portée du *vulgaire des lecteurs* des œuvres conçues par les philosophes. Il rédige un projet de Bibliothèque en vingt volumes. *On fixerait d'ailleurs un maximum, pour rassurer le public sur l'étendue de l'ouvrage.* Sage précaution !*

Thiers n'oubliera jamais les hommes qui lui mirent le pied à l'étrier. Maintes fois, il 'est revenu sur la reconnaissance qu'il devait à Manuel. Vingt-quatre ans plus tard, le 13 mars 1845, Etienne agonisait : Thiers se présente, il ne l'entend plus.

— Si, dit Thiers à ceux qui l'entourent, la connaissance revient un seul instant au malade, dites-lui que Thiers est venu pour le voir, et qu'il n'oubliera jamais qu'à son arrivée à Paris, c'est M. Etienne qui lui a mis le pain à la main. Je reviendrai.

IV

UN GRAND REPORTAGE

Tout en s'occupant d'histoire et de littérature, les deux amis, Thiers et Mignet, suivent de très près le mouvement politique. Après la chute du ministère Richelieu, Mignet écrit à Séverin Benoît, le 3 janvier 1822 : Le changement de ministère n'a pas fait grande sensation ici. Tout le monde le désirait et tout le monde y applaudit. Les rapports ont été simplifiés, la gauche se retrouve plus compacte et dans une meilleure position. Les hommes nouveaux du pouvoir ont été bafoués dès leur entrée. Les mots les plus piquants et les pronostics les moins douteux les ont accompagnés au ministère. Ils sont sans projets, sans force, sans majorité, provisoire comme l'autre. J'ai entendu l'abbé de Pradt les turlupiner joliment ; cet abbé, qui est petit, maigre, pâle, alerte, noir à part les cheveux, le teint et le caractère, est fort spirituel, grand causeur, peu fort, s'étonne devant les idées, écoute quand la conversation devient sérieuse, et ne parle que lorsqu'elle est légère. Il fait dans ce moment-ci imprimer un livre sur l'Europe et les colonies. Il vit de ses provisions. Mignet se trompe dans ses pronostics : le ministère Villèle durera six ans. Mais le croquis de l'abbé de Pradt est vivement troussé. De son côté Thiers, le 6 avril 1823, charge Séverin Benoît de dire à Rouchon que la Révolution finira par le Bourbon qu'il aimait tant et auquel tout Paris porte ses vœux.

Cependant d'autres objets les sollicitent. Thiers écrit un peu sur tout ce qui se présente : une notice sur Mrs Bellamy, en tête de la deuxième édition française des *Mémoires* de cette actrice anglaise, parus dans une collection de Mémoires sur l'art dramatique à laquelle collaborent, entre autres, Félix Bodin, Evariste Dumoulin, Etienne, Merle, Léon Thiessé, tous amis de Thiers, et la plupart collaborateurs au *Constitutionnel* ; des articles à l'*Album-Livraisons* et au *Miroir* ; une étude en deux articles sur l'*Histoire de Russie* de Ségur dans les *Annales de la Littérature et des Arts*, publication qui, comme les *Tablettes universelles*, les *Archives*, et le *Lycée*, semble un essai du Globe où doctrinaires et libéraux figurent côte à côte dans la rédaction. Les éditeurs Lecoq et Duret ayant demandé à Félix Bodin, célèbre par ses Résumés historiques et qui vient de rééditer l'*Histoire de France* d'Anquetil, une *Histoire de la Révolution*, Bodin se refuse, et propose Thiers ; les éditeurs acceptent, à condition que la signature de Bodin figure également sur la couverture ; ils signent le traité le 22 février 1822. Et comme la besogne ne l'effraie pas, Thiers rêve d'entreprendre bien d'autres travaux encore. L'histoire le tente : Unir le poème à la philosophie, faire en un mot aller les choses comme elles vont, vivantes et pourtant enchaînées, détaillées et massées tout à la fois.

Justement, il fait une connaissance utile en la matière. Depuis que leurs affaires vont mieux, les deux amis ont abandonné leur chambre d'hôtel meublé du passage Montesquieu, Thiers s'est installé 4 rue de Choiseul. Au numéro 3 est

une librairie tenue par un Allemand, Schubart, avec lequel il se lie. Il le dépeint à son ami Rouchon, qu'il tente d'attirer à Paris : Un esprit éminemment sûr et juste, vrai enfin, ennemi juré des médiocres, fort épris de nous, et qui s'est attaché singulièrement à moi. C'est un grand spéculateur : il a une sûreté dans ses vues commerciales qui ne l'a jamais trompé. Il y aurait une encyclopédie à faire en vingt volumes. Dieu sait comment nous mènerions ça !

Ce n'est pas un ouvrage de pareille envergure qui va tout d'abord attirer sur lui les regards du public, mais simplement quelques articles sur le Salon de peinture fort médiocrement écrits, avoue-t-il, mais vrais et neufs, et surtout fondés sur le positif de l'art.

L'une des premières personnes qu'il connut à Paris est le baron Gérard, dont l'accueil bienveillant contribua le plus à le rassurer dans un pays si nouveau pour lui. Dans la maison que Gérard s'est fait construire rue Bonaparte, presque en face l'église Saint-Germain des Prés, le jeune provincial frais débarqué rencontre une élite de la société parisienne, peintres, poètes, romanciers, musiciens, savants illustres, personnages appartenant à l'aristocratie et au monde diplomatique, qui s'y donne rendez-vous chaque mercredi. Il peut y remarquer Stendhal, Mme de Mirbel la miniaturiste, qui sera une de ses admiratrices, le savant Humboldt, le loquace abbé de Pradt, et Bertin de Vaux. Il s'y lie avec Mérimée, qu'il rencontrera dans d'autres milieux. Il aime les artistes, et passe là d'agréables moments. Il s'attarde auprès d'Horace Vernet, heureux enfant des arts, aussi libre et étourdi dans la vie que le génie heureux et confiant ; auprès de Girodet grand artiste devenu maniaque, en réalité malade et consumé par la fièvre.

A Gérard, il voue une profonde admiration et une amitié réelle. Il voit en lui l'homme très supérieur en tout genre et qu'un hasard a fait peintre, mais qui aurait pu être autre chose et qui possède en tous cas la plus profonde connaissance de l'homme. Il l'accompagne à sa maison de campagne d'Auteuil où la vie est délicieuse, en compagnie d'Humboldt, d'Arnault, de Vernet et d'une foule d'autres. Il le voit peignant la duchesse de Broglie, la fille très ressemblante de Mme de Staël, et il juge sa Corinne l'ouvrage le plus idéal et le plus vrai de l'art.

Il a pu se former le goût à Aix en visitant les collections conservées dans les hôtels des vieilles familles parlementaires : les médailles du marquis de Lagoy, les tableaux, les gravures, les statues, les antiques du marquis d'Albertas, de Bourguignon de Fabregoule, de Magnan la Roquette, et du receveur des Finances Sellier. Il écrit une critique du Salon de 1822. Rencontre assez piquante, Guizot, lui aussi, avait publié en 1810 un Salon remarquable, et continué à montrer son intérêt aux Beaux-Arts en donnant en 1816 un curieux *Essai sur les limites qui séparent et les liens qui unissent les Beaux-Arts*.

Thiers envoie son dessinateur chez Gérard prendre un croquis de la Corinne avant qu'elle aille au Louvre, car il tient à la reproduire en lithographie dans la brochure qui réunira ses articles. Le Salon ouvert, il éprouve du succès de Gérard une joie si vive qu'il ressent le besoin de la lui communiquer sans plus attendre, et il lui adresse un billet enthousiaste : Je n'ai jamais tant admiré qu'aujourd'hui la touchante improvisatrice. Je craignais, d'ailleurs, que vos bontés ne m'eussent séduit ; mais j'ai vu, à l'enthousiasme de tous ceux qui sont dignes d'apprécier le beau simple et pur, que je ne m'étais point abusé comme font tous les amants, et que Corinne, était la belle Corinne. Toute la jeunesse au cœur généreux était

devant cette belle et malheureuse femme, et l'eût volontiers applaudie. Gérard lui en donne la gravure.

Elle est devenue rarissime, la petite brochure où le critique a présenté d'ensemble et développé ses articles du *Constitutionnel*, ornés de cinq lithographies représentant la *Corinne au cap Misène* et divers tableaux choisis dans chaque genre, entre autres, de Vigneron, un *Soldat laboureur* qui découvre sous le soc de sa charrue un crâne et une cuirasse, ce qui lui fait tomber le fouet des mains, et le laisse les bras ballants et le front pensif comme Hamlet devant le crâne de Yorick. Du texte, Sainte-Beuve a dit, parlant notamment du passage consacré à Horace Vernet : *C'est du Diderot simple*. En fait, étonnamment dogmatique pour ses vingt-cinq ans, l'auteur débute par des considérations générales qui lui permettent d'exprimer toute une esthétique, assaisonnée de truismes : *Le goût est mobile, le beau est immuable*. — *La vérité finit toujours par se faire jour*. Il relève l'habituelle sévérité du jugement des médiocres, et, avec une grande clarté d'exposition, disserte de la forme et de la couleur, de la conception, de l'ordonnance et de l'expression. Au cours d'un bref historique, il stigmatise le *modèle chétif et grimacier de Boucher*. Il consacre à la *Corinne* de Gérard neuf pages d'éloges ; une restriction : le châle le gêne, et il n'aime pas l'ombre du bras qui lui paraît terreuse. Cinq autres pages décrivent une seconde toile du même maître, la *Thétis*, à laquelle il reproche trop de pâte pour un aussi petit tableau.

D'autre part, il découvre Delacroix : *Aucun tableau ne révèle mieux à mon avis l'avenir d'un grand peintre, que celui de M. Delacroix, représentant le Dante et Virgile aux Enfers*. On a voulu lui enlever le mérite de sa clairvoyance en attribuant l'origine à Gérard. Dix-huit mois plus tard, l'écrivain et le peintre se rencontrent chez le maître. Delacroix a négligé de remercier le seul journaliste qui ait eu le courage de le soutenir, et s'en accuse.

— A nos âges, Monsieur, répond Thiers, on ne se fait pas de visites. On travaille chacun de son côté, dans l'atelier, dans le cabinet ; on échange ses pensées avant que de se voir, et, quand la fortune met en présence l'artiste et l'écrivain, il n'est pas besoin de les présenter l'un à l'autre : ils se connaissent, ils s'estiment, ils sont amis.

Rentré chez lui après une visite à Auteuil, par ce beau printemps de 1822, quelles singulières réflexions lui viennent à l'esprit ! Est-ce un contre-coup de la nostalgie du pays natal ? Est-ce déception, manifestation du mal du siècle ? *J'avais tant désiré voir les chefs-d'œuvre des arts, et surtout les artistes ; eh bien, je roulais dans un magnifique équipage, assis à côté de Gérard, recevant les marques de la plus grande considération, ami enfin comme on l'est quand on se comprend ; nous allions à Auteuil par un beau temps et dans un pays qui avait la beauté du diable, comme on dit, la beauté printanière. Je vivais, je vivais et pas plus. Il faut aller à ses fins.*

Les siennes n'étaient évidemment pas dans la critique d'art.

Pendant qu'il s'y essayait, une insurrection contraignait le roi d'Espagne à prêter fidélité à la Constitution, et à abandonner le pouvoir aux nationaux libéraux : symbole, aux yeux des ultras, de la monarchie enchaînée par la révolution. Afin d'isoler la France de l'Espagne contaminée par une violente épidémie de fièvre jaune, le gouvernement établit, un corps de troupes le long de la frontière en

guise de cordon sanitaire. L'épidémie passée, il maintint ce corps comme armée d'observation, envisagea une intervention armée, et s'en fit confier le mandat par les Puissances européennes réunies en Congrès à Vérone. Les libéraux fulminèrent ; Manuel prononça à la Chambre un discours qui souleva des tempêtes et le fit expulser par les gendarmes.

Grandes discussions ! Lafayette et Manuel sont d'accord : si elle intervient en Espagne, la France court à un désastre ; l'armée française ne marchera pas, refusera de suivre le drapeau blanc et d'empêcher une nation indépendante de secouer une tyrannie intolérable ; s'y déciderait-elle ? La nation espagnole se lèverait en masse pour la détruire, comme elle détruisit les armées autrement puissantes qu'y jeta Napoléon.

Le jeune Adolphe Thiers, avec son aplomb habituel, soutient exactement le contraire : le gouvernement français agit sagement en envoyant une expédition en Espagne ; c'est l'intérêt du trône et du pays ; la France doit maintenir au-delà des Pyrénées un gouvernement ami, et ne peut abandonner à cet égard la politique de Louis XIV ; un gouvernement constitutionnel en Espagne y susciterait des sentiments anti-français, et ce pays deviendrait notre ennemi au lieu de demeurer notre allié. Quant à l'armée, loin de s'y opposer, elle saisira avec joie l'occasion de rentrer en scène, de conquérir des lauriers et de prendre une revanche ; d'ailleurs elle ne rencontrera aucune résistance sérieuse, et en fin de compte l'intervention consolidera le trône des Bourbons par un succès politique et le lustre d'un peu de gloire.

Pour trancher le différend, Thiers, hardiment, propose d'aller sur place voir ce qu'il en est. Lafayette, à la tête des carbonari, préside alors la Haute Vente, où figurent Manuel, Dupont de l'Eure, Voyer d'Argenson, de Corcelle, Beauséjour, députés, et Jacques Kœchlin, J. de Schonen, Mauguin, Barthe, Mérilhou, Cauchois-Lemaire, Arnold Scheffer. La proposition de Thiers est acceptée.

Il en informe son ami Rouchon le 2 septembre 1822, avec les restrictions nécessaires : Enfin, il m'est donné de vous revoir. Je pars plus tôt que je ne l'aurais cru, et dans quelques jours je serai dans tes bras. Je pars dans les premiers jours d'octobre, parce que la fatigue du travail m'oblige de délasser ma pauvre tête. Je te conterai nos projets littéraires. Je vais pour le présent prendre la route de Genève, voir le lac, pousser jusqu'à Chambéry, rentrer par Grenoble et m'arrêter à Aix. Le tout a pour but des pages à écrire et à imprimer ; je fais tout cela parce que je suis payé. Voilà ma pauvre vie !... Ne dis à qui que ce soit mon projet de tournée, car ma famille s'alarmerait de me voir à Genève par la saison d'automne.

Le climat de Genève est donc si terrible en automne ? Non. Ce n'est pas sa famille qu'il craint d'alarmer, mais bien la police de Louis XVIII. C'est à cause d'elle qu'il exige le secret et choisit le chemin des écoliers pour se rendre à destination et dépister les indiscrets.

Etienne est à son château du Petit Saint-Martin, à Sorey, dans la Meuse. Le 2 octobre, Thiers lui annonce son départ : Je quitte Paris sans avoir eu le plaisir de vous voir, et le plaisir de vous remercier de vos bontés pour moi. Le travail obstiné que je viens de faire m'a abîmé. Je vais en Suisse et de là chez moi, de chez moi peut-être à Paris, peut-être ailleurs. J'espère cependant me trouver ici en décembre. Comme j'aurai l'occasion de voir beaucoup de choses j'écrirai quelques articles que j'enverrai au *Constitutionnel*. Etienne n'est pas dans le secret.

Il faut au voyageur un passeport. Alexandre Dumas n'eût pas mieux que l'a fait Thiers, conté l'aventure. Il se présente dans la grande salle où les voyageurs, placés sur de longues banquettes, montrent à la police leur front ovale ou haut, leurs yeux noirs ou bleus, leur nez aquilin ou épaté. *Avez-vous un certificat de votre commissaire ? — Non.*

Sur quoi on le renvoie devant le censeur qui préside aux mœurs du quartier. Nanti du certificat spécifiant que ledit censeur est content de lui, il revient demander son passeport : *Pour quelle destination ? — Pour l'étranger. — Pour l'étranger ! Et dans un moment tel que celui-ci !... Où allez-vous ? — En Suisse. — Quelles affaires vous y appellent ? — Aucune. — Aucune ! Et vous prétendez que, sans motifs, M. le préfet vous permette de partir ! — S'il me plaît de voyager sans raison, M. le préfet est-il chargé de raisonner pour moi ?... D'ailleurs, le seul motif de voir du pays n'est-il pas suffisant ? — C'est assez ; l'autorité verra ce qu'elle doit faire... Vous reviendrez dans trois jours. — Quoi ! Dans trois jours ! Et si je suis pressé de partir ! Si mes dispositions sont faites ! Si ma place est prise. — Dans trois jours. — Mais, de grâce, ai-je été déféré à M. le commissaire ? A-t-il quelque plainte sur mon compte ? — Aucune. — Il est donc content de moi ? Car ici les bons sont ceux qu'il ne connaît pas. — Dans trois jours.*

Il revient trois jours plus tard. On le regarde fixement, en silence ; puis : *Il faut revenir. — Cependant je n'avais été renvoyé qu'à trois jours. — Il faut revenir. — Les formalités ne sont-elles pas achevées ? — Non, Monsieur, vous ne les connaissez pas toutes.*

Et on lui découvre qu'il faut parfois des rapports supplémentaires sur les qualités morales et politiques des individus. Cela peut durer longtemps. Il se. passera de passeport pour l'étranger. Il en prend un pour une commune française sise auprès de la frontière. Là, il se débrouillera. En cours de route, vingt gendarmes regardent son papier avec de grands yeux, reconnaissent à peu près qu'à la forme et aux traces noires il s'agit d'un passeport et le lui rendent bonnement. Il passe la frontière sans difficulté, et, à la porte de Genève, enjambe un pont-levis jeté sur un fossé plein des eaux du lac. Un garde l'interroge : *Qu'êtes-vous ? — Français. — Votre passeport. — Je n'en ai point. — Votre nom. — Adolphe Thiers. — Entrez.*

Il circule librement, sans s'apercevoir qu'il existe un gouvernement dans ce pays. Sitôt rentré en France, -il s'apercevra que là il y en a un, et des maires, des sous-préfets et des préfets, et que si les Français sont les pères de la liberté en Europe, ils ne jouissent guère de leurs œuvres. *Sic vos, non vobis.*

Il visite Genève, constate qu'en Suisse la liberté est quelque chose de réel ; que l'égalité, non celle qui exclut toute supériorité mais celle qui donne au plus petit le nécessaire, est possible. De là il passe en Savoie avant de rentrer en France. Il visite Grenoble, la vallée du Graisivaudan, Vizille ; à chaque pas, le souvenir de Bonaparte revit : aux Trois Lacs, l'empereur rencontra le régiment de La Bédoyère ; à Corps, il passa la nuit ; à Gap, il séjourna dans une misérable auberge. L'hôte, vieillard qui chancelle en faisant sa cuisine, vous regarde longtemps, et, quand il s'est un peu rassuré, s'assied à un bout de table ; il parle d'abord du fameux passage, puis, s'il est content de la curiosité qu'il excite, il avoue doucement qu'il eut l'honneur de recevoir l'illustre voyageur ; il montre alors la salle où mangea Bonaparte, le lit où il reposa, et il ne manque pas en finissant d'énumérer les Anglais qui viennent payer fort cher l'honneur de passer une nuit dans la même chambre.

Thiers descend le Rhône. Il s'arrête à Marseille, de toutes les villes de France, celle où l'on répète le plus souvent : à Paris, on ne sait pas ceci ou cela. Il arrive à Aix fin octobre, et revoit ses mères et les amis qu'il aime tant. Il trouve sa bonne vieille grand'mère bien épuisée ; il est cruellement affecté de ne plus lui voir cette liberté d'esprit qu'elle avait toujours conservée ; elle n'a plus que de faibles souvenirs, mais sa chaleur de sentiment et d'affection pour son petit-fils demeure intacte. Il a de bonnes, longues et affectueuses conversations avec son ami Rouchon, où l'un et l'autre se font la confidence de leurs élans, de leurs espoirs, de leurs déceptions, cœur à cœur. A Aix, il est chez lui ; il se procure facilement, le 19 novembre, le passeport dont il a besoin, et se remet en route.

Bien avant d'atteindre les Pyrénées, il constate un mouvement extraordinaire d'hommes et de matériel. Fera-t-on, ou ne fera-t-on pas la guerre ? Chacun se le demande, en évitant les réflexions compromettantes, sauf une aubergiste qui, devant le grand nombre de moines espagnols qui traversent le pays, déclare :

— Tout le monde prie donc et personne ne travaille en Espagne !

A Perpignan, les moines, avant-coureurs de toute émigration, affluent, devançant la régence, noirs, bleus, blancs, rouges-bruns, gris, mêlés de curés à grande redingote avec un chapeau français. Les uns arborent un généreux embonpoint et un teint fleuri, les autres des traits amaigris, un teint jaune, et leurs yeux dardent des regards enflammés par le fanatisme.

Après Perpignan, notre voyageur s'enfonce dans les montagnes, par un vent violent et un froid vif. Il jouit d'un magnifique spectacle : le Canigou inondé de lumière pourpre au lever du soleil ; puis il pénètre dans les défilés qui conduisent en Cerdagne. Au-delà de Prades, les voitures ne circulent plus. Il faut monter à cheval. C'est là qu'il apprend les dernières défaites des troupes de la régence d'Urgel, et la fuite des insurgés accourant en territoire français. Il tombe sur un premier campement, à l'entrée de la nuit : dans un champ couvert de neige, douze à quinze cents malheureux, hommes, femmes, enfants, vieillards, allongés sur de la paille ou des paquets de hardes ; un peu à l'écart, des mulets hérissés de pompons, les yeux couverts d'une plaque de cuivre. Des lanciers français, les banderoles flottant au bout des lances, les encadrent. Le tout bruyant, grouillant dans une malpropreté hideuse. Ces gens dévorent avidement ce qu'on leur donne à manger, les femmes épuisées, les hommes satisfaits de se sentir repus.

Plus loin, voici des attardés, officiers, curés, étudiants, moines, aux grands chapeaux aragonais et à soutane retroussée, quelques-uns montés sur de beaux chevaux. Le soir, Thiers couche dans une grange. Autour d'un foyer, des chasseurs, des pâtres, et des commerçants dont le commerce consiste à transporter à travers les montagnes, la neige et les douaniers, des marchandises prohibées.

Après Prades, Villefranche et Olette où il faut un mulet et un guide. Le vent souffle en tempête dans les gorges ; d'étroits sentiers serpentent au flanc de montagnes escarpées ; par instants, il faut s'arrêter à l'abri d'un rocher pour reprendre haleine. Les fugitifs sont plus nombreux que la veille, bien que les moines et les femmes n'aient pas osé se mettre en route par ce gros temps. Mal vêtus, ils se drapent dans leur couverture. Des soldats français les convoient. Passent des cavaliers montés sur des chevaux maigres, mais excellents, et qui galopent sur ces sentiers de chèvre avec une étonnante sûreté ; ils sont équipés de vieux shakos usés, de casques rouillés, de chapeaux ronds ornés de plumets de couleurs, de vestes catalanes, de guêtres et d'espadrilles.

A des signes avant-coureurs, Thiers prévoit qu'il va rencontrer la régence ; en effet, voici un homme voûté, maigre, pâle, les yeux rouges, un bonnet noir sur la tête et une redingote grise sur le corps : l'ex-avocat, marquis de Mata-Florida. Ses grands dignitaires et un capucin l'accompagnent, misérablement vêtus, sauf son fils chaudement enveloppé dans un carrick vert à plusieurs collets. Derrière, des mulets portent quatre caisses : les archives de la régence. Quatre mois d'existence et quatre malles d'archives ! **Il n'y a que les avocats qui sachent être rois aussi féconds.** D'ailleurs, sauf le baron d'Eroles, fourvoyé dans cette aventure, et qui, lui, a l'envergure d'un général et d'un homme d'Etat, les chefs de cette étrange Armée de la Foi ne pensent qu'à lever des contributions pour ensuite jouir paisiblement de leurs collectes de ce côté-ci des Pyrénées.

Les gorges passées, Thiers arrive à Mont-Louis, traverse le col de la Perche, la Cerdagne couverte de neige, Bourg-Madame, la Sègre sur un petit pont de bois et le voilà en territoire espagnol, à Puycerda juchée sur sa hauteur. Le bassin de la Cerdagne a été le champ-clos des deux partis espagnols, les constitutionnels et l'Armée de la Foi ; nos soldats ont reçu les battus, déprimés et effrayés.

Après les misérables débris de l'Armée de la Foi, Thiers voit à Puycerda l'armée constitutionnelle, suffisamment organisée et équipée, et bien supérieure à l'autre, mais toutes deux également sales. Il éprouve quelque émotion à contempler certains soldats noirs et balafrés, les plus vieilles troupes alors existantes en Europe : ceux-là se sont jadis mesurés avec la Grande Armée. Il se rencontre avec Mina, l'ancien partisan, actuellement leur général.

Sorti de la Cerdagne par la vallée de Carol, il entre pour la nuit dans une auberge du bourg. Quelle auberge, et quelle nuit ! La cour sert d'abattoir à un fournisseur de l'armée ; des lambeaux de bœuf et des peaux sanglantes pendent ; il met des sabots pour patauger dans la boue mêlée de sang. Une échelle permet d'accéder au premier étage. Une vaste salle ; un arbre entier flambe dans l'âtre ; des muletiers, des moines, des contrebandiers, d'anciens guérillas, ont retiré leurs chaussures et chauffent leurs pieds nus. Un brigadier de gendarmerie français les surveille ; un vieux sergent lui parle de la campagne d'Egypte et des traîtrises des guérillas. On soupe : des morceaux de viande grillés à la flamme, et un petit flacon que l'on passe à la ronde. Le maître de l'auberge a réservé à l'hôte de marque sa propre chambre, dont le seul aspect met Thiers en fuite ; au lieu de dormir, il bavarde avec le brigadier de gendarmerie.

Au matin, le vent souffle toujours furieusement. Le guide refuse de se mettre en route, jugeant trop dangereux le passage des ports. Un jeune garçon le remplace de bonne volonté. Dans la neige, dans le vent glacé qui le pénètre jusqu'aux os, Thiers se fraie péniblement un chemin ; le soir, il arrive sain et sauf à Ax.

Les hautes Pyrénées sont impraticables aux troupes ; elles ne lui offrent donc rien d'intéressant. Il pique une pointe vers le Nord, et gagne Toulouse par Foix et Pamiers. En cette dernière ville, le 8 décembre, un jeune libéral le rejoint, Delmas, qui dut quitter Toulouse après sa participation aux premiers désordres dont cette ville fut le théâtre. Elle est, avec Perpignan et Bayonne, l'un des sièges principaux de l'armée d'observation. Notre enquêteur étudie les troupes : bien vêtues, bien nourries, ne comptant pas un seul vétéran dans leurs rangs, elles témoignent d'une indifférence absolue, qu'on leur parle de religion et de légitimité, ou de liberté et de perfectibilité humaine. Les officiers des hauts grades partagent l'opinion de leur ministre ; les subalternes au contraire se rapprochent des sous-officiers et des hommes. Observations dont celui qui les fait tirera bon profit.

Le 10 décembre, il soumet son passeport au visa. Azaïs, professeur à l'Athénée de Paris, l'a adressé à Bagnères à Jalou, un peintre qui a depuis longtemps formé le projet de faire lithographier une suite de vues des Pyrénées ; Thiers pourrait les accompagner d'un texte ; le fils de Jalou l'emmène de Toulouse à Bagnères, où il est le 12. Il visite la marbrière de Campan. Le 13, il part en excursion à Gavarnie, mais change d'idée en cours de route et revient le même soir à Bagnères. Il y reste plusieurs jours, et parcourt la région. Le 17, il visite Frascati, et escalade l'une des plus hautes montagnes qui dominant la ville. Il en part le lendemain, et arrive à Tarbes le 19. Le même jour, après avoir écrit à sa mère, il adresse à son ami Rouchon une longue lettre, curieuse et révélatrice : à son habitude nostalgique du pays natal s'ajoute, ce qui surprend en un tempérament aussi peu romantique que le sien, ce fameux mal du siècle dont les romantiques ont tant souffert, ou tout au moins copieusement gémi dans leur littérature. Peut-être n'y faut-il voir, en ce qui concerne Thiers, que l'inquiétude ou l'impatience de l'avenir, la suite d'inévitables déceptions.

Mon noble et tendre ami, c'est de bien loin et les yeux mouillés des larmes que j'ai versées en écrivant à ma mère, que je t'adresse ces tristes lignes. Je sors enfin des Pyrénées où j'ai bien souvent pensé à toi quoique je ne te l'aie pas encore dit. C'est là où j'ai roulé les plus grandes et les plus mélancoliques pensées de ma vie, et je n'y ai désiré qu'un seul confident, toi le plus grand et le meilleur des êtres parce que tu en es le plus intelligent. Les hommes et la terre présentent ici des spectacles qui ne sont faits que pour toi, parce que toi seul y verrais ce qu'il y a. Je n'ai été heureux ici ni de voir, ni de sentir, ni d'apprendre. J'ai voyagé par devoir, et quand malgré moi j'ai été saisi par ces grandes scènes, je me suis dit que ce n'était pas mon affaire, et qu'il me fallait des faits curieux, c'est-à-dire scandaleux, sur l'Armée de la Foi. J'en ai recueilli en effet, car je l'ai vue tout entière. J'ai voyagé quelque temps dans la Cerdagne espagnole, où j'ai rencontré tour à tour d'Erole et Mina. Je sais à quoi m'en tenir sur beaucoup de choses, et je puis faire une brochure. Mais il n'y aura rien de ce qui m'aura vraiment touché, parce que ce n'est pas fait pour ceux qui querellent sur la paix ou sur la guerre. J'ai beaucoup souffert dans les Pyrénées de la saison qui maintenant est intraitable. J'ai passé une journée qui a été solennelle pour moi, par les difficultés, les maux et les dangers. C'est celle où j'ai traversé le grand col de Puymaurin entre Carol et l'Andorre. Les ordonnances rebroussèrent chemin. Ce jour-là, aucun muletier ne voulut passer, et un jeune guide de quatorze à quinze ans s'engagea à me conduire et à m'en tirer. J'ai assisté plusieurs heures aux scènes du chaos, et pendant la tempête je n'ai vu qu'un être vivant, c'est l'aigle qui se jouait avec une incroyable audace au milieu des vents. Sans un froid auquel peu de santés peuvent résister, j'aurais singulièrement joui. Mais je ne pouvais être spectateur de la scène sans être acteur souffrant, et les douleurs qui sont aussi vives que la sensibilité humaine le permet, ne m'ont pas laissé bien voir. Cependant je me suis

mis à l'épreuve, et j'ai tâché de corriger mon caractère qui ne soutient pas l'audace de mon esprit. Une fois au milieu du danger, je me suis défendu les regrets, je n'en ai ressenti aucun, et avec des réflexions pour moi, du vin pour mon guide, je suis parvenu au terme. Une chute de mon cheval qui s'est enfoncé dans la neige a été le seul accident. J'ai été secoué, et meurtri çà et là, mais j'ai continué et c'est fini. Je vais être à Bayonne et bientôt à Paris. Je ne puis te dire avec quel regret je m'éloigne cette fois de mon pays. La curiosité que m'inspirait autrefois Paris est épuisée, je ne ressens plus que la peine de n'être pas en Provence, et le besoin de la famille est chez moi des plus violents. Combien ces petits repas de vanité sont maintenant désenchantés pour moi ! La vérité, et les anciennes habitudes, voilà tout ce que j'ambitionne. Dans la vie comme dans nos travaux, j'en suis au lendemain et au dégoût de toutes les faussetés. Cependant il faut aller encore et conserver le goût des demi-choses, pour vivre et s'avancer. Mon ami, si je suis négligent, ne m'accuse pas, et ne t'accuse pas toi-même. Notre amitié repose sur tant de vérités communes, sur l'espoir réciproque de tant de pénétration et de justice, que rien ne peut la détruire, et qu'elle peut souffrir des retards d'expression. Oh ! le plus noble et le plus hautement inspiré des hommes, calme-toi, prends des forces, compte sur l'intelligence de tes contemporains et sur le dévouement de tes amis. N'ambitionne pas notre vie. Garde tes habitudes, il en coûte tant de les rompre ! Jusqu'à de grands événements, mange le bouilli du ménage, entends se lever ton père et ta mère, et dis-toi bien qu'au moins ils ne pleurent pas ton absence. Tout a un pain autour de toi. Pourquoi t'affliger ? Et quant au désir de voir, crois qu'il n'est pas une sensation ici que Sainte-Victoire n'eût déjà produite. Va, il viendra ton temps de détacher l'ancre, de briser ton cœur, et d'apprendre que tout se ressemble et de se désabuser de tout. Sois tranquille, tu vivras, et tu mangeras le pain étranger. En attendant ces maux qui ont pour notre imagination le mérite d'être indifférents, en les attendant calme-toi, travaille et enchaîne, explique toutes choses. Achève le sublime Milton, et plains, chéris celui de tes amis qui est peut-être le plus près de te comprendre. Adieu, mon ami. J'ai bien appris à pleurer, et depuis un mois surtout, au milieu de ces tristes auberges, je répands bien des larmes. Il est maintenant connu cet inconnu des voyages, et il ne reste que la peine de stipuler, de courir, de se prendre et dépendre à chaque instant. Adieu, et jusqu'à ce que tu en viennes à douter des vérités qui nous sont communes, ne doute pas de mon amitié. Je t'embrasse de tout mon cœur.

Qui donc, dans ce jeune méridional pétulant, rieur, actif, ambitieux, aurait soupçonné ces accents langoureux, désenchantés, et cet intense besoin

d'affection, celle d'une famille et celle de ses amis ? Toute la psychologie future de Thiers en est expliquée.

Le même jour où ce courrier du voyageur part pour Aix, un autre s'achemine vers Paris. Il émanait de la préfecture de Tarbes, et ce n'était pas le premier. Depuis que Thiers est rentré en France venant de Puycerda, les autorités ont l'œil sur lui. D'abord M. Subra Saint-Martin, sous-préfet de Pamiers, informe son chef direct, le baron de Montarieu, préfet de l'Ariège, à Foix. En vertu des instructions de S. E. le ministre de l'Intérieur, les émissaires par qui Mina et les révolutionnaires de Paris communiquent subissent une étroite surveillance. Or, voici un rédacteur du grand journal de l'opposition, le *Constitutionnel*, qui revient d'Espagne. Tous les libéraux de la région sont prévenus de son passage ; pas de doute : c'est un émissaire de Mina. Et le baron de Montarieu avise à son tour le ministre, qui ordonne à ses services de pratiquer une recherche dans leurs archives ; on n'y découvre de passeports demandés pour l'étranger sous le nom de Thiers que celui d'un Charles Thiers pour l'Allemagne, et d'une Valentine Thiers pour Bruxelles : il n'y a évidemment pas identité.

A Toulouse, la police a parfaitement reconnu le personnage, surtout lorsqu'il eut exhibé son passeport pris à Aix, qu'elle vise cependant. Le sous-préfet de Bagnères, M. Gauthier d'Haute-serre, signale l'arrivée d'un rédacteur de [quelques articles littéraires](#) au *Constitutionnel* ; ce journaliste annonce son projet de parcourir les montagnes du département, et dit avoir été témoin de plusieurs échecs éprouvés par les royalistes espagnols. [Un homme attaché au Constitutionnel et parcourant dans ce moment-ci la ligne des Pyrénées, appelle nécessairement une grande surveillance ; je l'ai prescrite, elle sera bien observée](#) annonce M. Jaham de Belleville, préfet des Hautes-Pyrénées siégeant à Tarbes. Sa lettre du 19 au ministre fournit des détails complémentaires sur l'inquiétant personnage, tout en reconnaissant [qu'à Bagnères et dans ses excursions, il n'a fait aucune démarche ni tenu aucun propos répréhensible](#).

Il est singulier que, le 31, le même préfet, dûment renseigné cette fois, répond à une lettre du ministre qu'il lui paraît démontré que Thiers ne revient pas d'Espagne ! Le 3 janvier 1823, le ministre, pour plus ample informer, demande au comte Christophe de Villeneuve-Bargemont, préfet des Bouches-du-Rhône, le motif exact du voyage de Thiers en Espagne, et ses opinions politiques. Opinions très mauvaises, répond le préfet ; celui qui les professe s'est toujours conduit en partisan outré du libéralisme ; il a de l'instruction, et développa beaucoup de moyens lors de ses débuts au barreau d'Aix.

Pendant que ces hauts et puissants personnages s'inquiètent de sa petite personne, Thiers poursuit son voyage à Bayonne, et enfin à Paris. Il publie une série d'articles qu'il réunira en brochure sous ce titre : *Les Pyrénées et le Midi de la France pendant les mois de novembre et décembre 1823*. Du grand reportage, très habilement fait.

A ses commettants, il rend le compte véritable de sa mission : elle a vérifié ses pronostics de point en point. Talleyrand en entend parler. Il se fait présenter Thiers chez Laffitte. Il croit, comme Lafayette, à une résistance terrible des Espagnols.

— Nous aurons à lutter contre l'insurrection, la pire des guerres. Jadis, je l'avais déjà prévu, quand je m'efforçai de dissuader Napoléon de se mêler des affaires d'Espagne — ce qui, entre parenthèses, était parfaitement inexact : il ne blâma la politique espagnole de l'Empereur qu'après coup —. Napoléon ne m'écouta

pas, et, dans le guêpier où il s'aventura, il usa son armée sans gloire. Ce fut le commencement de son déclin. Eh bien ! Si nous nous obstinons à aller en Espagne, l'histoire recommencera ; nous courons à un échec.

— Je ne le pense pas, répond Thiers. Les Espagnols ont gardé un cuisant souvenir de ce que leur ont coûté les guérillas, de tous les pillages, de toutes les destructions dont elles ont été la cause. Ils ne voudront pas risquer le retour de pareils maux. Ils le voudront d'autant moins qu'il ne s'agit pas, cette fois, de leur indépendance nationale, mais seulement de leur indépendance politique ; le plus grand nombre considérera l'envahisseur comme un libérateur plutôt que comme un oppresseur. Et il prononce ce mot destiné à devenir historique : [L'Espagne est une Vendée éteinte](#).

Talleyrand, quelque peu surpris qu'un aussi petit jeune homme ose lui tenir tête, loin de s'en fâcher, s'intéresse à l'ami de ce Mignet dont il apprécia précédemment les articles de politique extérieure. En le quittant, il l'invite à venir chez lui. Et voilà Thiers entré par la bonne porte dans ce salon vert, triste et sombre, un peu fané, [où défilèrent tous les empereurs, tous les rois, tous les princes de l'Europe, tous les ministres passés et présents, tous les hommes de talent et de capacité, tous les esprits distingués du monde entier](#). Sur l'un de ces fauteuils aux étoffes usées où il s'assied, l'empereur Alexandre écouta les premières paroles qui lui furent dites en faveur des Bourbons ; là fut créé le gouvernement provisoire ; là on arracha de la Sainte-Alliance représentée par trois rois, quelques concessions en faveur de la France. Là, l'atmosphère est imprégnée d'histoire.

Cette rencontre marque une date dans la vie politique de Thiers. Elle lui vaut l'intimité de Talleyrand, qui va devenir son maître, son patron, qui s'en servira, mais qui le soutiendra jusqu'au bout, jusqu'à ce qu'il en ait fait un président du Conseil des ministres. De l'initiative hardie qu'il a prise, et de son succès, Thiers retire un autre avantage, non moins important ; elle a accru son autorité au point de lui permettre d'acquérir une part prépondérante dans la direction du Constitutionnel. Désormais, les plus grands espoirs lui sont permis.

En cours de route, il a failli se marier. Dans une station thermale, il a rencontré une jeune fille de Quimper, d'une grande beauté, Mlle Appolin, dit-on, fille d'un notaire. Ses vingt-cinq ans s'enflamment pour elle. Il la demande en mariage. Hélas ! Il a trop petite mine. On le refuse. Il s'en consolera. Mais de l'aventure on fera des gorges chaudes à Quimper, lorsqu'il sera ministre et que celle qui le refusa passera dans la rue.

V

THIERS, HOMME DE LETTRES

Le capital versé pour la fondation du Constitutionnel s'élevait à la somme de 7.500 francs, se décomposant en quinze actions de 500 francs chacune. Elles produisirent 6.000 francs sous le ministère Decazes, 12.000 sous le ministère de Richelieu, et 28.000 sous celui de Villèle. Le bilan pour l'exercice 1826 indique 20.000 abonnés, produisant une recette, nette de remises, de 1.323.976 francs. Les frais de timbre et de port se chiffraient par 554.409 francs ; les autres, papier, impression, rédaction, administration, loyer, pliage, port dans Paris et la banlieue allaient à 394.566 francs ; soit au total 984.975 francs de frais, laissant un bénéfice de 375.001 francs, soit 25.000 francs par action.

Pour participer à la direction du journal, il faut faire partie du conseil de la Société. Pour faire partie du conseil de la Société, il faut être propriétaire d'au moins une action. Thiers a grande envie de participer à la direction du journal, mais il n'a pas les 100.000 francs nécessaires à l'achat d'une action. Comment faire ?

Il s'ouvre à son voisin et ami Schubart, le libraire allemand de la rue de Choiseul. Schubart est bien l'homme dépeint par Thiers à Rouchon : il fait un voyage en Allemagne et communique le bel enthousiasme dont il est féru pour le jeune journaliste à un de ses anciens confrères de Stuttgart devenu millionnaire et baron, Cotta de Cottendorff, l'un des personnages les plus curieux de cette époque : fils de libraire, théologien, militaire, précepteur, avocat, il succède à son père et entend la librairie comme les Elzévir. Il place sa maison au premier rang. Il sait deviner les hommes, publie les plus grands écrivains allemands de son temps, fonde la *Gazette d'Augsbourg*, le *Morgenblatt*, les *Annales de la critique scientifique* et maintes autres feuilles politiques et littéraires. Député libéral à la Chambre wurtembourgeoise en 1815, puis rattaché au parti gouvernemental, il fonde la Caisse de Secours, la Caisse d'Epargne, la Caisse de la Société d'Economie agricole, et rédige le traité de Commerce entre la Bavière, le Wurtemberg et la Prusse, en quoi il est le père du Zollverein. Cotta est une puissance. **Lui seul comprend comment on rend courageuses les plumes craintives, et ouvre les tiroirs les plus cachés des marchands de secrets.** Voilà l'homme de qui Schubart obtient pour son protégé des correspondances dans la *Gazette d'Augsbourg* et le *Morgenblatt*, soit pour Thiers un revenu fixe de deux cents francs par mois. Mieux encore : le 10 mars 1824, Cotta verse 50.000 francs à Chevassut en échange d'une demi-action du *Constitutionnel* ; il en sera le propriétaire réel et participera à toutes les charges et à tous les avantages de cette part d'action, mais Thiers en sera le propriétaire apparent.

L'autre moitié appartient à Cauchois-Lemaire. Par acte du même jour, il est entendu que les deux demi-actions resteront unies, de manière à former toujours un quinzième de la propriété totale du journal, et que c'est Thiers qui

représentera ce quinzième au conseil d'administration. Cauchois-Lemaire le remplacera en cas de décès.

Voilà donc Thiers intronisé au conseil de la Société, et à même d'y exercer son influence. Il tient à préciser l'état de ses rapports avec son copropriétaire. Le 17 mars, tous deux conviennent des conditions suivantes : Thiers seul pourra paraître au conseil comme titulaire et représentant de l'action ; s'il reçoit un jeton de présence, il le partagera avec Cauchois-Lemaire ; seul, il pourra discuter et voter, quitte à s'entendre auparavant avec Cauchois-Lemaire, et à lui faire part ensuite des délibérations. Au cas où Thiers serait nommé rédacteur en chef, Cauchois-Lemaire entrerait pour moitié dans le travail et les émoluments sous la direction patente de Thiers ; tous deux publieraient à peu près le même nombre d'articles et s'en partageraient le prix, ainsi que les livres qu'ils pourraient recevoir.

Un peu plus d'un an après, Thiers achète à Cauchois-Lemaire sa demi-action, moyennant un revenu fixé à 3.000 francs par an, mais variable suivant que le prix de l'action totale croîtra ou diminuera. En réalité, cette demi-action est payée non par Thiers, mais par Cotta et par Schubart, qui versent chacun 25.000 francs. Ainsi Cotta possède les trois quarts de l'action et Schubart le dernier quart ; Thiers demeure le propriétaire apparent et siège au conseil. Cotta touche le revenu intégral de la première moitié qu'il a acquise, et un revenu de dix pour cent de son capital pour le troisième quart ; six pour cent sur le quatrième quart allant à Cauchois-Lemaire, tout ce qui dépassera seize pour cent du revenu ira à Thiers. Schubart ne touche rien.

Le 27 janvier 1826, Thiers lui rachète son quart. Cette fois, c'est Laffitte qui doit payer. Thiers et Béranger gagneraient à la combinaison chacun 4 à 5.000 francs de rente. Mais l'accord avec Laffitte ne tient pas, et le 4 mars, les 25.000 francs sont versés par Cotta, qui devient ainsi définitivement seul propriétaire de l'action, moyennant un revenu assuré de dix pour cent de son capital, sauf le cas où elle ne le produirait pas. Thiers reste propriétaire apparent, et partage avec Cauchois-Lemaire le surplus du produit, au-delà de dix pour cent. Thiers ainsi armé, son rôle et son influence au *Constitutionnel* grandissent. Son activité littéraire, historique et journalistique ne se borne pas à cette collaboration. A l'automne de 1823, il publie les deux premiers volumes de cette Histoire de la Révolution pour laquelle il a traité en février 1822 avec les éditeurs Lecointe et Duret. Le nom de Bodin figure sur la couverture à côté du sien comme il fut convenu. Bodin, *homme instruit, de bonne heure fatigué, et d'une haleine courte qui ne dépassait guère le Résumé historique, genre exigü dont il est le père*, jouissait d'une manière d'autorité. Mais voyant la façon dont son collaborateur attaque l'œuvre, il y renonce de bonne grâce pour sa part, et son nom disparaît du volume suivant.

Étienne est à sa campagne de Sorcy lorsque l'ouvrage paraît. Le 11 septembre 1823, Thiers lui expédie son exemplaire, et le sollicite habilement : *Très cher maître, voici une première œuvre un peu sérieuse, c'est-à-dire mon Histoire de la Révolution. Je vous demande pour l'enfant la bienveillance que vous avez témoignée au père, et ils vous devront tous deux leur petite fortune. Mes deux volumes ont été remis à la diligence, et ils vous arriveront incessamment. Je désirerais que vous en lussiez au moins un, parce que votre article pourrait renfermer au lieu d'une expression de votre amitié, un jugement tel que vous savez les porter. Un peu de critique ne fera pas de mal, mais surtout la célérité fera merveille. Si ces deux volumes ont du succès, je mettrai- la dernière main*

aux deux autres, et suivant la vente j'aurai mille ou deux mille francs de plus. C'est quelque chose pour un pauvre garçon sans patrimoine et sans sobriété. Soufflez donc, s'il vous plaît, dans mes voiles ; votre témoignage est de tous ceux de la littérature actuelle celui dont je serai le plus flatté. Je voudrais que vous me permisiez de mettre un *E* à la fin de l'article. Ce n'est pas nécessaire pour les connaisseurs qui savent vous deviner, mais pour le public c'est une authenticité. Je vous demande pardon de mon égoïsme, mais je suis inquiet, comme à un premier accouchement. Et comme il faut tout prévoir, il ajoute en post-scriptum : Je ne pense pas que les deux volumes puissent essayer d'accident. Mais s'ils ne vous arrivaient pas, un ou deux jours après ma lettre, mandez-le moi.

La critique d'Étienne paraît. Monsieur et cher ami, répond Thiers le 19 octobre, je ne suis point ingrat pour être négligent, et si je ne vous ai pas encore écrit, ce n'est pas que j'aie été médiocrement touché de votre article si chaud et si encourageant. Croyez, je vous assure, que le dédommagement accordé à Lameth me semble très juste de votre part, et que je ne suis nullement offensé de votre critique. Il est possible que l'affection m'ait trompé, et que mon indulgence pour une grande faute soit une duperie de mon admiration pour Mirabeau. Vos réflexions m'y feront songer à deux fois, et j'y reviendrai. Les éloges si larges que vous m'accordez m'ont profondément touché et très utilement servi. Sans vous rendre éloges pour éloges, je vous dirai que l'éclatante couleur de votre style ne m'a pas moins servi que vos éloges, et qu'être loué en un bel article n'est pas moins utile que de l'être en un article flatteur. Si vous croyez qu'un second soit mérité, je l'accepte, car en ce genre on ne refuse rien. Toutefois je n'aurai pas l'exigence de le demander. Votre temps est trop précieux pour y puiser si largement.

Il se rend compte qu'il peut faire mieux. Il faut d'ailleurs une belle audace pour traiter de pareils hommes et de pareils événements avec si peu de recul. Il a toujours sous les yeux l'*Examen critique* par J.-Ch. Bailleul de l'ouvrage anonyme : *Considérations sur les principaux événements de la Révolution française*. Tout un hiver, il va étudier chaque matin chez le baron Louis, son budget sous le bras. Ainsi comprendra-t-il les expériences financières de Robert Lindet et de Cambon, tout en n'étant pas toujours d'accord avec le baron Louis.

D'autre part, il a de nombreux entretiens sur la guerre et sur l'art militaire avec le général Foy. Il fréquente beaucoup le général Jomini, alors à Paris. Il s'est lié avec un groupe d'artilleurs en garnison à Vincennes ; il discute avec eux sur le terrain, et se rengorge quand ils saluent en lui un bon officier du génie ; ils le félicitent sur sa passion des cartes géographiques. *Le résultat*, dit Sainte-Beuve, apparaît dès son troisième volume. Villemain en dit dès le début : Il y a là le premier entrain de la jeunesse, cette vivacité, ce bonheur d'exécution qu'il est difficile de rencontrer. C'est la campagne d'Italie de M. Thiers.

Il n'améliore pas seulement ses procédés : il améliore aussi son traité avec l'éditeur, et lui fait subir des remaniements à son avantage en septembre 1823 et en octobre 1824. Le traité de 1822 est annulé ; dorénavant, l'auteur recevra mille francs pour chacun des deux premiers volumes, et quinze cents pour chacun des suivants ; chaque nouvelle édition in-8° sera tirée à deux mille exemplaires, chaque nouvelle édition in-12 à trois mille, et l'auteur recevra sept cents francs par volume.

A des monarchistes qui, dans son salon, critiquaient âprement l'*Histoire de la Révolution* de Thiers, le prince de Talleyrand disait avec grande justesse :

— Je pense que M. Thiers, qui est au fond très monarchique, écrirait encore mieux l'histoire de l'Empire ; je crains seulement que vous ne lui en laissiez pas le temps.

Thiers songe à réaliser la prophétie. Plein de projets, il vend en avril 1826 au bon Schubart une *Histoire de l'Empire français*, qui comportera quatre ou cinq volumes ; il touchera 3.500 francs par volume sur la première édition tirée à deux mille, et 2.000 ou 2.500 francs sur les suivantes selon que le tirage sera de deux mille ou de deux mille cinq cents exemplaires.

Son *Histoire de la Révolution* devant s'arrêter au Consulat, il traite à nouveau avec Lecointe en 1827 pour une histoire qui partira du Dix-huit Brumaire et s'arrêtera à l'avènement de l'Empire. Il bénéficie du succès de ses publications antérieures, et recevra cette fois 18.000 francs pour les deux premières éditions tirées à deux mille, et 2.000 francs par volume pour la troisième édition in-8° tirée à deux mille, et in-12 tirée à trois mille.

Un an plus tard, il a touché 12.500 francs d'avances. Il rembourse 6.000 francs à Lecointe, et le reste représentera la cession de tous ses droits sur l'*Histoire de la Révolution*, mais les 6.000 francs lui seront remboursés au tirage de la quatrième édition. Et rien que pour refaire les deux premiers volumes et y ajouter une introduction, il recevra 15.000 francs une fois payés. Il entend les affaires. Son ouvrage en sera une excellente.

Sa collaboration journalistique ne se borne pas au *Constitutionnel*, ni à la correspondance qu'il adresse au baron Cotta et s'efforce de rendre aussi intéressante et aussi complète que possible, notamment en ce qui touche aux finances. Depuis quelques années, un périodique, les *Tablettes universelles*, ayant le caractère d'annales, végétait sous la direction d'un certain Couriet. En 1823, Jacques Coste, un Gascon récemment débarqué à Paris, les achète. Il veut leur donner un caractère de polémique active et quotidienne, en faire un répertoire de tous les faits importants, de toutes les opinions, et un résumé des feuilles périodiques. Il a de l'esprit, de l'accent, et sait plaire à tout le monde. Très actif, suffisamment charlatan, homme à projets, toujours prêt à proposer quelque nouvelle entreprise littéraire, il ne s'attache à ses opinions que juste ce qu'il faut pour pouvoir sans heurt les modifier s'il y trouve davantage à gagner. Il les soutient hardiment en cas de besoin et ne recule pas devant la pointe d'une épée. Il s'installe dans un bel appartement rue de la Victoire, dans l'ancien hôtel de Bonaparte. Il donne des dîners où le champagne coule généreusement, pétillant comme les conversations brillantes et animées qui s'y tiennent.

Amplifiant son premier objet, Coste projette de réunir dans son journal toutes les fractions du parti libéral, depuis le duc Dalberg qui a passé par le gouvernement, jusqu'à l'intraitable Manuel. Il peut compter sur l'appui de Benjamin Constant. Manuel lui délègue. Thiers, Mignet et Rabbe. Guizot délègue Charles de Rémusat, Mahul, de Guizard et Dumont, jeunes doctrinaires, fleurs des salons sérieux ; enfin de jeunes professeurs en disgrâce, Dubois, Jouffroy, Damiron, Trognon, se joignent au groupe. La gauche et le centre gauche, trente députés, signent, au bas d'une lettre rédigée en janvier 1823 par Charles de Rémusat, leur adhésion au plan de la nouvelle feuille tel que Coste l'a tracé. Les *Tablettes* seront le point de contact entre Manuel et Talleyrand. Elles mettent en rapport Thiers et Rémusat, qui ont fait connaissance à une fête donnée par le banquier Ternaux en son château de Saint-Ouen, d'où s'ensuivra une longue et fidèle amitié.

Ces jeunes gens ainsi groupés travaillent en commun au triomphe des principes dont ils prévoient que la défense leur donnera un jour le pouvoir en héritage. La rédaction politique repose sur Rémusat. A partir du mois de mars, on croit reconnaître la fine plume d'Étienne dans un bulletin politique signé *** : des épigrammes modérées par l'intelligence des hommes et des choses, de la pénétration, de ces nouvelles intimes du pouvoir dont le public est friand, secrets de la tactique parlementaire des partis, mobiles du gouvernement, c'est un genre nouveau que consacre aussitôt le succès.

Ce n'est pas Étienne qui rédige ces bulletins politiques, qui vont du numéro 36 au numéro 59, c'est Adolphe Thiers, que Talleyrand inspire, auquel il confie des indiscretions calculées, assaisonnées de détails piquants et de conseils précieux.

Opposition particulièrement dangereuse, pense le gouvernement. Pour y parer, il constitue un fonds important à l'aide de capitaux fournis par la Liste civile, les fonds secrets de la direction générale de la Police, des ministères des Affaires Étrangères et de l'Intérieur. Corbière et Sosthène de La Rochefoucauld, qui consent à assumer la responsabilité directe de l'entreprise, **amortissent** cette année-là un certain nombre de journaux gênants : la *Foudre*, l'*Oriflamme*, le *Drapeau blanc*, la *Gazette de France*, le *Journal de Paris*. On donne des pensions et des places aux rédacteurs, de l'argent aux propriétaires, et on s'en croit quitte. On sait Coste embarrassé de dettes. On lui propose de lui acheter son journal. Il accepte. Bien que ce soit une sorte de trahison vis-à-vis de ses collaborateurs, il réussit à ne pas se brouiller avec eux. **Ils n'ont pas songé à avoir pour lui de l'estime, et leurs relations de camaraderie ne cessent pas pour cela.**

Chateaubriand, ministre, fait publier dans les *Débats*, son journal, une note quelque peu hautaine. **Le propriétaire des *Tablettes* a trouvé à propos de les vendre ; il a cru que ses intérêts valaient mieux que ses opinions : c'est une affaire à débattre entre lui et ses amis. Quant à nous, grands partisans de la liberté de la presse, nous regrettons les *Tablettes* : on y trouvait de temps en temps le petit mot pour rire ; il était amusant de voir l'opposition réduite aux attaques personnelles, n'ayant pour appui que cinq ou six jeunes gens d'esprit qui se cotisaient pour mettre les principes révolutionnaires en bonnes ou mauvaises plaisanteries. Chateaubriand manquait de prévoyance.**

Lorsque les *Tablettes* disparurent et que Thiers se sépara de Rémusat, il lui dit : **Sachez que je ne ferai jamais rien sans vous demander d'en être.**

Coup de dé que n'avait pas prévu Sosthène de La Rochefoucauld : des *Tablettes* défuntes naît aussitôt le *Globe*, et naîtra bientôt le *National*. Le *Globe* commence à paraître au moment où s'ouvre le Salon de peinture. Thiers se charge d'en faire la critique : huit articles qui paraissent du 17 septembre au 24 octobre 1824, signés d'un *Y*. En même temps, il en publie un autre au *Constitutionnel*, et Félix Bodin qui n'est pas au courant de la personnalité dissimulée sous l'initiale *Y*, dit un jour à Dubois, directeur du *Globe* : **Mais on vous pille au *Constitutionnel* !**

La collaboration de Thiers au *Globe*, s'arrêtera là, bien qu'il projette l'année suivante d'y écrire des articles consacrés au baron Gérard et à Horace Vernet. Dans son Salon, il prend vigoureusement parti pour la nouvelle Ecole. **Cette exposition révèle à merveille le mouvement qui a éclaté depuis dix années, et l'essor extraordinaire que les esprits, immobilisés un instant sous l'Empire, ont reçu depuis le renversement du système militaire. Il reprend plus vivement encore qu'en 1822 l'éloge de Delacroix, et conclut : Il n'est pas mûr encore, mais**

son avenir est immense. Quant à Gérard, il lui consacre tout un chapitre et le couvre de fleurs, à propos de son tableau : Louis XIV déclarant son petit-fils roi d'Espagne. Il accompagne son article d'un billet personnel : J'ai le très sincère besoin de dire au vrai qu'il est vrai, et avec autant de chaleur que je dis au faux qu'il est faux. Je n'en puis plus des mensonges de notre Ecole, de ces têtes et de ces tailles à la grecque, de ces cristaux colorés et allumés que l'on appelle de la couleur, et quand je vois autant de justesse, de sûreté, de vivacité que vous en avez mis dans votre ouvrage, je ne puis m'empêcher d'applaudir très sincèrement... Le petit prince est admirable, et Louis XIV a une grandeur sentie et point exagérée du tout. C'est bien le coq du poulailler, comme l'a dit, à mes côtés, mon ami Mignet.

Au même moment, David, exilé à Bruxelles, et qui ne peut exposer au Salon officiel, fait, 115 rue de Richelieu, une exposition particulière de son tableau : *Mars désarmé par Vénus*. Thiers en parle dans la *Revue européenne*, au cours d'une série d'articles sur les arts, la peinture et la sculpture en France. Admire-t-on exclusivement les belles lignes, les couleurs éclatantes, même au détriment de la vérité ? Ce tableau doit être déclaré un chef-d'œuvre, car il est à l'extrémité même de la route où s'est engagé M. David. Pense-t-on, au contraire, que le style ne doit pas aller jusqu'à la prétention académique, que le dessin ne doit pas aller jusqu'à l'imitation des statues, les couleurs jusqu'à un fatigant cliquetis de tons, jusqu'à une transparence affectée et un luisant de verre ? Alors on considérera le tableau de M. David comme un ouvrage... dangereux... à proposer comme modèle, et enfin, comme le dernier terme d'un système qui fut bon quand il servait de correctif, qui ne l'est plus quand il tend vers un excès qui a besoin lui-même d'être réprimé à son tour.

Le jeune critique écrivait et parlait des choses d'art avec un dogmatisme, une assurance bien faits pour irriter les nerfs de certains artistes. Il se montrait parfaitement intelligent, mais en même temps totalement dénué du véritable sens artistique. De là une scène assez comique certain jour où le père d'Amaury Duval le convie, ainsi que Mignet, à dîner avec Ingres. Thiers, à son habitude et avec son magnifique aplomb, parle, parle, prônant Gérard au moins autant que les maîtres italiens, et le plaçant bien au-dessus d'Ingres. Ce dernier l'écoute, sans mot dire et le regardant fixement. Ses doigts tapotent nerveusement la table. Thiers ayant entrepris Raphaël et déclarant que ce maître n'a fait que des Vierges, Ingres n'y peut tenir ; il éclate :

— Que des Vierges !... que des Vierges !... Certes on sait le respect, le culte que j'ai voué à cet homme divin ; on sait si j'admire tout ce qu'il a touché de son pinceau. Mais je donnerais toutes ses Vierges, Monsieur, toutes... pour un morceau de la *Dispute*, de l'*Ecole d'Athènes*, du *Parnasse*... Et les *Loges*, Monsieur, et la *Farnésine* ! Il faudrait tout citer...

Ingres gesticule, lève les bras en l'air, profère des mots sans suite. Thiers, nullement décontenancé, garde sa conviction : les Vierges sont le fleuron de la couronne de Raphaël. La conviction qui demeure chez Ingres est que le critique d'art ne sait seulement pas de quoi il était question. En fait, Thiers fit toujours profession d'aimer les arts, et, à l'inverse de M. Poirier, il étendit sa sympathie jusqu'aux artistes, qu'il protégea avec bonté, sinon avec la sûreté de goût d'un Médecin.

Lorsqu'il traite de questions financières, ou d'art militaire, ou encore de diplomatie, on ne peut dire qu'il soit plus à son aise puisqu'il l'est partout, mais on le sent davantage sur son terrain. Au journal, ses articles ne sont pas signés,

comme c'est alors l'habitude. Il faut une lettre de Buchon, par exemple, pour savoir que c'est lui qui rendra compte d'une brochure de M. de Grovestius sur la Hollande, ou des *Mémoires* de Gagern ; et la lettre de Buchon finit sur cette anecdote savoureuse : Le baron de Gagern était chargé des affaires de la maison de Nassau et était un homme assez délié que j'ai beaucoup connu en Allemagne. Il s'est complètement séparé de Napoléon, ainsi que beaucoup d'esprits généreux en Allemagne, lorsque Davout fit fusiller ce libraire. Il m'a raconté que sur cette nouvelle il alla trouver M. de Talleyrand et lui dit : *Monsieur le ministre, il convient que l'Allemagne sache ce qu'on veut d'elle après ce qui vient de se passer.* Beaucoup d'autres diplomates étaient présents et attendaient l'effet de la boutade de Gagern. M. de Talleyrand se contenta de répondre : *Monsieur le ministre, Gagern, Monsieur le ministre ! J'aimerais autant que vous m'appelassiez Monsieur le curé !* Tout le monde se prit à rire, et il n'y eut plus moyen de relever la conversation au ton grave que voulait imposer Gagern.

Lorsque parurent les *Mémoires* de Gouvion Saint-Cyr, Guizot en demanda au maréchal un exemplaire sur grand papier pour un jeune homme de talent qui sort de la liste des journalistes ordinaires. Le savant Cournot estime que ce fut une erreur de la part de Guizot : il aurait dû comprendre que Thiers, ayant déjà publié son *Histoire de la Révolution*, son siège était fait ; il ne se trouvait pas dans de bonnes conditions pour accueillir en toute impartialité des appréciations et des renseignements nouveaux. D'ailleurs, il saisit bien vite le point faible de l'auteur et du livre, dans l'article qu'il lui consacra à la *Revue française* : le trop d'inclination à la critique. Le maréchal reçut l'article à Hyères, peu de temps avant sa mort. Je crois qu'il dut en être blessé au fond du cœur, dit Cournot, quoiqu'il se soit bien gardé d'en rien témoigner. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il adressa ce billet à Thiers : *Monsieur, J'ai reçu un exemplaire du numéro 12 de la Revue française, où vous avez bien voulu rendre compte de mes Mémoires, et j'ai appris que je vous en étais redevable. Veuillez recevoir mes remerciements pour cette marque d'obligeance. J'ai lu votre article avec un grand plaisir. Il ne serait peut-être pas convenable de vous remercier pour le bien que vous avez jugé à propos de dire de moi, je crois pouvoir sans scrupule vous exprimer la satisfaction que m'ont causée les éloges que vous faites de l'état militaire, dont vous dépeignez si bien les grandes difficultés, et dont vous m'avez paru saisir avec une parfaite justesse le véritable esprit. Votre Histoire de la Révolution m'avait fait déjà connaître votre talent comme écrivain, et vos bons sentiments comme Français.*

Sainte-Beuve qualifie l'article d'admirable, et en extrait cette citation : *Ceux qui ont rêvé de paix perpétuelle ne connaissaient ni l'homme, ni sa destinée ici-bas. L'univers est une vaste action, l'homme est né pour agir. Qu'il soit ou ne soit pas destiné au bonheur, il est certain du moins que jamais la vie ne lui est plus supportable que lorsqu'il agit fortement ; alors il oublie, il est entraîné, et cesse de se servir de son esprit pour douter, blasphémer, se corrompre, et mal faire.*

VI

DANS LES SALONS

A midi, après avoir travaillé depuis cinq heures du matin, Thiers va retrouver Mignet et leurs amis dans une pension voisine du Palais-Royal, chez la mère Grégorine, bonne et complaisante hôtesse qui compte sur l'avenir pour payer les dettes du présent. Il se montre gai, bon vivant, boit sec et mange bien. Il passe l'après-midi dans les salles de rédaction des journaux, et le soir il va dans le monde. Le journal est un excellent tremplin : Thiers étend rapidement ses relations, presque exclusivement dans les milieux libéraux.

Il continue à fréquenter le salon de Gérard, et n'espacera ses visites que lorsque les nécessités de sa vie politique ne lui en laisseront plus le loisir. Gérard s'en plaint discrètement à son élève Mlle Godefroid, l'intime qui fait habituellement les honneurs de la maison tandis que Mme Gérard joue au whist, et Mlle Godefroid fait comprendre à Thiers que Gérard le croit changé. **Comment pourrais-je oublier toutes les bontés que M. Gérard a eues pour moi depuis que je suis à Paris ?** Il proteste doucement, affectueusement. Il conduit à l'atelier du maître le banquier Laffitte, Mme Aubernon, Mme Pierre Lebrun, et il entraîne Gérard chez les Lebrun. Il ne manque pas une occasion de lui consacrer un article au *Constitutionnel*.

Peu de temps après son arrivée à Paris, Thiers fut introduit chez deux Ecossaises très libérales, et qui abhorraient la branche aînée : Mme Clarke et sa fille Mary. On les lui avait indiquées comme susceptibles de lui être utiles. **Que pouvez-vous faire ?** demande Mme Clarke. — **Je sais manier la plume.** Pour la parole, la question ne se pose pas.

Les familiers de ces dames s'appellent Victor Cousin, amené par Auguste Viguière, neveu de J.-B. Sirey et fort épris de Miss Clarke ; J.-J. Ampère, l'amoureux de Mme Récamier ; le savant Fauriel, rencontré en Suisse, et, de la part de Mary, l'objet d'une liaison intime ; Jules Mohl, bon Allemand qui épousera Mary après la mort de Fauriel, et trouvera fort bon qu'elle publie les lettres amoureuses qu'il lui adressa ; Roulin, qui après une vie fort mouvementée finit paisiblement bibliothécaire et membre de l'Institut ; Augustin et Amédée Thierry, Edgar Quinet, Mérimée qui vient se perfectionner dans la langue anglaise, et fait ici la connaissance de Mme Hilaire Belloc, traductrice de Byron auquel elle ressemble étonnamment ; et encore Guizot, Benjamin Constant, Lafayette, Ary Scheffer. Mérimée présente Victor Hugo, et Fauriel, Stendhal. Un beau jour, Stendhal déclare à Fauriel que lorsqu'on a affaire à une princesse ou à une femme riche, il faut la battre, sinon l'amour s'éteint. Fauriel répète le propos à miss Clarke, qui s'en indigna, et charge Augustin Thierry de morigéner le délinquant : **Nigaud !** répond Stendhal à Augustin Thierry.

Rentré chez lui, il note sur ses tablettes : Fauriel allait beaucoup chez une petite pie-grièche à demi-bossue, Mlle Clarke. C'était une Anglaise qui avait de l'esprit comme les cornes d'un chamois, sec, dur, et tordu. Et il ne revoit ni miss Clarke, ni Fauriel, dont bien me fâche, dit-il, pince-sans-rire. Quant à elle, par allusion à la façon saccadée dont il lance ses traits, elle déclare : Il a de l'esprit par chiquenaudes.

En fait, elle n'était pas bossue. Elle avait le teint rose et blanc des femmes de son pays, un petit nez retroussé amusant, spirituel et impudent, de grands yeux ronds très brillants et audacieux, une petite tête bien posée sur les épaules, ornée de boucles courtes généralement en désordre, ce qui faisait dire à Guizot : Elle a le même coiffeur que son terrier écossais.

Sa toilette est toujours inélégante, et elle s'en moque. Elle ne lit pas, elle dévore les livres. Elle a acquis une forte culture. Ses originalités, agressives comme une affirmation d'indépendance, confinent à l'excentricité, et sa franchise au manque de savoir-vivre. Elle déclare devant des Anglaises : De toutes les créatures qu'à formées le bon Dieu, aucune ne gâte une réunion comme une dame anglaise. Et devant les Italiens : Tous les Italiens, c'est de la canaille ! Naturellement, les Anglaises lui battent froid, et les Italiens sortent en corps de son salon.

Fauriel, Roulin, Mohl y dînent plusieurs fois par semaine. Après le dîner, les domestiques emportent les lampes, et la compagnie fait la sieste. La causerie reprend un peu plus tard, éclairée par la flamme du foyer. Personne autre que miss Clarke n'est autorisé à toucher à aucun des accessoires qui servent à faire le thé ; Fauriel seul, après une longue initiation, aura le droit d'allumer la lampe à alcool où l'eau va bouillir.

Par l'entremise de Fauriel et d'Ampère, les dames Clarke reprirent à l'Abbaye-aux-Bois le grand appartement que quitta Mme Récamier pour un plus petit ; elles permirent à la belle Juliette de continuer à recevoir dans son ancien salon devenu le leur. Aussi Mary eut-elle le privilège d'assister à la lecture des *Mémoires d'Outre-tombe* que fit Lenormant à l'Abbaye-aux-bois, de quatre à six et de huit à dix, avec un entr'acte pour le dîner. Et plus tard, lorsque Chateaubriand agonisa dans l'appartement qu'il occupait, rue du Bac, précisément au-dessous du leur, Mme Récamier s'installa chez elles pour être plus à portée de son illustre malade.

Thiers occupe très vite une place dans ce milieu. Il s'attache à rendre service. Il consacre des articles aux amis de la maison et en obtient d'autres critiques dans différents journaux ; Il s'enthousiasme pour les *Chants de la Grèce moderne*, que publie Fauriel. Il amène Mignet et le vicomte Walsh. Séduit par Mary Clarke, il vient de plus en plus souvent, et bientôt tous les soirs. Les autres convives se retirent avant minuit ; emporté par le feu de la conversation, il laisse passer l'heure. Miss Clarke ne s'en plaint pas, mais un jour la concierge de l'immeuble l'interpelle au passage : Mademoiselle, j'ai quelque chose à vous dire. Si ce petit étudiant qui vient ici tous les soirs ne s'en va pas avant minuit, je fermerai la porte, et j'irai me coucher. Il pourra dormir sous la porte-cochère, ça le guérira.

Ici, comme chez Gérard, il sera moins assidu par la suite. Puis, il cessera de venir. En 1873, il rencontrera Mary Clarke, devenue Mme Mohl, chez des amis ; elle atteint alors ses quatre-vingt-trois ans, et en vivra quatre-vingt-onze ; Thiers lui rappelle qu'il ne l'a pas vue depuis 1833, juste quarante auparavant. Lorsqu'il est parti, elle dit à la maîtresse de maison : Ce vieux fou a perdu la tête ; il ne sait pas ce qu'il dit ; il se trompe de vingt ans.

Mignet venait chez les Clarke moins souvent que Thiers ; il fréquentait à cette époque de la Restauration le salon d'une autre Anglaise, lady Morgan, où triomphaient également les idées libérales ; il y rencontrait encore tout un clan de libéraux, Lafayette, Victor Jacquemont, Stendhal, Charles de Rémusat, les deux Thierry, Sarah Newton, Mme Victor de Tracy, [douce, blanche et fine](#).

Autre foyer d'opposition libérale : le salon de Mme Aubernon. Son mari, un habitué des dimanches de Delécluze, habituellement aimable et doux, devient vif en discutant politique. Elle, jolie et spirituelle, s'en rapporte aux idées de son entourage, une quinzaine de personnes où deux dames seulement sont admises : Mme Pierre Lebrun et la générale Haxo. Chatelain, rédacteur en chef du *Courrier français*, raconte là les nouvelles et ressasse les arguments parus le matin dans son journal. Sous les traits calmes et doux de Manuel toujours silencieux, couvent des passions politiques ardentes. Duvergier de Hauranne lâche la bride à son goût inné de la polémique ; il relève vertement les fautes du gouvernement et rompt des lances en faveur des romantiques. Ary Scheffer se tient dans la note modérée. Stendhal recueille des observations et des traits pour l'article qu'il envoie mensuellement à une revue anglaise, et se venge de la gêne que lui impose son ennemi naturel Victor Cousin en murmurant : [Après Bossuet, il est le plus habile à traiter de la blague sérieuse](#). Mais il n'ose pas s'y frotter. Le jeune professeur est célèbre. Il revient de Berlin où la hardiesse de ses idées lui valut de connaître les douceurs de la prison. L'esprit subtil, la phrase originale et riche, la réplique incisive, c'est un redoutable jouteur.

Béranger, que Mme Aubernon réunit parfois à Pierre Lebrun pour dîner en petit comité, parle peu. Il ne se livre que devant des intimes. Sa conversation, habituellement solide, se fait aimable lorsqu'il parle de littérature, surtout avec ses jeunes amis Thiers et Mignet, dont l'imagination méridionale brille aux facettes de leurs discours. Et comme il n'y a pas lieu de discuter dans un milieu où tout le monde est du même avis, Thiers, en quête d'idées pour son prochain Salon, traite de questions d'art avec Ary Scheffer et Delécluze. Quant à Mignet, il suit en ce temps-là les cours de Spurzeyn, étudie le système de Gall, et amuse la galerie en palpant les crânes et en tirant des horoscopes. Ici encore, Stendhal finit pas se faire prendre [en guignon](#) par la maîtresse de la maison : il trouve Aubernon changeant, et il déclare tout net qu'il souhaite la mort du duc de Bordeaux !

L'été, le salon Aubernon se transporte à Champrosay, et la comtesse de Sainte-Aulaire, belle-mère du duc Decazes, y vient discuter métaphysique, une année où l'action du moi sur le non-moi, l'infériorité de l'intelligence sur le sentiment et l'insuffisance de la vie commune sont à la mode. Thiers et Mignet la charment, mais elle ne peut sentir Béranger.

Les mêmes convives se retrouvent à Champrosay dans une maison voisine, celle de Pierre Lebrun, qui habite l'hiver l'hôtel Ternaux, place des Victoires, et passe ici la belle saison. Pierre Lebrun est alors l'illustre auteur de *Marie Stuart* et du *Cid d'Andalousie*, qui lui ouvrirent les portes de l'Académie française. Mérimée en dit : [C'est l'académicien le plus langoureux, et le plus mielleux que je connaisse](#). Mais Mérimée est mauvaise langue. Thiers, qui se rendait compte de ses propres désavantages physiques, soupirait souvent : [Que je voudrais avoir l'organe de M. Lebrun ! Quel avantage !](#)

Lebrun a l'art de donner l'impulsion à ces esprits supérieurs qui fréquentent chez lui, alternant leurs séjours à Champrosay avec d'autres plus prolongés, à Maisons, chez Laffitte. [MM. Thiers et Mignet](#), note Mme Lebrun, [y ont beaucoup](#)

travaillé à leur Histoire de la Révolution française. Béranger y a fait plusieurs de ses chansons ; il ne se mettait pas à une table pour les écrire : il travaillait en se promenant, en faisant sa toilette, etc. Lorsqu'il venait pour passer quelques jours avec nous à Champrosay, M. Lebrun, qui désirait le retenir, lui permettait le plus de liberté possible. A son arrivée, il lui remettait la clef du petit bois pris sur la forêt de Sénart, et qui ouvrait une porte donnant sur cette forêt si calme, si solitaire ; nous appelions cette clef la clef des champs ; il la gardait tout le temps de son séjour ; cette possibilité de sortir des murs, dès qu'il le voudrait, et de pouvoir échapper ? quelque visite, le charmait, et lui ôtait l'envie et le besoin de retourner chez lui. Le soir, il nous chantait le résultat de son travail du matin, et complétait ainsi bien agréablement de bien agréables journées.

Thiers, à son habitude, se rend utile à ses amis. Il vante dans le *Constitutionnel* les poèmes de Lebrun. Lorsque le poète s'embarque pour l'Angleterre, il le nantit d'une chaude lettre de recommandation pour sir James Mackintosh, l'ami de Benjamin Constant, l'historien auquel l'Assemblée législative avait décerné en 1792 le titre de citoyen français ; Thiers rappelle dans sa lettre la promenade qu'il fit à Versailles avec Mackintosh, et dont il se souviendra toujours, à cause du plaisir qu'il y prit et des idées qu'il y recueillit.

A Mme Lebrun, qu'il conseille littérairement, il offre ses volumes dès qu'ils paraissent ; l'un d'eux s'accompagne de cette présentation : *Madame, voici le bon et malheureux Desmoulins, auquel il faut beaucoup pardonner car il a beaucoup aimé. Ne vous effrayez pas de son langage quelquefois cynique et sanguinaire, c'était le temps ; son cœur n'en était pas moins excellent, et son esprit l'un des plus attrayants qui aient existé. La Lettre à Dillon mérite d'être lue autant que le Vieux Cordelier.*

Deux femmes intelligentes et fines vivent dans l'intimité de Lebrun : Mme Pomaret et sa fille Blanche. Pomaret, négociant à Lyon, ruiné, royaliste, fut nommé chef de division des bureaux de la Maison du Roi par Lauriston. Après sa mort, sa veuve, dans une situation plus que médiocre, obtiendra un logement à l'hôtel Molé. Malgré son peu de fortune et l'exigüité du lieu, elle continuera à recevoir une excellente compagnie, Mme d'Haussonville, Mme de Serres, le général Després, Delécluze, Duparquet, Valéry. Elle était très liée avec Cuvier et sa famille. Elle avait de l'esprit, et une sorte d'exaltation religieuse. Elle publia un volume de vers touchant intitulé : *La nouvelle Valentine*.

Dans son salon, la conversation offre toujours de la solidité et de l'agrément. Ecoutez cette discussion vive qui s'élève : une nouvelle ridicule court tout Paris ; en exploitant une carrière de grès à Fontainebleau, les carriers ont découvert un bloc représentant l'apparence grossière d'un corps humain, ce qui incita de mauvais plaisants à y voir un homme fossile ; dans le trajet de Fontainebleau à Paris, cette bourde s'est transformée en un fait géologique de la plus haute importance. On part de là pour parler des formes constitutionnelles, ou traiter de littérature. Et les relations restent cordiales, bien que les Pomaret soient attachés aux Bourbons, et certains de leurs hôtes assez avancés dans l'opposition.

Blanche Pomaret révèle la finesse et la pénétration de son esprit, la délicatesse de son cœur, dans une longue et charmante lettre, du 6 août 1825, à Pierre Lebrun, lorsqu'il accomplit ce voyage en Angleterre pour lequel Thiers lui donna une lettre de recommandation. Elle est sentimentale sans excès, elle est poète, elle observe son monde avec ses sympathies et ses antipathies, mais sans malveillance. Elle trace une esquisse charmante de la vie que leur société menait à Champrosay, et deux portraits fort justes de Thiers et de Mignet.

... Vous connaissez toutes les personnes que nous avons déjà vues, toutes celles que nous verrons encore, et peut-être devinez-vous l'impression que nous en avons reçue. Nous ne sommes pas arrivées dans une disposition bienveillante pour les nouvelles connaissances et, convaincue que la rigueur est plus loin de l'injustice que la bienveillance, je dois me défier beaucoup de mon jugement. Cependant je veux bien vous le communiquer, mais surtout ne vous moquez pas de moi si je commence par l'aveu de ma préférence pour M. Mignet : il est probable que sa belle figure n'y a pas nui ; peut-être aussi le préjugé qu'il était infiniment moins spirituel que son ami m'a rendue plus sévère pour l'un et plus indulgente pour l'autre.

Il me semble que M. Thiers a une abondance, un mouvement, une diversité d'idées qui n'est comparable à rien de ce que j'ai entendu, mais les idées en moins grand nombre et moins bien rédigées de M. Mignet me paraissent plus distinctes, plus droites, plus affermies ; le bon sens, la franchise et l'honnêteté dominant dans son esprit comme dans sa physionomie et dans ses manières. Cette nature-là me plaît, me met à mon aise, et peut-être me convient mieux parce qu'elle est plus à ma portée et que je puis plutôt être impressionnée par la qualité que par la quantité de l'esprit.

M. Thiers en a infiniment trop pour moi, il en a toujours ; il en a avec tout le monde et sur tous les sujets ; sa prodigieuse mobilité condamne les intelligences inférieures à un exercice forcé qui ne leur suffit pas encore pour arriver à temps, et qui ne laisse jamais reposer la pensée sur une impression. Je ne m'accoutume point, d'ailleurs, à ces hommes si jeunes, qui doutent de si peu de chose et qui n'ont foi en rien, qui ont tant d'opinions et si peu de croyances ou de sentiments. Je n'aime pas non plus beaucoup ces esprits qui servent à faire des livres et des journaux et que les journaux et les livres ont aussi faits en partie. Quand je dis que je n'aime point, ce n'est pas de l'éloignement que j'exprime pour les gens si distingués dont je parle, mais seulement de la préférence pour les esprits d'une autre nature, pour ceux de mes amis, par exemple, et il ne faut pas que cette vérité qui n'est pas dite en face vous fasse honte, ni à moi non plus.

Je l'ai dite à ces dames. Mme Lebrun ne savait pas si elle devait faire les honneurs de son mari. Mme Aubernon a été de mon avis, mais elle croit que l'amitié et l'habitude ne nous laissent pas impartiales. Quoi qu'il en soit, je serais une ingrate si je n'ajoutais pas combien ces messieurs sont bons et obligeants, combien d'égards dans leurs discussions avec des personnes qui ne partagent presque aucune de leurs opinions, et combien leurs soins et leurs empressements pour ma mère me rendent leur société agréable. Si vous

étiez là, elle me le serait plus encore ; je ne puis m'accoutumer à voir personne à votre place.

Lundi, nous fîmes au clair de lune une promenade en bateau... Quelle nuit ! Quelle pureté ! Quelle douceur ! Quel silence ! J'en étais enivrée. Mais M. Thiers était là ; cet étranger indifférent dont la voix interrompait nos pensées, dont le silence n'était pas dans le secret du nôtre, me rendait incomplet ce plaisir de contemplation qui n'est plus rien s'il ne s'empare de l'âme tout entière.

Hier, la vue d'un bateau nous tenta, le ciel était menaçant, la rivière était grosse, le vent furieux ; ce sont autant de tentations. Nous étions si bien dans ce bateau ! Le ciel, les eaux, la terre, tout était sombre et agité ; le vent contrariant les rames nous forçait à courir des bordées ; la vague qui prenait la barque sur les flancs lui imprimait un balancement semblable au roulis de votre paquebot ; il me semblait que nous allions en Angleterre ; puis les éclairs, le tonnerre, une pluie à verse, une petite émotion d'inquiétude, rien ne manquait plus à notre plaisir. Mais ce pauvre M. Thiers était là, et il y a dans ces jouissances d'union avec les beautés de la nature ou de lutte contre sa puissance, je ne sais quoi d'intime, de religieux, qu'on ne peut partager avec un être étranger à vos affections.

Je vous dirai encore combien je suis fâchée d'avoir vu M. Cousin ; je suis désenchantée ; il ne me plaît pas ; il n'est pas simple, du moins au premier abord ; nous verrons demain... Mme Aubernon a causé toute la soirée de religion avec M. Cousin ; elle a été très contente de lui, et a oublié l'impression qu'il lui a faite ainsi qu'à nous.

Peu après, la mère de Blanche Pomaret écrivait de son côté : Samedi à minuit M. Vatout est arrivé. Il y aurait beaucoup à conter sur ces nouveaux inconnus pour nous, si nous avons le temps et si nos propres impressions pouvaient vous intéresser. Nous avons retrouvé avec plaisir le visage connu du bon M. de l'Ecluse. Au reste, MM. Thiers et Mignet sont déjà pour nous de vieilles connaissances. Ce dernier est l'historien de Pauline ; il s'en acquitte en homme bon, simple, et qui aime les enfants. Nous avons vu seulement M. Cousin ; demain, j'espère que nous l'entendrons.

Et voici les impressions que Mme Lebrun confie à son mari : Stendhal n'a pas plu aux dames, qui sont Mme Aubernon et Mme Pomaret ; Delécluze a raconté les plus drôles d'histoires du monde ; M. Thiers et M. Mignet ont plu à ces dames chacun dans leur genre. Elles leur trouvent de la bonté, de la droiture, de l'esprit à M. Thiers. Après cela, les opinions tranchées de ces messieurs et de M. Cousin sur la Révolution ont un peu étonné ces dames, mais on a parlé longuement de tout cela avec déférence pour les deux opinions, on sentait que chacun y mettait du sien. Mme Pomaret n'y a mis aucune aigreur, ces messieurs de leur côté ont un peu adouci ce qui aurait pu choquer ; enfin, tout a été bien.

Les Lebrun, comme les Pomaret, sont en relations avec les Cuvier. Chez eux, on rencontre un neveu de Cuvier, brillant militaire, fils d'un ancien directeur des

Douanes à Gênes sous l'Empire. Ancien aide de camp du général Auguste de Colbert, rempli de distinction, chantant, avec une jolie voix de ténor, les romances et les airs d'opéras en vogue, brave, incomparable cavalier, Antoine-Fortuné de Brack, futur auteur d'un livre voué à un grand retentissement, *Les avant-postes de cavalerie légère*, a connu maintes aventures. A un bal masqué, il interrogea une femme, sans savoir à qui il s'adressait ; il la rencontra peu après à un autre bal, s'aperçut qu'il avait eu affaire à la reine Hortense, et lui écrivit une lettre enflammée ; la reine nous apprend que, sur le conseil de Flahault, elle ne répondit pas tout d'abord ; mais elle vit le jeune officier si malheureux qu'elle finit par le recevoir, et l'assagir. En 1815, il lui offrit de l'accompagner avec son régiment jusqu'à la Loire, pour la garantir contre tous dangers. Pendant la retraite de Russie, il avait, avec Cubières, sauvé la femme et l'enfant du consul de France à Moscou, Delaveau. Tel est l'homme qui fait la connaissance de Thiers chez les Lebrun, et qui, vers la même époque, lui fait faire celle d'une femme destinée à jouer un rôle immense dans la vie de l'homme d'Etat : elle était mariée à un agent de change en train de bâtir une fortune avant de devenir receveur général, et s'appelait Madame Dosne.

Par Béranger, Thiers entre en relations avec Hortense Allart, une femme de tête qui sous le pseudonyme de Pierre de Saman publie des romans autobiographiques, *Les Enchantements de Prudence* et les *Nouveaux Enchantements*. Chez elle, la conversation touche à des sujets graves. Elle vit une vie accidentée, qui éloigne d'elle sa cousine germaine, Delphine Gay, la belle et blonde muse de la Patrie. Sa compagnie se compose d'hommes plus que de femmes. Elle voit souvent l'illustre chansonnier, et aussi le général Fabvier, Paris, Thiers et Mignet. Mme Hamelin, l'ancienne merveilleuse, au cours d'une visite chez elle, se rencontre avec Mignet ; elle le trouve très beau et très agréable, et Mme Hamelin s'y connaît. Marceline Desbordes-Valmore confirme la justesse de cette bonne opinion, et déclare, elle aussi, que Mignet est un très beau, très élégant jeune homme : *Il a une tête d'Apollon et de Napoléon tout ensemble ;* peut-être faut-il faire ici la part de l'amplification poétique.

Chez Hortense Allart, Thiers et Mignet retrouvent un personnage avec lequel ils sont liés d'amitié, Jérôme Sampayo, chargé d'affaires du Portugal en France. Sampayo fut le premier amant d'Hortense et la cause de sa rupture définitive avec ses cousines Gay, comme avec la générale Bertrand qui, en présence de son zèle bonapartiste, avait jugé opportun de lui confier l'éducation de ses filles. Aujourd'hui, Sampayo entretient avec elle des relations d'amitié. Elle est pour le moment dans les bonnes grâces de Chateaubriand.

Au retour d'un voyage qu'elle vient de faire en Italie, Thiers entre un soir chez elle, se félicitant aimablement de son retour. *Il montre beaucoup d'esprit, parle de toutes choses avec finesse, avec légèreté, mêlant tous les sujets, avec une surabondance d'idées, d'impressions qui se pressaient en foule. Il me demanda la permission de revenir, très curieux de savoir ce qui s'était passé entre moi et Jérôme [Sampayo], qui était son ami. Il eût voulu savoir les caractères, les ruptures, ce qu'était Jérôme en amour, ce que j'étais moi-même ; il faisait beaucoup de questions, mais avec intérêt, avec convenance. Il me raconta que Jérôme allait souvent chez M. de Talleyrand, et que celui-ci disait qu'il était l'esprit le plus remarquable entre les hommes jeunes ; qu'il était le premier. M. Thiers me parut très aimable de me raconter cela. Je l'ai toujours trouvé tel. Il disait aussi pourtant que Jérôme n'avait plus qu'une corde à son arc, mais que lui, il en avait plusieurs.*

Thiers ne pousse pas la curiosité aussi avant que Sainte-Beuve, qui sera l'amant d'Hortense, peut-être par amour, plus certainement pour mieux se documenter sur Chateaubriand ; Hortense entrera dans une belle fureur le jour où elle démêlera le vrai de cette manifestation de la conscience professionnelle du grand critique. Lorsqu'elle publie son roman, Jérôme, Thiers lui offre d'en donner un compte-rendu à son journal. Elle accepte. Mais il s'aperçoit que Sampayo est un peu piqué de ce livre, et, crainte de lui déplaire, il ne publie pas l'article. Comme il se montre curieux de connaître Chateaubriand, Hortense Allart s'entremet. Le dieu de l'Abbaye-aux-Bois se déclare à l'avance charmé de recevoir le jeune journaliste. Thiers est admis en sa présence. En sortant de chez le grand homme, il accourt chez Hortense, agité, inquiet : il craint d'avoir blessé Chateaubriand en lui parlant de la Terreur, et supplie Hortense d'arranger les choses.

Bien loin de là : les propos de Thiers n'ont pas étonné son interlocuteur ; il les connaissait déjà, dit-il, et s'occupait en ce moment à les combattre et à les réfuter dans ses Etudes historiques. En même temps, il jette sur le papier quelques lignes, qu'il insérera dans ses *Mémoires d'Outre-tombe* : M. Thiers mêle à des mœurs inférieures un instinct élevé... Je reconnais en lui un esprit souple, prompt, fin, malléable, peut-être héritier de l'avenir, comprenant tout, hormis la grandeur qui vient de l'ordre moral ; sans jalousie, sans petitesse et sans préjugé, il se détache sur le fond terne et obscur des médiocrités du temps. Son orgueil excessif n'est pas encore odieux parce qu'il ne consiste point à mépriser autrui. M. Thiers a des ressources, de la variété, d'heureux dons ; il s'embarrasse peu des différences d'opinion, ne garde point rancune, ne craint pas de se compromettre, rend justice à un homme non pour sa probité ou pour ce qu'il pense, mais pour ce qu'il vaut ; ce qui ne l'empêcherait pas de nous faire tous étrangler le cas échéant. M. Thiers n'est pas ce qu'il peut être ; les années le modifieront à moins que l'influence de l'amour-propre ne s'y oppose. Si sa cervelle tient bon et qu'il ne soit pas emporté par un coup de tête les affaires révéleront en lui des supériorités inaperçues. Il doit promptement croître ou décroître ; il y a des chances pour que M. Thiers devienne un grand ministre ou reste un brouillon. La prophétie n'est pas compromettante, mais le portrait tracé sans prévention abonde en touches justes. Mignet à son tour obtient une audience par le même ambassadeur : il en sort enchanté charmé par la conversation, la modération et la raison de Chateaubriand. Il écouta plus que son ami, parla moins, et n'eut pas à se mordre la langue une fois dans la rue.

Buchon, corédacteur de Thiers au *Constitutionnel*, le conduit chez la tante d'Hortense Allart, chez Sophie Gay. Amie de Mme Hamelin, de Mme Tallien, de Mme Récamier, Sophie Gay fit partie de l'escadron des merveilleuses sous le Directoire. Elle mène une vie brillante bien que la fortune l'ait abandonnée, publie des romans à succès, fait jouer des opéras-comiques chantés au théâtre Feydeau par le baryton Martin et des pièces en vers ou en prose au Théâtre Français. Sa fille Delphine, célèbre à dix-huit ans par ses poèmes que couronne l'Académie, devient la muse qu'adopte le clan naissant de la jeune génération romantique. Thiers retrouve chez Sophie Gay le baron Gérard, Girodet, Horace Vernet, et des témoins de la Révolution ; il invoque leur témoignage, il sollicite leurs souvenirs. Il s'amuse de la maîtresse de maison au verbe haut, à la parole vantarde, aux répliques mordantes. Il l'excite à conter ses succès. Elle s'y complaît : les bals de M. de Chateaubriand, ministre à l'heure présente, ne valent certes pas les fêtes de l'Empire ; quand son mari était receveur général à Aix-la-Chapelle, elle effaçait par son luxe l'impératrice Joséphine, au point que

l'Empereur s'en montra blessé. Mais sous le Consulat, dit Thiers, quand tout renaissait, que vous étiez la brillante femme d'un agent de change, qu'on fêtait les jeunes vainqueurs de l'Italie, quel entrain, n'est-ce pas, avec tant d'enthousiasme et d'espérance !

Elle abonde en ce sens. Elle peint avec vivacité, avec enthousiasme, l'ivresse d'un temps où l'on ne voulait pour ses dangers que du plaisir et de la gloire. — Ce que je regrette de n'avoir pas vu, insiste Thiers, ce sont les réceptions sous le Directoire, le bonheur de se retrouver, ce besoin de sociabilité, ces toilettes grecques, racontez-moi donc cela !

Et la voilà qui évoque le tourbillon des grandes dames déchuës, des fournisseurs enrichis, des jacobins corrigés, et les soirées de Mme Tallien et celles de Mme de Beauharnais. Une malice au coin de l'œil, Thiers remonte le cours des temps, s'enquiert du monde des salons au début de la Révolution, quand Sophie Gay discerne enfin le piège et s'écrie : *Et n'allez-vous pas me demander comment on s'habillait et on s'amusait au mariage de Marie-Antoinette ?* Il ne s'attarde pas dans ce milieu purement littéraire et artistique, où il ne se sent pas en sympathie, et dont les étoiles sont précisément ces romantiques pour lesquels il n'éprouve aucun goût. Et c'est peut-être à lui que songe la jeune muse lorsque, passant en revue les fiancés possibles, elle écrit :

Séduite par l'espoir de succès éclatants,
Faut-il choisir enfin ce tribun de vingt ans,
Rhéteur ambitieux, sévère par système,
Qui maudit sa jeunesse auprès de ce qu'il aime,
Qui déjà, s'appêtant à défendre nos lois,
Sur les moindres sujets veut exercer sa voix,
Et, rêvant au conseil sa future importance,
Fait en parlant d'amour des essais d'éloquence ?

Sous Louis-Philippe, lorsqu'elle sera Mme Emile de Girardin et Thiers ministre, les choses se gâteront tout à fait.

Les salons de Laffitte représentent, pour le jeune Adolphe Thiers, un bien autre champ de manœuvres. Manuel l'y a présenté tout d'abord. Laffitte est alors dans la force et la maturité de son âge. Simple et doux dans ses manières, il arbore une rotondité passablement bien nourrie, marche à petits pas, parle en petites phrases, le regard timide, le sourire gracieux, la voix douillette. Ce fils d'un charpentier de Bayonne a conquis une fortune dans la finance. Député depuis 1816, il pratiqua une opposition discrète au début, puis plus accentuée lorsqu'il combattit la loi électorale et la loi de la presse. Le gouvernement se venge en le remplaçant par Gaudin comme régent de la banque de France. Alors, l'opposition de Laffitte se fait vigoureuse.

Il réunit chez lui, 13 rue d'Artois, — aujourd'hui 19 rue Laffitte, — dans l'ancien hôtel acheté par le comte de Laborde pour la Guimard et où sous l'Empire habita Savary, duc de Rovigo, tous les chefs de l'opposition : Manuel, le général Foy, Odilon Barrot, Lafayette, Tissot, Paul-Louis Courier, etc. Outre Thiers et Mignet, Manuel amène Béranger qui y chante ses chansons ; elles lui valent de temps à autre quelques mois de prison qui augmentent sa popularité. En quelques mois, Thiers prend dans ce milieu une place que d'autres eussent mis des années à conquérir. Il s'y meut à l'aise ; il s'y sent chez lui. Cette élévation s'opère

naturellement et sans effort. On dirait qu'il n'a jamais eu d'autre position, et qu'il ne l'a pas conquise, mais retrouvée.

L'été, le rendez-vous est dans la somptueuse résidence de Maisons, le château bâti par Mansard, ancienne demeure royale, devenue propriété du banquier. Les intimes y font de longs séjours. Ils forment, au dire de Béranger, *une véritable petite république*. Thiers s'y attarde plusieurs mois de suite. Il y vit en ermite et y travaille à faire honte à Béranger. Il y écrit la plus grande partie de son *Histoire de la Révolution*, et y soigne l'état parfois *pitoyable* de sa santé, qu'il compromettrait par ses excès de travail, si sa constitution n'était d'une robustesse à toute épreuve. Il fait de grandes promenades à cheval pendant lesquelles il compose des chapitres entiers qu'il écrit presque sans corrections en rentrant. Aussi prétend-il que l'exercice développe et facilite l'expression de la pensée. Le soir, les hôtes de Laffitte se délassent en mettant en commun leur imagination, leur bonne humeur, leur bon sens. Et le dimanche, le château s'éveille au bruit des fêtes à l'arrivée de son propriétaire.

En 1824, Villèle propose la première conversion de rentes opérée par l'Etat français. Les rentiers, inquiets, témoignent leur mécontentement. L'opposition libérale, c'est-à-dire l'entourage de Laffitte, profite de cette agitation, et traite Villèle de banqueroutier. Thiers et Laffitte, au contraire, prennent position en faveur de la mesure, dont ils comprennent l'opportunité. On avait déjà remarqué les articles financiers de Thiers au *Constitutionnel*. Ils valaient au directeur du journal des lettres d'éloges. V. Masson écrit, à propos d'un article intitulé *Du système financier* : *Je crois connaître toutes les personnes qui s'occupent de ces matières avec quelque supériorité d'esprit, et j'avoue que je n'en sais que quatre sur le compte desquelles, je pourrais mettre un article aussi fortement pensé. Tout y est sain de doctrine et vigoureux d'expression, sauf une légère méprise sur la prétendue déperdition des capitaux qui résulte de la baisse du cours des rentes.* Il demande le nom de l'auteur de l'article pour entrer en relations avec lui.

Laffitte charge Thiers d'exposer leurs idées communes à propos de la conversion projetée par Villèle. Au mois d'avril 1824, un conseiller d'Etat met sous les yeux du ministre les articles de Thiers. Et cette curieuse conversation s'engage, spirituelle et courtoise, entre gens qui, sous le voile de l'anonymat, se connaissent parfaitement.

Villèle à Thiers :

Monsieur, un des plus sincères admirateurs de votre talent, qui partage les opinions que vous avez émises sur les finances, désire avoir votre avis développé sur la brochure que vient de publier M. Laffitte à l'occasion de la réduction des rentes. On ne vous cache pas que ce travail sera publié peut-être, mais dans une question qui touche au bien-être de la France, et qui reste pour ainsi dire étrangère à la politique, on ne croit point faire injure à votre caractère en vous invitant à cette démarche. Si dans la ligne même de vos opinions, il est utile d'éclairer l'esprit public sur une opération si importante, personne n'a plus que vous les moyens d'y parvenir, et vous ne refuserez pas ce service à votre pays.

On croit devoir vous répéter, monsieur, qu'on n'a pas l'intention de gêner en rien l'expression de vos opinions politiques, quoique dans un pareil travail, vous jugiez sans doute à propos de traiter spécialement la question financière économique.

Si vous accueillez cette proposition, veuillez adresser votre travail à M. Duval, poste restante.

Thiers à Villèle :

Je regarde la réduction des rentes comme une mesure grande et utile, comme la seule bonne proposée depuis dix ans ; je déplore l'état d'un pays où elle a été si mal appréciée, et l'erreur d'une opposition qui a perdu cette occasion unique de prouver son discernement et sa justice. C'est, à mon avis, un devoir pour les hommes de toutes les opinions, de contribuer à la propagation des vérités sur lesquelles ils sont d'accord, et j'aurais tâché d'éclaircir cette grande question économique si j'avais le titre et les moyens pour le faire. Je suis donc tout à fait disposé à faire ce qu'on me demande, pour la question elle-même, et pour M. Laffitte, auquel je dois le peu que je sais en matière de finances. La démarche qu'on a faite ne m'offense pas puisqu'on ne veut qu'une opinion financière, mais je demande à connaître le nom de la personne qui s'adresse à moi, et le genre de publicité destiné à cette analyse.

Villèle à Thiers :

Un lecteur assidu du *Constitutionnel* ne pourrait laisser passer inaperçus les seuls articles remarquables que renferme ce journal. On a su, Monsieur, qu'ils étaient de vous. On a su que seul parmi vos amis vous aviez hautement défendu la réduction des rentes, la plus grande, mais non la seule bonne mesure qui ait été tentée depuis quelques années. La clarté, l'attrait que votre style communique aux idées les plus abstraites, ont fait désirer que vous voulussiez donner à la question dont il s'agit la popularité qu'il importe de lui faire obtenir. Si ce résultat est possible, personne n'a paru plus capable de l'atteindre. Rien ne s'opposait à ce qu'on vous fit cette proposition puisqu'elle est d'accord avec vos opinions, et il semble aussi avec vos affections. Si vous consentez à l'accueillir, vous pouvez choisir le mode de publication qui vous paraîtra le meilleur, mais on vous offre le *Moniteur*.

Quant au nom de votre correspondant, on espère que vous n'en ferez pas une clause sine qua non. Qu'il vous suffise de savoir qu'après le ministre des finances, peut-être, il est l'homme de France qui doit attacher le plus haut prix à votre travail.

Le jeune économiste qui a justement dit que tout est représenté par l'argent dans nos sociétés modernes ne refusera sans doute pas de recevoir le prix d'un service rendu à son pays.

Thiers à Villèle :

Je crois deviner le correspondant mystérieux qui s'est adressé à moi. J'ai pour sa personne et ses lumières la plus grande considération, mais je ne puis consentir à ce qu'il me demande. Pensant absolument de même sur la réduction des rentes, j'aurais pu lui remettre à lui-même un exposé de mon opinion, et un avis sur la brochure dont il s'agit. Si ce travail avait pu devenir utile, j'en aurais été satisfait, car mes principes politiques ne m'empêchent pas de souhaiter le succès des vérités financières. C'eût été là une communication amicale et désintéressée, entre personnes connues et du même avis. Mais vendre un article, bien que sincère, à des bureaux, ne me convient pas. Je répugnerais même à défendre la vérité de cette manière. Ceci n'est pas en contradiction avec ce que j'ai dit autrefois sur l'équivalence des services, et la personne à laquelle je m'adresse a trop de délicatesse et d'esprit pour ne pas sentir ma position et approuver ma conduite. J'ai l'honneur de la saluer.

L'habitude d'acheter les consciences et les talents a fait commettre au ministre une erreur d'appréciation. Thiers n'est pas un simple Coste.

Les articles paraissent en une brochure ayant pour titre : *Réflexions sur l'état de la rente et sur l'état du crédit*, par Jacques Laffitte. Si l'on avait besoin d'une nouvelle preuve qu'elle est de Thiers, ce billet du financier au jeune journaliste en ferait foi : Je suis votre tourment depuis quelques jours, mon cher Monsieur, je pars pour la campagne et serai de retour à Paris ce soir à dix heures. Si vous pouviez m'envoyer vers cette heure-là ce qui est fini, vous m'obligeriez beaucoup parce que je le lirai à tête reposée avant de me coucher. Je vais dire à Manuel que vous viendrez le voir samedi avec M. Mignet, qui ne m'a pas oublié, j'espère. Agréez mes civilités.

On voit le ton. Béranger n'a pas tort : On a souvent imprimé que Thiers avait des obligations d'argent à Laffitte ; l'écrivain, jeune alors et vivant de son travail, a souvent aidé le financier, mais c'était le rigide Manuel qui était l'arbitre de leurs relations, et je crois être certain qu'elles n'ont jamais été avantageuses à l'écrivain. Par l'histoire de l'action du *Constitutionnel* que possédait Thiers, au moins en apparence, on sait l'exactitude de l'affirmation du chansonnier. Mais l'opinion croyait volontiers le contraire, qui lui paraissait logique. Lorsqu'on ouvre une souscription pour venir en aide à Béranger sorti de prison, le comité organisateur refuse celle de Laffitte, arrivée trop tard. Quand je pense, s'écrie le chansonnier, que c'est là l'homme à qui le public s'obstine à faire honneur et du cens d'éligibilité de Manuel, et de l'argent que Thiers gagne au *Constitutionnel*, et du mince revenu qui sert à nourrir moi et les miens, je suis quelquefois de mauvaise humeur. Le duc de Broglie est du même avis lorsqu'il considère Laffitte

bien plus comme l'ami et l'affidé de Manuel que comme son protecteur. Et Béranger ajoute : **Jamais je n'ai beaucoup aimé Messieurs de la finance, ni leurs salons dorés, ni leur société brillante.**

Cependant, il y allait. Ce que nous apprenons ici des rapports de Thiers avec Laffitte jette une lumière sur ce que ces rapports deviendront par la suite. Ils sont moins étroits avec deux autres financiers, le baron Louis et le banquier Ternaux, dont Thiers fréquente les salons à cette époque.

Il est aussi moins en intimité avec Lafayette, bien qu'il le voie beaucoup. Le général se montre poli et affectueux avec tout le monde, mais demeure assez distant :

Il est poli comme un roi, dit Stendhal.

Le héros de la guerre d'Amérique reçoit tous les mardis dans son vaste hôtel, 6 rue d'Anjou. Ses appartements, situés au premier étage, comprennent une antichambre, un salon, un cabinet de travail, une chambre à coucher, qui communiquent par des doubles portes et forment galerie les jours de réception. Aux murs du grand salon, une gravure représente le *Serment du jeu de Paume*, une autre le *Contrat des Députés des États-Unis d'Amérique*, avec le fac-simile de cet acte. Une foule s'y presse. Les jeunes gens de la nombreuse famille du général dansent des quadrilles parmi les allants et venants, où figure ce groupe de libéraux qui les autres jours se rencontre chez Pierre Lebrun, chez les dames Clarke, chez les Aubernon, chez Hortense Allart, chez lady Morgan, chez Laffitte, ailleurs encore. Tout le monde peut se présenter, tout le monde est reçu. Et voici Casimir Périer, Benjamin Constant, Odilon Barrot, Guizot ; les rédacteurs du *Journal des Débats*, Dubois et les rédacteurs du *Globe* ; Godefroy Cavaignac, Laffitte, qui note sur ses tablettes que le libéral marquis de Lafayette a touché quatre cent cinquante mille francs sur le milliard des émigrés ; Dupont de l'Eure, Joulier que l'on dit bâtard du maître de la maison, le groupe de Delécluze avec le libraire Sautelet, instruit, actif, qui se tuera par amour ; l'éditeur Paulin, les têtes du *Constitutionnel* ; des carbonari et les membres de la Haute Vente que Lafayette préside, ainsi que le Comité Directeur. Béranger chansonne sa gloire lorsqu'il revient du voyage triomphal accompli en Amérique à la suite de son échec aux élections de 1823, et Casimir Delavigne le célèbre en alexandrins pompeux.

Au milieu de ce tohu-bohu où se mêlent tous les clubistes, tous, les anciens conspirateurs, tous les nouveaux qui conspirent depuis 1820, et tous les utopistes de la terre. Lafayette promène sa haute taille, bien proportionnée et solennisée par un noble embonpoint ; au bout de ce grand corps, une figure imperturbable, froide, insignifiante comme un vieux tableau de famille, un teint clair, des joues colorées et sans une ride, le tout surmonté d'une perruque mal faite, à cheveux courts. Il boîte légèrement depuis qu'il se fractura la cuisse gauche en 1803. Il s'appuie sur un bâton. Il s'assied lentement à cause d'une raideur qui subsiste dans l'articulation de la hanche. Il se vêt simplement d'une longue redingote grise ; il porte un pantalon et des guêtres. Il est d'une propreté minutieuse. Sa voix résonne, grave, douce et agréable, ou forte et retentissante suivant le cas. Son éloquence facile reste toujours élégante et choisie malgré une apparente simplicité.

Il a conservé la manie d'embrasser tous ceux qu'on lui présente, effusions de pratique courante dans les comités des sections vers 1790, au temps où des orateurs redondants délayaient la fraternité dans leurs discours politiques ; il

continue à invoquer dans les siens cette déesse fallacieuse ; et son manège fait bien rire les gardes-nationaux, qui l'ont baptisé **le père biseur**. Il reste, d'ailleurs, extrêmement jeune ; ses yeux gris, surmontés de sourcils blonds bien arqués, s'animent dès qu'ils se trouvent à un pied d'une jolie poitrine, et Stendhal prétend que malgré son grand âge, il s'occupe de serrer par derrière le jupon de quelque jolie fille, souvent et sans trop se gêner, geste que cet écrivain précis définit avec une netteté et une crudité qui sont bien dans sa manière franche et libre.

Le héros de la guerre d'Amérique jouit de sa gloire européenne, mondiale. Il pronostique : **Charles X se fera renvoyer, et, avec un peu de bon sens, il aurait pu être heureux comme une souris dans un pâté.**

L'été, il reçoit dans son château de La Grange où restent à poste fixe les Tracy, les Laubespain et les Ségur. On lui amène les célébrités de passage curieuses de le contempler, comme le vieux Bentham dont le cornac est un des jeunes gens de la bande de Thiers, et qui, avec une assez belle figure, radote un peu. Là, comme à Paris, Lafayette passe gaîment ses dernières années.

Au lieu de la cohue des salons de Lafayette et du public mêlé qui se presse dans ceux de Laffitte, Thiers ne voit, dans le fameux salon vert du prince de Talleyrand, qu'une compagnie de choix. C'est encore un centre d'opposition libérale. **Les nouvelles intimités de la duchesse de Dino**, dit Mme de Boigne qui ne ménage pas les sous-entendus, **l'avaient peuplé d'une nuée de jeunes littérateurs libéraux** dont le savoir-vivre n'est pas la qualité dominante. Le prince de Talleyrand passe l'éponge sur cet inconvénient, parce qu'il voit en eux un instrument pour arriver au pouvoir. **Il était l'âme de cette jeunesse, à peu près factieuse, qui, comme tous les révolutionnaires, ne voulait renverser que pour se frayer le chemin.**

Le vieux renard à crinière de lion, qui traîne ses jambes plus qu'elles ne le portent, dont la voix retentit, sonore, au creux de sa poitrine, et dénonce la force et la richesse de son tempérament tandis que, le masque impassible, le nez impertinent, il laisse tomber de sa bouche dédaigneuse des mots à l'emporte-pièce, a vite discerné le parti qu'il peut tirer de Mignet, et surtout de Thiers, pour lequel il se prend de goût très rapidement. Il frappe des mots à son intention : **C'est un gamin qui a le feu sacré.**

Son voisin de campagne, Royer-Collard, dit de ce nouveau venu dans leur milieu : **C'est un polisson, bon enfant, qui a beaucoup d'esprit, quelques lueurs même de grand esprit, mais bon surtout à perdre un empire par son étourderie et son enivrement.** Talleyrand rend la formule plus concise, plus lapidaire : **Ce jeune homme a bien de l'esprit... Il perdra la France.**

Il se sert de Thiers et de Mignet comme de truchements, comme d'apologistes de sa politique auprès des jeunes générations. En les accueillant avec une bonne grâce flatteuse, en les captivant par ses confidences, il sait ce qu'il fait : **Il enchaîne à jamais par les liens d'une reconnaissance délicate leur entière franchise.** Chacun y trouve son avantage. S'il confie au jeune journaliste les détails dont se compose la vie des gouvernements, les petites nouvelles de la partie secrète des affaires, tout le ménage du conseil des ministres et des conférences diplomatiques, l'autre en fait largement son profit. Talleyrand ne lui demande jamais rien : mais il a une certaine façon de le regarder en lui adressant la parole que Thiers comprend aussitôt, et le vieux prince exprime alors les idées qu'il veut faire parvenir au public. Ces confidences amènent Thiers

à inventer la presse légère ; ses articles obtiennent d'autant plus de succès que l'on ne tarde pas à savoir à quelle source il les puise.

Talleyrand a reconnu en lui plusieurs de ses propres aptitudes. Il lui apprend à considérer les hommes et les événements sous leur vrai jour, à **courir devant le vent**, comme dit Balzac. Ses conseils ne sont probablement pas étrangers à la métamorphose qui transforme le premier débit oratoire ampoulé de l'avocat d'Aix en un ton de conversation naturel et simple, comme il a déjà abandonné la pompe et l'enflure de son premier style. Mais si Thiers commence par se laisser mener, c'est pour mieux mener les autres par la suite. Il se souviendra toujours des leçons de son maître, **homme d'Eglise**. A la façon dont Talleyrand le patronne on s'explique cette phrase de Guizot : **Je ne dois rien à M. de Talleyrand dans ma vie publique ; il m'a même plutôt desservi que secondé.**

La bienveillance du prince inspire son entourage. La duchesse de Dino, très grande dame, maigre avec de beaux traits, un feu perçant dans les yeux, l'expression du visage plus âgée qu'elle, que Mérimée voit **noire comme le cul du diable** et miss Berry étonnamment semblable à un joli serpent, surmonte ses répugnances aristocratiques. On découvre facilement en elle un fonds de sympathie pour le jeune Thiers avec lequel elle entretient une correspondance suivie. Elle le surveille, elle le critique ; on sent percer entre les lignes le regret qu'il ne soit pas parfait, à son goût ; ses critiques n'ont pas l'accent de la malveillance ; mais elle ne parviendra jamais à accepter ses entours, qui la choqueront toujours.

Le comte de Montrond, l'âme damnée de Talleyrand, le dernier des roués, suit les évolutions du petit homme d'un œil amusé. Il le couve à sa manière. Il ne tarde pas à songer qu'il y aura intérêt à jouer les utilités auprès d'un gaillard de cette trempe.

Par Talleyrand, Thiers est introduit auprès du comte de Flahault dont on sait les liens avec le prince, Flahault toujours séduisant et beau, avec cette grâce, cette aisance dans les manières qui sont le propre de l'homme extrêmement bien élevé. La comtesse, fille de lord Keith et dont le mariage fit quelque bruit jusque parmi les chancelleries, a au contraire des manières brusques, dit un peu trop haut et un peu trop souvent ce qu'elle pense, et, paraît-il, s'occupe un peu trop de ce que font les autres. Elle reçoit tous les dimanches, et donne en semaine de petites soirées et de bons dîners. Dans son salon s'amalgament la société des libéraux et celle du faubourg Saint-Honoré. Personnellement, elle est libérale d'opinion très prononcée, au point d'organiser une sauterie le 21 janvier ; elle discute volontiers politique. Flahault ne pourra jamais s'habituer à un certain ton commun persistant dans les manières de Thiers, qui l'accentue de propos délibéré lorsqu'il s'aperçoit que son interlocuteur s'en montre choqué.

Et dans ces salons politiques, chez Laffitte, chez Talleyrand, chez Lafayette, l'historien de la Révolution s'attache passionnément à **entendre et à observer ces vieillards dont les uns, violents et tourmentés encore, révèlent toutes les fureurs des partis, dont les autres, sereins et augustes, aiment la liberté comme dans les premiers jours d'espérance, et aujourd'hui même ne regrettent aucune des souffrances qu'ils ont endurées pour elle.**

Thiers ne réussira jamais à décider Rouchon à se déplacer, à abandonner Aix pour la capitale. Celui-là, c'est le grand, c'est l'intime confident, celui qu'il vante

à Paris comme un génie enfoui au fin fond de sa province, dont il va jusqu'à se dire le disciple, au moins dans les lettres qu'il lui écrit, qu'il excite à travailler et à produire, et dont il promène les manuscrits chez les éditeurs parisiens. Il réussit mieux avec d'autres, qui accourent, les dents longues ; il attire de la Provence natale une bande d'Aixoïses qui lui composent une suite et que l'on appelle **les jeunes gens de M. Thiers**. Ce sont Peisse, Senty, Bernet qu'il fait prendre comme secrétaire par Coste après la disparition des Tablettes, Auguste Martin qui devient son secrétaire particulier, puis son chef de cabinet, et finira président de Chambre à la Cour des Comptes.

Ceux-là sont des comparses. Le peloton de tête de la jeunesse libérale ne se réunit pas seulement dans les salles de rédaction et dans les salons. Un groupe s'en retrouve chez Guizot, un autre à la librairie Sautelet et Paulin, où Armand Carrel, Ary Scheffer, Augustin Thierry, Albert Stapfer, Olinde Rodrigue aiment venir . échanger des idées. Un autre encore auquel parfois s'agrège Mignet, sinon Thiers, et où l'on remarque un grand garçon étrange et roux qui s'en ira mourir aux Indes, Victor Jacquemont, s'est formé chez Delécluze, critique d'art au Journal des Débats, dont le style **marche avec des chaussons de lisière, ce qui explique le peu de bruit qu'il fait**.

Stendhal, qui est de la bande, pique une étiquette sur quelques-uns d'entre eux : sur Delécluze, assez grand, assez bien fait, mais fort laid avec un front ignoble et bas, portrait qui ne correspond pas exactement aux images contemporaines ; Thiers, qu'il a rencontré pour la première fois chez madame de Castellane, n'est qu'un effronté bavard. Mignet manque d'esprit. Par contre, Béranger montre un caractère admirable. Quant à Mérimée, c'est un pauvre jeune homme en redingote grise, bien laid lui aussi avec son nez retroussé, ses petits yeux qui n'ont qu'une seule expression, laquelle est méchante, et dans l'ensemble quelque chose d'effronté et de déplaisant. **Je ne suis pas trop sûr de son cœur, mais je suis sûr de ses talents**, confie Stendhal à son papier. Cependant tous deux se lient, et ce n'est pas seulement leur haine des bas-bleus qui cimentera cette amitié. A cette époque où Victor Hugo n'a pas encore mis sa griffe sur le mot **romantisme**, Stendhal se l'applique, et en donne le brevet à Scribe et à Thiers. Charles de Rémusat tente le premier essai de réalisation des idées romantiques telles que les conçoit Stendhal, dans les salons du *Globe* où il lit en présence de Thiers et des autres son drame en cinq actes, *L'Insurrection de Saint-Domingue*. On y applaudit beaucoup d'esprit dans les détails, mais l'emploi de la prose, paraît-il, prête à rire.

Un soir de l'année 1825, le libraire Sautelet organise chez Cercler une réunion où le romantisme dans la peinture est mis en discussion. Là sont les chefs principaux de la jeune Ecole, Delacroix, Scheffer, Delaroche, Sigalon, et Adolphe Thiers qui développe, qui exalte avec ardeur leurs doctrines et leurs productions. On a convoqué encore Stapfer, Stendhal et son ami le baron de Mareste, Duvergier de Hauranne et le frère d'Ary Scheffer. Sautelet souhaitait la présence de Paul-Louis Courier qu'il n'a pu joindre.

Thiers et Delécluze ont agité dans leurs journaux cette question : les peintres et les sculpteurs doivent-ils prendre pour bases de leurs études le nu et le beau, ou bien, rejetant la forme à un rang inférieur, doivent-ils sacrifier même la beauté, pour faire briller par-dessus tout l'expression ? Les deux critiques ont signalés le tableau de Scheffer, *La mort de Gaston le Foix* : Thiers l'a loué presque sans restriction, approuvant le choix d'un sujet moderne glorieux pour la nation ; Delécluze a fait l'éloge de la composition, mais critiqué la raideur des armures.

Afin de dissiper toute gêne, Sautelet s'est assis entre les deux critiques, qui ne se connaissaient pas et se voient pour la première fois. L'assistance comprend la plupart des habitués du dimanche de chez Delécluze. Et la discussion commence. On répète un mot d'un vieil académicien, Lagrenée, toujours qualifié **le Jeune** bien qu'il ait quatre-vingts ans : dans la salle des Antiques, il a trouvé les statues grecques trop raides, et prétendu que les bras et les jambes de l'Apollon du Belvédère ressemblaient à des navets ratissés. Ce mot met l'assistance en joie. **Thiers, comme un nouvel Eole, maître des vents et des orages, décuple la hardiesse et la confiance des quatre ou cinq peintres romantiques dont les ouvrages ont produit de l'effet au Salon de 1824.** Sans s'en douter, affirme son adversaire, il prépare le règne du laid et de la triste réalité dans les arts. Et la soirée où s'agitent ces graves questions est fort gaie.

En somme, le romantisme défini par Stendhal et tel que ces jeunes gens le comprennent entre 1823 et 1825 a cette signification que ses tenants se moquent de l'abbé Auger et des trois unités ; ils vont tenter de peindre les gens comme ils sont, ou ont été. Sophie Gay prétendra que la génération de Hugo et de Vigny ne connaît que la queue du romantisme. Un temps viendra, en tous cas, où le roi Louis-Philippe, dans les banquets officiels, placera Thiers à côté de la princesse Clémentine, en lui confiant la mission de détruire les idées de romantisme dont la princesse est infectée.

VII

DANS L'INTIMITÉ

Tandis que le jeune Adolphe fait rapidement son chemin à Paris, l'oncle Jean-Antoine Amic cherche à voir clair dans sa destinée. Mais l'affection la plus sincère est parfois aveugle, et l'île Maurice, où il réside, est bien loin de la capitale. Au cours de l'année 1822, l'oncle Amic se confie au cousin Gustave de La Tour. Adolphe écrit un ouvrage. **Le voilà auteur pour toute sa vie ; adieu la jurisprudence et toutes mes dépenses sur lui !** Il ne reçoit pas de nouvelles de son neveu. Il craint que l'esprit de parti ne s'en empare pour le faire servir de plastron. Un camarade d'Adolphe, passant à l'île Maurice, a confirmé ses craintes : **Le voilà lancé dans le jeu de dé ! On m'assure qu'il fait fort bien ses affaires : je m'en étais douté à son silence.**

Trente mois passent : toujours aucune lettre de lui. **Malgré tout son esprit, il lui sera bien difficile d'occuper dans mon estime la place qui lui était réservée.** Et comme ce silence se prolonge, en mai 1823 le brave homme d'oncle, indigné, proclame qu'il l'a voué à un oubli éternel. **Comme je le craignais, le séjour de Paris a perverti son cœur. L'accueil flatteur que lui ont fait les écrivains de la capitale lui a tourné la tête et lui a fait oublier les devoirs les plus sacrés qu'il sacrifie à l'amour de la célébrité... Il est considéré comme une fameuse tête, et comme destiné à se faire un grand nom, s'il faut en croire quelques écrivains. Grand bien lui fasse ! J'aurais préféré qu'il eût suivi le barreau, au lieu que le voilà voué à la triste vie d'auteur !**

L'année suivante, retournement complet : le brave homme d'oncle est amèrement contristé d'avoir si mal jugé son neveu. Il veut réparer le mal que peut-être il a fait. Et il explique : les lettres qu'Adolphe a écrites ne sont pas arrivées à destination, et quand il n'en a pas écrit, il avait des raisons qui le rendent très excusable. Il a été horriblement calomnié par un vieux radoteur, par des ultras, des ennemis politiques. En réalité, il remplit d'une manière admirable envers sa mère et sa grand'mère les devoirs de la piété filiale. Les rapports de gens très respectables qui l'ont vu et connu ont fait entièrement revenir l'oncle Amic de ses préventions. Il est maintenant convaincu de la noblesse et de la fermeté du caractère d'Adolphe. **Enfin, je sais à quoi m'en tenir à son égard, et je m'honore de compter dans ma famille un homme qui, à peine sorti de l'enfance, se fait si honorablement distinguer, autant par ses talents que par un caractère incorruptible, malgré toutes les épreuves auxquelles on l'a mis.**

Le comique de l'histoire est que l'oncle Amic aujourd'hui gourmande vertement le cousin de La Tour, qui ne se montre pas aussi convaincu que lui des perfections du jeune Adolphe ! Et le voici qui, inquiet de la mauvaise santé de son neveu, craint que le besoin de travailler ne l'emporte sur celui de se ménager, et n'abrège son existence. Alors que deviendrait sa mère ? Amic en est éloigné de quatre mille lieues ; le plus qu'il pourrait faire serait une pension de deux mille

francs. La vie de cette pauvre femme a été un vrai purgatoire, comme la mienne, et, sous ce rapport, nous sommes bien frère et sœur. Thiers vivra quatre-vingts ans, et le malheureux Amic disparaîtra en 1828.

Il est vrai que sa santé laisse à désirer. Il est la proie d'une inflammation générale qui se manifeste par des effusions de sang par le haut et par le bas. Il souffre cruellement, et ne peut s'asseoir pour écrire sans éprouver des douleurs d'entrailles : résultat de son surmenage. Il se tue au travail. J'ai deux dîners à servir tous les jours à Paris et à Aix, écrit-il à Séverin Benoît. Il s'acharne à l'achèvement de son gros travail, de sa *Révolution*, avec le regret de n'avoir ni la permission de tout dire, ni la place pour écrire, et de travailler pour un cadre obligé. N'empêche que son *Histoire* aura une influence politique énorme.

Et puis, la nostalgie de la Provence le travaille toujours. Je ne suis pas heureux à Paris ; ce n'est pas la distraction du bonheur qui m'empêche d'écrire, un sombre ennui me dévore, et je ne puis souffrir cette affreuse calotte de plomb. Mon cœur y est seul, car il faut plus qu'un ami, et c'est ce besoin qui a décidé la destinée de Mignet. Pour moi, je suis seul, seul pour jamais peut-être, et je ne me dédommage qu'en apprenant autant que je puis. Que lui arrive-t-il ? L'aventure sentimentale commencée à Aix avec la tendre Émilie tourne mal. Lorsqu'il s'arrêta en cette ville au mois de novembre 1822, sur sa route allant aux Pyrénées, Félix Bonnefoux, le frère de la jeune fille, le vit et le trouva toujours disposé à remplir au plus tôt ses engagements. Mais le père Bonnefoux considérait sa fille comme compromise, et se fâchait.

De retour à Paris, Thiers n'écrit pas à Émilie, qui se confie à la bonne Mme Hurel, cette amie de Paris qu'elle désignait à Adolphe comme une troisième ou quatrième mère : Ce silence m'étonne beaucoup. Je sais qu'il a des affaires, qu'il fait des articles, mais quelques lignes sont bien vite écrites et il ne me paraît pas excusable. Six mois plus tard, il a écrit. Mais elle n'en est pas satisfaite. Avec la divination d'une âme aimante, elle a l'intuition qu'il change. Je m'aperçois que la ville de Paris le gêne beaucoup.

Au bout d'un an, plus de doute possible : Thiers l'a trompée ; elle pleure ses espérances détruites... Son frère Félix sait à quoi s'en tenir et le dit : Thiers a réitéré à plusieurs reprises des promesses qu'il n'a pas tenues ; sa sœur n'a pas à le regretter et doit s'en éloigner ; elle ne serait pas heureuse avec lui s'il l'épousait par devoir ; ce qu'elle a de mieux à faire est de l'oublier.

Mais Bonnefoux père n'entend pas de cette oreille-là. En octobre 1824, il décide de venir à Paris venger sa fille, à laquelle depuis deux ans il n'a pas écrit une ligne en réponse aux lettres qu'elle lui adressa. Émilie a beau être indignée à la pensée de celui qui l'abandonna, elle lui conserve cependant un sentiment tendre, et, avisée des intentions de son père, elle engage Mme Hurel à en informer l'infidèle, à le prévenir du danger qui le menace. Je tremble de tout ce qui peut arriver, dit-elle.

Et voici ce qui arrive. Parmi la bande de Provençaux venus à la conquête de Paris, Alphonse Rabbe était célèbre. On le surnomma l'Antinoüs d'Aix. Un voyage en Espagne lui valut une maladie qui lui rongea les paupières, les narines et les lèvres. Il n'a plus de barbe. Ses dents sont noires. Il ne lui demeure de sa beauté passée que les boucles blondes d'une magnifique chevelure, qu'il laisse flotter sur ses épaules, et un admirable regard, dans le seul œil qui lui reste. Quand je me regarde, je frémis, dit-il. Est-ce bien moi ?

Il a un grand talent de journaliste. Il étudia l'antiquité, et veut être un homme antique. Il abomine la banalisation du langage, et parle comme un héros d'épopée. Devant se battre en duel avec Jacques Coste à la suite d'une lettre fort dure qu'il lui écrit lors de l'amortissement des Tablettes, il propose comme arme le javelot. On rit, mais on ne peut l'empêcher de baptiser glaive le sabre avec lequel il se bat. Comme il n'aime guère à se montrer, Thiers, Mignet, Peisse, Carrel, et toute la bande, viennent le voir chez lui, où il a intronisé un jeune secrétaire venu de Marseille et fameux pour sa verve et son esprit, Méry.

Un jour de 1827, sanglé dans la terrible redingote à brandebourgs des anciens militaires, le père Bonnefoux pénètre chez lui, se fait reconnaître, et lui apprend, en manœuvrant sa canne comme une épée, qu'il vient à Paris tuer un homme, opération où il le prie d'être son témoin. Qui est l'homme ? — Le petit Adolphe ! — Adolphe ? Un être inoffensif comme la brebis qui broute sans mordre ? Quel motif de vengeance a-t-il pu exciter dans votre âme ? J'ai contre lui un grief littéraire, et je lui tends toujours une main amie. Il a osé dire à Mignet, son Pylade : *Rabbe est un homme d'imagination ! Vous comprenez la portée d'une insulte pareille adressée à Rabbe l'historien, à Rabbe le penseur !* Rabbe l'historien a fait mourir Attila en Catalogne, où il place les Champs catalauniques ! Ce qui n'empêche pas Victor Hugo de le qualifier de *sévère historien ! Non*, réplique Bonnefoux, *mais je comprends celle qu'il m'a faite.*

Il explique comment Adolphe abandonna sa fille et laissa vingt lettres sans réponses. Rabbe s'incline. Il mande impérieusement le jeune et brillant historien, qui arrive tout guilleret. Au nom de Bonnefoux, il bondit sur son fauteuil. Rabbe lui demande s'il persiste dans son refus d'épouser Émilie. Adolphe persiste : il prétend que Bonnefoux spéculait sur son avenir et qu'à Aix aucun acte ne l'a engagé sérieusement. Le duel est inévitable. Qui sera son témoin ? Béranger ou Mignet, et Manuel. Très bien. Nous conviendrons de tout avec l'un ou avec l'autre. Le duel ne peut avoir lieu qu'après-demain. La saison n'est pas clémente. Les plus braves peuvent trembler de froid, témoin Bailly. Arrivez sur le terrain comme Milon, enveloppé dans votre manteau *penulatus* : c'est l'expression dont se sert Cicéron, *Pro Milone*. Quoique habitué à ce jargon classique, Thiers sort, agacé, en marmonnant : *N'est-il pas cruel de se mettre à la disposition des fous ?*

Béranger malade, Mignet assiste son ami avec Manuel. Rendez-vous à Montmartre. Une matinée froide et grise, un brouillard couvrant le sommet de la butte. Thiers arrive sur le terrain, calme et résolu. Il salue son adversaire. Mignet est pâle comme un linge. Bonnefoux bombe le thorax, croise les bras, prend des poses. Rabbe charge les pistolets. Le sort favorise l'ancien officier. A vingt-cinq pas, il tire le premier. Thiers essuie son feu sans broncher. Il riposte sans viser. *C'est à recommencer*, dit Bonnefoux. *Recommençons*, dit Thiers. La balle de Bonnefoux fait sauter la terre entre les jambes de son adversaire. Rabbe s'écrie : *Ce jeune homme a fait tout ce que commande l'honneur, et moi je lui défends de faire davantage, car il se doit à son pays, et non pas à un obscur intérêt de famille. Il doit vivre pour continuer l'œuvre de ses amis de Provence. En vain vous avez voulu porter sur lui des mains violentes : tendez-lui des mains généreuses, et demandez que ses regards descendent sur vous des hauteurs de son avenir.*

Bonnefoux, ému aux larmes, embrasse le jeune historien, et Mignet retrouve ses couleurs. Deux ans plus tard, la tendre Émilie convolera en justes noces.

Mais Thiers ne retrouve pas la joie et la paix de l'âme. Il répète comme un refrain à Séverin Benoît (23 janvier 1825) : *Mon cher, je ne suis point heureux, pas plus ici qu'à Aix. J'aurais besoin de courir le monde au gré de ma pensée, de ma curiosité insatiable, et je suis fixé à un travail qui m'ennuie, quoique le résultat soit très bon pour moi. J'aurais besoin de fixer des affections incertaines et errantes, et je n'ai personne à préférer et à aimer. Une triste et pénible liaison, commencée sous tes yeux, est finie et a manqué avoir une issue tragique. Un duel avec le père en a été le terme ; la balle est venue frapper à mes pieds et me couvrir de terre. Enfin tout est fini ; je suis plus libre ; mais ni plus heureux ni plus content de moi.*

Peu auparavant, il a perdu sa grand'mère, la moitié de mes affections, de mes souvenirs d'enfance, dit-il. Il en est douloureusement éprouvé. Sa mère reste seule ; il craint l'isolement pour elle, et décide de la faire venir à Paris. Mais combien pénible de briser tous liens avec Aix ! Je sens aujourd'hui combien est juste cette loi de la nature qui veut que le berceau et la tombe soient au même endroit. Ces sentiments qui n'étaient que poétiques sont aujourd'hui profondément réels pour moi ; je donnerais tout au monde pour avoir dans un même lieu la tombe de mon grand-père et de ma grand'mère, et ma maison, et ma famille tout ensemble. Je me sens dispersé, et cette idée me cause un sentiment douloureux.

Il règle les petites dettes que sa mère pouvait laisser, et dépense environ huit mille francs pour installer leur ménage commun à Paris. Il faut ajouter, car il l'avoue lui-même : il n'est pas, et ne sera jamais sage. Les passions le dévorent. Il ne met de prix à rien, et cherche quelquefois dans l'étourdissement la satisfaction qu'il ne rencontre nulle part. Il lui faut du mouvement, un mouvement continu, nécessaire à sa santé. Il se donne un cheval. Il prend des leçons avec un ancien officier de l'Empire, Carréga. Son cheval Ibrahim devient vite célèbre. Et comme il est en train de le devenir aussi, les petits journaux, la presse légitimiste, commencent à le cribler de coups d'épingle.

Le jeune M. Thiers a toutes les ambitions, dit la *Mode* ; il voudrait qu'on le prît pour un dandy, et il arbore de certaines cravates bleues qui ont fait rire tout Tortoni à gorge déployée.

Bravo, M. Thiers ! crie ironiquement le *Mercure des Salons*. Vous dansez dans la perfection. Au dernier bal de la Liste civile, la comtesse Molé disait : *Quel est donc ce gros bourdon qui valse comme un marchand de bœufs ?* Le gros bourdon faisait des grâces et mille entrechats.

On le rencontre au Bois de Boulogne sur Ibrahim, un poney pas plus gros que lui. A Ibrahim succède Zata, en attendant Vendôme, que son propriétaire prononce *Vanndomme*. Zata est le cheval de M. Thiers comme Xanthus fut le cheval d'Achille, comme Bucéphale était le coursier d'Alexandre le Grand, comme Bayard était la monture des quatre fils Aymon, comme Rossinante a été la haquenée de don Quichotte. Zata a la taille d'une levrette. On reconnaît qu'il est très solide à cheval, et le docteur Véron s'étonne qu'il ne pousse pas cette ardeur cavalière jusqu'à se faire jockey, comme tant de fils de famille.

Sa mère n'avait jamais quitté Marseille ni Aix ; elle y avait pris les habitudes de toute sa vie : elle ne peut se faire à l'existence parisienne ; elle va se séparer de

son fils et retourner en Provence. Cela paraît tout simple : la police de la Restauration ne l'entend pas ainsi. Plusieurs jours à l'avance, elle sait que la voiture de louage retenue en totalité par Thiers à l'hôtel de Toulouse, rue Gît-le-Cœur, ira 8 rue du Faubourg Montmartre, où loge le sieur Thiers, pour être chargée dans la cour, toutes portes fermées, de quatre malles qui, évidemment, ne peuvent contenir que des ouvrages séditieux. Un policier la suit depuis sa sortie de l'hôtel de Toulouse. Rue des Prouvaires, rue de Cléry, elle ramasse quantité de lettres et de petits paquets. Voilà qui est bien suspect ! Au domicile du sieur Thiers, on y place dans tous les coins une infinité de menus objets et des paquets disposés comme des rames de papier que le conducteur intercale sur l'impériale au milieu de matelas, de couvertures, de lits de plume qu'on empile sur les malles. En présence d'un complot aussi évident, le signalement de la voiture s'impose : panneaux de couleur abricot, roues peintes en rouge, une mécanique pour les descentes, une vache en cuir. Elle est attelée de trois chevaux, dont un en arbalète.

Départ le 8 avril 1826. Le sieur Thiers monte dans la voiture avec sa mère. Il l'accompagne jusqu'à Fontainebleau. Il couche à la Cour de France, et revient le lendemain à Paris. Pareilles manigances ne sont pas naturelles. Le ministre alerte ses préfets sur le parcours présumé que suivra la voiture abricot. Le préfet de Lyon annonce son arrivée dans sa préfecture le 16 avril à huit heures du soir ; la dame Thiers est descendue à l'hôtel du Parc : elle repart le 17 à deux heures de l'après-midi, sans qu'on ait touché au chargement de la voiture. Puis le préfet des Bouches-du-Rhône, comte de Villeneuve-Bargemont, signale à son tour que la dame Thiers arriva à Aix le 22, surveillée depuis Lambesc par un commissaire de police. Elle descend chez le sieur Honorat, commissionnaire. Un autre commissaire de police, par ordre du préfet, instruit le procureur du roi de cette arrivée inquiétante pour le régime, souligne les soupçons qui pèsent sur la dame Thiers, d'autant plus fondés que les malles, elles, pèsent quatorze quintaux. Le procureur du roi ordonne au commissaire de procéder avec deux agents à la visite des malles et paquets, en présence du sieur Honorat, de sa fille et de son gendre. [Après un examen très exact](#), on ne découvre rien, ni écrits, ni objets de contrebande. Déception ! Mais on continuera de surveiller la dame Thiers. La police de la Restauration fait bien les choses.

Thiers, plus judicieusement prévoyant, a pris toutes mesures pour assurer le bien-être de sa mère au cas où il viendrait à disparaître, et l'oncle Amic témoigne qu'il en est [très satisfait](#).

Sa mère partie, il se retrouve à Paris plus seul que jamais, mais avec une âme affermie. Le mal du siècle qui le tourmentait s'apaise. Le 30 mai 1826, il se confie à Rouchon avec plus de philosophie que jadis, et une sérénité inconnue auparavant : [Voici mes trente ans qui arrivent ; la jeunesse est passée, l'âge sérieux approche ; je me surprends souvent pensif et rêveur, quand je songe à tout cela. C'est un singulier mystère que cette vie ; nous en causerons à Aix sous les grands arbres qui bordent notre charmante ville, et en présence de ses beaux horizons bleus et profonds, que l'œil n'oublie plus, et qu'il ne retrouve pas sur la vieille terre des Francs.](#)

VIII

LA POLITIQUE ET LE NATIONAL

La génération de Thiers et de Mignet sentait un violent désir de renouveler tout le fonds des doctrines philosophiques, littéraires et politiques sur lequel avait vécu la génération de la Révolution et de l'Empire : infiniment plus intellectuelle que ce qui survivait de celle-ci, elle prétendait joindre la théorie à la pratique ; elle méprisait, comme surannées, autant les doctrines démocratiques que les anachronismes ramenés de l'émigration : pleine d'une orgueilleuse confiance en elle-même, elle dégageait la poursuite de la liberté de toute compromission bonapartiste et de l'ancienne confiance dans l'armée. C'est parce qu'elle ne satisfaisait pas à ces aspirations que la Charbonnerie est morte à la fin de 1822, beaucoup plus que par épuisement de la veine révolutionnaire ou résignation au régime. Jamais, au contraire, la jeunesse des professeurs, des étudiants, des mondains n'a été plus ardente à l'opposition ; les manifestations aux enterrements du général Foy, de La Rochefoucauld, de Manuel, dans les théâtres et au quartier latin, le montreront ; mais écartée des fonctions d'éligibilité, elle ne veut pourtant pas de complots et d'action directe, elle prépare une action plus profonde ; elle atteint le régime plus sûrement en s'attaquant au système d'idées sur lequel il repose.

La correspondance de Thiers et de Mignet à cette époque confirme pleinement ce raccourci tracé par M. Pouthas. Le 23 octobre 1823, Mignet insiste auprès de Séverin Benoît pour qu'il décide Rouchon à venir à Paris, et assaisonne son texte d'arguments caractéristiques : Dis-lui que c'est le moment de préparer la terre et de l'ensemencer, que tout est détruit, et la Révolution et l'Empire et les partis créés depuis la Restauration, qu'on va faire suivant les apparences de vastes tentatives qui nous condamneront à l'inaction et à la pensée, que jusqu'ici on a vécu du passé en idées comme en conduite, que les provisions sont épuisées, que pendant la halte du siècle et de la civilisation on va les refaire, qu'il faut qu'il y aide, et qu'il ne soit pas étranger au mouvement, au travail et aux fondations véritables du dix-neuvième siècle. Que diable ! Il faut qu'il se donne un peu de courage, et encore un coup qu'une des plus jeunes et des plus fortes têtes de la génération chargée de l'œuvre ne reste pas oisive et songe aux siens et à elle ! On reste surpris du peu que Rouchon réalisera des grandes espérances que ses amis fondaient sur lui.

Le 13 novembre 1824, c'est au tour de Thiers à donner des nouvelles au même Séverin Benoît : Je me porte bien, poussant ma *Révolution* par derrière et prêchant depuis trois ans que le côté gauche n'a pas le sens commun, qu'il est aussi gobe-mouche que les émigrés, et qu'il faut peut-être cinquante ans pour refaire un esprit public éclairé, indigné et tout-puissant. La philosophie, les sciences et l'industrie nous rendront seules nos convictions et nos forces ; mais elles n'agissent qu'avec le temps. Les petits travailleurs d'émeutes sont des

brouillons, des niais, et pour la plupart des hommes pourris dans trois ou quatre régimes, et qui veulent à toute force que ça finisse, parce qu'ils sont vieux et qu'ils veulent encore être préfets avant de mourir. La jeunesse seule espère et regarde l'avenir, parce qu'elle a des années pour l'atteindre. Tout ceci, on commence à le croire, et beaucoup de gens qui me riaient au nez en conviennent aujourd'hui.

Ces jeunes gens voient singulièrement clair en eux et autour d'eux. Ils mènent avec une incroyable sûreté la même campagne, parallèlement, l'un au *Constitutionnel*, et l'autre au *Courrier français*. Le premier, Thiers lance le cri de guerre : **Vive la Charte !** qui résume tout un programme d'action. Ils vont droit à leur but, et l'atteindront. Qu'en sait le gouvernement de la Restauration ? L'aveuglement de ceux qui sont marqués par le Destin a quelque chose de comique et de tragique tout à la fois. En septembre 1823, Thiers sollicite un passeport. Comme lorsqu'il en demanda un pour aller en Suisse et aux Pyrénées, ses motifs sont l'agrément et l'instruction qu'il compte en retirer. Cette fois, il veut aller en Suisse et en Allemagne : Bâle, Zurich, Schaffouse, Constance, Stuttgart, et retour par Cologne, Francfort et Bruxelles. Quant aux pièces à produire, il a eu le **malheur** de perdre le passeport obtenu l'année précédente pour aller voir sa mère à Aix, et il ne sait ce qu'il a fait de son diplôme d'avocat. La police se demande ce que peut bien manigancer cet avocat **qui n'exerce pas sa profession ?**

Après enquête, le commissaire découvre cette chose stupéfiante, au moins pour nous, qu'il est associé avec deux autres jeunes gens pour faire la commission en librairie, et qu'il a fait dans le temps ce même commerce avec un employé chassé des jeux pour bassesse, lequel avait une boutique passage Feydeau ! Ses opinions politiques sont exaltées. Il a écrit quelques articles au *Constitutionnel*. Il s'est lié avec **le fameux Claveau, avocat à la Cour royale**. Il est reçu par Voyer d'Argenson : ce dernier, enrôlé à son corps défendant parmi les préfets de l'Empire, destitué pour son esprit d'indépendance après qu'il n'eut pas hésité à se compromettre afin de sauver des fureurs impériales son ami le comte de Montrond, s'est depuis la Restauration enfoncé dans le libéralisme, et naguère encore figurait parmi les membres de la Haute Vente. Or, Voyer d'Argenson vient d'obtenir un passeport pour la Suisse : ces voyages ne se rattachent-ils pas aux réunions suspectes tenues dans les châteaux d'**Aremberg, d'Engeneberg, et autres ?** Si Thiers alla à Constance, ce ne fut certainement pas pour présenter ses hommages à la reine Hortense. Mais s'il alla à Stuttgart, il profita sûrement de l'occasion pour faire personnellement la connaissance du baron Cotta.

Au retour, Guizot le comprend dans une combinaison dont il est l'initiateur. Guizot, d'une dizaine d'années plus âgé que les jeunes gens dont il s'entoure, a sur eux l'autorité acquise de l'âge ; en même temps, il n'en est pas assez éloigné pour ne pas comprendre leurs aspirations. Il songe à les grouper en une sorte de Société des Sciences morales et politiques, qui seconderait le mouvement de cette génération vers les idées nouvelles en philosophie, en droit public, et en histoire de la littérature. La Société distribuerait des prix, aiderait à l'impression de quelques bons ouvrages ou de quelques bonnes traductions, fort à la mode en ce moment. Elle s'aboucherait avec des correspondants répartie dans les divers départements. Elle servirait de point de contact de lien, de point d'appui aux partisans isolés, mais de jour en jour plus nombreux, des opinions plus larges et deviendrait un centre de libéralisme. On constituerait plusieurs commissions et l'on commence par créer un Comité littéraire présidé par le baron de Barante, et comprenant Pierre Lebrun, A. Thiers, Charles de Rémusat et Trognon.

Guizot, Barante et Rémusat songent encore à créer un journal, chose aisée, et à s'en emparer, ce qui l'est moins parce qu'ils n'ont pas la majorité. Albert Stapfer conte l'histoire à J.-J. Ampère : Voyant qu'à eux seuls l'entreprise n'était pas tentable, ils proposent à Cousin de s'adjoindre à eux comme copropriétaire et corédacteur. Il accepte, et à la première réunion de tous les membres de la Société, Guizot glisse l'affaire à mots couverts, croyant l'emporter par surprise. Mais Thiers était là qui ne se laisse pas jeter de poudre aux yeux ; il fait sentir l'inconvenance de la proposition, et, après une discussion orageuse, suivie d'une autre plus orageuse encore, le journal va aux diables ! Cousin ne dit mot les deux fois, et en sortant, le jour où tout est rompu, il prend la main de Thiers, se récriant sur la fausseté de ces doctrinaires dans laquelle il avait trempé, et sur le plaisir qu'il éprouvait à être délivré d'une tyrannie qu'il eût partagée de bonne grâce. Guizot essaie de reprendre son projet à la Société de la Morale chrétienne, sans plus de succès. Le *Globe* le réalisera dans une certaine mesure.

En fait, les libéraux sont bien plus forts qu'ils ne le croient. Le baron de Barante s'en rend compte lorsqu'en novembre 1825 plus de cent mille personnes suivent le convoi du général Foy depuis la rue d'Antin jusqu'au Père-Lachaise. Les jeunes gens, vêtus de deuil, portent à bras le cercueil que l'on voit de loin onduler sur un océan de têtes. Delphine Gay compose un poème d'un beau souffle qui sera gravé sur la tombe du général. Aux obsèques du duc de La Rochefoucauld-Liancourt, l'homme de bien dont Thiers fut pour très peu de temps le secrétaire et avec lequel il conserva toujours les meilleures relations, il y a bagarre avec la police, et scandale, lorsque les jeunes gens veulent porter à bras le cercueil qui tombe, et se brise.

Pour Manuel, qui meurt en août 1827, Thiers et Mignet organisent les funérailles. Depuis son échec électoral, Manuel vit retiré à Maisons, où Laffitte lui offrait un asile. Lorsqu'il tombe gravement malade, Thiers, Mignet, Béranger, Tissot et Laffitte ne quittent pas son chevet. En remerciant Mlle Godefroid qui, de sa part et de celle du baron Gérard, témoignait à Thiers leur sympathie commune, ce dernier rappelle tout ce qu'il devait à Manuel : *Malgré qu'il eût cinquante ans, je crois que notre amitié était aussi grande qu'entre deux hommes du même âge. Je vivais avec lui. J'ai assisté à sa maladie, qui a été courte, mais cruelle. Il a souffert horriblement.*

Béranger acheta le lit de crin sur lequel Manuel couchait, et un tapis. Un jour, chez le chansonnier, Thiers lui dit : *Tiens ! Voilà un tapis qui a appartenu à Manuel. — Comment le reconnaissez-vous ? — J'ai tant de fois baissé les yeux sur lui quand Manuel me grondait !*

Les obsèques ont lieu le 25 août. La foule s'y presse, plus dense encore qu'à celles du général Foy. Elle dételle les chevaux et traîne le char jusqu'au cimetière. Un ordre écrit du préfet de Police enjoint de placer le cercueil sur un corbillard attelé de chevaux ; il faut s'y conformer. Le cercueil est enlevé et porté à bras une fois parvenu à l'entrée du cimetière. Là, une double haie de gendarmes borde la voie. Laffitte, Lafayette, Béranger, de Schonen, conseiller à la Cour royale, prononcent des discours.

Il est singulier que le Constitutionnel refuse l'insertion d'un article de Thiers sur Manuel. Mignet, lui, publie une brochure : *Relation historique des funérailles de M. Manuel, ancien député de la Vendée* ; elle est signée du nom de la fameuse société : *Aide-toi, le Ciel t'aidera*, et éditée par la Société, en réalité par Sautelet. Le parquet poursuit auteur et éditeur. Laffitte et Lafayette sollicitent l'honneur d'être compris dans les poursuites, honneur que Béranger souhaite partager. Il

demande en grâce à être nommé comme un des auteurs. On lui refuse cette grâce. Les avocats, et même de Schonen et Laffitte, ont prétendu que, déjà repris de justice, je donnerais une mauvaise couleur à cette affaire. Sans être convaincu de cela, j'ai été obligé de céder, et je crains maintenant que Mignet ne se trouve seul en cause. De Schonen, bien qu'à ce moment président de la Chambre des vacations, se présente par ministère d'avoué pour figurer aux côtés de Lafayette et de Laffitte. Les débats sont interdits, et tous les prévenus acquittés.

Désormais, la police ne perd pas de l'œil le sieur Thiers. Au mois d'avril 1826, une *Vie de David* paraît sous les initiales A. TH. C'est une apologie pour ce régicide. Le gouvernement s'émeut. Corbière, ministre de l'Intérieur, demande au préfet de Police un rapport sur l'auteur, évidemment Adolphe Thiers, et rédige le sien, que parcourt une sainte indignation : il serait difficile de lire un ouvrage aussi révoltant, l'auteur rapporte textuellement, et sans la plus légère expression de blâme, les exécrables discours prononcés par son héros à la Convention ; il note les applaudissements et les mouvements des tribunes ; il observe simplement que David se faisait des illusions sur Marat et sur Robespierre, croyant retrouver Phocion dans l'un et Socrate dans l'autre ; il est vrai que plus tard il les compare à Fabricius et à Caius Marius ; il reproduit sans s'indigner ces atroces harangues, seule manière aujourd'hui de se rendre complice de pareilles infamies. En conclusion, Thiers partage absolument la manière de voir de David.

Le lendemain, Corbière signale à son collègue des Affaires Étrangères que, dans cette *Vie de David*, Thiers mentionne une négociation qui aurait eu lieu pour engager David à se fixer à Berlin en 1816, au moment de son bannissement. Le fait est d'ailleurs exact. Humboldt, lorsqu'on reçut la nouvelle de la mort de David, raconta l'histoire devant Gérard et devant Gros chez la duchesse d'Abrantès. Il la savait d'autant mieux que c'est lui que le roi de Prusse avait chargé de la négociation. Il ne s'agissait donc pas d'une imposture publiée par la famille de David, comme l'imaginait Corbière.

L'affaire ne va pas plus loin : la brochure n'est pas de Thiers. Les initiales A. TH. désignent Aimé Thomé, neveu de Thibaudeau.

En novembre 1827, Villèle prononce la dissolution de la Chambre, nomme une importante fournée de pairs, et supprime la censure récemment rétablie. On procède aux élections dans une atmosphère de fièvre. Elles se font sur ce seul mot d'ordre : **Renverser le ministère**. En novembre, au milieu de toute cette agitation, Thiers redemande un passeport pour se rendre à Aix en Provence. Le préfet de Police prescrit à celui des Bouches-du-Rhône de surveiller de très près cet individu. Le 8 janvier 1828, le comte de Villeneuve-Bargemont signale que le sieur Thiers n'a pas borné son voyage -à Aix, que de là il est venu passer trois jours à Marseille où il a reçu la visite de Borély, vice-président du tribunal civil, de Thomas, avocat et candidat constitutionnel aux dernières élections, et de quelques autres membres du barreau, tous connus pour l'exaltation de leurs principes politiques. Comme rien n'indique que le sieur Thiers soit venu à Marseille pour affaires personnelles, son but fut évidemment de se renseigner sur l'état d'esprit et les opinions de la population. Il est reparti d'Aix le 2 janvier par la diligence d'Avignon où il comptait prendre la malle-poste pour Paris. Le rapport du sous-préfet indique que sa conduite ne donne lieu à aucune observation particulière : il se borne à fréquenter des personnes de son opinion, et d'anciens amis.

A son retour à Paris, il trouve une énormité d'affaires négligées, et une quantité d'événements nouveaux à connaître. Dès qu'il s'est remis en selle, c'est-à-dire dès qu'il a déblayé les affaires et s'est mis au courant des événements, il continue avec Rouchon la conversation commencée à Aix. Le ministère est changé, il serait bien long de te dire comment. Je vais t'écrire quelques mots que tu pourras communiquer aux amis. Le roi avait donné un blanc-seing à M. de Villèle pour composer le ministère ; celui-ci a frappé à toutes les portes, et même à celles des libéraux. Il est allé jusqu'à proposer directement les finances à M. Laffitte ; n'ayant su réussir, car le blanc-seing expirait le 3 janvier, il est allé chez le roi et a demandé sa démission. Il a été forcé d'employer la plus grande insistance pour obtenir son renvoi. Le ministère nouveau est tout de doublures ; il ne peut pas tenir. MM. Portalis et Roy sont entrés sous conditions ; déjà leurs conditions sont inaccomplies. On n'est pas d'accord sur les *jesuites*. Quatre ministres veulent une mesure de rigueur, quatre veulent le silence. De toutes parts, on refuse les emplois offerts par le ministère. Chaque soir il y a un triomphe pour celui qui fait le refus du jour. C'était hier le tour de Villemain pour avoir refusé la direction générale des Beaux-Arts et de la Librairie. Sa conversation avec M. de Martignac a été charmante. La mode est donc de refuser aux nouveaux ministres. Ils sont désespérés. On ne croit pas même possible qu'ils ouvrent la session. La nouvelle composition sera probablement de couleur Royer-Collard. On dit ceci : quelle est la couleur du ministère ? Et on répond : il est caca-dauphin. Tu sais ou tu ne sais pas que c'est une couleur autrefois fameuse. Voilà nos Parisiens.

Le ministère Martignac vit plus longtemps que Thiers le prévoyait. Il donne des garanties à la gauche ; il sévit contre les *jesuites* dans deux ordonnances du 16 juin. Le 29, Thiers confie à Mignet, qui à son tour se rend en Provence, une lettre pour Séverin Benoît : Mignet te dira ce que nous faisons ici. Nous travaillons, nous regardons marcher le monde, et nous vieillissons à vue d'œil. Tu seras étonné, quand tu me verras, des progrès qu'ont faits mes cheveux blancs. A quarante ans, je serai blanc comme neige, et je pourrai dire comme Louis XVIII : *Allez dire que vous avez vu un bon vieillard*. La vie littéraire offre peu d'accidents, et la vie politique pas davantage dans l'état actuel des choses. Il faut travailler et attendre.

Souffrant, fatigué, Thiers part précipitamment pour Aix en Savoie. Il s'y repose un peu, et ce calme séjour lui fait du bien. De là, il se rend à Zurich et rentre par Bâle, sans avoir poussé jusqu'à Stuttgart comme il en avait envie ; mais la longueur du trajet l'a effrayé ; il se contente de donner de ses nouvelles par lettre à Cotta, qu'il charge de ses hommages pour Mme de Cotta. Au retour il trouve encore une infinité d'affaires en retard.

Les libéraux sont incertains sur la conduite à tenir. Ils ont autant de chances que les *jesuites* pour arriver au pouvoir. Le roi, dans une cruelle perplexité, ne voit pas où il en est. *Si les libéraux arrivent, ce que je crois, ils resteront peu. Le vent ultra nous amènera un orage, mais le dernier.* Cette dernière prophétie est bonne. Mais contrairement à ce que l'on pouvait prévoir, le Courier, au lieu de soutenir le ministère Martignac, prend à tâche d'empêcher tout rapprochement entre lui et le parti libéral. Le Constitutionnel suit le mouvement. Cauchois-Lemaire dévoile les intentions du parti libéral extrême dans une brochure : Sur la crise actuelle. Lettre à S.A.R. monseigneur le duc d'Orléans. Il écrit carrément : *Allons, prince, un peu de courage : il reste dans notre monarchie une belle place à prendre, la place qu'occuperait Lafayette dans une république, celle de premier citoyen de France. Votre principauté n'est qu'un chétif canonicat auprès de cette*

royauté morale. Les libéraux se montrent fort contrariés de cette, publication. Lafayette regrette ostensiblement une plaisanterie qui ne mène à rien. Si : elle mène son auteur en prison pour quinze mois, avec l'agrément supplémentaire de deux mille francs d'amende.

Au mois d'octobre 1828, c'est au tour de Béranger d'avoir encore une fois affaire au commissaire de police. *Béranger a été un père pour nous*, dit Thiers, parlant pour soi et pour Mignet. A l'encontre des actionnaires du *Constitutionnel* qui veulent abandonner le chansonnier, il combat vigoureusement pour sa cause, et, malgré la décision prise, réussit à faire insérer un article qui plaide en sa faveur.

Aux réunions qui se tiennent chez Guizot, on parle toujours politique, mais sur un autre ton que précédemment. Les mêmes habitués, Barante, Rémusat, Duchâtel, Dubois, Vitet, Damiron, Lherminier et Thiers entrent comme des conspirateurs. Cuvillier-Fleury, le futur précepteur du duc d'Aumale, introduit dans ce milieu, remarque la façon dont les assistants s'approchent les uns des autres, se regardent, se glissent presque à l'oreille un mot des affaires courantes, puis se retirent doucement.

Chez Lafayette, on a la conviction que le côté gauche est dupe de la politesse de Martignac. *Le général Thiers convient qu'il n'y a que mensonge à peu près dans notre politique ; c'est à qui se trompera avec plus de finesse et de succès, mais en réalité toutes ces ruses ne font qu'ajourner les affaires définitives.* Elles paraissent si lointaines que Thiers se replonge dans son projet d'Histoire générale, déjà médité à Aix concurremment avec l'ouvrage de philosophie dont il se bornera à publier le plan. Il étudie Laplace, Lagrange, plume en main. Il s'éprend des hauts calculs et en effectue lui-même. Il trace des méridiens à sa fenêtre. *Il arrive le soir, chez ses amis, en récitant d'un accent pénétré cette noble et simple parole du Système du monde : Conservons, augmentons avec soin le dépôt de ces hautes connaissances, les délices des êtres pensants.*

Le capitaine Laplace préparait son grand voyage de circumnavigation. Thiers songe à l'accompagner. Il communique son intention à M. de Bourqueney, qui en parle au ministre de la Marine, Hyde de Neuville. Le ministre accepte de voir Thiers, et lui propose le poste de rédacteur du voyage. Thiers ne demande pas d'appointments, et simplement le passage. Il fait ses préparatifs, dit adieu à ses amis, quand, le 6 août 1829, le ministère Martignac tombe ; ou plus exactement Charles X le renvoie. Il s'agit bien, maintenant, d'aller faire le tour du monde ! *Restez et combattons*, lui disent ses amis. Il reste, il combat, et quelques années après, devenu ministre de l'Intérieur, il recevra le capitaine Laplace, à son retour d'expédition.

Au mois de septembre, Thiers et Mignet s'efforcent, sans y réussir, de faire accepter Guizot par leurs amis pour remplacer le député d'Arles décédé. Thiers est désormais plus politique qu'homme de lettres, remarque le docteur Véron, se basant sur ce que, lui ayant demandé pour la *Revue de Paris* un sujet de concours en vue d'un prix de deux mille francs qu'elle a fondé, Thiers propose : *Quelle a été l'influence du gouvernement représentatif depuis quinze années en France, sur notre littérature et sur nos mœurs ?* Philarète Chasles décroche la timbale jusqu'à concurrence de quinze cents francs, et Edouard Ternaux récolte les cinq cents qui restent.

Charles X, sans s'en douter, fait la partie belle au journaliste : il éloigne les Chambres pour éviter pendant quelques mois à son ministère un tête-à-tête embarrassant. Il ne s'aperçoit pas qu'ainsi les journaux prendront fatalement la

direction de l'opinion. Or Thiers, sans grande action sur les députés, est devenu un des journalistes les plus habiles et les plus réputés : il va tenir le bâton de chef d'orchestre et battre la mesure qui rythmera les voix de la presse.

Son idée, l'idée apportée à Paris huit ans plus tôt, ne fut jamais plus nette, ni le programme qui en découle plus précis. La lutte contre la royauté devient entre ses mains une défensive légale. Son cri de **Vive la Charte !** la définit. A ses yeux, la meilleure forme de gouvernement réside dans une royauté représentative, avec un roi inviolable, des ministres responsables, deux Chambres, l'une héréditaire, l'autre élective, et le système administratif et financier légué par la Révolution et l'Empire. Ici, une nouvelle formule : **Le roi règne et ne gouverne pas.** Or la branche aînée des Bourbons, au pouvoir, est incompatible avec le gouvernement représentatif. La révolution de 1688 en Angleterre indique la solution qui prévaudra : un simple changement de personnes. **Puisque, dit Thiers, il ne manque au régime constitutionnel qu'un roi qui s'y résigne, gardons le régime, et changeons le roi.** Il s'affirme donc gouvernemental et antidynastique.

A Rochecotte où il soigne une esquinancie et décide de passer l'hiver, Talleyrand écoute impassiblement Thiers dérouler ses conjectures. On ne peut discerner à son attitude s'il l'approuve ou le blâme. Il l'arrête lorsqu'il juge nécessaire de souligner la réserve que lui impose sa situation. Mais, diplomatiquement, il laisse peu à peu deviner qu'il a irrévocablement prononcé l'arrêt qui condamne la branche aînée. Il déclare sentencieusement : **En 1814, les Bourbons étaient nécessaires à la pacification de l'Europe. Aujourd'hui leur éloignement est nécessaire à la pacification de la France.** Chateaubriand réplique : **Oui, sans doute, les Bourbons tomberont, ils font bien tout ce qu'il faut pour cela : mais alors je quitte la France avec eux.** Royer-Collard craint ce que Thiers désire : **Vous les attaquez bien vivement, lui dit-il, vous jouez bien la partie... Cela me fait peine, mais que puis-je ? La raison est de votre côté.** Bientôt il dira à Talleyrand : **Je m'en vais : M. le duc d'Orléans et M. Thiers vont arriver : cela ne me regarde pas.**

Si les Bourbons, explique Thiers, avaient persisté dans le système Martignac, ils auraient pu s'en tirer avec des améliorations lentes et progressives ; mais leur incorrigibilité a prévalu. Ils se sont jetés dans le système Polignac : c'est le commencement des excès. Il y aura des procès, des condamnations, du sang versé, des coups de fusil, car il faut tout cela pour révolter la nation, et Charles X s'en ira par la même route que Jacques II. C'est peut-être la Chambre des Pairs elle-même qui prononcera sa déchéance, si elle entend bien son rôle d'aristocratie. Quand ?... Je l'ignore. — Il faut écrire cette prophétie, dit un auditeur en riant. **Nous la ferons sceller sous une pierre du Château, et nous verrons si elle se réalise.**

Thiers écrit un grand article politique : le *Constitutionnel* en refuse l'insertion. L'auteur cherche à persuader le conseil d'administration de la nécessité d'adopter une politique plus radicale : en dépit de ses efforts, soutenus par Etienne et Evariste Dumoulin, il n'y parvient pas. Un journal où il ait ses coudées franches lui devient indispensable, un journal de nuance plus vive que le *Constitutionnel* et que le *Courrier français* où écrit Mignet. Ses amis en jugent de même. Depuis un an, Armand Carrel y songe ; il en parle au jeune libraire Sautelet, qui va aux Frères Provençaux, où Thiers dîne habituellement, s'en entretenir avec lui. Sautelet s'occupe de réunir les fonds. Il sera le gérant du nouveau journal. Titre : le *National*. Le fonds social est constitué par quinze parts de vingt-cinq mille

francs chacune, dont douze versées tout de suite, et trois réservées à titre de privilège spécial pour les trois directeurs : Thiers, Mignet, Carrel. Suivant son ancienne promesse, Thiers a proposé à Rémusat d'entrer au nouveau journal sur le même pied que lui. Rémusat est trop engagé avec le *Globe* pour accepter. On songe à réunir les deux entreprises : des divergences de principes trop accentuées, notamment en économie politique, ne le permettent pas, mais on décide de naviguer de conserve, sans se nuire. Thiers aura la direction exclusive du *National* la première année, Mignet la deuxième, Carrel la troisième. Tous trois se complètent : le premier a l'initiative, la verve, l'audace, l'éclat ; le deuxième la dialectique calme, serrée, la délicatesse et l'élégante pureté de la forme ; le troisième a la rudesse et la brutalité de l'argumentation.

La plupart des souscripteurs sont des libraires, amis de Sautelet et de son associé Paulin : Lecointe et Duret, Hébert, beau-frère de Lecointe, Jules Renouard, Hingray qui passe pour républicain. Chambolle, l'honnête Chambolle comme disait Thiers, à vingt-cinq ans, fraîchement marié et père de famille, vient, en libéral scrupuleux et désintéressé, de refuser un poste au ministère du Commerce ; il réunit toutes ses ressources pour former le capital nécessaire à l'achat d'une action. Albert Stapfer en souscrit une autre, Laffitte la moitié d'une, et le baron Cotta de Cottendorff l'autre moitié.

A Rochecotte où sont venus en visite Sébastiani, le duc de Broglie, Villemain, Bertin de Vaux et Molé, Thiers s'attarde auprès du prince de Talleyrand. Il y a rencontré le baron Louis. La santé du prince ne fait pas, à coup sûr, l'unique objet de leurs entretiens. Les amis de Thiers le pressent de revenir à Paris. Il donne son adhésion à la combinaison projetée sous la condition que le journal sera monarchique et antidynastique en politique, et classique en littérature ; il se réserve le droit, en sa qualité de directeur, de revoir tous les articles.

Le secret absolu n'est pas possible en pareil cas. Les journaux ultras ont vent qu'il se trame quelque chose, et leur imagination trotte. Ils impriment que Talleyrand conspire avec Laffitte ; la fondation du *National* sera le premier acte de la conspiration ; et puisque Thiers voyage de Rochecotte à Paris, c'est qu'indubitablement il sert d'agent de liaison entre les deux compères. D'aucuns prétendent que ce n'est pas Talleyrand, mais bien le duc d'Orléans qui subventionne le journal. Chateaubriand précise que Talleyrand n'y a pas contribué pour un sou, et n'a versé au fonds commun que [sa part de trahison et de corruption](#). En décembre, Thiers doit faire un voyage à Strasbourg, d'où, le 13, il annonce à Cotta qu'il compte pousser jusqu'à Stuttgart, sans doute pour décider le baron à s'intéresser au *National*. Il y réussit dans la mesure d'une demi-action.

Le nouveau journal s'installe dans un magnifique local aux salons élégants, en plein centre, au coin de la rue Neuve-Saint-Marc et de la place des Italiens. Le premier numéro paraît le 3 janvier 1830. L'article-programme est, naturellement, de Thiers, qui demande un satisfecit à... Chateaubriand : [Monsieur, ne sachant si le service d'un journal qui débute sera exactement fait, je vous adresse le premier numéro du National. Tous mes collaborateurs s'unissent à moi pour vouloir bien vous considérer, non comme souscripteur, mais comme notre lecteur bienveillant. Si, dans ce premier article, objet de grand souci pour moi, j'ai réussi à exprimer des opinions que vous approuviez, je serai rassuré et certain de me trouver dans une bonne voie. Recevez, Monsieur, mes hommages.](#)

Le 10, Stendhal confie à son ami Sutton-Sharpe les renseignements qu'il possède, plus ou moins exacts : [La note amusante : MM. Thiers, Mignet, Stapfer,](#)

traducteur de Goethe, et Carrel, officier, ont fondé le *National*, jusqu'ici assez plat. Ils y mettent leur petit avoir, et M. de Talleyrand, le reste. Les beaux yeux de Mme de Dino inspirent M. Thiers. Elle est plus amoureuse que jamais de M. Piscatori.

En fait, le *National* marche beaucoup mieux et vaut plus que les pronostics de Stendhal tendent à le laisser supposer. Thiers en donne l'assurance à Séverin Benoît. Je t'écris du bureau même du *National*, profitant d'un instant saisi à la dérobée. Imagine que je n'ai pas un moment pour vaquer aux soins les plus indispensables ; c'est une besogne d'enfer que je me suis mise sur les bras. Mais jusqu'ici tout me fait espérer le succès. Les abonnés arrivent en grand nombre, et l'effet dans Paris est extrêmement grand. De tous côtés on nous dit que jamais journal n'a été fait comme le nôtre. Et comme toujours lorsqu'il écrit aux amis de jeunesse demeurés à Aix, il glisse aux confidences : Je me suis laissé entraîner dans cette singulière entreprise par un concours bizarre de circonstances qu'il serait trop long de te conter, mais qui m'ont fait une cruelle violence. Je ne puis pas dire avec quel regret j'ai vu s'échapper mes mathématiques, mon histoire universelle, mes tranquilles et profondes études, pour cette vie agitée, épuisante à laquelle je me suis condamné. Mais j'avais sur le gouvernement, sur l'administration, sur les affaires publiques en général, des choses que je savais être dans ma tête, que je voulais tous les jours en faire sortir en frappant sur mon front, mais qui n'en pouvaient sortir qu'au moyen d'un journal. Des amis m'ont entouré, Mignet en tête, et je me suis laissé entraîner ; jusqu'ici le projet a un plein succès, mais je ne sais si je ne regretterai pas toujours mon repos et mes études, que du reste j'espère reprendre après un certain temps. Je n'ai pas un mot de politique à te dire, car tous mes secrets t'arrivent tous les matins par la poste. Je ne cache rien, car nous en sommes arrivés à tout dire. A Cotta auquel il fait suivre une lettre venue de Londres, il annonce dès le 9 février le grand succès que le journal remporte dans l'opinion, et signale que depuis dix jours les abonnements arrivent au rythme de douze à dix-huit par jour.

La collaboration de Thiers et de Mignet est extrêmement active. Outre ses articles politiques, Thiers en publie de critique dramatique ou littéraire, et, à l'occasion, rend compte d'une séance académique. Celle d'Armand Carrel l'est beaucoup moins. On dirait que déjà il souffre de n'être pas mis sur la même ligne que ses deux co-directeurs. Il arrive que Thiers lui supprime un article, et c'est de quoi le froisser. Carrel rédige dans le premier numéro la nécrologie d'Alphonse Rabbe qui a fini de souffrir.

Les autres collaborateurs sont nombreux, et quelques-uns de choix : J.-J. Ampère ; Peysse, un des camarades aixois qui traite plus volontiers des questions scientifiques ; Mérimée qui se consacre à la littérature et aux beaux-arts, et Chambolle aux questions littéraires ; et Cercllet, le général Gourgaud, Hippolyte Passy, Godefroy, etc. On s'étonne un peu que Schubart, le libraire allemand de la rue de Choiseul, dise son mot en matière de politique intérieure ou extérieure. Et l'on rencontre occasionnellement un certain Bayle-Cotonet, dont le premier article est précédé d'un chapeau qui le consacre homme d'esprit ; il disserte sur la littérature anglaise : c'est Stendhal. Quelquefois, le soir, les rédacteurs dînent de compagnie. Victor Cousin se met de la partie ; il a l'habitude et l'amour de la contradiction, et c'est une véritable fête d'assister aux discussions qui surgissent entre Thiers et lui. Puis, on va au théâtre. Thiers, levé dès cinq heures du matin, s'endort, se réveille en sursaut deux heures après et demande s'il n'est pas temps de partir. Dans la rue, il s'écrie, se fiant sans doute

à d'anciens souvenirs : Dieu ! Qu'Odry est amusant ! Ne trouvez-vous pas que c'est un incomparable acteur ? Il stimule ses collaborateurs. Il écrit à J.-J. Ampère, le 25 janvier 1830 : Vous avez fait sur Klopstock un article excellent. Je vais l'insérer aujourd'hui ou demain. Hâtez-vous de nous en donner de pareils. Nous avons pris une charge horrible, mais nous la porterons, si vous nous aidez. La politique est aujourd'hui d'une difficulté immense ; car pour prouver qu'on doit être monarchique et libéral à la fois, il faut faire un travail de Romain. Je ne vois de tous côtés que des républicains, qui veulent cependant accorder le budget ; moi je suis le seul monarchien qui veuille le refuser. Notez que je ne suis ni cardinaliste, ni dynastique, ni quoi que ce soit, mais disciple forcené de l'école anglaise. C'est un gâchis que tout cela, n'est-ce pas ? Eh bien, figurez-vous que je suis obligé de faire comprendre ce gâchis à des électeurs à cent écus. Quel rôle, mon cher Antigone ! Que vous êtes bien plus heureux de remplir votre devoir sous un beau ciel ! Allez, mon cher ami, il vaut mieux soigner la santé de son père que l'esprit de la patrie. Quoiqu'il en soit, aidez-nous, faites-nous de ces savants articles, qui sont savants sans être insupportables comme ceux de nos amis du *Globe*, si aimables, si clairs, si modestes. Adieu, mon cher Ampère, travaillez bien vite. Je vous en réponds sur l'honneur, votre article est excellent.

Des incidents coupent le courant ordinaire de la vie du journal : une discussion violente et qui dure deux à trois heures entre Thiers et Godefroy Cavaignac. Le premier soutient ses arguments avec éclat, le second avec une sombre énergie. Mais si la portée d'esprit de Cavaignac en paraît plus haute, ses idées démagogiques effraient les collaborateurs présents à la scène, silencieux et attentifs.

Autre histoire : le parquet poursuit le *National* et le *Globe*, le premier incriminé pour deux articles, l'un de Carrel du 18 février, l'autre de Thiers du 19. Voici les chefs d'accusation : provocation, non suivie d'effet, d'attentats contre les personnes du roi ou de la famille royale, dans le but de changer l'ordre de successibilité au trône, ou d'exciter les sujets à s'armer contre le monarque ; d'attaques contre l'autorité constitutionnelle du roi, les droits en vertu desquels le roi a donné la Charte, et les droits qu'il tient de sa naissance. Le gérant du *National*, Sautelet, récolte mille francs d'amende et trois mois de prison : si peu réjouissants soient-ils, il faut s'en réjouir, car c'est un minimum, et le tribunal s'est montré extrêmement bienveillant. Une souscription publique paie l'amende. Le *Globe* ne s'en tire pas à moins de quatre mois de prison et deux mille francs d'amende. Dupin apprécie les plaidoyers de Dubois : *C'est la plus importante et la plus sublime niaiserie que j'aie jamais lue !*

A ce propos, le *Globe* régente si bien son confrère, suivant la fâcheuse habitude qu'il a prise, que Thiers adresse à Dubois une mise au point en quatre lignes sèches et nettes. Quant à Victor Cousin, il veut être de l'Académie, et conjure le *National* de l'y porter : *Il n'y a plus que lui, dit-il, qui puisse réparer tout le mal que le Globe m'a fait dans cette occasion, par bienveillance.*

Un jour, au lieu d'une discussion, un drame éclate aux bureaux du journal. Sautelet est un des hommes les plus attachants qui soient, cultivé, intelligent, activement mêlé au mouvement des idées de son temps. La librairie qu'il a fondée avec Paulin semble prospère. Il aime passionnément une femme fort séduisante, veuve d'un financier, et cet amour est malheureux ? Il s'imagine qu'elle croirait déroger en épousant un commerçant ; il a fait des démarches pressantes pour obtenir au ministère du Commerce la situation refusée par

Chambolle : celle qu'il aime n'aura pas, pense-t-il, d'objection contre un fonctionnaire public. L'affaire ne réussit pas. Et l'on prétend que Paulin lui a suggéré l'idée de créer le *National* afin d'écarter de son esprit les pensées de suicide qui commencent à le hanter.

Chambolle, proche témoin, conte l'événement. Il était près de sept heures, et chacun allait se retirer, quand on vient demander M. Thiers de la part de M. Michel Beer, frère ou parent du célèbre Meyer Beer, et qui avait la manie de lire à des auditeurs plus ou moins bénévoles des scènes dramatiques qui n'étaient jamais représentées. A ce nom redouté, M. Thiers s'enfuit. L'auteur, désappointé, demande M. Mignet. Celui-ci se cache et se dérobe. Alors Sautelet se lève du fauteuil où il semblait endormi, la tête dans les mains. Je le vois encore, avec sa noble et pâle figure, passant devant moi, et je l'entends me dire d'une voix pleine de douceur, faisant allusion au solliciteur éconduit : *Ce pauvre homme ! Je vais l'écouter, moi, puisque personne ne veut le recevoir.* Une minute après, il revint, amenant Michel Beer, et il s'enferma avec lui dans une chambre voisine du bureau où je m'étais installé pour écrire. Je continuai mon travail. Une heure environ s'écoula avant que je les visse reparaître. Quand Sautelet repassa près de moi, après avoir accompagné son visiteur jusqu'à la porte, il me dit : *Franchement, nos amis sont excusables de l'avoir évité, car il faut de la patience pour l'entendre jusqu'au bout.* Cette patience, il l'avait eue, lui, et à quel moment ! Ma tâche était terminée, je lui dis adieu, et le lendemain j'appris qu'après s'être de nouveau enfermé dans la chambre qu'il venait de quitter, après avoir réglé des comptes et écrit une lettre d'amitié et d'excuse à M. Paulin, sur qui allaient peser des affaires embarrassées, il mit fin à son incurable douleur en se tirant au front un coup de pistolet.

Dans des régions plus sereines que celles de la politique, Thiers ne se montre pas moins ardent à discuter. Les esprits si en train et si fertiles à toute heure, explique Sainte-Beuve en parlant de lui, ne sont pas faits pour recevoir une impression impartiale des autres ; ils ne les goûtent qu'autant qu'ils y rencontrent leurs idées personnelles, et ils repoussent tout ce qui s'en éloigne. Mais si ardent soit-il en pareille matière, il reste de joyeuse humeur. A la suite d'une passe d'armes avec Victor Cousin, à propos de Corneille, Thiers s'en excuse après le départ du philosophe, et ajoute : *Mais mon ami Cousin dit souvent des folies ; il ferme les yeux, et il s'imagine qu'il voit des statues.* Il affiche un amour immodéré de la simplicité, du naturel, ce qui le détourne de goûter Corneille, Jean-Jacques Rousseau et Mme de Staël. Il s'écrie en riant : *Enfin, j'aime tant le naturel, qu'il n'est pas jusqu'à ce plat de Dupin à qui je ne pardonne toutes les fois que je le vois, parce qu'il est naturel.*

Là gît une explication de sa violente antipathie pour Victor Hugo. Antipathie réciproque ; Hugo écrit : *J'ai toujours éprouvé pour ce célèbre homme d'Etat, pour cet éminent orateur, pour cet écrivain médiocre, pour ce cœur étroit et petit, un sentiment indéfinissable d'admiration, d'aversion et de dédain.* Et Thiers, en 1849 : *Ce petit sot de Victor Hugo.* Il tient cependant à assister à la première représentation d'*Hernani*. N'ayant pas trouvé de loge à louer, il s'adresse au poète lui-même pour en obtenir une. Le *National* n'accable pas *Hernani* de ses sévérités à la suite de la première. Le feuilletoniste qui signe E termine son article du 27 février par une conclusion fort raisonnable : *On n'ose guère, en conscience, se prononcer définitivement sur un ouvrage comme *Hernani*, et surtout sur un ouvrage de M. Victor Hugo, après une représentation où les applaudissements les plus bruyants semblaient ne vouloir laisser place qu'à l'admiration ou tout au moins à la louange. Il y aurait à craindre, en*

hasardant ainsi une opinion irrévocable, d'approuver outre mesure ou de blâmer mal à propos. C'est donc aux représentations suivantes, plus calmes et plus sérieuses, qu'il est raisonnable d'en appeler. Mais disons, dès aujourd'hui, que le succès a été brillant ; que Mlle Mars dans le cinquième acte a paru admirable, cela dit sans hyperbole, et qu'enfin Hernani, au milieu de ses bizarreries, donne partout des preuves de la haute vocation poétique de M. Victor Hugo ; la trace du poète dramatique s'y montre-t-elle aussi visiblement ? C'est une question moins facile à décider. Armand Carrel attend jusqu'au 8 mars pour donner son avis ; il jette un coup d'œil d'ensemble sur plusieurs représentations afin d'éviter l'impression factice produite par la première ; sa critique est hostile ; il se plaint de ces cris de : à la porte ! taisez-vous ! et autres que poussèrent les enthousiastes de l'auteur, et le jeu des acteurs lui paraît tellement outrancier qu'il a cru voir des convulsionnaires. N'oublions pas que tous les articles sont revus par Thiers.

Politiquement, avant vingt ans, Thiers sera dépassé par Lamartine. En ce début de l'année 1830, il lui témoigne un intérêt sympathique, et il admire son talent. Tous deux représentent, et c'est encore ici une observation de Sainte-Beuve, les deux grands instincts, les deux principaux courants du siècle : l'un l'action, et l'autre la rêverie. Thiers rédige lui-même le compte-rendu de la séance de réception de Lamartine à l'Académie française, le 1er avril ; une ironie tempérée court entre les lignes : On était curieux de savoir quelles révolutions s'étaient opérées dans l'esprit de M. de Lamartine à la vue de toutes ces choses... Une foule immense s'était pressée de bonne heure aux portes de l'Institut, et manifestait la curiosité la plus honorable pour le récipiendaire. Depuis la réception de MM. de Montmorency et Royer-Collard, on n'avait pas vu une foule aussi considérable au Collège des Quatre-Nations. Déjà la salle était pleine, qu'on avait deux ou trois fois entendu des cris aigus aux deux portes qui sont placées à côté du bureau, et que par ces portes avaient eu lieu deux ou trois irruptions de femmes élégamment parées qui, pénétrant à travers les baïonnettes, étaient venues s'asseoir au milieu des bancs des académiciens, ou se placer debout autour des fauteuils du président et du secrétaire. L'empressement de nos dames pour les scènes académiques est extrême, et on ne saurait leur en vouloir. Malheureusement, elles n'apportent pas toujours un goût bien littéraire au milieu de ces scènes. Après avoir regardé leurs parures et s'être levées sur les pieds pour apercevoir les personnages qui attirent l'attention, elles se meurent d'aise à toute pensée fausse et brillante, à toute antithèse bien conditionnée... On a attendu deux heures au moins l'ouverture de la séance. On vivait, en attendant, de curiosité ; on montrait du doigt les académiciens qui passaient. Un mouvement a accueilli M. Royer-Collard ; tout le monde était debout quand on a annoncé le récipiendaire. Il avait la réputation de joindre les avantages extérieurs aux talents dont la nature l'a doté. Sa figure, en effet, est noble et douce. Une voix claire, pure, et d'une expression touchante, quoique un peu monotone, semble convenir parfaitement à ses vers. Elle a été faite pour les dire.

Cela n'est pas bien méchant. Thiers analyse l'éloge de Daru, la courte réplique de Cuvier, et vante des strophes de Lebrun sur le ciel d'Athènes et sur le mont Parnasse. Il note les applaudissements qui coupent fréquemment le discours de Lamartine, et conclut : Au reste, faut-il le dire, nous ne croyons jamais voir dans les rangs des ennemis de la Liberté, un talent si généreux et si élevé.

Lorsque Lamartine publie ses *Harmonies poétiques et religieuses*, il les adresse à Thiers avec ce billet : Je vous envoie, Monsieur, le deuxième exemplaire en ma

possession. Soyez pour mes vers plus indulgent que moi, car je suis bien honteux de les avoir faits, plus encore de les avoir publiés. Nous partons lundi, ainsi adieu à vous et à M. Mignet avec l'espoir de vous retrouver. Si au milieu des graves pensées politiques il vous restait un moment pour penser à vous et pour vous distraire, vous me trouveriez ce soir chez Pothier, à La Porte Saint-Martin, avant-scène des premières, numéro 3. Il y aurait place pour vous et M. Mignet. Il ajoute : On vous portera demain un autre exemplaire que je prie M. Mignet d'accepter.

Thiers s'en réserve le compte-rendu, que, par exception, il signe de ses initiales. La sympathie ne lui enlève rien de sa clairvoyance.

Chaque pas dans l'étude de l'univers renforcera tous les jours la disposition à en admirer la beauté. Plus on l'étudiera, mieux on en pensera, et mieux ainsi on en espérera pour l'avenir de l'homme. Cette disposition a été celle de tous les grands esprits, C'est toujours le beau côté des choses qui les a frappés davantage.

C'est sous l'influence de cette disposition du temps que M. de Lamartine a écrit ses belles poésies. Elles contiennent un hymne perpétuel à la création et à son auteur. A un esprit juste, élevé, métaphysique, à une âme sensible et tendre, M. de Lamartine joint un goût passionné pour la nature et ses spectacles. Il a passé une partie de sa vie à les rechercher à travers les plus beaux pays de la terre, et à s'adresser les grandes questions sur les origines et la fin de l'homme, qu'ils inspirent toujours. Cette disposition rêveuse, mélancolique, est sincère chez lui, comme chez l'auteur de René, et il fallait pour cela que son talent fût vrai et profond. Nous sommes entourés de gens qui se disent mélancoliques ou passionnés pour la nature, en vivant au milieu du bruit des salons. On s'en aperçoit à leurs œuvres.

Thiers ajoute que Lamartine a de plus le don de l'harmonie, mais il lui reproche sa négligence : le poète ne va pas assez au fond de ses sujets. Au lieu de concentrer tout ce qu'il a à dire sur un seul objet, il le reprend vingt fois, il éparpille en vingt endroits des beautés qui, réunies dans le même morceau, auraient produit une pièce achevée. De sorte qu'il ne traite jamais un sujet complètement. Il n'a guère de points communs avec la nouvelle école. Sa langue reste pure, claire, facile, d'une harmonie ravissante et incomparable. Son vers est l'ancien vers, point défigurés ni brisés pour produire des effets singuliers. Ses images sont vraies, brillantes, inépuisables, sa pensée est d'une métaphysique juste et profonde. Dans l'ensemble, une poésie d'une richesse infinie, où la grâce se mêle partout à des beautés sévères, et surtout sublimes. En somme, M. de Lamartine est un grand poète lyrique, mais négligé. Est-ce l'effet du succès ? Alors ce serait impardonnable. **Il nous donnerait le courage d'être sévère un moment envers un talent pour lequel nous ressentons le plus grand attrait et la plus sincère admiration.**

Lamartine a connaissance de l'article au début de juillet, en son château de Saint-Point, et voici sa réponse :

J'ai vu enfin l'article du *National* où vous me traitez avec faveur et amitié, car vos reproches sont reproches d'ami.

Laissez-moi vous en remercier de bien bon cœur. Il m'a fait un vif plaisir. Je comprends et j'admets toutes les critiques d'exécution pourvu qu'on comprenne aussi le vrai sentiment poétique que peu de gens savent démêler sous les mots comme la mélodie sous les notes. Vous êtes de ce petit nombre qui aime la poésie malgré les vers, et pour qui on aime à en produire. J'espère vous contenter mieux dans l'avenir. Je ne me suis jamais senti plus inspiré. J'ignore si c'est une illusion de la jeunesse qui brille davantage au moment de se décolorer, ou si réellement j'entre dans ma virilité morale ; c'est possible, car je me suis moralement et physiquement développé très tard. Je voudrais qu'il en fût ainsi pour vous laisser dans quinze ans mon *Enéide* à présent que mes *Bucoliques* vont finir.

Il est heureux dans ce moment de douloureuse et infructueuse lutte de trouver entre les esprits élevés et sincères ce terrain neutre de la poésie pour s'aimer et se le dire. Je jouis avec vous de cette mentalité amie, et je m'en félicite. Le moment ne viendra-t-il pas où nous nous rencontrerons dans une complète harmonie d'action et de pensées politiques ? Je le vois poindre, mais après bien des maux.

Adieu. Parlez de moi à M. Mignet, et croyez à des sentiments profondément sentis d'affection et d'admiration en dehors de nos doctrines diverses.

Une rencontre ne pouvait qu'être agréable à l'un et à l'autre. Un ami commun, Auguste Bernard, la leur ménage, et les réunit à dîner au restaurant Véry, au Palais-Royal. Au sortir de l'entrevue, Lamartine trace ce portrait pris sur le vif :

Je vis un petit homme taillé en force par la nature, dispos, d'aplomb sur tous ses membres comme s'il eût été toujours prêt à l'action, la tête bien en équilibre sur le cou, le front pétri d'aptitudes diverses, les yeux doux, la bouche ferme, le sourire fin, la main courte, mais bien tendue et bien ouverte, comme ceux qui, selon l'expression plébéienne, ont le cœur sur la main.

L'esprit était comme le corps, d'aplomb sur toutes ses faces, robuste, dispos. Peut-être, comme un homme du Midi, avait-il un sentiment trop en saillie de ses forces. Il parlait le premier, il parlait le dernier, il écoutait peu les répliques ; mais il parlait avec une justesse, une audace, une fécondité d'idées qui lui faisaient pardonner la volubilité de ses lèvres. C'étaient l'esprit et le cœur qui causaient...

Il jugea sans haine, mais avec une sévérité tempérée seulement par égards pour moi, la situation de Charles X et celle du duc d'Orléans, dont il me montrait de la main les fenêtres, de l'autre côté du jardin...

Il y avait assez de salpêtre dans cette nature pour faire sauter dix gouvernements. Ce qui me frappa surtout, et oserai-je le dire, ce qui me convainquit de l'immense

supériorité de ce jeune homme sur toutes les médiocrités de l'opposition aux Bourbons, c'est le mépris de son propre parti, vertu de vieillesse, à laquelle on arrive ordinairement avec les années, mais qu'il professait hautement, avant l'âge, par la seule justesse et la seule fierté de son esprit.

Je sortis plus convaincu que jamais de la perte de la Restauration, puisque la Providence lui avait suscité un tel ennemi ; mais je sortis en même temps charmé d'avoir rencontré un ennemi digne d'être combattu, un esprit brave et résolu dans une légion d'hommes de parti médiocres.

Et en vérité le *National* menait vigoureusement la campagne contre le gouvernement de Charles X. Thiers se trompe-t-il dans ses pronostics ? Il ne s'en embarrasse pas : après avoir fortement blâmé l'expédition d'Alger, il en est quitte, le jour où elle réussit, pour écrire deux savants articles sur la colonisation de l'Algérie. Semés dans le journal comme des voltigeurs en ordre dispersé, des échos visent les personnes et les lardent de traits ironiques. La mère de Corbière vient-elle à mourir ? Voici l'écho que l'événement suscite : *Effrayée de la fortune rapide et inexplicable de son fils, cette respectable et modeste femme s'écria en apprenant sa nomination au ministère : Pierre ministre ! Ah, mon Dieu, la révolution n'est donc pas finie ?* Et c'est de la Restauration que Corbière est ministre !

Des articles massifs assènent des coups plus rudes, et les redoublent pour mieux enfoncer le clou dans la tête des lecteurs. *Ne déclamez pas, ne criez pas que nous sommes des révolutionnaires, car nous le sommes moins que vous : nous comprenons, nous aimons le présent, que vous ne comprenez et n'aimez pas ; ce qui nous permet à nous d'être frais et clairs, et vous oblige, vous, d'être faux et obscurs.* Avec quelle vigueur le *National* relève chaque atteinte aux lois commise par le gouvernement ! Mignet aussi bien que Thiers précise la doctrine : *La Charte n'est pas octroyée, elle est conquise ; elle n'est pas le don de la royauté, elle est le prix d'une révolution ; elle n'est point le résultat d'un droit antérieur, elle est le fondement de tous les droits.* La prérogative royale est âprement discutée. Lorsque le *National* pousse ouvertement au changement de dynastie, la *Quotidienne* s'écrie : *La France n'est pas révolutionnaire !* La riposte la cingle du tac au tac : *Nous ne le sommes pas non plus. Un changement de dynastie n'est pas une révolution ; et l'Angleterre était si peu révolutionnaire en 1688 qu'elle mit sur le trône le plus proche parent de Jacques II.* Cette phrase soulève un scandale énorme.

Alors Thiers insiste. Il compare la monarchie représentative en France et en Angleterre : si dans l'une des deux contrées les Chambres désignent les ministres au choix du roi, il doit en être de même dans l'autre. Il sait bien que jamais Charles X n'y consentirait. C'est ce qu'il appelle enfermer le roi dans la Charte, pour l'obliger à sauter par la fenêtre. Il revient sur cette proposition que ni lui, ni ses amis ne sont révolutionnaires ; il voit poindre la révolution : il en rejette d'avance la responsabilité sur ses adversaires. *Une révolution est une chose si terrible, quoique si grande, qu'il vaut la peine de se demander si le Ciel nous en destine une.* Examinant sérieusement la chose, nous nous sommes dit qu'il n'y a plus de Bastilles à prendre, plus de trois ordres à confondre, plus de nuit du 4 août à faire, plus rien qu'une Charte à exécuter avec franchise et des ministres à renverser en vertu de cette Charte. Ce n'est pas là sans doute une

besogne bien facile, mais enfin elle n'a rien de sanglant, elle est toute légale, et bien aveugles, bien coupables, seraient ceux qui lui donneraient les caractères sinistres qu'elle n'a pas aujourd'hui. La légalité ! Thiers la défend, veille à son intégrité, et c'est le gouvernement royal qui lui octroie des vacances, c'est lui qui prépare le coup d'Etat.

N'est-ce pas *cum grano salis* que le National publie le 24 juillet, en tête de ses échos : M. le prince de Talleyrand a eu l'honneur, hier au soir, de faire sa cour au roi ? Au fond de soi, Thiers prévoit si sûrement les événements qu'il juge à propos, dès le mois de juin 1830, de faire le point de ses ressources personnelles.

Le 2 janvier précédent, la veille du jour où paraît le National pour la première fois, il règle définitivement sa situation vis-à-vis de Cauchois-Lemaire. La nouvelle législation de 1828 sur la presse a favorisé Thiers dans l'exécution de leurs contrats antérieurs. Cauchois-Lemaire aurait désiré récupérer quelques-uns des avantages que lui avaient fait perdre des circonstances fâcheuses et une brusque transaction. Cette fois, Thiers lui vend l'action de Cotta, lequel en percevra les revenus, sauf à verser au nouvel acquéreur 3.000 francs par an sur les produits de cette action, quels qu'ils soient. A ces conditions, Cauchois-Lemaire donne à Thiers un quitus complet de tous leurs comptes antérieurs. Au 10 juin, Thiers, agissant en qualité de fondé de pouvoirs de Cotta, accorde à Cauchois-Lemaire, outre sa part fixe, une part variable suivant le produit de l'action.

Ainsi Thiers peut-il, ce même 10 juin 1830, annoncer à Séverin Benoît : Je me trouve après dix ans de travail et après avoir gagné énormément, avec rien du tout. La plus grande partie de ce que je possède est prêtée sans beaucoup de certitude de retour. Je me suis ravisé cette année pour la première fois, et j'ai fait un plan à moitié réalisé. J'ai vendu tous mes intérêts, je forme un capital. Je vais placer 25.000 francs à peu près ; il m'est dû 18.000 ou 20.000 francs prêtés ; j'en recouvrerai 12 à 15. Mon avoir sera de 37.000 ou 40.000 francs ; je vais le placer à un intérêt composé, et au jour de la tyrannie, jour infaillible mais assez proche de la délivrance, je m'enfoncerai dans l'étude et je mangerai mon capital. Voilà mon calcul que je te prie de garder pour toi seul. Le système de prêt et de dissipation doit donc finir ; je deviens avare.

IX

LA RÉVOLUTION DE JUILLET 1830

Thiers a fait relier pour son usage personnel une collection du *National*. Le numéro du 26 juillet 1830 y apparaît exactement semblable aux précédents. Le suivant, au contraire, porte les dates des 26, 27, 28, 30 et 31 juillet. En tête, ce chapeau : Par suite des violences du dernier gouvernement, nos communications avec les départements ont été interrompues, et les numéros que nous avons publiés en dépit des ordonnances du 25 juillet, et distribués gratis dans Paris au nombre de sept ou huit mille exemplaires chaque, manquent à la collection de la plupart de nos abonnés. Pour satisfaire à leurs justes réclamations et les mettre à même de juger, aussi bien qu'il se peut, des mouvements des trois journées qui ont été décisives dans Paris, nous reproduisons dans un même numéro tous les documents et articles qui nous paraissent conserver de l'intérêt. Nous aurons soin d'indiquer le motif et la place des suppressions. Suit un supplément au numéro du 26, et le résumé annoncé pour chacun des numéros suivants. Ce numéro collectif est ponctué à la fin du texte par une vignette représentant un coq sur un clairon ; les trois quarts de la dernière colonne restent en blanc.

Le numéro du 27 juillet, sur quatre pages, contient la protestation des journalistes et le texte des fameuses ordonnances. Puis vient un numéro de fortune, également daté du 27, une feuille composée sur le recto seulement, relatant la perquisition dans les bureaux du journal, et donnant trois articles aux titres significatifs : *Les violeurs des lois*, *Hypocrisie* et *Etat de la capitale*. Le journal n'a pas paru le 28 juillet. Celui du 29 offre le même aspect que le précédent ; il contient un appel aux Parisiens, une proclamation de Lafayette, la protestation des députés, une apologie du peuple de Paris, l'annonce de la constitution d'une commission constitutionnelle et municipale de cinq membres, et des échos.

Puis quatre papillons :

Le roi Charles X ne se croit pas encore vaincu.

Par ordonnance royale en date de ce matin, il a mis le duc d'Orléans hors la loi pour avoir pris le parti du peuple, et il ordonne à tous ceux qu'il ose encore appeler ses sujets de courir sus.

Il n'y a pas de point final. Le deuxième est ainsi conçu :

LE DUC DE CHARTRES MARCHE AU SECOURS DE
PARIS AVEC SES RÉGIMENTS.

On va former à Paris une légion, sous le titre de *Légion de la jeune France*. Tous les jeunes gens doivent se réunir, à midi, sur la place des Italiens, où on travaillera à l'organiser.

Le troisième contient la proclamation bien connue du duc d'Orléans : *AUX HABITANTS DE PARIS* ; le quatrième la proclamation rédigée par Thiers, *Charles X ne peut plus rentrer dans Paris*... qui continue en recommandant aux Français le duc d'Orléans suivant une formule réservée aujourd'hui aux produits alimentaires ou pharmaceutiques que l'on désire faire adopter par le public.

Le numéro du *National* du 31 n'est toujours composé que d'une feuille, imprimée au recto seulement. L'article de tête commence par ces mots qui donnent le ton : *La maison de Bourbon est pour la deuxième fois exclue du trône*. Vient ensuite le texte voté par la Chambre, proclamant le duc d'Orléans lieutenant-général du royaume, puis la liste des ministres nommés par le gouvernement provisoire, le rétablissement de la garde nationale, et une rectification d'un député, Audry de Puyraveau, dont on avait omis de citer le nom parmi les membres de la commission municipale.

Les numéros des 1er et 2 août ont repris sur quatre pages la physionomie habituelle du journal. Celui du 3 août s'en différencie par une vignette placée au-dessus du titre : deux drapeaux tricolores entrecroisés et coloriés.

En ces quelques feuilles de papier tient toute une révolution. Numéros de journal, minuscules papillons noircis de quelques lignes d'impression, volèrent de mains en mains par milliers, annonçant les événements au fur et à mesure qu'ils se produisaient, et les influençant. Une foule avide de les lire les dévorait : ils ont été de l'action, une dynastie qui s'effondre, des heurts d'ambitions et d'intérêts, des hommes qui s'entretuent, une nouvelle dynastie qui monte sur le trône, et sinon le bonheur pour tout le monde ; au moins la fortune pour quelques-uns. Aujourd'hui, soigneusement reliés, ils dorment sagement sur un rayon, dans le calme d'une bibliothèque.

Que s'est-il passé ?

Le dimanche 25 juillet, dans le plus grand secret, Charles X et ses ministres ont décidé le coup d'Etat : la promulgation des ordonnances qui violent la Charte. A la fin de la journée, M. de Chantelauze, ministre de la Justice, convoque à son hôtel M. Sauvo, rédacteur du *Moniteur*, et, en présence de M. de Montbel, lui remet le texte du Rapport au Roi et des cinq ordonnances. M. Sauvo le parcourt. L'émotion le gagne. *Eh bien ?* demande M. de Montbel. — *Dieu sauve le roi et la France !* répond M. Sauvo. — *Nous l'espérons bien ! — Messieurs, j'ai cinquante-sept ans, j'ai vu toutes les journées de la Révolution, et je me retire avec une profonde terreur.* Il salue, et sort.

Le lendemain, le *Moniteur* paraît un peu plus tard que de coutume. Il publie ces actes qui suppriment la liberté de la presse, mettent la publication des journaux et de tous les imprimés de moins de vingt feuilles d'impression à la merci du gouvernement, réduisent la Chambre des Députés de près de moitié, excluent la masse des patentés des listes électorales où ne subsiste qu'un petit nombre de propriétaires fonciers, et enlèvent aux deux Chambres le droit d'amendement direct.

L'effet dans Paris est assez long à se produire : tout le monde ne lit pas le *Moniteur*. Les premiers informés, députés et journalistes de l'opposition, se cherchent. Quelques-uns vont demander une consultation juridique à Dupin aîné,

qui se dérobe. Chez Laffitte, porte close : le banquier est à sa terre de Breteuil, dans l'Eure. Plusieurs se rejoignent chez Casimir Périer, hésitent sur la résolution à prendre, et finalement, en l'absence de la Chambre, opinent pour que les députés de Paris prennent l'initiative d'une manifestation. Alexandre de Laborde, seul député de Paris présent, y consent, et va s'occuper de réunir chez lui ses collègues de la capitale.

La campagne menée par le *National* depuis sa fondation l'a mis au premier plan de l'opposition. Il dispose de vastes salons, dans une situation centrale. Les rédacteurs des diverses feuilles d'opposition y accourent, en quête de nouvelles.

Au sortir de chez Casimir Périer, Alexandre de Laborde et son collègue Bérard entrent dans les bureaux du *National*. On les acclame. On confère à Laborde la présidence de la réunion. On décide de protester contre les ordonnances. Les timides ne veulent pas d'une protestation collective. **Il faut laisser à chacun sa liberté**, disent-ils.

Thiers, qui va faire preuve de netteté et de vigueur dans la décision, de justesse dans le coup d'œil et jouer un rôle prépondérant, répond vivement :

— Alors les uns iront plus loin que les autres. On se trouvera divisés tout d'abord, et le gouvernement pourra choisir, pour frapper, ceux dont il redoutera le plus l'influence. Les journaux épargnés pourront se refroidir. Au lieu que tous les organes de la presse indépendante, en s'unissant en une seule protestation, forceront le gouvernement de les attaquer tous à la fois. La presse ne se divisant pas dans ses actes, le public ne se divisera pas dans ses opinions. L'unanimité peut seule assurer le succès de notre résistance.

Bérard soutient la même opinion. A de nouvelles objections, Thiers réplique : **Des articles, quelque nombreux qu'ils soient, quand leur origine est diverse et leur ton différent, ne sont que des articles et ne constituent pas un acte, tandis qu'une seule protestation faite au nom de tous, signée de tous, constitue un acte positif de résistance et une véritable insurrection légale.**

Il l'emporte. On confie la rédaction de la protestation collective à une commission de trois membres : Thiers, Cauchois-Lemaire, Chatelain. Les deux derniers passent la plume à leur confrère, qui rédige seul le texte où il introduit l'idée essentielle : **Les écrivains des journaux, appelés les premiers à obéir, doivent donner l'exemple de la résistance.**

Pendant qu'il s'y emploie, voici des nouvelles : le peuple ne bouge pas, mais au Palais-Royal, des jeunes gens que hante le souvenir de Camille Desmoulins montent sur des chaises, lisent à haute voix le *Moniteur*, et les passants qui les ont écoutés vont porter dans tous les quartiers la nouvelle du coup d'État.

Le texte de la protestation établi, on le discute, pour l'adopter sans modification.

Nouvelle discussion : signera-t-on individuellement ? Ou mentionnera-t-on simplement une signature collective ? Les apeurés penchent pour la seconde solution. Thiers, soutenu par Charles de Rémusat, Carrel et Mignet, préconise énergiquement la première.

— Quelques-uns des journaux au nom desquels nous ferons la protestation peuvent ne pas oser la publier. Cet inconvénient disparaît si elle est signée par les principaux rédacteurs de chaque journal. Il suffit alors qu'un seul l'imprime pour qu'elle produise tout son effet. Dans un acte aussi grave, ce ne sont pas les gérants seuls qui doivent être compromis : il faut que tous les écrivains résistent

de leur personne, par leur signature. Il faut des noms au bas. Il faut des têtes au bas.

Laffitte, dans ses *Souvenirs*, dénonce la timidité, à son goût, de cette attitude. Lui seul, prétend-il, est capable quelque temps d'une certaine vigueur : Thiers manque d'audace, Laborde est un esprit léger, Mauguin un ambitieux actif, Schonen un caractère exalté, Barthe et Mérilhou des avocats avides de popularité et d'argent ; et il se borne à mentionner l'austérité de principes et de mœurs de Labbey de Pompières et d'Audry de Puyraveau.

Entraînés par Thiers qui signe le premier, quarante écrivains l'imitent, représentant le *National*, le *Globe*, le *Constitutionnel*, le *Courrier français*, le *Temps*, le *Commerce*, le *Journal de Paris*, la *Tribune*, le *Courrier des Electeurs*, le *Figaro*, le *Sylphe*.

Pendant qu'Alexandre de Laborde s'efforce de réunir chez lui le plus possible de députés, les journalistes se rendent dans les divers quartiers de Paris, où peu à peu monte le grondement de colère du peuple.

Au *National*, une réunion d'électeurs suit celle des journalistes. Successivement Treilhard et Mérilhou la président. On y discute du refus de l'impôt et du rétablissement de la garde nationale. Casimir Périer, dit Laffitte, **vient donner des conseils dictés par la peur et ce sentiment de conservation propre aux hommes que les affaires ont attiédés**. Le baron de Schonen, député, ancien membre de la Haute Vente, conseiller à la Cour royale de Paris, interrompt la discussion :

— Il n'est plus question de discuter, mais d'agir ! Il faut traduire en actes les principes que nous avons proclamés ! Nous devons opposer la violence à la violence, et repousser la force par la force !

— Je ne demanderais pas mieux, répond Thiers, mais on ne s'insurge pas avec rien. Qu'avez-vous pour vous soutenir ? Le peuple ne remue pas. Que ferez-vous contre des canons et des troupes réglées ?

Rémusat l'appuie. Mais Schonen insiste, et l'emporte. On décide l'appel au peuple et le refus de l'impôt. A la Bourse, l'émotion est considérable.

Le soir, à huit heures, à la réunion trop peu nombreuse de députés chez Laborde, Bérard ne réussit pas à imposer le principe d'une protestation. A cette même heure, un groupe de manifestants sort du Palais-Royal, court au ministère des Affaires Etrangères, et aux cris de **Vive la Charte ! A bas Polignac !** assaille à coups de pierres la voiture du ministre qui rentrait.

Le lendemain matin, mardi 27 juillet, seuls le *National* et le *Temps* publient la protestation des journalistes. La foule, massée devant leurs bureaux, s'arrache les feuilles qu'on lui jette par milliers.

A neuf heures, la gendarmerie à pied et à cheval occupe la place des Italiens. Des patrouilles parcourent la rue Neuve-Saint-Marc et les rues adjacentes. A onze heures, les commissaires Colin, ceint de son écharpe bleue, et Béraud, des Délégations judiciaires, signifient l'ordre qu'ils ont reçu du préfet de Police Mangin de saisir les presses. Assistés d'officiers de paix et de gendarmes, ils pénètrent dans les bureaux. Thiers, Mignet, Carrel, Gauja, et Hingray, l'imprimeur du journal, leur opposent un jugement de M. de Belleyme, président du tribunal civil de la Seine, qui ne reconnaît pas l'ordonnance du 25 obligatoire, de ce fait qu'elle n'a pas paru au *Bulletin des Lois*. Un huissier dresse un constat.

Les commissaires procèdent à une perquisition minutieuse. Ils ne découvrent pas un seul exemplaire du numéro du jour : il n'en reste plus ; tout fut distribué en moins d'une heure. Comme on refuse de leur ouvrir la porte du local où sont les presses, ils requièrent un serrurier. Les journalistes entourent cet homme et l'objurguent : **Vous allez commettre un crime. Vous êtes du quartier, on vous connaît : vous perdez votre industrie.**

L'homme hésite, et finit par céder aux injonctions des commissaires. Mais il ne réussit pas à crocheter la porte ; alors il l'enfonce. Puis il démonte les deux presses et en enlève les pièces les plus importantes, le balancier et le régulateur, garnis de leurs boutons et de leurs vis, que les commissaires emportent. Ils se retirent en exprimant le regret de n'avoir pas rencontré une plus grande disposition à l'obéissance. L'article qui rend compte de l'incident se plaît à reconnaître qu'ils ont adouci par les formes l'odieuse de leur mission. Ses amis avaient eu toutes les peines du monde à empêcher Paulin de tuer un gendarme : il risquait sa vie, mais il entraînait sûrement le peuple. Quant au secrétaire du commissaire de police, il s'attardait derrière son chef, et, en *a parte*, indiquait aux journalistes les **moyens de rendre inefficaces les mesures illégales auxquelles il avait reçu lui-même l'ordre de concourir.**

L'un des principaux rédacteurs, Chevalon, futur député de 1848, quitte les bureaux pour retrouver Théophile Thoré et une bande de bohèmes, républicains et romantiques, qui ne respectent ni religion, ni roi, ni aristocratie, et avec lesquels il gardait habituellement le contact. **Eh bien ! C'est le moment ! Nous allons faire la République ! — Naturellement ! — Le père Lafayette... — Bon ! — C'est convenu !** La bande se met en mouvement. Elle participera brillamment à la prise des casernes de la rue de Babylone et de la rue de Tournon.

Dans Paris, les imprimeries, les ateliers se ferment, et les ouvriers se répandent dans les rues. Chacun sort de chez soi pour aller aux nouvelles. La police ferme les cafés et les cabinets de lecture. Les magasins riches s'entrouvrent à peine. Le jardin et les couloirs du Palais-Royal évacués, on ferme les grilles. De même aux Tuileries. La gendarmerie, la garde royale, la ligne, occupent tous les emplacements où risque de se former un attroupement. Lorsque le sang commence à couler, les **infâmes journaux salariés** s'écrient : **Vous l'avez voulu !** Les autres ripostent : **Non, nous ne l'avons pas voulu, mais malheur à qui a pris cette épouvantable responsabilité sur sa tête !**

Après avoir assuré la publication d'un numéro de fortune, Thiers se met à la tête d'une députation de jeunes gens délégués par leurs camarades de la bande Chevalon, composée de Michel Chevalier et Hippolyte Bonnelier. Il les mène chez Casimir Périer, où se terminait une réunion de députés dont Villemain venait de dire : **Je n'ai jamais vu tant de réunis !**

Au moment où Périer reconduit sur le palier Guizot, le duc de Broglie et Audry de Puyraveau, Thiers se présente avec sa délégation qui, très excitée, réclame une prompt action et des chefs. Guizot et Périer prêchent le calme. **Pourquoi vous presser ? Attendez le 3 août. — Avec vous, messieurs, ou sans vous ?** dit Bonnelier. — **Mais, malheureux jeune homme,** réplique vivement Guizot qui ne songe encore qu'à une résistance légale, **où voulez-vous nous mener ? — A l'insurrection !** dit Michel Chevalier.

De là, Thiers se rend à une autre réunion chez Cadet de Gassicourt, rue Saint-Honoré. On délibère au bruit de la fusillade. Il discute avec Cauchois-Lemaire, Chevalier, Bastide, Dupont, les moyens de régulariser la résistance. Il insiste

pour le retour aux formes légales. En fin de compte, on ne décide rien, qu'une autre réunion pour le lendemain.

Pendant ce temps, le procureur du roi, Billot, porte lui-même à la préfecture de Police quarante-deux mandats d'amener délivrés sur son réquisitoire par un juge d'instruction du tribunal de la Seine, contre les quarante-et-un signataires de la protestation des journalistes, et contre l'imprimeur du *National*. Il se fait tard. Le chef de bureau chargé par le préfet de faire opérer les arrestations objecte qu'il n'a pas les adresses des prévenus, et déclare ne pouvoir procéder que le lendemain à la première heure.

Royer-Collard, informé de la manœuvre qui se prépare à la préfecture de Police, en donne avis à Thiers, qui prévient Chambolle et l'engage à pourvoir à sa sûreté ; il lui annonce que pour se soustraire à une arrestation en attendant le moment d'agir à nouveau, Mignet et lui profitent de l'offre d'un asile dans la vallée de Montmorency. Carrel, ancien officier, persuadé que le peuple ne pourra résister à des troupes régulières, s'éloigne momentanément de son côté. Avant de partir et afin d'échapper aux poursuites, Thiers a proposé à ses corédacteurs de supprimer l'original de la protestation, et, partant, le corps du délit ; ils ont refusé, pour ne pas laisser à découvert les gérants responsables

C'est Mme de Courchamp, sœur d'un collaborateur du *National*, Ernest Becquet, dont un second frère, Etienne, collabore aux *Débats*, qui a offert l'hospitalité à Thiers et à son ami. Lestés de quelques louis, ils se réfugient chez elle, non pas dans la vallée de Montmorency, comme Thiers l'a dit à Chambolle, mais à Bessancourt. Un domestique les tiendra au courant des événements.

Pierre Lebrun s'inquiète de leur sort. Il écrit à sa femme : [Nous avons tant de connaissances et peut-être d'amis engagés dans cette lutte ! Je crains pour quelques JOURNALISTES, qui, heureusement, se sont mis hors de toute atteinte. Comme ils se sont mis en avant avec grand courage, il serait possible que ceux qui ont la force cherchent à s'emparer d'eux.](#) Le tocsin sonne, la fusillade crépite dans les rues, sur les boulevards, à l'Hôtel de Ville, ponctuée par les coups sourds du canon. Les événements de cette journée du 28 rendront toute arrestation impossible ; elle est décisive. Lafayette est revenu à Paris la veille au soir, Laffitte dans la nuit.

Aussitôt sûrs de ne plus risquer d'arrestation, Thiers et Mignet regagnent Paris au petit matin. Ils ne peuvent rentrer par la porte Saint-Denis et contournent les boulevards extérieurs jusqu'aux Batignolles. Ils trouvent au National Cavaignac, Paulin, Bastide, Thomas et Jaubert. Le journal n'a pas paru le 28 : un numéro de fortune paraît le 29 : les deux amis donnent alors le coup de pouce qui fera monter le duc d'Orléans sur le trône.

Ils ont remarqué, rue de Richelieu, que tous les boutiquiers fournisseurs du roi, du duc ou de la duchesse d'Angoulême, de la duchesse de Berry, ont enlevé leurs enseignes ; au contraire, ceux qui ont arboré l'écusson du duc d'Orléans l'ont maintenu. [Songeraient-ils par hasard au duc d'Orléans ?](#) dit Thiers.

Tous deux entrent chez le général Sébastiani, confident du duc. Ils l'entretiennent de la possibilité de la candidature d'Orléans. Sébastiani ne se compromet pas : [Le mouvement insurrectionnel est encore trop récent pour qu'on puisse lui assigner un but. Le duc d'Orléans ne m'a jamais entretenu de pareil dessein, et ne m'a autorisé à rien.](#)

Audry de Puyraveau, passant rue d'Artois pour se rendre à la réunion des députés convoqués chez Laffitte, rencontre Mignet entouré d'un groupe nombreux auquel il annonce pour en calmer les appréhensions : **Soyez tranquilles mes amis, ce soir vous aurez le duc d'Orléans pour roi.**

A cette réunion chez Laffitte, Lafayette signifie le plus naturellement du monde que les citoyens l'ont proclamé commandant en chef de la garde nationale, ce qui est sans doute exact, mais n'enchanté pas tout le monde. Et déjà l'on cherche un pouvoir compensateur à lui opposer, car le caractère républicain que prend l'insurrection épouvante et déconcerte des hommes fort peu désireux de recommencer la République. **La République ? Mais vous l'avez,** s'écrie Thiers en entrant. **Elle déborde de tous côtés. Vous n'y échapperez pas. Il n'y a que le duc d'Orléans qui pourrait peut-être vous tirer de là. — Mais que pense-t-il ? Que veut-il ? Il ne remue pas. Il ne donne pas signe de vie. — Qu'importe ! Engagez-le sans le consulter. Il n'en sera que plus fort ensuite pour agir.**

Une sorte de gouvernement provisoire s'institue, une commission constitutionnelle et municipale de six membres : Laffitte, Casimir Périer, le comte de Lobau, le baron de Schonen, Audry de Puyraveau et Mauguin. Elle délègue le baron Louis comme commissaire provisoire aux Finances, le comte Alexandre de Laborde comme préfet provisoire de la Seine, Bavoux comme préfet provisoire de la Police, Chardel comme directeur provisoire des Postes. Cela au bruit de la foule tumultueuse qui envahit les autres salles de l'hôtel Laffitte, devenu le quartier général de la révolution.

Une page à peu près blanche du Moniteur paraît, lançant la nouvelle que la garde nationale est maîtresse de Paris sur tous les points. Le National annonce qu'il n'y a plus de garde royale à Paris ; les grenadiers à cheval, les lanciers et les cuirassiers ont détalé à travers les Tuileries une fois le Louvre pris par le peuple, remonté les Champs-Élysées, passé l'Arc de Triomphe, et finalement s'arrêtent dans les allées du Bois de Boulogne.

Au moment où elles fuyaient des Tuileries aux Champs-Élysées, une fenêtre s'ouvre lentement à l'hôtel qui fait l'angle de la rue de Rivoli et de la rue Saint-Florentin. **Oh, mon Dieu ! Que faites-vous, Monsieur Keiser ! Vous allez faire piller l'hôtel !** dit la voix de bois du prince de Talleyrand. — **Ne craignez rien, Monseigneur, les troupes battent en retraite, et le peuple ne songe qu'à les poursuivre. — Vraiment !** Le prince de Talleyrand considère attentivement la pendule : **Mettez en note que le 28 juillet 1830, à midi cinq minutes, la branche aînée des Bourbons a cessé de régner en France.** Et il fait enlever au-dessus de la porte cochère de son hôtel l'inscription en grandes lettres d'or : **HÔTEL TALLEYRAND.** A six heures, le duc de Broglie, passant rue de Rivoli, aperçoit Talleyrand à la fenêtre de son entresol. Il monte lui donner des nouvelles, et reste à dîner. Au dessert, l'ambassadeur d'Angleterre, sir Charles Stuart, entre. Au point où on en est, ils ne se gênent pas et **ce qu'ils se dirent sur ce qui ne pouvait guère manquer d'arriver n'était pas, à coup sûr, de gens qui s'en parlaient pour la première fois.** C'est, pour le duc, un trait de lumière sur les dessous de cette révolution.

Plusieurs régiments de ligne suivent le mouvement, d'autres passent au parti de la révolution. **Les défenseurs des criminelles ordonnances,** dit le *National*, comptent faire appel aux régiments de province, mais on n'a rien à craindre : les départements suivent l'impulsion donnée par la capitale. Suit la proclamation des députés, d'ailleurs infiniment pâle à côté de celle des journalistes, puis une apologie enthousiaste pour le peuple de Paris, et, en l'honneur de l'École

polytechnique, une mention particulière qui finit ainsi : *Ses uniformes lui ont été d'un grand secours. Il faut prêcher les uniformes.*

Dans la soirée, une fois les députés partis, Thiers et Mignet s'entendent avec Laffitte. Ils décident de leur propre autorité : il faut travailler à faire aboutir rapidement la révolution à la monarchie, à confier cette monarchie à la seule branche de la Maison de Bourbon *dont les vertus et les principes libéraux inspirent de la confiance.* Dans ce but, il faut préparer les esprits. *Il faut rédiger tout de suite quelque chose là-dessus,* dit Laffitte.

Thiers passe dans le salon voisin, écrit rapidement quelques lignes, revient, et les tend à Mignet : *Tiens, mets-moi cela en français pour que ce puisse être imprimé sur-le-champ.* Pendant que Mignet met ces lignes au net : *Bien,* fait Laffitte, *mais il faudrait avoir toute la presse.* S'adressant à Larreguy : *Vous voilà, vous, pour le Journal du Commerce. — Oui, et je tâcherai bien d'insinuer quelque chose au Constitutionnel.* A Mignet : *Il faudrait avoir aussi le Courier. — Je m'en charge,* dit Thiers. *Je vais voir Chatelain. Il est dur un peu, mais je tâcherai de le trouver. Il ne serait même pas mauvais de mettre sur une grande quantité de proclamations ces mots : De l'imprimerie du gouvernement. Le peuple croira que la chose est faite.*

Mais la Maison d'Orléans acceptera-t-elle ? Thiers l'affirme. En pareille circonstance, il faut affirmer plus qu'on ne sait, parce que *la certitude amène des adhérents.* Il compte sur le courage personnel du prince, *et sur l'attrait invincible attaché toujours à la couronne, même la plus périlleuse.*

Le 30, dès six heures du matin, Thiers et Mignet font confectionner au *National* ces petits papillons dont par la suite Thiers fera soigneusement relier des échantillons avec la collection de son journal. Leur ami le libraire Paulin s'occupe de l'affichage dans Paris, et tout d'abord à la porte de l'hôtel Laffitte. On en distribue même à la main. Thiers, Mignet et Larreguy en distribuent eux-mêmes à la Bourse. Laffitte prétend qu'ils sont accueillis par des sifflets. Il est certain que leurs proclamations orléanistes déchaînent dès huit heures du matin une réaction républicaine.

La courte proclamation, dont Laffitte approuva la rédaction, est conçue avec autant d'habileté que d'audace. Charles X ne peut plus rentrer à Paris : il a fait couler le sang du peuple. La république entraînerait d'affreuses divisions et la brouille avec l'Europe. Le duc d'Orléans est dévoué à la cause de la Révolution. Le duc d'Orléans ne s'est jamais battu contre le peuple. Le duc d'Orléans était à Jemmapes. Le duc d'Orléans est seul à pouvoir porter les trois couleurs. Et, devançant les faits : le duc d'Orléans s'est prononcé, il a accepté la Charte, il tiendra sa couronne du peuple français.

Pendant que Thiers s'occupe du lancement de ses proclamations, Béranger et Sébastiani arrivent chez Laffitte. Le premier cherche à persuader au second que la défaite de la branche aînée des Bourbons est irrémédiable ; d'où la nécessité de s'aboucher avec la cadette. Sébastiani comprend que les amis de la Maison d'Orléans ne doivent plus hésiter à la compromettre. D'autre part, on ne peut s'engager plus avant dans la voie où on est entré sans s'assurer du consentement du duc. La veille, Laffitte en a demandé des nouvelles par Oudard, secrétaire de la duchesse. Il reçut une réponse insignifiante et vague. *Je n'ai,* dit Béranger, *rencontré sur mon chemin que des gens qui prononcent le nom de votre prince ; ce nom est sur tous les murs ; il sera bientôt dans toutes les bouches ; savez-vous, du moins, où il se trouve ? — Hier,* répond Laffitte, *il*

n'avait pas encore quitté Neuilly, mais j'ignore complètement s'il y est resté. — Et vous ? demande Béranger à Sébastiani. — Je n'en sais pas plus que M. Laffitte. — Il faudra cependant savoir où l'envoyer chercher si on en a besoin !

On donne au jeune Edouard de Rigny, neveu du baron Louis, la mission d'aller à Neuilly. Thiers en a vent. Il revient à la hâte à l'hôtel Laffitte. Il se plaint vivement qu'on ne la lui ait pas confiée. Béranger répond : **Vous n'étiez pas là... mais allez aussi voir le prince.** Il faut non seulement s'assurer de sa présence, mais aussi de son consentement, pour être certain qu'il se montre digne de la couronne en venant partager les périls d'une révolution que l'on ne savait pas aussi accomplie qu'elle l'était en réalité.

Thiers a besoin d'une introduction : Sébastiani l'accrédite par sa signature sur un bout de papier ; Laffitte écrit sur un autre bout de papier : **Je prie M. le duc d'Orléans d'écouter en toute confiance M. Thiers et ce qu'il est chargé de lui dire de ma part.** Le général Pajol ajoute à ces viatiques des ordres pour les postes militaires¹.

Le prince de la Moskowa prête des chevaux. Thiers en enfourche un. Ary Scheffer, professeur de dessin des princesses d'Orléans, et Chaulin, officier de la garde nationale, l'accompagnent. Le temps, qui était beau le 28, est devenu lourd ; le ciel s'est couvert de nuages ; le thermomètre monte à 31 degrés. Il fait une chaleur accablante et une poussière étouffante. Les Champs-Élysées sont bloqués. A grand'peine, par les rues de Provence, Saint-Lazare, Clichy et les Batignolles, la mission traverse les postes militaires, qui objectent que la commission municipale n'a pas revêtu de son visa les ordres du général Pajol. Au parc de Neuilly, porte close. Thiers réussit à se la faire ouvrir. Le voici en présence de la duchesse d'Orléans. Il demande à voir le duc. Elle répond qu'il est parti. Thiers insiste : **Le moment est décisif. Il faut que l'on m'entende et que l'on s'explique d'une manière positive.**

Mais l'affirmation que renouvelle la duchesse est formelle, et ne laisse place à aucun doute. En effet, le matin même, le duc, craignant un coup de main parti de Saint-Cloud, se retira au Raincy. Cuvillier-Fleury emmena à Villiers les princes et princesses. Il ne reste à Neuilly que le petit duc de Montpensier, malade depuis deux jours, avec sa mère et Madame Adélaïde.

La duchesse se déclare prête à écouter M. Thiers. Elle rapportera ses paroles promptement et exactement au duc, dont la réponse ne tardera pas. La conversation s'engage, et tourne vite à la discussion. Dès les premiers mots, la duchesse interpelle Ary Scheffer : **Monsieur, comment avez-vous pu vous charger d'une semblable mission ? Que Monsieur l'ait osé, je le conçois : il ne nous connaît pas. Mais vous, qui avez été admis auprès de nous, qui avez pu nous apprécier... ah ! nous ne vous pardonnerons jamais cela !... Comment ! Vous avez pu penser que nous ferions passer dans notre Maison une couronne**

¹ La Bibliothèque nationale possède une note manuscrite de Thiers relatant sa visite à Neuilly. *La Chronique de Juillet 1830*, de L. Rozet, reproduit textuellement cette note : connexité expliquant que Rozet ait, fait habilement d'ailleurs, embrouillé les faits de manière à passer sous silence la fugue de Thiers et Mignet chez Mme de Courchamp. A le lire, on peut croire qu'ils ont passé à Paris la journée du 28. En réalité, ils n'ont pas assisté à la réunion chez Guizot ce matin-là. Ils ont quitté Paris dans la nuit du 27 au 28, ou le 28 à la première heure pour y revenir au petit matin le 29. On a accusé Thiers de lâcheté à cause de cette fugue, justifiée d'ailleurs. On n'a rien dit de pareil pour Mignet, pour Chambolle, et pour Carrel, dont la conduite fut identique à la sienne.

arrachée à un vieillard qui s'est toujours montré parent fidèle et ami généreux ?... Jamais !

Madame Adélaïde a, comme sa belle-sœur, de grands scrupules, et la terreur de ce qui se passe à Paris, mais elle est plus diplomate, et s'écrie : **Qu'on fasse de lui un président, un garde national, tout ce qu'on voudra, mais qu'on n'en fasse pas un émigré !** Il y a moyen de s'entendre. Elle continue :

La famille d'Orléans partage tous les sentiments des Parisiens ; elle n'a cessé d'être avec eux dans l'opposition ; elle associe tous ses vœux aux leurs, mais il faut prendre garde, en hâtant trop le changement de dynastie, de donner à la révolution le caractère d'une révolution de palais. L'Europe est capable de s'y tromper, et de croire qu'une intrigue du duc d'Orléans a renversé Charles X, tandis que c'est la conscience publique qui l'a renversé. Si à tous les dangers que peuvent faire courir encore à la cause libérale les troupes de Charles X et la Vendée, vient se joindre l'Europe, la cause de la liberté serait perdue.

— Permettez-moi, Madame, de vous faire mieux apprécier la position de la France. Nous voulons la monarchie représentative. Il nous faut une dynastie nouvelle, qui nous doive la couronne, et qui, nous la devant, se résigne au rôle que le système représentatif lui assigne. Tout le monde saura bien que vous n'avez pas recherché la couronne, car elle est assez périlleuse aujourd'hui pour qu'on ne l'ambitionne pas. Mais prenez-y garde : tous les esprits sont loin de se renfermer dans les mêmes bornes. Il y en a qui s'accommoderaient encore de Henri V pour s'épargner les difficultés d'un changement de dynastie. Il y en a d'autres qui, fidèles au souvenir de Napoléon, songent au duc de Reichstadt. D'autres enfin iraient droit à la république. Il y a table rase. Tout est possible dans ce moment, il faut se hâter. Il existe en faveur du duc d'Orléans plus de convenances politiques que pour aucun autre. Cependant il peut perdre tous ses avantages en un jour, et les plus prompts seront aujourd'hui les plus habiles : les trônes sont au premier occupant. Quant à l'Europe, ce serait se tromper étrangement que de croire qu'elle sera aliénée de nous par la royauté du duc d'Orléans. Bien au contraire, elle nous sera favorable et ne viendra pas joindre ses armées à celles de Charles X, si elle croit que nous nous arrêtons à la monarchie, et que nous n'allons pas encore, comme des fous, tenter l'expérience d'une république. A toutes ces raisons politiques, permettez-moi d'en ajouter une dernière, et qui est décisive. Les trônes s'obtiennent au prix des victoires et des dangers. Guillaume III [d'Orange] était un grand homme. Il apportait l'ascendant de son nom et le secours d'une armée. Que le duc d'Orléans vienne aujourd'hui au milieu de Paris déclarer qu'il se rallie à la révolution, qu'il vient partager tous les dangers des Français, se mettre à leur tête, et il aura fait sa part dans la Révolution de Juillet. Il ne faut pas vous dissimuler qu'il y a

peut-être encore de grands dangers à braver, que Charles X est à Saint-Cloud et qu'il a encore des ressources. Mais il vous faut des périls. Ce seront là des titres à la couronne. Décidez-vous. Que le duc d'Orléans se décide. Il ne faut pas laisser flotter les destinées de la France.

Madame Adélaïde, touchée surtout de cette dernière considération, se lève : Si vous croyez que l'adhésion de notre famille puisse être utile à la révolution, nous la donnons volontiers. Une femme n'est rien dans une famille. On peut la compromettre. Je suis prête à me rendre à Paris. J'y deviendrai ce que Dieu voudra. J'y partagerai la destinée des Parisiens. J'exige une seule chose, c'est que M. Laffitte et le général Sébastiani viennent eux-mêmes me chercher.

Thiers se contente de cette première promesse : il suffit d'une personne de la famille, n'importe laquelle, pour la compromettre toute : Aujourd'hui, Madame, dit-il, vous placez la couronne dans votre Maison.

On convient d'écrire sur-le-champ au duc d'Orléans. Thiers transcrit en hâte les raisons qui doivent décider le prince. Et il repart immédiatement, après, toutefois, qu'une main quasi royale lui a offert un verre d'eau.

Il peut être midi ou une heure. Il éprouve autant de difficultés pour rentrer à Paris que pour en sortir. Il prend par le faubourg du Roule. Des groupes crient : Vive Napoléon II ! ou : Vive la République ! Laffitte et Sébastiani sont au Palais-Bourbon : il se hâte de leur communiquer le résultat de sa mission. L'important est gagné : la démarche de Madame Adélaïde engage la famille. On peut maintenant aller hardiment de l'avant, et affirmer que l'on décidera le duc d'Orléans à accepter la couronne. Et l'on répand le bruit qu'une personne de la famille va arriver, et que bientôt on l'aura tout entière.

Les députés ont siégé le matin à l'hôtel Laffitte, puis se sont transportés au Palais-Bourbon. Les partisans du duc d'Orléans doivent se livrer à un long travail pour les décider à lui conférer la lieutenance générale du royaume, car Rémusat vient de dire à Thiers : M. le duc de Broglie me charge de vous dire qu'on va bien vite ; il ne faut pas encore faire un roi ; ce serait assez de faire un lieutenant-général. D'aucuns voudraient lui adjuger sa couronne sur-le-champ. M. de Cormenin affirme qu'on n'a pas le droit de défaire un roi. Après beaucoup d'hésitations, voire de résistances, les députés, influencés par la nouvelle de l'acceptation donnée par les d'Orléans, décrètent la lieutenance générale.

Ce soir-là, Paris présente un aspect merveilleux. Partout des illuminations. Parmi les patrouilles, une foule en joie, des femmes, des enfants, circulent sur les débris de voitures, de branchages, de pavés amoncelés. Dans les cabarets, soldats et citoyens s'embrassent en pleurant les malheurs de la nuit du 28. Le jardin des Tuileries est rendu aux promeneurs.

Cependant les nouvelles du duc n'arrivent pas. Une inquiétude sourd. Quelques ambitieux craignent d'avoir été trop loin, et trouvent un prétexte pour s'esquiver.

A Neuilly, après le départ de Thiers, la duchesse d'Orléans a envoyé au Raincy son chevalier d'honneur, le comte de Montesquiou, pour déterminer le prince à revenir. Dupuis et Persil sont venus à Neuilly après Thiers, puis les frères Casimir et Germain Delavigne, deux petits bonshommes maigrichons, dont l'un, le poète, appartenant à la maison du duc, tenait à lui faire part au plus tôt de l'état des esprits, et de ce qu'il venait de voir. Etant sorti des bureaux du *National* avec Pierre Lebrun, il s'est mêlé à un rassemblement considérable où un assez grand

nombre de malveillants excitent de vives défiances contre le duc. L'opinion républicaine gagne du terrain. **Comment nous fier encore à un Bourbon ? — Comment ?** s'écrie Casimir Delavigne, **quelles garanties ? Monsieur, le duc d'Orléans est le fils d'un régicide !** On regarde avec étonnement le petit homme qui vient de parler en rougissant. **Un régicide !... oui, c'est une raison, cela.**

A Neuilly, Casimir Delavigne trouve la duchesse dans un état de trouble inexprimable. Il insiste inutilement pour voir le duc.

— Madame, il faut qu'il se décide sur-le-champ. S'il hésite, il perd la couronne ; on est encore en mesure de la lui proposer ce soir, il ne sera peut-être plus temps demain ; le peuple peut crier République ou Napoléon. Ces deux mots font beaucoup d'effet, et l'un et l'autre cri aurait beaucoup d'échos, surtout le dernier, auquel se rattachent tant et de si puissants souvenirs ; mais il amènerait peut-être une guerre civile, et très certainement la guerre étrangère. Le duc d'Orléans réunit plus d'intérêts et change peu de choses à l'ordre établi. Aussi les députés penchent pour lui, mais il faut craindre le peuple, et se décider sans nul retard. — Ah ! que nous conseillez-vous ! Il a mené jusqu'à présent une vie si pure, il a conservé intact un si vertueux caractère ! Vous voulez qu'il se souille d'une usurpation, qu'il s'empare de la couronne de son parent ! — Non, il ne la prend pas : elle est tombée, on la ramasse et on la lui offre. S'il ne l'accepte, la guerre civile est là, et la guerre étrangère. La France est République ou Empire, et vous, bannis pour jamais de cette France que vous aimez. Décidez-vous, décidez-le. Demain, ce soir, il ne sera peut-être plus temps, et peut-être le nom d'Orléans ne suffira-t-il plus à ce peuple travaillé par les agitateurs.

Alors il conte la scène de la place des Italiens, il hésite à répéter ce qu'il a dit. **Vous ne sauriez entendre ce que j'ai dit. — Vous avez dit qu'il avait aimé et servi jadis la République. — Oh ! Plus que cela. — Qu'il avait fomenté l'opposition sous le règne. — Bien plus que cela encore. — Vous avez parlé de son père ? — J'ai parlé de son père, oui, j'ai dit que le duc d'Orléans était le fils d'un régicide ! — Ah ! malheureux, malheureux que nous sommes !**

A dix heures du soir, dans un coin retiré du parc de Neuilly appelé les Poteaux, ronds, la duchesse et Madame Adélaïde rejoignent le duc, harassé de fatigue. Il avait rebroussé chemin après avoir quitté le Raincy, et ne repartit que sur l'insistance du comte de Montesquiou. Un messenger lui a remis un mot de Laffitte le pressant d'accourir à Paris à l'instant. Il a répondu : **Demain !** Mais à un messenger du duc, Talleyrand a répondu par ces trois mots sur un billet adressé à Madame Adélaïde : **Qu'il vienne.**

Madame Adélaïde a remis le billet au duc. Dominant sa fatigue et ses dernières hésitations, il se décide. Il dit adieu aux princesses. Madame Adélaïde fixe à sa boutonnière une cocarde tricolore qu'elle-même a confectionnée avec des rubans. Il se met en route pour Paris, en compagnie de son aide-de-camp le commandant de Berthois, du colonel Heymès, ancien aide-de-camp de Ney, et de Oudard. Il arrive vers le milieu de la nuit au Palais-Royal, avec sa cocarde tricolore et l'allure d'un bon bourgeois que nul ne remarque au passage. Il charge aussitôt les deux officiers d'annoncer son arrivée à Laffitte et à Lafayette.

Cette nuit-là, Thiers se rencontre avec lui pour la première fois : il a scrupuleusement suivi le conseil de Manuel, et s'est jusqu'à ce jour gardé de tout contact personnel.

La journée du 31 se passe à imposer le duc d'Orléans à la révolution. La veille, Charles de Rémusat, qui s'est improvisé aide-de-camp du commandant de la garde nationale, et parade costumé en officier d'Etat-Major, plumes flottantes au chapeau et sabre au côté, disait à Lafayette, pour le convaincre : **Il n'y a pas de milieu : la monarchie avec le duc d'Orléans, ou la République avec vous. Voulez-vous être président de la République ? — Non, certainement. — Eh bien ! Alors, vous devez nous aider à mettre le duc d'Orléans sur le trône.** Il y aide efficacement. Il le reçoit à l'Hôtel de Ville, l'entraîne sur le balcon, lui met en main un drapeau tricolore, et l'embrasse devant la foule qui cette fois salue le lieutenant-général d'acclamations enthousiastes.

Il reste cependant des récalcitrants, notamment la bande d'exaltés que Thiers a surveillée de près avec le désir manifeste de les conquérir. Il s'imagine sans doute que l'action personnelle du duc les influencera en sa faveur, et il prend sous son bonnet de faire savoir à Chevalon que le duc désire un entretien avec eux. Ils se sont rudement battus pendant les trois jours. Thiers leur donne rendez-vous dans les bureaux du *National*, où il prend la tête d'une délégation composée de Boinvilliers, Godefroy Cavaignac, Guinard, Bastide, Degousée, Joubert, Marchais, Clément Thomas, et Chevalon.

Il les conduit au Palais Royal, et, dans le tohu-bohu, les mène à la grande salle située entre les deux cours. Ils attendent longtemps et commencent à manifester leur impatience avec vivacité, quand le lieutenant-général entre, le sourire aux lèvres. Des flambeaux éclairent la scène. Le duc exprime poliment le plaisir qu'il éprouve à les recevoir, mais son regard les interroge sur le motif de leur visite. Ils s'étonnent à leur tour. Boinvilliers désigne l'auteur de l'invitation. Malgré son aplomb, Thiers témoigne de quelque embarras.

Néanmoins, la conversation s'engage sur un mode grave. Boinvilliers questionne sur les traités de 1815, sur l'hérédité de la pairie ; le duc répond de la façon la plus gracieuse, sans parvenir à convaincre ses auditeurs qu'une monarchie est le régime le plus opportun pour la France dans l'état actuel de l'Europe. Il parle des pages funestes de la Révolution, il leur oppose ses pages glorieuses et il montre aux murs deux tableaux représentant Jemmapes et Valmy. Comme il critiquait la Convention, Godefroy Cavaignac l'interrompt : **Monsieur, vous oubliez donc que mon père était de la Convention ? — Le mien aussi, Monsieur, et je n'ai jamais connu d'homme plus respectable. Il y a cependant des choses dont il faut garder le souvenir pour ne pas les imiter.**

Pour rompre les chiens, Thiers frappe sur l'épaule de Clément Thomas, et dit : **Monseigneur, n'est-ce pas que voilà un beau colonel ? — C'est vrai,** répond le duc. Mais on entend grommeler : **Qu'est-ce qu'il dit donc ? Nous prend-il pour un troupeau qui va se vendre ?** L'entrevue a duré une heure et demie. D'une voix caressante, le duc dit à ses visiteurs : **Vous reviendrez à moi, vous verrez.** Quelqu'un répond : **Jamais. Il ne faut pas prononcer ce mot !** En s'en allant, Bastide hausse les épaules : **Ce n'est qu'un deux-cent-vingt-et-un ! — Il n'est pas sincère,** dit Cavaignac. Et Thiers : **J'ai fait là une belle ambassade !**

Le dimanche 1er août, les églises rouvrent ; on célèbre le service divin. Il fait un temps superbe. La population inonde les rues. Des gens qui ne se connaissent pas se serrent la main, se félicitent, se racontent ce qu'ils ont vu, ou fait. Des

cocardes tricolores à profusion, et des flots de rubans. On imprime de coquets petits volumes à couverture tricolore, et même sur du papier bleu pour le premier tiers, blanc pour le deuxième, et rouge pour le troisième. On danse aux carrefours. On chante la Marseillaise. Impavides, des pêcheurs à la ligne bordent les quais de la Seine.

Au Palais-Royal, le tohu-bohu continue. Des tables sont dressées ; on mange, on fait de la politique, on entre, on sort, en bottes, en veste ; des gardes nationaux, des élèves de l'Ecole polytechnique fraternisent à table, où les premiers venus s'assoient pêle-mêle avec les princesses. [Tout à l'air bien républicain](#), écrit Pierre Lebrun. N'importe : grâce à la rapidité et à la netteté des décisions de leur parti dont ils furent les principaux animateurs, Thiers et Mignet assistent à la réalisation de l'idée qu'ils ont apportée d'Aix à Paris voici neuf ans, et sur laquelle ils ont basé leur fortune future. Sous peu de jours, le 9, le lieutenant-général du royaume sera proclamé roi.

La voirie de la ville est dans un état pitoyable. Les barricades ont arrêté les eaux ménagères, qui croupissent, stagnent dans les ruisseaux dépaillés, dans les tranchées creusées pour enlever les pavés que les habitants ont montés dans leurs logements, puis jetés sur la troupe. Partout les boues et les immondices s'accumulent, exhalant une odeur fétide. Les égoutiers chôment. Le service d'arrosage ne fonctionne pas. Le citoyen Chevalier, demeurant 43 rue du Pont-Saint-Michel, annonce par la voie des journaux qu'il offre gratuitement du chlorure de chaux en solution pour détruire les miasmes qui s'élèvent de ces foyers d'infection.

Des sans-travail en réclament : on les embauche pour rebloquer les pavés. La majorité se compose de fainéants, plus occupés à mendier aux passants qu'à travailler. Les postes de la garde nationale chargés de les surveiller sont obligés de les chasser. Le conseil municipal s'occupe de distribuer aux meurt-de-faim des soupes [animalisées](#) avec de la gélatine.

Dans le feu de l'action, on a enterré les morts un peu partout, au petit bonheur. Il faut maintenant les exhumer. Cent cinquante-huit cadavres, à peine ensevelis dans les caves de Saint-Eustache, dégagent des odeurs épouvantables. Au bas de la Morgue, un pavillon noir flotte sur un grand bateau où l'on descend sur des civières les corps qui encombrant les salles de la Morgue, les uns dans des bières mal jointes que le moindre choc entr'ouvre, les autres nus, on les range par piles que l'on couvre de paille, et on sème le bateau de chaux vive. Un commissaire de police informe son préfet qu'au Champ de Mars les corps ont été enterrés si peu profondément qu'on voit émerger des pieds et des jambes. Des essaims de mouches et d'insectes [pestifères](#) s'abattent sur ces cadavres. Déjà la mauvaise odeur ne permet pas d'en approcher.

Le prince de Talleyrand s'inscrit dès le 1er août sur la liste de souscription en faveur des victimes pour une somme de cinq cents francs, et son secrétaire Colmache pour quarante francs. Meyer Beer en donne mille.

Les vainqueurs tirent profit de leur victoire : [Qu'est-ce qu'un carliste ? — Un homme qui occupe un poste dont un autre homme a envie](#). Et Lafayette apostille soixante-dix mille demandes de places. Si quelques farouches républicains demeurent irréductibles, d'autres ont en poche la supplique qui sollicite une préfecture ; la plupart de ceux qui composèrent le bataillon de Chevalon et de Thoré, fraîchement sortis avec leur licence de la Faculté de Droit, reçoivent des

places de magistrats, de substituts ; ceux de la Faculté de médecine deviennent aides-majors.

Les parvenus de premier rang, Guizot, Dupont de l'Eure, Sébastiani, le duc de Broglie, le comte Molé, Gérard, le comte de Lobau, le baron Louis, même Dupin aîné, s'emparent des maroquins ministériels. Talleyrand qui a laconiquement donné au duc d'Orléans un avis décisif, décroche l'ambassade de Londres, où il sera plus influent qu'à la tête du département des Affaires Etrangères, et où il terminera sa carrière sur un triomphe. Casimir Périer est nommé président de la Chambre des députés, Schonen procureur général près la Cour des Comptes, Barthe procureur du roi près le tribunal de première instance de la Seine, Bavoux conseiller-maître à la Cour des Comptes, Bérard directeur général des Ponts-et-Chaussées et des Mines, Bernard procureur général à la Cour royale de Paris, Mérilhou secrétaire général du ministère de la Justice le 1er août et conseiller d'Etat en service 'extraordinaire le 20, Evariste Dumoulin commandant de la garde nationale, Amédée Thierry préfet de la Haute-Saône, Léon Thiessé sous-préfet de Brest, Villemain maire de Lorient, vice-président du conseil royal de l'Instruction publique et conseiller d'Etat en service extraordinaire avec autorisation de participer aux délibérations des comités et aux délibérations du Conseil, Victor Cousin membre du conseil royal de l'Instruction publique. Tissot est réintégré dans son titre et ses fonctions de professeur de poésie latine au Collège de France. Benjamin Constant, un joueur, se rallie au gouvernement de Louis-Philippe moyennant deux cent mille francs pris sur la cassette du roi. Plus tard, Chambolle voudra douter : *Et moi aussi, dit Thiers, je voudrais douter, mais comment le pourrais-je ? Sous-secrétaire d'Etat des Finances en 1830, c'est à moi que M. Laffitte s'adressa pour avoir la somme dont il me fit connaître la destination ; et comme je résistais, il s'écria, non sans impatience : Croyez-vous que cela me plaise plus qu'à vous ? Constant s'attendait à être nommé ministre ; mes collègues ne veulent pas de lui ; nous ne pouvons pourtant pas l'avoir contre nous. Il faut le satisfaire.* Et par surcroît, sur le rapport du duc de Broglie, on en fait un conseiller d'Etat, président du comité de Législation et de Justice administrative. Pour écarter l'idée du marché, il se laisse imprudemment aller à quelque velléité d'opposition : *Oui*, dit Dupin qui lui-même n'est pas stoïque, *Constant s'est vendu, mais il ne s'est pas livré.*

La rédaction du *Figaro* est bien servie : Bohain, chevalier de la Légion d'Honneur et préfet de la Charente ; Nestor Roqueplan, chevalier de la Légion d'Honneur ; Romieu, sous-préfet de Quimperlé ; Harel préfet des Landes.

Louis Reybaud, marseillais, qui a folâtré dans les salles de rédaction et trempé dans les sales calomnies du *Corsaire*, dont la femme est la fille du docteur Arnaud qui introduisit Thiers auprès de Manuel, Reybaud se range et devient un homme grave qui profite du nouveau régime. Michel Chevalier et Saint-Marc Girardin sont faits conseillers d'Etat. Lherminier, déconsidéré pour, démocrate, s'être laissé maladroitement conquérir par le pouvoir, doit se contenter d'un poste de maître des requêtes. Philarète Chasles est attaché à l'ambassade de Londres.

Le gérant du *National*, Gauja, est nommé sous-préfet de Châteaudun le 10 août et préfet de l'Ariège le 27. Aubernon s'installe à Versailles comme préfet de Seine-et-Oise. Armand Carrel reçoit comme un os à ronger la préfecture du Cantal et ne cache pas son mécontentement. Il la refuse parce qu'on lui imposait d'abandonner la femme avec laquelle il vivait ; après avoir rempli une mission dans les départements, il reste seul chargé de la rédaction en chef du *National*.

La pension de Pierre Lebrun est portée à deux mille francs, et il est mis à la tête de l'Imprimerie royale. L'honnête Chambolle nommé, grâce à Thiers et à Laffitte, secrétaire de la présidence de la Chambre, démissionne le jour où Laffitte est mis en minorité, et redevient journaliste. Pas plus qu'Etienne, Béranger ne demande rien pour soi. [En détrônant Charles X](#), dit-il, [on me détrône](#). Il se contente de solliciter une pension pour Rouget de Lisle, l'auteur de la *Marseillaise*, qui est dans la misère.

Les amis de Provence ne sont pas oubliés : à Aix, Séverin Benoît est nommé substitut du procureur général près la Cour royale. A Marseille, l'avocat Thomas dont la police de la Restauration surveillait les conférences avec Thiers, sera bientôt préfet des Bouches-du-Rhône. Il entretiendra une correspondance active avec Thiers dont les intérêts électoraux sont de son ressort, et qui lui tendra l'amorce du ruban rouge pour le manœuvrer plus aisément, sans toutefois lui donner satisfaction, sans doute pour faire durer le plaisir. L'une des lettres qu'il reçoit prouve combien Thiers a bon cœur, et peu de rancune.

Il y est question d'un entreposeur des tabacs, Ducremat, et de Bonnefoux, le père de la tendre Emilie, le terrible duelliste qui faillit en des temps lointains priver la révolution de 1830 de son ferment le plus actif, et arrêter à ses débuts une magnifique carrière d'homme d'Etat.

Votre Ducremat a été destitué, et remplacé par un de nos compatriotes, M. Bonnefoux. Je lui porte un vif intérêt. C'est un excellent homme. Croyez-vous qu'il puisse, en donnant huit pour cent, trouver son cautionnement, avec l'hypothèque d'usage ? Je vous prie de me répondre là-dessus. Je vous prie d'autre chose encore, c'est de me garder le plus profond secret sur ce que je vous écris ici. Il ne sait pas, et je ne veux pas qu'il sache, que je m'intéresse à lui ; j'ai eu des démêlés de famille avec lui, il y a bien des années ; il était ami particulier de Manuel, qui fut notre témoin dans un duel qui faillit être fort malheureux ; j'avais un tort fort excusable, je crois, mais un tort ; je serais très heureux de réparer le mal involontaire que j'ai fait, sans qu'il le sache, car sa fierté qui est extrême s'en révolterait. C'est le plus honnête homme du monde et le plus intelligent. Si vous pouvez lui témoigner de l'intérêt sans lui en dire le motif, vous m'obligerez. Tâchez de m'assurer qu'il sera possible de lui procurer son cautionnement d'entreposeur. Obligez-moi de me répondre à cet égard, et de me garder le secret. Bonnefoux fait des façons. Il n'oublie pas le passé. Son fils Félix, plus pratique, s'occupe de trouver le cautionnement, que la bonne Mme Hurel est censée lui procurer. Tel est l'épilogue de l'idylle de M. Thiers.

D'Hauterive, l'archiviste du ministère des Affaires Etrangères, étant mort pendant les journées de juillet, Molé, arrivé à la tête du Département, nomme Mignet au poste vacant : il ne s'en pouvait trouver de plus conforme à ses goûts ; à aucun prix il ne voudra d'un siège de député que Thiers lui propose. Le 20 août s'y ajoute une nomination de conseiller d'Etat en service extraordinaire, avec autorisation de participer aux travaux des comités et aux délibérations du Conseil.

Quant à Thiers, il paraît le 5 août au milieu d'un groupe de jeunes gens qui stationnent à la sortie de la Chambre. Godefroy Cavaignac en est, très exalté comme toujours ; il arrête au passage tous les députés qu'il connaît, auxquels Thiers et Rémusat soutiennent qu'une Chambre issue du double vote est sans pouvoir pour réviser la Constitution et faire un roi. Cependant ce roi sera fait par elle quatre jours plus tard. Mais pour que Thiers et Rémusat deviennent députés,

il faut évidemment que la Chambre présente s'en aille. Et l'on va voir Thiers devenir en trois mois conseiller d'Etat, député et ministre.

Il reçoit de son ami de Stuttgart, baron Cotta de Cottendorff, deux billets de félicitations, dont la délicatesse de touche n'est pas la qualité dominante. Du 11 août : Je ne sais pas, mon cher Monsieur Thiers, vous exprimer les sentiments d'admiration et d'enthousiasme pour tout ce que vous avez fait de grand et de prodigieux. Tout le monde vous applaudit, et vous êtes un des premiers qui a mérité cet applaudissement. J'ai parcouru, depuis ma dernière lettre datée de Bade, un grand district de l'ouest de l'Allemagne et partout j'ai trouvé la même admiration pour la population parisienne. Et le *National*, quel compliment vous en faire. C'est vraiment le journal le mieux rédigé, le mieux raisonné et le plus impartial. Et celui-ci du 16 septembre : Je ne peux pas vous exprimer la joie que j'ai ressentie en voyant vos chères lettres du 2e, et je vous suis d'autant plus reconnaissant que je peux bien m'imaginer la charge des affaires qui pèsera sur vous. Vous avez opéré de grandes choses et votre esprit pénétrant a sauvé la France du bouleversement, qui aurait entraîné celui de toute l'Europe. Vous méritez une couronne civique européenne ! J'espère que vous avez reçu trois lettres de moi dans lesquelles je vous ai donné des nouvelles intéressantes, mais je doute pourtant, n'ayant trouvé aucune dans le *National*, et ce qui m'inquiète davantage c'est que j'ai trouvé dans le *Journal des Débats* VERBALEMENT ce que je vous ai écrit : savoir les mots remarquables de l'empereur d'Autriche par lesquels il s'est exprimé si prudemment sur vos événements. Pour ne pas risquer que mes lettres se perdent, je l'adresse celui-ci à M. Laffitte vous priant de me faire savoir si vous avez changé de domicile.

Au mois de décembre 1830, il y a bal au Palais-Royal. Pierre Lebrun y assiste en tenue d'académicien. Qu'il fait chaud ! Le souper est brillant, les tables nombreuses et bien servies, entourées d'une foule étincelante et heureuse, qui mange et qui n'a pas faim. Lebrun songe qu'à cette même heure, à Paris, pour ainsi dire autour du palais, beaucoup de familles ont froid, ont faim. Et il dit aux domestiques : *Donnez-moi du vin de Champagne... Apportez-moi des asperges, des raisins, des ananas.* Plusieurs orchestres jouent les airs de la *Bayadère amoureuse*. L'atmosphère est enchantée, saturée de bruit et de lumière. Les parures brillent sur les épaules des femmes. Les sourires fleurissent tous les visages. Les blessures des combattants ne sont pas encore guéries, et déjà on a oublié la révolution. *De gros, grands et puissants messieurs, couverts de cordons et de plaques, au cou, à la poitrine, au derrière, s'inclinent, obséquieux, devant le petit duc de Montpensier.* Toute la diplomatie de l'Europe est réunie là, tous les uniformes, tous les costumes, une abondance d'épaulettes.

Thiers fait désormais figure de l'un des premiers personnages de l'État. Il m'a beaucoup parlé de lui, écrit Lebrun à sa femme, de sa position à la Chambre et dans le ministère, de ses travaux, des immenses changements qu'il fait dans nos finances. Il est content du fardeau qui pèse sur ses épaules, la fatigue du travail lui plaît. A mon tour, je lui ai parlé de moi, et ainsi nous nous sommes amusés ensemble. Il m'a promis de parler de ce qui m'intéresse, tant au garde des Sceaux qu'au roi.

Considérant la broderie de feuilles d'olivier qui orne l'habit de Lebrun, il dit : *Voilà un habit qui est beau, et que l'Empereur était fier de porter.* Lebrun ajoute : *C'est que Thiers veut être de l'Institut... Il en sera.*

X

LA CONQUÊTE DU POUVOIR

Le lieutenant-général du royaume ouvre la session des Chambres le 3 août 1830. Plus de la moitié des députés sont absents. Les présents votent la révision de la Charte le 7, et, le 9, proclament roi le lieutenant-général, qui constitue son ministère le 11. Le lendemain, grâce au duc de Broglie, Thiers est admis au Conseil d'Etat, attaché à la commission des Finances, et adjoint au ministre, son maître le baron Louis, qui lui inculquait ce principe : **Mon ami, mon enfant, il y a deux grands intérêts nationaux : la force militaire et la finance** ; il l'avait appelé à lui en ces termes : **Je puis encore avoir le commandement, mais je suis trop vieux pour avoir le travail ; venez donc auprès de moi.** Le secrétaire général du Conseil d'Etat, le gigantesque Hochet, accueille galamment le petit homme : **Nous nous parons de vous.** Enfin, le 23, Thiers entre encore dans la commission chargée de l'examen de l'impôt sur les boissons. Dans l'ensemble, sa position est bonne. Elle ne sera vraiment forte qu'à la condition d'y ajouter la qualité de député. Il manœuvre en vue des élections qui pourvoient aux 113 sièges vacants par annulations ou démissions.

D'abord, un savant et compliqué maquignonnage de places et de décorations, qui tient en haleine ses amis et ses partisans d'Aix et de Marseille. Puis, l'élimination des concurrents possibles, Borély, Reynard, Mottet, Sarreguy, Pataille, imposé par Dupont de l'Eure, et Mérilhou. Il argumente : certes, leurs titres sont incontestables, mais pour lui la députation est un besoin ; un commissaire du gouvernement fait à la tribune mince figure quand il n'est pas député ; lui, Thiers, a risqué sa tête comme pas un autre ; il a marché droit à la dynastie avant tout le monde, sans que cette hardiesse le porte au-delà des idées monarchiques. Il entretient une correspondance active avec son ami Thomas, l'ex-avocat installé désormais à la préfecture des Bouches-du-Rhône. Chacun doit brûler sa part de leur correspondance. **Je n'ai plus une seule lettre à vous,** écrit Thiers le 11 octobre. Thomas n'en pourrait pas dire autant ; les lettres de Thiers subsistent. Le candidat interroge le préfet sur ses chances : la future élection sera-t-elle libérale ? Après tout, s'il n'a pas de chances à Marseille il se présentera ailleurs, où il en a. En ce cas, il deviendra étranger à son pays natal ; donc, aucune raison d'épuiser son crédit pour aucun de ses compatriotes. A-t-il plus d'espoir à Aix, où les ultras font bloc sur le jeune de Laboulie ? Il conclut un arrangement avec Reynard, autre candidat libéral : l'un se réserve une place au collège d'arrondissement d'Aix, l'autre au collège de département de Marseille ; que le préfet ait soin de garder une place à ce dernier collège, pour le cas où Thiers échouerait à l'autre. Les deux candidats libéraux agiront de leur mieux l'un en faveur de l'autre, mais si Reynard échoue à Aix, il considérera sa chance comme épuisée. Quatre **gérants** des intérêts de Thiers seconderont le comité formé par le préfet. Thiers ne se dérangera de Paris qu'en cas d'échec à Aix. Recommandation : lui annoncer le résultat par le télégraphe.

Le 7 octobre, sa candidature a progressé. Il envoie sa profession de foi, sous forme de lettre au docteur Arnaud : *Monsieur et cher ami, vous m'avez informé des intentions de mes compatriotes à mon égard ; ils voudraient me confier le soin de représenter l'arrondissement d'Aix. J'ai été vivement touché de cette honorable marque de souvenir de leur part et je vous prie de leur en témoigner toute ma reconnaissance. Si je ne suis point né à Aix, j'y ai passé le temps de ma jeunesse et j'y ai conservé de nombreux amis. Je suis donc attaché à votre arrondissement par les liens les plus étroits. Il ne croit pas encore à la chimère d'une république, et demeure partisan convaincu de la monarchie constitutionnelle, voulue par l'immense majorité des Français et par le prince qui les gouverne.*

Les batteries ainsi dressées, reste une difficulté capitale : Thiers n'a pas le cens électoral nécessaire. Qui le lui procurera ? Ce sera cette amie à qui le commandant de Brack, rencontré chez les Lebrun et chez les Aubernon, l'a présenté il y a quelques années, ce sera Mme Dosne. Elle est née le 2 mars 1794, 1 rue des Victoires, où ses parents, Alexis Matheron et Eulalie Lotelier, tenaient boutique de parapluies. Ils la baptisèrent Eurydice. A ce prénom mythologique elle préféra Sophie, qu'elle s'octroya de sa propre autorité. Elle grandit au comptoir, cultivant les beaux-arts, le piano et le chant. Le 28 janvier 1811, ses parents la marient à Alexis-André Dosne, né le 19 mai 1781, fils de Jean-Pierre Dosne, conseiller du Roi, notaire au Châtelet de Paris, marguillier de la Madeleine en la Cité, nanti d'armoiries le 27 octobre 1785, et d'Adélaïde-Geneviève Saillant. Agent de change près la Bourse de Paris en 1822 et adjoint au syndic, Dosne démissionne en 1823 et se consacre aux spéculations sur les valeurs de Bourse et sur les terrains.

Lorsqu'elle fait la connaissance de Thiers, Mme Dosne occupe un appartement, 30 rue de Provence. Cinq ou six amis, pas plus, se rencontrent dans son salon, fort modeste, tendu de tapisseries vertes et jaunes un peu passées. Sans être une beauté, elle ne manque pas d'agrément. Elle n'a pas l'esprit fin et léger des femmes d'un certain rang, qui l'ont hérité du XVIIIe siècle. Le sien est mordant, parfois brutal, à l'emporte-pièce. Elle se distingue par un solide bon sens, et, poussées à un très haut degré, des qualités d'ordre et d'économie. Ardente en politique, elle affiche un libéralisme avancé. L'entente s'établit rapidement entre elle et le jeune journaliste que lui amène de Brack. Elle devine l'avenir de ce petit homme extraordinairement intelligent et travailleur, rempli de talents, et, comme elle, dévoré d'ambition. Elle l'accueille, l'encourage, saisit la première occasion de lui rendre service.

Son mari, associé à J.-B.-T. Sensier, ancien notaire, et à Charlemagne Loison, propriétaire, a fondé une société civile et particulière, la Société immobilière Saint-Georges. Acquéreurs des terrains de ce quartier et des jardins où, en 1793, Ruggieri ouvrit un bal privé, ils les ont lotis et bâtis. Ils vendent à Thiers un de leurs immeubles, sis 3 rue Neuve-Saint-Georges, moyennant le prix principal de cent mille francs, payable deux ans à dater du jour de la vente, faute par l'acheteur de pouvoir le payer comptant. Mais il paie d'avance le service rendu : il fait nommer Dosne receveur général à Brest le 15 octobre ; l'acte de vente est du 18. Le voilà éligible.

Il use de son influence naissante pour obtenir les faveurs qui, judicieusement distribuées par le préfet Thomas, lui conquerront des voix. Il reste en relations étroites avec Talleyrand qui l'utilise. De Londres, la duchesse de Dino l'accable de protestations d'amitié. *M. de Talleyrand vous aime... Vous savez si je vous*

aime... Venez nous voir pendant la prorogation des Chambres, vous me manquez trop ! A la vie, à la mort !... J'ai besoin de vos lettres, encore plus de votre présence. Et cette phrase d'une flatterie raffinée : Si vous saviez à quel point j'ai de l'amour-propre de vous et pour vous ! Elle le console des attaques qui impatientent ce néophyte du pouvoir. Pour qu'il pense à elle, elle lui envoie un portrait de Hampden à mettre dans sa chambre. Elle lui recommande par prudence d'envoyer ses lettres par la princesse Tyskiewicz, nièce du dernier roi de Pologne et sœur du prince Poniatowski. Il comprend que la foule de renseignements diplomatiques qu'il reçoit par cette voie doivent arriver à l'oreille du roi dans les conversations où le tête-à-tête permet de tout dire. Il communique aux journaux un discours de Talleyrand que Molé, son ministre, refusait de publier. L'ambassadeur, de plus en plus mécontent des dépêches du ministre, s'irrite en apprenant que Molé correspond directement avec le duc de Wellington. Une aigreur acidule leurs rapports. La duchesse de Dino s'inquiète : Je vous prie, comme mon meilleur ami, d'en prévenir auprès du chef suprême les effets.

Pour assurer sa marche, Thiers étudie avec soin le terrain ministériel. Il précise ses observations par écrit : *M. Périer* (Casimir) est un des hommes les plus distingués qui existent en France. Plein de simplicité, de bon sens, d'aplomb, de tenue et surtout de caractère, il est plus qu'aucun autre de ses collègues le modèle de l'homme de gouvernement ; il veut de l'énergie à tout prix. — *M. Molé*, homme d'un esprit rare, doux, séduisant, formé aux affaires, sait se rendre agréable à tout le monde dans le conseil. Il incline pour les mesures d'ordre et de vigueur. — *M. Sébastiani*, politique très fin et très sensé. — *M. Dupont* (de l'Eure) est le plus honnête des hommes, mais il est libéral à la façon des hommes de robe, d'une manière un peu absolue. — *M. Laffitte*, sa vivacité est bien plus dans son esprit que dans ses opinions. — Le baron Louis est un vieillard d'une vigueur extraordinaire à son âge. D'un caractère brusque et sévère, d'un esprit profond en finances, plein de fortes traditions politiques, il a en horreur l'hésitation et le désordre. — On n'a pas plus de savoir et de probité que *M. de Broglie*, mais il est absolu et peu propre aux affaires. — *M. Guizot* a beaucoup d'esprit, de tact, de souplesse et de décision ; il parle à merveille ; il commence à acquérir beaucoup d'empire sur la Chambre. Il est très ferme. Thiers sait juger son monde.

Élections à Aix le 21 octobre : il triomphe. A la suite de la journée insurrectionnelle du 18, le ministère s'est retiré. Le roi convoque le jeune député. Etes-vous ambitieux, *M. Thiers* ? Et il lui offre le portefeuille du baron Louis. Un portefeuille ministériel à trente-trois ans, dix ans seulement après l'arrivée à Paris dans le plus piètre équipage ! Sans dissimuler ses visées d'avenir, il se réserve pour le présent. Il veut sortir avec le baron Louis et Casimir Périer qui refuse la présidence du conseil, persuadé, qu'il est trop tôt pour commencer la lutte contre Lafayette. Le roi s'adresse à Laffitte qui accepte à la condition que Thiers entre. Après trois refus et une disgrâce du roi, il faut bien se rendre : voilà le petit homme obligé d'être sous-secrétaire d'Etat aux Finances. Il s'installe dans les bureaux de la rue Castiglione, la mort dans l'âme. Il y déploie une activité et une habileté qui font bientôt de lui le vrai ministre. Il ménagea les transactions qui relevèrent le crédit de Laffitte : aujourd'hui, il impose son autorité. Le ministre, vaniteux et indolent, le laisse travailler directement avec le roi dont Thiers se fait écouter. Trop clairvoyant pour ne pas discerner les faiblesses de situation et de conduite du cabinet, il se garde d'en soutenir la politique chancelante et se confine dans l'étude des projets techniques. Chaque matin, il travaille avec les chefs de service du Département ; sa faculté

d'assimilation les stupéfie : après avoir écouté en silence la première partie de la discussion, il traite la seconde ex-professo. Les deux discours qu'il prononce sous ce ministère sont exclusivement financiers. Par contre, il n'hésite pas à défendre le régime qu'il contribua efficacement à instaurer. Il répand dans toute la France sa brochure, *La monarchie de 1830*, qu'à Marseille même son ami Thomas se charge de bien placer.

Henry V ? La république ? Des minorités ! Or, les minorités ne peuvent pas gouverner un pays, elles ne peuvent que l'ensanglanter. Il accumule les arguments en faveur de la monarchie constitutionnelle, non certes pour le bien qu'elle lui fit : pour elle, il abandonna ses études, sacrifia son repos et essuya de cruelles injustices. Certains hommes, dit-il, pour croire à une révolution, auraient besoin de ne plus voir les mêmes édifices, d'autres de ne plus rencontrer les mêmes hommes, et le plus grand nombre de se trouver en place. Après une pareille secousse, il faut du temps pour reconquérir le calme. Il marque la position d'un vrai gouvernement : derrière soi le parti ennemi, un peu en avant les exagérés de son propre parti ; les gouvernements n'ont jamais péri que par l'exagération de leur principe, et celui-là est méprisable qui se laisse mener par son parti. Le récent mouvement de liberté propagé dans le monde à l'encontre de la Sainte-Alliance est un effort de la raison publique ; il consolide le gouvernement actuel. Dernier et curieux argument : Napoléon, qui à Sainte-Hélène conseillait aux Français de se rallier à la branche aînée des Bourbons, bien qu'elle ait arboré le drapeau blanc et proscrit sa gloire, leur conseillerait a fortiori de se rallier au prince qui a relevé le drapeau tricolore **et rendu à la Colonne cette statue qui doit la surmonter dans les siècles**. Talleyrand a raison : Thiers est un esprit très monarchique.

Surchargé de travail, de soucis et de chagrins cuisants, — on verra pourquoi, — absorbé par sa tâche de quatre heures du matin à minuit, Thiers, après cette brochure, rédige le discours par lequel Laffitte exposera à la Chambre la politique de son cabinet. On lit le discours en conseil. Le roi donne d'abord des signes d'enthousiasme, puis se ravise : les deux premières pages sont trop passionnées ; Laffitte opine de même ; on supprime les deux pages. Au moment de se séparer, le roi demande le texte pour le relire. Le lendemain, il le rend chargé de ratures. Dupont de l'Eure, suivi de Thiers, déclare qu'il démissionnera si l'on maintient les ratures. Le discours est prononcé à la Chambre tel qu'il fut lu en conseil.

Au pouvoir, Laffitte s'use rapidement. Les difficultés l'assaillent. A l'extérieur, sauf l'Angleterre que Talleyrand concilia au nouveau régime, les puissances affirment leur hostilité, d'où pour Louis-Philippe la préoccupation lancinante de la paix à sauvegarder. A l'intérieur, les remous de la révolution ne s'apaisent pas. Le procès des ministres de Charles X provoque des manifestations violentes. En janvier, nouvelles élections ; le 18, Thiers est réélu à Aix. En février, les royalistes font célébrer à Saint-Germain l'Auxerrois un service funèbre pour l'anniversaire de la mort du duc de Berry ; de là une terrible émeute et le sac de l'Archevêché. A la Chambre, Thiers s'adresse à Berryer, l'un des chefs du parti légitimiste : **Est-ce que vous avez de l'espoir ? — Non. — En ce cas, vous êtes de malhonnêtes gens**. Il quitte le Palais-Bourbon avec le duc de Broglie, Rémusat, Duchâtel et Duvergier de Hauranne. Le long des quais, ils rencontrent à la tête de sa garde à cheval le prince de la Moskowa qui va charger les émeutiers. Thiers poursuit jusqu'à l'Archevêché, où Arago se préparait à pénétrer avec ses gardes nationaux pour arrêter la dévastation. Déclinant sa qualité, Thiers intervient vivement pour l'en empêcher et éviter une collision de la garde

nationale avec le peuple. On croit à une intention gouvernementale. Arago ne bouge pas et le pillage continue. Les malveillants y voient la preuve du parti-pris du pouvoir en faveur des émeutiers, et prétendent dans les clubs que Thiers parla de ces tragiques événements [avec une frivolité satisfaite](#).

Bien qu'il se vante que son rapport sur le budget ait ramené la Chambre d'une fureur extrême à une parfaite tolérance, la situation politique se tend jusqu'au point de rupture. Fort embarrassé de faire comprendre à Laffitte la nécessité de la retraite, le roi charge Thiers de la commission. Laffitte, incrédule, exige que le roi en personne lui confirme sa résolution. Du reste, il a pris ses précautions : il a placé une soixantaine de ses parents et habitués, et installé neuf de ses commis dans les plus hauts postes de son ministère.

Thiers avait attendu cinq semaines après son ascension au pouvoir pour remercier de ses félicitations le baron Cotta, qui songeait à créer à Paris un nouveau journal ; il lui avait signifié l'impossibilité de continuer leur correspondance : [Ayant les secrets de l'Etat, je n'ai plus le droit de les dire, comme lorsque je ne faisais que les deviner](#). Sitôt le ministère tombé, Cotta veut connaître les raisons de la chute. Thiers explique et précise son attitude en deux lettres, des 8 avril et 16 mai 1831, deux documents révélateurs :

Ceci doit demeurer tout à fait entre nous. Je vais recommencer ma correspondance avec vous, mais la présente est tout à fait confidentielle. Je ne suis entré dans le ministère Laffitte que malgré moi. On m'avait offert le portefeuille des Finances que j'avais refusé, parce que je ne voulais pas essayer les premières intempérances des libéraux, et que je ne voulais arriver aux affaires que dans un moment où il serait permis de les bien faire. Cependant, M. Louis m'ayant désigné comme le seul qui pût diriger pour le moment la grosse machine des finances, le Roi exigea que j'entrasse pour quelque temps auprès de M. Laffitte, afin de le soulager. Je ne pouvais refuser, d'ailleurs, ni M. Laffitte, ni le Roi. J'acceptai avec répugnance, et désir de m'en aller le plus tôt possible. Ma démission était donnée depuis un mois quand elle a été publiée.

Voici l'état des choses. Nous sommes placés entre des exagérés ignorants, peu capables, mais très actifs, et des modérés lâches, trembleurs, connaissant mieux les affaires que leurs adversaires, mais manquant de l'énergie nécessaire dans des temps comme les nôtres. Le Roi, placé entre tout ce monde-là, est fort embarrassé du choix. Il aime naturellement mieux les modérés, mais il craint la violence des autres. Je lui ai souvent dit qu'il fallait savoir choisir dans les hommes de la gauche prononcée ceux qui étaient le plus capables d'affaires, les mettre au pouvoir, et que là ils se modéreraient malgré eux par l'influence naturelle des choses. C'est ainsi que M. de Villèle, royaliste fougueux, devint doux et modéré par l'influence du pouvoir qui modère toujours ceux qui le possèdent. Le Roi est homme d'esprit, capable, honnête ; il n'a pas d'éloignement pour le conseil que je lui donnai ; mais il redoute la guerre par-dessus tout, et comme il craint que les hommes de la

gauche la lui donnent, il les a éloignés. Toute la question est en effet dans la paix ou la guerre. Si la paix l'emporte, le système modéré pourra prévaloir, et le ministère Casimir Périer aura chance de s'établir. Si c'est la guerre qui prévaut, nous passerons à l'extrême-gauche. Je ne crois pas à des bouleversements dans un cas ni dans l'autre, je crains seulement les résultats de la guerre pour les fortunes particulières et pour la fortune publique. On croit en Europe que la guerre dépendra du parti qui triomphera à Paris. On se trompe. C'est de la guerre ou de la paix que dépendra le sort des partis en France. Si l'Europe ne nous rend pas la paix trop déshonorante, le parti modéré pourra maintenir son empire. Si au contraire on nous pousse, le sentiment public éclatera, les modérés seront accusés de lâcheté, ils seront abandonnés, les hommes de la gauche se saisiront du pouvoir, et feront la guerre. Si on veut que les Autrichiens soient dominants en Italie, les Prussiens dans le Luxembourg, les Anglais en Belgique par le prince de Cobourg, je doute que l'opinion publique ne finisse pas par éclater, et par forcer la main au gouvernement. Le Roi tiendra la paix tant qu'il pourra.

Maintenant si vous me demandez mon sentiment, je vous dirai que bien que tout soit à la paix depuis quelques jours, je regarde toujours la guerre comme probable. Je n'affirme cependant rien.

Je suis conseiller d'Etat et député. Le Roi m'honore de sa bienveillance. J'attends, je regarde les événements, tout disposé à faire mon devoir si le besoin l'exige. Je hais le désordre autant que j'aime la liberté. Je souhaite qu'on ne nous pousse pas, en nous humiliant, à des folies militaires.

Je vais recommencer ma correspondance avec vous. Je désire n'être connu que de vous. Mes devoirs ne sont plus les mêmes, aujourd'hui que je n'appartiens plus au Cabinet, et que j'ai recouvré les loisirs et la liberté de parole d'un simple observateur.

Il continue le 16 mai :

Je n'ai pas pu commencer encore d'une manière régulière la correspondance que je me suis promis de continuer avec vous, parce que j'ai été plusieurs fois obligé de m'absenter pour affaires pressantes. En ce moment encore je pars pour le département des Bouches-du-Rhône, afin d'aller me faire élire député. Ayant été élu déjà deux fois en six mois, et devant l'être bientôt encore, je devais à mes électeurs de les visiter au moins une fois. Je serai de retour dans un mois — et alors je vous promets de recommencer d'une manière suivie la correspondance qui paraît vous intéresser. En attendant, je vais vous donner quelques idées sur notre situation politique.

Après un mois et demi, notre situation s'est singulièrement améliorée sous tous les rapports. Le ministère Périer réussit parfaitement. On était fatigué d'émeutes et de bruit, quand il est arrivé au pouvoir, et on ne voulait plus des assemblées de coin de rue. Aussi tout lui a réussi. Il a eu des facilités plus grandes qu'aucun autre pour faire tout rentrer dans l'ordre. Il a d'abord dominé ses collègues dont il est devenu le chef absolu. Deux d'entre eux présentaient quelque résistance à se soumettre, Soult et Sébastiani, l'un à cause de son importance militaire, l'autre à cause de l'habitude prise de faire les Affaires Etrangères avec le Roi. Il a mis une tenue extrême à vaincre l'un et l'autre. Soult a cédé parce qu'il a cru voir que l'extrême-gauche sur laquelle il cherchait à s'appuyer commençait à être battue. Sébastiani et le Roi ont dû céder devant l'obstination de M. Périer à s'emparer d'un genre d'affaires qu'il regardait comme les plus importantes. Aujourd'hui M. Périer est le maître absolu. Il a pris le même ascendant sur les préfets, et il les gouverne avec vigueur. L'opinion des salons et des boutiques le soutient contre celle des rues et des journaux et il a, sinon de la popularité, du moins la mode pour lui. On peut dire que jamais un ministère plus impopulaire ne fut plus à la mode. Jusqu'ici on ne peut nier qu'il se soit conduit avec habileté. Deux émeutes ont voulu l'éprouver, lui comme les autres, celle qui a suivi le procès Cavaignac et celle qui s'est formée ces jours derniers au pied de la Colonne. Il a frappé la première avec vigueur. Il a lancé sur elle des escadrons de cavalerie qui ont sabré franchement. On est d'accord aujourd'hui que l'arme blanche vaut mieux que l'arme à feu, afin de ne pas faire répéter le mot de Juillet : *On tire sur le peuple*. Ce qu'il y a de singulier, et ce qui prouve qu'au fond Messieurs les faiseurs d'émeutes n'ont pas leur conscience pour eux, c'est qu'ils se sont vus (...) sur les coups de sabre par eux reçus sur la place de Grève ; vingt d'entre eux ont été blessés à fond, plusieurs ont été précipités sur la Seine, et ils n'ont pas jeté les hauts cris, comme nous faisons sous Charles X pour un coup de plat de sabre. La dernière émeute au pied de la Colonne n'a été que ridicule.

C'est une grande question de savoir qui fait les émeutes. Voici ce que j'ai vu. Quelques jeunes gens à tête perdue, croyant que par des raisons nouvelles connues d'eux seuls la République est devenue possible, d'impossible qu'elle était, quelques bonapartistes sans enthousiasme, quelques carlistes payés peut-être, se rendent partout où il y a un peu de bruit pour voir si d'une émeute on ne pourrait pas faire une révolution. Ils ne sont pas trois ou quatre cents ; on envoie des troupes et, les curieux accourant, il semble qu'il y a un peuple immense. L'émeute dure trois jours parce qu'il faut trois jours pour épuiser cette sorte de curiosité rapide. Cela n'a rien de grave au fond. La société est toute pleine du sentiment et de la volonté de l'ordre. La garde nationale et

l'armée veulent sabrer à tout prix. Le gouvernement les contient.

L'affaire des décorés de Juillet est finie. Ils ont voulu prendre la décoration eux-mêmes pour ne pas la tenir de la main du Roi, non pas tous, mais cinq cents sur quinze cents. Ils l'ont portée deux ou trois jours. Maintenant que le Roi l'a donnée, les mille qui ne l'avaient pas prise la prendront, les républicains la quitteront, et dans huit jours personne ne la portera plus.

Les élections seront en grande majorité dans le sens du ministère. Il aura les deux tiers des voix.

La question décisive qui reste toujours la question d'existence pour le ministère Périer, c'est la paix ou la guerre. Le ministère Périer n'a pas été le plus faible de tous, mais il a été faible aussi dans sa politique étrangère. Sous ce rapport il pourra recevoir des attaques sérieuses. Cependant si ces faiblesses nous conduisent à la paix, on oubliera - facilement, au milieu de la renaissance des affaires commerciales et du mouvement des capitaux, les sacrifices de dignité qu'on aura faits. Vous en savez autant que nous sur l'extérieur, je ne vous en dirai rien. Le Roi veut toujours la paix.

Adieu. Tout à vous. Cette lettre est pour vous seul, ou un autre personnage.

Cet [autre personnage](#) demeure mystérieux.

La réélection envisagée par Thiers ne paraît pas aussi facile que la précédente. Il stimule par des promesses et des flatteries : le zèle de son préfet. Il obtient des subsides importants pour son département. Mais il a des ennemis acharnés. Ses anciens confrères de la presse libérale le renient. Ils ne lui pardonnent pas son attitude conservatrice. Ils ne peuvent admettre sa rodomontade : [Je me ferai tuer pour le principe de l'hérédité de la pairie](#). Il reste engagé dans la politique anticléricale, mais il ne veut pas ; que la France abandonne la protection du Saint-Siège. Par contre, il approuve l'abandon de la Pologne. Alors la campagne d'insinuations et de calomnies commence. La société [Aide-toi, le Ciel t'aidera](#), dont les membres firent campagne avec lui à la fin de la Restauration, publie contre lui un pamphlet grossier et haineux. [Orateur loquace et superficiel : il a la conscience d'un charlatan et la volubilité d'une femme en colère](#). Ils scrutent les mystères de sa famille. Ils l'insultent, dit Jules Janin, dans sa misère passée et sa fortune présente, faisant [de la noble ambition de cet homme le calcul d'un marchand](#). Le vieux Barrère, l'Anacréon de la guillotine, l'homme de toutes les palinodies, hausse les épaules : [Ne me parlez pas de M. Thiers ; cet homme-là c'est bien peu de chose : ce n'est qu'un girondin !](#) Le duc de Dalberg apprend à Talleyrand que la déconsidération qui atteint Laffitte rejaillit sur son second, [montré au doigt pour ses turpitudes](#). Les brocards pleuvent. On accole le nom de Thiers à celui du roi dans les pamphlets hostiles. Sur un ancien couvreur devenu raccommodeur de faïences et colporteur d'écrits séditieux, on découvre des couplets *A très gros, très gras et très... Louis-Philippe :*

Philippe, l'ami de Vidocq,
Le compère de Paillardoc,
L'ami du petit Thiers l'escroc,
Contre le trône à fait un troc
De son riflard et de ses socques,
Et les ventrus payés ad hoc
Ont voté ce marché baroque...

Les rimes en oc continuent en interminables couplets.

Les salons ultras donnent une autre note : M. Thiers est un député de poche. — La rue du Petit-Harlem va prendre définitivement son nom. — Le Roi va le nommer surintendant des Menus. Frédéric Soulié écrit : Voulez-vous savoir si M. Thiers est juste aussi petit qu'on le dit ? M. d'Argout est là qui vous prêtera son nez pour le mesurer. Ce nez de d'Argout, ministre de la Marine, est le thème d'un spirituel billet de Mérimée à Stendhal : Il y a cinq ou six jours, Thiers, Dittmer, Vitet et plusieurs autres se promenaient dans le jardin de M. Périer (lequel est très touffu) et parlaient d'Appollinaire [d'Argout] ; d'abord de son moral, de son esprit égal en couleur, force, énergie au *c... gauche d'un ciron mâle* (Rabelais). Puis de son physique, et Thiers dit : *Il a bien fait de ne pas aller à la chasse avec M. Périer. Si l'on avait aperçu son nez débouchant d'une allée, tous les chasseurs auraient cru voir un bois de cerf et auraient fait feu.* Il paraît que ce mot de cerf donna lieu à plusieurs autres plaisanteries. Or vous saurez qu'Appollinaire était derrière un buisson faisant son profit de tout ce qu'on disait. Cependant il se garda bien de se montrer. De retour au ministère, il s'est plaint à son secrétaire général de l'insolence de ces petits jeunes gens que M. Périer tenait autour de lui. Il y a certaines personnes et certaines choses, a-t-il dit, *qui devraient être à l'abri de leurs plaisanteries.* La personne c'est lui, la chose c'est donc son nez.

Pas trop méchant cela. Mais ailleurs on chuchote que Thiers se laisse conduire par Mme Dosne. On conte une anecdote tendancieuse : Talleyrand répétait sans cesse à Louis-Philippe qu'il devait chercher des hommes nouveaux, capables de l'aider et de lui faire honneur : *Vous avez sous la main M. Thiers ; que ne le prenez-vous ? Peut-être le trouvez-vous trop pauvre ? Il est vrai : un homme politique, un ministre qui traite les grandes affaires a besoin d'être riche, de jouir largement d'une grande fortune qui, bien dépensée, ajoute en sa personne à l'éclat du pouvoir. Que ne lui donnez-vous un million, pour être en mesure de le prendre comme ministre ? Louis-Philippe joue l'effarement : Un million ! Y pensez-vous ? Mais, mon cher ambassadeur, vous voulez donc mettre mes enfants sur la paille ?*

Un champignon venait de pousser sur le pavé de Paris, un de ces métèques brillants et douteux qui éblouissent et disparaissent sans laisser d'autre trace qu'un peu de moisissure et de venin. Celui-ci s'appelle Loève-Weimar. Né de parents allemands et israélites, il débute dans une maison de commerce, l'abandonne, se convertit au catholicisme, traduit Henri Heine, collabore à l'*Album* de Magalon, à la *Revue encyclopédique*, au *Figaro*, est pris par Véron à la *Revue de Paris*, rédige le feuilleton des théâtres au Temps, jusqu'au jour où Buloz lui confie la chronique de la *Revue des Deux Mondes*. Là, il devient presque une puissance. L'esprit délié, il pénètre les dessous les plus subtils de la politique. Dandy pommadé, élégant, mince et vif, la coupe de ses vêtements fait sensation. Au théâtre, on le lorgne. Il lui faut un bassin d'or ciselé pour ses ablutions matinales, un mouchoir en batiste et en dentelles pour y pleurer, et un

parfum composé spécialement pour lui par Lubin. Il entreprend contre Thiers une campagne acharnée et venimeuse. Il répète les pires calomnies, quitte à les démentir, sachant bien que *démentir une calomnie, c'est la répéter une seconde fois*. Il assure que Thiers reçoit 2.000 francs par mois sur les fonds secrets pour soutenir la politique du ministère Périer.

Mérimée, exactement renseigné, documente Stendhal : *Votre honorable ami quitte son bel appartement de la rue Castiglione à temps, à ce qu'il croit, pour y rentrer un jour ou l'autre, mais suivant moi trop tard. Il a gagné la réputation d'insigne voleur, réputation non méritée. Son père seul a volé, et vous savez bien qu'un bon fils ne peut faire pendre son père, l'eût-il pris la main dans le sac. Louis Blanc, un ennemi, lui reconnaît beaucoup plus de probité qu'on ne lui en supposait. Et Vivien : On attaque sa probité, mais j'ai entendu des hommes fort honorables le défendre avec chaleur. M. Pascalis est de ce nombre. Béranger, le chansonnier, me disait un jour : Si M. Thiers s'était enrichi, comme on le dit, il aurait des voitures, un hôtel somptueux ; or, rien de tout cela, il loge chez Mignet et fait peu de dépenses. Or, Béranger n'est pas tendre pour ses amis.*

Les calomnies font leur chemin. Elles s'envolent jusque dans la circonscription électorale du député d'Aix, d'où la nécessité pour lui d'aller un peu diriger ses affaires lui-même. Certains de ses commettants les ont recueillies, de ceux qu'il définissait : *Les mécontents sont ceux qui ne sont pas satisfaits*. Le 23 avril, sitôt son arrivée connue, un groupe se forme, grossit en cours de route, s'installe sous les fenêtres de l'hôtel où il est descendu et le gratifie d'un magnifique charivari, concert de cornets à bouquins, de chaudrons, de casseroles, de tonneaux vides frappés à grands coups de maillet ; des pierres et des cris : *A bas le patriote apostat ! A bas le traître à son pays ! le traître à la Pologne, le traître à l'Italie ! A bas le trafiquant d'emplois, le protégé perfide du banquier de la grande semaine ! A bas ! A bas !* Le commissaire de police appelle la force armée. Aux premières sommations, curieux et manifestants se dispersent comme une volée de moineaux. Ils recommencent le lendemain. La masse de la population les désapprouve. Une affluence d'hommes honorables s'empresse *de lui témoigner leur estime et leur adhésion aux principes d'ordre qu'il défend avec fermeté*. Une protestation flétrissant *cette atteinte portée à la liberté des votes* se couvre de deux cents signatures. Sur quoi Guillaume Viennet, député de Perpignan et poète, qui disait modestement : *Je pense en bronze*, s'improvise l'Homère de cette épopée et compose une *Épître à M. Thiers sur les charivaris* :

L'émeute a donc sur toi porté sa griffe impure,
Et des charivaris la glorieuse injure
Vient enfin, brave Thiers, d'accueillir ton retour
Dans la noble cité qui te donna le jour !
C'est par les hurlements et des vitres cassées,
Des cornets à bouquin, des portes enfoncées,
Des poêles, des chaudrons volés aux cabarets
Que ces hommes d'État nous dictent leurs arrêts...
C'est ainsi qu'au désert, devant leurs manitous,
Votaient les Iroquois et les Topinambous...

Cela continue, la longueur d'une longue Épître. Mal en prend à l'auteur : ses électeurs de Perpignan rééditent en son honneur le charivari donné à Thiers, aux cris de : *A bas le vendu !* Là aussi, la police doit intervenir.

Berryer inspirait au candidat des craintes plus sérieuses. S'il venait à Marseille, le préfet a ordre de conserver sous la main des gens sûrs, et de mettre la garnison sous les armes et la gendarmerie à cheval.

Thiers est réélu le 24 juillet. Le baron Cotta le félicite : Je vous fais mes félicitations de ce que vous avez été élu de nouveau, et je plains seulement que vos occupations me privent pendant la session de votre correspondance. Elle cesse, en effet : Thiers a d'autres chats à fouetter. Cotta mourra le 29 décembre 1832, à soixante-huit ans.

Le nouvel élu fut le candidat du ministère. Dès l'avènement de Casimir Périer, le 13 mars 1831, il s'est rallié à lui et lui a rallié tout ce qui pouvait l'être parmi les anciens ennemis de la Restauration. Après l'élection, il se brouille ostensiblement avec les *gauchiers* en déclarant à Laffitte qu'il n'est plus que son ami privé. Laffitte, le premier, l'engage, dans son intérêt, à ne plus revenir chez lui, mais lui en veut. Thiers, dont l'absence de rancune est un trait dominant du caractère, déclare à Blanqui : Je sais que M. Laffitte m'en veut ; on m'a calomnié auprès de lui : cependant dites-lui bien que je ne perdrai jamais le souvenir de ses bontés. Le temps que j'ai passé dans son château de Maisons à composer mon *Histoire de la Révolution* est le plus heureux de ma vie. En toutes circonstances, M. Laffitte peut compter sur ma reconnaissance et sur mon dévouement. Béranger estime qu'il ne lui en devait pas tant. Bientôt Laffitte, déchu de ses splendeurs, demandera maints services à Thiers remonté au pouvoir ; il le remercie en une fois d'une circulaire recommandant aux préfets deux brochures sur les lois morales, d'une place donnée à un de ses gens, d'un rapport sur un marché aux fourrages, et lui propose l'achat de deux couvents : affaire, prétend-il, fort avantageuse pour le domaine de la Couronne et la Ville de Paris.

A la Chambre, Thiers s'agrége à la petite cour qui escorte Casimir Périer. Il voltige autour du banc des ministres. A lui comme à Montalivet, à Barthe, à Guizot, à Rambuteau, à Dupin, le président du Conseil, son grand corps drapé dans une longue redingote grisâtre, les yeux aux aguets sous le bouquet de sourcils noirs d'où fulgurent des éclairs, imposant, le geste brusque, donne ses ordres : Suivez bien ceci, tenez-vous prêt, vous irez répondre pour moi à la tribune. Ce qui n'empêche que le jour où Mauguin appelle Thiers l'organe du gouvernement, M. Périer ne s'écrie rudement : Ça ! un organe du gouvernement ! M. Mauguin se moque de nous. Mouvement d'humeur, car bien des organes du gouvernement ne le soutiennent pas comme celui-ci, tout en défendant le cabinet précédent, avec une autorité sans cesse accrue.

En matière de finances où il est passé maître, il défend les contributions extraordinaires de 1831 ; son rapport sur le budget de 1832 est un chef-d'œuvre de clarté et de bon sens ; il résume la discussion générale, réfute les suggestions baroques de députés en mal d'économies, et rétablit ses chiffres que Berryer contestait. Si, dit-il, dogmatisant, mes honorables collègues savent la langue financière mieux que moi, je suis prêt à l'apprendre d'eux. Il oppose les faits aux systèmes, remarque que beaucoup d'idées qu'on présente comme des nouveautés ont déjà été appliquées depuis longtemps et repoussées comme mauvaises, et qu'il n'y a pas une Chambre qui, lorsqu'on lui présente une dépense, ne se laisse entraîner à la voter. Il fait magistralement le procès financier de la Restauration. Il préconise l'amortissement, dont le but n'est pas, comme on l'objecte, d'élever le prix de la rente au profit des porteurs, mais de libérer l'Etat de sa dette. Lors de la révision des pensions, il prouve que les annuler, même celles des émigrés, serait faire œuvre de réaction. On frapperait

quelques vieillards qui meurent tous les jours. Le gouvernement, qui refuse l'annulation, s'honore en respectant tous les droits. En passant, cette formule d'une vérité éternelle : Saisir la fortune du contribuable est en France un art qui se perfectionne tous les ans.

En matière-militaire, il émet l'opinion qu'il soutiendra toute sa vie : l'armée vaut plus du double en qualité qu'en quantité, et il combat le général Lamarque qui demande l'organisation d'une garde nationale mobile.

En politique extérieure, il se montre partisan résolu de la paix. Alors Mauguin reproche au gouvernement de n'avoir rien fait en Pologne et d'avoir en Belgique reculé devant l'Angleterre. Thiers soutient la sagesse de cette conduite devant l'impossibilité de refaire la Pologne, l'intérêt d'assurer la neutralité de la Belgique, le danger d'attaquer le principe qui est à Rome et l'utilité de l'intervention en Italie. Il félicite le cabinet de résoudre les difficultés pendantes, sans guerre et par des négociations, de rompre de cette façon l'œuvre de Vienne, cette coalition qu'on craignait de voir se reformer contre nous. Il préconise hautement l'alliance anglaise ; la France et l'Angleterre ont un immense intérêt commun, celui d'une même civilisation. Il s'oppose à la réduction des traitements de nos agents diplomatiques et consulaires à l'étranger. Nos ambassadeurs touchent à leur fortune personnelle. Il répudie cette économie mal entendue. Sur ce point, il se fait battre.

A l'intérieur, il défend sans espoir de succès le principe de l'hérédité de la pairie. Casimir Périer en est partisan : on lui força la main pour le contraindre à en proposer la suppression. En vain Royer-Collard s'efforce de convaincre Odilon Barrot : Vous ne comprenez pas que la royauté a besoin pour vivre d'avoir autour d'elle une classe qui ait le même intérêt ou, si vous voulez, le même principe à défendre. Sachez-le bien, la république est au bout de votre système. Mais l'occasion est bonne pour s'expliquer sur les véritables conditions de la monarchie constitutionnelle. Thiers montre qu'il faut à la France la stabilité et le progrès ; si tout y est le produit de l'élection, le gouvernement ne sera jamais composé que suivant les passions du jour ; il faut donc une institution qui dépende non de l'élection, mais de la raison et de l'intérêt du pays. Elle constituerait un corps équilibrant, indépendant de la couronne et du pays. On verrait alors arriver à la Chambre toutes les grandeurs qu'on n'aurait pas placées à la Chambre des Pairs. Ainsi la monarchie représentative serait complète : elle aurait l'unité de la royauté, l'esprit de suite de l'aristocratie, la vie et l'énergie de la démocratie. Thiers, battu, ne cesse pas pour cela de vanter l'œuvre de la révolution de Juillet qui donna à la France la réalité du gouvernement représentatif, dont il attend pour le pays plus de dignité et le retour à son ancienne grandeur. Le ministère actuel, comme le précédent, reste fidèle à la révolution. Désormais, il faut perfectionner et non pas changer. A ce propos, le maréchal de Castellane, bienveillant par extraordinaire, note sur son Journal que le plus petit orateur de la Chambre montre un grand talent. Les extraits du Times suffisent à lui valoir l'approbation générale du bon sens anglais, mais la duchesse de Dino pense que plusieurs exemplaires de chacun de ses discours, donnant le texte complet, en feront mieux apprécier l'esprit, le talent, le courage et la raison. Mon affection s'inquiète sous plusieurs rapports. Je vous suis avec anxiété dans votre route publique. Tout est difficile dans un pays comme le nôtre, et plus on est distingué, plus on est supérieur aux préjugés et aux passions, et plus on est entravé et exterminé.

Brusquement, le 16 mai 1832, le choléra emporte Casimir Périer. La situation, déjà grave, se complique d'autant. On vivait dans une atmosphère d'émeutes. Elles éclataient comme des orages à Lyon, à Grenoble, à Paris. La duchesse de Berry soulevait la Vendée. Après la session des Chambres, Thiers fatigué, est allé se reposer en Italie. Sa prédilection pour ce pays, où il voyagea une première fois sous la Restauration, s'affirme. Les distractions, la douceur de l'air le rétablissent. A la mort de Périer, on le rappelle. Il revient dans d'excellentes dispositions, nullement troublé par un charivari, marseillais cette fois, et fort éclairé par ses conversations avec les étrangers rencontrés à Rome.

Le roi paraît peu disposé à donner un nouveau chef au cabinet ; il est plutôt porté à mener son fiacre lui-même. Aujourd'hui, du moins, dit-il, on verra que c'est moi qui règne seul, tout seul. Et à ses députés : Il n'y a qu'une politique, la mienne. Il considère qu'un ministère n'est qu'un relais, aux chevaux parfois fringants et rétifs. D'où sa préférence pour les ministères faibles ou hétérogènes. En conseil, il lève le pouce et dit : Je suis le seul, vous êtes les quatre, et dans les affaires compliquées le seul qui sait ce qu'il veut battra toujours les quatre. Il propose des combinaisons impossibles pour les faire repousser et repousse lui-même tout ce qui est faisable, pour en arriver à ses fins. Peut-être pas faux, mais fin et rusé. Sire, je suis bien fin, dit Thiers. — Je le suis plus que vous, car je ne le dis pas. Il ne se résoudra jamais à être un roi constitutionnel.

Les intrigues commencent. Rémusat file à Londres demander à Talleyrand de prendre la présidence du Conseil. Le prince écrit à Thiers : On me croit bien niais, si on croit que j'ai le désir de m'en charger. Deux jours d'insurrection, les 5 et 6 juin, à l'occasion des funérailles du général Lamarque, donnent à réfléchir à Louis-Philippe. Thiers, avec Mignet et quelques amis, dîne, le 5, au Rocher de Cancale, à cinquante pas du camp où les républicains se fortifient. Le soir, il semble présider aux préparatifs de défense à l'Etat-Major de la Garde nationale, accompagné de Béranger, Madier de Montjau et autres ; il fait distribuer des cartouches. Il convoque les députés. Il conseille au roi de décréter l'état de siège et, par crainte des faiblesses du jury, de déférer aux conseils de guerre les faits insurrectionnels. Carrel, compromis dans l'insurrection, obligé de se cacher, se réfugie chez Chambolle. Thiers l'apprend, lui fait dire par Paulin qu'il ne court aucun risque, et l'engage à ne pas quitter sa retraite pendant quelques jours. Mon cher Thiers, répond Carrel, j'ai su toutes les marques d'intérêt que vous voulez bien me donner. On m'a fait vos offres que je ne puis accepter et dont je vous remercie tendrement. Ma résolution est de me constituer prisonnier aussitôt que j'aurai la certitude qu'on veut laisser quelque publicité aux débats. Je ne crains rien, rien absolument, quoi qu'il puisse arriver. La chose du monde qui me désolerait le plus, ce serait qu'on pût dire que j'ai compromis de braves gens et me suis tenu à part. Je veux être lavé de cette imputation infâme insinuée par quelques feuilles très méprisables. On m'a dit que vous étiez une des deux personnes qui aviez décidé la mise en état de siège et je vous jure que j'en suis affligé pour vous. Puissions-nous nous retrouver dans de meilleurs temps. Thiers reste affectueux dans sa réponse. Il rappelle que les liens qui les ont unis seront toujours indépendants de la guerre des partis, et se déclare prêt à l'aider de toutes ses forces pour le tirer d'affaire. Les conseils que j'ai donnés sont autres que ceux qu'on m'attribue. J'ai conseillé l'état de siège dès le premier moment ; j'aurais voulu qu'il fût adopté plus tôt et qu'il pût finir plus tôt. J'aurais regardé comme une lâcheté de le prononcer contre la chouannerie et non contre la république... Je vous garde les mêmes sentiments. Mais Carrel ne veut rien

devoir à cette amicale générosité et, puisque l'on connaît son asile, il préfère en changer. Il va se cacher chez Taschereau.

Dupin, convalescent à sa campagne de Taffigny, Dupin dont Béranger disait : *Je suis las de chercher à saisir aux cheveux un homme qui n'a qu'un faux toupet*, et que Talleyrand appelle *le représentant du mauvais ton de la France*, envoie à Thiers ses réflexions sur la mésaventure de Lafayette, que des insurgés voulurent jeter à la Seine après l'avoir acclamé. *Lafayette traîné en fiacre et en triomphe par les mêmes hommes qui ont ensuite égorgé la garde nationale ! Qu'en dirait son cheval blanc si la pauvre bête pouvait prendre la parole pour un fait personnel ?*

Le roi comprend la nécessité d'un gouvernement, mais retombe dans les intrigues à n'en plus finir. Vingt combinaisons s'échafaudent, plus absurdes les unes que les autres, petits intérêts, petits amours-propres qui aigrissent les esprits, véritable gâchis où on s'empêtre. Prendra-t-on ou ne prendra-t-on pas les doctrinaires ? Et Dupin qui veut être chef absolu ? Thiers finit par demander à Thomas, — simple velléité, — s'il ne ferait pas bien de changer de position. De plus en plus, il tient les fils. Il s'entretient longuement avec le roi qui, dans la confusion générale, espère bien rester le maître, et s'en vante. *Casimir Périer, je le menais ! — Alors, Sire, réplique Thiers, il vous faut des ministres assez spirituels pour que le public puisse les croire responsables.* Il lui reproche son attitude : *Si votre Majesté avait changé de ministère à la mort de M. Périer, Elle aurait pu réunir à la fois toutes les puissances parlementaires.*

Les portefeuilles voltigent de main en main. Sitôt une combinaison arrêtée, elle se défait. Thiers se terre à la campagne, à Thun, chez les Dosne, prêt à accourir au premier signal du fidèle Mignet, resté à Paris pour veiller au grain. Enfin le roi se décide, ou plutôt se résigne, et forme son ministère le 11 octobre, sous la présidence de Soult, avec le duc de Broglie, Guizot et Thiers, *Casimir Périer en trois personnes*. Le jour même, Thiers prévient Talleyrand ; les résolutions du roi, convaincu qu'un système de modération au dedans et au dehors peut seul assurer le repos de la France et de l'Europe, ne lui suffisent pas ; il escompte l'aide capitale de l'ambassadeur à Londres pour résoudre la question d'Anvers dont tout dépend. Le lendemain, il s'adresse à Bugeaud, lui demande son appui, proteste qu'il est entré au ministère la mort dans l'âme et uniquement par devoir, car le fardeau est énorme. Bugeaud promet son appui à condition que le gouvernement diminue l'impôt sur le sel, termine la question belge et redouble d'activité contre la chouannerie. Thiers lui confie un secret d'Etat : le gouvernement est décidé à entrer en Belgique. Il ajoute : *Quant à la Vendée, je voudrais tenir la duchesse ; je n'ai pas l'espoir et la prétention de détruire les bandes en un mois.*

Le 11 octobre, à 4 heures, les nouveaux ministres se rendent chez le roi. Personne n'est en uniforme, et Louis-Philippe s'en excuse pour sa part. Il s'assied. Debout derrière lui, le garde des Sceaux lit la formule du serment. *Au lieu d'attendre que la main de chacun des ministres se lève au prononcer de la phrase fatidique Je le jure ! il la leur prend avec force témoignages d'affection, et les embrasse.* A Thiers il dit : *C'est pour la première fois, j'espère que ce sera pour longtemps !* Après quoi le maréchal Soult conduit ses collaborateurs aux petits appartements de l'entresol rendre la visite de corps réglementaire à la famille royale, où il y eut le matin même de chaudes discussions. Tout le monde fait bonne figure, et Thiers admire combien la comédie est bien jouée.

XI

LA TRIBUNE. LE VOYAGE EN ANGLETERRE

Hortense Allart reçoit la visite de Thiers dans le petit appartement qu'elle occupe, hôtel du Rhône, rue Saint-Nicaise. Il lui paraît occupé, heureux, plein d'avenir et d'ambition. Il est une force. Il l'a prouvé depuis longtemps avec sa plume. Il vient de le prouver avec sa parole. Et cependant il a tout contre lui : le haut de son torse émerge tout juste au-dessus du marbre de la tribune ; sa voix grêle, criarde, sonne désagréablement à l'oreille comme une corde fausse ; son nez retombe sur son menton retroussé, des lunettes encerclent ses yeux de myope. Victor Hugo qui l'admire, le déteste et le dédaigne, en trace un dessin caricatural lorsqu'on l'interrompt : Il se démène, croise les bras, les décroise brusquement, puis porte ses mains à sa bouche, à son nez, à ses lunettes, puis hausse les épaules et finit par se saisir convulsivement, des deux mains, le derrière de la tête. Au moment de monter à la tribune pour la première fois, le 23 novembre 1830, Thiers a peur. Quoi ! dit Royer-Collard en lui montrant son auditoire, vous êtes ému ? Mais regardez donc ces têtes-là ! Il reprend son aplomb. La Chambre vote contre ses conclusions. Le soir, il a quelques amis à dîner, dont Lamartine. Il ne se montre pas autrement impressionné de son échec. J'ai été battu, mais c'est égal, je ne m'en affecte pas ; je fais mes premières armes ! Battu aujourd'hui, battant demain, c'est le sort du soldat et de l'orateur ! A la tribune, comme au feu, une défaite profite autant qu'une victoire : on recommence ! Ne pensons jamais aux coups que nous avons reçus, mais à ceux que nous porterons ; l'essentiel est d'avoir raison... Dînons toujours et buvons frais ! Ce soir-là, il dit à Lamartine : La République ne me fait pas peur ; je voudrais une république parlementaire et pacifique comme la nation, pensant et travaillant, que nous voulons organiser.

Très vite, il a trouvé sa manière. Il laisse la discussion s'engager, durer, s'épuiser. Les parleurs se sont contredits, lassés, embrouillés, et ont fini par désapprendre. Lui, a écouté, s'est formé un avis, a appris. Il se lève. Il reprend la question ab ovo. Il suppose toujours que la Chambre ignore jusqu'au premier mot des choses. Par ses soins, dit Louis Reybaud, j'ai appris qu'il existe sur le Bosphore une ville qui se nomme Constantinople, et que les Turcs y sont en majorité. On l'a raillé d'avoir dit un jour : L'Angleterre est une île, comme chacun sait. Mais ce procédé dénote sûrement une profonde étude du cœur humain, puisque M. Raymond Poincaré a écrit dans la *Nacion* : L'Angleterre est une île. Nous n'avons jamais poussé l'ignorance jusqu'à dire le contraire. Echantillon de dialogue à une séance de la Chambre des Pairs : *Thiers* : Je ne puis discuter avec vous, vous ne connaissez pas les faits. — *De Corcelles* : Vous parlez bien, vous parlez beaucoup, mais vous ne connaissez pas toutes choses (cris de : *A l'ordre !*).

Thiers commence toujours par l'historique de la question ; il l'élucide, il l'enseigne. Il ne craint pas de se répéter, tapant sur le même clou pour mieux l'enfoncer. Il raisonne : **On se demande comment sortir de là. Mais pour savoir comment en sortir, il faut savoir comment on y est entré ? On y est entré par la fausse politique. Et comment a-t-on été amené à la fausse politique ? Par les fausses idées, par le désir de flatter au lieu de chercher à redresser les fausses tendances de l'esprit public.** L'esprit souple jusqu'à la mobilité, il n'est jamais à court d'une idée, d'un argument. Son langage, familier, s'élève naturellement au moment voulu, par la simplicité, à la haute éloquence. Il ne frappe pas, il insinue, il persuade. Sa voix, grêle au début, devient perçante et arrive aux oreilles les plus endurcies. La vivacité de son geste souligne et accentue ses phrases. Il a des ouvertures d'esprit si faciles que chacun, croyant le pénétrer tout à l'aise, se laisse, sans défiance, pénétrer par lui. Un don merveilleux lui livre la pensée d'autrui ; il s'en empare et se l'approprie. Il ébranle les convictions contraires par la lucidité de ses déductions. On comprend, on devient insensiblement son disciple, on est gagné, on voit dans son jour. Irrité de se sentir convaincu, après un discours où Thiers occupe la tribune depuis plus de trois heures, Léon Gozlan, marseillais-arabe coupé d'israélite, crie de sa voix stridente, pimentée d'un incomparable accent : **Te tairas-tu, Bouche-du-Rhone !** Nul n'a déployé plus d'habileté pour amener insensiblement à ses fins, mouvoir et conduire les grandes assemblées. Son autorité s'affirme définitivement à la séance de la Chambre du 23 janvier 1832. On discutait un projet de loi sur le mariage entre beaux-frères et belles-sœurs. Thiers croit que l'on va continuer et que son rapport sur le budget sera ajourné. Il n'en est rien. Il lui reste vingt-quatre heures pour rédiger son rapport. Impossibilité matérielle ! Il note quelques chiffres, s'excuse de son retard, et pendant près de quatre heures aborde tous les détails du budget, traite des questions financières, politiques, administratives, avec un entraînement, une facilité, une logique, une science des chiffres, une connaissance des faits, une âpreté d'attaque, une puissance de réplique, une finesse d'ironie et, vers la fin, avec une éloquence qui surprennent, confondent, émerveillent un auditoire conquis, subjugué. Il possède la pleine maîtrise de son talent. Pendant un demi-siècle, il l'exercera sans une défaillance, possédé du désir d'apprendre, d'une insatiable curiosité, d'une véritable passion pour la recherche de la vérité. Son exceptionnel bon sens attache aux faits une importance primordiale : l'antipode d'un idéologue.

Dans le monde, il parle sur tous les sujets. De préférence, il s'enthousiasme pour les gloires de l'Empire. Il traite légèrement des choses les plus sérieuses, oubliant que ses paroles sont recueillies, commentées et mal interprétées. La distinction de son esprit ne se retrouve pas dans ses manières, mais, quelle que soit la chaleur de la discussion, les mots les plus convenables lui arrivent pour exprimer sa pensée. A qui serait tenté de l'oublier, il rappelle ce qu'il vaut ; à l'ambassade d'Autriche où, n'osant l'annoncer baron, on présente sa femme : **La baronne Thiers**, il décoche à Apponyi : **Monsieur le Comte, le jour où Guizot et moi jugerons à propos de nous anoblir, nous nous ferons ducs.** Il dit malicieusement : **Il faut que la Providence ait bien confiance en moi, chaque fois que j'arrive au pouvoir, elle semble me réserver les affaires les plus embarrassantes.**

Ses idées libérales s'allient au sens de l'autorité. Il a lui-même donné la clef de sa psychologie : **Je n'ai pas l'ambition, mais j'ai l'orgueil du pouvoir.** En politique, tous les moyens lui paraissent bons pour atteindre son but. Il a l'horreur des crimes inutiles, mais la pitié ne l'arrêtera pas si, en temps de révolution, il

devient nécessaire de verser le sang. Après la révolution de 1830, il disait souvent à la duchesse Decazes qu'il était très heureux que les mesures de rigueur n'aient pas été nécessaires pour établir le gouvernement de Juillet, car il se serait montré plus sanguinaire qu'aucun des révolutionnaires les plus abhorrés. Cet homme sans fiel ni haine, qui n'a pas un grain de méchanceté dans le caractère, paraît, à ceux qui l'observent alors, capable de faire de la répression à outrance et du terrorisme constitutionnel. A ses yeux, l'intérêt du pays passe avant tout. Il a au suprême degré l'amour de la France. Il possède le sens, l'instinct national le plus développé. Cependant il a bon cœur, il est charitable et compatissant envers les misères qu'il voit. La duchesse Decazes insiste sur ce point : visitant avec lui le donjon de Vincennes, fin 1831, il lui parla de la mort du duc d'Enghien de façon si touchante, si sympathique que les larmes lui vinrent aux yeux ; au retour, rencontrant un pauvre, il lui donna vingt francs, tout ce qu'il avait dans sa poche et peut-être chez lui à cette époque. Il n'avait aucune fortune et vivait chez M. Mignet, qui lui-même n'avait que son traitement.

Pour son début, il va prouver qu'il ne craint pas les responsabilités, qu'il est homme de décision, d'action et de gouvernement. On lui a confié le ministère de l'Intérieur à peu près réduit à ses attributions de police ; on compte sur lui pour mettre fin à l'état d'insurrection entretenu en Vendée par la présence de la duchesse de Berry. La duchesse a échoué dans sa tentative de soulèvement. Elle se cache et ne veut pas sortir de France. Le précédent ministère fut soupçonné de ne pas oser procéder à son arrestation. Le nouveau gouvernement veut que cette arrestation soit un fait accompli avant la rentrée des Chambres, fixée au 19 novembre.

Sitôt en possession de ses services, Thiers confère avec de Foudras, son directeur de la police, qui lui expose trois intrigues en cours : un jeune officier, acculé par les besoins d'argent, a promis de livrer la duchesse ; la police a chargé une femme de vie dissolue, dont cet officier est amoureux, de le presser d'agir ; d'autre part, on a imaginé de persuader à un chouan qu'il doit découvrir la retraite de la duchesse pour assurer sa fuite, parce qu'elle est un embarras pour son parti. Le ministre écarte ces deux intrigues, et s'attache à la troisième. La duchesse de Berry fut à Rome la marraine d'un Juif converti, Simon Deutz, qui, jeune, élégant, fin mais poltron, rapace et volontiers traître, a rempli pour elle des missions de police. Six mois plus tôt, il écrivit à Montalivet, lui proposant de livrer la duchesse. Montalivet ne répondit pas. Deutz obtint de l'ambassadeur à Madrid, Rayneval, un passeport et une lettre de recommandation pour le ministre de l'Intérieur. Il vient à Paris. Pour prouver sa qualité d'agent de Marie-Caroline, il se munit de lettres d'elle, et de don Miguel, de Bourmont, etc., Foudras le reçoit, et le présente le 10 octobre à Montalivet, qui n'a le temps de rien en tirer, puisqu'il est remplacé le lendemain par Thiers. Ce dernier fait vérifier l'authenticité des lettres produites par Deutz. Il racontera plus tard de façon rocambolesque, et inexacte, son entrée en relations avec le traître. Le 13, au conseil de cabinet tenu chez Soult, ses collègues lui donnent carte blanche : outre les fonds secrets de police, on l'autorise à prélever ceux dont il aura besoin sur le fonds de 5 millions accordé en 1832 à Casimir Périer pour les besoins imprévus et la sûreté de l'Etat. On lui donne Maurice Duval pour remplacer à Nantes le préfet Saint-Aignan, trop mou, et de Jussieu pour remplacer de Sainte-Hermine à la préfecture de la Vendée. Il communiquera directement avec les agents qu'il emploiera, et gardera le secret vis-à-vis de ses collègues jusqu'au résultat acquis.

Le soir même, à dix heures, il mène Deutz à Maurice Duval. Tous deux partiront immédiatement pour Nantes. Il munit Duval de ses instructions ; celles pour Jussieu partent le 16. Le ministre leur recommande d'agir de concert. Il leur promet les agents et l'argent qu'ils demanderont. Il leur ordonne expressément de respecter la vie et la personne de la duchesse de Berry. Il leur interdit les armes à feu, dont on ne peut calculer les effets ; ils se muniront d'armes blanches et ne riposteront pas si l'on tire sur eux. **Nous voulons prendre le duc d'Enghien, nous ne voulons pas le fusiller.**

Ses mesures prises, Thiers passe la soirée chez Mme de Boigne, avec Pasquier et l'amiral de Rigny. Il annonce : **Je tiens la duchesse de Berry. Avant trois jours, elle sera prise.** Mme de Boigne s'efforce en vain de l'en dissuader. Il veut pouvoir dire : **Ce que les autres n'ont pu faire en six mois, moi, j'y ai réussi en trois semaines.** Pas un instant à perdre pour faire avertir la duchesse du danger qui la menace. Mme de Boigne court chez Mme Récamier : hélas ! Rien ne peut calmer l'irritation de Chateaubriand contre Marie-Caroline. Mme de Chastellux, pressentie, se charge de faire passer à la duchesse un avis urgent pour la décider à se sauver, peut-être la lettre que l'on trouva sur la table où elle allait dîner lorsque le commissaire Joly pénétra dans la maison des demoiselles Du Guinic. Quelques jours après, Thiers apprend à Mme de Boigne qu'une première tentative a manqué son but. Comme fiche de consolation, Deutz propose de livrer Bourmont ; le gouvernement n'a nulle envie de fusiller un maréchal de France, et refuse. Le 8 novembre, dans la matinée, un billet de Pasquier informe Mme de Boigne que la duchesse est prise. Le même jour, un conseil des ministres décide du sort de la princesse captive, à qui Louis-Philippe charge le docteur Ménière de dire que tout s'accomplit contre son gré : en fait, la famille royale, sauf la reine, désirait passionnément l'arrestation.

Cinq jours plus tard, Thiers se confie à Bugeaud : **J'ai pris la duchesse de Berry, et cependant, je n'ai encore essuyé que des sottises et des injures. Maintenant, on voudrait que nous l'eussions traînée de tribunaux en tribunaux, que nous eussions donné un odieux scandale ; on voudrait nous imposer des indignités, au lieu de nous renfermer dans une simple mesure de sûreté. Je n'ai jamais vu tant d'injustice et de mauvaise foi.** Ses dispositions ne changent pas pour cela. La duchesse Decazes, qui le voyait alors presque tous les jours, dit formellement : **M. Thiers a montré de l'habileté et de la discrétion dans la conduite de l'arrestation de Mme la duchesse de Berry. Il a gardé aussi scrupuleusement secrets des détails scandaleux qui, sans servir positivement à la cause, auraient cependant contribué à déconsidérer encore cette princesse et ses amis.**

Le 17 novembre, Deutz, venu de Nantes encadré de policiers, est introduit dans le cabinet de Thiers. Tenaillé par le remords, il demande anxieusement si la duchesse est arrêtée, si elle est saine et sauve. Le ministre le rassure et ajoute : **Vous allez avoir une grande fortune.** Mais comme on n'était pas convenu du prix de la trahison et bien que Deutz ait écrit plus tard qu'il avait sacrifié son intérêt d'homme à sa dignité de citoyen, une discussion assez âpre s'ensuit. Finalement, on tombe d'accord sur le chiffre de cinq cent mille francs. Deutz les empoche et signe le reçu que Thiers classe soigneusement dans ses papiers. Le ministre accorde à Foudras 30.000 francs de gratification, **pour prix de ses services récents et anciens.**

Resté seul, Thiers dépouille le contenu de deux sacoches de cuir sanglées par une bretelle, saisies dans la cachette où la duchesse fut prise, et bondées de papiers. Des réactifs l'aident à déchiffrer entre les lignes innocentes celles que

dissimulent des encres sympathiques. Il tient tous les fils de la conjuration. Il sourit à ce jugement sur Chateaubriand : **Fantasque, plein de contrastes, accoutumé à la flatterie, trop plein de la pensée que sa plume seule suffit à rétablir un trône.** Puis, des dénonciations outrageantes contre Berryer ; il estime, il admire le grand orateur légitimiste ; cette fois, au lieu de sourire, il s'indigne. Il invite Berryer à dîner avec lui au ministère, en grand secret. Il lui désigne un portefeuille rouge bourré de papiers. **Ce sont des lettres avec lesquelles je pourrais faire fusiller une soixantaine de vos amis. Eh bien ! Personne ne les verra, pas même le Roi !** Le dîner fini, il jette le tout au feu. Le procureur Hello, de Nantes, réclamera en vain les documents disparus. La duchesse de Berry ignore ce geste, et d'autres. Sous l'impression de la confiance que lui transmet le docteur Ménière de la part du roi, c'est Thiers qu'elle invective, lorsque le colonel Chousserie exécute les instructions détaillées, les précautions minutieuses qu'ordonna le ministre. Elle tape du pied, elle cogne du poing sur les meubles. **C'est ce coquin de Thiers qui fait tout cela ! J'écrirai à Paris ! J'écrirai aux journaux ! Je veux être jugée.** Elle détestera d'Argout, il est vrai, plus encore que Thiers.

Le 19 novembre, l'arrestation voulue par la Chambre était donc faite comme Thiers l'avait promis. Le roi se rend au Palais-Bourbon pour l'ouverture de la session. Sur le Pont-Royal, un coup de pistolet part à son adresse et le manque. Que s'est-il passé ? L'assassin court encore. Dans la bousculade, une femme s'évanouit. Elle revient à elle et prononce le nom de Thiers. Elle serait allée l'instant d'avant au ministère solliciter une grâce et aurait été reçue par Martin, le secrétaire du ministre. Elle demande à retourner au ministère, d'où Martin l'envoie aux Tuileries. Là on lui fait fête : elle prétend avoir détourné le bras de l'assassin. A l'audience où l'affaire est jugée, pas un témoin qui reconnaisse l'avoir vue sur le lieu et au moment de l'attentat ! Le procureur opine comme les témoins, quoique Martin confirme les dires de la femme, Adèle Boury. Les journaux ennemis du gouvernement soutiennent qu'elle est la maîtresse de Thiers, et qu'elle fut payée par la police pour jouer une vilaine comédie.

Contrairement à son désir, la duchesse de Berry ne sera pas jugée. Il s'en faut de peu, car les discours de Ludres, de Brique-ville et surtout de Berryer, à la séance de la Chambre du 5 janvier 1833, irritent la majorité. Thiers, qui lors de la discussion de l'Adresse a déjà démontré la modération du gouvernement et l'impossibilité de tenir une autre conduite, parvient à détourner la Chambre de se prononcer pour un procès criminel. Personnellement, il accepte la responsabilité de l'arrestation, qui le rattache à jamais à la Révolution de Juillet et à son sort. Le gouvernement avait le droit de se défendre. Il annonça qu'il arrêterait la duchesse, que sa famille et ses amis avertirent ; elle persista à rester en France. Le gouvernement est sorti de la loi ordinaire pour l'arrêter, il ne peut la livrer aux tribunaux par mesure de sûreté. Les membres de cette famille qui a cessé de régner sortent du droit commun. Le bannissement pour lequel Thiers se prononce constitue un acte politique et non pas un jugement. Il réussit à convaincre la Chambre. Mais il estime avoir rempli sa tâche. **Je ne veux pas être le Fouché du régime,** dit-il. Il repasse à d'Argout le ministère de l'Intérieur rétabli dans ses attributions antérieures, et s'installe au ministère du Commerce et des Travaux publics le 1er janvier 1833. Bientôt, des bruits courent sur l'état de santé de la prisonnière de Blaye. Les petits journaux entament une campagne d'allusions. Les journaux carlistes vont-ils s'en prendre à d'Argout ? Non pas. Les bruits, prétendent-ils, sont **un miracle de stupide méchanceté inventé par Thiers...** Thiers, un petit Phaéton morveux, jadis tout épilé de misère !

Polémiques, duels. Carrel, blessé par Roux-Laborie, supplie Thiers, qui a fait prendre de ses nouvelles, de ne pas inquiéter son adversaire. Le 26 février 1833, le *Moniteur* publie la déclaration de grossesse de la duchesse de Berry : cette fois, le rôle de Marie-Caroline est fini.

L'activité de Thiers, placé désormais à la tête d'un Département secondaire, ne se manifeste pas seulement dans le cadre de ses attributions. Il empiète sur celles de ses collègues. Sa personnalité n'en ressort que mieux. Il devient l'orateur du gouvernement. Guizot, lors de la discussion de l'Adresse, tombe malade et ne peut y prendre part. Thiers occupe la tribune. Il défend les projets de lois sur l'organisation des conseils généraux, d'arrondissement et municipaux, sur les attributions des maires, sur la politique intérieure. Dans ces discours, il estime que seuls doivent voter les électeurs que le pays croit utiles : il ne faut pas descendre là où les lumières manquent et où l'on ne trouve que l'indifférence ou les mauvaises passions. Il tient ferme pour l'unité française et dépiste les mesures qui y porteraient atteinte. Il y a, dit-il, beaucoup d'opinions qui, pour être vieilles, n'en sont pas moins bonnes : elles sont vieilles parce qu'elles sont le résultat de l'expérience et des conditions éternelles de l'humanité. Après avoir fait voter un projet de loi pour l'érection sur la place de la Bastille d'un monument commémoratif de la révolution de Juillet, le même lieu, dit-il, rappellera ainsi le commencement et l'heureuse fin d'une révolution de 40 années, il dépose, le 29 avril 1833, un important projet de loi sur l'achèvement des monuments de Paris, divers travaux publics à exécuter dans les départements, et des routes stratégiques à créer en Vendée. L'Arc de Triomphe, la Madeleine, le palais du quai d'Orsay, le Panthéon, commencés sous l'Empire, même sous l'ancien régime, ne sont pas encore terminés ; la restauration de la basilique de Saint-Denis non plus, ni l'Ecole des Beaux-Arts. Il montre le Collège de France en piteux état, le Museum d'histoire naturelle insuffisant, la Bibliothèque royale en danger. Pour cette dernière, il préconise un projet conçu par Napoléon Ier et qui ne sera jamais exécuté. Il veut que l'on complète le système des phares et celui des canaux, et que l'on fasse faire aux frais de l'Etat les études pour les chemins de fer, afin d'abréger les formalités auxquelles les Compagnies sont soumises. Des travaux sont à effectuer au Palais-Bourbon, au palais de l'Institut, et à l'institution des Sourds-Muets, au pont et à la place de la Concorde, au rond-point des Champs-Élysées, aux archives de la Cour des Comptes. Il obtient pour son projet de loi le vote d'un crédit de cent millions. Le 18 juin 1835, c'est lui encore qui demande pour la compagnie qui a fait les études préparatoires nécessaires, la concession de la construction du chemin de fer de Paris à Saint-Germain, auquel le tribunal civil de Versailles et le conseil général du département opposent maintes objections.

En matière financière, il se prononce avec force sur des questions primordiales : le maintien de l'amortissement, corrélatif du crédit ; le maintien des pensions, même pour ceux qui ont servi en Vendée ou en émigration, et cela bien que nul plus que lui ne soit l'objet de la haine des carlistes. Il attaque vivement une proposition de loi établissant l'impôt sur le luxe et le revenu : de la part des uns, c'est utopie, de la part des autres, hypocrisie ; le système d'impôts actuel est le résultat de la banqueroute ; tel un pugiliste qui retrousse ses manches, il dit à son adversaire : Je veux attaquer votre système, et vous verrez ce qu'il en restera. Il prouve que le propriétaire n'est pas nécessairement riche, ni le prolétaire nécessairement pauvre, et que les riches paient les deux tiers de l'impôt. Alors qu'il paraît raisonnable d'imposer le luxe en Angleterre où la fortune est concentrée entre quelques mains, il est absurde de l'imposer en

France où la fortune est divisée. Imposer les rentes, c'est en retrancher une partie : elles fléchiront dans la même proportion ; de plus, il faudrait atteindre tous les revenus ; or, on ne peut les connaître d'une manière certaine : on en viendra à *arbitrer*, c'est-à-dire à instituer l'*arbitraire*. Il en résultera une iniquité profonde. Thiers met le même empressement que quiconque à soulager les classes pauvres, mais cet impôt, éminemment révolutionnaire, est un impôt de passion, une source de popularité plus qu'une source de richesse.

Lorsque l'on discute en conseil des ministres les questions de politique extérieure, la parole de Thiers devient rapidement prépondérante. A l'avènement du ministère du 11 octobre, la conférence réunie à Londres pour régler les affaires de Belgique s'est depuis onze jours séparée sans conclure, après avoir écarté les mesures coercitives à l'égard de la Hollande. Le gouvernement français ne peut en rester là. Autant que la capture de la duchesse de Berry, il faut, lors de la rentrée des Chambres le 19 novembre, que l'entrée de l'armée française en Belgique soit accomplie. Les ministres la décident au conseil du 20 octobre, avec ou sans l'adhésion de l'Angleterre, et en dépit de l'hostilité des puissances continentales. A celui du 23, Thiers parle longuement. Il soutient que le vrai danger ne réside pas dans l'attitude des puissances, mais dans le fait de se passer de l'Angleterre : le roi a assez donné la preuve de sa modération, il faut qu'il mette une fois la main sur la garde de son épée. Pour ne pas perdre de temps, on rédige à l'avance les textes de la déclaration à l'Europe, de la sommation au roi de Hollande, de la convention militaire avec la Belgique. On les lit en conseil le 24, sous l'empire d'une vive émotion. A peine s'est-on séparé qu'un courrier extraordinaire apporte la convention signée à Londres le 22 : le chef-d'œuvre de Talleyrand, qui décida l'Angleterre à une action commune. On respire. Le prince adresse à Thiers ce billet daté également du 22 : *Voici tout ce que j'ai pu obtenir : il y a des gens ici qui trouvent que c'est beaucoup trop : pour moi je trouve que c'est tout ce dont vous aviez besoin : profitez vite et bien de cette liberté de mouvements que telle circonstance pourrait bien promptement retirer ou limiter. Enlevez Anvers, retirez-vous dans les délais prescrits : et vous aurez la majorité de tout ce qui raisonne sur la terre. Alors l'Europe sera sauvée, et vous et moi bien heureux d'y avoir contribué.* Pour se renseigner personnellement sur les événements, Thiers envoie en mission en Belgique un parent du général de Rumigny qui lui expédie une série de rapports relatant les détails de la marche de nos troupes, des opérations du siège et de la prise d'Anvers, et aussi d'une tentative infructueuse pour entrer en contact avec le prince d'Orange.

Ainsi, le 20 novembre 1832, Thiers peut-il, à l'occasion du discours de l'Adresse, opposer aux critiques : l'insurrection de juin étouffée, la duchesse de Berry prise, nos troupes entrées en Belgique, l'Europe rassurée sur l'esprit de conquête et l'esprit d'anarchie qu'elle attribuait au nouveau régime ; le tout sans confiscations ni vengeances, et en usant de la plus grande modération. Anvers prise le 23 décembre, Thiers répond victorieusement, le 20 février 1833, à Mauguin et à Odilon Barrot qui taxent le gouvernement de faiblesse ; il ironise en soulignant les démentis opposés par les faits aux prophéties de l'opposition : la politique gouvernementale triomphe sur toute la ligne.

Persuadé que les intérêts matériels ne sont pas tout dans la vie d'un peuple, et qu'en vertu de l'axiome de Napoléon : *L'imagination gouverne le monde*, il est bon de parler à celle du pays, il fait décider le rétablissement de la statue de l'Empereur sur la colonne Vendôme, à l'occasion des fêtes de juillet 1833. Soult l'approuve hautement. Le 27, les préparatifs sont terminés. Un voile vert

parsemé d'étoiles recouvre la statue ; la colonne de la Grande Armée se dresse, entourée de douze colonnes surmontées de globes d'or ; on y lit les noms des plus illustres lieutenants de Napoléon, des victoires qu'eux et leur chef ont remportées. Le 28, au bruit des salves d'artillerie, le roi sort des Tuileries à dix heures, accompagné des princes, ses fils, de ses aides-de-camp, des ministres d'Argout et Thiers, de Sébastiani, de Montalivet et d'un cortège de maréchaux et de généraux. Il passe la revue de la garde nationale. A une heure, il entre à la Chancellerie où l'attendent la reine et Mme Adélaïde, et où le Garde des Sceaux lui offre un grand banquet. Lorsque les légions ont pris position pour défiler place Vendôme, le roi remonte à cheval ; à sa droite, le duc d'Orléans, à sa gauche, le duc de Nemours. Chapeau empanaché, habit brodé d'or, pantalon de casimir blanc, Thiers s'avance à cheval pour prendre les ordres de Sa Majesté. Le voile qui cache la statue tombe, et le défilé commence, aux acclamations de la foule. Mme de Dino évoque cette scène, où son [petit Thiers a paru en tambour-major](#).

A cette occasion, Hugo lui demande une faveur pour Antony Thouret, rédacteur en chef du journal *La Révolution de 1830*, détenu à la Force et qui désirait être interné à Douai, auprès de sa famille. [On rend service à un ministre en lui indiquant les occasions de bien employer son pouvoir](#), écrit Hugo. Je n'appartiens à aucun parti politique défini. Je les regarde tous faire avec impartialité, plein d'amour pour la France et pour le progrès... Le meilleur conseil à donner à ceux qui ont le pouvoir, c'est qu'ils traitent bien ceux qui ne l'ont plus et ceux qui ne l'ont pas encore. Dans *Choses vues*, Hugo a publié sa lettre ; il passe sous silence la réplique du ministre. Thiers lui apprend que l'ordre sollicité en faveur de Thouret était donné depuis deux jours et ajoute : [Il n'est aucunement dans mes intentions, ni dans celles du gouvernement, d'ajouter aux rigueurs des lois. Je ne puis pas dire comme vous, monsieur, que je n'appartiens : à aucun parti ; je sers avec chaleur, et j'ai toujours servi, celui de la monarchie telle que nos anciennes lois l'ont faite. L'esprit de ce gouvernement est la modération ; je crois qu'il ne s'en est jamais écarté. Devenu ministre de l'Intérieur, j'ai envoyé dans des maisons de santé des écrivains qui m'avaient accablé d'injures. Je l'ai fait pour me conformer à l'esprit d'un gouvernement qui ne sera jamais sévère qu'à contre-cœur et pour le maintien indispensable des lois. Je recevrai toujours volontiers les avis d'un bien à faire, quand il sera praticable.](#)

Un mois plus tard, M. le ministre du Commerce et des Travaux publics part en voyage d'études dans le nord de la France et en Angleterre. Trois hauts fonctionnaires l'accompagnent : Dittmer, inspecteur général des haras, qui publia en 1827 avec Cavé *Les soirées de Neuilly* ; David, conseiller d'Etat, secrétaire général du Conseil supérieur du Commerce ; Legrand, conseiller d'Etat, directeur des Ponts-et-Chaussées, chargé d'étudier plus particulièrement les chemins de fer. La mission va à Lille, s'arrête à Anzin où, le 3 septembre, elle descend à l'Etablissement de la Compagnie des mines dont plus tard Thiers deviendra le président. Il reçoit des vœux, recueille des opinions, répond de bonnes paroles, puis traverse le Déroit. Le 17 décembre 1832, Mérimée écrivait à Royer-Collard : [Les Anglais ici sont à plat ventre devant Thiers. Il règne en despote, et, ce me semble, abuse de son pouvoir en les persiflant outrageusement.](#) En juin 1833, au contraire, le protectionnisme de Thiers et de Humann oblige le duc de Broglie à prier Talleyrand d'adoucir le mécontentement qu'en peut éprouver le ministère anglais. Thiers n'en sera pas moins bien reçu. Il descend à l'ambassade de France et remet à Talleyrand ce satisfecit de Mme Adélaïde : [Je ne veux pas laisser partir M. Thiers à Londres sans un petit mot de moi pour vous, mon cher prince ; il me l'a demandé hier soir, et je suis bien aise de vous dire combien](#)

notre cher roi l'apprécie et est satisfait de son dévouement ; il va à merveille : c'est un excellent petit homme. L'ambassadeur l'impose aux Anglais par la haute opinion qu'il professe à son égard, et donne plusieurs grands dîners en son honneur. Charles-Cavendish Greville, le fameux mémorialiste, se lie avec le jeune ministre qui, au premier abord, l'amuse : pensez donc ! Un petit ministre pas plus grand que Shiel ! et qui lui suggère cette réflexion d'un humour très britannique : Thiers, depuis qu'il est au pouvoir, doit bien regretter d'avoir tant insisté dans son *Histoire de la Révolution* sur la doctrine du fatalisme historique, qui ne peut que nuire à sa réputation d'homme d'Etat ! Etonnement des Anglais en apprenant qu'il donne ses rendez-vous entre six et sept heures du matin !

De passage à Londres, Vivien, député de Saint-Quentin, et Jérôme-Adolphe Blanqui, frère du publiciste, lui rendent visite. Il se les adjoint : Je vais lundi en chemin de fer, vous devriez bien y venir avec nous. Je serais content que Vivien me vît parcourir et étudier l'Angleterre ; il sera frappé des mêmes impressions que moi, et, à la Chambre, je pourrai invoquer son témoignage. Birmingham : visite aux somptueux magasins de Thomas and Son ; Thiers achète pour une soixantaine de guinées de coutellerie, porcelaines, etc., et reçoit une médaille commémorative de sa visite. Il arrive en vue de Liverpool à deux heures du matin et attend six heures la marée pour traverser la rivière ; il admire les cordons de lumière qui courent le long du fleuve, des pots-à-feu remplis de charbon de terre scintillant d'une lueur fantastique. Visite des docks, réception à l'hôtel-de-ville, dîner avec le maire, plats épicés, vins à profusion, toasts à n'en plus finir dont l'un à Wellington, porté par un gentilhomme du nom de Drinkwater, qui justifierait plutôt en ce moment celui de Drinkwine. Vivien, qui seul avec David a accompagné le ministre, les autres n'ayant pas apporté leur habit, refuse de s'associer à ce toast. Celui-ci n'a aucun caractère politique observe le maire. Thiers ajoute : Il est tout simple que l'Angleterre célèbre le nom d'un grand homme, et nous ne pouvons qu'applaudir à ce sentiment de reconnaissance nationale : ce n'est point une manifestation politique, mais un hommage rendu au génie. Le lendemain, en chemin de fer pour Manchester : douze lieues en soixante-douze minutes ! C'est vraiment prodigieux ! L'effet est le même que sur les montagnes russes. Il traverse le détroit de Menai, sous une arche de 600 pieds d'ouverture où les corvettes de guerre passent à pleines voiles. Aux forges de Stourbridge, 500 ouvriers l'entourent au milieu de la nuit de milliers de barres de fer rouge. Malheureusement, les manufacturiers ferment au nez du ministre les portes de leurs manufactures. Furieux, il commande des chevaux pour aller à Sheffield visiter les coutelleries.

Après l'Angleterre, visite au Havre, où il discute de fers et de houilles, de cafés et de sucres, de jaugeages de navires, et banquet où l'on prône la liberté du commerce ; à Rouen, où il étudie les questions intéressant la ville, son outillage et ses affaires, puis banquet ; à Elbeuf, où il examine les manufactures, les machines, et tient avec les industriels des conférences à l'hôtel-de-ville, puis, banquet. Pendant ce temps, charivari offert par la presse : Retour d'Angleterre, M. Thiers a déclaré à la douane trois cents projets de lois industrielles ; quant aux cachemires, si quelqu'un en a parlé, ce n'est pas lui, vraiment. C'est par les chemins de fer qu'on se propose d'arriver jusqu'à notre argent. — M. Thiers a parcouru avec la rapidité de l'éclair les chemins de fer de Birmingham à Liverpool ; il est enchanté d'un pays sur les routes duquel on peut voler. — Le *Journal de Lille* apprend que M. Thiers a très bien pris le charivari dont on l'a régalé dans cette ville. Nous n'en sommes pas surpris, car nous savons que le petit homme prend en général très bien tout ce qui se présente. — Un nain polonais, appelé le

comte Borolawski, haut de trois pieds, était dernièrement en Angleterre. Il a partagé la curiosité publique avec M. Thiers. — On annonce le prochain départ de M. Thiers pour le Havre, où il se propose de prendre des *notes*. Ce n'est probablement pas tout ; M. Th. ne se dérange pas pour si peu. — On lisait hier dans un journal : *Le voyage de M. Thiers en Angleterre avait une haute importance politique, et il a dû frapper de grands coups*. Le journal veut sans doute parler de ceux appliqués par le petit bonhomme sur le ventre de lord Grey. Allusion qu'explique l'entrefilet particulièrement venimeux de Loève-Weimar dans la *Revue des Deux-Mondes* : Il n'y a rien de perdu entre les gens d'esprit. M. Thiers, qui fait tout ce qu'il peut pour oublier qu'il l'a été, n'a pas craint, malgré l'exemple de l'empereur Nicolas, de livrer aux caprices de la mer son auguste et précieuse personne. Il a traversé la Manche par un temps fort incertain, et s'est rendu à Londres. M. de Talleyrand, qui a jadis lancé M. Thiers dans le monde politique, a fort bien reçu le jeune ministre, et a invité à dîner, en son honneur, lord Grey, et les principaux ambassadeurs. On parlera longtemps dans le monde fashionable anglais de ce curieux dîner où M. Thiers, en présence des hommes les plus instruits et les plus capables de l'Angleterre, ne craignit pas de parler constamment à voix haute, et de traiter toutes les questions avec l'abondance et la spontanéité d'un professeur. On fut surtout frappé de la haine acharnée qu'il montrait contre la presse et ses anciens amis, ses compagnons, les écrivains périodiques ; lord Grey, placé près de M. Thiers, ne put s'empêcher de lui demander si un journal, le *National*, se trouvait compris dans cet anathème. M. Thiers trouva la répartie fort plaisante, et pour toute réponse frappa amicalement sur le ventre du premier ministre de S.M. britannique. On juge de l'étonnement du noble lord et de l'aristocratie européenne qui se trouvait à pareille fête. Depuis ce jour-là, M. Thiers est célèbre dans la société anglaise, et l'on ne parle que de ses bonnes manières. C'est à qui voudra être traité comme lord Grey et recevoir son petit coup sur le ventre. M. Thiers s'est montré en tout fort grand seigneur à Londres, et on l'a vu au Parc dans un carrosse attelé de six chevaux. Un journal anglais le comparait, en cette occasion, à ces matelots qui viennent de toucher leur part de prise, et qui se promènent dans les rues de Londres, avec une fille à chaque bras, et suivis de deux violons.

On ne s'étonne pas qu'il supplie Bugeaud de lui donner du courage : J'ai besoin que les hommes de cœur soutiennent un jeune homme calomnié et battu par les vents de l'envie. Mme de Dino donne une idée plus juste du voyage et du voyageur : Thiers aura en dix jours vu plus de l'Angleterre matérielle que qui que ce soit avant lui. Je crois vraiment qu'il ne s'est pas couché tout ce temps-là. Le duc d'Orléans et le comte Molé, impatients de connaître ses impressions, le prient dès son retour de venir les leur communiquer l'un à Compiègne, l'autre à Champlâtreux.

A ce moment précis, une crise grave s'ouvre en Espagne. Le roi Ferdinand VII meurt le 20 septembre et lègue la couronne à sa fille, Isabelle, âgée de trois ans, sous la tutelle de la reine-mère, Marie-Christine. Son frère, don Carlos, absolutiste, y prétend, et se fait reconnaître en Biscaye. Les libéraux se rallient à Isabelle. Don Carlos, lui, s'allie à la faction française dont Bourmont est l'instrument dans la Péninsule. Le gouvernement de Louis-Philippe hésite, se divise sur l'attitude à adopter, et finalement prend parti pour Isabelle. Soult veut armer, Humann, ministre des Finances, ne veut pas payer. Broglie, Thiers et Guizot décident Humann à payer, sur quoi Soult ne veut plus armer. En conseil, Thiers attaque vivement le maréchal, qui se retire et boude. Thiers lui fait adresser un ultimatum : on prendra un parti sans lui si, le soir même, à huit

heures, il ne reparaît pas au conseil. Soult capitule. On portera l'armée à 454.000 hommes, d'où une dépense en excédent de 8 millions, dont 3 fournis par des annulations de crédits. Le lendemain, Thiers et le maréchal, redevenus bons amis, font de compagnie une promenade à cheval. En somme, le gouvernement se refuse à une guerre pour contraindre l'Espagne à [vouloir ce qu'elle ne voudrait pas vivement](#), mais semble prêt à secourir la reine au cas où l'Espagne souhaiterait maintenir Isabelle sur le trône. On rédige en ce sens des instructions pour Mignet, envoyé à Madrid en mission spéciale ; il en remettra de semblables à notre ambassadeur Rayneval. Ici encore, Thiers envoie lettres et instructions ; Loève-Veimar l'appelle [le Président postiche du Conseil](#).

Les journaux carlistes lâchent sur l'ambassadeur extraordinaire une bordée de quolibets. Le *Légitimiste* : [Clic, clac ! C'est la voiture de M. Mignet qui part. Parfumé, pommadé, frisé, papillotté, bouclé, crêpé, courez où la fortune vous appelle, beau Léandre de la diplomatie, Tircis de l'ordre du jour, Amadis du juste milieu. Allez vite, et revenez plus vite encore, car les boudoirs de la Chaussée-d'Antin ont pris des pleureuses : allez vite, et vous reviendrez plus vite encore avec vos cheveux et votre or.](#) La *Mode* imagine un long et comique rapport du missionnaire à son ami Thiers, et s'efforce de les piquer l'un et l'autre aux points les plus sensibles. Loève-Veimar exprime le suc de sa méchanceté raffinée, élégante et spirituelle : [M. Mignet est un beau jeune homme au regard rêveur et mélancolique, élégant et recherché comme l'était M. Sébastiani dans ses beaux jours, et porteur d'une chevelure blonde toute pareille à celle que Mme de Staël admirait si passionnément sur la tête de Benjamin Constant. On a dit avec beaucoup de méchanceté que les femmes le regardent comme un historien, et les hommes comme un homme à bonnes fortunes : il n'en est rien. M. Mignet est envoyé à Madrid, près de la jeune veuve de Ferdinand, dans les mêmes vues qui firent nommer, du temps d'Anne d'Autriche, le duc de Buckingham, ambassadeur à la cour de Louis XIII. Malheureusement, il va se heurter au beau Villiers, blond comme lui, mais d'origine infiniment plus aristocratique, et envoyé à la cour de Madrid à des fins semblables par l'Angleterre prévoyante, deux mois avant la mort de Ferdinand.](#)

Mignet remplit sa mission. Le *Légitimiste* n'a pas tout à fait tort : l'ami Thiers fait passer au voyageur des lettres qui n'ont rien de diplomatique ; elles proviennent de [la place de la Madeleine](#) où, dans un appartement excentrique, une femme étrange, qui accorda ses bonnes grâces au beau Mignet, la princesse Belgiojoso, est souffrante. Cette pensée lancine et tourmente M. l'ambassadeur extraordinaire. Il écrit lettre sur lettre pour avoir des nouvelles d'une santé qui lui est [chère plus que tout au monde](#) ; il vit dans une [cruelle anxiété](#). Au milieu d'octobre, il considère sa mission comme terminée. Il insiste pour que Thiers le fasse rappeler par le duc de Broglie. Il rentre à Paris à temps pour assister M. le ministre du Commerce dans une circonstance capitale de son existence.

XII

LE MARIAGE

Le 5 mai 1833, en même temps que le duc de Broglie et que Humann, Thiers reçoit la rosette d'officier de la Légion d'Honneur. Le 20 juin, il est élu à l'Académie française. L'année précédente, il fut un moment candidat au fauteuil de l'abbé de Montesquiou, avec Guizot, Salvandy, Tissot, Rœderer et sept autres ; par méfiance de Dupin, il se retira, et pria son ami Lebrun de donner sa voix à Salvandy : *C'est, dit-il, un moyen d'assurer ma rentrée.* Fontaney écrivait dans la Revue des Deux-Mondes : *M. Thiers a fait ses preuves comme écrivain et comme orateur ; M. Thiers est homme d'esprit et homme d'Etat ; tout bien posé, M. de Salvandy sera nommé.* Lorsque s'ouvre la succession d'Andrieux, Thiers entre en ligne et mène sa campagne avec Lebrun. Il essaie d'obtenir par Alexandre Duval le désistement de son concurrent, Charles Nodier. Nodier ne se désiste pas, et ne récolte que six voix, contre dix-sept à Thiers et deux bulletins nuls.

Trente-cinq ans, ministre influent, académicien, officier de la Légion d'Honneur, Rastignac, qui lui emprunte maints traits de caractère, n'a pas fait mieux. *Thiers est un bon enfant, pas trop impertinent pour un parvenu,* dit le comte de Montrond, le dernier des roués, l'âme damnée du prince de Talleyrand, qui réplique : *Je vais vous en dire la raison ; c'est que Thiers n'est pas parvenu, il est arrivé.* Exactement le mot de Joubert à Mme de Beaumont sur Bonaparte en 1800. Talleyrand lisait volontiers des recueils de bons mots.

Financièrement, la position du ministre apparaît moins brillante. Comme en juin 1830, il refait ses comptes en décembre 1831. Il a remboursé avec les produits du *National* 5.500 francs avancés par Sautelet sur cette *Histoire universelle* qu'il n'écrira jamais. Il a remis à Paulin, successeur de Sautelet, 3.000 frs pour la *Monarchie de 1830*, pour ses pertes et profits, avec abandon de tout ce qu'il a vendu. Il a réglé définitivement ses comptes en résiliation de traités avec Schubart et avec Lecointe, et acquitté le solde de ce qu'il devait encore à Cotta. Enfin il a payé à Mollet, en 6.400 frs d'effets, le jardin de la maison qu'il possède à Aix, rue des Chartreux. En mars 1833, il est endetté. Son avoir consiste en 10.000 frs de meubles et d'effets, en la maison d'Aix, et 60.000 frs d'argent comptant. Il doit toujours la maison de la rue Saint-Georges achetée en 1830 à la Société immobilière Saint-Georges, soit 100.000 frs, et diverses sommes empruntées à des amis : Bédarrides, qui l'aida à payer la pension qu'il fait à sa mère, Floret, sous-préfet de Carpentras, celle qu'il fait à son père, et Donnadiou.

La solution s'impose : un mariage riche. Or, il est amoureux, — il le devient facilement — et n'a aucune envie de se marier. Il a besoin de la société, de l'intimité d'une femme. Il cause avec les femmes plus volontiers qu'avec les hommes. Il est galant, et joindrait aisément le geste à la parole, mais on lui fait facilement oublier sa passion en lui parlant politique ; il y reviendra plus tard, ne se regarde jamais comme refusé, n'a pas plus de jalousie que de rancune, reste

l'ami d'une femme dont il n'aurait pas été fâché d'être l'amant, et après l'avoir compromise par ses assiduités, ira quérir ailleurs des plaisirs faciles. Lorsque le roi l'envoie chercher la nuit pour une commission urgente, il est souvent absent de chez lui. Il connaît des succès féminins. Les méchantes langues citent notamment Mme Odier dont la sœur est la [Valentine](#) de Mérimée, ce qui est une clef des relations entre les deux hommes. On attribue son manque de bienveillance envers Thibaudeau, fils de l'ancien préfet des Bouches-du-Rhône, à ce qu'il eut en lui un [prédécesseur](#), sans que la chronique dise auprès de qui.

Le moyen le plus simple de régulariser sa situation à l'égard de la Société immobilière Saint-Georges consiste à épouser, bien qu'il la considère comme une enfant, l'aînée des demoiselles Dosne, âgée de seize ans. L'amitié dévouée et reconnaissante qu'il a vouée à Mme Dosne l'y engage par surcroît. Il se fie entièrement à elle. Il lui communique les nouvelles politiques et même les secrets du conseil. Depuis le mois de septembre 1832, elle en prend note au jour le jour, pour le cas où il écrirait ses mémoires. La duchesse Decazes souligne le caractère tout amical de leurs relations ; il aurait quitté la femme dont il aurait été le plus amoureux plutôt que de lui sacrifier Mme Dosne ; un autre mariage l'aurait brouillé entièrement avec elle ; il aurait perdu son amitié, l'aurait affligée. [Peut-être a-t-il eu raison et le monde a-t-il calomnié les intentions](#). Il a protesté contre l'injustice du monde, car il sait là réputation faite à Mme Dosne. Elle a pour lui une amitié vive, susceptible, qui la rend méchante pour ceux qui ne sont pas bien pour lui, [et ils sont nombreux](#), dit-il en riant. Mignet regrette de le voir renoncer à la possibilité d'alliances offrant ses mêmes avantages de fortune et susceptibles de lui apporter de solides appuis politiques. Il fait part de ses regrets au général Garraube, député, et au comte de Rambuteau. Tous trois décident de chapitrer Thiers, au cours d'un petit dîner au Dépôt des Affaires Etrangères. Il les écoute complaisamment, les remercie de leur affectueux souci, et continue : [Quand je vins à Paris, Mignet s'en souvient, nous étions deux pauvres camarades sans argent et sans protection. Je trouvai l'un et l'autre dans la famille Dosne qui m'accueillit, m'aima, m'adopta. Je lui dois mes premiers succès, et aujourd'hui que la fortune me sourit, que le crédit et le pouvoir sont en mes mains, je serais un ingrat si je ne faisais partager mes honneurs à ceux qui ont protégé mes débuts. C'est une dette de cœur que j'acquitte. Quelque avantage que je puisse rencontrer ailleurs, je ne regretterai jamais le parti que je prends. Mêmes sentiments dans la lettre où il annonce la grande nouvelle à l'autre ami, le plus cher et le plus sûr, à Rouchon-Guigue. Il dépeint sa fiancée belle, aimable, élevée par une mère qui lui fit un devoir d'exister pour lui seul ; elle a mis en lui sa petite fierté. Ce qui n'est pas moins précieux pour moi, c'est sa famille qui m'aime avec tendresse et dans laquelle je trouve repos, confiance, consolation, tout ce dont j'ai besoin plus que jamais et plus que personne. Sa fortune sera très belle un jour, surtout pour moi qui n'ai rien, absolument rien, et qui en suis fier, car j'ai manié des millions. Et à Pierre Lebrun : J'épouse Mlle Dosne, que vous connaissez et dont je n'ai rien à vous dire. Je lui suis très attaché, et je le suis beaucoup à sa famille, et depuis longtemps, et vous savez que j'aime beaucoup les amis que j'aime de longue date.](#)

La nouvelle se répand. Béranger le félicite de s'allier à des gens honorables et riches, à une jeune femme fort jolie et fort aimable, mais le chansonnier, depuis que son jeune ami atteignit les sommets, mêle volontiers un filet de vinaigre au miel de ses compliments : [Tout cela vaut mieux que des grandeurs et je conçois que vous vous en contentiez. Il y a là tout ce qu'il faut pour consoler de n'être plus ministre, le cas échéant.](#) A Talleyrand, Thiers confie qu'il aime sa jeune

femme plus qu'il ne convient à son âge, qu'il aurait été plus ridicule d'en finir à quarante ans au lieu de trente-cinq, mais qu'il lui est insupportable de penser qu'il va livrer des êtres chers aux indignités et à la malice du monde. Talleyrand répond, flatteur et concis : Vous voilà donc entrant dans une nouvelle vie ? Vous serez heureux, j'en suis sûr, parce que vous portez, à vous tout seul, à la personne que vous épousez, tout ce qu'on peut avoir d'esprit, de talent, de gaieté, de douceur et de bon caractère. Quant au colonel de Brack, il s'adresse à Mme Dosne : Vous voilà donc, chère amie, avec vos petits pieds sur le chemin des grand'mamans, et vous allez sans doute vous vieillir pour qu'on ne vous prenne plus pour la sœur de votre fille... Qui m'aurait dit, il y a quelques années, lorsque je vous présentais Thiers, que je serais la première cause d'un semblable bonheur pour lui ? et que cet amour de petite fille, que j'avais vue naître, et que je faisais sauter sur mes genoux, deviendrait sa femme ? En post-scriptum, il demande que Thiers le fasse passer général.

M. Dosne envoie son consentement de Brest. Depuis longtemps il se doutait de ces projets de mariage. Il a étudié le caractère de son futur gendre, et avoue avec plaisir avoir rencontré en lui toutes les qualités qui peuvent rendre une femme heureuse. Afin d'assister à la noce, il prie Thiers de demander pour lui au ministre des Finances, non pas un congé, qui entraîne la retenue de la moitié du traitement, mais une permission, qui n'offre pas le même inconvénient.

Thiers déjeune chez le curé de Notre-Dame de Lorette, la vieille église sise rue du Faubourg-Montmartre ; la neuve est en construction. Il trouve son billet de confession sous sa serviette ; au dessert le curé lui demande un calorifère : Un calorifère ? Vous m'embarrassez, car, dit le futur en riant, les calorifères n'entrent pas dans mes attributions ; mais je n'oublierai pas votre église, et vous pouvez compter sur un souvenir de moi.

Le 6 novembre, signature du contrat en présence des plus hauts personnages de l'État : en tête, le maréchal Soult, duc de Dalmatie, président du conseil, et les ministres au grand complet, les présidents de la Chambre des Pairs, de la Chambre des Députés, de la Cour Royale, le bâtonnier de l'Ordre des avocats, des maréchaux de France, des généraux, des aides-de-camp du roi, le préfet de la Seine, le préfet de Police, le directeur des Beaux-arts, des membres de l'Académie française et de l'Institut, des pairs de France, dont Victor Cousin, des députés, des conseillers d'Etat, Maurice Duval et Foudras, l'ami Mignet et le fidèle secrétaire A. Martin ; du côté de la mariée, des parents, des généraux, des financiers, Boursault, Tattet et les Bocher. Elise Dosne apporte en dot un trousseau, chef-d'œuvre de Mlle Victorine, estimé 20.000 frs, et 300.000 frs d'argent comptant. Ces chiffres détruisent bien des légendes. Il est stipulé que si Thiers décédait, sa mère recevrait une pension de 1.500 frs. à condition de renoncer à sa succession. Le 11 novembre, il requiert les notaires de l'accompagner aux Tuileries, où Leurs Majestés le roi et la reine des Français daignent apposer leur signature au bas du contrat. Le mariage à l'église a lieu le 7 novembre. Ce jour-là, la mariée arbore une redingote en mousseline des Indes brodée, doublée et garnie de dentelles ; pour le jour, une robe en riche point d'Angleterre ouverte et agrafée sur le côté avec des diamants ; la robe de bal ouverte et drapée sur les côtés par des agrafes de fleurs. Tout ce qui composait le trousseau et la corbeille était analogue à un tel luxe, dit un journal. La jeune femme est charmante et sera toujours ! extrêmement élégante. Elle a appris la valse à deux temps et ; la polka avec Cellarius. Elle a de belles couleurs, de beaux cheveux, de jolis membres bien attachés, de grands yeux, mais la bouche désagréable et le front saillant. Elle a seize ans et en paraît dix-neuf. Bocher le

filis et le baron de Barante la voient bien jolie et séduisante sous un chapeau de peluche blanche de chez Herbault. Voici les critiques : Elle ressemble, dit Sainte-Beuve, à une de ces journées qui ne sont pas rares à Paris, où il y a un soleil brillant, mais où l'on sent de l'aigreur dans l'air. Talleyrand invite toute la famille à dîner. La duchesse de Dino confirme l'impression de Sainte-Beuve : Elle n'a aucun maintien, aucun usage du monde, mais tout cela peut venir, elle ne fera peut-être que trop de frais pour d'autres que son petit mari, qui est très amoureux, très jaloux, mais jaloux honteux, à ce qu'il m'a avoué. Les regards de la jeune femme pour lui sont bien froids ; elle n'est pas timide, mais elle a l'air boudeur et sans aucune prévenance. Quant à Mme Dosne, elle n'a jamais dû être bien jolie ; son rire est déplaisant, son ironie sans gaîté, mais sa conversation spirituelle et animée. Mme de Dino rêvait pour le protégé du prince un autre mariage. Et comment la jeune femme sera-t-elle avec son petit mari ? Le ménage est invité à Compiègne pendant un séjour de la famille royale. Un appartement leur avait été réservé avec l'inscription *Pour* apposée sur une porte, ce qui, suivant l'ancienne étiquette des cours, était le signe de la plus haute faveur pour les personnes admises à séjourner dans les châteaux royaux. La Reine, sévère pour la tenue de sa maison, n'avait fait mettre qu'un lit dans l'appartement des Thiers, comme elle avait toujours fait pour tous ses invités. Mais Mme Thiers fut outrée de cet arrangement, et s'emporta tellement qu'il fallut en ajouter un autre, ce qui scandalisa fort la vertueuse reine.

Le mariage modifie la situation de Thiers dans le monde. La partie de l'aristocratie rapprochée de Louis-Philippe, qui le recevait, ne veut pas recevoir sa femme, ni sa belle-mère. Mme Dosne en est blessée, d'où une aigreur qui réagit sur l'esprit du gendre. L'orgueil aristocratique de la duchesse de Dino et de Mme de Boigne s'insurge : le voilà dans une sorte de solidarité avec les plus petites gens du monde, mal famés, prétentieux ; il inonde d'un déluge d'esprit la boue qui l'entourne, il finira par en être éclaboussé. Ses manières changent depuis qu'il ne reçoit que des gens qui se subordonnent à lui. Il faut qu'il n'ait pas un grain de méchanceté dans le caractère pour ne pas éprouver les rancunes que son entourage s'efforce de lui inculquer. Conséquences : Mme de Flahault s'indigne que Mme Adélaïde lui donne comme pendant Mme Thiers pour quêter à l'église Saint-Roch, et refuse. Cela se sait. Mme de Lieven et Mme de Flahault affectent de ne pas fréquenter les salons de la place Saint-Georges. Mme de Dino se félicite que Thiers la place loin de ses femmes le jour de sa réception à l'Académie française. Lady Granville, ambassadrice d'Angleterre, se montre si peu polie avec sa femme que Thiers alors président du Conseil, prend la mouche et dit à Mme de Lieven : Il est insupportable qu'une ambassadrice se conduise de la sorte avec la femme d'un premier ministre ; si cela continue, je ferai déplacer l'ambassadeur. — Si c'est une commission dont vous me chargez, je vous prie de la faire vous-même. L'ami Edward Ellice s'en charge, et, peu après, entre les ménages Granville et Thiers fleurissent sourires et politesses. Thiers, qui témoigne de sa déférence envers le duc de Broglie et de son admiration envers la duchesse, en viendra à poser comme condition de son appui à une combinaison ministérielle du duc l'entrée de sa femme dans le salon de la duchesse, que Loève-Veimar raillera de se faire bourgeoise et sans éclat pour visiter Mmes Dosne et Thiers. Le comte de Nesselrode signale la réaction : Jamais Mme Thiers ne se familiarisera avec l'idée de céder le pas à une duchesse du faubourg Saint-Germain.

XIII

LA FAMILLE

M. de Montrond conte assez drôlement les embarras de famille de Thiers, note la duchesse de Dino dans sa *Chronique*. On s'en gausse sous le manteau. Ce ne sont pas les moindres de ces chagrins cuisants dont il se plaint.

D'abord sa mère, sa folle de mère qui lui causait des ennuis en se mêlant d'intrigues locales où elle n'avait que faire, et qui disait de lui : Je n'ai jamais été embarrassée ni inquiète de son avenir ; ceux qui laisseraient mon fils monter derrière leur voiture, vous entendez ? derrière, seraient sûrs qu'il prendrait bien vite leur place à l'intérieur. Au moment où il va se marier, elle éprouve un vilain sentiment qui l'oblige, lui, à prendre ses précautions. Il craint qu'elle ne refuse son consentement, dans le but de profiter de ce mariage pour se réunir à lui ; or, jamais, dit-il, je ne la mettrais à côté d'une jeune femme ; je ne suis pas assez mauvais mari pour ça. Pour parer à tout événement, il trace un plan de campagne à Rouchon et au docteur Arnaud.

Il lui faut agir promptement, se présenter tout marié en quelques jours pour couper court à tous les propos et parer aux coups des journaux. En conséquence, il leur écrit qu'il prévient sa mère que par le même courrier il leur annonce son mariage. Ils seront fondés à se rendre aussitôt chez elle pour la complimenter et la décider à signer un acte de consentement. En cas de refus, ils objecteraient qu'en l'obligeant à des actes respectueux, elle l'irriterait inutilement puisqu'il a depuis longtemps sa grande majorité. Ils feront valoir qu'il refusa les avantages personnels que l'on voulait lui consentir dans le contrat, et les convertit en une clause qui la met pour toujours à l'abri des événements. Si elle le réduisait aux actes respectueux, il ne manquerait pas de supprimer cette clause. Il lui promet un séjour à Nice cet hiver, et, dès la belle saison, sa visite à Aix avec sa femme. Si elle persistait dans une attitude hostile, ses amis se rendraient immédiatement, munis de la procuration qu'il leur envoie, chez deux notaires, et feraient les sommations respectueuses sans laisser à sa mère le temps de se sauver et de venir à Paris, où il perdrait un temps considérable pour remplir les formalités nécessaires, ce qui reculerait la date de son mariage au, 15 décembre, peut-être plus tard, d'où pour lui des inconvénients immenses. Ils iront annoncer son mariage à Mme Mignet, lui donneront des nouvelles de son fils arrivé heureusement à Madrid, et la feront intervenir le cas échéant ; elle pourra leur être utile. La clause concernant sa mère figure au contrat : tout s'est donc bien passé en fin de compte, mais l'alerte fut chaude.

Quant à ce père dont on a vu les aventures, et qui disparut de chez le chevalier de Fonvielle lors de l'entrée des Alliés à Paris en 1814, c'est une autre histoire. Pierre-Louis-Marie Thiers eut de sa première femme légitime un fils, Louis-Alexandre-Frédéric, familièrement Louiset ; de sa seconde femme légitime, Adolphe ; de Catherine-Louise-Marie Cavalieri, l'Italienne enlevée à Bologne, une

fille, Louise, née à Paris le 1er septembre 1799, qui deviendra Mme Ripert, et deux fils, Charles-Louis-Marie, né à Paris le 11 mars 1801, et Alexandre-François-Germain ; d'Eléonore-Euphrasie Chevalier, cousine de Dupont de l'Eure, une fille, Marie-Louise-Antoinette, née en 1816, et qui deviendra Mme Brunet. Les enfants de Catherine Cavalieri et d'Eléonore Chevalier sont donc adultérins.

Que devient le père après 1814 ? En avril 1817, un nommé Massol, de Marseille, envoie de maigres renseignements sur lui et en demande au ministre de la Police. En 1824, il lance à Paris une *Feuille d'Annonces religieuses*, domiciliée chez lui, 10 rue des Fossés-Montmartre, et destinée à concurrencer l'*Ami de la religion et du Roi*. Il obtient une souscription du gouvernement, ne fournit rien en échange, prétend avoir déposé au ministère des livraisons qui ne se retrouvent plus, et demande l'avance de ses frais chaque trimestre, car il n'en peut personnellement **faire le sacrifice**. Brusquement, en 1825, il se rappelle le fils qu'il abandonna au berceau, en s'apercevant que ce fils fait brillamment son chemin dans le monde. Il en reçoit une cinglante réponse : **Mes devoirs envers ma mère ne sont pas assez complètement remplis pour que je songe à pourvoir à des besoins qui ne sont rien moins que prouvés, et qui sont ceux d'un homme dont je porte le nom, dont je suis le fils, mais qui ne fut jamais mon père, et que je ne regarderai jamais comme tel. Sa conduite indigne, la route déshonorante dans laquelle il a jeté un de ses fils, la vie déplorable à laquelle il se livre, et qui donnent à un fils de vingt-huit ans le droit de réprocher un père de soixante, tout cela sont des raisons d'une séparation éternelle. Comment M. T. ose-t-il parler des sacrifices qu'il a faits pour l'éducation d'un fils dont il a laissé toute la charge à sa malheureuse épouse ? Au reste, lorsqu'il sera prouvé que M. T. ne peut plus rien pour lui-même, que c'est pour soutenir sa vie, et non pour se livrer aux plus ignobles excès, qu'il demande des secours, alors ses vrais fils auront à s'entendre sur ce qu'ils doivent. M. Ad. T. fera ce que sa situation lui permettra, et ne le fera pas par sentiment, car il n'a d'amour et de devoir qu'envers sa mère.** Ce coup de caveçon engage P.-L.-M. Thiers à se tenir tranquille.

Son fils du premier lit, Louiset, entra dans l'armée en 1805, à dix-sept ans, simple soldat. Le 17 mars 1816, il épouse à Beaucaire Marie-Laurette-Jeanne Diallez. Il se prétend fils d'un ancien lieutenant de vaisseau. Sous-officier au régiment des Chasseurs de l'Allier à Colmar, tandis que sa femme tient la popote des sous-officiers de son escadron, il se conduit de telle sorte que le ministre doit donner caution pour lui. En 1822, deux acteurs de la conspiration de Belfort, le lieutenant-colonel Caron et le lieutenant Roger, que l'on n'a pu impliquer dans les poursuites, vivent à Colmar, l'un en réforme sans traitement, l'autre dirigeant un manège. A l'instigation de leurs chefs, les sous-officiers Thiers, Gérard et Magnien se font passer aux yeux des conspirateurs pour de farouches ennemis du régime. Le 2 juillet 1822, un escadron des Chasseurs de l'Allier, 90 hommes dont plusieurs officiers déguisés, sort de Colmar sous les ordres de Louis Thiers ; un kilomètre plus loin, le lieutenant-colonel Caron marche en tête, revêt dans un chemin creux son ancien uniforme, et au cri de : **Vive Napoléon II !** accepte le commandement que Louis Thiers lui offre, en prononçant le serment de lui obéir fidèlement. Gérard vient à leur rencontre avec un escadron des Chasseurs de la Charente et le lieutenant Roger en civil. Les deux escadrons fusionnent aux cris de : **Vive Napoléon II ! A bas les Bourbons**, et font halte dans une auberge près de Mulhouse. Là, Louis Thiers et Gérard arrêtent Caron et Roger, et les ramènent prisonniers à Colmar, ligotés sur le siège d'un char-à-bancs, aux cris de : **Vive le roi !** Caron sera fusillé ; Roger fera deux ans de bagne.

Le colonel de Chabannes La Palice adresse au général Rambourg un rapport élogieux sur la conduite du maréchal-des-logis-chef Louis Thiers qui mena l'affaire, et qu'une ordonnance du 7 juillet nomme sous-lieutenant aux Chasseurs de la Sarthe. Les officiers de ce régiment refusent pareille recrue. On le verse dans la gendarmerie le 19 décembre, à Saint-Girons, compagnie de l'Ariège, 14e légion ; en 1825, il passe à la 2e compagnie de la 17e légion, à Ajaccio ; le 7 mars 1826, il démissionne. Commissaire de police à Tours du 31 mai au 25 août 1830, il doit se déguiser en charretier pour fuir la colère de la population. Son frère Adolphe le recueille, avec sa femme, et finira par le nommer juge de paix, officier de police et juge d'instruction à Chandernagor, le 27 novembre 1834 ; une fièvre cérébrale le terrassera ; il reviendra mourir à Cadillac, le 4 décembre 1840.

Comme lui, le reste de la famille, légitime et illégitime, se jette sur M. le conseiller d'Etat, puis M. le ministre, comme la pauvreté sur le monde, et le fait chanter. Le père se prévaut de sa paternité pour extorquer de l'argent à des dupes ; le ministre l'expédie à Carpentras sous la surveillance du sous-préfet Joseph Floret, un ami de la faculté d'Aix. Il gratifie d'un bureau de tabac à Sennevoy-le-Bas, dans l'Yonne, la fille d'Eléonore Chevalier, mariée le 19 mars 1831 à Pierre-Gustave Brunet, horloger, et devenue veuve. Il nomme la femme de Louiset directrice des Postes à Carpentras. Il ouvre la carrière des consulats à Charles-Louis-Marie, qui la parcourra honorablement, chancelier de 1re classe à Ancône en 1849, vice-consul à Girgenti en 1856, en non-activité le 6 janvier 1869, et qui mourra le 25 mai 1870. Alexandre-François-Germain, conducteur des Ponts-et-Chaussées, nanti de l'entreprise des tabacs à Montargis, spéculait sur les fonds de l'entreprise ; destitué, il ouvre à Paris une boutique de peintre en bâtiments avec cette enseigne : [Thiers, peintre en bâtiments et frère de M. le ministre de l'Intérieur](#) ; le ministre l'expédiera vice-consul à Calcutta, en 1835. Ripert reçoit la direction d'une maison centrale ; par la suite, sa femme ouvrira un restaurant, 28 rue de la Ville-l'Evêque, et inscrira le nom d'Adolphe Thiers, ancien président du conseil des ministres, sur l'enseigne que le préfet de Police ordonnera d'enlever. Les adversaires politiques, journalistes et députés, y organisent des réunions dont certains journaux publient les comptes-rendus agrémentés d'allusions désagréables. Les bienfaits que Thiers répand sur des gens auxquels il ne doit rien n'empêchent pas *Le Peuple Souverain*, de Marseille, d'ouvrir une souscription [pour sauver la famille de M. Thiers de la famine et de la prostitution](#).

Le père ne s'accommode pas de son exil à Carpentras. Un ami le détourne de recommencer à Paris le cours de ses exploits :

Paris, 25 février 1831. Mon ami, tu n'auras que 100 frs par mois de pension d'Adolphe, et c'est ta faute ; tu lui as répété si souvent que tu en avais autant du gouvernement, qu'il m'a fallu, pour lui répondre d'une manière surréelle, aller m'en assurer, ce que j'ai fait en allant chez le payeur du ministère de l'Intérieur qui m'a répondu qu'effectivement tu avais cette pension et qu'il était prêt à te la faire payer partout où tu voudras. Tu sais que je n'ai pu faire autrement que de dire la vérité à Adolphe qui, alors, a trouvé que 100 frs de lui et 100 frs du gouvernement suffisaient pour te faire vivre convenablement. J'avais déjà dit qu'avec pareille somme tu pourrais vivre à Carpentras ; j'ai été forcé d'en convenir ; ainsi donc cela a été décidé. D'un autre côté, il paraît que

Blache a bavardé — et ce qui me le fait croire, c'est qu'il me l'a dit à moi — ; enfin, c'est qu'il sait qu'il y a une dame à qui tu avais promis ta protection, qui t'a donné 500 frs, et qu'elle te cherche partout et veut porter plainte au procureur du roy ; que M. Delarbre, à qui tu avais aussi fait des promesses, t'a prêté 200 frs, et fait près de 200 frs de dépense pour toi en dîné et commédie, et qu'un marchand de vin, te sachant le père de M. le Conseiller d'Etat, t'avait fourni du vin, prêté de l'argent et vendu une montre, le tout non payé, et d'autres choses qu'il serait ennuyeux de répéter ; mais tu sens que tout cela n'est pas fait pour le rendre favorable à ce qui te concerne. Ce matin encore, en le priant d'écrire pour toi à M. le sous-préfet, il a répondu qu'il n'avait pas encore eu le temps ; sur mon observation que ce serait utile, il a répondu : *S'il se fâche, je l'enverrai faire f..., et je ne puis pas me ruiner pour ces gens-là.* Ainsi tu vois qu'il m'a été impossible de faire mieux. Tu dois avoir touché les 200 frs du sous-préfet, comme il était convenu ; cette somme doit avoir suffi à ta dépense pendant un mois sans toucher à ton capital. Ta pension du gouvernement qui est intacte te procurera encore 200 frs à la fin de février ; cette somme est à ajouter à tes fonds de réserve qui doivent être suffisants pour faire ce que nous jugerons convenable le mois prochain. *Ainsi donc reste là-bas* ; ne te plains pas, surtout n'aie pas l'air de savoir la cotité de la pension qu'il veut te faire, et attend une autre lettre. D'un autre côté, dans ton intérêt particulier, je crois que, s'il faut que tu revienne, ce mois d'absence de plus calmera la bile de tes créanciers. Tu m'entend, tu sais que tout s'oublie, mais il faut laisser passer le premier moment.

Le chantage recommence. Le ministre se fâche.

Paris, 14 juillet 1832. J'avais résolu de ne jamais lire vos lettres et surtout de n'y jamais répondre. Je suis cependant obligé de faire exception pour la dernière. Je vous trouve si hardi, si inconvenant que je ne puis me taire davantage. Je vous répète d'abord que je ne vous dois rien, rien absolument que des aliments, et ensuite les sentiments que vous méritez et vous savez lesquels. Quant aux aliments il est facile de deviner ce qu'ils doivent être. J'ai 12.000 frs d'appointements ; je donne 2.400 frs à ma mère, quelquefois 3.000 frs. Je vous donne à vous 1.200 frs ; il me reste tout au plus 8.000 frs pour moi, à Paris, sur lesquels j'ai tous les jours quelque nouveau secours à donner à Germain ou à Ripert. Avec pareille situation je puis compter sur tous les tribunaux du monde. Quand on saura que je fais de tels efforts pour une indigne famille qui m'a chagriné toute ma vie et qui a failli me déshonorer, je suis tranquille sur le résultat. Je sais bien que vous avez l'infamie de supposer et de m'écrire que j'ai fait une grande fortune. C'est une calomnie d'autant plus odieuse qu'elle part de la plume d'un père. Votre vie passée ne vous permet pas de

croire que l'on puisse traverser honnêtement les fonctions publiques. Cela m'explique vos infâmes suppositions. Sachez que je suis sorti des finances aussi pauvre que j'y étais entré, que pour vous soutenir tous, je m'impose les plus grandes privations, et que je n'ai pour prix d'une jeunesse fort occupée qu'une maison dont le prix ne m'appartient pas. Je suis pauvre, et je resterai tel malgré vos déplorables exemples.

Si vous quittez Carpentras pour venir à Paris me compromettre de nouveau, je vous réduis sur-le-champ de 1.200 à 600 frs, et j'use des facultés que les lois m'accordent de vous donner des aliments dans la maison qu'il me plaira de désigner. De plus j'abandonne Louiset et sa femme à leur triste sort. Un procès me fournira l'occasion de vous désavouer publiquement, et de me soustraire pour l'avenir à toute solidarité avec des gens comme vous. Quant à Louiset et à sa femme, voici mon sentiment à leur égard. En juillet 1830 je les ai recueillis mourant de faim et poursuivis par le souvenir de leurs actes à Colmar. J'ai pris sur mon faible avoir un cautionnement, et j'ai donné à la femme une place, ayant moins à craindre pour elle le soulèvement de l'opinion publique. Cette place ne lui a pas convenu, et tandis que le premier jour elle me disait qu'un morceau de pain au fond d'un village lui suffisait, elle a voulu une augmentation ; j'y ai consenti ; elle a obtenu une augmentation considérable. Elle n'en est pas plus contente qu'auparavant : c'est n'avoir ni bon sens, ni mémoire. Si vous, ou son mari, ou elle quittez Carpentras ou faites une faute, je vous abandonne tous ; je retire le cautionnement, et je n'ai plus aucune pitié pour des gens qui me paient si mal de mes bienfaits.

Je ne puis pas procurer dans le moment une place plus forte à la femme de Louiset ; c'est une chose impossible. Je ne veux faire destituer personne ; je ne veux pas surtout avec une nouvelle faveur attirer l'attention et réveiller les souvenirs de Colmar, que deux ou trois fois les journaux d'ici ont failli réveiller. Si Louiset rentrait dans un régiment, les officiers ne voudraient pas de lui, à aucun prix... Tout ce que je puis faire, c'est de l'envoyer aux colonies ; il y aura 2 ou 3.000 frs ; je ne puis pas autre chose. Si vous restez tranquilles, vous participerez peu à peu aux avantages que le temps pourra apporter à ma position, mais peu à peu, et très lentement. Sinon je n'ai plus rien de commun avec vous que les tribunaux et un désaveu public. Et sachez que le jour où je vous aurai désavoué, ce sera fini pour jamais.

P.-S. — Quant à mes actes envers ma famille que vous trouvez insuffisants, les voici : une place donnée à Germain, ma signature engagée pour un cautionnement, des secours d'argent ; une place à Ripert, des secours d'argent, des effets tirés sur moi acquittés ; vous savez le reste pour vous et Louiset.

Quel calvaire ! Il voyait ses ennemis pousser et manœuvrer son père !

M. le chevalier de Fonvielle, de Toulouse, de l'Ordre de l'Éperon d'Or, secrétaire perpétuel de l'Académie des Ignorants, ruiné par les événements de 1815, écrit des tragédies, soutient des procès, réclame à l'Etat des fournitures faites sous le Consulat, publie des *Mémoires* dont il projette 15 volumes, sollicite la place d'historiographe du Roi et déclare gravement : *La Restauration a des torts envers moi*. Sa femme publie un pamphlet, *Dernier cri d'une famille royaliste ruinée par la Restauration*. Il souhaite, lui aussi, sa part du gâteau, une pension par exemple, et décoche au ministre, fils de son ami, des envoyés menaçants. Le ministre hausse les épaules : *Fonvielle est un vieux fou, et je m'inquiète peu de ce qu'il pourra dire ou faire*.

Lors du mariage de Thiers, *Le peuple souverain* assure que Madier de Montjau s'interposa pour empêcher le père de revenir à Paris, négociation qui coûta 40.000 frs au ministre. Fonvielle, sans doute puisant à la même source, fournit le même chiffre. En fait, le père vient à Paris, où il passe habituellement la soirée chez Fonvielle au milieu d'une *société choisie* de quinze à vingt personnes. *Enchantées de la conversation de mon ami*, dit Fonvielle, *elles ne pouvaient se lasser de l'entendre, et ne concevaient pas que son fils se privât d'avoir près de lui un père qui, selon elles, aurait fait les honneurs de sa maison beaucoup mieux, peut-être, que lui-même, ou du moins en aurait fait l'ornement principal*. Fonvielle charge Chaix d'Est-Ange de proposer au ministre une garantie contre toute importunité future de son *vieil ami*. Une série de conférences réunit Fonvielle, le juge de Paix Lerat de Magnitot, Madier de Montjau et A. Martin. On y règle le sort du *vieil ami*, et on le réexpédie à Carpentras. Pour plus de sûreté, on lui paie les frais de son retour par échelons, en trois stations. Incorrigible, il revient à la charge auprès de Fonvielle pour exercer une nouvelle pression sur un *fils dénaturé*. Il finit ainsi : *Adieu, mon cher chevalier ; noble descendant des rois d'Aragon, plus que Thésée craindrais-tu les monstres qui peuplent le labyrinthe ministériel ? Ainsi que cet antique héros, n'aurais-tu rien fait pour Neptune ? Ses eaux baignent les côtes de vos deux Etats ; traverse-les, invoque-les ; qu'à ton aide sa reconnaissance vomisse un monstre pour éloigner les animaux voraces qui obstruent certaine porte, et que l'horrible enfant des eaux frappe et tue sans pitié. Ce ne sont pas des fils de rois. Mon vieux, encore une fois, adieu. Agis, presse ta réponse. Procès gagné, et à revoir bientôt. Tout à toi, comme aux prisons de Carthagène. Thiers, père de l'Illustre*.

Mais Thiers n'admet plus d'intermédiaire entre son père et lui. Il laisse sans réponse dix-sept lettres de Fonvielle, qui, furieux d'un pareil manque d'égards, écrit au roi et à la reine, sans succès, et publie un pamphlet, *L'Ecole des Ministres*, dédié à Thiers lui-même. La liste des œuvres de Fonvielle occupe plusieurs colonnes du catalogue des imprimés de la Bibliothèque nationale.

Quant au patriarche, il vieillit paisiblement à Carpentras, auprès de sa belle-fille, Mme Louis Thiers. Il s'éteindra chez elle le 23 février 1843, à quatre-vingt-trois ans, et cousu de dettes. Le 10 décembre 1883, le *Gaulois* publiait une série de lettres de Mme Brunet, octogénaire, disait le journal, en réalité âgée de 67 ans, et toujours titulaire du bureau de tabac de Sennevoy-le-Bas ; sous prétexte qu'elle était la sœur du feu président de la République, — elle n'ajoutait pas : adultérine, ce qui ne lui conférait aucun droit, — elle s'efforçait, par ce moyen de scandale assaisonné de quelques mensonges, de tirer pied ou aile de Mlle Dosne.

XIV

L'ACADÉMIE

Depuis plus d'un an, Thiers, élu à l'Académie française, n'a pas eu le temps d'écrire son discours. On en jase, à un dîner chez le duc d'Orléans : La tribune académique, dit Pierre Lebrun, a embarrassé beaucoup d'hommes très habiles et habitués à briller sur des théâtres peut-être plus importants. M. Cuvier lui-même n'a pu se défendre d'un trouble extrême à sa réception. — Comment sera M. Thiers ? — Il faudra qu'il fasse l'éloge de Laya. — Il parlera de l'*Ami des Lois*. — Dans lequel il n'y a qu'un seul hémistiche, observe Mérilhou : du sang et non des lois. — Mais, dit le prince, il est admis maintenant de ne dire que quelques mots du prédécesseur, et d'aborder ensuite quelque sujet général. — Alors M. Thiers se jettera dans la politique. — Il serait plus spirituel, reprend le prince, de n'en pas parler du tout, et peut-être cette nouveauté conviendra-t-elle à M. Thiers. Il a assez d'autres occasions de parler politique, même sans le vouloir, car, par le temps qui court, on est obligé de faire chaque jour des déclarations de principes. — Cela ne l'embarrassera pas, dit Mérilhou, d'autant plus que lorsqu'il aura épuisé une opinion, il saura bien en embrasser tout de suite une autre. On rit.

Enfin le discours est prêt. Mme Dosne désigne pour la réception la date du 13 décembre 1834, qui convient à Thiers et à Viennet, chargé de lui répondre. Grande séance en perspective ! Mme Dosne est sur les dents. Elle s'adresse à Pierre Lebrun comme à un sauveur : Je viens, monsieur, vous demander de vouloir bien me changer ces deux billets d'amphithéâtre pour deux semblables de l'Est, de l'Ouest ou du Nord, parce qu'ils sont destinés à un député et à sa femme qui ne peuvent aller que dans la même tribune. Notez bien que ceci n'est qu'un échange. Mais je vous supplie à genoux, Monsieur, de me procurer une tribune en Pierre ou quatre places du centre, ce que je préférerais, car M. Thiers est dans l'impossibilité de satisfaire à toutes les exigences. Il en est quatre sur lesquelles il ne savait pas compter et qui nous tombent ce matin : ministre des Affaires étrangères, 2 ; MM. Duchâtel et Humann, 2. En vérité si vous ne venez pas à mon aide, je vous assure que je deviendrai folle, car mon gendre m'a remis tous les billets et la liste de ses promesses indispensables, qui est beaucoup plus considérable, en me disant : *Arrangez-vous, il faut des places pour toutes ces personnes, mais je n'en veux plus entendre parler*. A. Martin n'est pas moins affolé. Mme Lebrun s'en mêle. Son mari réussit à faire retenir un banc pour les ministres : tour de force un pareil jour !

La cérémonie est pour une heure. La nuit, il a gelé. La température se relève à peine. Un fort vent du nord-est balaie les quais. Bien avant l'ouverture des portes, des impatients grelottent sur les marches du palais Mazarin. La duchesse de Dino a invité lady Clanricarde, fille de lord Canning, à déjeuner ; elles se mettent en route dès onze heures et demie ; aux places que le récipiendaire leur garda, loin de sa famille, ce qui enchante Mme de Dino, elles forment un groupe

avec Mme de Boigne, M. et Mme Rambuteau, le maréchal Gérard, le comte Molé, Mme de Castellane et M. de Celles. Les Dosne et la duchesse de Massa occupent la petite tribune du haut réservée à la famille. Salle bondée ! Soudain, un vif mouvement de curiosité. La foule s'écarte et livre passage à un vieillard revêtu de l'habit vert, qui avance difficilement sur des jambes difformes, soutenu par M. de Valençay. Crinière de lion, petite figure aux chairs mortes plaquées de taches, yeux gris éteints sous des sourcils rudes, nez en pointe insolemment retroussé, bouche indéfinissable dont la lèvre inférieure avance, exprimant la satiété et le dédain, on le reconnaît. Tout le monde se lève devant [cette page toute mutilée d'une grande histoire, vieille page que le vent va emporter bientôt](#). M. de Talleyrand vient assister au triomphe de son élève.

Chateaubriand, drapé dans un grand manteau, s'abîme en une profonde rêverie ; [Sa main crispée semble chercher une plume, celle avec laquelle il doit en trois mois restaurer les Bourbons ; de temps en temps il sourit, à la postérité, sans doute](#). Lamartine arbore une longue redingote garnie de fourrure. M. de Bonald et monseigneur de Quélen causent avec animation. On se montre la perruque célèbre d'Alexandre Soumet, et, en face de M. de Bonald, celle de Royer-Collard. A une heure moins un quart, Thiers arrive en berline, avec une livrée calquée sur celle de lord Granville. Il a acheté deux voitures et cinq chevaux à M. Demidoff. On ne parle que de son briska et de la tapissière de Louis-Philippe. Jaloux de concurrencer lord Seymour et le comte d'Orsay, il a acheté chez Verdier un parapluie à manche de cornaline : les mauvaises langues affirment qu'on n'en dort pas aux Tuileries 1 A une heure, entre Villemain et Victor Cousin, il pénètre dans la salle, si petit que personne ne l'a vu venir. On ne l'aperçoit que lorsque seul, debout, il commence à parler. Il sait les difficultés de la séance, et sa position rendue délicate pour avoir fait attendre si longtemps son discours. [Avoir traité comme un intermède, comme un délassement, les honneurs académiques !](#) Il est pâle comme la mort. Cette attitude lui réussit beaucoup mieux que s'il avait montré cette insolence qu'on lui reproche souvent. Le son de sa voix n'est pas meilleur que d'habitude, mais ne frappe pas désagréablement l'oreille : ni monotone, ni glapissant. [Lady Clanricarde en est à le trouver beau !](#)

Il semble ne parler que pour Talleyrand et Royer-Collard assis en face de lui. Il expédie rapidement l'éloge de son prédécesseur, Andrieux, [thème peu abondant](#). Il passe bien vite à l'histoire politique. Il a écrit l'histoire de la Révolution ; il a concouru au succès de celle de 1830. Elles revivent à sa voix, lorsqu'il développe le récit des agitations qui ont passé sur l'Europe depuis trente ans. On entend rouler les canons de vendémiaire. On voit la poussière de Marengo, et le galop des aides-de-camp à travers la fumée des champs de bataille. Cela devant des hommes qui ont vécu le Consulat et l'Empire, et qui ont connu César 1 Il les inscrit dans l'Histoire, avec le sentiment qu'un jour il y figurera, lui aussi. Il semble improviser plutôt que lire. Il a des mouvements de tribune d'un effet plus parlementaire que littéraire ; bien que le duc de Broglie lance force quolibets et que Guizot se renfrogne au succès de son rival, qui, la même semaine, en remporta un autre à la Chambre, le diapason de l'assemblée monte à l'enthousiasme. Phénomène étonnant : Talleyrand en est à l'émotion ! Royer-Collard approuve, et sa perruque accomplit des hauts et des bas qui marquent cette vive approbation. Le récipiendaire débite avec une conviction si intime et si profonde un passage sur la calomnie, que son sentiment personnel en devient contagieux et lui vaut une salve d'applaudissements. Orthodoxe en littérature, il décoche aux novateurs quelques malices inoffensives. Gustave Planche les lui reproche dans la *Revue des Deux Mondes*, en lui rappelant qu'il ne faut pas

battre sa nourrice. Le soir même la duchesse de Dino lui envoie ce billet : Vous avez été éclatant ; j'en suis ravie. Puis, vous avez été si vrai, si honnête, si simple, ah ! j'en suis fière... C'est une belle journée, mon ami. Elle réclame les trois premiers exemplaires de son discours pour les envoyer au duc de Wellington, à lord Grey et à sir Robert Peel. Thiers se vanta toujours d'avoir improvisé. Il disait : Je n'ai pas fait mon discours, j'ai fait mon public.

La réponse de Viennet, qui ne vit que parce qu'il est conservé dans le ridicule, prouve qu'en effet le ridicule ne tue pas. Il ne parle ni en vers, ni en prose, au dire d'Arsène Houssaye, ce qui ne l'empêche pas de comparer M. Thiers à Cicéron et à Tacite. Il obtient un succès de fou-rire, non pour avoir comparé M. Thiers à Cicéron et à Tacite, mais parce qu'il s'est comparé lui-même à Napoléon et à Corneille. On s'aperçoit alors dans la salle qu'il est tard et qu'il fait une chaleur affreuse. En sortant de l'Institut, Xavier Doudan traverse la place Vendôme, où il ne voit qu'une grande statue de cuivre immobile, et les nuages qui courent au-dessus comme les agitations du jour au-dessus des souvenirs du passé. Le lendemain, le maréchal Soult demande à Louis-Philippe s'il a lu le discours de Thiers. Le roi répond : Quel jarret !

XV

LES CALOMNIES

L'origine plébéienne de Thiers lui vaut les dédains de l'aristocratie, que son mariage aggrave. Il se fera loin derrière lui les hommes de sa génération, avec lesquels il prit le départ sous la Restauration, et suscite leur envie. Arrivé au pouvoir, il s'inféode à la *résistance* contre le *mouvement*. Il réprime les insurrections, il capture la duchesse de Berry : il réunit donc contre lui républicains et carlistes. Nul plus que lui ne sera amèrement discuté, cruellement attaqué. Les partis et le pouvoir le calomnient avec la même ardeur : les premiers l'accusent de s'enrichir dans les affaires ; l'autre, quand il est rejeté dans l'opposition, alors qu'il est avéré qu'il n'a pas de fortune personnelle, de vouloir *rentrer au ministère pour y gagner l'argent qu'on reconnaît qu'il n'a pas*. Il veut annuler la révolution, disent les partis ; il veut en faire une nouvelle, dit le pouvoir. Il éprouve au plus haut point le sentiment de l'indépendance parlementaire et il aime par-dessus tout la grandeur de son pays : voilà encore de quoi heurter bien des intérêts politiques ou autres. Les attaques dont il est l'objet, amplifiées par la caricature qui, par le crayon de Daumier, de Cham, de Prével, de J.J. Granville, d'E. Forest, le ridiculise, ou le rend odieux, finiront par créer une légende ; elles se répéteront, identiques, se copiant l'une l'autre, jusqu'à sa mort, et même au-delà. Déjà en 1840, un de ses amis dira que, par l'effet de ces calomnies, il est perdu de réputation. Il paiera la peine d'avoir voulu brider les excès de la presse, de s'être montré homme de gouvernement et ministre à poigne en présence des factions troublant l'ordre public.

D'abord l'attaque de grand style de la *Revue des Deux Mondes*, libérale, récemment créée. Elle le harcèle pendant quatre ans. Fontaney, qu'en 1831 il fit attacher à l'ambassade de France à Madrid, écrit en 1833 : *Supposez M. Thiers dans une situation à sacrifier, pour réaliser ses opinions politiques, une seule de ses jouissances de sensualité, d'avidité, d'amour-propre ou de vengeance, vous pouvez être assuré que son opinion ne l'arrêtera pas*. Gustave Planche le compare à Frontin, à Mascarille, l'appelle étourdi, gaspilleur de lui-même, Protée inconstant. Loève-Veimar s'acharne contre lui pendant plus de deux ans : *L'homme des empiètements, le partisan de la dictature, qui conseille d'escamoter les lois et de les tourner quand on ne peut les violer, le plus dangereux de toute cette cohue d'hommes d'Etat sortis de terre le quatrième jour des trois glorieuses journées, qui se multiplie, qui se mêle à tout, qui est partout, et dont la petite voix criarde et menue fait sans cesse retentir des projets de despotisme et d'asservissement à l'oreille du pouvoir souverain. Sans lui, que deviendrait le ministère, maintenant que M. Guizot se tait et que M. de Broglie ne parle plus ? Qui se chargerait de payer la Chambre de mauvaises raisons, de fausser les idées, de tourmenter les chiffres, de les rendre inintelligibles, de couper insolemment les discussions les plus importantes, pour la présentation de projets de lois de l'intérêt le plus mince ? A l'adresse des députés, ce mot de lui : Ah ! Ils*

me font des réductions ? Eh bien, je leur f... des crédits supplémentaires. Et encore : M. Thiers est un roué politique, un homme de conscience large, peu estimé à la Chambre, repoussé par l'opinion publique, quoiqu'en juin 1834 il soit élu député dans trois collèges à la fois. , Mais pareille polémique ne s'embarrasse pas de la contradiction des faits. Thiers est perfide, n'a aucune reconnaissance, tourne admirablement à droite et à gauche, s'engage étourdiment comme il le fait toujours ; il s'inquiète peu de savoir si on l'estime, il n'en demande pas tant : un portefeuille est tout ce qu'il lui faut. En 1835, nouveau leitmotif : à son ministère, il ne travaille plus, il traite les affaires avec mépris, les néglige et ne s'en soucie pas ; il refuse toute signature, chasse les chefs de division de son cabinet, ne veut plus pour société que des jeunes femmes et d'innocentes gazelles. Le tout pour aboutir à la longue *Lettre sur les Hommes d'Etat de la France* que Loève-Veimar lui consacre et qui conclut : Quand les idées de liberté et d'amélioration sociale tirent un homme du néant, le portent d'abord à la députation, puis au pouvoir et à la richesse, et que cet homme, au lieu de représenter la pensée qui l'a fait éclore, se montre aussi insouciant du peuple que s'il n'avait jamais connu le peuple, aussi dégoûté de la liberté que s'il n'avait jamais souffert des mépris du pouvoir pour la loi, aussi épris du monopole et du privilège que s'il ne lui avait pas fallu vingt ans de sueurs et d'efforts pour briser les lanières qui l'arrêteraient, alors il vaut mieux détourner les yeux de l'examen de cette vie, et fermer le récit de cette histoire qui n'est plus qu'un livre immoral. Cela en décembre 1835. En février 1836, retournement complet : Guizot est un aristocrate de la Restauration, Thiers incarne la révolution de Juillet... et devient président du conseil ; alors les éloges commencent : M. Thiers est habile, il sera toujours de la gauche modérée, son caractère est d'embrasser franchement sa position, quelque rude qu'il la trouve, etc. Les raisons de ce retournement n'ont rien de mystérieux. Une nuée de flèches part des petits journaux satiriques, à peu près tous aux mains des carlistes : grand seigneur des barricades, dit l'un, croque-mort de la Providence, dit un autre. Bavard, indiscret, sans tenue, sans mesure, dit *La Gazette du XIXe siècle*, s'il est léger de caractère, il est cynique dans ses propos ; il doit ces défauts à sa mauvaise éducation : où aurait-il appris à vivre ? Frédéric Dollé publie six éditions d'une brochure où il le compare à Dubois, ministre du Régent, et déclare que, député, il demanderait la mise en accusation de Thiers dont l'ambition et la cupidité dépouillent et abâtardissent la France. Thiers est-il partisan de l'alliance anglaise ? Le Journal de Francfort en donne la raison, bien simple : Lord Granville a remis à M. Thiers, de la part de son gouvernement, un magnifique service en vermeil évalué 50.000 frs. Chaque pièce était enveloppée de banknotes pour les empêcher de se rayer. Timon-Cormenin lui reproche d'être sans figure, sans taille et sans élégance : M. Guizot et son école dessécheraient nos âmes ; M. Thiers et son école videraient nos poches. Loève-Veimar l'accusa d'arrêter le télégraphe et d'envoyer des courriers à cheval à Madrid pour soulever toute l'onde fangeuse de la Bourse afin d'y mieux pêcher en eau trouble. Degouve-Denuncques reprend cette accusation dans le *Journal de Rouen* ; les amis de Thiers ont toutes les peines du monde à l'empêcher de provoquer en duel le calomniateur. Le *Constitutionnel* estime que sa réputation ne permet pas de lui lui confier des fonds secrets. La Caricature a la main plus légère : Le nouveau préfet de Police se prépare à ordonner une grande battue afin de faire une rafle générale de tous les voleurs de Paris. M. Thiers est fort content d'être à Rome. — Le petit Foutriquet — qualificatif militaire décerné par le maréchal Soult — court les grandes routes. En voyage comme en politique, il ne marche pas, il vole.

Autre chanson : Arsène Houssaye susurre : Depuis que M. Thiers est du gouvernement tricolore, il en voit de toutes les couleurs. Il a un frère qui était peintre en bâtiments et qui menace de remonter à l'échelle, si le ministre ne le nomme pas directeur des bâtiments civils ou conservateur des tableaux du Louvre. Les feuilles de l'opposition s'amusent de sa déplorable famille. Du Charivari : *Le propre des parvenus est de renier leurs parents.* Son inénarrable père se charge d'alimenter le *Peuple souverain* et la *Quotidienne* en insinuations perfides à fin de chantage. Bien entendu, son mariage provoque l'éclosion d'une abondante gerbe d'échos, allant de la plaisanterie inoffensive à l'accusation d'inceste. *On ne fera jamais un mètre de France avec un tiers d'aune.* Le *Figaro* calcule : pour que sa famille fasse un entier, il lui faut 9 enfants, croirait-on ; eh bien, non, il ne lui en faut que 6 ; voici comment : M. Thiers = $\frac{1}{3}$ ou $\frac{2}{6}$; Mme Thiers = sa moitié, soit $\frac{1}{6}$; leur enfant produira un demi $\frac{1}{6}$; il faut 6 demi $\frac{1}{6}$ pour faire $\frac{3}{6}$, donc 6 enfants. Le Charivari est plus malveillant : M. Thiers épouse, dans quelques jours, une demoiselle fort riche. Un de ses amis lui disait à cette occasion : *C'est un mariage d'argent que vous allez faire.* — Du tout, c'est un mariage d'inclination. — C'est bien aussi ce que je voulais dire. Puis : M. Thiers, ministre depuis un an avec un traitement de 100.000 frs, a donné 200.000 frs de bijoux à sa future. Cela rappelle le sous-lieutenant de la Dame blanche qui, avec 1.200 frs d'appointements, achète un château sur ses économies. Roger de Beauvoir assiste à une représentation de Robert Macaire, dans une loge voisine de celle des Dosne. M. Thiers, dit-il à Arsène Houssaye qui le publie, a paru très content de son beau-père, et M. Dosne a battu des mains en voyant son gendre. Loève-Veimar annonce qu'il y eut foule chez Herbaut pour voir les douze chapeaux commandés par Mme Thiers, une foule qui ne parlait que du million donné par M. Dosne en dot à sa fille, — deux millions, surenchérit A. Houssaye, — et qui chuchotait que par un trait de modestie et de générosité rare, c'était le futur qui faisait ce cadeau à sa fiancée sous le voile de l'anonymat. La *Mode* reprend le chiffre d'A. Houssaye : M. Thiers va toucher une dot de deux millions. Léopold dit qu'il se contenterait de la moitié de son bonheur. Et la même plaisanterie répétée à satiété : M. Thiers a enfin volé dans les bras de l'hyménée. Et ceci, plus venimeux : Mariage de M. Thiers. Puisqu'il est convenu que ce petit M. Thiers est un grand personnage, puisqu'il est avéré que ce grand personnage a rencontré un père qui voulût bien lui donner sa fille, plus une mère qui n'eût rien à lui refuser, pas même sa fille, et enfin une fille assez timide pour ne pas désobéir à ses père et mère, lorsque ceux-ci lui ordonnaient de mettre sa main droite dans la main droite d'un grand personnage comme M. Thiers ; puisqu'enfin il faut se rendre à l'évidence des faits accomplis, nous nous empressons d'annoncer à la France que, cette semaine, par-devant M. le maire du 2e arrondissement, a été signé l'acte de mariage de très haut et très puissant M. Thiers, profession ministre du Commerce, fils légitime de père et mère inconnus, avec Mlle Dosne, fille mineure de Madame c'est-à-dire de M. et Mme Dosne, jouissant tous deux de leurs droits, l'un à Quimper-Corentin, l'autre en son domicile à Paris. Ainsi, que la France se rassure ! Si, depuis Gulliver, la race des Lilliputiens s'est perdue, il faut espérer que la race des Thiers ne mourra pas. Loève-Veimar revient à la charge : Au milieu de ses graves occupations, entre ses affaires de cour et de cœur, M. Thiers a trouvé encore quelques heures à donner cette semaine à la lecture d'une comédie nouvelle de MM. Empis et Mazères. Le duc de Bassano, M. de Celles et quelques femmes d'esprit assistaient à cette lecture, et nous savons de bonne source que cette pièce a été trouvée plaisante et très spirituelle. M. Thiers lui-même a été de cet avis. On l'a entendu dire aux auteurs qu'il se souvenait d'une de leurs meilleures comédies

intitulée *La Mère et la fille* : *Je ne vous cache pas, Monsieur*, a-t-il ajouté avec beaucoup de grâce, *que j'ai dû à la Mère et la fille les plus agréables moments*. Arsène Houssaye réédite l'allusion : Le ministre du Commerce va se risquer au commerce de l'amour... Est-ce la fin de la comédie *La Mère et la fille* ? Quoi qu'il en soit, on n'appelle plus M. Thiers le lilliputien du tiers-état et du tiers-parti, que Thiers-Dosne. Et combien d'autres !

Talleyrand lui a dit : *Voulez-vous être un homme ? Ayez beaucoup d'ennemis ! Il en a beaucoup, et de terriblement acharnés*. Il n'atteint pas encore la philosophie sereine qui lui dictera sa réponse à un ami l'engageant à réfuter une calomnie : *Je suis un vieux parapluie sur lequel il pleut depuis quarante ans ; que me fait une goutte de plus ou de moins ? A l'heure présente, il s'affecte, il souffre d'une telle avalanche de calomnies : Est-il nécessaire d'avoir touché aux fonds secrets pour être calomnié ? dit-il. Non, il suffit d'avoir fait une chose : d'avoir eu le courage de secouer le joug des partis*. Le baron de Barante écrivait à Anisson Du Perron combien on lui paraissait injuste envers Thiers. Le beau Montrond qui, sans un sou de bien, sans aucun traitement, dépensait 60.000 frs par an sans faire de dettes, le défend à sa manière : *Ce pauvre M. Thiers... Comme on le calomnie ! Ne le dirait-on pas chargé de tout l'or de la France ? Je ne sais ce que la prolongation de son court ministère lui aurait valu ; mais enfin, à quoi se borne pour le moment tout son avoir ? A deux pauvres petits millions. Le croirait-on ? Pas une obole de plus ; pour si peu doit-on faire tant de bruit ? On sait ce qu'il en est de la fortune de Thiers. Henri Heine ne le ménage pas toujours dans sa Lutèce ; un moment vient où il a des motifs de dire la vérité : Que M. Thiers ait spéculé à la Bourse, c'est une calomnie aussi infâme que ridicule. Mais par sa familiarité avec des chevaliers d'industrie sans convictions, il s'est lui-même attiré tous les bruits malicieux qui rongent sa bonne réputation... Pourquoi entretenait-il un commerce avec une semblable canaille ? Qui se couche avec ses chiens se lève avec des puces. Sur le chapitre des fonds secrets, on peut en croire Louis-Philippe lorsqu'il lui en donne la décharge : Je vous remets ci-joint les comptes des fonds secrets que vous m'avez laissés, ainsi que les ordonnances qui y sont relatives que vous trouverez revêtues de ma signature et de mon approbation. J'ai continué avec la plus scrupuleuse attention l'examen que j'avais commencé à en faire avec vous, afin de recevoir les éclaircissements que vous aviez à me donner. Je voudrais que la nature de l'emploi auquel ces fonds sont destinés ne fût pas un obstacle à ce que ces comptes fussent connus des Chambres et du public. Leur publication serait, dans mon opinion, une réponse victorieuse à toutes les calomnies qu'on a cherché à répandre contre vous*.

En cette année 1834, Thiers est excédé, sur le point d'abandonner la partie. Tout le découragement, les affaires, la Chambre, la politique, lui-même ; tracasseries, querelles, résistances à tout propos, impuissance à contenter personne, ignorance des commissions qui contrôlent, impertinence des opposants, travail sans relâche et sans récompense, quelle duperie que vouloir être ministre, quand on peut gagner mille écus par an à faire autre chose ! Non seulement on l'atteint en lui-même, mais encore on le blesse dans les êtres qui lui sont chers. Cela, c'est la lie du calice. Pour lui rendre courage, Bugeaud lui rapporte en vain un mot de Madier de Montjau : *Vous parliez à la tribune, Madier me dit en me serrant virement le bras : Mon ami, nous valons quelque chose, puisque nous sommes aimés par un homme comme cela*. Seules, l'intervention et l'insistance du roi le décident à rester aux affaires. Au fond, Louis-Philippe n'est pas fâché de l'aventure : *Il n'y a*

pas de mal que Messieurs les gens d'esprit s'aperçoivent de temps en temps qu'ils ont besoin du roi.

Un jour, cependant, Thiers donne prise aux attaques. Un revenez-y des gamineries du jeune âge l'entraîne à un geste rabelaisien don^[^] incontinent les échos retentissent. A l'automne de 1835, Vigier, propriétaire du château de Grandvaux, reçoit de Gisquet, préfet de Police, cette lettre sur papier à entête de la Préfecture : Mon cher député et ami, je me hâte de vous informer qu'un grand complot est formé contre vous, contre votre château, votre gibier, votre cave, votre cuisine, etc., etc. Deux ministres, des généraux, des colonels, des chefs d'administration, des députés, en un mot une vingtaine de gaillards, mangeant bien, buvant beaucoup et chassant mal, se sont associés pour vous faire un mauvais parti ; ils arriveront chez vous samedi pour dîner à 8 heures, puis ils vous demanderont à coucher ; puis le dimanche ils chasseront, déjeuneront, dîneront et vous quitteront quand il ne vous restera que les yeux pour pleurer sur leurs dévastations. Obligé par état de veiller à la sûreté des personnes et d'assurer leurs subsistances aussi bien que de pourvoir à leurs amusements par des jeux, spectacles, etc., je crois m'acquitter d'un devoir en vous offrant mes bons offices pour obtenir, à vos frais, une partie des approvisionnements des halles et marchés, plus la boutique à Chevet ; plus des danseurs, saltimbanques, acteurs ; plus 50 gardes municipaux ; plus le sérail de mesdames telles et telles. En attendant des instructions, je commencerai mes envois par un beau feu d'artifice que notre cher amphitryon recevra demain. Son tout dévoué serviteur et ami. Il faudra au moins 100 bouteilles de Champagne, 50 de constance, 200 de diverses qualités superfines, 50 poulets, 30 dindes, 10 bœufs, 20 veaux, moutons, cochons, canards, et une centaine de douzaines d'œufs, plus le gibier et les accessoires en proportion. Il faudra 200 rabatteurs pour la chasse et 10 charrettes pour le gibier. 1re liste des individus faisant partie de ce grand complot : MM. Thiers, Duchâtel, Jacqueminot, Benoit, Guizard, Léon Pillet, Lavocat, Allart, Ledieu, un manchot, etc., etc.

Au jour dit, les convives débarquent à Grandvaux. On dîne. Soudain, une pièce d'artifice éclate sous la table ; Duchâtel tressaille et se sauve. Il faut les rires homériques des autres convives pour le rassurer. On tire le feu d'artifice. L'un des convives chante une chanson faite sur les lieux, où il prodigue plaisanteries et jeux de mots. Le champagne coule à flots ; il en coule même deux bouteilles dans les bottes de Vatout. Fatigué de rire, chacun va se coucher, quand un étrange personnage frappe à toutes les portes et rassemble la compagnie autour de lui : c'est Thiers, drapé dans un manteau écossais, un bonnet de coton sur la tête, les yeux sous ses lunettes ; il débite avec une verve intarissable les plaisanteries les plus spirituelles et les plus bouffonnes. On rit à s'en tenir les côtes. Il va se coucher. Cette fois, les autres se concertent. Ils lui donnent un charivari : sifflets, instruments de cuisine font sous sa fenêtre un tapage infernal. Il eût pu se croire à Aix ou à Marseille. Mais c'est un gaillard imperturbable qui a toujours la répartie... je ne dirai pas sur les lèvres, vous allez savoir pourquoi. Il s'approche de la fenêtre dans le plus simple des appareils, écarte brusquement les rideaux, et fait voir aux mystificateurs son... entre deux bougies.

L'histoire fait le tour de la presse. Metternich en parle à Nesselrode : Quelle bêtise que Grandvaux, et quel abrégé d'une situation gouvernementale ! Loève-Veimar y introduit une intention politique : MM. de Broglie et Guizot, qui sont des hommes graves et dignes, souffrent plus qu'on ne pense de cette incartade de M. Thiers et de M. Persil. Ils songeaient à demander la destitution de deux fonctionnaires qui avaient assisté les ministres en goguette dans leurs misérables

libations, mais on leur a fait observer avec raison que c'eût été frapper sur leurs collègues qui tentent de se rapprocher du parti légitimiste. Le moyen, en effet, d'opérer une réaction religieuse et un rapprochement avec le faubourg Saint-Germain, après cette éclatante démonstration ! Apponyi, comme un écho, pose la même question, presque dans les mêmes termes. Fonvielle prétend que Thiers veut ramener ses contemporains aux sans-culottes et aux sans-culottides. Cœuret énumère ses *Racines du pont des Arts* : Cousin, comte de Longueville ; Nisard, au style difficile ; Ponsard, inventeur du poncif ; Guizot, aussi raide qu'un if ; de Falloux, éleveur de veaux ; Thiers, montrera son cœur à Grandvaux. Enfin Virmaître cite un quatrain qu'il attribue à Gérard de Nerval et dont il faut rétablir la mesure : *Questions de W. C.*

Je viens de mettre en un trou rond
Ce qu'un jour, avec impudence,
Thiers, ministre, sur un balcon
Fit voir aux citoyens de France.

L'aventure de Grandvaux est entrée dans l'Histoire.

XVI

INSURRECTIONS. ATTENTATS. - DIPLOMATIE

Après la défaite des insurgés de juin, le gouvernement bénéficie de quelques mois de tranquillité. Thiers prend la parole à l'ouverture de la session, les 4 et 8 janvier 1834, pour en défendre la politique intérieure et extérieure. Il proclame l'ordre aussi important que la liberté, où l'on ne peut avancer le pays que pas à pas ; le gouvernement a pour système la modération en tout : liberté de la presse, pas de lois d'exception, lente extension des droits électoraux ; au dehors, pas d'aventures, et l'intervention uniquement là où elle s'impose, dans notre voisinage immédiat. En passant, il répond à une attaque formulée par Chateaubriand : *Il a fondé l'école admirative de la Terreur*, et répétée par d'autres : *Je défie qui que ce soit* — une de ses formules favorites — *de trouver dans mon Histoire de la Révolution une ligne qui excuse le crime parce qu'il a fait de grandes choses. Je suis peut-être le seul écrivain arrivé au gouvernement qui ait consenti à laisser imprimer quatre fois un livre qu'il avait écrit lorsqu'il était dans l'opposition, et qui n'a pas voulu qu'une ligne fût changée.*

Les sociétés secrètes ont travaillé dans l'ombre. La Société des Droits de l'Homme remplace les Amis du Peuple ; elle comprend 163 sections de 3.260 membres, soit 20 par section, pour tourner la loi qui interdit les associations dépassant ce chiffre, et éviter l'œil de la police. Elle a un organe à Paris, la *Tribune*, et un à Lyon, le *Précurseur*. Or, en février 1834, l'industrie lyonnaise traverse une crise ; la baisse des salaires provoque une grève ; le ministre de l'Intérieur recommande la modération en présence de désordres qui s'étendent à Saint-Étienne et à Paris. Le calme se rétablit promptement, mais le gouvernement, convaincu que les sociétés républicaines provoquent ces désordres, dépose en mars un projet de loi soumettant toutes les associations à l'autorisation, et déférant les infractions non plus au jury, mais au tribunal correctionnel. Thiers défend vigoureusement ce projet, qui, âprement discuté, passe par 246 voix contre 154.

Aussitôt, les Droits de l'Homme font appel à l'insurrection. Il faut à l'Intérieur un ministre énergique qui ne craigne pas les responsabilités ; le roi profite d'un remaniement nécessité par le départ du duc de Broglie à la suite du rejet par la Chambre du traité relatif à l'indemnité américaine, pour y nommer Thiers qui conserve en même temps les Travaux publics. Ses premières instructions recommandent aux préfets la modération, mais aussi, en cas d'attentat contre l'ordre, la plus énergique répression. *Laissez tirer les premiers coups, mais quand vous les aurez reçus, agissez sans ménagements.* Mouvement purement politique et anarchiste, cette fois, et, le 9 avril, premier choc entre la troupe et

les insurgés. Thiers se prépare à partir pour Lyon avec le duc d'Orléans quand arrive la nouvelle de la défaite de l'insurrection. Le 13 au matin, il félicite le préfet à qui la France doit **d'éclatants témoignages**, en lui recommandant de n'avoir pas la faiblesse d'évacuer la ville, où il faudrait rentrer à grands frais par un siège.

Paris est calme. Thiers a coffré 150 chefs des Droits de l'Homme et saisi les presses de la Tribune. **Ils devaient nous attaquer cette nuit, et ils n'ont pas fait un signe... L'insurrection sera écrasée.** Le soir même, les barricades se dressent. Aux premiers coups de feu, le conseil des ministres s'assemble : Thiers dispose de 40.000 hommes commandés par Bugeaud ; il promet de se rendre maître de la situation. L'insurrection se concentre dans le quartier Saint-Denis. Bugeaud la prendra entre deux feux : deux colonnes partiront des portes Saint-Denis et Saint-Martin, sous les ordres du général Lascours, une troisième partira de l'Hôtel-de-Ville où Bugeaud se rend avec Thiers. Vers minuit, ils prennent la tête d'une petite colonne qui se dirige vers la rue Sainte-Avoye. Ils cheminent le long des maisons, sans autre clarté que celle de rares lumières placées sous des fenêtres et tombant sur les uniformes et sur les armes. Du soupirail d'une cave, un coup de feu part et tue un capitaine aux côtés de Thiers. Le préfet de Police a chargé M. de Vareilles, auditeur au Conseil d'Etat, de lui porter un plan du quartier ; au moment où M. de Vareilles remet le plan au ministre, une décharge venue d'une barricade devant laquelle ils sont arrêtés, tue l'auditeur. La colonne avance ; des meurtriers invisibles font d'autres victimes. Un officier blessé est achevé sur la civière où on le transporte. Le 14 au matin, une attaque générale enlève cinq barricades. Une compagnie du 35e de ligne, de la colonne du général Lascours, reçoit plusieurs coups de feu tirés des fenêtres de la maison située 12 rue Transnonain, au coin de la rue de Montmorency ; le colonel du 35e donne l'ordre de s'en emparer et de ne faire aucun quartier. Le compte-rendu de l'affaire dans le *Journal de Paris* se termine ainsi : **Au troisième, on trouve le cadavre d'un homme** ; on dirait la légende de la fameuse lithographie de Daumier ; l'artiste n'a pas exécuté le pendant : un officier blessé, assassiné sur une civière.

Thiers ordonne la dissolution de la garde nationale à Lyon, félicite ses préfets, leur accorde tous moyens de police pour arrêter et perquisitionner. **Je vous charge des conséquences**, leur dit-il en leur recommandant la plus grande activité. Il s'agit de prouver l'étendue de la conspiration, les ramifications des sociétés de Paris en province. C'est là le but dans lequel on défère les accusés à la Chambre des Pairs. Il faut comprendre dans les poursuites, comme **auteurs de provocations suivies d'effets**, le *Précurseur* et la *Tribune* ; surveiller de près les carlistes, notamment Mme de Saint-Priest, très agissante à Lyon. Comment le préfet a-t-il laissé partir Bourmont ? **S'il n'y avait pas de charges en ce moment, l'instruction pouvait en faire naître.** On arrête 2.000 suspects, on retient 164 accusés. Procès monstre, dont le parti républicain sort vaincu, déconsidéré ; il n'ose, le 20 mai, accompagner d'aucuns troubles l'enterrement de Lafayette ; il ne lui reste comme moyen que l'assassinat, et il le proclame hautement. Aux élections de juin 1834, Thiers est élu dans trois collèges : Aix, Mirande et le 5e arrondissement de Paris.

Alors se développe le petit jeu des combinaisons ministérielles, des intrigues politiques ; alors germent les causes qui mèneront le régime à sa perte. Dans ce concert, Thiers joue activement sa partie. **Il n'y a jamais eu de dissolvant pareil à lui ; nous payons cher son talent de parole**, dit Mme de Dino. Avec elle, avec Talleyrand, il garde un étroit contact. **Vous avez bien raison d'être jeune, de vous**

bien porter, et d'avoir prodigieusement d'esprit, écrit le prince. Avec lui seul, tous deux sont liés, ils restent ses amis sincères et comptent sur son amitié le jour prochain où Talleyrand abandonnera son ambassade, sauf à se plaindre à la cantonade d'un dîner où Thiers, au château de Bécon, rapprocha bizarrement une quinzaine de personnes, y compris les Lebrun ; de là un cachet de mauvais goût embarrassant pour la duchesse, et cette réflexion de Talleyrand : **Nous venons de faire un dîner du Directoire.** Thiers les connaît si bien qu'il objecte au roi, qui songeait au prince pour la présidence du conseil : **Mme de Dino ne le voudrait pas.** Elle l'avoue. Pendant leurs séjours à Valençay, il les tient soigneusement au courant du détail des crises ministérielles ; ainsi, dès octobre 1834, perçoivent-ils son désir d'arriver à la présidence du conseil sans qu'il ose y prétendre formellement ; mais, trois mois plus tard, il ne cache pas ses visées sur le portefeuille des Affaires Etrangères : Guizot les lui fait abandonner au profit du duc de Broglie.

Le 18 juillet 1834, premier remaniement depuis le départ du duc en avril précédent. On connaît le sobriquet de caserne infligé à Thiers par le maréchal Soult ; bourru, Soult excède de ses exigences abusives à la fois Thiers et Guizot ; ils le mettent en échec sur la question du gouvernement de l'Algérie, -où, contre son avis, ils veulent essayer du régime civil. Ils veulent aussi, en nommant gouverneur le duc Decazes, se débarrasser de ses intrigues politiques. Le maréchal Gérard remplace Soult, et démissionne le 29 octobre, parce qu'il est seul au conseil à vouloir, pour les accusés d'avril, l'amnistie que réclame le tiers-parti. Thiers et Guizot s'accorderaient pour redemander le duc de Broglie. A l'évocation de cette trinité, Louis-Philippe refuse : **Je me ferais plutôt piler dans un mortier !** Thiers et Guizot, l'un par lassitude des calomnies, l'autre par dédain, passeraient volontiers le pouvoir au tiers-parti. Le roi accepte leur démission. Il voudrait Thiers sans Guizot. Il a personnellement du goût pour lui. Il en connaît les inconvénients : **Quand je voyage avec M. Thiers, nous couchons dans la même chambre ; je lui donne le choix entre deux lits, et je le trouve toujours dans le mien.** Tous deux échangent des douceurs : **Vous voudriez me faire croire que vous ne tenez pas à un portefeuille ? — Sire, toutes les fois que Votre Majesté m'a dit qu'Elle n'avait accepté qu'avec désespoir le fardeau de la couronne, je l'ai toujours crue.** Avec ses intimes, Thiers ne se gêne pas sur le compte du roi : l'esprit, le caractère et le cœur d'un parvenu, un manque de dignité prouvant un défaut du sentiment de respect que l'on doit à la royauté ; le roi s'oublie parfois lorsqu'ils discutent ; n'importe : ils n'en sont après que meilleurs amis. Ils s'entendent parfaitement. Le roi lui applique ce vers : **Quand je ne l'aimais pas, toujours il me plaisait.** Malgré tout, Thiers ne cède pas au désir de Louis-Philippe et ne se laisse pas séparer de Guizot. Le roi s'adresse au comte Molé, qui ne réussit pas à mettre sa combinaison sur pied. Dupin se dérobe, pousse en avant son frère et ses amis, .d'où résulte le 10 novembre un ministère hétéroclite présidé par Bassano, qui dure trois jours et sombre dans le ridicule : la journée des Dupins ! Le roi revient à Thiers et à Guizot ; ils se donnent pour président le maréchal Mortier, qui démissionne le 20 février 1835. Le roi tergiverse. Le public s'impatiente. Il faut bien en revenir au duc de Broglie, et, le 12 mars, le ministère du 11 octobre se reconstitue : Broglie à la présidence et aux Affaires Etrangères, le maréchal Maison à la Guerre, Thiers à l'Intérieur, Guizot à l'Instruction publique. Tous continuent à vouloir une résistance éclairée et ferme à tous les excès révolutionnaires ou contre-révolutionnaires. Quoi qu'on en dise, le roi est très content de son cabinet ; en réalité, il estime politiquement beaucoup les doctrinaires, et, pour lui, la politique passe avant tout.

Issue d'une révolution, la royauté de Juillet porte à faux. L'attitude personnelle du roi contribue à fausser davantage le régime. Il se croit parfaitement capable de gouverner seul son royaume. Tout son effort y tend. Il a subi Casimir Périer. Il prolonge les crises ministérielles parce qu'alors il gouverne. Il ne les résout que contraint et forcé. Au cours de celle qui suit la retraite du maréchal Gérard en octobre 1834, il cherche à convaincre Thiers et Guizot : **Qu'avez-vous besoin d'un président du conseil ? Est-ce que vous n'êtes pas d'accord entre vous ? Est-ce que je ne suis pas d'accord avec vous ? Vous avez la majorité dans la Chambre ; vous y faites les affaires comme vous l'entendez, et je trouve que vous les faites bien ; pourquoi s'inquiéter d'autre chose ?** A un bal des Tuileries, Thiers se plaint aigrement à Cuvillier-Fleury de l'attitude du roi : il veut tout faire, il parle et n'écoute jamais, il prétend diriger seul les affaires étrangères... point sensible, car Thiers songe à ce portefeuille. Un écrit paraît, *Un constitutionnel aux constitutionnels*, Røederer soutient que le roi doit prendre l'avis de ses ministres, et décider seul ; Thiers a dans son tiroir la preuve que le roi rédigea une bonne partie de ce pamphlet.

La volonté de rester seul maître porte le roi à commettre la faute capitale de séparer Thiers de Guizot. Dupin et le tiers-parti aident à cette opération. Certes, les natures de ces deux ministres sont trop dissemblables pour jamais fusionner, mais ils tendent au même but : conserver ce qui existe. En 1835, Thiers se jugeait et jugeait Guizot : **M. Guizot ne va pas souvent assez loin ; je le pousse. Je tends parfois à dépasser le but ; il me modère. Nous avons besoin l'un de l'autre ; nous nous complétons l'un par l'autre. Est-ce que nous pouvons nous séparer ?** Et il défend plaisamment les doctrines de Guizot où le député Chamarande découvre des contradictions à vingt ans de date, entre le livre où Guizot les exprima et son attitude actuelle ; ce député gémit sur la gravité de la situation : **Parce-que vous comprenez mal un livre, dit Thiers, la situation n'est pas plus grave pour cela.** Il confirme à Cuvillier-Fleury l'appui qu'il trouve auprès de Guizot. Fatalement, l'effort persistant du roi, les manœuvres du tiers-parti agiront à la longue. Ce parti oppose constamment Thiers à Guizot. Odilon Barrot souligne tout ce qui peut les diviser. En janvier 1835, on discute les fonds secrets ; l'opposition prend vivement Guizot à partie ; Thiers le voit engagé sur un terrain dangereux ; il parle, et s'attache à se nuancer, à se montrer plus que son collègue l'homme de la Révolution de 1789. Les journaux accentuent le désaccord, le transforment en contradiction flagrante. Le roi, les partis, la presse jettent les semences d'une rivalité qui éclatera bientôt et portera tous ses fruits, amers pour le régime.

Ce régime, Thiers s'en estime quelque peu l'auteur et continue à le défendre dans le pays, à la tribune. Il en montre les bienfaits : quatre ans après la révolution, pas un échafaud dressé, le pays tranquille, le déficit fermé, la prospérité plus grande qu'en 1829, résultats dus à l'ordre et à la sécurité. **Tout en travaillant pour la liberté, nous n'avons jamais cessé de croire qu'il faut à la France un gouvernement monarchique.** Il définit, il explique à satiété le régime constitutionnel ; il apprend à la Chambre le bon fonctionnement du parlementarisme, en choisissant ses exemples en Angleterre où il l'a étudié. Vouloir la monarchie et la liberté est une vérité, car la France est à la fois monarchique et libérale. Les leçons qu'il donne à la Chambre demeureront vaines ; impuissant, il la verra fausser le régime de ses rêves. Libéral, il veut l'ordre et un pouvoir fort. Il combat l'amnistie demandée pour les accusés d'avril ; autant dire aux agitateurs : **Attaquez encore la société, car, si vous êtes pris, si les tribunaux sont prêts à vous condamner, voilà les Chambres qui vous accorderont**

votre grâce. Tout ce qu'on donne à la violence, on l'enlève à la justice. Si l'on décidait l'amnistie, il faudrait qu'elle fût un acte de puissance.

Il sait ce qu'il dit. Ce qui se trame dans l'ombre l'inquiète. En juin 1835, des jeunes gens doivent se grouper à l'entrée des Champs-Élysées, place de la Concorde, et jeter des boîtes d'artifices dans la voiture du roi venant de Neuilly. Il l'apprend. Il propose au roi de prendre sa place. Le roi veut jouer lui-même sa partie. Les conspirateurs se sentent surveillés et ne bougent pas. On les arrête peu après, rue Mauconseil.

Le 28 juillet, neuf heures du matin. Un soleil splendide. Le roi sort des Tuileries. Il va poser la première pierre de la colonne de la Bastille. Il porte la tenue de général de la garde nationale. Il monte un gris-pommelé, le Régent, cheval de parade bien dressé. Les ducs d'Orléans et de Nemours, le prince de Joinville, le duc de Broglie, Thiers, le maréchal Maison, l'amiral de Rigny, les maréchaux Mortier et Lobau, un nombreux état-major, l'accompagnent. Guizot, l'amiral Duperré, Duchâtel, Humann et Persil accompagnent la reine et les princesses à la Chancellerie, place Vendôme, où le roi s'arrêtera, une fois la revue terminée, pour assister au défilé. **J'espère que vous nous le ramènerez vivant,** dit Mme Adélaïde à Thiers. Habit brodé d'or, pantalon de casimir blanc, taille serrée d'une ceinture blanche, ses croix sur la poitrine, la tête presque complètement disparue sous un chapeau à plumes, le petit ministre enfourche son cheval. Le roi passe devant le front de bandière de la garde nationale, qui occupe le côté droit de la chaussée. Il parcourt les Champs-Élysées, la rue Royale, les boulevards. La foule encombre les contre-allées aux vieux ormes feuillus. Les femmes portent des robes de jaconas, de grandes manches à gigot, d'énormes chapeaux de paille, et des cothurnes. Du bruit et de la gaieté. Profusion de drapeaux. Un nuage de poussière : on n'a pas arrosé. De nombreux marchands de coco abreuvent la foule. Des gamins, munis d'une boîte et d'une mèche allumée, offrent des cigares et du feu. Des curieux à toutes les fenêtres, sur tous les toits. On agite mouchoirs et chapeaux. On crie : **Vive le Roi !** Louis-Philippe salue de la main, quelquefois du chapeau. Près de lui, le comte de Laborde reçoit les pétitions. Le cortège occupe toute la largeur de la chaussée. Une inquiétude règne. La face de bouledogue du maréchal Lobau se renfrogne encore plus que de coutume ; il fronce les sourcils en regardant les fenêtres. 50 boulevard du Temple : partout ailleurs, il y a du monde et des drapeaux ; là, au 3e étage, il y a une jalousie baissée. Personne n'eut l'idée de voir ce qui se passait derrière. Cependant, l'avant-veille, Thiers autorisa Gisquet, le préfet de Police, à donner quelque argent à des délateurs qui annonçaient un attentat. La veille, Gisquet, à tort, n'attacha aucune importance à deux rapports du commissaire de police Dyonnet, qui signalait l'ouvrier lampiste Boireau, mêlé à une conspiration ; ce matin même fut signé l'ordre d'arrestation de Boireau ; on ne l'arrêtera que dans la soirée.

Vers midi, le cortège défile devant cette jalousie baissée. Une sorte de feu de peloton, parti de là, le fauche. Des morts, des mourants gisent sur la chaussée. Le maréchal Mortier est tué. **Me voici !** crie le roi en éperonnant son cheval et agitant son chapeau. Une formidable acclamation le salue. Une balle lui effleura le front. Il se tourne vers Thiers et lui tend la main : **Soyez tranquille, je vis et je me porte bien.** Il continue la revue. Thiers, son pantalon blanc éclaboussé de sang, donne des ordres, lance soldats et sergents de ville à l'assaut de la maison maudite, et procède aux premières investigations.

Pépin, l'un des criminels, fut en relations avec le National ; on arrête Carrel et un certain nombre de journalistes républicains qui ont annoncé l'attentat : il l'avait été en Suisse, également par les républicains. Le 3 août, interrogatoire de Fieschi en présence du baron Pasquier, du procureur général, du grand référendaire et du ministre de l'Intérieur. Le 4, ce dernier dépose les projets de lois destinés à museler la presse. Elles réforment la procédure devant la cour d'assises, rangent au nombre des délits de presse l'offense au roi, à la dynastie et à la monarchie constitutionnelle, et soumettent la publication des dessins à l'autorisation préalable. Les actes de haute trahison et les attentats contre la sûreté de l'Etat seront désormais passibles de la juridiction de la Cour des Pairs. La discussion, où Thiers riposte vertement à Royer-Collard, dure du 25 au 29 septembre. Les lois sont votées par 226 voix contre 153. Elles sont l'œuvre de Thiers, seul moyen, à son gré, de sauvegarder les institutions. Elles lui valent un nouveau déferlement d'inimitiés et de haines.

A la nouvelle de l'attentat, la duchesse de Dino lui envoie de Wolfsberg un billet affectueux. Il répond par une longue lettre. Les dangers personnels auxquels il échappa ne le touchent guère : *Le seul chagrin, chagrin accablant, c'est l'immense responsabilité attachée à mes fonctions ; je suis debout jour et nuit. ' Je suis à la Préfecture de Police, aux Tuileries, aux Chambres, sans me reposer jamais, et sans être sûr d'avoir pourvu à tout car la fécondité du mal est infinie, comme dans toute société déréglée, où on a donné à tous les bandits l'espoir d'arriver à tout, en mettant le feu au monde.* Ils se revoient au début de septembre. Elle le trouve vieilli, souffrant de fatigue et d'épuisement. Chaque jour, un nouveau complot à déjouer. Et puis, lui en veut, à elle comme à Talleyrand : liés intimement avec Royer-Collard, ils auraient dû empêcher le doctrinaire de parler contre les lois sur la presse. Thiers boude pendant deux jours. C'est tant mieux, sans doute, car Talleyrand lui aurait dit son sentiment sur l'inconvenance des articles qu'il fait ou inspire contre Royer-Collard dans le *Journal de Paris*. *Les hommes qui n'ont pas eu une première éducation ont bien de la peine à se grandir : à la première contradiction, le bout de l'oreille perce.* La duchesse reconnaît que c'est encore lui qui vaut le mieux dans le ministère : *Il a du cœur, outre son esprit, mais il aurait besoin d'être bien entouré, et il l'est très mal.* Royer-Collard ne cache pas combien il est peiné de l'avoir blessé. Le 30 décembre, à dîner chez Talleyrand, Thiers se retrouve brillant causeur, étincelant de verve ; mais dans un coin, il confie à Mme de Dino que Bergeron, qui tira le coup de pistolet du Pont-Neuf, veut tenter une nouvelle entreprise.

En même temps que ces événements se déroulent à l'intérieur, deux questions extérieures importantes se posent. D'abord, l'indemnité américaine. La retraite de Broglie ne l'a pas réglée. Les négociations traînent. Au début de novembre 1835, on l'examine en conseil. On écarte toute idée de guerre avec les Etats-Unis, mais il faut en sortir. Thiers émet l'idée que la médiation de l'Angleterre pourrait tout arranger. Le duc de Broglie la repousse, Humann l'approuve, le roi réfléchit. A l'ouverture des Chambres, Thiers, tout en craignant la susceptibilité du duc de Broglie, revient sur son idée, y convertit Duchâtel, et va voir le roi. Il le trouve en compagnie de Mme Adélaïde. Il explique que la médiation publiquement proposée par l'Angleterre mettrait l'Amérique dans son tort en cas de refus. Enthousiasme du roi qui embrasse deux fois son ministre : *Ha ! mon cher ministre, vous nous sauvez !... Mais Broglie ! Comment lui faire entendre cela ? Il est si maladroit ! Mais voyez-le, mon cher ministre.* Suit une diatribe contre les doctrinaires. Thiers obtient l'adhésion du duc. Il faut maintenant induire l'Angleterre à se poser en médiatrice, sans que la France paraisse y avoir

travaillé. Le roi songe à utiliser les bons rapports de son gendre, Léopold Ier, avec lord Palmerston, ministre des Affaires Etrangères de Grande-Bretagne. Ce soir-là, Broglie apprend à Thiers que l'Angleterre demande à la France une alliance offensive et défensive contre la Russie. Le conseil accueille cette proposition. Thiers expose que la question d'Orient amènera fatalement la guerre entre l'Angleterre et la Russie : la France aurait tort de s'engager, mais devrait profiter de cette ouverture pour favoriser la négociation américaine. On rédige la lettre que le roi envoie à Léopold. L'Angleterre comprend que le blocus des ports américains par la flotte française empêcherait les arrivages de coton qui alimentent une industrie nourrissant une énorme population ouvrière, et la négociation réussit comme Thiers l'avait imaginée. Dès ce moment, une confiance étroite s'établit entre le roi des Belges et lui. Ils se consultent et s'entendent pour le bien de leurs pays. Leur correspondance durera même lorsque Thiers ne sera plus ministre, même sous l'Empire, et Léopold Ier, qui fut un profond politique, ne manquera jamais une occasion de se rencontrer avec l'homme d'Etat français.

En Espagne, la situation créée par la mort de Ferdinand VII se compliqua du voisinage de la guerre civile en Portugal où pareillement, une jeune reine, dona Maria, soutenue par les libéraux, lutte contre son oncle, don Miguel, soutenu par les absolutistes. Le gouvernement de Madrid n'ose intervenir à Lisbonne sans l'assentiment de l'Angleterre, qu'il sollicite. De là un traité conclu à l'insu de la France. Talleyrand proteste, et transforme ce traité de la Triple Alliance en traité de la Quadruple Alliance, le 22 avril 1834. Un mois après, don Miguel et don Carlos, vaincus de compagnie, se réfugient à Londres. On espérait quelque tranquillité quand, le 9 juin, don Carlos s'échappe, traverse la France de bout en bout sans être découvert et rentre en Espagne le 10 juillet. **Des imbéciles, et ils sont nombreux** écrit le duc Decazes au baron de Barante, reprochant à Talleyrand de n'avoir su ni empêché la fuite de don Carlos ; d'autres, encore plus nombreux, s'en prennent à Thiers et à la Police de France qui ne l'ont pas arrêté au passage. Encouragé par la Prusse, l'Autriche et la Russie, le prétendant gagne du terrain.

Un corps français garde la frontière sous les ordres du général Harispe. Thiers propose de le jeter brusquement en Espagne, d'organiser une bande de contrebandiers qui enlèverait don Carlos et le ramènerait en France où on le garderait à vue. Cette suggestion repoussée, il exprime dans une lettre au roi son opinion, définitivement fixée sur la question espagnole. Certes, il reconnaît la haute prudence de Louis-Philippe, **mais Louis XIV, Napoléon, la Restauration cédaient à un instinct sûr et profond en voulant, même au prix des plus grands périls, établir à Madrid un gouvernement ami et homogène avec le nôtre.** Il ne faut intervenir qu'avec prudence, en cas d'urgente nécessité, mais à aucun prix ne souffrir la contre-révolution à Madrid. Devant le désaccord qui règne dans le conseil, il offre sa démission, sans éclat ; il souhaite **la plus humble sortie du monde.** Ses amis lui persuadent que la campagne de calomnies montée contre lui inciterait le public à attribuer à son départ de tout autres causes. Il reste. Sachant don Carlos fourni d'hommes et manquant de munitions, il donne au général Harispe des instructions pour empêcher par un blocus étroit les arrivages d'armes. Il lui indique une voie d'eau à Bayonne. Il lui envoie des agents connaissant à fond les carlistes et la frontière, Roger, le commissaire Joly, et l'engage à se méfier d'un intermédiaire douteux, nommé Rouvier, placé auprès de don Carlos. Sans repousser les ouvertures de ce dernier, il ne faut à aucun prix s'engager : ce serait trahir la reine.

Don Carlos continue à gagner du terrain. Le 17 mai 1835, la cour de Madrid demande formellement au gouvernement français la coopération prévue au traité de la Quadruple Alliance. Avant le conseil, Thiers, nettement partisan de l'intervention, discute longuement la question avec le roi, non moins nettement opposé à l'intervention. Thiers veut se retirer ; le roi s'efforce de l'en empêcher : cette retraite briserait le cabinet. Le conseil conclut à l'envoi à l'Angleterre de trois questions : approuve-t-elle l'intervention ? Y participerait-elle ? Se solidariserait-elle avec la France ? Réponse négative sur les trois points. Alors le cabinet se divise. Le 6 juillet 1835, Thiers expose à ses collègues les conditions auxquelles il consentira à rester : il ne cachera pas son opinion personnelle et ne défendra pas à la Chambre celle du cabinet ; on répondra à l'Espagne que, l'Angleterre refusant d'intervenir, la France n'interviendra pas pour le moment, mais sans préjuger l'avenir ; on enverra la Légion étrangère au secours de l'Espagne à qui on accordera en France le droit de recrue ; les flottes anglaise et française bloqueront les côtes d'Espagne. Sur ce, le 8, conseil chez le roi. Thiers arrive le dernier. Le roi vient au-devant de lui et lui prend les mains. *Mon cher ministre, quel service vous me rendez en consentant à rester, car c'est éviter la dissolution du ministère. — Le roi sait à quelles conditions je consens à rester ? — Oui, oui, j'ai vu le duc de Broglie ; ce n'est plus maintenant qu'une question de rédaction.* Louis-Philippe le croit prêt à toutes les concessions. La discussion s'engage. Le roi finit par déclarer qu'on a l'air de discuter de puissance à puissance. A ces mots, Thiers demande la parole. Guizot voit sa colère prête à éclater, et dit au roi : *Mais, sire, si Votre Majesté se prononce ainsi, il n'y a plus dans le conseil de liberté des délibérations ! — Sire, dit Thiers, nous ne traitons pas de puissance à puissance, mais de conviction à conviction. Mon importance est dans la majorité des Chambres. C'est à elle que je dois d'avoir fait prévaloir beaucoup de décisions dans l'intérêt de votre couronne, et c'est elle qui me donne le droit d'avoir mon opinion dans le conseil et de la discuter. Si cette manière ne convient pas à Votre Majesté, Elle sait le désir que j'ai de me retirer. Plus j'y réfléchis, plus je trouve que ce parti est le plus convenable. Nous différons, Votre Majesté et moi, dans une question d'une trop immense importance pour qu'on puisse nous amener à une conciliation qui présente de bons résultats pour le pays. Je supplie le roi de me permettre de me retirer.* Chacun se lève. Brouhaha. *Mon cher ministre, est-ce que je vous aurais blessé ? — Sire, intervient Guizot, c'est vous qui dérangez tout. — Mais qu'ai-je fait pour cela ?* Le roi sort. Thiers déclare ne pas vouloir supporter pareille attitude. Le roi rentre et lui fait mille caresses. Thiers demande vingt-quatre heures. Ses collègues, craignant la rupture, l'entourent. De guerre lasse, il consent à revenir à la discussion des conditions qu'il a posées. Le roi quitte sa place ; le prend dans ses bras et l'embrasse : *Ah ! mon cher ministre, quel service vous venez de me rendre ! Vous en aviez déjà rendu de bien grands à ma couronne, mais celui-ci y met le comble. Vous restez, n'est-ce pas ? Le cabinet ne sera pas dissous. Le lendemain, Thiers lui écrit : J'ai fait pour la cause du gouvernement espagnol tout ce que j'ai pu, regardant cette cause comme tout-à-fait française. J'estime en effet que la contre-révolution à Madrid serait un malheur pire que la contre-révolution à Bruxelles, et pour mon compte j'emploierai tout ce que j'aurai de moyens pour l'empêcher. Je voulais même quitter le cabinet sur la question d'intervention ; si je ne l'ai pas fait, c'est parce que l'on m'a accordé quelque secours pour le gouvernement de la reine, et parce que je pensais peut-être obtenir mieux encore, et qu'enfin l'état de la France, les embarras de votre cabinet, me commandaient de subir le joug plutôt que de faire naître une nouvelle confusion ministérielle. Il sait que le roi promet au comte Apponyi,*

ambassadeur d'Autriche, qu'il n'y aurait pas d'intervention. A part soi, il reste persuadé, et il le dit à Mme Dosne, que la cassure se produira.

Au début de janvier 1836, calme plat. Humann, ministre des Finances, lit à la Chambre l'exposé des motifs du budget de 1837. Il présente comme nécessaire et imminente la conversion des rentes 5 pour cent. Il n'a pas prévenu ses collègues, qui réclament. Il démissionne. D'Argout le remplace. Interpellation le 18 janvier, répliques hautaines du duc de Broglie, discussion d'une proposition de conversion émanant du député Guoin, que Thiers et Duchâtel combattent. Royer-Collard admire si vivement le discours de Thiers qu'il l'en félicite : c'est la première fois qu'ils se parlent depuis la discussion des lois de Septembre. Les deux ministres demandent l'ajournement, que la Chambre repousse par 194 voix contre 192. Tout le cabinet porte sa démission au roi. Louis-Philippe confie le soin de reformer un cabinet successivement à Humann, au comte Molé, au maréchal Gérard, qui échouent. A part soi, il a décidé de confier la présidence à Thiers.

La Chambre avait uniquement visé Broglie ; morne, le duc porte **non pas le diable, mais la doctrine en terre**. Thiers, sûr de revenir au pouvoir, paraît ravi à l'idée de voyager. Il écoute la prophétie de Royer-Collard : **Vous n'êtes pas possible aujourd'hui, mais dans huit jours vous serez nécessaire, indispensable, absolu**. Depuis longtemps, Talleyrand, qui a pris pour devise : **Tout plutôt que M. de Broglie !** travaille à faire de Thiers un premier ministre. Sa nièce et la princesse de Lieven, **entrée dans cette intrigue pour tuer le temps et ne pas se laisser rouiller la main**, dit Mme de Boigne, s'emploient à désorganiser le ministère. Une véritable intrigue à la Maurepas. Mme de Dino et lady Granville se détestent ; l'idée sourit à la première de voir remplacer le duc de Broglie, l'ami des Granville, par Thiers, que les Granville n'aiment pas. Mme de Lieven, recevant les Granville, les Sutherland, les Carlisle, le duc de Devonshire, l'ambassadeur de Russie, plante là ces hauts personnages et, ce dont lady Granville enrage, réserve toutes ses attentions à Thiers : elle le connut récemment à un dîner que M. de Werther, ambassadeur de Prusse, donna à seule fin de les faire rencontrer. On avait remarqué l'absence de Mme de Lieven aux soirées du ministère de l'Intérieur : elle force Thiers à lui présenter sa femme, elle dîne chez eux, avec ce prodigieux appétit devenu proverbial en Angleterre et en Russie. Triomphe pour Mme Dosne ! En tous lieux, aussi haut qu'elle le peut, Mme de Dino déplore les dissensions ministérielles, réelles ou imaginaires. Talleyrand, **en vieilles relations d'antipathie avec le duc de Broglie**, multiplie les brocards contre sa raideur gourmée. Ils chapitrent Thiers : sa haute supériorité l'impose à la première place. Il aspirait au portefeuille des Affaires étrangères, mais la présidence du conseil n'entraîne pas dans ses visées immédiates. Il commence par rire aux suggestions du prince et de sa nièce. Peu à peu, il s'en laisse agréablement chatouiller les oreilles et le cœur. Mme de Dino, la princesse de Lieven le prônent auprès du corps diplomatique et des cours étrangères par les correspondances qu'elles y entretiennent. Talleyrand porte au roi les réponses qu'elles reçoivent. Il montre la confiance de l'Europe suivant l'élévation de Thiers ; on ne verra en lui qu'une griffe apposée aux ordres émanés de la sagesse royale, argument bien fait pour toucher Louis-Philippe. Talleyrand n'imagine pas Thiers capable de se soutenir sans sa protection, et se berce à l'idée qu'il sera seul à gouverner. Le grand diplomate errait singulièrement. Les ambassadeurs étrangers désirent ne plus avoir affaire au duc de Broglie, sauf celui d'Angleterre ; de ce côté, Talleyrand pare le coup en appuyant directement son protégé auprès du roi d'Angleterre. Dès septembre

1835, Metternich écrivait à Louis-Philippe un éloge de Thiers, et donnait ainsi le la aux diplomates ; plus tard, il s'apercevra qu'il a commis le même genre d'erreur que Talleyrand.

Tout d'abord, Thiers refuse la proposition du roi : les ministres sortants s'engagèrent à ne pas se séparer, il veut rester fidèle à son engagement. Mais Talleyrand le harcèle, le roi insiste, ses amis le pressent, même les opposants de gauche. Ceci commence à l'ébranler. Louis-Philippe demande au duc de Broglie de lui rendre sa liberté, le duc consent, et Thiers se décide. Le 16 février 1836, il accepte la mission de former le cabinet. Il éprouve des résistances, des embarras. *S'il était le duc de Wellington, il serait tenté de prendre les huit portefeuilles à lui tout seul.* Le *Moniteur* du 22 février annonce son ministère, composé de trois de ses anciens collègues, le maréchal Maison, l'amiral Duperré et d'Argout, et quatre membres du tiers-parti, Passy, Sauzet. Pelet de la Lozère et Montalivet. Le lendemain, ce billet à Guizot : *Mon cher Monsieur Guizot, je n'ai pas eu le temps d'aller vous annoncer, hier au soir, notre constitution définitive, car nous sommes sortis fort tard des Tuileries. Les événements nous ont séparés ; mais ils laisseront subsister, je l'espère, les sentiments qu'avaient fait naître tant d'années passées dans les mêmes périls. S'il dépend de moi, il restera beaucoup de notre union, car nous avons encore beaucoup de services à rendre à la même cause, quoique placés dans des situations diverses. Je ferai de mon mieux pour qu'il en soit ainsi. J'irai vous voir dès que j'aurai suffi aux nécessités du premier moment.* Réponse de Guizot : *Mon cher ami, vous avez toute raison de croire à la durée des sentiments qu'a fait naître entre nous une si longue communauté de travaux et de périls. J'appartiens à la cause que nous avons soutenue ensemble. J'irai où elle me mènera, et je compte bien vous y retrouver toujours. Adieu. J'irai vous voir dès que je vous supposerai un peu de loisir. Désormais, l'un inclinera à gauche, l'autre restera à droite : l'union des deux plus fermes soutiens du régime est définitivement rompue.*

XVII

LES BEAUX-ARTS

Certains gestes de l'activité ministérielle de Thiers depuis 1832 sont à souligner : le 27 juillet 1833, avec Guizot, Mignet et plusieurs notabilités amies des études historiques, il fonde la Société de l'Histoire de France ; il commande à Moreau de Jonnés une œuvre de longue haleine, la Statistique de la France, et subventionne largement l'infirmerie Marie-Thérèse de Mme de Chateaubriand. A l'Intérieur, pour la joie du critique qui découvre Delacroix et prôna le baron Gérard, de l'amateur d'art qui commence ses collections, les Beaux-Arts entrent dans ses attributions. Il règle l'ordonnance des fêtes publiques, discute avec Louis-Philippe des 500 musiciens et des 300 tambours que le roi veut disposer, le jour de sa fête, devant le pavillon de l'Horloge du côté du jardin des Tuileries, et manque provoquer une émeute le soir où il égare la fusée avec laquelle Louis-Philippe doit donner le signal du feu d'artifice du Pont-Royal. Y a-t-il représentation de gala à la Cour ? Il n'accorde qu'à bon escient l'autorisation de jouer l'à-propos de rigueur.

S'il ne peut accéder au désir de Victor Hugo qui voudrait transférer à Elisa Mercœur la pension que le poète refuse de toucher depuis que d'Argout interdit le Roi s'amuse, il fait rétablir celles du fameux ténor Blangini et de Marceline Desbordes-Valmore, supprimées en 1830, et recommande chaleureusement à Buloz cette muse douce et mélancolique. Spontanément, il nomme conservateur de la Bibliothèque royale Boïeldieu tombé dans le besoin, rétablit pour lui au Conservatoire la classe de composition supprimée depuis longtemps, et aux 3.000 frs que produisent ces places ajoute une pension d'autant. L'auteur de la Dame blanche disparu, le ministre souscrit 1.000 frs à son monument, achète son buste à Dantan pour le donner à l'Institut, et gratifie son fils d'une indemnité annuelle de 1.200 frs. Il accepte une innovation de Cherubini : faire jouer et chanter les élèves du Conservatoire pour les habituer à la scène.

Il ne manque pas une représentation de l'Opéra. Ayant à choisir un directeur entre trois candidats fort riches et le docteur Véron, qui dirigeait la Revue de Paris : **Je choisis le docteur, dit-il, parce qu'il a sa fortune à faire : il a tout intérêt à nous susciter de bons opéras.** Cependant Véron se plaint de lui : par **orgueil roturier**, Thiers se dispense d'inviter aux bals et réunions du ministère les directeurs de théâtre ; Thiers défend mal à la Chambre la subvention de l'Opéra ; pour le désobliger, Thiers voit un scandale dans cette annonce faite par l'entrepreneur des bals : Une jeune fille en loterie, alors qu'il s'agit simplement d'une tête de Greuze. Peut-être cette mauvaise humeur tient-elle à ce bout de dialogue. Véron à Thiers : **Vous voyez comme je suis à vous. Gratifiez-moi d'une place convenable et qui donne de la considération.** Thiers à Véron : **Oh ! oh ! Vous me demandez l'impossible !** Au Théâtre-Français, Thiers fait rajeunir le foyer et le péristyle où il multiplie les portraits, les statues et les bustes. Il a

assisté à la première de Marion Delorme comme à celle d'Hernani ; ce soir-là, on se montre Mme Dosne **coiffée à la reine-mère**. Il reçoit les doléances des sociétaires dont les affaires marchent mal. Pour restaurer l'ancienne prospérité du théâtre, il a l'idée de demander Antony à Alexandre Dumas. **Nous nous connaissions, lui et moi**, dit l'auteur avec sa modestie coutumière : **lui parce qu'il s'appelait Thiers, moi, parce que je m'appelais Dumas**. On retire la pièce de la Porte Saint-Martin ; Dumas veut Mme Dorval pour interprète ; on pose les affiches... Jay l'apprend et crie à l'immoralité dans le Constitutionnel. Thiers craint qu'à la Chambre la coterie Jay, Etienne, Viennet, etc. n'empêche son budget de passer : il donne l'ordre au directeur, Jouslin de La Salle, de retirer la pièce et de proposer une indemnité à l'auteur. Dumas refuse et fait un procès, qu'il gagne. Aussi, lorsque le Comité refuse Chatterton parce que Vigny veut Mlle Mars et non Dorval, le ministre, sollicité par le poète, se récuse. La pièce jouée, il reçoit des amas de lettres de malheureux qui ne doutent pas de leur talent, et menacent de mourir si l'Etat ne leur vient pas en aide. Il s'écrie : **Il faut renvoyer tout cela à M. de Vigny !**

L'objet de sa prédilection, en dehors de ses chères études, demeure la peinture et la sculpture. Il reprend sa plume de critique et expose quelques idées en un article du *Mercure de France* de 1835 intitulé : *Direction des Beaux-Arts et particulièrement de la peinture en France*. Il expose les causes générales qui portent les artistes contemporains à abandonner la grande peinture d'histoire pour la peinture de genre. Cette dernière a la faveur du public, tandis que l'administration commande la première et la paie. Mais les efforts du gouvernement pour empêcher les jeunes peintres de préférer la peinture de chevalet seront vains ; en leur payant des tableaux d'histoire, il n'a fait jusqu'ici que soutenir la médiocrité. **D'ailleurs, est-ce au génie que s'adressent ordinairement les faveurs des bureaux ?** Pour lui, il offre à Guizot, qui a perdu sa femme et cherche à se distraire en collectionnant des gravures, l'un des plus jolis tableaux du salon de 1833, La dernière entrevue de Charles Ier avec ses enfants, par Mme Rude ; il commande l'exécution en marbre de plâtres qui lui paraissent mériter cet honneur, et alloue 8.000 frs à la restauration des peintures d'Erard récemment découvertes au dôme de la cathédrale de Nantes. Il se préoccupe beaucoup de l'enseignement de l'Ecole des Beaux-Arts. A l'automne de 1835, il va en Belgique avec Montrond qui s'attache à lui de plus en plus, Lavocat et le docteur Ferrus, ancien médecin par quartier de Napoléon Ier, vieillard aimable, pétillant d'esprit et sceptique, qui soignait Thiers et le conseillait : **Méfiez-vous des hommes gras... Il s'est mal conduit envers vous ? Il ne vous le pardonnera jamais !** Passant à Lille, il achète des lits, des armoires, des bahuts sculptés des XVIe et XVIIe siècles, pour servir de modèles aux élèves. Dans le même but il envoie à Marseille le plus habile mouleur du musée, pour mouler un bas-relief de Puget. En pareil cas, le roi d'Angleterre, le duc de Toscane, le pape ne font aucune difficulté : les Marseillais en soulèvent tant qu'il menace de priver de tous livres leur Bibliothèque, de tous tableaux leur Musée, et surtout de se montrer moins facile **pour Messieurs de la santé**. Il charge des sculpteurs, Edouard Bertin, Brion, Jouffroy, Marius Ramus, le jeune Marochetti, dont il s'éprend sur la recommandation du baron de Barante, de mouler en Italie les marbres les plus célèbres, et d'acheter, le cas échéant, marbres et bronzes pour son compte personnel ou celui de l'Etat : en somme, l'amorce du Musée de Sculpture comparée. Il confie aux frères Paul et Raymond Balze le soin de copier pour l'Ecole des Beaux-Arts les fresques de Raphaël ; à Sigalon, pour qui il multiplie les faveurs, le *Jugement dernier* de Michel Ange. Il utilise aussi Dubar.

L'ambassadeur comte de Latour-Maubourg et les consuls sont alertés pour faciliter auprès des autorités ces opérations, et l'expédition à Paris des moulages et des copies. De ces artistes, le directeur de l'Ecole de Rome surveille et dirige les travaux. A ce poste, Horace Vernet en 1832 polémique avec Thiers, qui, en 1834, nomme Ingres. Ingres se targue de n'avoir exécuté dans sa vie que deux copies, obligatoires de par le règlement de l'Ecole : par ailleurs, il les condamne. Avant de partir pour Rome, il dîne avec Thiers chez la sœur d'Amaury Duval. Thiers veut charger Amaury de lui demander de copier les Chambres de Raphaël ; l'élève connaît la susceptibilité du maître, et décline la commission. Ingres une fois à Rome, Thiers lui demande directement, pour sa collection personnelle, un dessin de la Transfiguration, et éventuellement plusieurs autres ; bien entendu, il laisse au peintre toute liberté et toute facilité de refuser si le temps lui manque ; en ce cas, il le prie de désigner des jeunes gens pour exécuter ce travail, mais, dit le ministre, *j'excéderais volontiers les bornes de mes moyens pour avoir la Transfiguration dessinée par vous*. Ingres se hâte de répondre qu'il a choisi pour ce travail ceux-là même qui travaillent pour l'Ecole. Naturellement ombrageux, il éprouve une profonde antipathie pour Delacroix, objet de l'admiration de Thiers, mais il reconnaît qu'aucun ministre ne fit autant pour l'Ecole, et il choisit des termes vifs pour lui en exprimer sa gratitude. Si bien que le directeur continue à s'adresser au ministre tombé pour obtenir du gouvernement et des Chambres les subsides dont il a besoin.

Là, Thiers bataille ferme en faveur des arts et des artistes. Il s'attire cette réplique de l'illustre Dumellet : *Les arts sont une bien belle chose, mais dans un moment où l'on est gêné de toutes parts sous le rapport de nos finances, il faut cependant savoir s'arrêter*. La Chambre suit Dumellet plutôt que Thiers. Il aurait voulu confier à Ingres un plafond du Palais-Bourbon, que, sans le prévenir, l'architecte donna à Evariste Fragonard dont la médiocrité l'irrite. A Ingres également il propose des travaux à la Madeleine où il n'est pas d'accord avec Paul Delaroche ; mais Ingres préfère rester à Rome où il se plaît. J. Ziegler témoigne une reconnaissance expansive au ministre qui le fait travailler à cette église, où Marochetti aura un groupe. Thiers achète 5.000 kilos de bronze pour fondre la statue de Cortot, *l'Immortalité*, destinée à la coupole du Panthéon ; le jour où, dans cette église désaffectée, on joue la *Marseillaise* et la *Parisienne*, c'est Thiers que la duchesse de Broglie apostrophe dans un élan d'indignation : *Bienheureux les morts qui meurent au Seigneur ! Cela vaut mieux que tout ce que nous venons d'entendre !* Pour une fois, Thiers reste coi. Au Louvre, il charge Félix Duban de consolider et de décorer la salle des Sept Cheminées, de restaurer et de reprendre en sous-œuvre la galerie d'Apollon, travail de longue haleine qui ne sera achevé qu'en 1850. Il emploie Debayet et Marochetti à l'Arc de Triomphe. Là, au lieu d'accepter pour les hauts-reliefs des pieds-droits le projet d'ensemble de Rude, qui a conçu une tragique retraite de Russie en pendant à sa *Marseillaise*, il ne lui laisse que ce dernier groupe, donne à Cortot l'Apothéose de l'Empereur, et à Etex les deux groupes allégoriques du côté de Neuilly, en l'engageant à s'entendre avec Rude, Cortot et l'architecte. Etex, au tempérament révolutionnaire, discute ses projets ; il s'humanisera : Thiers lui fera obtenir un logement de l'Etat, la commande du marbre de son Caïn, et une autre plus importante en 1872. *Depuis 1833, écrira alors le sculpteur, M. Thiers a été pour moi un père*. Les travaux à l'Arc de Triomphe valent au ministre une réclamation du roi, qui soigne sa gloire et lui écrit de Neuilly, le 1er août 1833 : *De peur de l'oublier, je vous rappelle que dans le bas-relief de l'Arc de Triomphe de l'Etoile, je me trouve bien représenté au milieu des généraux de 1792, ce qui*

est une place que je réclamerais avec bon droit, puisque j'ai été promu au grade de lieutenant-général le 11 septembre de cette année, que j'ai commandé le 20 septembre à Valmy la seconde ligne de l'armée, et l'aile droite à Jemmapes le 6 novembre, mais on m'y fait porter l'uniforme de hussards que je n'avais jamais porté avant la Restauration, tandis que je réclame celui de lieutenant-général pour le bas-relief. Si le sculpteur vient aux Tuileries, mon valet de chambre lui montrera l'habit identique que je portais à Jemmapes, que j'ai conservé soigneusement, mais que je ne prête pas, parce que j'y tiens beaucoup. Horace Vernet l'a dessiné quand il a fait mes batailles. J'ai eu beaucoup de peine à le conserver au milieu des vicissitudes de ma vie aventureuse. Mais enfin il est encore chez moi, et en très bon état. Bonsoir, mon cher ministre. Je le ferai apporter demain dans mon cabinet.

Les artistes témoignent à Thiers leur reconnaissance de ce qu'il fait pour eux, Ingres et Etex en tête. Charlet écrit de lui en 1840 au général Rigny : Thiers est un sauteur sans courage politique, mais en 1845 : Je n'oublie point ceux qui ont marqué dans ma vie d'une manière si bienveillante et si pleine de cœur, et je cherche à leur prouver que j'étais un cœur noble et digne de ce qu'ils ont fait pour moi quand le pouvoir leur est échu. En 1848, Brion et la miniaturiste Mme de Mirbel lui envoient l'expression touchante de leur admiration et de leur gratitude. De tous, Delacroix lui doit le plus, et le proclame : M. Thiers est le seul, placé pour m'être utile, qui m'ait tendu la main dans ma carrière. Après l'avoir mis en lumière dans ses journaux, Thiers le fait attacher en 1831 à la mission diplomatique que Louis-Philippe envoie au sultan Abd-er-Rhaman, lui obtient l'exécution et la décoration des plafonds de la Chambre des Députés, de la Bibliothèque et du Salon du Roi. Il faut pour cela vaincre l'aversion de Louis-Philippe qui ne comprend goutte à la peinture de Delacroix. Vous m'avez offert, dit le peintre, une de ces occasions décisives qui ouvrent à un artiste une carrière toute nouvelle et qui doivent l'agrandir nécessairement si elles ne mettent pas à nu son impuissance. L'œuvre finie, Thiers la fait admirer à un Normand, beaucoup plus connaisseur en chevaux qu'en peinture, et qui se cabre devant la couleur du cheval d'Attila. Je n'ai jamais vu un cheval comme celui-là. — Vous êtes bon enfant, réplique Thiers avec un fin sourire. Avez-vous vu le cheval d'Attila ? Delacroix fréquente l'hôtel de la place Saint-Georges ; il ne sait que dire aux gens qu'il y rencontre, et la réciproque est vraie : cela n'enlève rien à ses sentiments pour le maître de la maison, qui n'en peut mais. Lorsque sa santé l'empêche d'être aussi assidu qu'il le voudrait, il se console en lisant les volumes de *Histoire du Consulat et de l'Empire*, que l'auteur lui envoie sitôt parus. Il insistera pour que Thiers, le premier, voie terminée la chapelle qu'il a décorée à l'église Saint-Sulpice. Dernier témoignage : il légua à Thiers par testament un bronze de Germain Pilon et un petit lion antique, également en bronze.

XVIII

PRÉSIDENT DU CONSEIL

L'hôtel de la place Saint-Georges est fermé. Un gros chien jaune va et vient le long de la grille. Les lorettes qui descendent des hauteurs de Montmartre reconnaissent à ce signe que son maître est ministre. En passant, elles donnent au chien une caresse. Thiers a atteint le double objet de son ambition : présidence du Conseil et portefeuille des Affaires Etrangères, avant le temps prévu et désiré par lui, ce qui l'autorise à dire qu'il a fait un grand sacrifice en acceptant. La duchesse de Dino lui aurait souhaité une marche de plus entre sa position précédente et le sommet où il parvient si rapidement. Suivant l'habitude de sa vie entière de renier ou détruire ce qu'il a fait, Talleyrand proclame et fait proclamer partout qu'il n'a pris aucune part à l'élévation de Thiers ; le voilà en colère contre Paris, contre son âge, contre sa position, et en mauvaise humeur d'avoir quitté Londres. Cela, peut-être parce qu'il avait rêvé possible une présidence sans portefeuille ; de cette idée, Royer-Collard fit honte à Mme de Dino : Y pensez-vous, Madame, vous voulez donc déshonorer les derniers moments de M. de Talleyrand ? Ne voyez-vous pas qu'il peut à peine soutenir une conversation ? Lui faire gouverner la France dans un tel état, mais c'est une dérision ! Il n'en fut plus question. Le prince a beau dire, et décliné toute responsabilité dans la formation du nouveau Cabinet : partout on le voit en compagnie de Thiers ; avec ses cheveux qui le coiffent comme un bonnet de femme, sa vaste cravate, l'ébouriffement de ses dentelles en jabot et en manchettes, et à côté de lui l'allure gamine de son protégé, M. de Talleyrand semble la bonne de M. Thiers ; l'image s'impose et une caricature la fixe pour la postérité.

Parmi les amis, Duchâtel s'abstrait un instant des soins de son imminent mariage pour écrire à Mme Dosne que Thiers aurait trahi un devoir et détourné un capital qui appartient à la France, s'il l'avait privée de son immense talent et refusé de répondre à l'appel précis, caractérisé, de la grande majorité de la Chambre. De Londres, Flahault, heureux de le voir aux affaires, lui promet de soutenir sa politique en Angleterre où tout appui sera utile, car lord Granville continue à s'affliger de son arrivée au pouvoir. A Berlin et à Vienne, on le préfère de beaucoup à son prédécesseur. Metternich montre les meilleures dispositions. Nos ambassadeurs, Bresson et Saint-Aulaire, l'assurent que l'opinion européenne le place très haut. Ecrivez-moi beaucoup, dit le second ; cela est indispensable en commençant pour accorder nos flûtes. De Saint-Pétersbourg, même note du baron de Barante. Thiers leur trace la politique qu'il compte suivre : il restera fidèle à l'alliance anglaise, se conduira en homme prudent et qui aime son pays, et fera tout pour empêcher les saillies intempestives... Puisque les grosses querelles ne sont dans la politique de personne, à quoi bon les petites ? Le comte de Nesselrode résume la situation pour son gouvernement : Thiers fut très adroit, fort habile et heureux ; il n'a pas cherché le pouvoir ; il a laissé le tiers-

parti et Dupin dans leur combinaison, ne s'est opposé à aucun mezzo-terme ; toutes les combinaisons ayant manqué, tout le monde l'a prié. Il reste l'ami de Guizot et du duc de Broglie, qu'avant peu il élèvera à la grand croix de la Légion d'Honneur ; le tiers-parti le préfère de beaucoup aux doctrinaires, si intransigeants, qu'ils mettent Mme de Lieven en disgrâce pour avoir osé dire qu'elle trouvait de l'analogie entre l'esprit et le talent de Thiers et ceux de Canning. Au vrai, tout le monde est mécontent, mais il y aura sûrement dans les Chambres une majorité de nécessité pour le ministère. L'autorité personnelle du roi et sa réputation d'habileté y gagneront ; il est prudent, il a du savoir-faire ; on peut prévoir que le président du Conseil ne proposera rien sans l'avoir combiné avec lui. Les journaux, surtout ceux dont les amis ne sont plus ministres, mécontents jusqu'à l'aigreur, ne donnent pas une idée juste de la situation. Voilà les pronostics. Quant aux étrangers, si les ministres ont vu sans peine l'élévation de Thiers, si, personnellement, les ambassadeurs sont bien pour lui, un peu ou beaucoup contre le duc de Broglie, le corps diplomatique élégant, et surtout les dames, ne cachent pas leur désappointement et leurs regrets de ne plus être reçus chez la duchesse de Broglie, remplacée par Mme Thiers.

Le 22 février, le président du Conseil expose son programme devant la Chambre des Députés, et le 23, devant la Chambre des Pairs. Il se montre résolu à ne pas perpétuer la division des esprits ni éterniser les haines, à réprimer par la force et par la loi les excès et les désordres. **Pour sauver une révolution, il faut la préserver de ses excès.** En somme, un programme que bien d'autres auraient pu signer. Il a visiblement parlé pour ne rien dire. La Chambre le reçoit avec une froideur marquée, heureusement pour lui, pense Mme de Dino, car il risquera moins de se perdre dans l'enivrement. Il se maintiendra malgré les difficultés de sa position, pronostique le duc Decazes. Il va manœuvrer de manière à conquérir non pas une majorité fixe, mais, suivant les cas, cette majorité de nécessité prévue par Nesselrode.

Il donne beaucoup de sa personne, prend la parole sur tous les sujets, s'amuse à prouver sa compétence en toutes spécialités. Il a profité de l'observation de Royer-Collard lorsque la première fois il monta à la tribune ; Sainte-Beuve estime aujourd'hui qu'il exagère et se montre trop prompt à juger sévèrement les hommes et à les déclarer bêtes. Il prononce deux discours sur le classement des chemins vicinaux, qui aboutissent à la création de chemins de grande communication. Dans la discussion sur la responsabilité des ministres et des agents du pouvoir, il explique qu'en France les particuliers sont garantis contre les abus de l'autorité, mais qu'il faut surtout les protéger contre les employés inférieurs. Il fait ajourner le projet de conversion des rentes, en stigmatisant la démagogie de la gauche, qui veut sacrifier les rentiers aux contribuables parce que ces derniers sont les plus nombreux. Il prononce cinq discours dans la discussion de la loi des douanes, soutient la doctrine protectionniste, et discute assez vertement avec Lamartine qui envisage trop exclusivement l'intérêt de son département ; il brosse une histoire détaillée des fers, et, repoussant le projet de la commission qui veut réduire les droits sur les rails étrangers, en profite pour dire que si d'aucuns contestent l'utilité des chemins de fer, pour sa part il apprécie combien il est important d'en doter le pays ; **nier l'avenir de la découverte, c'est nier l'évidence... Quant à l'utilité, il faudrait n'avoir pas été témoin de la rapidité merveilleuse de ces communications pour en douter ;** il place cette découverte à côté des plus grandes ; son avenir est immense mais il existe à peine dix lieues de chemins de 1er exploitées en France, et l'industrie métallurgique française réclame encore de grands ménagements. On reproche au

gouvernement d'avoir laissé se former l'union douanière allemande : il prouve qu'elle fut inéluctable ; même si elle prend un caractère politique, la France ne peut rien dire.

La demande d'un crédit de 4.580.000 francs au-delà des 100 millions précédemment votés pour l'achèvement des monuments de la capitale provoque une discussion. Jaubert, rapporteur de la commission, propose une réduction de 800.000 francs, soutenu par Salverte et Garnier-Pagès qui demandent la nomination d'une commission d'enquête ; il va presque à une accusation de péculat, *accusation assurément fort injuste et très imméritée*, dit Dupin. Pour sa défense, Thiers énumère les 350 lieues de routes royales, les 350 lieues de routes stratégiques en Vendée, soit 700 lieues exécutées en trois ans et demi, sans crédits nouveaux. Il décline la responsabilité des imprévus résultant des changements d'affectation de certains monuments et des augmentations de travaux votés par la Chambre elle-même. En fait, dira la Revue des Deux Mondes, il a tenu plus qu'il n'a promis.

La discussion devient pénible. Le président y met fin en proposant d'office l'ordre du jour que la Chambre vote aussitôt. Mais Thiers s'en montre affecté, malgré le bon accueil de la Chambre des Pairs. Talleyrand le console : *Savez-vous bien, mon cher, que j'ai été l'homme le plus moralement discrédité qui existe en Europe, depuis quarante ans, et j'ai toujours été tout-puissant, dans le pouvoir, ou à la veille d'y rentrer.* Une note plus gaie lors de la discussion de la subvention aux théâtres : Thiers lit le rapport de la commission : ... *autant elle insistera auprès de Votre Excellence... — Voix à gauche : Votre Excellence !... — M. le président du Conseil : C'est dans le rapport. (On rit.) Je ne veux pas faire perdre à la discussion le sérieux dont elle a besoin, sans quoi j'expliquerais à une personne qui ne paraît pas le savoir pourquoi le mot est resté dans le protocole.*

En discutant le budget de l'Algérie, le président du Conseil soutient énergiquement le système d'extension territoriale et de colonisation, d'accord en cela avec Clauzel, quoique l'esprit de rapine du maréchal jusque dans les plus petites affaires l'irrite ; Yousouf, au moins, distribue aux uns ce qu'il prend aux autres et, par ailleurs, obtient des résultats remarquables. Thiers correspond surtout avec Bugeaud, que lui-même nomma en Algérie : il en reçoit les renseignements les plus détaillés sur les opérations, sur les troupes ; leur accord est complet : *Votre joie de mes succès m'a touché aux larmes et m'a prouvé l'excellence de votre cœur pour la millième fois. Vous aviez doublement raison de vous réjouir, car vous étiez pour beaucoup dans la victoire ;* et Bugeaud ne lui en veut pas de l'avoir grondé *rudement* pour avoir dit trop haut son opinion sur ce qui se passe en Afrique. Thiers s'attache irrévocablement à l'idée de l'occupation de l'Algérie ; si nous l'abandonnions, l'Angleterre, les Etats-Unis, la Russie, ou les pirates, s'en empareraient et le commerce de la Méditerranée perdrait toute sécurité ; l'occupation réduite serait un non-sens, mieux vaudrait l'abandon absolu ; avec quelque persévérance, la France obtiendra un succès incontestable. Guizot appuie cette politique. Thiers ne regrettera pas la perte de quelques hommes si l'avenir qu'il entrevoit doit se réaliser, l'Afrique devenant *le berceau d'une magnifique nation voisine de nos rivages*. Il termine sur cette vision prophétique : *Notre gloire sera de créer un peuple nouveau.*

L'accord avec Guizot sur cette question n'empêche pas la division que le roi et les partis provoquèrent entre eux de s'accroître. Barrot s'attache à faire ressortir leurs disparates. Decazes gémit de cette hostilité, et n'est pas le seul. Eux et leurs amis sont à *couteau tiré*. Thiers ne serait pas éloigné d'une réconciliation et

se demande quel poste notable et confortable confier à son adversaire pour s'en débarrasser. Il réussira l'opération avec Loève-Veimar, qui continue ses attaques avec un acharnement, une mauvaise foi, une perfidie rares, sans épargner davantage Talleyrand. Sébastiani, méchamment biographié par le brillant métèque, s'oppose à sa nomination au poste de directeur de l'Opéra ; Thiers transige, et lui permet d'y prendre un intérêt que le directeur, Duponchel, lui monnaie 100.000 francs pour être quitte du personnage. Pour le reste, Talleyrand en personne mène la négociation. A la suite d'une lettre plus outrageante, plus sanglante que les autres, le prince envoie chercher Loève-Veimar, le reçoit cordialement, et conclut la paix dont Thiers exécutera les conditions : Loève-Veimar reçoit une mission à Saint-Pétersbourg, la croix et le titre de baron. Decazes, Molé, Thiers lui-même, mettent le baron de Barante en garde. **Il a mission d'un entrepreneur de politique littéraire**, dit Thiers qui ne veut pas laisser dire à Paris et à Saint-Pétersbourg que Loève-Veimar a une mission de lui. **C'est un rattaché, fort spirituel, fort capable de bien écrire, et qu'il est bon de maintenir dans une meilleure voie.** Mais que Barante s'en méfie et soit prudent ! Sa mission achevée, Loève-Veimar n'obtient pas le poste d'attaché à l'ambassade de Constantinople qu'il réclame, mais celui de consul à Bagdad ; destitué en 1848, fardé, usé, ridé, remis en selle, il ira consul général à Caracas, et mourra le 7 novembre 1854 à Paris, au moment de rejoindre un nouveau poste à Lima. Depuis le traité conclu avec Talleyrand, il n'a cessé, après une évolution savante, de chanter les louanges du président du Conseil.

En juin, à la fin de la session, ce dernier se trouve en excellente posture. En vain Guizot prédit-il ce qu'il désire : les difficultés dont il aperçoit le germe et qui grandiront jusqu'à renverser le x gouvernement. En attendant, tout le monde constate que le ministère est consolidé, et que son chef a grandi, même comme orateur. Sébastiani, ambassadeur à Londres, dit le bien immense que ses succès de tribune valent à son administration dans l'opinion anglaise. Guizot avoue : **Il a eu du talent, du savoir-faire, de la mesure ; il s'est rapproché des centres. Sa position à lui, dans la Chambre, a gagné quelque chose.** Il cherche des réconciliations et des conciliations. Duvergier de Hauranne lui tend la main. Il tend la sienne à Dumon ; après une discussion vive avec Bertin de Vaux à un dîner chez Talleyrand, il ouvre la voie à un rapprochement. Lui et Berryer manifestent ouvertement leur estime réciproque ; ils se rencontrent chez Mme de Dino : **Je ne crois pas, dit-elle, qu'on puisse avoir assisté à une conversation plus animée, plus piquante, plus spirituelle, plus inattendue, plus obligeante, plus sincère, plus libre, plus vraie, plus dégagée de tout esprit de parti que celle qui s'est établie tout de suite entre ces deux hommes, si bien et si différemment doués.** L'amitié de Talleyrand et de sa nièce se fait plus tendre et plus pressante. Le sachant triste et malade après l'attentat d'Alibaud, Mme de Dino s'inquiète. Le prince le félicite de sa belle fin de session. **Nous l'admirions l'autre jour avec M. Voyer : vous avez été merveilleux.** Mme de Dino vous fera demander pour moi quand vous viendrez nous voir. Elle trouve un peu ridicule que vous ne connaissiez pas Valençay où habitent certainement vos meilleurs amis. Tous deux insistent pour qu'il vienne s'y reposer. Talleyrand adresse une invitation spéciale à Mme Thiers et à Mme Dosne. Il est question que Mme de Dino vienne à Paris, **peut-être**, écrit assez indiscretement le comte Molé au baron de Barante, **pour demander à M. Thiers de ses cheveux qu'elle joindrait à ceux du médaillon qu'elle a de ceux de M. de Talleyrand.**

Thiers a de graves raisons pour ne pas quitter Paris, Il s'installe pour l'été dans la jolie résidence de Saint-James, non loin du roi. Le 25 juin, l'attentat d'Alibaud

rend un sinistre son de cloche. Comme pour Pépin et Fieschi, Thiers assiste à l'interrogatoire. D'une autre envergure, cette fois, l'assassin, fanatique, froid, passionné, impressionne par sa vanité sauvage et l'assurance doctorale avec laquelle il confesse la férocité de sa haine. Une lettre de Bussièrre, à Dresde, décrit au ministre l'attitude de la Branche aînée : Charles X et les siens manifestent de tels sentiments que l'évêque d'Hermopolis dit à Choiseul-Gouffier : **Je ne comprends pas qu'on puisse communier avec de tels sentiments dans le cœur.** Une circulaire confidentielle de Thiers raffermir et uniformise le langage de ses agents diplomatiques. Des lettres personnelles à l'amiral Roussin, à Sainte-Aulaire et autres chantent la même gamme : la confiance que son fatalisme lui inspire dans l'étoile du roi : **Je le sais si heureux, je crois tant à de certaines destinées, je sais si bien que les grandes utilités achèvent leur carrière, que je ne suis, pour mon compte, pas ébranlé du tout.** Il montre moins d'assurance à Mme de Dino, à la pensée du danger continu et immense qui menace la vie du roi. Or, pour l'anniversaire de la révolution de Juillet, le roi doit inaugurer l'Arc de Triomphe de l'Etoile et passer une grande revue. Plus le moment approche et plus la police donne des avis inquiétants : des assassins sont partis de Naples, de Corse, de Suisse, puis d'Allemagne et d'Angleterre ; Armand Marrast et Cavaignac, condamnés d'Avril, ont quitté Londres pour Bruxelles. Les conciliabules entre les ministres, les membres de la famille royale se succèdent dans la crainte et dans l'indécision. Le 19 juillet au matin, le duc d'Orléans vient tout ému voir Thiers à Saint-James : dans la nuit, le roi rédigea son testament et fit appeler son fils ; tout brave et résigné qu'il est, il vit dans la persuasion que cette fois il n'échappera pas aux coups des assassins. L'idée obsédante se traduit par ces mots répétés à plusieurs reprises à son président : **Nous nous en tirerons peut-être encore cette fois !** On combine la disposition des tribunes de l'Arc de Triomphe de manière que le roi ne puisse être visé par derrière ; reste la crainte que les assassins ne revêtent des uniformes de la garde nationale et ne le tirent quand il passera devant eux. On répartit la famille royale sur différents emplacements pour diviser les risques. On convient que le président du Conseil et plusieurs ministres serreront leurs chevaux contre celui du roi pour préserver le monarque. Thiers monte tous les matins un cheval assez vif auquel on tire des coups de pistolet aux oreilles et qu'on envoie à la parade au bruit du canon. Sur ces craintes se greffe un moment celle d'un mouvement populaire aux obsèques d'Armand Carrel, mort le 24 juillet des suites de son duel avec Emile de Girardin ; heureusement il ne se passe rien. Mais la police signale de nouveaux dangers : la Société des Familles, suite de la Société des Droits de l'Homme, tient ses assises dans une maison proche de l'Arc de Triomphe ; elle projette une attaque à force ouverte pour se défaire du roi, du duc d'Orléans, de Thiers et de Montalivet. Le préfet de Police envoie un poste de six hommes garder la nuit la maison de Saint-James ; les précautions habituelles contre les menaces ordinaires paraissent insuffisantes. On place des sentinelles dans le jardin, dans la cour ; deux municipaux font des rondes dans le parc. Mme Dosne, femme de tête, énergique et de sang-froid, engage son gendre à fermer ses portes et ses volets pour n'être pas surpris pendant son sommeil. La nuit, elle rôde dans la maison, prête à faire une bonne défense en cas d'attaque ; elle ne se couche qu'à la pointe du jour.

Après la tentative d'Alibaud, Thiers accourt à Neuilly. Le roi est à table. **Sire, cet affreux attentat ne nous fera pas demander des lois de répression aux Chambres, mais nous en profiterons pour sauver Votre Majesté d'un nouveau danger, et nous ne ferons pas de revue de juillet cette année.** La nouvelle se

répand. Elle mécontente les officiers de la garde nationale qui ne veulent pas perdre une occasion de parader en uniforme. Il faut tenir compte de ce sentiment des plus fermes soutiens du régime : le conseil des ministres décide la revue. Mais le danger devient trop évident : il y aurait folie à le défier. Le roi des Belges, dont la bravoure n'est pas suspecte, combat vigoureusement le projet de revue. Il dit à Thiers : *En Europe, on vous croit hardi, téméraire. Si vous laissez la revue se faire, vous serez responsable d'un malheur.* On ne dit pas tout à Madame Adélaïde, qui montre de l'humeur. Le roi gémit : *Ha ! les caractères ! Avez-vous vécu avec les mauvais caractères ? Moi, j'y ai passé ma vie !* Thiers, personnellement intéressé dans la décision, ne vote pas, par point d'honneur, lorsque le conseil renonce unanimement à la revue. Un grand dîner de 300 couverts aux Tuileries la remplace. Le roi, s'est montré simple, sans exagération de courage ; il accepta la résolution prise par ses ministres après l'avoir discutée avec résolution et bon sens ; il a cédé avec une répugnance visible, plus préoccupé d'agir sagement que d'après une inclination personnelle. Au dîner, il chapitre les officiers mécontents : *C'est une singulière manière de me prouver son dévouement, que de blâmer mon ministère de ne m'avoir pas encore une fois exposé aux coups des assassins.* Il s'anime, va de l'un à l'autre ; à la fin de la soirée, il interpelle son cher petit président : *Etes-vous content de moi ? Je ne sais en quel état est votre chemise, mais la mienne est mouillée, et j'en vais changer.*

Ils se plaisent ensemble. Familier, le roi se réjouit avec le ministre de la facilité de parole du duc d'Orléans, prince digne de lui succéder ; il l'embrasse lorsque, lui ayant annoncé l'arrivée de tableaux d'Espagne valant 800.000 francs, le ministre suggère : *Nous trouverons bien moyen de demander à la Chambre quelque chose pour cela ; il faut bien faire quelque chose pour notre pauvre roi qui se sacrifie pour tout le monde. — Savez-vous que je suis endetté de 14 millions ? Et ce pauvre Louis-Philippe, s'il venait à mourir, qui paierait ses dettes ? — L'Etat. — Ha bien, oui ! L'Etat ! Pauvre Louis-Philippe, on paierait joliment tes dettes.* Il mime comiquement ce qu'il dit. Ces apparences de franchise, de laisser-aller et d'amitié contrastent avec une singulière découverte que fait Thiers dans les affaires de son département ministériel : Louis-Philippe correspond avec les ministres des cours étrangères, qui le bourrent de suggestions hostiles au gouvernement représentatif ; par-dessus la tête de son ministre, il envoie des instructions contraires à ses ambassadeurs, notamment à Sébastiani, à Londres, Molé a prévenu Barante que tout ce qui part du cabinet des Affaires Etrangères est lu, et qu'il existe une corruption habilement organisée pour ouvrir les lettres qui en valent la peine avant qu'elles soient mises à la boîte. Lors de l'affaire Jackson, le roi va jusqu'à faire dire à ce personnage par un vice-consul de ne rien craindre et de ne pas faire attention à la note que lui transmet le gouvernement français. Thiers employa en 1832 un agent très habile dans l'affaire de la duchesse de Berry ; il recourt de nouveau à lui ; cet homme organise une surveillance si bien dirigée que le double des dépêches du roi et de Sébastiani parvient à Thiers, avec une merveilleuse exactitude.

Les informateurs ne lui manquent pas, en tête le roi des Belges qui lui signale les espions allemands et les menées des comités orangistes à Paris ; son ami Edward Ellice le tient au courant des fluctuations de la politique anglaise et des péripéties des crises ministérielles ; Mme Dosne, à toutes fins utiles, entretient une correspondance active avec de nombreux personnages politiques.

Ses agents diplomatiques louent la rédaction des dépêches de leur chef. *La correspondance de Thiers, écrit Sainte-Aulaire à Barante, est admirable de verve*

et de logique : je n'ai rien vu de pareil ; et Barante à sa sœur : Il apporte là son bon sens et sa facilité. Sa correspondance est très bonne. Le duc d'Orléans qualifie de remarquables ses lettres à Sainte-Aulaire, qui écrit à Thiers : Je suis tout fier quand mes idées rencontrent les vôtres. Et Bresson : J'admire avec quel bonheur et quel tact vous prévoyez tout, vous allez au-devant de tout et me mettez en mesure de répondre à tout. Donc, pas d'équivoque possible sur sa politique de paix, de modération et de statu quo. Il se rapproche des puissances continentales et calme les inquiétudes de l'Angleterre : Elle est, après tout, la meilleure amie de la France, dit-il à lord Granville et à Flahault, pour la satisfaction de Palmerston ; mais il n'est pas toujours aisé d'accorder les politiques des deux pays partout où des difficultés s'élèvent, en Pologne, en Grèce, en Suisse, en Espagne, en Orient notamment, où l'agent anglais, lord Ponsonby, les suscite avec une ingéniosité machiavélique. Bien que sur un point, l'industrie, Thiers se sépare des intérêts anglais, il considérerait comme une erreur grave de former deux camps, l'un des trois cours du nord, l'autre des deux puissances maritimes : des hostilités de langage on passerait à d'autres plus réelles ; or, la guerre serait une folie. Même heureux, nous ne serions que les parodistes de l'Empire. L'idée de diviser les puissances du nord, n'est qu'un projet ; il a toujours bataillé-contre les faiseurs de projets, généralement ridicules et inexécutables. Pour le moment, il faut améliorer la situation intérieure, devenir riches et forts, et attendre, bref, faire du cardinal de Fleury. Et voici comme il mène sa barque.

L'occupation de Cracovie produit une grande impression en France, en Angleterre et en Allemagne. Jouant son rôle de conciliateur, il cherche à en obtenir l'évacuation par l'Autriche et la Russie ; il propose d'accueillir les réfugiés, deux cents au plus, pour éviter une mauvaise discussion à la Chambre ; avant toute demande du comte Pahlen, il disperse en France les Polonais signataires du manifeste de la Grande Confédération, parce qu'il regarde comme une violation du droit des gens de laisser organiser sur son territoire des moyens d'insurrection contre les gouvernements avec lesquels on est en paix.

En Grèce, il se garde d'intervenir dans les affaires intérieures et d'afficher une prétention à l'influence, car les querelles d'influence perdent tout. Il souhaite en ce pays un gouvernement passable qui assure l'ordre et le bien-être. Il veille à l'observation rigoureuse de l'engagement pris par la Grèce de placer le service de l'emprunt en tête de ses dépenses et d'y consacrer ses premiers revenus. Il aimerait voir à Paris, mais ne réussira pas à l'y amener, le roi Othon pour mieux pénétrer les affaires de son royaume. Il manœuvre pour atténuer entre les puissances protectrices les divergences qui affaiblissent leur autorité. Il voudrait que le gouvernement d'Athènes se fît grec, se nationalisât. Ses débuts sont rendus difficiles : la Russie a tort de se montrer trop sévère, de ne pas financer sa part de l'emprunt, car la Grèce se relève à vue d'œil, et, les Bavarois éliminés le plus possible de l'armée et du personnel gouvernemental, on ne peut soutenir sérieusement qu'ils ruinent le pays. Barante fera valoir ces motifs à Saint-Pétersbourg. Thiers consent au désir de l'Angleterre d'émettre une partie de l'emprunt : il serait ridicule de laisser périr de faim le gouvernement grec en 1836 de peur qu'il pérît en 1840 pour la même cause.

En Orient, Thiers ne répugne pas à la proposition anglaise de reprendre le projet d'une convention franco-britannique pour garantir l'intégrité du territoire ottoman, rédigée de telle sorte que Metternich, puis la Prusse et la Russie puissent y adhérer. Mais des dangers subsistent. L'amiral Roussin écrit de Thérapia : La Russie a pour elle la géographie, qui est une des lois du monde, et

le seul Phénix sorti des centres de Navarin est une flotte russe dans la mer Noire. De plus, la présence de Ponsonby à Constantinople est une véritable calamité. Il n'y a sorte de sottises, gémit Sébastiani, qu'il ne dise ou qu'il ne fasse. Le ministère le sait, voudrait s'en défaire et ne l'ose pas. Il est beau-père de lord Grey, proche parent de lord Duncanon, beau-frère de M. Ellice, et tient à tout ce qu'il y a de plus grand et de plus influent ici. Exemple de ses procédés : il prête fausement à l'amiral Roussin des propos injurieux contre son collègue d'Angleterre. Thiers prêche le calme. Il déclare au sultan de Constantinople et au pacha d'Egypte que le premier qui rompra la paix aura la France contre lui ; il loue l'empereur de Russie de sa modération dans l'affaire de l'évacuation de Silistrie et tâche de modérer les exigences du cabinet de Londres, qui finiraient par jeter le sultan dans les bras de la Russie. Il parle ferme, péremptoirement, le jour où la Porte menace de troubler, par la Tripolitaine et la Tunisie, nos opérations en Algérie.

La Suisse demeure un foyer de conspirations, d'action révolutionnaire. Les réfugiés pratiquent l'assassinat et l'invasion à main armée. Les radicaux suisses refusent de les expulser. Ici, la politique de Thiers s'accorde avec celle des puissances absolutistes. Ne voulant se laisser compromettre ni par les uns ni par les autres, il joue d'abord un rôle modérateur ; bientôt il se convainc de l'inefficacité de ses conseils, même de ses paroles sévères. La propagande des exaltés s'en prend surtout à la France, où ils visent à l'établissement de la République. L'attentat d'Alibaud fournit de nouvelles raisons pour exiger l'expulsion, cet attentat annoncé en Suisse comme précédemment celui de Fieschi. Deludre disait : Attendez, je vous donnerai le signal ; ce ne sera pas long, mes nouvelles sont bonnes. Et Komest, retour de Paris : Il faut attendre la mort du roi ; on doit l'assassiner pendant le voyage des princes, et cette fois on ne le manquera pas. Il existe une correspondance entre ces gens et un comité révolutionnaire central à Paris. Il n'est plus temps de menacer, il faut agir. L'ambassadeur, Montebello, remet à Berne une note demandant des mesures rigoureuses et, spécialement, l'expulsion d'un nommé Conseil, accusé d'avoir trempé dans l'affaire Fieschi, sous peine de rupture des rapports diplomatiques, et de blocus. L'Allemagne et l'Autriche n'attendent que la certitude que la France ne s'y opposera pas, pour prendre des mesures positives immédiates. La France laissera faire et concourra probablement, les traités lui en faisant un devoir. Nos préfets ont ordre de recevoir les expulsés à la frontière, d'où la gendarmerie les conduira au littoral pour les transporter en Angleterre ; aucun ne sera livré aux gouvernements qui auraient des châtiments à leur infliger. Nous restons garants du statu quo religieux. En réponse, la Diète cherche à nous mystifier ; elle veut laisser chaque canton juge des expulsions : il suffira donc d'un seul pour receler les réfugiés de toute la Suisse. Si la Diète persiste, Thiers annonce la brouille. Fin août, Metternich, qui désire beaucoup voir la Suisse débarrassée des révolutionnaires, ne désire pas moins que ce résultat ne soit pas dû à l'action particulière et dominante de la France, et, dans ses journaux, s'adresse à la dignité et à l'indépendance des cantons pour les engager à repousser nos demandes. Le rapport à la Diète conclut à l'adoption des mesures contre les réfugiés, quand la police suisse découvre que Conseil est un espion français. Un rapport injurieux pour la France, adressé au Conseil fédéral, provoque la rupture des relations. Thiers et Montebello ignoraient ce personnage. Le président du Conseil en demanda l'expulsion sur une lettre du département de l'Intérieur, signée du sous-secrétaire d'Etat, Gasparin. Une conversation avec M. de Tschann, ministre de Suisse à Paris, le porte à croire que Conseil n'est pas

étranger au préfet de Police, Gisquet. La diplomatie n'appris aucune part à son envoi en Suisse.

A son arrivée au pouvoir, Thiers s'est attelé à une affaire d'autre envergure : celle du mariage des fils du roi. Les puissances absolutistes ont institué un blocus matrimonial autour de la famille d'Orléans, qui pense qu'une alliance à quelque souverain légitime consacrerait la légitimité de son accession au trône. En 1833, Sainte-Aulaire, rejoignant son poste d'ambassadeur à Vienne, reçoit de la reine des instructions pour étudier les archiduchesses en vue d'un mariage. En 1834, le roi charge M. de Chabot de sonder Metternich en faveur du duc d'Orléans. Le voyage des ducs d'Orléans et de Nemours à Berlin et Vienne est résolu. Thiers n'a qu'une médiocre confiance dans le succès. Le roi cajole son **chérissime président** ; la reine le flatte ; il a fréquemment au pavillon de Marsan des entretiens particuliers avec le duc d'Orléans. Il met en jeu toute son ardeur et son intelligence, secondé par l'habileté de Bresson et de Sainte-Aulaire. Il engage la conversation avec les gouvernements de Prusse et d'Autriche. Officiellement, il n'est question que de faire connaître les princes. Lorsqu'arrive un paquet de dépêches, le roi passe la nuit à les lire, la reine en tire des extraits pour son fils. Dès le début d'avril, le roi de Prusse, mu par une haute pensée politique, dit Bresson, consent au voyage et désire le mariage. A Vienne, quoique l'accord des deux cours semble probable, on est plus long à se décider. Enfin, le 13 avril, Sainte-Aulaire annonce que l'on accueille le voyage de la meilleure grâce, et promet une réception bonne et amicale. D'accord avec Werther et Apponyi, les ambassadeurs de Prusse et d'Autriche à Paris, on rédige la note pour le *Moniteur*. **Puisque, dit Thiers à Sainte-Aulaire, les Bourbons de la branche aînée ne sont plus possibles, puisque les Bourbons de la branche cadette sont nécessaires, puisqu'ils sont habiles et sauvent l'Europe de l'anarchie, il faut travailler à leur consolidation. La conduite contraire serait du vieux Coblentz.** A Paris, on restera sur la réserve de rigueur, mais si, une fois à Vienne, il paraît possible d'aller au-delà d'une visite et de négocier autre chose, il faudra marcher résolument droit au but.

Les princes partent le 2 mai. Ils emportent un stock considérable de cadeaux et de décorations. Thiers engage Bresson à donner un bal, à dépenser convenablement, sans dépasser 40.000 francs. En même temps, il explique la situation au baron de Barante : **Nous montrons d'abord nos princes. On les verra jeunes, bien élevés, remarquables par leur esprit et leur bonne mine, aussi distingués que les jeunes gens les plus distingués de leur temps... S'ils rencontrent une jeune reine des Français qui leur convienne, on agira en conséquence... On sera vu, on verra... Le voyage n'aurait-il pour effet que de montrer nos princes reçus et bien reçus dans le palais des princes légitimes, et de rapprocher les cours, les familles aussi bien que les peuples eux-mêmes, que le bénéfice serait déjà considérable.** Il indique la manière de présenter les faits à Saint-Pétersbourg pour éviter qu'on y prenne de l'humeur et qu'on suspecte les intentions de la France.

A Berlin, Bresson s'affaire, construit dans ses jardins une salle pour plus de 300 personnes, et dépasse ses crédits de 6 à 7.000 frs. Il peste de devoir donner le grand cordon de la Légion d'Honneur au ministre Ancillon qui n'a rien fait, et rien au prince de Wittgenstein **parce qu'il ne faut pas qu'on sache qu'il a fait quelque chose.** En Allemagne, les princes obtiennent un tel succès que l'enthousiasme qu'ils déchaînent devient parfois embarrassant. Les échos en parviennent à Saint-Pétersbourg. A Vienne, Sainte-Aulaire joue une partie plus difficile, et doit tout conquérir à la pointe de l'épée. Prudemment, il laisse dormir toutes les

autres affaires en cours. **Manco male**, dit-il de l'archiduchesse visée, la princesse Thérèse, fille de l'archiduc Charles. Les difficultés ne viennent ni du père, ni de la fille, ni de l'empereur qui ne compte pas, ni de l'impératrice qui ne s'occupe pas de politique, ni même de Metternich, qui, impassible, se prépare non à formuler des objections, mais à poser des conditions. Par contre, il n'existe pas dans tout le faubourg Saint-Germain de salon plus furieux que celui de la princesse de Metternich, et l'archiduchesse Sophie, femme de l'archiduc François, se pose en ennemie irréductible ; elle domine son mari et l'archiduc Louis, les deux seuls qui aient entré au Conseil. Thiers surveille pas à pas la marche des événements, les faits et gestes du duc d'Orléans qui mène gaillardement ses affaires lui-même. L'ambassadeur ne cache qu'une chose : l'extrême confiance que lui accorde le duc, et cela pour **ménager l'ombrageuse susceptibilité** de son chef. Il déploie une habileté rare, et le duc s'en rend compte. Thiers peut l'en croire : **Marier le prince royal est le plus grand résultat que je puisse espérer dans ma carrière diplomatique**. Mais que de péripéties ! Metternich n'ose braver certaines rancunes. A Paris, on n'ose tirer parti d'un côté vulnérable de l'archiduchesse Sophie : ses rapports plus qu'intimes avec l'archiduc Louis, signalés par Bresson, sous caution. Le moment vient où l'on ne peut rien espérer de mieux qu'une retraite honorable, sans rien brusquer, car Thiers conseille de ménager les possibilités qui restent auprès de la fille de l'archiduc Régnier, à Milan.

Là, les voyageurs apprennent l'attentat d'Alibaud. Ils regagnent vivement Paris. Le 28 juin, Thiers adresse à nos agents à l'étranger une circulaire confidentielle : il montre l'élan d'enthousiasme qui répond à l'assassin et à cette parole du roi : **C'est parce que vous m'avez confié vos destinées que je suis en butte aux poignards**. Alibaud l'avoue : l'absence des princes l'a décidé à agir avant le mois de juillet. Aussi, le vœu unanime du pays réclame le mariage du prince royal, gage de sécurité pour la France ; surtout, que chacun montre une grande assurance. Bresson reçoit en plus une lettre privée : **Le roi a dit un jour : J'ai cinq fils pour cuirasse. Le meilleur rempart de la cuirasse est un petit-fils. Il importe au monde entier que la dynastie actuelle soit consolidée. Tous les cabinets doivent se tenir solidaires de l'ordre public en France**. Il serait indigne d'insister auprès de la cour de Vienne ; il faut se décider promptement par ailleurs : il suffit que la reine future soit princesse, puis bonne et digne mère de famille. La lettre privée de Sainte-Aulaire marque la confiance dans l'étoile du roi et la nécessité de marier le prince cette année même ; Vienne se repentira de l'occasion manquée. **Ayez une assurance imperturbable. Soyez fier, et prenez-le de très haut**. Même directive au baron de Barante : toute princesse pure, saine, bonne mère sera suffisante pourvu qu'elle soit de sang régnant. **La fille du roi régnant d'Yvetot me suffirait**. Il y aurait humiliation à se laisser bloquer ; il faut prendre hardiment son parti. **Il faut que M. de Metternich sache que c'en est fait de toute amitié avec nous. Nous serons sages, mais froids et malveillants, il faut trancher le mot. Il verra ce que c'est que la simple froideur de la France dans un temps comme celui-ci**.

Le roi de Prusse saisit la balle au bond. Lui ne s'émeut pas de l'attentat d'Alibaud. Sitôt informé de l'intention du gouvernement français de marier le prince royal au plus vite, même avec une princesse secondaire, il propose sa nièce, Hélène de Mecklembourg-Schwerin. A Neuilly, on attend le retour des princes pour délibérer en famille. Le 6 juillet, ils sont là. Le lendemain, première conversation dans une baraque du parc de Neuilly, entre Louis-Philippe, le roi Léopold, les ducs d'Orléans et de Nemours, et Thiers. Metternich n'a pas le courage de résister aux intrigues de salon ; on dispose d'un moyen de pression

pour l'y contraindre : les affaires d'Espagne. Léopold et le duc d'Orléans opinent en ce sens indiqué par Thiers, mais le roi entre dans une colère telle qu'elle en devient comique et que tout le monde éclate de rire, lui compris. Ne fût-ce que par convenance, une dernière démarche provoquera de Vienne la réponse ferme que l'on n'a pas encore reçue ; négative, on pourra agir d'un autre côté. Le duc d'Orléans écrit donc à l'archiduc Charles et à Metternich, et Thiers double sa dépêche à Sainte-Aulaire d'une lettre privée, destinée à être lue par Metternich, et qui lui vaut l'admiration générale. Nous avons parlé toute la journée, dit le roi, de la perfection de votre lettre à M. de Sainte-Aulaire. La Reine et ma sœur se proposent de vous demander de leur en faire la lecture. Ainsi mettez-la dans votre poche quand vous viendrez chez moi. De quoi satisfaire l'amour-propre d'auteur le plus exigeant ! En fait, il déploie là une fécondité de ressources, une force d'insinuation, une sûreté de logique qui arrachent un cri d'admiration à Metternich lui-même : *pour* le mariage, des raisons de politique européennes ; *contre*, des passions, et l'esprit de Coblenz. Peut-on faire un bloc de l'Angleterre et de la France, pour l'opposer à la Russie, la Prusse et l'Autriche ? La guerre peut en surgir. Je méprise et déteste la rue, mais les salons sont impertinents et faibles, et leur domination est aussi dangereuse que celle de la rue. Quant à lui, Thiers préférerait un mariage modeste, qui laisserait à son gouvernement plus de liberté.

Metternich affecte de ne pas croire à cet autre mariage. M. Thiers n'a pas de corde de pendu dans sa poche, et il faut être deux pour se marier. Sainte-Aulaire émet l'avis qu'un refus ne sera pas pris en douceur. Le ministre autrichien réplique : Je doute que le roi permette jamais à M. Thiers de poser la question si nettement. Mais bientôt il n'est plus aussi sûr de son fait, et commence à craindre Thiers comme le diable. Comme l'archiduc Charles, il pliera devant l'archiduchesse Sophie. Elle nous hait, elle se promet bien de nous faire tout le mal qui sera en son pouvoir. Le 2 août, conseil des ministres à Neuilly. Les réponses de Vienne arrivent. Les ministres partis, le roi retient Thiers et appelle la reine, madame Adélaïde et le duc d'Orléans. On décachète les lettres : réponse nettement négative. C'est bien, dit tristement la reine. Je m'y attendais, dit le duc d'Orléans, et maintenant que la chose est rompue, je puis avouer ce dont je n'avais pas voulu parler jusqu'à présent, que je n'avais aucun goût pour cette princesse qui était petite, rabougrie, chétive. Et le roi : Les voilà bien comme je les ai toujours connus ! C'est avec cet esprit que, depuis un demi-siècle, ces gens à reculons perdent tous leurs procès. Le prince royal ne veut pas entendre parler de la fille de l'archiduc Régnier ; le roi ôte son chapeau et le tient comiquement en l'air : Vivat, M. le duc d'Orléans ! Hé bien, partons pour le Mecklembourg. — Ne joue donc pas comme cela, dit la reine. — Vous voyez : on me traite comme un enfant. Je crois, en vérité, que Montpensier est plus raisonnable que moi. Allons, maman, j'écoute, continuons. A quand Bobinette ? Mot convenu pour désigner les entretiens sur les affaires de famille. Rendez-vous pris pour le soir, le roi parle à Thiers du roi de Naples qu'on attendait : Et macaroni qui nous arrive ! Mon cher président, si vous saviez ce que c'est que ces princes italiens ! Ils vous étonneront bien. J'en demande pardon à ma bonne reine, mais c'est un miracle qu'elle soit sortie de cette famille.

Donc, ce soir-là, Bobinette à Neuilly. On écarte définitivement la fille de l'archiduc Régnier. Le prince royal ne veut pas de l'Espagnole, fille de l'infant Paul et d'une princesse de Naples. Elle est horriblement laide, dit-il, et puis, elle est la fille d'un crétin et d'une putain. Il trouve trop grosse la princesse Caroline de Naples : Elle a une graisse toujours flottante impossible à contenir dans un

corset. Restent une princesse de Cobourg et Hélène de Mecklembourg. Thiers propose de ne rien décider avant d'avoir écrit au roi Léopold pour la première, et à Bresson pour la seconde. On lit sur sa figure qu'il a envie de dormir : *Le cher président ! dit le roi, il tend où vous savez. Il faut qu'il nous aime bien pour avoir accepté cette conversation du soir.* A cette heure-là, Thiers fait régulièrement un somme. Le lendemain, il marque au roi par une lettre sa préférence pour la princesse de Cobourg, et verrait avec plaisir la princesse Clémentine épouser le prince de Cobourg qui doit régner après la mort de son père ; cette double alliance entre les deux Maisons aurait une grandeur politique. La reine y est favorable pour des raisons religieuses. Mais le duc d'Orléans observe que la princesse de Cobourg, fille d'un Cobourg et d'une dame hongroise, est de sang croisé, alors que la princesse Hélène est de sang pur ; Louis-Philippe qualifie de pauvreté cette opinion, qui l'emportera.

Informé directement de l'échec à Vienne par Sainte-Aulaire, Léopold expose à Thiers ses vues, lucides et justes, et démasque le vrai de la politique de Vienne : *Je crois qu'il ne faut plus penser à une union autrichienne, et en politique il ne faut jamais être dupe. On a été de bonne foi en avant, les autres ne veulent pas, on voudraient, tout en tirant les choses en longueur et même en ne les accordant pas finalement, profiter de la position du suppliant pour obtenir des résultats politiques, sans autres frais que des paroles et des manœuvres.* Cela serait pour eux un beau succès diplomatique, mais pour nous ? Je n'ose pas dire ce que cela serait pour nous ! La preuve de la vérité de ceci se trouve dans les nouvelles dont je vous ai parlé de l'Allemagne et qui disent que Metternich se plaint de la précipitation qui a été mise dans cette affaire par la France. Pourquoi a-t-on tant pressé la chose ? Pour la réussite il fallait du temps ; la France n'a pas encore donné assez de *garanties* à l'Europe de ses bonnes intentions. Dans deux ans des choses deviendraient possibles auxquelles on ne saurait songer à présent ; mais il faut que la négociation marche doucement — le mot allemand est *bittweise*, c'est-à-dire en suppliant et en sollicitant —, que la France prouve par sa marche politique qu'elle est vraiment digne d'une pareille alliance, etc. Ainsi on voudrait nous garder deux ans à genoux, et puis, les résultats obtenus, on ferait peut-être répondre au père, que ce soit l'un ou l'autre des archiducs, que malheureusement la princesse sa fille sent une telle répugnance et éprouve tant de crainte sur un séjour en France, qu'elle ne peut pas accepter l'honneur qu'on lui destine. J'ai, comme vous le savez, travaillé de mon mieux à la réussite de la chose, puisque, au fond, une Autriche sage n'a pas d'autres intérêts que la France, excepté la Péninsule, mais à présent je suis revenu sur mes idées, car je vois avec peine que les passions sont encore beaucoup trop écoutées à Vienne. Si les puissances du Nord veulent en quelque sorte se servir de l'alliance matrimoniale pour faire un marché politique avec la France et lui dire : pour avoir une de nos princesses, il nous faut des *sacrifices politiques*, il faut selon moi abandonner toute idée d'une pareille alliance qui deviendrait odieuse à la France. Il est fort important que l'union que contractera le prince royal le laisse bien clairement et nettement prince français, agissant dans les véritables intérêts de son pays. La force de la famille royale est en France. Quel appui, après tout, la branche aînée a-t-elle trouvé chez les puissances en 1830 ? Aucun ! Thiers a déjà signalé à ses agents que Metternich cherchait à réaliser cette fois encore son habituelle politique de *statu quo*. La perspicacité, la sagesse du roi des Belges rejoignent ses propres conclusions.

Au reçu de cette lettre, il a une longue conversation avec Apponyi. Il ne lui ménage pas les amabilités personnelles, mais aussi montre qu'il n'est pas dupe,

qu'il sait parfaitement à quoi s'en tenir sur les véritables motifs du refus, en dépit des protestations de son interlocuteur, qu'il sait que Metternich tenta par une manœuvre oblique de le brouiller avec l'Angleterre, et il finit sur cette menace : **Il n'y a que la guerre qui puisse terminer l'affaire d'Espagne, et la guerre, c'est la victoire ou la défaite.** Apponyi ne peut réprimer un tressaillement. Protestations réciproques sur le mutuel désir de continuer les bons rapports, et l'on se quitte de la manière la plus amicale.

Bresson active la négociation à Berlin, pressé par son ministre : il faut une nouvelle garantie contre les assassins ; un mariage immédiat le procurera. Tout lui plaît dans la princesse de Mecklembourg : origine, parenté avec le roi de Prusse ; il faudrait un physique qui ne fût pas désagréable. Bresson la dépeint belle femme, mais avoue des dents gâtées ; on passera sur cet inconvénient, dont on se garde de rien dire à madame Adélaïde. Thiers tombera avant de terminer l'affaire. Le duc d'Orléans le regrettera et le tiendra au courant de la suite **comme un ami de la famille et de notre cause.** Il lui sera toujours reconnaissant de l'avoir commencée.

Au cours de l'été, la question d'Espagne rebondit. L'année précédente, le roi et Thiers ont pris des positions diamétralement opposées, et le ministre sait à quoi s'en tenir. Le gouvernement anglais refusait l'intervention en 1835 ; il la propose en 1836. Thiers répond le 18 mars à Sébastiani : **Jamais on ne décidera le roi à un acte qui de loin ou de près ressemblera à l'intervention dans les affaires d'Espagne. Je le déciderais plutôt à passer le Rhin qu'à intervenir en Espagne... Les Chambres ne voudront jamais à aucun prix entendre parler de l'intervention en Espagne cette année moins que l'année dernière. Ayant contre moi le roi et les Chambres, c'est-à-dire le pays, je suis livré à mon opinion seule qui est fort modifiée depuis un an. Je crois encore que l'intervention eût été facile et sûre, l'année dernière ; je crois qu'elle serait aujourd'hui horriblement hasardée et dangereuse... Dût-elle être demandée par Madrid, des motifs bien puissants nous obligeraient à nous y refuser.** Tout ceci pour répondre à lord Melbourne et à lord Palmerston. Le gouvernement souhaite le triomphe d'Isabelle, remplira ses engagements et agira de concert avec le gouvernement britannique, qui exprime sa confiance pleine et entière dans le président du Conseil français. Thiers informe de cette conversation notre ambassadeur à Madrid, Rayneval, qui devra annoncer au gouvernement de la reine, sans se lier irrévocablement les mains pour l'avenir, que le cabinet des Tuileries est hostile à l'intervention ; ainsi, il s'en épargnera la demande. Le roi aime sa nièce, mais les souvenirs de 1808 le hantent. Pour Rayneval, il est bien évident que l'Espagne ne peut trouver de salut que dans notre assistance, et il accéderait à la demande du ministre Mendizabal de voir le général Harispe fixer son quartier général plus près de la frontière. Thiers répond : **On ne nous forcera pas la main.** Le roi ne laissera pas périr le trône de la reine Christine. Il est utile que la possibilité de l'intervention menace les carlistes comme une épée de Damoclès. **La France ne veut pas intervenir à main armée aujourd'hui. Le vaudra-t-elle jamais ? Je n'en sais rien.** A ce moment, en avril, il veut ménager l'Autriche, mais se réserve de changer d'attitude.

Nouvelles de plus en plus mauvaises : le général Cordova ne fait rien à la tête d'une armée de 100.000 hommes, les carlistes en profitent et gagnent du terrain. Le général Bernelle commande la Légion étrangère en Espagne ; sa femme galope jusque sur le champ de bataille avec un officier polonais dont elle s'est amourachée ; elle a complètement déconsidéré son mari ; on parle de le destituer ; s'il l'était, dit le roi qui s'y oppose, sa troupe serait vite à la merci de

celle du général carliste Mina. **En vérité, nous jouons là un jeu bien dangereux.** Thiers va à la parade : Harispe portera la Légion à 6.000 *combattants*, soit 7 à 8.000 hommes sur les contrôles ; il démonte un régiment de cavalerie pour monter 300 lanciers polonais éprouvés ; si l'on ajoutait à la troupe de Bernelle 8 à 9.000 bons Espagnols, ce général commanderait une quinzaine de mille hommes avec lesquels il pourrait donner un assaut décisif aux positions de don Carlos. Et le petit président devient si chatouilleux sur les affaires d'Espagne que, afin de ne pas lui porter ombrage, le roi fait prier Talleyrand, venu de Valençay pour quelques jours, de ne pas lui en parler. Et le prince de répéter à tout venant, notamment au général Alava, ambassadeur d'Espagne : **Moi, je ne suis venu à Paris que pour voir le roi. Je ne parle pas d'affaires. Je ne veux pas en entendre, parler.** Il s'en retourne en bonnes dispositions, sur la promesse de Thiers de l'aller voir à Valençay. Pour achever de l'y décider, Montrond vante à Mme Dosne les délices de ce séjour enchanteur.

Le 30 juillet, on apprend qu'une bande de carlistes s'est approchée de Saint-Ildefonse où résidait la reine, que les habitants, pris de panique, s'enfuirent à Madrid, et que la reine faillit en faire autant avec son premier ministre. Ce matin-là, Thiers annonce au roi que beaucoup de volontaires s'engagent à la Légion étrangère. Pour calmer le roi effrayé, il faut lui promettre de ne pas intervenir en Espagne. Peu après, le duc d'Orléans, chaud partisan de l'intervention, vient à Saint-James conter qu'il sort d'une explication violente avec son père, et recommander à Thiers de tenir bon. Au conseil, Thiers reparle du recrutement de la Légion. Le roi lui coupe la parole : **Si le roi, ne permet plus de discuter, qu'il gouverne à sa guise et fasse ses ordonnances. Mais tant que les ministres sont responsables, il faut que Sa Majesté entende les avis, et si je croyais de mon devoir de dire au roi que l'intervention fût nécessaire, je le ferais. Mais il ne s'agit maintenant que de la Légion étrangère.** Le roi se fâche, pour s'apaiser assez vite. Le lendemain, Thiers lui propose de nommer le maréchal Clauzel ou Bugeaud à la tête du corps franco-espagnol, sous pavillon espagnol, et d'envoyer le comte de Bois-le-Comte auprès de la reine, pour renforcer l'action de Rayneval, malade. De plus il décide à part soi et sans en rien dire, mais d'accord avec le ministre de la Guerre, maréchal Maison, de porter la Légion à 10.000 hommes. Il en prévient le général Harispe qui devra n'envoyer qu'à lui seul la totalisation des chiffres de ce recrutement, et ajoute : **Je suis le président très réel.** Harispe se dit convaincu que 10.000 Français et autant d'Espagnols viendront facilement à bout des insurgés. Le 1er août, Thiers envoie à Rayneval des instructions pour lui, des conseils et des encouragements pour la reine, qui devra s'abstenir de demander une intervention impossible ; il répète le tout à Bois-le-Comte à qui le roi, en audience de congé et en présence de Thiers, confirme instructions et conseils.

Le maréchal Clauzel, pressenti, suggère que son concours vaut le titre de duc d'Aluméda et une pension de 200.000 francs. Dès lors la balance penche en faveur de Bugeaud ; le 2, le roi signe en conseil l'ordonnance qui le nomme lieutenant-général ; le 3, Thiers lui demande sa collaboration ; quelle gloire pour lui de terminer cette affaire d'Espagne ! Il gémit : **Le roi a un noble cœur, un excellent esprit, mais par un malheur inouï il se trompe incorrigiblement dans cette question.** Bugeaud accepte et s'embarque aussitôt : **Je m'étais bien promis de ne servir que sous le drapeau français, et pour les intérêts bien directs de mon pays ; mais je conviens avec vous que la balance politique pèse de ce côté plus qu'en Afrique. Vous savez que j'ai toujours été pour l'intervention et je déplore qu'on ne l'ait pas faite plus tôt, et qu'aujourd'hui on ne la fasse pas ouvertement.** Enfin, un vaisseau étant prêt à appareiller à Brest, le ministre de la

Marine, amiral Duperré, l'expédie à la côte de Malaga où croisent deux petites corvettes.

Thiers s'est entretenu de cet ensemble de mesures avec le duc d'Orléans. Il lui fait remarquer qu'elles peuvent nuire à ses projets de mariage ; le duc en serait fâché, mais n'hésite pas à sacrifier son intérêt personnel à celui de la France. La mauvaise humeur, prévue, des ambassadeurs de Prusse et d'Autriche, éclate ; ils font une démarche auprès du roi pour le décider à renvoyer son ministre, que Louis-Philippe prévient, et dont la riposte est triple : à un agent des ambassadeurs il déclare, avec mission de le répéter, que rien ne le fera changer d'avis, et que, ministre ou simple député, il fera prévaloir son opinion auprès de ses successeurs ; il demande au chargé d'affaires d'Angleterre le concours de lord Granville et de son gouvernement ; et il dicte à de Sacy, pour le *Journal des Débats*, un article qui défend sa politique. Le 5, nouvelle dépêche à Rayneval : Thiers lutte pour la reine Christine, n'aborde jamais le roi qu'avec sa démission en poche, se fait épauler par le duc d'Orléans et le roi Léopold, et reste persuadé qu'il sert la cause de la France autant que celle de l'Espagne, de Louis-Philippe autant que de Christine, sinon il ne contrarierait pas le roi. Le prince royal écrit à Christine le même jour ; il montre sa lettre à son père qui entre en grande colère et arrête la lettre. Le roi Léopold approuve toutes les mesures prises par Thiers, que soutiennent Sébastiani, Bresson, d'Argout parti faire une enquête dans le midi. A leurs yeux à tous, l'abandon de la reine serait une honte, une faute énorme aux conséquences désastreuses.

L'arrivée du roi de Naples et de sa famille apporte une note qui serait comique si leur visite ne s'achevait sur l'échec de deux mariages que souhaitait la reine Marie-Amélie. Pendant qu'ils se promènent à Versailles, Louis-Philippe et son ministre ont, le 7 août, dans le parc de Neuilly, une longue et décisive conversation. Le roi se trompe, dit Thiers, reprenant son argument de 1821 : *C'est parce qu'il a connu l'Espagne en 1810 et qu'il ne la connaît pas à présent, et c'est parce que je ne l'ai pas vue que je la connais mieux que lui.* Depuis ce temps, l'Espagne a changé comme le reste du monde. Les paysans abdiquèrent leurs vieilles passions de jadis. Les villes s'arrêtèrent dans leur élan révolutionnaire. Il s'y forma un juste milieu sur lequel on peut s'appuyer. Il faut d'autant plus sauver le gouvernement de la reine Christine qu'un jour le duc d'Aumale montera sur le trône d'Espagne en épousant la reine Isabelle : évocation d'un rêve caressé par la famille royale où l'on appelait couramment le duc d'Aumale : Philippe V. Le roi en détourne son esprit, crainte de l'animosité de l'Angleterre, et en revient à l'échec de Napoléon. Thiers marque les fautes qui provoquèrent cet échec, et conclut que si le Napoléon de la guerre s'est perdu en faisant toujours la guerre, le Napoléon de la paix se perdra en ne voulant jamais que la paix. L'aide-de-camp de service et l'escorte ordinaire suivaient à quelque distance. Soudain, *à un détour d'allée, quelqu'un se jeta précipitamment au-devant du roi. Le roi s'arrêta d'une manière ferme sur ses jambes en avançant sa poitrine et en relevant sa tête. M. Thiers fut un instant fort ému. C'était le jeune duc d'Aumale qui s'écria : Ah ! papa, te voilà ! Le roi, sans aucune humeur, lui dit : Oui, mon enfant, et l'embrassa.*

Le roi déclare bientôt au maréchal Maison qu'il ne veut plus de Bugeaud, ni de plus de 6.000 hommes à la Légion, et, hors de lui, s'écrie : *Si j'apprenais qu'on m'a trompé, j'appellerais Guizot tout de suite !* Maison répète le propos à Thiers, qui entre à son tour dans une grande colère. *Si le roi veut la bataille, je suis prêt à la lui livrer ; et je vais aller le trouver pour lui dire qu'il me donne 10.000 hommes, ou bien qu'il fasse appeler Guizot. Qu'il travaille s'il le veut dans les*

intérêts de don Carlos : pourquoi alors ne ferait-il pas revenir Charles X en France ? Pour moi, je suis parfaitement décidé à ne pas céder sur la question d'Espagne. Montalivet s'efforce en vain de le calmer. Il souscrit à cet accord que Thiers conclut avec Maison : ou dire au roi qu'il faut 10.000 hommes à la Légion étrangère, ou s'engager sur l'honneur à réunir 10.000 hommes à la frontière, le roi croyant à 6.000. Quand la chose sera faite, je connais le roi, il sera bien forcé de subir un fait accompli. Tous trois vont dîner à Versailles. Thiers est placé entre madame Adélaïde et la princesse Clémentine qui lui demande : Cette pauvre Christine : que faites-vous pour elle ? Est-ce que vous la laisserez succomber ? — Ah non, certainement nous la sauverons. J'espère lui trouver un général qui arrangera tout cela. A ce moment le roi l'interpelle : Servez du vin de Syracuse à M. Thiers, et donnez-m'en un peu. Président, je bois à votre santé. Mais Thiers a sur le cœur la phrase : Je prendrai Guizot, et la discussion reprend le 13 ; le roi s'échauffe, il brisera le cabinet plutôt que de le laisser s'engager dans l'affaire d'Espagne. Sire, on ne brise que les gens qui se cramponnent au pouvoir et je ne suis pas dans ce cas, car je suis prêt à l'abandonner. Que Votre Majesté prenne M. Guizot. — Ha ! Je le vois bien, c'est Maison qui vous a fait des contes. Il accorde les 4.000 hommes de plus, mais refuse Bugeaud. Il faut, cependant, à un tel commandement, ce général d'importance, car à la Légion s'ajoutent 4.000 Portugais, un fort noyau de l'armée espagnole, et le général anglais Evans a proposé de se mettre avec ses troupes sous les ordres du général français. Cette fois, Thiers pose son ultimatum : Le roi ne voit pas qu'il se déshonore en abandonnant la partie ; pour moi, je ne puis ni ne veux partager cette faute. Le 14, démarche personnelle du roi auprès de Montalivet qui, flatté et séduit, lâche pied. Le duc Decazes apprend à Thiers que Mme de Castellane, amie intime de Molé, a dit à Mme de Barante que le roi a engagé Molé à ne pas s'absenter parce qu'il pourrait avoir besoin de lui. Plusieurs fois par jour, Louis-Philippe réclame les états des engagements à la Légion au maréchal Maison, qui les fait établir dans son cabinet pour n'être pas trahi par les bureaux, et qui répond qu'il ne les a pas. La cassure est imminente. Le 15, Thiers l'annonce à Léopold : La crise que l'Espagne ne pouvait manquer d'amener est enfin arrivée. Le recrutement a réussi ; le général Bugeaud est revenu d'Afrique et se met bravement à notre disposition. Le Roi, après avoir consenti à tout, revient sur un point, il refuse Bugeaud à cause de son importance. Moi, je tiens à Bugeaud à cause de son mérite spécial pour cette entreprise. Le Roi ne cédera pas, et moi non plus. Notre séparation est indispensable... Je vois avec douleur un aveuglement bien profond dans le chef de notre dynastie. Il ne voit pas sa sûreté, sa grandeur où elles sont. J'ai fait mon devoir en loyal et fidèle serviteur de la Couronne. Je n'ai plus rien à faire. Léopold s'en afflige : Il est impossible que notre cher bon roi s'aveugle à ce point sur les intérêts les plus précieux de son trône et de la France. Je ne puis pas croire qu'il puisse résister à vos bons conseils. Il écrit à la reine et au duc d'Orléans pour qu'ils secondent l'action de Thiers. Entre parenthèses, lorsqu'il n'a pour communiquer que la poste, il prend ses précautions : Je la crois trop curieuse pour lui confier toutes mes pensées.

Ce même 15 août, Thiers revoit le roi, qui, pour gagner du temps, suggère le général Desmichels au lieu de Bugeaud. Le 16, Thiers annonce sa résolution au duc d'Orléans. En sortant du conseil de cabinet, il griffonne ce brouillon : Sire, c'est avec un vif regret que je prends aujourd'hui la plume pour écrire à Votre Majesté. La résolution que j'ai prise m'a coûté beaucoup à prendre, et me coûte encore plus à dire. C'est pour m'éviter l'embarras de l'exprimer verbalement au Roi que je lui adresse cette lettre... Je suis attaché profondément à sa personne,

je fais des vœux ardents pour sa Maison, et je veux me réserver de la servir utilement quand nous serons tout à fait d'accord. Le 17 au matin, à dix heures, le roi le fait appeler. Décidé à partir, il propose au roi Guizot et Molé. Guizot a du talent, j'en conviens, répond le roi, mais il a peu de ressources dans l'esprit, et quant à son courage, je n'y compte guère lorsqu'il sera associé à Molé. Quant à Montalivet, il n'a pas d'esprit, médiocrement de courage, et toujours la goutte. La nouvelle, arrivée le 19, que la reine Christine a dû signer la proclamation de la constitution de 1812 imposée par les factieux et qu'Iturriz, le successeur de Mendizabal, s'est retiré avec tout le cabinet, ne permet pas à Thiers de partir tout de suite. Le duc d'Orléans cherche encore à l'en empêcher. Si vous sortez du ministère pour un motif qui n'émouvra point la nation et qui n'excitera point la sympathie de l'opinion, je crois que vous faites pour vous-même une très grande faute. J'ai peut-être tort de vous dire aussi crûment mon opinion, mais c'est le désir sincère et profond que j'ai de vous voir rester à la tête du ministère qui m'encourage à vous parler ainsi. En réalité, personne à Paris ne pense à l'Espagne.

Montalivet assiste à la dernière conversation entre le roi et Thiers. Deux grands principes s'affrontent ; le ministre soutient sa théorie fondamentale du régime constitutionnel ; le roi doit laisser la direction quotidienne de la politique à un chef de ministère ayant la majorité dans les deux Chambres, comme cela se pratique en Angleterre et en Belgique. Le roi répond qu'il est issu d'une révolution, que sa situation n'a rien de commun avec celle de l'Angleterre et qu'il n'a pas de leçon à prendre de son gendre. Il ne se mêle pas d'administration, ni même de fonds secrets et de la liste civile. Mais vouloir me mettre en dehors de la marche quotidienne de la diplomatie, me faire consentir à ne pas y voir ma responsabilité engagée au premier chef, c'est impossible ! Et l'armée ! n'en suis-je pas le commandant ? Il évoque Sully et Colbert qui ont laissé de grands noms, dans un temps qui n'était pas fait pour les mettre en lumière. Thiers reconnaît affectueusement que le roi lui épargna les misères que subirent ces grands hommes, mais il se sent incapable d'une participation incomplète au pouvoir dont il entend supporter toute la responsabilité et recueillir toute la gloire. Un silence. Eh bien, mon cher Thiers, ce n'est pas de moi que viendra la rupture, Montalivet en sera le témoin et le dira. Thiers emmène Montalivet dans sa voiture jusqu'à la place Saint-Georges, puis, la conversation n'étant pas finie, le reconduit jusque chez lui. Montalivet voit dans les dernières paroles du roi un espoir de rapprochement et voudrait s'y accrocher, mais en vain. Passant devant la colonne Vendôme que surmonte la statue qu'il y fit placer, Thiers dit : Regardez cet homme-là. Vous savez combien je l'admire, comment j'en ai parlé, avec quel respect je conserve ses reliques. La gloire a ses saints. Et après un temps : C'était un bien grand homme, mais je ne me serais jamais arrangé avec lui !... Vous croyez que j'ai de l'ambition ? Je n'en ai aucune. J'ai l'orgueil du pouvoir que je me crois capable d'exercer. J'en veux la gloire tout en en faisant profiter la Royauté de Juillet que nous avons fondée. Ne savez-vous pas tout ce qu'il faut faire pour mériter une demi-ligne dans l'Histoire universelle ? Après la chute, Passy confie à Dupin : Si nous étions restés, le Roi aurait été amoindri ; il aurait perdu l'un des avantages auxquels il tient le plus, celui de paraître diriger lui-même les Affaires Etrangères.

Le 29 août, la démission est acquise. Talleyrand la regrette. Il s'est établi comme bienveillant de Thiers, il l'est en effet, et ne peut le blâmer hautement, mais son opinion est celle du roi sur la question d'Espagne. Sa nièce regrette les instincts révolutionnaires qui ont poussé Thiers : Sa chute nous est sensible, parce qu'on

regrette de voir les gens pour qui on a une longue habitude de bienveillance s'aveugler sur leurs propres intérêts. Elle le lui dit : c'est une faute de quitter le pouvoir pour un motif qui n'excitera aucune sympathie en France, et dont ni l'opinion, ni peut-être l'Histoire ne lui tiendront compte ; il ne devrait pas quitter les affaires sans écrire un mot au prince. On se flatte à Valençay que si Thiers y fût venu, il aurait changé sa résolution. En fait, il écrit beaucoup, ce 29 août, pour annoncer son départ. A Flahault : J'ai fait de vains efforts pour faire prévaloir ce que j'appelle la politique d'Occident, qui selon moi doit unir la France, l'Angleterre, la Belgique, l'Espagne, le Portugal, dans la même pensée, qui doit les maintenir toutes dans un système modéré et libéral, sage et cependant énergique au besoin. J'ai été peu écouté, je me suis retiré. Ce que je demandais, c'était ce que demandait lord Palmerston, non pas l'intervention directe, mais des secours efficaces, et prompts. Il le répète à plusieurs correspondants : le roi et lui se quittent sans humeur ; il se retire avec la bienveillance marquée du roi. Vous nous reviendrez à la première bourrasque, lui répond Sainte-Aulaire. Béranger, dont les sentiments lui reviennent maintenant qu'il n'est plus ministre, supplie Chambolle de tourner à la clémence le *Courrier*, bien impitoyable pour les gens qui tombent. La *Revue des Deux Mondes* lui exprime sa sympathie pour la politique qu'il a suivie. Il est fâché pour la monarchie de Juillet que M. Thiers s'éloigne de ses conseils.

Le 6 septembre, billet du roi, qui n'a voulu laisser partir le cabinet qu'après son remplacement : Mon cher Président, selon ce que je vous ai promis, je ne perds pas un instant à vous informer que je viens de signer les ordonnances qui seront demain dans le *Moniteur*. Je vous ai déjà témoigné combien je vous regrette et je mettrai toujours le même empressement à vous convaincre de tous mes sentiments pour vous. Le ministère Molé-Guizot est constitué. Le 8 et le 11, la reine et madame Adélaïde remercient Thiers de son dévouement et de son attachement à la famille royale ; elles ont confiance qu'il les lui conservera. Vous serez encore utile à notre bonne et belle patrie, et à notre bien-aimé Roi qui lui a voué toute son existence. En attendant, Vienne et Berlin cèdent à un élan de reconnaissance envers le roi, tandis que Palmerston se montre fort irrité. La position de Thiers n'est peut-être pas aussi mauvaise que le prétend alors Duchâtel.

Les lorettes voient l'hôtel de la place Saint-Georges se repeupler. Le gros chien jaune a disparu. Les lorettes chuchotent : Allons, allons, il paraît que notre voisin aura encore fait quelque farce à Louis-Félice, et que Louis-Félice l'a renvoyé.

XIX

DANS L'OPPOSITION

M. de Metternich tuerait le veau gras pour vous recevoir. Sainte-Aulaire engage Thiers à passer par Vienne en se rendant en Italie. L'ex-président du Conseil ne prend pas ce chemin. Il roule sur celui de Lyon confortablement : deux voitures, dont l'une, dit-on, contient un lit et une bibliothèque portative. Le maréchal-de-camp Trézel l'accompagne. Il arrive à Lyon le 10 septembre à 7 heures du soir et repart le 11 à 3 heures du matin. Le télégraphe annonce l'imminence de sa venue à Toulon ; on laisse les portes de la ville ouvertes la nuit du 12 au 13. Il y pénètre au petit matin et descend à l'hôtel de la Croix d'Or. Les diverses autorités civiles et militaires viennent le saluer. Le sous-préfet l'accompagne en ville. Le préfet maritime le conduit en rade et lui fait visiter l'arsenal. Le Sphinx prend en hâte son chargement de charbon et embarque les équipages de l'illustre voyageur, qui fait route pour Civita-Vecchia à la fin de l'après-midi. A Rome, le 15, sa première visite est pour Ingres ; le directeur de l'Académie de France lui sert de guide dans la Ville éternelle. Le 12 octobre, il va à Florence. De là, tenant la promesse faite à Talleyrand, il passe par Valençay avant de rentrer à Paris le 3 novembre. Talleyrand rentre à son tour le 13 décembre : vingt minutes après son arrivée, Thiers est chez lui.

Il est décidé à mener une rude guerre contre son successeur. Le roi, mécontent, a beau déclarer que s'il renversait Molé, il ne travaillerait pas pour lui-même, peu importe à Thiers : il forme un nouveau groupe, le centre gauche, et, chez son fidèle Mathieu de La Redorte, engage des pourparlers avec Odilon Barrot, chef de la gauche. Fils d'un conventionnel, avocat, bien brosse et boutonné, Barrot tient sa main droite invariablement passée entre deux boutonnières de sa redingote bleue ou noire. Le visage rond et plein, l'œil bleu et placide expriment une grande quiétude ; lorsqu'il monte à la tribune, c'est marche à marche, lentement ; l'emphase de sa parole, sa raideur bourgeoise visent à la solennité. Malgré Dufaure, Tocqueville et Passy, Chambolle s'attache à resserrer cette union des chefs de la gauche et du centre gauche. Mme Odilon Barrot, petite-fille de Labbey de Pompières qui fut toujours de la gauche avancée, jalouse de la renommée de son mari, tremble qu'il ne dévie de sa ligne. Chambolle conduit Thiers à Bougival, chez Barrot, avec Victor Cousin, Gustave de Beaumont et Mignet. Aux premiers mots du rapprochement projeté, Mme Barrot, dont la vivacité et l'entrain n'excluent pas une certaine candeur, ne cache pas qu'elle est infiniment plus flattée que satisfaite de recevoir un homme de tant d'esprit et d'éloquence, car il usera de sa supériorité pour entraîner dans des voies inconnues un **pauvre homme simple et honnête** qui perdrait toute force s'il ne restait pas inébranlable dans ses opinions. **Comment voulez-vous qu'il se défende ? Vous avez une habileté devant laquelle toute habileté s'efface ; vous allez le prêcher, l'amadouer, le circonvenir ; il n'aura pas à vous opposer plus de résistance que ce pauvre âne qui traîne une petite voiture dans le jardin et**

auquel, tantôt, M. Cousin se vantait d'inculquer à coups de poing les principes constitutionnels. Tout le monde éclate de rire. Thiers a beau déployer des prodiges d'esprit, de verve et de délicatesse, elle reste sur la défensive, et, tragiquement : **Comment ne tremblerais-je pas de l'influence que vous allez exercer sur mon mari, puisque moi-même, qui étais pourtant bien en garde contre vous, je sens que vous commencez à me persuader.** Elle n'avait pas tout à fait tort. L'entente avec Barrot n'empêche pas Thiers de continuer à échanger des visites avec le duc de Broglie, qui s'efforce d'éviter toute solidarité d'un côté ou de l'autre. Des conciliabules secrets se tiennent chez Rémusat, où Thiers fait des avances aux doctrinaires ; Guizot s'y montre ; mais les doctrinaires s'inquiètent des attaches de Thiers avec la gauche ; la négociation n'aboutit pas ; Thiers en conclut qu'il faut étendre la coalition à gauche.

Au cours de la discussion de l'adresse, Barrot évoque l'affaire Conseil. Thiers s'explique à la tribune le 13 janvier 1837. Il déclare sur l'honneur que, ministre des Affaires Etrangères, il ignore tout du personnage ; son ambassadeur n'en sut pas davantage. Interpellé, Gasparin, le sous-secrétaire d'Etat qui signa la demande d'expulsion, refuse de répondre, ce qui est de règle en matière de police. En l'absence de Montalivet, ministre de l'Intérieur dans le cabinet Thiers, ce dernier seul peut fournir des explications. **Comme président, j'aurais dû tout savoir, mais je n'ai pas tout su.** Le lendemain, Molé lit en séance une lettre de Montalivet : pas un de ses actes, du 22 février au 6 septembre, n'a été fait autrement que **dans le véritable intérêt du pays, l'honneur et la sûreté personnelle du roi.** Chacun comprend. L'incident est clos.

Ce même jour, Molé expose sa politique espagnole. En un discours remarquablement construit, Thiers défend la sienne : il voulait réunir 25 à 30.000 hommes, espagnols, anglais, français, portugais, sous le commandement de Bugeaud ; pour être prêt à porter secours au gouvernement de la reine. Le résultat obtenu par quelques artilleurs anglais à Bilbao prouve qu'il n'y avait aucun danger non à intervenir, mais à coopérer. Le danger serait d'être pris à revers si don Carlos triomphait, de perdre notre influence commerciale et politique en Espagne où l'Angleterre agit tandis que nous faisons des vœux, et de convaincre l'Espagne qu'elle ne peut plus compter sur nous. Un amendement Boissière impliquant un blâme pour le précédent Cabinet provoque une discussion assez vive. Molé prétend qu'il eut deux politiques. Thiers, blessé, riposte vertement. La Chambre repousse l'amendement.

En mars, chute du ministère Molé-Guizot. Ce dernier offre à Thiers de rentrer avec lui. Pourquoi ne s'entendraient-ils pas comme ils le firent pendant quatre ans ? La question d'Espagne et l'entente de Thiers avec la gauche ne le permettent pas. Le ministère se reconstitue le 15 avril, avec Molé, mais sans Guizot. La Chambre l'accueille froidement ; Thiers a l'air de le soutenir **comme la corde soutient le pendu** dit Saint-Priest. La situation du Cabinet paraît si instable qu'à dîner chez Talleyrand, Thiers provoque le rire en répétant sans cesse, avec un accent irrésistible : **Ha ! Ce pauvre ministère !** La session se déroule : le 21 avril, discussion sur l'Algérie ; grand discours de Thiers préconisant l'occupation totale ; tout le monde fit des fautes : **Il est si difficile de dire la vérité à la Chambre quand on lui demande des hommes et des millions !** En passant il laisse tomber un **si vous étiez des hommes de gouvernement comme moi** qui soulève des murmures. Du 1er au 6 mai, discussion sur les dépenses secrètes ; Guizot croit blesser à mort le Cabinet, que Thiers comptait renverser pour forcer Guizot à se présenter et le renverser à son tour. Dupin s'efforce de l'en détourner ; Molé voudrait bien que Mme de Dino agît de même, mais **chat échaudé craint l'eau**

froide ; la duchesse ne veut plus se jeter, comme l'an dernier, dans un pareil guêpier. Le 6, Thiers répond à Guizot ; il parle bas, froidement, affectant de montrer qu'il ne cherche aucun effet oratoire ; il s'est aperçu que s'il renversait le Cabinet, seuls, les doctrinaires en profiteraient : alors, il le sauve, et obtient le vote du crédit de 2 millions demandé. Certes, il ne consentirait jamais à être protégé de cette façon-là !

Il assiste à Fontainebleau, le 30 mai, aux fêtes du mariage du duc d'Orléans, et n'attend pas la fin de la session pour entreprendre, le 4 juin, avec sa famille, son quatrième voyage en Italie. Il s'arrête à Aix chez son ami le procureur général Borély, s'embarque à Marseille le 15, touche à Gênes, à la Spezzia, aux bassins de Lucques, et arrive à Florence le 1er juillet. Il loue la villa Castelli, à quatre kilomètres de la ville, dans une campagne où l'air est sain et doux, pour y rétablir la santé de sa femme, éprouvée par la mer au point qu'il envoie chercher à Paris le docteur Ferrus. Il voue aux lettres le temps qu'il ne consacre pas à sa femme. Il jouit intensément du calme qui l'entoure. Il lit et relit les classiques avec une satisfaction inexprimable, et réclame à Victor Cousin la *Politique* d'Aristote que le philosophe, comme on l'appelle entre soi, oublia de lui envoyer. Vous voyez que j'ai enfoncé la perruque jusqu'aux yeux, écrit-il à Etienne, narguant les railleries romantiques. Même chanson à Cousin, à Mme de Dino, à Royer-Collard : le revoici homme de lettres et philosophe dans l'âme ; il se donne le spectacle des choses humaines par les monuments et les livres, c'est-à-dire par tout ce qui reste des hommes d'autrefois ; il prétend savoir ce qu'on ne lui dit qu'à demi, et comme c'est là la manière de l'histoire, il croit savoir et comprendre le passé. Grâce à cette vanité qui ne fait de mal à personne, ni à Guizot, ni au roi Louis-Philippe, ni au prince de Metternich, il vit le plus heureux du monde, agrandissant son esprit, élevant son âme ; on y réussit mieux dans la retraite que partout ailleurs ; plus tard, si l'occasion se présente de jouer un beau rôle, à la bonne heure, mais actuellement cela n'en vaut pas la peine. La duchesse de Dino ne doute pas de sa sincérité. Royer-Collard s'avoue charmé de la lettre qu'il reçoit : Qu'y a-t-il entre vous et moi ? répond-il. Très peu en apparence, et cependant beaucoup en réalité ; presque rien de commun entre votre vie et la mienne, séparées d'ailleurs par la distance des âges et la différence des temps, nul rapport de conduite depuis que vous avez été aux affaires, et pour dire encore plus, opposition de principes et de caractères. Et cependant nous nous comprenons, nous nous touchons, dois-je dire que nous nous convenons ? Oui, je le sens, toutes les fois que nous sommes engagés dans une de ces longues conversations où nos esprits se rencontrent si vite, et où nous parcourons si rapidement le monde entier. Je vous retrouve dans votre lettre dans ce que vous appelez vos généralités. Dans un sens, il n'y a rien de général, il n'y a que du particulier, mais dans un sens plus large, il n'y a d'instructif que les généralités qui sont les résumés et la vraie substance de ce qu'on sait. Je prends les vôtres et je les fais miennes ; je ne prévois pas qu'elles puissent se modifier de si tôt... Je vous estime d'avoir emporté les classiques latins et français, et d'y goûter innocemment le beau, comme si vous n'aviez pas été premier ministre, et si vous ne deviez pas le redevenir. Oui, Thiers est sincère : en route, il reçut l'offre de l'ambassade de Saint-Pétersbourg. Singulière idée ! Vous pensez bien, écrit-il à Etienne, que cherchant le Midi, je n'avais guère envie d'aller au Nord, et que même au midi j'aurais encore répondu de même. Par l'entremise de Victor Cousin, on lui propose le ministère de l'Intérieur. On se demande s'il ne veut pas les Finances. Non. Si on vous demande ce que je veux, répond-il, dites que je ne veux rien, que je lis, que je lis sans cesse. Même

réponse au duc de Broglie. Il déduit ses motifs : il voit le Cabinet mal au point ; que ce ministère tombe ou dure, aucun intérêt pour lui ; il préfère qu'il dure, si les doctrinaires doivent rentrer. Je suis épouvanté de l'idée de me voir encore sur la croix, martyrisé par tout le monde, et pour un objet qui n'a rien de bien clair. A moins d'événements nouveaux, le pouvoir ne pourra pas prendre de caractère l'an prochain ; il n'en veut qu'avec la chance de faire quelque chose qui ne le fasse pas paraître ministre insignifiant. A Côme, il rencontre Metternich, et, au cours d'une longue conversation, il veut le persuader qu'il ne suivrait pas aujourd'hui la même politique que jadis envers l'Espagne.

Un jour, il reçoit ce billet : Le prince Jérôme de Montfort ayant appris avec plaisir l'arrivée de M. Thiers, désire avoir une entrevue avec lui, tant pour faire sa connaissance que pour l'entretenir d'affaires à lui particulières. Le prince de Montfort saisit cette occasion pour offrir à M. Thiers l'assurance de sa haute considération. Ainsi se nouent des relations qui prennent vite un caractère d'intimité. L'ex-roi Jérôme espère obtenir par l'intermédiaire de Thiers une pension d'abord, puis l'autorisation de rentrer en France. Il cherche à négocier un mariage entre le duc de Nemours et Sophie de Wurtemberg pour se faire bienvenir de Louis-Philippe qui ne mord pas à l'hameçon. Il procure à l'historien de Napoléon de nombreux documents sur son héros. Il est si heureux écrit la princesse Mathilde à Mme Dosne, de retrouver (en lui) cette loyauté, cette noblesse de caractère française, et surtout ce patriotisme qui le montre comme le véritable patriote et le plus digne ! Thiers redevenu président du Conseil, Jérôme, crainte de le déranger, adressera ses requêtes à Mme Dosne. Il se désolidarise du cousin compromettant et des tentatives de Strasbourg et de Boulogne. Il prie Thiers de surveiller le jeune Pierre, venu à Paris. Quant au prince Napoléon, il dit à l'auteur de *Histoire de la Révolution* : Celui qui l'a écrite doit être un homme de génie. Jérôme lui soumet les projets de mariage envisagés pour la princesse Mathilde. Je désirerais beaucoup connaître votre manière de penser sur un sujet si important pour moi ; j'y attache d'autant plus de prix que je sais tout l'intérêt que vous prenez à ma fille. Vous voyez, monsieur, que je pense tout haut avec vous et vous pouvez juger par là de l'estime et de l'attachement que je vous porte. A Thiers, des premiers, il annonce le mariage avec le prince Demidoff. Il le prie, le jour où le ménage tourne mal, de conseiller sa fille chérie comme je le ferais moi-même. Thiers s'épouvante de cette responsabilité. Il offre l'hospitalité à la princesse. Mathilde préfère se réfugier au couvent des Dames augustines, mais reste sous son égide : Grondez-moi : de vous j'accepte tout. Lors des ultimes démarches qui ouvriront au prince Jérôme les frontières de France, il écrit à sa fille : Connaissant l'amitié que tu portes à M. Thiers, je désire que tu tâches de l'influencer en ma faveur. En rédigeant ses Mémoires, la princesse Mathilde ne se rappellera plus très nettement ces souvenirs.

Au début de septembre, Thiers a quitté l'Italie pour Cauterets où sa femme fait son habituelle saison d'eaux. Il chasse l'isard avec les Basques dont il raffole, quoique les Pyrénées lui paraissent mesquines en venant du lac de Côme. Il s'annonce à Valençay pour la fin du mois avec armes et bagages, ne pouvant quitter ces dames qu'il escorte. Mme de Dino le flatte délicatement : C'est pour votre esprit que M. de Talleyrand a son plus aimable sourire, et moi ma plus avide attention ! Mais la venue des dames lui plaît médiocrement. Mignet, invité à rejoindre ses amis, ne peut accepter. Le 9 octobre, après Tours où ils rencontrèrent le duc Decazes, Thiers et sa femme, Mme Dosne et Félicie prennent par la traverse de Montrichard pour gagner Valençay. Ils arrivent,

moulus et brisés, une heure avant le dîner. Mme de Dino observe attentivement Mme Thiers : elle ne porte pas sur son visage le moindre signe de souffrance ; il y a beaucoup de nerfs dans son état ; si elle était de bonne humeur, le mal disparaîtrait très vite. Telle qu'elle est, je la trouve gracieuse, mais elle a, ainsi que sa mère, un son de voix vulgaire, et des expressions triviales auxquelles je ne puis m'accoutumer. La soirée a été lourde et pesante, malgré tous les enthousiasmes de M. Thiers pour l'Italie. Il m'a paru très frappé de la beauté de Valençay, et je les crois tous fort aises d'y être. Heureusement, le temps est beau ; je n'ai jamais tant invoqué le soleil. Mme Thiers ne se promène pas, s'étend sur une chaise longue, reste beaucoup dans sa chambre ; sa mère lui tient compagnie ; le 12 au soir elle se déride, et valse de fort bonne humeur. Talleyrand et Thiers rendent visite en voisins à Royer-Collard, et reviennent enchantés. Thiers paraît calme, de douce humeur politique ; il se moque des propositions d'ambassades qu'il a reçues ; on ne l'a jamais vu si sage et si modéré. Le 15, Mme de Dino pousse un soupir de soulagement. Toute la famille Thiers est partie hier. Quoique la mère ait été fort en frais, la jeune femme gracieuse à sa façon, et le mari, comme toujours, animé, spirituel et bon enfant, je ne suis pas fâchée de ce départ. Un joli billet de Talleyrand à Mme Dosne : Madame, quelque obligeante que soit votre lettre, elle ne me satisfait pas complètement : elle m'aurait paru plus aimable si elle m'avait parlé davantage de vous, de Madame votre fille, de M. Thiers, de votre voyage, même de Mr Hainguerlot et de son feu d'artifice. Ici, nous avons tous regretté que votre séjour à Valençay fût aussi court. C'est justice à vous de conserver à mon vieux manoir et à son vieux propriétaire un peu de bons souvenirs. J'ai reçu hier une lettre de Monsieur Thiers. Je lui répondrai demain. Il me paraît content de son voyage sous tous les rapports. Quand on est sûr d'avoir produit un bon effet, une absence d'un mois donne plus de valeur à ce que l'on a dit, elle empreint tout d'une sorte de modération qui, un jour ou l'autre, a son utilité. C'est bien se présenter à son pays que d'être assez jeune, assez supérieur, assez éclatant pour n'être pressé de rien. Il y a dans cette position une force dont M. Thiers saura user pour l'établissement du gouvernement ainsi que pour sa propre gloire.

Thiers s'arrête à Paris. La famille royale le reçoit avec effusion. Lors d'un grand dîner à Trianon, lui et Molé se témoignent une intime tendresse, visible au point que le duc de Broglie et Guizot s'en entretiennent. Il professe le dévouement au ministère. En fait, il convient de le défendre, à charge pour le ministère de le défendre aux élections. A Lille, où les voyageurs ont rejoint M. Dosne, cinq départements offrent la députation à l'ex-président ; il reste fidèle à Aix. Talleyrand le félicite de son attitude : Votre lettre, mon cher Thiers, est empreinte de cet esprit de douceur et de modération qui sied si bien à la supériorité, et qui lui assure toujours le succès. Le vôtre est infaillible : et je vois avec le plus grand plaisir que vous le rattachez à votre parfaite intelligence avec le roi. M. Molé m'a écrit ici qu'il avait été fort satisfait de sa conversation avec vous. Elle a servi en effet à dissiper bien des petits ombrages. On l'a été fort à Trianon des quatre heures que vous y avez passées : je le sais par une personne excellente qui s'intéresse réellement à vous et dont mieux que personne je connais la sincérité. Son amie Madame Adélaïde. Le prince lui demande pour sa nièce ses impressions sur les châteaux de la Loire et la cathédrale de Chartres ; la réponse de Thiers provoque ce badinage de Mme de Dino : Je suis jalouse pour mon élégante Touraine, dont le style et la couleur ont bien leur mérite, de votre engouement pour la froide et humide Belgique. Encore passe pour les

Guelfes et les Gibelins de Toscane. Mais Messieurs des Pays-Bas vous montent la tête, à vous, homme des Aygalades ! Et quel dédain pour notre roi Chevalier ! Vous passez devant Chenonceaux sans un regard pour Diane de Poitiers, pas un mot sur les flèches, les dômes, les salamandres de Chambord, rien sur le château de Blois où deux des filles de vos chers Médicis ont eu des fortunes diverses. Je vous préviens que vous ne serez jamais député de Chartres ; il s'y est répandu que vous aviez tenu de mauvais propos sur la cathédrale, et tous les Chartrains sont furieux contre vous !... Si vous restez trop longtemps sans m'écrire, j'en aurai de l'humeur et de la peine, et j'aime à être contente de vous. Vous savez si vous avez motif de l'être de moi ! God bless you ! Elle l'est moins en apprenant de Montrond que toute la maison Thiers, depuis son séjour à Valençay, professe un tel redoublement d'attachement pour les châtelains qu'on les tiendra sûrement pour responsables et solidaires des faits et gestes de Thiers pendant la prochaine session. Elle y pare en prolongeant le plus possible le séjour qu'après Valençay elle fait à Rochecotte avec le prince.

Bien que Lamartine, doublement élu, lui paraisse le plus détestable choix que l'on ait pu faire, Thiers n'a pas à se plaindre des élections ; elles renforcent son parti. Elles le rendent exigeant. Il a contre lui le Château et les conversations diplomatiques. Alors il lance dans les salons des bordées de saillies, de boutades, de colères contre les tergiversations et la faiblesse du ministère ; Roger du Nord et Mathieu de La Redorte, ses deux aides-de-camp dans les manœuvres parlementaires, soutiennent sa tactique, A la discussion de l'Adresse, il critique la politique espagnole du Cabinet. Son ami Edward Ellice lui exprima peu auparavant les désirs des lords Melbourne et Palmerston : une bonne intelligence entre les deux gouvernements, l'exécution loyale du traité de la quadruple alliance, le blocus de don Carlos dans les provinces où il s'est réfugié pour l'empêcher de se renforcer et de reprendre l'offensive ; ils doutent du succès d'une expédition militaire. A la tribune, Thiers, à l'encontre de Molé, soutient que le traité exige plus que ce que fit le gouvernement ; lui qui abandonna le pouvoir par conviction alors que par ambition il eût pu le garder, reconnaît l'inutilité de l'intervention immédiate, et la nécessité de parer au danger immense pour la France de la contre-révolution espagnole en cas de guerre sur le Rhin. Son discours arrache un cri d'admiration à Béranger : Il m'a semblé très beau... il y avait du patriotisme dans son éloquence, et à la duchesse de Broglie : On est entraîné par la beauté de son talent. Battu, il manœuvre dans la coulisse ; il cause avec Charles de Rémusat ; il a une entrevue secrète avec Duvergier de Hauranne, Jaubert et Piscatory : Nous faisons depuis dix-huit mois un métier de dupes, et le Roi se moque de nous. Il sait que, si nous étions réunis, son ministère de laquais ne pourrait pas durer un moment. Le 3 mars 1838, à la sortie de la fameuse séance de l'Institut où Talleyrand prononce l'éloge de Reinhardt, f il emmène Guizot dans sa voiture, au nez de Molé, qui s'allonge. Et comme l'attaque de la coalition lors de la discussion des fonds secrets fait long feu, il conclut à la nécessité de l'élargir.

Le 16 mai, à l'hôtel de la rue Saint-Florentin, il prend des nouvelles de Talleyrand dont l'état est désespéré. Le 17 au matin, le prince signe la rétractation que lui présente, en costume de communiant, sa petite-nièce, Pauline de Périgord. Il meurt à quatre heures moins un quart. Deux heures après, Thiers se présente, va droit au cadavre, et serre longuement la main glacée qui jadis se tendit vers lui pour le guider jusqu'aux sommets. Que de souvenirs dans cette ultime étreinte ! Il rentre dans le salon, vide de la foule qui tout à l'heure l'emplissait du bruit mal assourdi de ses caquetages et de ses ambitions. Plongé dans un

fauteuil, absorbé dans une méditation profonde, le comte de Montrond, l'âme damnée du prince, reste seul, immobile. [Le prince de Talleyrand a gâté toute sa vie par cette capucinade](#), dit Thiers. Montrond sort de sa torpeur, et décoche une pluie de sarcasmes sur cette signature donnée *in extremis*, [miracle opéré par deux saintes](#), la duchesse de Dino et Pauline de Périgord. Mme de Castellane sort de la chambre mortuaire, entend la conversation et, furieuse, traite les interlocuteurs de calomniateurs. Aux funérailles, Mignet, secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences morales et politiques, tient un des coins du drap mortuaire. Thiers est mêlé au cortège. Cette mort marque la rupture de ses relations avec Mme de Dino. En juin 1839, elle écrit au baron de Barante combien la blessa la notice lue à l'Institut par Mignet, qui n'a mis en lumière que l'aspect révolutionnaire de la figure du prince, dont elle ne lui communiqua qu'en rechignant des fragments de mémoires. [Quant à M. Thiers, je ne l'ai pas revu depuis la veille de la mort de mon oncle, où je le rencontrai dans le premier salon, venant savoir des nouvelles du malade. Il n'est pas revenu, cher ami, il ne m'a pas écrit, il n'a pas même mis une carte à ma porte. Et c'est, il faut le dire, plus de savoir-vivre que je ne lui en supposais. Il aura senti qu'après sa conduite et son langage à la mort de M. de Talleyrand, il trouverait ma porte fermée et m'a évité par son éloignement la démarche désagréable de le lui faire entendre. Après les tendresses anciennes, du dépit. Certaines hauteurs aristocratiques ont-elles blessé Mme Dosne ?](#)

Sitôt après les obsèques de Talleyrand, Thiers et sa famille se mettent en route. Le 27 mai, un orage épouvantable les surprend entre Guitres et La Grave. Postillons et chevaux n'y voient plus. On remise dans une grange, car le vent menace de renverser les voitures. Le soir, les voyageurs parviennent au château de La Grave, chez le duc Decazes ; ils y restent jusqu'au lendemain. Par Bordeaux, ils gagnent Cauterets. Depuis longtemps, Thiers songe à écrire une histoire de Florence jusqu'au temps de Cosme de Médicis. En février précédent, il exposait déjà son plan à l'Anglais Ticknor. A Cauterets, tout en surveillant la politique où il ne voit que confusion, tout en dirigeant de loin ses amis et ses journalistes et, sans doute, se conformant aux recommandations de Mignet qui l'engage à bien cacheter ses lettres [par les deux moyens contraires des pains à cacheter et de la cire](#), il se plonge avec un plaisir inexprimable dans la préparation de cette histoire, et la lecture de Dante et de Pétrarque. Il exprime son enthousiasme à Victor Cousin : — Vous n'imaginez pas combien ce sujet est profond, riche, varié, dramatique. Je ne forcerai pas les faits, pour leur donner un effet exagéré, je serai simple et clair ; j'espère aussi, complet dans mon récit ; vous y verrez l'enfer du Dante, le florin, l'agiot, la soie des Florentins, et j'espère que je ferai la bonne histoire, celle qui convient à notre temps, sans prétention aucune, pas plus celle de M. de Barante que celle de M. Michelet. La saison d'eaux de Mme Thiers terminée, il part avec son monde pour Aix, puis s'installe à la villa Salazar, à Côme. Là, il réunit sa documentation. Une équipe de chercheurs, professeurs, historiens, archéologues, y travaille pour lui : Gino Capponi, Canestrini, Antonio Adescalchi, Grille de Beuzelin pour l'architecture, Pompeo Litta qui lui envoie les généalogies des grandes familles de Florence, Giulio di San Quintino, Angiolo Barzigli, l'architecte Autrico Zobi. Il dresse une ample bibliographie et fait relier 48 volumes de copies de pièces. Fin septembre, il vérifie sur les lieux les assertions trouvées dans les livres, manière de travailler d'autant plus agréable que sa passion pour l'Italie s'accroît chaque jour. Sainte-Aulaire le rencontre sur le Corso, à Milan, sur la place Saint-Marc à Venise, discourant architecture. Il séjourne à Florence, où la chaleur et les bals font

perdre à Mme Thiers une part du bénéfice de sa saison d'eaux, et où il invite Montrond, quelque peu désemparé depuis la mort de Talleyrand, à venir passer quelques jours. **Thiers l'admire**, dit Mme Hamelin ; il sait aussi les services qu'il peut tirer de ce confident assidu de Louis-Philippe ; lui et les siens seront bons et affectueux pour l'impitoyable dandy, vieillissant, désabusé, toujours spirituel et mordant. Le 27 octobre, il est à Rome, et pousse jusqu'à Naples où le choléra l'empêcha de venir l'année précédente. Fin novembre, il prend le bateau à vapeur pour Marseille où il débarque le 20. Le 22 au soir, il réintègre l'hôtel de la place Saint-Georges.

En juillet, le comte de La Redorte lui précisait la situation politique : **A la Cour on est satisfait du ministère, et on espère n'en pas changer. On a voulu un ministère de commis, on en a un. Il dure depuis un an. On pense que les Chambres le tolèreront encore à la rentrée. Il s'agira de savoir si on veut un pouvoir absolu au fond, avec toutes les apparences et les formes d'un gouvernement libre, ou si on combattra un tel pouvoir.** La question se pose bien ainsi lors de la discussion de l'adresse, au début de 1839. Contre les empiètements du roi, une coalition se forme entre les doctrinaires, le centre gauche et l'opposition dynastique, dont les chefs, Guizot, Thiers et Barrot forment un comité de combat où siègent avec eux Duchâtel, Chambolle et Havin. Ils commencent l'attaque le 7 janvier. Thiers prendra la parole treize fois, Guizot douze ; Berryer, Duchâtel, Barrot, Duvergier, Billault les soutiennent. Lamartine soutient Molé. Le temps est loin où Lamartine demandait l'intervention de Thiers pour faciliter son élection. Parti du royalisme pur, il traversa rapidement le justemilieu pour en venir à la gauche avancée ; Thiers demeura fixe dans ses opinions constitutionnelles. **Voilà le parti social qui entre**, dit-il un jour que le poète arrive en retard à la Chambre. Une autre fois, il veut répliquer à Lamartine qui ne le lui permet pas ; il escalade la tribune ; Lamartine est sur le point de lui mettre la main au collet pour l'empêcher d'y monter. Il ne parle pas, mais il faut l'intervention du président Dupin pour empêcher un duel. Ils s'étaient rencontrés dans les jardins du Palais-Bourbon pour causer ; ils ne s'entendent pas. **Il est impossible**, dit Thiers, **que nous ne finissions pas par nous entendre. Un jour ou l'autre, nous nous rencontrerons. — Oui, nous nous rencontrerons, mais ce sera pour nous combattre, car vous, M. Thiers, vous êtes révolutionnaire et vous n'êtes pas libéral ; moi, je suis libéral, et je ne suis pas révolutionnaire.** Ils s'efforcent en vain de modérer les attaques, l'un du Constitutionnel, l'autre de la Presse. La coalition formée, Lamartine se sépare de la gauche **par le soin**, prétend-il, **qu'il avait de sa considération, à elle.**

Dès le premier jour, Thiers critique le Cabinet, dont les habiletés à l'intérieur laissent s'accumuler les difficultés à l'extérieur, dont l'origine est peu parlementaire et la conduite équivoque. Le 11, grand discours sur la question du Luxembourg : les Belges ne veulent pas s'en séparer, et on a mis leur roi dans l'alternative de se soumettre ou de se défendre. L'amendement favorable à Molé ne l'emporte que de quatre voix. Victor Cousin félicite Thiers : **Je veux vous dire combien je suis ravi de votre discours, sur la Belgique. Je vous ai lu ce matin (12 janvier) avec la plus vive anxiété, et elle ne s'est calmée qu'avec la fin de votre discours. Je vous crois si nécessaire que tout ce qui peut vous compromettre dans l'esprit de l'Europe m'effraie ! Grâce à Dieu votre parole n'a jamais été plus flexible et plus docile à votre pensée. Vous avez parcouru tous les écueils et vous les avez tous évités. Vous avez été un véritable homme d'Etat, et il n'y a pas de diplomate à cheveux blancs qui ne dût être frappé de la force de vos raisons, et de la retenue de votre langage. Vous êtes trois fois plus grand qu'avant-hier. Le**

14, Thiers fulmine contre l'évacuation d'Ancône : les Autrichiens n'auraient dû évacuer la Romagne qu'après entente avec la France ; on leur a laissé créer le casus fœderis qui nous contraignit à en faire autant de notre côté ; *si j'étais resté aux affaires, on ne m'aurait pas demandé l'évacuation, à moi.* Le 16, amers reproches : le Cabinet diminue la situation de la France à l'étranger, et affaiblit l'alliance anglaise en abandonnant l'Angleterre en Belgique et en Espagne ; ce jour-là, 219 voix contre 216 repoussent l'amendement favorable au Cabinet. Le lendemain, Molé n'a qu'une majorité de 7 voix. La lutte l'épuisé ; il s'en plaint à la tribune ; une voix crie : *Crève, chien !* la voix de Guizot.

Le 19, attaque nouvelle de Thiers sur la responsabilité ministérielle : les faibles majorités obtenues par le Cabinet prouvent qu'il n'a plus, la force parlementaire, ni l'influence et la volonté qu'il doit avoir : *Quand le ministère s'efface entre les deux Chambres, il détruit l'harmonie des pouvoirs... Si la Couronne n'est pas couverte, nous cessons d'être libres.* L'adresse n'est votée qu'à 7 voix de majorité. Molé veut se retirer. Le roi appelle Soult qui, après six jours de négociations, décline la mission de former un cabinet. Molé restera aux affaires en attendant une consultation du pays ; le 1er février, la Chambre est dissoute. Ce même jour, Thiers envoie ses impressions à Flahault : *Je crois être un homme d'ordre et de paix, et l'avoir prouvé au risque de mon repos et de ma vie, mais je ne comprends pas l'ordre et la paix sans le gouvernement parlementaire, sans la dignité de la France au dehors... Au fond, le Roi ne pouvait pas craindre ma politique, il la connaissait différente de la sienne, mais il n'est pas sincère quand il dit que je voulais lui donner la guerre. L'amour-propre seul l'a empêché de m'appeler, et cela ne valait pas une seconde dissolution à quinze mois de la première.* Elections le 2 mars : la coalition l'emporte. Molé démissionne le 8. Aussitôt, le comité de la coalition se réunit chez Barrot et distribue les portefeuilles : les Affaires Etrangères à Thiers, l'Intérieur à Guizot ; on réserve à Barrot la présidence de la Chambre. Les intrigues se développent. *Les divisions, écrit d'Argout dans une note sur cette crise, sont fomentées par les rivalités des chefs, par leurs prétentions exorbitantes, et surtout par les manœuvres du roi. Avoir le plus petit ministère possible pour demeurer le maître, tel est son but. Exclure Thiers, ou ne l'admettre que dans une position humiliée, ce serait un grand triomphe pour son amour-propre, et il n'épargne rien pour y parvenir. Le calcul du roi manque de justesse et de loyauté. Par appétit du pouvoir, le roi agit contre son propre intérêt. Molé, hors de cause, juge Thiers avec un parfait sang-froid et une curieuse sympathie. Au pouvoir, écrit-il à Barante, je l'ai toujours vu circonspect et mesuré. Il y conserve sa mobilité, mais il y perd son emportement. Vous savez que j'ai toujours eu du goût pour cet esprit si brillant et si varié, mais je le redoute plus qu'aucun autre, appliqué à une sorte d'affaires où l'on ne se passe pas impunément des seules qualités qui lui manquent.*

Le roi appelle Soult le 9, et, le lendemain, Thiers, qui propose de former un ministère de coalition avec Guizot et les doctrinaires. La combinaison échoue. Guizot s' imagine qu'au cours de négociations clandestines avec la gauche, Thiers ourdit une machination sous laquelle il succomba ; le contraire est vrai. *Vous en êtes bien sûr ?* demande Piscatory à Chambolle. — *Parfaitement ; M. Thiers, sur qui portent vos soupçons, les mérite moins que personne ; il a agi avec une entière bonne foi. — Ah ! vous croyez, vous, à la bonne foi des hommes politiques ? C'est bien, je vous en aime et vous en estime davantage, mais je ne vous demande plus rien !* Piscatory fera amende honorable devant Chambolle à la fin de 1870. Pour le moment, Guizot reste profondément irrité -contre Thiers. Soult cherche une combinaison centre gauche. Le roi en demande le programme

par écrit, et le refuse. Thiers en profite pour se retirer. Soult le rappelle, affirmant que le roi accepte le programme ; on discute, et l'on s'aperçoit que l'on n'est d'accord ni sur la question d'Espagne, ni sur la nomination de Barrot à la présidence de la Chambre, d'où rupture. **Le King, n'a pas manqué de souffler sur le feu**, dit Mérimée. Le roi offre à Thiers une ambassade : **Si l'on juge mon absence nécessaire, dit ce dernier, je suis prêt non à accepter une ambassade, mais à m'éloigner de France, sous la condition que je ferai connaître le désir exprimé par le roi.** Louis-Philippe n'insiste pas. Le duc de Broglie essaie, sans succès, de rapprocher Thiers et Guizot. Alors, le 27 avril, le roi s'adresse à Thiers seul ; le lendemain, les ordonnances sont prêtes pour la signature ; il ne reste à voir que Cunin-Gridaine : la combinaison échoue encore une fois. Au 15 avril, d'Argout résume la situation : **Plus la crise ministérielle se prolonge, plus elle se complique ; la Chambre se morcelle en fractions, les hommes politiques se divisent. Le centre gauche tend à se séparer en deux, la doctrine pareillement. Thiers est mécontent de Sauzet, de Passy, qui veulent entrer au ministère sans lui. Il ne peut parvenir à s'entendre avec Guizot, qui refuse de porter Barrot à la présidence. Duchâtel, Duvergier et Jaubert échappent à Guizot, le maréchal Soult se livre à une haine aveugle contre Thiers, Humann s'est laissé entraîner au centre droit, Dupin réclame contre tout le monde, et le duc de Broglie, en cherchant à concilier le centre gauche et la doctrine, pourrait bien hériter de l'une et de l'autre en acceptant un portefeuille avec les hommes de seconde ligne de ces deux couleurs. D'Argout se trompe sur les intentions de Broglie.**

Des hommes de la valeur de Cournot déplorent la coalition ; ils comprendraient que des gens de doctrine et d'affaires comme Guizot et Thiers combattissent le sonore libéralisme de Barrot, ou que le dogmatisme et la doctrine élevée de Guizot ne s'alliasent pas longtemps au bon sens plus vulgaire et plus français de Thiers : mais que pourra faire Guizot que ne fasse Molé ? Le pays s'énerve. Le roi doit nommer un ministre intérimaire pour la séance d'ouverture des Chambres, où Thiers s'explique sur les causes de la crise et le rôle qu'il y a joué. Poussé par Guizot, il fait promettre à Dufaure, pour aggraver les embarras du roi qui l'appelle aux Tuileries, de refuser sa participation. Dufaure est un avocat de Saintes qui était le premier de la ville en 1833. Il est digne, simple, et terne. Sa redingote gris noir toujours boutonnée, le col de sa chemise, enserré d'une large cravate noire, lui montant aux oreilles, il a le nez gros, les lèvres épaisses, les sourcils touffus, l'œil intelligent et sévère, et des cheveux gris en désordre. Thiers l'attend sur la terrasse du bord de l'eau ; il voit venir à pas lents son homme, habituellement plus pressé ; soudain, il remarque que Dufaure a les yeux rouges : **Ah ! Il a pleuré... il accepte ! C'est exact.**

Les circonstances semblent propices aux républicains : le 12 mai Barbès provoque une échauffourée. Sous la pression de l'émeute, le roi forme en hâte un ministère Soult-Passy, et signe les ordonnances le jour même. Conclusion par Duvergier : **Le ministère du 15 avril était un cabinet de centre droit fait contre M. Guizot ; le ministère du 12 mai est un cabinet de centre gauche fait contre M. Thiers.** Pendant que Guizot remâche son irritation contre Molé, Thiers signe un mirifique traité pour une *Histoire du Consulat et de l'Empire*, et va se plonger dans l'étude à Cauterets. De retour à Paris le 7 août, il passe ses journées aux archives de la Guerre et des Affaires Etrangères. Il réserve ses soirées à la politique : la situation du nouveau ministère n'est pas brillante. Les ministres estiment qu'il faut absolument faire quelque chose en Orient, le roi qu'il ne faut rien faire. L'opinion voudrait un peu plus de caractère et d'esprit dans le pouvoir. **Ayons patience**, écrit Thiers à Cousin, **et croyez que, le moment venu, j'aurai**

confiance en mes forces. Je croirai le moment venu quand je recevrai des événements l'autorité pour agir librement. A Saint-Cloud, le roi et le duc d'Orléans le comblent de caresses. Le 13 août, il quitte Paris pour Lille et Ostende, où le médecin ordonne à Mme Thiers des bains de mer. Là, il reçoit le texte de la délibération du conseil municipal d'Aix, qui, à l'unanimité, vota 2.000 frs pour faire exécuter son buste en marbre par Ramus. et le placer dans la Bibliothèque. Le Moniteur publie sa lettre de remerciements. Voilà pour le consoler de certaines attaques. Elles ne lui manquent pas, en dépit de la maîtrise reconnue avec laquelle il sait jouer de la presse et manier les journalistes. Avec une superbe assurance, il disait à Persil, ministre de la Justice chargé de rédiger les lois de septembre : **Donnez-moi tout cela ; j'ai appris dans l'opposition ce qu'on peut faire avec des journaux ; je vais vous les tuer d'un coup.** On a vu avec quelle sûreté il se débarrassa de, Loève-Veimar. Il bourre d'autres journalistes d'argent, affirme Castellane, et fait une pension à la maîtresse de Chambolle. L'un d'eux se plaint : on ne lui donna qu'une sous-préfecture : **Voulait-il qu'on lui en donnât deux ?** Il supprime l'opposition très vive de Capo de Feuillide en lui confiant une mission aux Antilles. Même procédé à l'égard de Cassagnac ; la *Presse* gémit : **On m'a pris le meilleur de mes rédacteurs ; je le cherche partout ; si M. le Président du Conseil voulait me le rendre il me ferait un vrai présent, car ce rédacteur a beaucoup de talent.** Il a littéralement inventé Boilay, qui passe à l'ennemi ; sa philosophie ne s'émeut pas : **M. Boilay a fait comme les cuisinières ; aussitôt qu'il a su faire la cuisine, il a changé de maître.** Au *Siècle*, il flatte Chambolle, toujours fidèle : **Les réponses que vous avez faites vous placent bien au-dessus de ces esprits pervers que les institutions libres développent, comme le soleil fait naître les serpents. Il faut bien s'y résigner et ne pas maudire le soleil pour cela.** Il domine le *Constitutionnel* ; il décide Véron à acheter deux actions : **Quand j'arriverai au pouvoir, vous arriverez. Vous aurez dans la main un instrument puissant, c'est vous qui me ferez marcher. Véron devient son homme.** Il le chapitre : **Vous louez trop M. Molé et vous traitez mal la Belgique. Si vos éloges ont pour but de le faire brouiller avec Montalivet, je suis fâché de ne pas être à Paris pour vous raconter à quoi servent ces éloges ; on en est pour ses frais... Les éloges accordés aux uns contre les autres est une force qu'on leur donne... Nous devrions nous entendre demain avec M. Molé qu'il faudrait, pour le louer, attendre après-demain.** Pour faire tomber l'opposition de la *Presse*, il charge Véron d'en négocier l'achat. Véron dispose de 150.000 frs et Thiers de 100.000 ; Emile de Girardin en veut 400.000, et n'en démord pas ; l'affaire manque. Thiers songeait à acheter le *Messenger des Chambres* par l'intermédiaire de Ganneron ; Walewski le prévient, mais se met entièrement à ses ordres. Lorsque Léon Pilet et Grimaldi créent le *Nouvelliste*, ils exploitent son nom qu'il leur a refusé, mais s'intéresse à leur journal qui, le soir, donne le ton à la polémique pour les journaux du matin, en rembarant les journaux amis dont le dévouement ne lui paraît pas assez vif. Comment se concilie-t-il Léon Faucher, rédacteur politique du *Courrier français* ? Voici : **Je suis sûr de son dévouement ; Mme Thiers et ma belle-mère reçoivent Mme Léon Faucher.** A-t-il des ennemis politiques aux *Débats* ? Bertin de Vaux et ses collègues de l'Institut qui y collaborent ne lui ménagent pas les éloges personnels. Il sait désarmer les adversaires, le *Commerce*, le *Journal de Paris*, le *Temps*. Au *National*, Armand Marrast est l'ennemi personnel de Victor Cousin : l'intervention de Thiers suffit pour changer les critiques en éloges. **Que voulez-vous que j'y fasse ?** dit-il. **Les écrivains politiques me font des journaux pour moi sans que je le leur demande. S'ils tiennent tous à se mettre dans mon jeu, c'est qu'ils trouvent mes cartes bonnes.**

A midi, lorsqu'il a travaillé depuis la première heure du jour en tenue du matin, il fait sa toilette. Il reçoit les journalistes en se faisant la barbe : tradition de Talleyrand qui changeait de chemise devant les dames en donnant ses audiences, et dont le valet de chambre lavait le pied bot en présence des diplomates étrangers. Chambolle, Boilay, Walewski, Léon Faucher, Véron et autres, admirent le soin méticuleux avec lequel il passe le rasoir sur ses joues, les raclant toujours alors que depuis longtemps toute trace de poils a disparu. Ils assistent à sa pensée. Il leur fournit des sujets d'articles dont il a la tête toujours pleine. Il guide leurs polémiques. Il trace leur ligne de conduite. Ils reviennent le voir au cours de la soirée. En cas de besoin, il prend la plume : Je viens d'écrire une longue lettre à Chambolle pour mettre un peu la presse dans le vrai. Il en joue comme d'un clavier dont chaque journal serait une touche.

Fatalement, il rencontre des adversaires qui ont, pour le combattre, des raisons analogues à celles qui lui valent par ailleurs bienveillance ou dévouement, mais ces raisons-là n'émanent pas de lui. Au temps lointain où Buchon le conduisit chez Sophie Gay, Delphine ne lui marqua aucune sympathie. La Muse de la Patrie, devenue Mme Emile de Girardin, se tient sur un pied de neutralité que la rivalité de son salon avec celui de Mme Dosne tend à armer plutôt qu'à rendre bienveillante. Les chroniques qu'elle signe à la Presse du pseudonyme du vicomte de Launay sont des chefs-d'œuvre d'esprit, de grâce et de légèreté. Elle distribue l'éloge avec élégance. Sa critique ne se contente pas toujours d'égratigner. Au début de 1838, elle parle de Thiers, aperçu dans un bal : M. Thiers était calme et digne, il n'allait plus çà et là donner des poignées de mains à tout le monde, il ne s'agitait plus comme un électeur influent, il avait l'attitude qui lui convient, celle d'un homme à qui pour lui l'avenir. Mérimée confirme cette impression dans une lettre à la comtesse de Montijo : Notre ami Thiers vole de succès en succès. Il a pris un aplomb extraordinaire et, au lieu des airs d'écolier qui lui allaient si bien, il se donne maintenant la gravité digne de M. de Talleyrand. L'année suivante, Delphine l'affuble du sobriquet de Mirabeau-Mouche, puis se fait acerbe, pour finir par l'invective. C'est que la Presse est l'organe de Molé dans sa lutte contre la coalition. Lamartine, son soutien à la Chambre, est un des astres du salon de Delphine. Balzac en est un autre ; sa Revue parisienne vante l'esprit supérieur, en politique surtout, de Mme de Girardin, qui est autrement forte que Mme Dosne. Il définit Thiers cette fleur ministérielle, née sur ce fumier politique ; il en trace un historique, et un portrait singulièrement déformé, un véritable pamphlet dont il profite pour dauber sur la royauté bourgeoise. Il campe son Rastignac en transposant les calomnies qui courent sur Thiers et sa belle-mère. Mme de Girardin qui, dit Sainte-Beuve, a une revanche à prendre sur Mme Dosne, les reprend avec éclat dans son *Ecole des Journalistes*, attaque directe et payée contre Thiers, d'après Mme Hamelin qui ajoute, de son verbe excessif : Vous voyez, Berryer, Thiers que veulent mordre ces lâches vipères ! Le comité de lecture du Théâtre Français reçoit l'œuvre à l'unanimité ; Buloz, commissaire royal, vote pour en disant : La pièce ne sera jamais jouée. Prévoyant le refus de la censure, l'auteur la lit chez elle, devant une assistance d'élite et de nombreux journalistes qui faisaient la grimace, mais n'avaient pas résisté à l'hameçon. Elle en envoie en hommage à l'Académie française, un exemplaire que reçoit Pierre Lebrun, président, l'ami de Thiers. A la vérité, le ministre, dans la pièce, sort blanc comme neige de l'aventure, mais la calomnie a été répétée avec insistance. Mme Dosne ne la pardonnera jamais, en dépit des gracieusetés que plus tard le vicomte de Launay adressera à la maison Thiers, Mignet compris.

L'habileté avec laquelle Thiers manœuvre journaux et journalistes dans sa lutte contre Molé ne lui rend pas moins de services dans celle qu'il va soutenir pour la question d'Orient, qui date de plusieurs années et devient aiguë. Depuis 1839, toute la France s'est engouée du pacha d'Egypte. On n'écoute pas, — le froid, impassible et intimidant Desages, directeur au ministère des Affaires Etrangères, tout le premier, — les avertissements de nos agents diplomatiques. On identifie sa cause à celle de la France en Orient. On lui suppose une puissance qu'il n'a pas. Le ministère anglais sait pertinemment le contraire. Comme Thiers le prévient, le refus de la France d'agir en Espagne avive la malveillance de Palmerston. La Russie conçoit l'espoir de brouiller la France et l'Angleterre, tendance que notre ambassadeur, le baron de Barante, signale dès le 15 février 1839. Lorsque Soult succède à Molé, Sainte-Aulaire, de Vienne, l'avise des menées russes. Le jour où Ibrahim, fils de Méhémet Ali, défait l'armée ottomane, Soult l'empêche de passer le Taurus, et le pacha s'incline, sachant que la Russie, qui tient à Sébastopol une force expéditionnaire toujours prête, arriverait à Constantinople avant lui. En juillet, Lamartine, Tocqueville, Berryer, Dupin, Carné pressent le gouvernement de soutenir le pacha. Guizot voudrait que l'on érigeât ses possessions en Etat indépendant, tout en protégeant le sultan contre la Russie. A ce moment, la Chambre suspecte Thiers de n'être pas favorable au pacha. Un arrangement direct favorable à Méhémet Ali est sur le point de se conclure : Soult l'empêche par une note qui engage la France à n'agir que d'accord avec les puissances. De là, les difficultés qui vont suivre. Le maréchal refuse comme trop défavorables au pacha toutes les propositions anglaises, mais se satisfait de la promesse de la Russie de ne pas agir seule dans la mer de Marmara. Au milieu de septembre, la Russie envoie en Angleterre M. de Brünnow avec mission de brouiller Londres et Paris.

Le 15 octobre, Thiers revient de Lille. Il prévient Dupin de son retour : **Nous voilà les exécuteurs de la Sainte-Alliance à l'égard du pacha, le seul Turc qui ne fût ni russe, ni autrichien, ni anglais ! Je n'aurais jamais cru que cela finirait ainsi ! Quand j'ai dit *finirait*, je m'explique mal, car il n'y a rien de fini dans tout cela, je n'y vois que du commencé.** Il sait qu'à Constantinople et au Caire nos agents font une triste et sottise figure à côté des diplomates anglais et russes. On lui écrit : **La honte ne saurait être notre état définitif.** Pour l'édification de Chambolle, il met le doigt sur la plaie : **La politique à l'égard de l'Orient a été stupide. On a été, on sera dupe de tout le monde, parce que la condition supérieure est celle-ci : faire toutes les affaires sans jamais s'exposer à la nécessité d'agir.** Il en résulte que nos négociations ne sont plus qu'un inutile bavardage au bout duquel l'Europe sait qu'il n'y a rien. Le 13 janvier 1840, il prononce à la Chambre un discours-ministre : partisan du *statu quo* en Orient, il voudrait que l'Egypte et la Syrie restassent au pacha. Il blâme le ministre d'avoir écarté cette solution en s'opposant à l'arrangement direct avec Méhémet-Ali. La politique de partage étant actuellement impossible, il faut, d'accord avec l'Angleterre, pratiquer la politique de précaution. Il approuve le gouvernement d'adopter ce système, mais beaucoup moins la façon de le pratiquer. On eut le tort de transformer en question européenne une question purement orientale. Aujourd'hui, tout reste en suspens ; on fait courir au sultan le seul danger réel : la Russie se rapproche de l'Angleterre qui s'éloigne de nous, en veut au pacha d'avoir troublé la paix en Orient, et croit que la France lui accorde une protection secrète. Il s'affirme partisan déterminé de l'alliance anglaise : l'union de nos deux drapeaux signifie liberté modérée et paix du monde. Son discours produit une grande impression. On reproche à l'orateur de s'être montré trop anglais. Le roi Léopold, au

contraire, l'en félicite, mais en présence des idées absolues de Palmerston sur Saint-Jean-d'Acre, il ne voit pas comment on pourra s'entendre. Thiers adresse à Flahault un exemplaire de son discours, avec, pour commentaire, cette amère critique de la politique personnelle du roi :

Il avait pour but de jeter de l'eau sur le feu, et d'adoucir un peu nos rapports avec l'Angleterre. Mais je crois que j'aurai perdu mes avances. Il est trop tard pour réparer les sottises de notre gouvernement, et pour calmer le cabinet anglais. Je crois l'alliance bien compromise. La phrase de notre discours de la Couronne est restée sans réponse. La Reine n'a pas même mentionné la France. L'orgueil de notre pays en est vivement blessé, et tout l'effort des gens éclairés restera impuissant devant les ressentiments populaires. La presse et la tribune achèveront de brouiller deux pays qui ont cependant grand besoin de s'entendre, et qui, séparés, n'auront pas la moitié de la force qu'ils auraient s'ils avaient été unis. Voilà le résultat de la sage politique qui nous gouverne. En revanche de notre abaissement, elle ne nous donnera pas même la sécurité. L'opinion ici est froide, méprisante et aigre. On vote pour le Cabinet, pour n'avoir pas encore trois mois de crise. On blâme, on s'alarme même quelquefois, mais on n'a pas la force de vaincre la mauvaise volonté qui jusqu'ici a fait tout avorter, et qu'il serait si facile de soumettre, avec un peu de tenue et de suite. Les choses vont ainsi jusqu'à un événement qui remuera la bile de tout le monde, ou amènera encore quelques manifestations comme celle de l'année dernière. J'ignore quel sera le terme de toutes ces agitations stériles, mais je ne puis croire qu'il soit bon. Le Cabinet n'a personne pour lui. L'extrême-gauche est toujours ce qu'elle a été. La gauche modérée, qui a eu quelques complaisances, pour prix des dîners et des bureaux de tabac que jamais avant le 12 mai elle n'avait obtenus, la gauche est embarrassée, et crie contre le ministère. Une moitié du centre gauche au moins est dans une franche opposition. Les 221 sont en froid ou hostiles. Le Roi ne voit dans tout cela qu'une année ajoutée à une autre, et puis les affaires iront comme elles pourront... Si la paix n'est pas troublée, si les bois se vendent bien, il n'y aura rien à dire. Mais combien de temps cette basse et imprévoyante politique pourra-t-elle marcher ? Peu importe. Les personnes se conduisent comme il suit. Guizot fait sa pénitence de l'année dernière. Il est au mieux. On voudrait le mettre aux Affaires Etrangères, mais cela ne se peut sans dissoudre le Cabinet. Molé, pour avoir blâmé ce qui se passe à Rome, est en disgrâce. La tête lui a tourné, dit-on, depuis qu'il n'est plus aux affaires. Thiers est toujours un esprit dangereux, qui a un orgueil qu'il faut dompter. Ni Guizot, ni Molé, ni Thiers ne pourront s'entendre. Il y a donc encore du temps à dépenser avant une nouvelle campagne. Voilà l'avenir qu'on a devant soi. C'est bien assez par le temps qui court que de prévoir un avenir de trois mois. Quant à moi, mon cher ami,

je travaille beaucoup, je vis heureux et ne me soucie guère de raccourcir cet avenir de trois mois, dans lequel se complaît la sagesse de notre gouvernement. Je suis quelquefois impatienté, en songeant aux sottises qui s'accumulent, et qui rendront les affaires difficiles pour tout le monde. Mais comme je n'y puis rien, comme j'ai fait l'année dernière tout ce que j'ai pu, je suis sans responsabilité, et je me repose bientôt d'une impatience d'un moment.

Cette lettre est du 20 janvier. Le 26, Sult signifie formellement au gouvernement anglais qu'il considère comme impraticable d'opposer à Méhémet-Ali les propositions de lord Palmerston. Le 5 février, Guizot, nommé ambassadeur à Londres, reçoit les instructions suivantes : le gouvernement du Roi croit que dans la position où se trouve Méhémet-Ali, lui offrir moins que l'hérédité de l'Egypte et de la Syrie serait s'exposer à un refus certain de sa part, et à une résistance dont le contre-coup renverserait peut-être l'Empire ottoman. Voilà les conditions dans lesquelles Thiers trouvera la question engagée.

XX

LE DEUXIÈME MINISTÈRE THIERS

Depuis quelques jours, la chute du ministère Soult mijote dans les conciliabules des groupes. Le maréchal a déposé un projet de dotation pour le duc de Nemours. Thiers garde une certaine réserve, mais agit sans détours, et il est, dit X. Doudan, *la lumière et la raison mêmes*. Le 20 février 1840, au scrutin secret, la Chambre des députés refuse la dotation. Désespoir et larmes dans la famille royale, et chute du ministère. Le soir, le salon de la place Saint-Georges est *assez garni*. Thiers et sa femme finissent la soirée dans un bal, où une véritable cour les entoure. Le lendemain, il s'absente ; sa femme et Mme Dosne reçoivent les curieux, les nouvellistes, les intermédiaires officieux, et aussi quelques femmes désireuses de voir la mine qu'elles font. A la fin de la journée, il sait qu'il est entré pour quelque chose dans toutes les combinaisons envisagées au Château. Louis-Philippe lui fait dire indirectement qu'il causerait volontiers avec lui ; il répond qu'en temps de crise il ne se rendra aux Tuileries que sur un ordre formel du roi. Le 21, de grand matin, seul à seul avec le duc de Broglie, il lui expose qu'il se contenterait de l'Intérieur si le duc prenait la présidence du Conseil et les Affaires Etrangères. Le duc ne peut accepter : il a juré à sa femme mourante de se consacrer exclusivement aux soins de leur dernier enfant, de santé débile. Le roi envisagerait comme une victoire sur Thiers la même combinaison avec Molé au lieu de Broglie. Thiers laisserait bien à Molé la présidence, mais exige pour soi les Affaires Etrangères. Le duc de Broglie s'entremet sans succès dans les négociations qui suivent. D'Alton-Shée promet le concours de la droite légitimiste de la part de Berryer, décidé à appuyer l'homme qu'il croit capable d'arracher le gouvernement des mains du roi pour le faire passer au Parlement ; il pousse Thiers à prendre plus nettement situation de ministre imposé. Louis-Philippe ne peut éviter l'homme qu'un vote hostile de la Chambre porte au pouvoir. *Je signerai demain mon humiliation*, dit-il à Duchâtel, le 28 février, et comme, le lendemain, Thiers, dont Guizot souligne *le tact et la mesure*, ne trouve pas de ministre des Finances convenable : *Cela ne fera pas de difficulté*, dit le roi ; *que M. Thiers me présente, s'il veut, un huissier du ministère ; je suis résigné*. Thiers forme un ministère de jeunes. *Qu'en pensez-vous ?* demande-t-il à Véron. — *Les grands capitaines font les bonnes armées*. Alphonse Karr en publie la composition : président du Conseil, M. Thiers ; Affaires Etrangères, M. Thiers ; Intérieur, M. Thiers sous le nom de M. de Rémusat ; Justice et Cultes, M. Thiers sous le nom de M. Vivien, et ainsi de suite pour les autres départements ministériels confiés au général Cubières, à l'amiral Roussin, à Pelet de la Lozère, au comte Jaubert, à Guin, à Victor Cousin. Le soir, la foule des complimenteurs envahit l'hôtel. Thiers est radieux. L'hôtel se ferme encore une fois. Son maître se transporte à l'ancien palais du prince de

Neufchâtel devenu celui du ministère des Affaires Etrangères, à l'angle du boulevard et de la rue des Capucines. Brénier, directeur de la comptabilité, s'arrache les cheveux ; il n'a pas de fonds, et en vingt-quatre heures il lui faut renouveler une grande partie du mobilier ; Mme Dosne et Mme Thiers, prétend Castellane, ne trouvent rien d'assez beau pour elles. Les félicitations arrivent, de vieux camarades comme Cauchois-Lemaire, de femmes d'intrigue comme Mme de Lieven. De Rome, Flahault offre ses services ; il aimerait devoir au nouveau président **la réparation de mauvais traitements non mérités**. Le 1er mars, date de départ de son ministère, la première lettre qu'écrit Thiers est un mot d'affection à Guizot pour marquer le début de leurs relations nouvelles. **Vous trouverez en moi, répond Guizot, la même amitié que vous me promettez et que je vous remercie de désirer... Si quelque circonstance survenait qui me parût devoir modifier nos relations, je vous le dirais à l'instant et très franchement.** Des billets privés annoncent son accession au pouvoir au baron de Barante et à Bresson, et son intention de poursuivre une politique modérée qui n'altère pas les bons rapports des cabinets. **Je n'ai jamais eu qu'à m'applaudir de nos relations officielles et privées, répond Barante. Il y a plaisir et avantage à correspondre et à traiter avec un chef d'un grand esprit et d'un sens habile. Et Bresson : Vous êtes si clair et si précis qu'on sait tout d'abord ce que vous voulez, et qu'on a plaisir à exécuter vos ordres.** Une curieuse lettre de Monseigneur Garibaldi situe sa position par rapport à l'Eglise : **Le nouveau cabinet est assez bien disposé envers la religion. M. Thiers, en qui se résume tout le ministère, laisse sans doute à désirer sous le rapport pratique, tout le monde le sait, et, dans le temps où nous vivons, la plupart des hommes publics sont dans le même cas. Mais M. Thiers est en admiration devant la religion catholique, considérée même philosophiquement. Il ne veut pas entendre parler du protestantisme ; il l'appelle une absurdité et une religion bâtarde, et il ne connaît d'autre christianisme que celui qu'enseigne le catéchisme. Il professe une grande vénération pour le pape Grégoire XVI, qui l'a reçu deux fois avec bienveillance et dont il parle dans les termes les plus respectueux, disant que, dans sa vie, il n'a rien éprouvé de pareil, rien de plus saisissant que l'impression qu'il a reçue en paraissant devant le pape et en s'entretenant avec lui... Je n'ai donc pas d'inquiétude pour les personnes qui composent le ministère.**

La première circulaire aux agents diplomatiques spécifie qu'ils devront suivre les mêmes principes directeurs qu'il y a quatre ans, et affirme que la question d'Orient, seul point noir à l'horizon, doit se régler. L'Espagne n'est plus la préoccupation dominante du gouvernement français ; félicitant le nouveau président du Conseil, l'ambassadeur Alava juge utile de lui recommander son pays. Thiers compte faire ce qu'a fait le cabinet précédent en faveur des deux reines, et plutôt plus que moins ; il retiendra don Carlos et empêchera les carlistes de passer librement de France en Espagne ; il enverra quelques navires sur les côtes de Catalogne et de Valence, mais pas de troupes ni d'argent, difficile à demander aux Chambres. Il recommande à notre représentant Rumigny de s'entendre avec son collègue anglais Aston, et d'agir avec mesure et tact, sans s'ingérer dans les affaires intérieures du pays, ce qui ne veut pas dire qu'il doive rester indifférent entre le bien et le mal. A Mathieu de La Redorte, il permet quelques dépenses pour les journaux espagnols : **Il faut, en Espagne, avoir des vues à grande portée, mais de peu d'apparence.** Pour rivaliser heureusement avec les Anglais, la reine lui semble la principale conquête à envisager. Lorsqu'elle songe à abdiquer, il prévient le préfet des Pyrénées

Orientales : La France ne sera jamais fermée à une reine infortunée qui viendrait lui demander asile.

Dès son arrivée au pouvoir, il envoie pour l'Algérie ses directives au maréchal Valée : le principe de notre occupation est la souveraineté de la France, qui n'en admettra pas d'autre que la sienne ; la manière de l'exercer devra s'approprier aux localités, aux circonstances, aux habitants. Avec la force, la justice et la politique, on vient à bout des populations les plus résistantes à l'invasion. Il condamne les expéditions sans but. Loin de traiter avec Abd-el-Kader, il faut lui mener une guerre patiente et opiniâtre. Le maréchal s'arrangera pour bien vivre avec les Kabyles. Il n'étendra la colonisation que dans les territoires qui nous appartiennent immédiatement, et que l'on puisse protéger. Partant du littoral, on avancera progressivement, insensiblement, jusqu'au désert. On veillera avec sollicitude sur la santé des soldats.

Au printemps, le duc d'Orléans entreprend, sous les ordres du maréchal, une campagne contre Abd-el-Kader. Ses lettres, ardentes, éloquentes, abondent en renseignements précis. Il préconise les colonnes mobiles pour traquer l'émir. Il vise l'avenir : La conquête du sol est la préface : le livre est encore à faire... En France, il n'y a plus que la lettre d'une armée : ici, il y en a l'esprit. Et cette noble page : Amenez à la tête de l'armée les idées et les hommes qui ont formé de si admirables régiments, et qui ont assez d'électricité en eux pour la communiquer à tous les autres. Croyez-moi, Changarnier criblé de balles, les pieds en sang sur les rochers, entraînant sous le feu meurtrier des retranchements des soldats qui blessés eux-mêmes suivaient leur colonel, Changarnier était plus général que la plupart de ceux qui le sont depuis dix ans par ancienneté. Lamoricière, faisant attaquer quatre redoutes à la fois et trouvant le moyen d'être partout, était plus *général* que ceux qui commandent un département au coin de leur feu en habit bourgeois. Bedeau, recevant à travers la figure sa *troisième* balle, à la tête de son régiment, était bien beau lorsque malgré le sang qui ruisselait par la bouche et le nez il menait ses soldats à la baïonnette sur les Arabes, et en abattait plusieurs centaines avant de faire emporter sur les épaules le quart de son régiment couché par terre par le feu à bout portant des Arabes. Chacun de nous a vu des clairons tombant blessés et sonnait la charge par terre jusqu'à ce que leur instrument fût bouché par, le sang ; des blessés ne pouvant plus porter leurs armes marchant sans pouvoir combattre avec les tirailleurs pour faire nombre ; il est impossible de récompenser tous ces faits ; mais j'ai cherché les hommes qu'il y avait intérêt général à avancer et auxquels il ne manquait qu'un prétexte et une occasion pour avancer. Et j'ai pensé que cette occasion ce serait vous au pouvoir, et que ce prétexte ce serait le prince royal en Afrique. Ici, comme ailleurs, le prince et le ministre sont d'accord. Thiers nommera généraux les colonels Lamoricière et Changarnier. A la Chambre, dans les salons, il soutient ses idées sur la colonisation de l'Algérie qui doit suivre la conquête, sur la force qu'elle donne au pays, sur la grandeur de l'action de la France. Il riposte avec toute sa vigueur le jour où Piscatory dit à la tribune que l'Algérie est une folie désastreuse, sans but, sans résultat, une cause de faiblesse en cas de guerre, et préconise l'abandon absolu et immédiat. Il montre la position considérable que, bien au contraire, nous vaudra la possession d'une colonie pareille. Tous les peuples qui ont eu à se battre contre des troupes légères ont formé dans ces luttes des armées excellentes. Dînant chez l'ambassadeur de Sardaigne, il expose la nécessité pour la France d'agir grandement en Afrique. A Duvergier et à d'Aubersaert qui, chez le duc de Broglie, lui objectent les millions et les hommes que coûte l'Algérie, il

oppose le bénéfice moral : Est-ce nos mauvaises discussions, est-ce notre gouvernement représentatif, dans le pauvre état où il est, qui relèvera les âmes des petites passions qui le rongent ? Non, ce que nous faisons à Paris, ce que nous crions dans nos Chambres, ne fait rien au pays ; mais quand le pays apprend qu'on va se battre à Mazagran et qu'on a vaincu à Mézerghin, les enfants s'émeuvent et les femmes pleurent. Est-ce trop de 60 millions pour maintenir ce qui reste de sentiments moraux et de passions désintéressées, pour empêcher la France de s'accroupir sur sa chaufferette ? La tirade continue, chaleureuse, vibrante. En sortant, Doudan remarque : C'est singulier, je ne suis pas de son avis, mais ce petit homme me rappelle pourtant la manière, le geste, et la vivacité des paroles de l'Empereur, les jours où il n'était pas très raisonnable. La suite prouvera combien ce petit homme avait raison, et qu'en parlant de l'Algérie comme il le faisait alors, il lisait dans l'avenir.

Par contre, le point noir de la question d'Orient ne s'évanouira pas comme il le pensait. Le roi en tête, tout le monde est plus égyptien que jamais. Un ministère qui se montrerait hostile ou seulement indifférent aux intérêts de Méhémet-Ali, serait accusé de forfaiture. Avec sa méthode habituelle, Thiers commence par dresser, pour son instruction personnelle, un memorandum où il analyse les dépêches échangées depuis 1839 ; il relève les fautes commises par le maréchal Soult, notamment cette note du 27 juillet qui faisait dire à lord Palmerston : **Je souscris à chaque syllabe**. Et pour cause ! La première conversation de Guizot avec le ministre anglais n'a rien d'encourageant : la France, dit Palmerston, serait fort aise de voir créer en Egypte une puissance nouvelle, indépendante, qui serait sa création et son alliée. Entre l'Espagne et Alger, ces pauvres Etats de Tunis et de Tripoli ne compteraient guère, et la France aurait en son pouvoir la côte depuis le Maroc jusqu'à la gorge d'Alexandrette. **Cela ne peut nous convenir**. Il paraît difficile de s'entendre. Il est clair que le gouvernement anglais veut contenir la Russie et affaiblir le pacha. Thiers prend une position d'attente. Guizot devra argumenter sur l'impossibilité de contraindre par la force le pacha à accepter un projet trop désavantageux pour lui, à moins de mettre en feu l'Orient et l'Occident. A Cochelet et de Pontois, ses agents à Alexandrie et à Constantinople, Thiers indique que le gouvernement du roi ayant vu rejeter toutes ses propositions de transaction, c'est aux autres à prendre l'initiative. Il prévoit que fatalement les propositions Brünnow seront signées. Il cherche à dégager le gouvernement français de l'ornière de la note de juillet 1839 en refusant toute conversation avec les quatre puissances pour n'avoir de rapports officiels qu'avec le gouvernement anglais. Il sent le faible de la politique qu'il est chargé de défendre. Guizot témoigne d'un certain optimisme. En passant, une de ses dépêches signale que le comte Léon lui offre ses services pour surveiller la famille Bonaparte et doit aller voir Thiers à Paris ; le comte Léon est assez décrié à Londres et brouillé avec la famille, mais il y a peut-être quelque profit à en tirer. Comme il n'y a pas de petits moyens et qu'il sait l'importance des petits soins, placés à propos et promptement, l'ambassadeur revient plusieurs fois à la charge pour que Cousin envoie le plus tôt possible un lot de livres orientaux promis à lady Holland, qui les réclame : dans cette maison-là, **on est très bien pour nous, et très efficacement**. Les volumes arrivent bientôt, magnifiquement reliés.

Au mois d'avril, **les affaires matérielles ont fondu sur notre tête**, dit Thiers à Guizot. Il a fait voter les dépenses secrètes et ajourner la conversion des rentes ; il discute les incompatibilités du mandat de député ; il fait approuver les mesures prises en Amérique du Sud à la suite des vexations infligées à nos nationaux

parle président Rosas : nos consuls ont avancé 1.500.000 frs aux nôtres, et, à la demande des Etats voisins de l'Argentine, notre escadre a établi le blocus. Puis, discussion du projet de loi relatif aux sucres : les ports et les colonies, jadis ennemis, s'unissent pour détruire le sucre de betterave. S'ils l'emportaient, ils entreraient de nouveau en guerre, car les ports préfèrent les sucres étrangers aux sucres coloniaux. Thiers défend la betterave et l'agriculture contre les colonies, mais aussi le sucre colonial contre le sucre étranger. Il est convaincu que la consommation du sucre augmentera et que la culture de la betterave s'étendra ; sans elle, en cas de guerre maritime, nous n'aurions de sucre qu'à travers l'Angleterre, en cas de guerre continentale à travers l'Europe ; alors s'imposerait la nécessité de rétablir le sucre indigène. La Chambre adopte non le projet du gouvernement qui voulait établir l'égalité des droits entre le sucre colonial et le sucre indigène, quitte à indemniser ce dernier, ce qui aurait pour effet de le tuer, mais le projet de la commission basé sur une combinaison de tarifs qui assure un débit rémunérateur au sucre colonial, et sauve le sucre de betterave. En mai, le président du Conseil défend le privilège de la Banque de France qui a rendu au pays des services immenses. Il défend contre une interpellation de Fould notre consul à Damas, qui provoqua une enquête à la suite de l'assassinat d'un religieux et de son domestique dont on accuse des Juifs. Ensuite, grand discours sur la garantie d'intérêt demandée à l'Etat par le chemin de fer d'Orléans : Thiers reconnut dès l'abord l'immense avenir réservé aux chemins de fer et appuya les mesures destinées à les favoriser, mais il n'en fut jamais enthousiaste en ce sens qu'il a toujours pensé qu'en pareille matière il ne fallait pas se presser, afin de profiter de l'expérience des voisins ; partisan de l'exécution des chemins de fer par l'Etat, il admire que la Belgique ait procédé ainsi, d'où pour elle une immense prospérité. En France, après une période d'engouement, les chemins de fer sont tombés dans le discrédit ; sur les 40 millions du capital de l'Orléans, les porteurs n'ont versé que 16 millions ; pour la différence, un prêt de l'Etat est impossible ; il ne reste donc que sa garantie. Maintenant que les progrès scientifiques ne pourront plus changer grand'chose, à l'économie financière, il ne faut pas hésiter une seconde à l'accorder. Thiers parle encore de la nécessité d'achever l'aménagement de la navigation intérieure, et de ne pas laisser la France en arrière des résultats acquis par l'Angleterre et la Belgique en matière de paquebots transatlantiques ; il faut, dit-il, vaincre les compétitions locales, les rivalités de port à port, et créer, au lieu de trois, quatre lignes transatlantiques partant de Marseille, Bordeaux, Nantes et le Havre.

Tandis qu'il fait face à ces discussions au Parlement, deux négociations adventices se greffent sur celle en cours avec l'Angleterre. Le roi de Naples a institué sur les souffres de Sicile un monopole qui lèse les intérêts britanniques. Palmerston s'est fâché, et a donné huit jours au roi de Naples pour retirer le monopole sous peine d'une exécution militaire. Or le roi de Naples est capable de sottises, et la vue du pavillon anglais pourrait faire insurger les Siciles. Thiers propose les bons offices de la France pour apaiser la querelle. Le roi de Naples a tout intérêt à accepter et à se hâter, car Palmerston est décidé à en finir. Montebello, **qui n'est pas le plus habile des hommes**, part pour Naples. Le marquis de Serra-Capriola reçoit les pouvoirs nécessaires pour traiter à Paris, siège de la négociation, afin que le roi de Naples ne délibère pas sous le feu des canons des Anglais. A Londres, les fanfaronnades du prince de Castelcicala gênent la négociation. **J'ai pleine confiance en vous, mais on vous trompera comme on nous a trompés**, dit à Guizot Palmerston, toujours prêt à employer la contrainte. Le roi de Naples, satisfait de notre médiation, l'est beaucoup moins

des réclamations anglaises que Montebello qualifie de scandaleuses, car les maisons anglaises ont déjà réalisé des gains énormes. Il faudra attendre le 7 juillet pour que Palmerston accepte le conclusum envoyé par Thiers qui, dans cette affaire, rend un service réel à l'Angleterre engagée dans un cul-de-sac.

La seconde négociation émane également de l'initiative de Thiers. Il a dit plus tard que lord Granville la lui avait suggérée pour détourner l'attention publique française de la question d'Orient. C'est douteux. Elle répond certainement à un but politique ; elle satisfait aussi son goût personnel pour l'Empereur. Mais l'idée en est bien antérieure. Sitôt après la révolution de 1830, puis en 1831, en 1832, en 1834, des pétitions réclamèrent un tombeau pour Napoléon et le retour de ses cendres. Cette idée, Thiers la reprend et se met d'accord avec le duc d'Orléans qui la soumet au roi. Après quelques hésitations, Louis-Philippe l'adopte. Le jour de sa fête, en recevant les ministres, il dit à son petit président : Je veux vous faire mon cadeau de fête. Vous désiriez faire rapporter les restes mortels de Napoléon ; j'y consens. Entendez-vous à ce sujet avec le cabinet britannique. Nous enverrons Joinville à Sainte-Hélène. Le 4 mai, Thiers annonce la nouvelle à Guizot et lui trace la marche à suivre : au lieu de présenter la demande de façon détournée, ce qui permettrait un refus, il faut la formuler purement et simplement ; l'Angleterre ne peut pas refuser : elle ne peut pas dire au monde qu'elle veut retenir prisonnier un cadavre ; si elle l'accorde, elle met le sceau à sa réconciliation avec la France ; la démarche devra rester secrète, afin de ne pas être obligés de nous brouiller là-dessus. Lord Granville est chargé d'écrire de son côté. Le lendemain, lettre personnelle à un ami d'ancienne date, lord Clarendon : Mon cher Clarendon, nous nous étions promis de nous écrire avant mon entrée au ministère ; nous ne l'avons pas fait. Je n'en ai pas eu le temps ; j'ai craint d'ailleurs de déplaire à lord Palmerston en écrivant à un autre ministre sur des affaires qui le regardent spécialement ; et quant à lui, je ne suis pas assez lié avec lui pour me permettre d'entrer en correspondance. Mais voici une affaire qui est d'une nature particulière, qui ne touche ni à nos intérêts, ni aux vôtres, qui est proprement une affaire de sentiment entre la France et l'Angleterre, et pour laquelle je n'hésite pas à m'adresser à vous. D'ailleurs je vous autorise à communiquer ma lettre à lord Palmerston. Voici ce dont il s'agit. Le Roi m'a autorisé à demander au cabinet anglais la restitution des restes mortels de Napoléon, pour les placer aux Invalides, à Paris. M. Guizot doit vous en faire la demande. Cette demande se fera dans le silence du cabinet. Cependant elle sera peut-être connue. L'opinion française est très excitée à ce sujet, et pour moi en particulier je m'en fais un article de foi nationale. Je ne puis croire un instant que vous hésitez à nous rendre les cendres de l'homme qui nous inspire les sentiments les plus vifs que la France ait jamais éprouvés, et qui pour vous est un sujet d'admiration. Garder un cadavre prisonnier n'est pas digne de vous, n'est pas possible de la part d'un gouvernement tel que le vôtre. La restitution de cette dépouille est le dernier acte d'oubli, pour les cinquante ans écoulés, c'est le sceau mis à notre réconciliation, à notre alliance intime. Le refus, que nous ne publierons pas, mais qui finirait pas être connu, réveillerait les plus vives, les plus malheureuses impressions. Vous me direz peut-être que nous n'aurions pas dû vous le demander ; je vous répondrai sans entrer dans aucun détail, que cela était impossible. D'ailleurs vous devez m'aider dans les efforts que je fais pour rendre populaire en France l'alliance avec l'Angleterre. Je la crois utile et glorieuse aux deux pays. Mais pour la persuader à l'opinion de la France un peu refroidie, j'ai besoin de secours ; et si vous nous donnez ce que nous vous demandons, et ce que je suis sûr d'obtenir de vous, l'effet pour

l'alliance sera immense. Quant à moi, j'en éprouverai une véritable reconnaissance. Guizot fait la démarche, que Palmerston accueille avec un sourire énigmatique. Le 9 mai, une note du gouvernement anglais apporte son consentement. Un message royal l'annonce à la Chambre ; parfait ! dit Glais-Bizoin, si les envoyés devaient laisser dans le tombeau les idées napoléoniennes ; Lamartine prononce un discours hostile : les cendres de Napoléon ne sont pas éteintes, et l'on en souffle les étincelles ; c'est dire au peuple : il n'y a de moralité que dans le succès ; gagnez des batailles et faites-vous un jouet des institutions de votre pays. Le gouvernement demandait un crédit d'un million ; la commission en avait accordé deux ; ces deux discours font ramener par la Chambre le crédit au chiffre primitif. L'ex-roi Jérôme envoie 2 millions en créances non reconnues par l'Etat français. Dans le public, l'effet produit est immense ; le soir, des vivats éclatent devant l'hôtel de la place Saint-Georges.

D'accord, les deux cabinets déterminent les dispositions à prendre : un bâtiment anglais précédera le bâtiment français à Sainte-Hélène, dont le gouverneur reçoit l'ordre de ne rien faire en réalité ou en apparence qui constitue un démenti de la conduite antérieure du gouvernement anglais pendant le séjour de Napoléon dans l'île. Les quatre compagnons d'exil, Bertrand, Gourgaud, Las Cases, Marchand, reçoivent pour consigne de ne rien dire qui rappelle le passé ; d'être témoins muets, impassibles de l'exhumation, de la translation à bord. Il n'y aura ni discours, ni manifestation. Comme commissaire, Louis-Philippe désigne Philippe de Chabot, qui connaît à fond la langue, les us et coutumes, et même les susceptibilités des Anglais. Le roi charge Gourgaud de demander à Bertrand les armes de l'Empereur ; la cérémonie de la remise de ces armes a lieu aux Tuileries, le 4 juin, à une heure, en présence de tous les ministres en uniforme. Guizot expédie à Thiers l'extrait de la dépêche d'Hudson Lowe relative à l'ensevelissement ; elle est conforme au procès-verbal de Marchand. Tout permet de croire que l'on trouvera la maçonnerie intacte **et tous les signes d'une immobilité de vingt années**. Le gouvernement anglais accorde l'ouverture du cercueil si elle est jugée nécessaire pour constater l'identité, et la qualification d'*Empereur* à inscrire au procès-verbal. Le 2 juillet, Philippe de Chabot reçoit de Thiers ses instructions confidentielles : il aura seul pouvoir pour décider toute la question de conduite pendant la durée du voyage, et produira ses instructions en cas de contestation ; si sur l'un des bâtiments on découvre un individu étranger aux équipages et aux personnes désignées, il le fera débarquer aussitôt ; il assistera à l'exhumation avec le prince de Joinville, si le prince le veut, les capitaines des deux bâtiments, Bertrand, Gourgaud, Las Cases, Marchand, l'aumônier et les quatre anciens serviteurs de l'Empereur ; il demandera au gouverneur des forces suffisantes pour écarter les curieux ; si les restes sont abîmés, il les mettra dans le cercueil apporté de France, et s'entendra pour cela avec les officiers de santé du bord ; il signera le procès verbal comme commissaire du Roi accrédité, et invitera les témoins qui l'accompagnent à signer aussi ; il n'exigera que les honneurs que voudra bien rendre le gouverneur de l'île pour l'Empereur, sans contestation, mais rendra les honneurs souverains à bord des bâtiments français. Il enverra la *Favorite* en avant à Brest. Il mouillera à Cherbourg avec la *Belle-Poule*. **Je ne puis imaginer que dans la traversée une attaque pût avoir lieu contre votre division navale ; je n'ai pas besoin de vous dire que votre précieux dépôt devrait être défendu comme des marins français doivent défendre ce qui leur est confié avec le dernier degré d'énergie et de dévouement**. Enfin il prendra ses mesures avec les commandants des bâtiments pour qu'aucune correspondance particulière n'en parte tant que la dépouille de

Napoléon sera à bord. Le 7 juillet, le prince de Joinville met à la voile. Hugo raconte que chez le menuisier qui fabriquait le cercueil il vit le nom de *Napoléon* en lettres de cuivre que l'on devait dorer ; il faut qu'elles soient en or, dit-il, car le cuivre s'oxydera et pourrira le bois ; le soir même, il en entretient Thiers qui lui donne raison : *Les lettres seront en or, je vais en donner l'ordre.* Le purisme de Béranger s'émeut : *Pour Dieu, ne dites donc pas les cendres de Napoléon. Parlez de ses restes, de sa dépouille, de tout ce que vous voudrez, mais laissez à jamais ces expressions de collègue étrangères à notre civilisation.* Thiers surveille la construction du char funèbre, en étudie le parcours et en fait faire l'essai. Mais tandis que voguent les frégates, les événements marchent, et ce n'est pas lui qui-présidera la cérémonie.

Au moment où s'engageait cette négociation avec l'Angleterre, le roi chargeait Thiers d'en suivre une autre, plus modeste : le bey de Tunis a cédé à la France, dans la Maalka, le terrain sur lequel saint Louis est mort ; il faut y élever une petite chapelle ; on y placera sur l'autel une réplique de la statue de saint Louis qui est à Saint-Denis. *Quelque restreint que je sois dans mes moyens de dépense, ajoute le roi, je suis prêt à me charger de celle que cette très petite construction pourra entraîner.* Il sera bien étonné d'avoir, là encore, à essuyer une rebuffade de lord Palmerston.

Les bons offices de la France dans l'affaire de Naples et la manifestation du retour des cendres de l'Empereur ne déplacent pas d'une ligne la position prise dans la question d'Orient par le ministre britannique, qui s'en tient, pour Naples, à une lettre de remerciements. On discute, on chipote sur la quantité de territoire et le genre de souveraineté, viagère ou héréditaire, qu'on accordera au pacha. Metternich craint l'esprit révolutionnaire de Thiers, épiluche ses discours, et, en présence de la nouvelle phase d'expérimentation révolutionnaire où est entrée la France — ainsi désigne-t-il la monarchie de Juillet, — juge nécessaire de resserrer plus étroitement que jamais avec la Russie, foncièrement hostile à la France, et avec la Prusse, une alliance fondée sur la solidarité du même principe. De ce côté, Louis-Philippe lutte pour son prestige. Le bruit se répand qu'ayant fait part à l'empereur Nicolas du mariage de sa fille avec le duc Alexandre de Wurtemberg, sa lettre resta sans réponse. Il ordonne à Thiers de ne pas laisser les agents diplomatiques dans cette erreur : *Je n'ai jamais écrit cette lettre, jamais aucune de ce genre parce que dès 1831 l'empereur Nicolas n'ayant pas fait part du décès du grand-duc Constantin son frère, je me suis abstenu depuis de lui faire part des événements survenus dans ma famille.* Thiers lutte donc pour le prestige du roi, mais aussi pour le prestige de la France. Il ne veut plus souffrir qu'à chaque instant notre diplomatie entre en explications pour justifier notre gouvernement d'être ou pitoyable ou monstrueux. *Notre gouvernement vaut tous les gouvernements de l'Europe, et je suis modeste en disant cela. Nous avons des tracasseries dans les Chambres, sans doute, mais cela vaut mieux que les misères des gens de cour. J'aime mieux dépendre des erreurs de mes compatriotes assemblés pour m'entendre, et quelquefois pour ne pas me comprendre, que d'être tenu de plaire à une archiduchesse. J'aime mieux nos prisons que celles du Spielberg ; j'aime mieux nos finances que celles de tous les gouvernements du Nord réunis ; je n'ai pas besoin de parler de nos armées ; qu'on envoie des officiers en Afrique, et ils verront comment 800 hommes en carré résistent à 8.000. Il faut attaquer directement les gens qui nous attaquent, et réduire à se justifier les gens qui veulent nous amener à nous justifier sans cesse. Je ne me laisse jamais aborder, et je n'ai jamais de ces assauts à soutenir.*

Le roi, convaincu de la force de Méhémet Ali, veut que Thiers charge Guizot de prouver à Londres que même les cinq puissances *condensées* en Europe ne pourront rien contre le pacha : La sagesse est de dire à ceux qui veulent nous entraîner dans leur infatuation : Ben obligato a lor Signori ! Le ministre ne partage pas tout à fait cet avis. Je ne conviens avec personne de ce que je vous dis ici, écrit-il à Cochelet, le 17 avril, au contraire, je dis que le pacha est invincible. Mais au fond je crains que le pacha ne soit faible en Syrie, et je ne crois pas que la diplomatie française réussisse toujours à empêcher un accord de la Russie, de l'Angleterre et de la Prusse. Vue juste de la situation. Le 20 avril, il avertit non moins justement Guizot : Ce qui vous étonnera, le Roi est égyptien comme je ne l'ai jamais vu être philippiste. Je sais bien que cela ne tiendrait pas s'il fallait passer de cette passion platonique à une passion plus efficace ; il en serait comme de l'Espagne avant et après le traité de la quadruple alliance. Il discerne que l'on veut nous entraîner à une conférence et ne tombe pas dans le piège. Refusons ; traitons officieusement avec tous, officiellement avec Londres seulement. En attendant, il maintient dix vaisseaux entre Malte et les Dardanelles, et cinq entre Cadix, Alger et Brest. Dès que nous aurons un mot nous permettant de ne pas croire à une possibilité d'isolement, cinq vaisseaux seront désarmés et leurs équipages envoyés sur les corvettes du Rio de la Plata. Une expédition fera voile pour Buenos-Ayres au début de juillet, sous l'amiral de Mackau. Mais tandis que, pour ne pas s'exposer au reproche de duplicité, Thiers interdit à ses agents d'engager le pacha à traiter directement avec la Porte, les agents anglais à Constantinople et à Alexandrie, lord Ponsonby et le colonel Hodges, accentuent leurs provocations. Ponsonby envoie à Londres Pisani, son homme de confiance. Le sultan destitue Kosrew pacha, l'ennemi personnel de Méhémet Ali qui, à cette nouvelle, bondit sur son divan et parle de renvoyer au sultan, aux pieds de qui son fils irait se jeter, la flotte turque qu'il retient à Alexandrie. Le roi voit dans ces événements une raison de fortifier Guizot dans la ligne que Thiers lui a prescrite. La prochaine dépêche porte : La France n'a menacé personne de la guerre, mais elle ne souffrira jamais que l'équilibre des Etats soit changé. Il faut persister à être doux, calme, temporisateur, mais inflexible sur le fond des choses. Thiers envoie à l'ambassadeur à Londres le grand cordon de la Légion d'Honneur, ce qui lui vaut une bourrasque de Sébastiani.

L'affaire reçoit une nouvelle impulsion de l'arrivée à Londres d'un envoyé du sultan, Noury Effendi. C'est au tour de Palmerston de temporiser ; son isolement se dessine parmi ses collègues aux yeux de beaucoup d'Anglais, et même parmi les diplomates, mais il y a loin de là à lutter contre lui. Il entame à Tunis, où le consul anglais intrigue tant qu'il peut, une discussion assez aigre, qui risquerait de tourner mal comme à Naples ; Louis-Philippe ordonne à Thiers de ne pas perdre un instant pour prévenir un résultat aussi dangereux ; il ne veut pas de vaisseaux devant Tunis ; plus avisé, le ministre les tient prêts à Toulon pour le cas où le Conseil en déciderait autrement ; on en expédiera trois en juin, et un quatrième en juillet. Fin juin, en regrettant l'opinion, fautive à son avis, que l'on a à Londres sur la possibilité de *coercer* le pacha d'Egypte, Louis-Philippe se montre parfaitement d'accord avec son petit président : Nous deux voyons de même dans cette affaire. Les ambassadeurs ne sont pas moins satisfaits de leur ministre : Votre renommée d'habileté et de sagesse s'en va croissant, lui écrit le baron de Barante. Vous vous faites, et vous nous faites, une bonne position. Et Sainte-Aulaire à Barante : A l'extérieur, M. Thiers ne veut pas autre chose que ce qu'ont voulu ses prédécesseurs, et je le défie bien d'inventer du nouveau. Mais il

a, quoi qu'il en puisse croire, de mauvaises formes diplomatiques... Il pense, et a raison de penser, que la France n'aura la guerre que si elle la veut et la déclare, et il place sa dignité à ne point faire (ou recevoir) des caresses à des gens qui ne nous aiment guère et qui le détestent personnellement.

L'inaction de Palmerston éveille la méfiance de Thiers : il soupçonne qu'elle cache quelque travail secret devant aboutir à une convention où la France ne serait pas partie ; il porte sur ce point l'attention de Guizot, mieux placé que personne pour pénétrer le secret. Mais il ne sait comment s'y prendre pour lui recommander de ne pas laisser pénétrer les siens : Bresson l'a dûment averti que Mme de Lieven, qui choisit ce moment pour faire à Londres un séjour de deux mois, tient un journal de tout ce que font ou disent Thiers et Guizot ; elle écrit tous les jours à son frère, le comte Benckendorff, ministre de la Police de l'Empire de Russie, des lettres qui ne partent que par des occasions sûres, et l'empereur de Russie lit le tout avec la plus grande attention. Pendant vingt ans, elle a pour secrétaire miss Marion Ellice, nièce d'Edward Ellice. Le 30 juin, Thiers communique à Guizot une dépêche d'Egypte qui laisse prévoir l'arrangement direct entre le sultan et le pacha ; ce serait la solution idéale ; il recommande le secret. Malheureusement, Louis-Philippe le confie à deux ou trois personnes qui le répètent à la Chambre des Pairs où, deux heures après, la nouvelle est publique. Il ne reste qu'à la communiquer officiellement à lord Granville. Thiers n'a cessé de prêcher la modération au pacha ; il lui envoie Eugène Perrier en mission extraordinaire pour le décider à restituer la flotte au sultan et à accepter la Syrie viagère. Quand Perrier arrive, Méhémet Ali a déjà envoyé Sami-bey prendre les ordres du sultan. En Prusse, Thiers tente une diversion, que les dépêches de Bresson lui ont paru rendre possible : il suggère une union de la Prusse et de la France, qui seules n'ont aucun intérêt suspect dans l'affaire, alors que la Russie et l'Angleterre laissent voir leurs appétits impatients : on dit le tsar hors de ses gonds et dans une fièvre perpétuelle.

Nouvelles plus graves : bien que le ministère anglais soit divisé, Palmerston lui fait adopter un double plan de conduite à l'égard du pacha, suivant que la France acceptera ou refusera un maximum de concessions à imposer à Méhémet Ali. L'amiral Stapford quitte Malte brusquement pour le Levant avec tous les bâtiments disponibles. A l'instigation des agents anglais, une insurrection éclate dans le Liban. **Nous n'avons pas, vous et moi**, écrit Thiers à Guizot, **traversé de plus dangereux défilé**. Le pacha commet la faute d'envoyer sur sa flotte des troupes en Syrie : les Anglais sont bien capables de lui prendre ses navires sous prétexte qu'ils appartiennent au sultan. Nous pouvons avouer notre conduite : il y a de l'inavouable dans celle des autres. **De quelque façon que ça tourne, je suis ferme sur mes étriers**. Il ne craint rien : les autres ont une peur insigne de la guerre.

Sur ces entrefaites, le 17 juillet, la bombe que soupçonnait Thiers éclate : Palmerston remet à Guizot un mémorandum : l'avant-veille, les quatre puissances ont conclu un accord avec le sultan, et fixé un plan de conduite commun. Le ministre anglais a la certitude absolue que le pacha cédera ou sera vaincu et que la France ne fera pas la guerre. Les quatre puissances feront ce qu'elles entreprennent, dit-il, la France se tiendra tranquille ; malgré son humeur, une fois l'affaire faite, elle rentrera en bonnes relations avec l'Angleterre, et l'Orient sera réglé comme l'Angleterre l'aura voulu. C'est avec ces affirmations, et la menace d'une dissolution ministérielle, qu'il emporta la décision de ses collègues. Conduite indigne, que celle des puissances qui se jettent entre les deux adversaires pour les empêcher de se réconcilier ! s'écrie

Thiers. On a commis une grande perfidie si on a stipulé des moyens coercitifs. A ce coup, le roi, les ministres restent calmes et fermes. Accord parfait, toujours : **Le roi parle comme M. Thiers**, dit Desages, **et M. Thiers comme le roi**. Un matin, à six heures, le duc d'Orléans convoque Thiers d'urgence à Saint-Cloud. La famille royale est réunie. **Vous ne serez pas surpris**, dit Louis-Philippe, **d'apprendre que nous avons passé la nuit entière à causer de la situation. Nous sommes demeurés tous d'accord que la France ne doit rien céder du terrain où elle s'est placée, et que l'Europe doit être avertie que nous ne reculerons pas. Persévérons donc ; je me confie à vous. Agissez avec fermeté, mais avec prudence, et surtout, autant que l'honneur le permettra, épargnons à notre pays l'horrible fléau de la guerre.** Le meilleur moyen de l'éviter est de montrer que nous ne la craignons pas, dit le ministre. Comme il se retire, la reine lui montre ses fils : **Au moins, soyez prudent, car la guerre me les prendrait tous, et combien m'en rendriez-vous ?** On prévient nos ambassadeurs : si le pacha passe le Taurus, si par suite les Russes entrent à Constantinople, les Anglais et les Autrichiens dans la mer de Marmara, on ne peut s'imaginer que les Français resteront à la porte des Dardanelles ; pas un ne le souffrirait ; la Pologne est là aussi, et la guerre générale s'ensuivrait, terrible. N'offensons personne par des bravades, ne parlons pas d'armements, disons simplement que la France prend des précautions. Sainte-Aulaire, au moment de regagner son poste à Vienne, reçoit les instructions du président du Conseil en présence du roi ; il ne doute pas de leur accord ; en lui donnant congé, le roi ajoute : en aparté : **Vous voilà bien endoctriné, mon cher ambassadeur ; votre thème officiel est excellent. Pour votre gouverne particulière, il faut cependant que vous sachiez que je ne me laisserai pas entraîner trop loin par mon petit ministre. Au fond, il veut la guerre, et moi je ne la veux pas ; et quand il ne me laissera plus d'autre ressource, je le briserai plutôt que de rompre avec toute l'Europe.** L'attitude ultra belliqueuse du roi n'est qu'un moyen de ménager sa popularité. Palmerston l'a compris : le roi est bien trop prudent pour se fourrer dans un pareil guêpier ; quant à son ministre... *boute-feu* dit dédaigneusement l'Anglais, *matamore* qui n'est pas à craindre.

Thiers prend les mesures que les circonstances lui dictent. Le 27 juillet, en secret, il convoque Walewski à son cabinet, et lui donne douze heures pour partir en mission en Egypte. Walewski persuadera Méhémet Ali de s'en remettre à la France qui traitera directement pour lui avec le sultan. Il montrera au pacha l'intégrité du domaine qu'il s'est taillé menacée par les quatre puissances, il le dissuadera d'un coup de tête pour que la France ait le temps de négocier, et lui conseillera, pour éteindre l'insurrection de Syrie, l'octroi de concessions sous la garantie de la France. Un bâtiment de l'Etat attend Walewski à Nice, au lieu de Toulon, pour dépister les indiscrets. D'autre part, l'amiral Duperré reçoit l'ordre de venir, sans perdre un instant, à Paris, où il recevra le commandement en chef des forces navales de la France en Méditerranée. Cochelet avertira le pacha que ces mesures ne doivent le rendre ni présomptueux, ni intraitable, car en cas de guerre la France ne combattra qu'en Occident. Le *Moniteur* publie les premières mesures d'armement. De nouvelles instructions partent pour Montalembert, en mission officieuse à Vienne. Dans le public et dans la presse, l'explosion du sentiment national que Thiers redoutait se produit. **Il importe beaucoup que nos journaux soient animés et unanimes**, écrit Guizot. **Il ne faut pas qu'ils échauffent et rallient les journaux anglais. Le Times hésite à continuer son attaque sur Palmerston tant l'attaque française lui paraît vive.** Thiers donne le *la* : les *Moniteurs* et le *Messenger*, acheté, dit-on, 120.000 frs à Walewski, observent une

certaine réserve, car on sait qu'ils appartiennent au gouvernement ; mais le *Constitutionnel*, le *Temps*, le *Courrier français*, le *Siècle*, le *National*, ne gardent plus de mesure. Une seule exception : la *Presse*, influencée par Molé. Les journaux légitimistes renchérissent sur les journaux officiels. Thiers en personne publie à la *Revue des Deux Mondes* deux articles, non signés, où il expose lumineusement la situation, rejette sur Palmerston la responsabilité de la rupture et lance le mot décisif à l'Europe : si certaines limites sont franchies, c'est la guerre, la guerre à outrance, la guerre quel que soit le ministère. A Londres, nos préparatifs surprennent ; Guizot combat la confiance de ceux qui ne croient pas à la guerre et demande maintenant qu'à Paris le feu de la presse soit non pas moins vif, mais moins continu. Louis-Philippe commence à changer de ton : Tâchez que nos gazettes ne soient pas si irritantes. Il veut calmer Bresson à Berlin et Bois-le-Comte à La Haye. Ils vont trop vite. Bresson signale que ce déploiement de décision et d'énergie impose, étonne, inquiète une Cour qui se traîne malgré soi à la remorque de Palmerston. Thiers dénie qu'il ait envie de pousser à la guerre, mais le pays est assez monté pour mener loin ceux qui voudraient l'arrêter. L'indignation gagne toutes les classes. A Vienne, Metternich s'inquiète un peu des explosions de fureur du petit Thiers ; pour faire le conquérant militaire, il manque à ce Napoléon civil des ennemis prêts à se présenter sur le champ de bataille ; il ne pourra que provoquer la révolution dans son pays. Au contraire de ce qu'il dit à Bresson, Thiers certifie au baron de Barante que le mouvement du public laissera le gouvernement maître de son action. Ses préparatifs n'en sont pas moins sérieux. Au fond, le voisinage des flottes anglaise et française en Méditerranée l'inquiète, cependant que l'empereur Nicolas ne cache pas sa joie de la rupture qu'il a provoquée entre la France et l'Angleterre. Mme de Lieven dit, sardoniquement : Nous rions !

Louis-Philippe, irrité, rejette sur l'empereur de Russie les hostilités menaçantes. Tenons bon, et nous les ferons bouquer, dit-il. Il fait une scène à Apponyi, qui s'en plaint à Thiers : A qui le dites-vous ? Je fais ce que je peux pour le calmer, répond le petit président. Le duc d'Orléans jette feu et flammes. Tocqueville ne voit pas de ministère, même de dynastie, qui s'exposât à périr en voulant décider le pays à voir la Russie et l'Angleterre terminer elles-mêmes par les armes la querelle du pacha et du sultan. Il n'y a qu'un moyen d'empêcher la guerre, c'est d'avoir l'air déterminé à la faire. Dupin, partant pour la Nièvre, s'annonce prêt à revenir si les affaires publiques l'exigent : La paix, mais sans craindre la guerre, la guerre à outrance contre tout ce qui aurait un caractère de provocation, de danger ou d'humiliation... Vous avez de la tête et du cœur, et c'est heureux : car l'un sans l'autre ne suffirait pas. Nous vous soutiendrons vigoureusement. Le marquis de Mornay oppose la noble attitude, digne de la France et digne de lui, que Thiers a prise, à la politique déloyale du cabinet anglais. Comment le docte Guizot a-t-il été assez candide pour se laisser duper par lord Palmerston ? Pour répondre à cette question que d'autres se sont posée, Guizot ne va écrire et parler que pour prouver qu'il n'a pas été surpris. Voilà donc l'aboutissement de tant de concessions, de complaisances, de sacrifices pour le maintien de la paix, écrit Thiers à Montalembert, qui lui répond de Vienne : Ce qui console au milieu des inquiétudes patriotiques que l'éloignement augmente, c'est la pensée que c'est vous, Monsieur, qui tenez les rênes du gouvernement. Je vous ai assez combattu pour ne pas être suspect de flatterie en vous disant que votre présence à la tête du cabinet français est le meilleur gage de force et de résistance que nous puissions donner à l'Europe. Il produit sur elle le même effet que sur les chevaux d'une écurie l'entrée d'un postillon qui ne les touche pas, mais dont ils

connaissent le pas et le fouet. Quant à Duvergier de Hauranne, qui va désormais entretenir avec Thiers une correspondance extrêmement active, où il ne lui ménagera ni les conseils, ni les critiques, il lui dit : Ce n'est pas une petite aventure à courir que de se battre contre l'Europe entière. Cependant il est impossible de se mettre à la queue d'une politique qui nous est hostile... On dit que vous êtes inquiet et tourmenté. Je ne m'en étonne pas, car jamais ministère n'a été chargé de résoudre une aussi grave question.

La défense de Paris a toujours, depuis Vauban, préoccupé les divers gouvernements. On reprend la question en 1830 ; depuis lors, les techniciens disputent : faut-il procéder par le moyen de forts détachés, ou d'une enceinte continue ? La Société des Droits de l'Homme a beau qualifier le projet de *liberticide*, les événements précipitent la décision. Le jour même où le *Moniteur* annonce la signature du traité des quatre, le duc d'Orléans appelle à Saint-Cloud un de ses aides-de-camp, le jeune chef de bataillon du génie Chabaud-Latour. Il lui fait établir sous ses yeux le contour de l'enceinte, le placement des forts, et l'emmène chez Thiers, dans sa résidence d'Auteuil. Pouvez-vous nous rédiger un projet d'ensemble, et quel temps vous faut-il ? demande le ministre. — Six jours me suffiront, je crois. — Prenez-les ; nous avons bien des questions préliminaires à résoudre d'ici-là pour cette grande affaire ; dès que vous serez prêt, nous la porterons au Conseil. Le plan dressé, le maréchal Vaillant l'approuve. Le duc d'Orléans et Chabaud-Latour reviennent chez Thiers, qui approuve à son tour un projet conforme à ses idées. Le roi n'est pas encore bien convaincu de la nécessité de l'enceinte continue, que les journaux de l'opposition combattent, dès qu'ils savent que le roi n'en veut pas. Il faut en finir : à Saint-Cloud, longue conversation entre le roi, le duc d'Orléans, Thiers, le général Cubières et Chabaud-Latour. Allons, Chartres, dit gaiement le roi, nous adoptons ton projet. Je sais bien que, pour que nous venions à bout de faire les fortifications de Paris, il faut qu'on crie dans les rues : *A bas Louis-Philippe ! Vive l'enceinte continue !* Il dira encore : Les fortifications de Paris sont pour la France la chevelure de Samson. Les travaux aussitôt mis en train, le duc d'Orléans, ravi, écrit à Thiers : Quiconque aime et sert son pays vous en conservera une reconnaissance éternelle !

Le roi et le président du Conseil donnent rendez-vous à Guizot au château d'Eu. Ils y reçoivent, sans émotion, la nouvelle du débarquement du prince Louis-Napoléon à Boulogne. Quel bizarre spectacle ! Louis-Napoléon se jetant à la nage pour regagner un misérable canot au milieu des coups de fusil de la garde nationale de Boulogne, pendant que le fils du roi et deux frégates françaises voguent à travers l'Océan pour aller chercher à Sainte-Hélène ce qui reste de l'Empereur Napoléon ! Rémusat, ministre de l'Intérieur, prend les mesures de police nécessaires. Il voit là une occasion merveilleuse d'interner tout le bonapartisme. Le 8 août au matin, le prince part pour Ham dans un état misérable de démoralisation. Montholon aussi, qui paraît avoir joué les deux jeux. Ses renseignements étaient de nature à nous tromper sur la nature et le lieu de l'attaque, et à détourner notre attention sur les points éloignés ; et cependant il a voulu pouvoir dire qu'il nous avait avertis. Dans les papiers saisis figure un décret de Louis-Napoléon ainsi conçu : Monsieur Thiers président du Conseil, est nommé à Paris président du gouvernement provisoire. L'incident ne trouble pas les conversations sur la question d'Orient. Guizot, en deux jours d'entretiens, constate un grand accord de langage entre le roi et son ministre. Il perçoit cependant une différence : le roi, animé en paroles, se promet qu'en définitive la paix ne sera pas troublée ; Thiers veut également la paix, mais se

préoccupe des chances de guerre et des moyens d'y faire face, le cas échéant. Tous deux se veulent en harmonie avec la susceptibilité belliqueuse du pays, et sont inquiets d'avoir un jour l'un à y résister, l'autre à s'y associer. Vue exacte. Thiers, ni le Cabinet, ne désirent la guerre, disposés à accepter tout arrangement honorable. Le roi est ostensiblement **en avant de son président du Conseil**. Il le défend contre Metternich, outré que le ministre autrichien ait introduit dans cette affaire une animosité personnelle contre Thiers, dont l'opinion anglaise ne désire pas la chute, mais contre qui elle ne peut se défendre d'avoir de l'humeur à cause de ses journaux. Metternich change d'opinion le jour où il se convainc que Thiers ne veut pas la guerre. **Il n'est pas fol, il veut faire du bruit, et rien de plus**, dit-il à Sainte-Aulaire. L'ambassadeur n'est pas égyptien ; il aurait fait bon marché de la Syrie pour conserver l'alliance anglaise, mais il reconnaît qu'aujourd'hui la cause du pacha est la nôtre, et réfléchit longuement en présence du langage contradictoire de Metternich, et de celui de l'ambassadeur d'Angleterre Beauval, qui **ne ment que dans la mesure qu'il croit indispensable**. De La Haye, Bois-le-Comte envoie cet avis que lui donne l'ambassadeur du Danemark : **Les Anglais ont la conviction qu'ils ne risquent rien. Avec les Russes, ils détruiront peut-être votre flotte, et ensuite ils comptent sur vous pour chasser les Russes de Constantinople**. Thiers voit très bien qu'à ce moment la Prusse et l'Autriche ne seraient pas fâchées de se tirer de la bagarre. Une fissure se produira-t-elle entre les quatre ? Ou bien un incident naîtra-t-il entre marins français et anglais ? Ou encore le pacha commettra-t-il un acte téméraire ? Thiers, maintenant, calme la presse et modère le pacha sous de fortes menaces ; sa politique s'en tient à armer, sans jactance — **laissez les espions prussiens en apprendre ce qu'ils pourront en parcourant nos frontières**, dit-il — et voir venir. Le roi abonde dans ce sens : il faut se préserver de l'effroi et de la provocation, et ne pas se presser. Bresson l'est trop : **Il faut lui instiller du phlegme... Les quatre puissances ont préparé des mèches soufrées en croyant les éteindre**. Il répète : **Sachons attendre**.

Le roi Léopold est à Buckingham, convaincu que la convention du 15 juillet n'eut d'autre but que d'empêcher une action isolée de la Russie. **On ne s'attendait pas ici à l'effet produit en France**. Il suggère un traité à cinq qui garantirait l'état de possession actuel de la Porte. Il offre ses bons offices. Thiers lui répond que les instructions de Guizot sont dans le sens du statu quo garanti, laissant au pacha tous les territoires qu'il possède ; elles comportent un deuxième projet : le pacha chargerait la France de traiter pour lui. **Notre dignité ne nous permet pas d'en inspirer l'idée. Vous êtes pour nous un si bon ami que M. Guizot ne fera pas de difficulté de s'en entretenir avec vous. Mais il décidera avec Votre Majesté si vous pouvez ou ne pouvez pas faire usage de cette idée**. Palmerston n'aurait pu rejeter la proposition du statu quo garanti avant la signature de la convention des quatre, objecte Léopold : aujourd'hui, il y a commencement d'exécution. Envisageant l'espoir d'utiliser Metternich, le roi des Belges essaie de l'influencer. Thiers ne se flatte guère sur le résultat qu'on veut obtenir de ces démarches, dont la spontanéité ne devra pas pouvoir être imputée au Cabinet français, ce qui serait regrettable pour notre dignité. **Je désire ardemment le succès de toutes les tentatives de conciliation**, ajoute-t-il. En fait, Léopold convaincra tout le monde à Londres, excepté Palmerston, irréductible. Guizot suggère : **Que la France dise : vous avez signé une convention sans moi ; vous ne m'en avez pas communiqué le texte ; mon devoir est d'armer et d'être prête à tout événement**. Thiers abonde en ce sens. **Jamais on n'a fait pour la paix ce que j'ai fait depuis six mois. Je veux la paix avec passion, avec ardeur ; si nous avons la guerre,**

mes ennemis, et je n'en manque pas, comme vous savez — la délégation d'Autriche m'en trouverait si je n'en avais pas — mes ennemis diront que c'est moi qui l'ai donnée à la France. Effectivement, Metternich, qui a brouillé Thiers et le roi en 1836, cherche en ce moment à le brouiller avec Sainte-Aulaire. Thiers se monte : les quatre tournèrent brusquement de la modération à la violence, ne dirent plus un mot, s'enveloppèrent de mystère et n'en sortirent que pour signifier une décision prise : **Jamais on n'a payé de plus d'inconvenance une conduite plus pacifique et plus loyale...** Nous ne pouvons croire à rien, et il faut nous tenir prêts à tout... L'Europe est absurde et inique avec nous. Excepté la Presse inspirée par Molé, tous les journaux français abondent dans le même sens.

Vaillamment, dans cette crise, le petit président se met à l'ouvrage dès cinq heures du matin, après avoir passé une partie de la nuit à faire de la diplomatie. Il étudie la carte avec le duc d'Orléans, et tous deux montent à cheval pour examiner le terrain autour de Paris. Il siège huit heures par jour avec les ministres de la Guerre, de la Marine et de l'Intérieur. Il tient ses collègues et ses bureaux en haleine tout le jour et une bonne partie de la nuit. **Nous étions à moitié morts**, dira-t-il. **Une telle tension fatigue plus que la fatigue physique.** La nuit, mes domestiques me déshabillaient, me prenaient par les pieds et par les épaules, et me mettaient dans mon lit, comme un cadavre, jusqu'au matin. Mes rêves mêmes, quand je rêvais, étaient administratifs. Fin août, nouvelle circulaire pour **faire le langage** de nos agents diplomatiques ; elle établit qu'en cas de guerre la justice des nations ne devrait pas s'en prendre à nous, à un gouvernement qui brave l'impopularité pour maintenir la paix à laquelle il a fait tant de sacrifices. Thiers envoie à Guizot un jeune agent d'une adresse rare, M. de Lavalette, très lié avec la presse anglaise et qui lui dira ce qu'on ne peut lui écrire sur le journal français publié à Londres. Il autorise l'ambassadeur à engager toutes les dépenses nécessaires pour le *Courrier d'Europe*, et promet d'employer le rédacteur du *Journal de Smyrne* que Guizot lui adresse.

Les échanges de notes continuent. Ponsonby a déchaîné une campagne de mensonges, attribuant à Pontois l'intention de s'unir à Méhémet Ali pour soulever les populations musulmanes : cette attaque pare d'avance le coup, au cas où on le prendrait la main dans l'insurrection de Syrie. Metternich accepte pour vraie cette fausse nouvelle ; dans son exaspération, il qualifie d'empoisonnement ce prétendu appel à l'insurrection, et charge Apponyi d'une communication que Thiers accueille avec une hauteur et une indignation dont on n'a pas idée. A la dernière phrase d'Apponyi qui lui demande des explications, **il a bondi comme un lion** dit Desages : **Des explications ! Ce n'est pas moi qui vous en dois, c'est vous qui m'en devez.** L'insurrection, dites-vous, c'est un empoisonnement. **Soit : expliquez-moi donc ce que vous faites en Syrie ?** Apponyi ne sait comment s'en tirer, balbutie, tremble, fait pitié. Au fonds, Pontois a voulu faire peur d'une manière générale : il a réussi. Walewski remplit au mieux sa mission ; il ne cache pas à Thiers qu'il a été trompé et que Méhémet Ali est tout autre qu'on le lui a dépeint. Il faudrait, pour protéger Alexandrie, lui fournir un amiral français, un état-major naval et 40 officiers de marine : on est loin de compte. La convention du 15 juillet s'exécute. Le pacha souhaite la médiation de la France : ni médiation, ni protectorat, répond Thiers, mais bons offices, pour ne pas blesser l'orgueil des puissances ni exposer la France à un nouveau refus. Il envoie en Orient l'abbé Etienne, procureur général des Lazaristes, qui jouit d'une grande influence dans le Liban où il prêchera le calme au nom de la France. Le 30 août, Walewski s'embarque pour Constantinople, chargé des concessions obtenues du

pacha, lequel espère toujours s'arranger directement avec la Porte. Walewski se rend vite compte qu'il ne s'agit guère de la Porte, mais bien des quatre puissances qui la manœuvrent. Montalembert arrive à Constantinople, lui aussi ; il seconde la politique de Thiers dans ses entrevues avec Reschid pacha et Stürmer, internonce de l'Autriche.

Palmerston remet le 20 août une nouvelle note à Guizot qui la qualifie : **polémique de théologien possédé de la manie d'avoir raison**. Thiers y retrouve le memorandum de juillet aggravé de récriminations sur le passé : **En fait, l'Angleterre, après avoir accepté l'alliance russe contre Méhémet Ali, nous fait l'honneur d'accepter l'alliance française contre les Russes**. Conclusion : hâtons nos préparatifs. Et il envoie, le 8 septembre, à nos agents, une nouvelle circulaire en ce sens. Tandis que Rémusat disperse les rassemblements qui se forment sur les boulevards et les groupes d'étudiants qui veulent manifester devant les ambassades d'Angleterre et de Russie, Thiers patiente, gagne du temps pour compléter les armements. Il annonce à Léopold 490.000 hommes. qui seront 934.000 en avril, avec 1.596 canons de 8 et de 12. **Si l'Europe veut avoir affaire à nous, elle n'aura qu'à en essayer, je réponds que la carte du monde sera changée**. Il conseille la force et la modération. Il approuve le projet de réponse de Guizot à la dernière note de Palmerston : **Il ne faut pas laisser établir cette assertion perfide que le cabinet français aurait promis ou laissé espérer son inaction dans tous les cas. C'est un indigne mensonge... Il ne faut pas que ces Messieurs fassent de leurs illusions un engagement pour nous. Il fallait avoir l'esprit de comprendre que tout le monde n'était pas capable d'évacuer Ancône**. Il craint quelque grand orage à l'horizon, venu des côtes de Syrie. Il adopte une idée de Rémusat, et présente l'acceptation par le pacha de l'Egypte héréditaire et de la Syrie viagère comme un avantage marquant obtenu par le cabinet français, il écrit aux ambassadeurs : **une grande concession**. Après l'avoir obtenue de Méhémet Ali, dit-il à Bulwer, nous sommes tenus de le soutenir. Palmerston riposte : si M. Thiers jette le gant, il faut le ramasser ; la France perdra vaisseaux, colonies, commerce, Algérie, et le pacha ira dans le Nil. **J'ai toujours fait ainsi quand Guizot ou Bourqueney commençaient à faire les bravaches, et j'ai observé que cela agissait chaque fois comme un sédatif**. Le 19 septembre, Thiers explique sa conduite au duc de Broglie et finit ainsi : **Le Roi est toujours bien. Je suis en très bonne intelligence avec M. Guizot**. En réalité, Guizot lui rend compte de ce qu'il fait, sans jamais lui communiquer directement sa manière de voir. Pour n'avoir pas l'air de lui dicter sa conduite, l'ambassadeur écrit à un ami qui montrera la lettre au ministre. Pour lui, la convention du 15 juillet n'est pas une résurrection de la Sainte-Alliance contre la France ni une préface au partage de l'empire ottoman ; mais elle contient une offense à la France parce qu'on s'est caché d'elle, et que l'Angleterre a sacrifié son alliance à un intérêt secondaire : le retrait de la Syrie au pacha. Elle contient encore un danger : la résistance obstinée du pacha, le bouleversement de l'empire ottoman, les grandes puissances entraînés au-delà de leur but. De là la légitimité pour la France de pourvoir à ce danger. Maintenant, la convention s'exécute, la France ne doit pas faire la guerre pour maintenir la Syrie au pacha, mais la question de la Syrie peut en soulever d'autres et la guerre en naître spontanément ; en ce cas, ce ne serait plus par la volonté de la France, qui, n'ayant point créé cette situation, devrait l'accepter, et doit, en attendant, se tenir prête à le faire. Guizot ne croit pas que les choses en viendront là ; les quatre puissances supporteront beaucoup de la France quand elle aura prouvé à la fois sa modération et sa vigueur. Le lendemain, Thiers se déclare prêt à

accepter tout traité suffisamment honorable pour la France, sauf celui du 15 juillet, quand bien même le pacha s'y rallierait. Duvergier de Hauranne lui signale que ses adversaires se donnent beaucoup de peine pour le brouiller avec son ambassadeur à Londres. Le roi me soutiendra tant qu'il ne faudra pas en venir à un acte décisif, et me donnera congé le jour où cet acte deviendra nécessaire, répond Thiers. Duvergier ne peut admettre que le roi puisse reculer aisément après s'être déclaré prêt à tirer l'épée plutôt que de subir une humiliation, même s'il a joué la comédie depuis deux mois. Le public le croit sincère. Sa popularité s'en est un peu relevée. Quel orage si l'on apprend qu'il a voulu simplement prendre pour dupes la France et l'étranger ! Ce sera bien joué si Thiers parvient à maintenir la paix, mais si le roi abandonne le Cabinet, les ministres ne devront pas hésiter une minute à donner tous leur démission. Puis ce post-scriptum : **Montalivet a annoncé positivement que le Roi se moque de son cabinet et le laisse se compromettre afin de le mettre plus facilement à la porte à la première occasion.**

Le 2 octobre, nouvelles d'Orient et coup de théâtre : l'amiral Napier a bombardé et pris Beyrouth et mis le blocus devant Alexandrie ; le sultan a prononcé la déchéance de Méhémet Ali. Thiers, outré, écrit immédiatement à Guizot : **Ne dissimulez pas que jamais la situation n'a été aussi grave.** Il en parle à plusieurs de ses collègues. A dix heures du soir, il va chez le roi. Louis-Philippe ne donne pas le moindre signe d'émotion. Thiers en est désagréablement impressionné. Il réunit le conseil chez lui, à Auteuil, le lendemain, et communique à ses collègues les mesures qu'il a envisagées. Les ministres de la Guerre et de la Marine craignent que la France ne soit pas, avant cinq ou six mois, en état de soutenir le choc de toute l'Europe. La discussion dure quatre heures. Le 4, réunion pour conclure : on publiera un manifeste adressé à l'Europe et à l'Angleterre, et posant le casus belli ; on convoquera immédiatement les Chambres ; on enverra l'amiral Duperré avec sa flotte en Méditerranée. Le roi ne veut pas de casus belli. Il veut la paix. **Si vous la voulez absolument,** dit Thiers, **nous ne pouvons plus être vos ministres.** Encore quatre heures de discussions où le roi et son ministère restent chacun sur ses positions. On ajourne au lendemain la décision définitive, pour se donner le temps de rédiger le manifeste et d'en discuter hors de la présence du roi. Thiers, avec Rémusat, établit le texte que le conseil adopte. Il le porte à Saint-Cloud. Le casus belli effraie le roi, qui, sans plus discuter, promet d'y réfléchir. Le 6, à huit heures et demie du matin, il convoque Thiers à Saint-Cloud. Louis-Philippe et le duc d'Orléans l'attendent, fortement émus. **Je me remets en vos mains,** dit le roi. Thiers établit bien que s'il reste ministre, ce peut être la guerre. **J'accepte tout,** répond le roi. L'après-midi, conseil. Dès qu'on parle du manifeste, de casus belli : **Mais je ne veux pas d'un casus belli qui m'entraînerait à la guerre malgré moi. — Mais, Sire, ce matin vous m'accordiez toutes ces choses, et maintenant vous me les refusez ! — Hé bien, oui, je vous le dis, jamais je ne me déciderai à la guerre... Plutôt que de faire la guerre, je sacrifierais tout, presque jusqu'à l'honneur !** Les ministres n'ont plus qu'à démissionner, mais tiennent à couvrir le roi. On dira au public que le Cabinet est divisé sur la paix et la guerre, moitié pour, moitié contre, et doit se séparer, ce qui arrache à Louis-Philippe ce cri : **Ha ! M. Thiers, que vous êtes brave et honnête homme !** Le soir, à Saint-Cloud, tous ceux qui voient le roi constatent qu'il est d'une humeur et d'une gaieté charmantes.

Le 7, au matin, l'amiral Roussin, convaincu que la retraite du Cabinet perdra le roi dans l'opinion, préconise la recherche d'une formule de conciliation. Le bruit de la démission s'est répandu dans Paris. On parle d'une manifestation. En allant

au conseil, qui se réunit à trois heures aux Tuileries, Thiers rencontre le duc d'Orléans, qui ignorait le revirement de son père, et s'indigne : **S'il lui plaît de compromettre la dynastie, moi, je ne le veux pas !** Et voilà : au conseil, le roi change d'avis encore un coup ; il déclare accepter le manifeste ! Surprise générale, mais rien à dire puisque que le roi accepte à peu près tout ce que les ministres lui proposent. On décide la convocation des Chambres pour le 18.

Thiers a hâte de se remettre au travail, car il lui faut achever le memorandum et la note qui répondront au dernier memorandum de Palmerston. C'est chose faite le 8, avec l'approbation du roi et des ministres. Les deux documents partent pour Londres dans la nuit ; ils disent : aux concessions du pacha, la Porte a répondu par un acte de déchéance, soit qu'elle ait agi spontanément, soit qu'elle ait agi par des conseils irréflechis, reçus sur les lieux mêmes ; le traité du 15 juillet supposait un refus péremptoire du pacha, et le recours aux conseils des quatre puissances. Rien de tout cela n'eut lieu. Palmerston et Apponyi disent qu'il ne faut voir là qu'une mesure comminatoire : dont acte. Dans l'opinion de la France, le vice-roi, par les provinces qu'il administre, par les mers sur lesquelles s'exerce son action, est nécessaire pour assurer les proportions actuellement existantes entre les Etats du monde. La déchéance mise à exécution serait aux yeux de la France une atteinte à l'équilibre général. On peut d'ailleurs compter sur son amour de la paix et son désintéressement. A Londres, on était inquiet de ce que contiendrait ce document ; une communication de lord Granville disant que la déchéance ne serait pas poussée à fond en fit adoucir les termes ; il produit bon effet outre-Manche, d'où partent des instructions au sultan qui rétablira le pacha et lui donnera l'investiture héréditaire. Dupin vante l'habileté du memorandum ; Piscatory proclame : c'est un chef-d'œuvre. Admirable, dit Louis-Philippe, qui en attend un grand effet : **Ce sera une véritable victoire que vous aurez acquise à la France.** Le roi Léopold semble plus vrai en disant la dépêche *parfaite*. Tandis que Thiers nuance son langage suivant qu'il s'adresse à Bresson, à Sainte-Aulaire ou à Barante, il conte exactement à Guizot les incidents qui se succédèrent en conseil, et lui demande son opinion dont il est très disposé à tenir compte. Puis : **Je ne puis changer la situation, je la prends comme elle est. Si l'on croit qu'un autre que moi la pourrait changer, j'offre au Roi et aux Chambres ma démission. Ce sera pour moi un bonheur si l'un des deux l'accepte.** Ce soir-là, 9 octobre, 25 gardes nationaux portent une pétition en faveur de la guerre au ministère des Affaires Etrangères, en l'absence du ministre. Autant de polissons crient à la porte : **La guerre ! La guerre !** A cela se bornent les manifestations. Mais il y a quelque chose de changé : tant que tout le monde crut la paix inébranlable, tout le monde réclama la guerre ; aujourd'hui que la guerre paraît imminente, tout le monde réclame la paix. **Tout le monde s'est trompé, et commence à s'en prendre au président du Conseil.** Villemain, Molé, cherchent à lui attribuer des difficultés qui, dit Fulchiron, **sont le résultat de la déconsidération produite contre nous à l'étranger par la politique des dernières années.** Thiers se plaint d'un article que publia Léon Faucher : **Vous voulez ménager le roi, dit le journaliste, je ne vous blâme pas de le faire, mais vous ne pouvez pas lui sacrifier votre position sans danger pour le pays qui passe avant le roi.** Dans mon opinion, Louis-Philippe n'est pas sincère : **il compte sur les Chambres pour vous renverser.** En effet, Thiers se trouve dans une situation fautive entre les pacifiques et les belliqueux. De plus, contrairement à toute attente en France, en présence de l'attaque contre Beyrouth, Méhémet Ali ne bouge pas. La discussion continue avec Palmerston, et la France continue à armer, car les nouvelles de Syrie deviennent de plus en plus mauvaises.

Le soir du 14 octobre, une lettre anonyme engage Thiers à veiller le lendemain à sa propre sûreté, parce que sa vie est menacée. Ce n'est pas lui, c'est Louis-Philippe que tire un fanatique, Darmès. Grosse émotion : les uns crient contre la liberté de la presse, d'autres assurent que cet attentat fut l'œuvre du parti de la guerre. Louis-Philippe comprend le parti qu'il en peut tirer, et l'exploite au bénéfice de sa politique personnelle. Le 17, longue conversation entre lui, Thiers, Cousin, Guoin et Rémusat. Le roi a flairé le vent : il veut interrompre les armements. *Votre Majesté a bien changé de langage depuis quelques jours. — C'est possible, c'est possible, mais je change avec les circonstances. Lorsque j'ai armé, j'avais l'espérance d'effrayer l'Angleterre ; mais aujourd'hui que je vois que mes armements n'ont pas produit cet effet sur lord Palmerston, je crois, au contraire, qu'il veut la guerre. Mon rôle alors est de me retourner, d'arrêter mes armements, car je ne veux de la guerre à aucun prix. Il ne veut rien de significatif dans le discours du Trône qu'il va falloir rédiger. Thiers, dès ce moment, regarde comme à peu près impossible de rester au pouvoir jusqu'à l'ouverture des Chambres. Ce soir-là, Molé vient voir le roi. Le lendemain, au cours d'un entretien avec Thiers, Louis-Philippe s'écrie : A propos ! J'ai vu Molé hier. Je lui ai demandé s'il entrerait volontiers aux affaires en ce moment : savez-vous ce qu'il m'a répondu ? Qu'il ne s'en chargerait pas maintenant, et que je devrais vous garder. N'êtes-vous pas étonné de cette réponse ? — Mais, Sire, je suis plutôt étonné de la question. Thiers en rit avec ses collègues. Ils arrêtent le texte du discours du Trône dans un sens qui n'est pas celui du roi. Le 21, Duvergier écrit à Thiers : J'aperçois comme tout le monde qu'il se prépare en certain lieu une immense platitude. Tout ce que je demande, c'est que le ministère n'en paraisse pas complice. Le 22, en effet, le roi n'accepte pas le texte du discours du Trône que les ministres lui présentent. L'un d'eux lui a dit : Renvoyez-nous, Sire, il est temps ; nous ne pouvons plus rien et nous empêchons tout. Une dépêche télégraphique et une lettre du roi par courrier extraordinaire partent pour Londres. Un billet de Thiers accompagne la lettre : Vous avez deviné certainement, avant toute explication, de quoi il s'agit... Guizot passe le détroit. Le duc de Broglie veut rajuster les choses ; le roi refuse, et, le 29, signe le congé classique : Mon cher Président, au moment de signer les ordonnances qui vont constituer le nouveau ministère, je veux vous témoigner, etc. A bord de l'Oriental qui le ramène en France, Walewski écrit à Thiers : Je n'oublierai jamais le service que vous m'avez rendu en me confiant une mission importante qui m'a mis à même de me faire connaître. Il lui transmet les dernières paroles dont le chargea Méhémet Ali : Dites à M. Thiers que j'ai mille choses pour lui dans mon cœur, et jusqu'à mon dernier soupir j'aurai souvenir de ce qu'il a fait pour moi et pour l'Egypte.*

Palmerston, exactement renseigné, a suivi sans broncher, envers et contre tous, la ligne de conduite qu'il s'était tracée. Metternich triomphe : J'ai joué toute ma mise sur une carte : la chance d'une querelle entre le roi et Thiers. Comme d'autres, Barrot avait mis Thiers en garde contre la sincérité du roi et celle de Guizot. Cette dernière ne fait pas de doute. Dans ses Mémoires, Guizot portera ce jugement : Les erreurs qui avaient amené cette situation n'étaient celles de personne en particulier, ni d'aucun parti, ni d'aucun homme : c'étaient des erreurs politiques, nationales, partout répandues et soutenues, dans les Chambres comme dans le pays, dans l'opposition comme dans le gouvernement, au sein des partis les plus divers. Tous avaient placé la question égyptienne plus haut que ne le voulait l'intérêt français ; tous avaient repoussé les transactions proposées ; tous avaient cru Méhémet Ali plus fort et le dessein des quatre

puissances plus difficile qu'il ne l'était réellement. L'heure des mécomptes était venue, et c'était le Cabinet présidé par M. Thiers qui avait eu à en porter le poids. Le nouveau Cabinet a l'avantage de pouvoir sans se démentir accepter le traité du 15 juillet.

La question d'Orient aura un épilogue à la Chambre. Duvergier engage Thiers à préparer la séance de rentrée : Il faut absolument qu'avec beaucoup de mesure dans la forme, mais en disant tout, vous fassiez pleine justice de l'indigne tactique qui tantôt vous dénonce au-pays comme un incendiaire, prêt à mettre le feu sans motif sérieux aux quatre coins de l'Europe, tantôt vous présente comme un pur fanfaron, démentant chaque jour ses paroles par ses actes, et marchant de reculade en reculade. Il faut absolument que soient lus à la tribune quelques passages de la dépêche où Palmerston dit formellement n'avoir obtenu de ses collègues la signature du traité qu'en promettant la résignation de la France ; il faut que la Chambre sache qu'au mépris de l'acte collectif, l'Angleterre s'efforça de résoudre la question sans nous et malgré nous par l'insurrection de Syrie. Le 25 novembre, Thiers prend la parole à la Chambre ; il expose les motifs qui l'ont déterminé à quitter le pouvoir : nous n'avions pas été heureux en Belgique, en Italie, en Espagne ; nous pouvions espérer nous relever en Orient. Là, il fallait couvrir Constantinople contre la Russie, et l'Egypte contre l'Angleterre ; mais il ne fallait pas entrer dans l'affaire sans la ferme volonté de la pousser jusqu'au bout. Il se défend d'avoir voulu la guerre. Il prouve la loyauté de sa politique. L'Angleterre, au contraire, parce qu'elle avait un intérêt en Méditerranée, a abandonné une alliance de dix ans. Toute la France a senti l'affront. Si vous saviez de quels sentiments on est animé, quand d'une erreur de notre esprit peut dépendre le malheur du pays ! Il faut quelquefois l'exposer à la guerre pour maintenir son honneur. Aujourd'hui, notre influence est perdue en Méditerranée. Chaque fois que l'initiative de l'Angleterre sera contre nous, l'alliance des puissances se reformera. Le surlendemain, il répond à Passy et à Guizot : la France a tout fait pour la paix, et on l'a payée de la plus noire ingratitude ; si un autre que lui avait été possible en mars, ce n'est pas lui qu'on aurait appelé. Aux attaques personnelles, il riposte : Je ne crains pas de m'appeler révolutionnaire, car je crois qu'un révolutionnaire honnête homme, homme d'ordre, qui veut la grandeur de son pays, peut accepter cette qualification de révolutionnaire ; il n'y a que les parvenus de mauvaise éducation qui ont peur de leur origine ; moi, je n'ai pas peur de la mienne... On peut toujours faire souffrir un homme quand on le calomnie ; on ne lui inspire pas de la crainte, on lui cause de la douleur ; mais il méprise, il méprise beaucoup, et c'est sa seule vengeance. Aux yeux de Mérimée, la discussion est fatale aux deux combattants ; Thiers en sort blessé à mort, et Guizot tout aussi malade. Deux amis de Mme de Dino lui communiquent leurs impressions ; Salvandy : M. Thiers est comme une fille entretenue à laquelle on ne demandait qu'à être bonne fille ; on lui passait tout ; sa considération ne souffrait de rien. M. Guizot est la femme austère qui a failli : tout lui est compté. Et Royer-Collard : Il y a cette différence entre les deux hommes, que Dieu n'a pas donné à Thiers le discernement du bien et du mal ; mais Guizot, qui a ce discernement, passe outre. Il est donc plus coupable, mais il n'est peut-être pas le plus dangereux.

Le 5 décembre, Thiers subit un nouvel assaut. La *Presse* l'a accusé d'avoir, avec son beau-père, gagné des sommes considérables en jouant à coup sûr grâce à sa connaissance anticipée des nouvelles extérieures. Ses journaux publient un démenti. Dosne proteste que depuis sa nomination de receveur général, il n'a pas fait une opération de Bourse. Heine prend leur défense. Desmousseaux de

Givré porte l'affaire à la tribune. Il s'en prend à Rémusat : il y eut négligence des services de l'Intérieur puisque la spéculation a pu jouer sur des différences de 5 à 7 francs qui se produisirent avant que les nouvelles qui les provoquaient aient paru au *Moniteur*. Thiers répond. C'est lui qu'on vise à travers son garde des Sceaux et son ministre de l'Intérieur. Le gouvernement ne pouvait pas publier un traité dont il n'avait pas le texte ; il a dit tout ce que permettait de révéler le secret de l'Etat ; Méhémet Ali avait demandé lui-même que les conditions qu'il avait acceptées fussent tenues secrètes ; le gouvernement délibéra deux ou trois jours pour savoir s'il les ferait connaître tout de suite, ou non, et il décida la publication. Aucune de ces calomnies n'est fondée ; quand on demande des preuves à ceux qui les lancent, ils répondent : c'est un propos qu'on a entendu et qu'on répète. L'orateur somme Givré d'apporter ses preuves. Il veut se battre avec lui. Rémusat l'en empêche. Thiers en a les larmes aux yeux. Il se produit ce jour-là à la Chambre un effroyable déchaînement de haines et de violences. Mme Dosne assiste à la séance, qui la bouleverse au point qu'elle garde le lit. P.-F. Dubois, l'ancien directeur du *Globe*, envoie ce billet touchant : *Mon cher Thiers, hier au soir, après l'abominable séance, mon premier mouvement a été d'aller vous voir. Mais j'aime peu le faste des protestations ; vous n'avez pas besoin d'être entouré. Cependant, si dans ce moment d'épreuve que la calomnie vous envoie pour la deuxième fois vous avez quelque plaisir à serrer une main qui cherche la vôtre, je vous la donne du plus profond de mon cœur, comme au temps de notre pauvre, laborieuse et honnête jeunesse.* Mme Hamelin, l'ancienne Merveilleuse, l'amie de Montrond, s'amuse : *La Presse a été drôle, quand elle a dit que le dévouement des amis de M. Thiers ne les a pas empêchés de se mettre tous à la hausse.* Puis, l'orage se calme. Thiers répond aux lettres d'adieu de Bresson et de Barante sur ce thème : *Je suis délivré du ministère, et des discussions qui suivent ; je suis heureux de ma liberté, mais affligé de l'abaissement sensible du pays.* Montrond, toujours impertinent et spirituel, avec cet air de bonhomie qu'il a pris avec l'âge, arrive un jour place Saint-Georges : *Je viens de chez le roi, j'ai passé deux heures avec lui, nous avons parlé de toutes choses... et de vous. — Eh bien ? Que dit-il ? — Il dit qu'il a deviné, qu'il sait ce que vous voulez. — Quoi ? — Vous voulez sa place ; mais il m'a chargé en même temps de vous demander pour lui celle de ministre des Affaires Etrangères. Vous pourriez plus mal choisir.*

A peine au pouvoir, Guizot fait signer par Louis-Philippe une ordonnance rétablissant l'Académie des Sciences morales et politiques. Le jour même où il est violemment attaqué à la Chambre, le 5 décembre, Thiers pose sa candidature. Elu à l'unanimité le 26 décembre, il prendra séance le 9 janvier 1841. Avant l'élection, il reçut un mot de Lakanal qui lui promettait sa voix et spécifiait, afin que Thiers n'en doutât point : *Mon bulletin, qui passera sous les yeux de M. Mignet, sera fort reconnaissable ; il sera écrit en lettres majuscules.*

Ultime épilogue : la *Belle-Poule* vogue sur le chemin du retour. Philippe de Chabot sait que le ministre qui l'envoya n'est plus au pouvoir ; il tient à l'informer qu'il lui a suffi de se conformer à ses directions pour tout que se passât au mieux. La veille du grand jour, Victor Hugo envoie à Thiers son poème, *Le retour des Cendres* : *Le vrai poème, c'est celui que vous avez fait, c'est ce magnifique poème en action qui à cette heure passionne tout Paris et qui demain vivra et marchera aux yeux de tout un peuple, de l'Arc de l'Etoile aux Invalides. Le mien n'est qu'un des mille détails du vôtre, un complément peut-être utile, une chose imperceptible dans un coin voilé, un accompagnement obscur de cet ensemble éblouissant. Permettez-moi cependant de vous l'offrir comme à un*

homme que j'honore et que j'aime. Votre esprit est de ceux qui séduisent le mien. On sent qu'avant de traverser les grandes affaires vous avez traversé les grandes idées. Je n'ai pas besoin de vous dire, n'est-ce pas, tout ce qu'il y a dans ma sympathie pour vous de haute estime et de vive admiration. Donc, le 15 décembre, par un froid glacial, la cérémonie se déroule. En présence des plus hautes autorités du royaume, le prince de Joinville remet le corps au roi qui le confie à la garde du maréchal gouverneur des Invalides. Là, catafalque de 16 mètres de haut, avec, aux angles, des aigles soutenant des couronnes d'immortelles, et surmonté d'un aigle d'or aux ailes éployées de 3 m. 30 d'envergure ; pompe funéraire, trophées d'armes, velours noir et draperies violettes, abeilles d'or, cordons de lumière, torches de cire, couronnes de lauriers où s'inscrivent les gloires civiles de l'Empereur, 24 bannières tricolores où s'inscrivent ses plus belles victoires, voisinant avec trois grandes bannières aux armes de Louis-Philippe. Le *Requiem* de Mozart exécuté par les premiers chanteurs du temps, Duprez, Rubini, Tamburini, Lablache, Chollet, Geraldini, Mmes Grisi, Damoreau, Dorus, Stolz. Ce soir-là, Hugo inscrit ces lignes sur son manuscrit de *Choses vues* : Thiers eût à coup sûr mieux réussi cette cérémonie. Il l'eût prise à cœur. Il avait des idées. Il sent et il aime Napoléon.

XXI

L'HISTOIRE DU CONSULAT ET DE L'EMPIRE

Il va le prouver d'une façon plus décisive.

Son *Histoire de la Révolution* est un gros succès de librairie. Elle a grandement contribué à la célébrité de son auteur. Tandis que le vieux Barrère traite l'une et l'autre avec un égal dédain, elle inspire à certains lecteurs des sentiments violents. En Tocqueville, elle éveille contre Thiers une horreur, une antipathie très vives, qui, de son aveu, ne s'atténueront que lorsqu'il l'aura connu personnellement. Pour Chateaubriand, leurs positions respectives n'empêchent pas le plaisir qu'il éprouve à se rencontrer avec Thiers sur ce qui convient à la grandeur et à la sécurité de la France, et à lui rendre une éclatante justice dans son *Congrès de Vérone*. D'une manière générale, l'*Histoire de la Révolution* et la position où Thiers s'établit politiquement lui valent une réputation de révolutionnaire qu'il ne dément pas. La bonne compagnie ne se scandalise pas trop lorsqu'il loue le Comité de Salut public de son énergie à défendre le territoire ; elle lui reproche moins sa partialité envers les terroristes que son indifférence apparente pour les escroqueries de toute espèce ; elle sourit de la réclamation d'un M. de Loizerolles que Thiers fait guillotiner par le tribunal révolutionnaire, qui vit toujours, et qui demande qu'après l'avoir tué comme historien, le ministre daigne lui accorder une petite pension pour le faire vivre. Les libraires constatent un énorme chiffre de vente, qui atteindra en 1845 le total de 85.000 exemplaires en 10 volumes, soit 850.000 volumes. Voilà de quoi les allécher.

Schubart en 1826, Lecointe en 1827, lui ont demandé la suite. Il a traité avec le premier pour une histoire de l'Empire, avec le second pour une histoire du Consulat. Les événements l'ont contraint à résilier ces contrats. Il n'en continue pas moins à réunir des documents, bien certain qu'un jour ou l'autre il écrira l'ouvrage. Depuis 1836, il a poussé très activement ses recherches pour une histoire de Florence, et il a déjà recueilli presque tous les matériaux nécessaires, lorsqu'un jour il se laisse aller à promettre verbalement à Paulin une histoire du Consulat et de l'Empire, dont il lui céderait la pleine propriété. L'accord se précise. La garantie de Paulin ne lui paraît pas suffisante ; il exige la constitution d'une société, avec, pour gérants, Paulin et Alphonse Cerfbeer, propriétaire. Le 6 juin 1839, les parties signent le traité : Thiers s'engage à écrire 10 volumes in-8°, de la même étendue que les précédents ; Paulin et Cerfbeer lui verseront 500.000 francs, plus 10.000 francs pour achat d'ouvrages, frais de recherches et copies, etc. ; ils l'indemniseront s'ils lui demandent des remaniements. En fait, il dépassera les délais fixés pour la livraison du manuscrit, mais donnera 20 volumes au lieu de 10. Et voilà l'histoire de Florence abandonnée.

Il s'interrompt de son travail le temps de sa présidence au Conseil. Après la chute du ministère, il déclare qu'il ne reviendra au pouvoir que sous un nouveau règne, et se voue à l'histoire et au dilettantisme artistique. [Il achète des tableaux de Madrazo beaucoup plus cher qu'ils ne valent](#), dit Mérimée, [et oblige despotiquement ses amis à les admirer](#). Cela, c'est sa distraction. L'histoire l'absorbe bien autrement. Il va fournir, comme toujours, une somme de travail énorme. Mérimée se montrera sans doute mauvaise langue lorsqu'il dira en 1844 : [M. Thiers travaille beaucoup à son histoire de Napoléon. C'est ce qu'il fait toujours lorsqu'il n'a pas l'espoir ou l'envie d'entrer au ministère](#).

Comme pour son *Histoire de la Révolution*, il se documente auprès des survivants de l'épopée. Victor Hugo entend chez lui Marchand, le valet de chambre de l'Empereur, conter maintes anecdotes savoureuses et maints détails de la vie courante du grand homme. Devant l'ancien président du Conseil s'ouvrent largement les dépôts publics ; il y puise à pleins bras. Mignet dirige les copistes, signale la publication à l'étranger des ouvrages susceptibles de l'intéresser, et le tient au courant des travaux en préparation ; il piste les budgets de l'administration française en Prusse, de 1806 à 1808, et en indique la cachette. A côté des sources officielles, les sources privées : Charles de Rémusat lui confie les mémoires inédits de sa mère, le général Jomini lui communique une lettre importante du duc d'Elchingen sur Ligny, et sa propre correspondance avec Mounier au sujet de ses démêlés non avec l'Empereur, mais avec Berthier ; il l'engage vivement à se mettre en rapport avec le baron Mounier : [C'est une bibliothèque bipède](#), surtout pour les événements de 1807 à 1815 ; il lui envoie les paroles textuelles de l'Empereur à Sainte-Hélène, pleine justification des attaques dont il fut l'objet. Le général Oudinot extrait pour l'historien, des cartons de son père le maréchal, des papiers inédits sur la campagne de Wagram, sur 1809, sur l'occupation de la Hollande en 1810, sur la guerre de Russie et la campagne de Leipzig. L'ex-roi Jérôme met à sa disposition plusieurs centaines de lettres de l'Empereur, de 1800 à 1814, et demande pour lui à son frère Joseph, au prince Eugène et aux autres membres de la famille, les matériaux qu'ils possèdent. La duchesse d'Auerstaedt lui fait porter les papiers du maréchal. A Flahault, qui fut acteur à Waterloo, il demande des précisions sur la bataille, et son entremise pour poser à l'archiduc Charles un véritable questionnaire. Méneval, sans le connaître personnellement, lui adresse un paquet de notes et publie une *Lettre à M. Thiers sur quelques points de l'histoire de Napoléon et sur la mort du duc d'Enghien* (Paris, 1839, in-8°), que suivent des souvenirs sur Marie-Louise. A propos du duc d'Enghien, on trouve dans les papiers de Thiers, cette note écrite de sa main : [Duc d'Enghien. J'ai vu la pièce le 8 juin 1844 en compagnie avec M. de Menneval. Elle est écrite tout entière de la main de M. de Talleyrand et signée de lui. C'est l'exemplaire destiné et remis au Premier Consul. M. Périer et un autre secrétaire de M. de Talleyrand chargé de détruire ces pièces aux Archives, les ont conservées. A. Th.](#)

Le maréchal Gérard, à qui les Prussiens volèrent en 1814 la plupart de ses papiers avec les armes que lui donna le Directoire, en a cependant sauvé quelques-uns concernant Bautzen, l'affaire de Goldsberg, Bernadotte le jour de la bataille d'Iéna, et les lui communique. Joly, attaché au Dépôt de la Guerre, dresse un itinéraire de Napoléon et le lui envoie ; il reçoit du maréchal Molitor un rapport sur ses combats de 1799 contre les Austro-Russes dans la vallée de Glaris ; du général Trézel, des renseignements sur l'inexactitude de ceux que se procurait le gouvernement anglais relativement aux secrets du cabinet impérial ; du lieutenant-général vicomte Jacques-Marie Cavaignac, par le canal du comte

d'Argout , un précis de son rôle comme aide-de-camp de Murât ; du duc de Fezensac, aide de camp de Ney, l'itinéraire de son corps d'armée en 1806-1807, et son journal de la campagne de Russie ; du maréchal de Castellane, divers passages de son journal ; du baron Dalesme, diverses pièces relatives à la souveraineté de Napoléon Ier sur l'île d'Elbe ; du comte Bouët-Willaumez, des renseignements sur la carrière de son père, l'amiral ; de la princesse d'Eckmühl, tous les documents en sa possession ; de di Petri Santa, procureur du roi à Bastia, le récit d'incidents napolitains. Thiers harcèle Mérimée, qui harcèle la comtesse de Montijo pour en tirer des précisions sur son beau-frère, le comte de Montijo, lequel joua un grand rôle dans les affaires de 1808. Cambacérès le renseigne sur le comte Regnault en 1807. Marmont lui envoie des documents sur la campagne de 1809 ; le duc d'Elchingen, des correspondances ; Berriat Saint-Prix, les mémoires de son père ; Boulay de la Meurthe, une série de notes sur l'ajournement du Corps législatif au 31 décembre 1813, le conseil du 28 mars 1814 où fut discuté le départ de l'impératrice, la dernière nuit de Napoléon à la Malmaison en 1815. Le maréchal Vaillant fait calquer pour lui des plans de batailles et des cartes. Boucher de Perthes, de son propre mouvement, lui écrit ce qu'il a vu de la cérémonie du Champ de Mars en 1815, et du désarmement des fédérés que l'Empereur avait armés. Le capitaine Frantz lui conte comment les deux corps francs de la Moselle, organisés par lui en 1815, et commandés par les colonels Viriot et Yung, réussirent le coup de main qui força l'ennemi à lever le siège de Longwy. Des inconnus se révèlent enthousiastes de l'œuvre et apportent leur pierre : Larigaudière, une lettre de Bonaparte au dey d'Alger en 1802 ; Charles Le Sénécal, des documents sur 1815 ; et des étrangers, Belges et Hollandais, et d'autres encore.

Non content d'interroger les personnes et les pièces d'archives — il estimera avoir vu plus de 30.000 lettres de Napoléon —, il interroge aussi les lieux ; il attache une importance de premier plan à l'étude de la géographie, de la topographie, qui illustrent et éclairent les textes.

Fin juin 1841, il accomplit une randonnée en Hollande, jusqu'au milieu de juillet. Il achète des livres et des bibelots. Il étudie le pays, sous tous ses aspects, depuis sa structure géologique jusqu'à ses musées. Il revient toucher barre à Lille. Le 3 août, il envoie un mot d'adieu à Victor Cousin ; il désire s'abstenir de toute politique ; **le passé détache beaucoup du présent et de l'avenir, surtout quand le présent est laid, et l'avenir impénétrable.** Le 4, il se met en route pour l'Allemagne avec sa femme. Voilà sa curiosité en action : **Je dévore, dit-il, tout ce que je vois, avec cette avidité d'esprit que vous me connaissez.... Le plaisir de voir est le plus grand pour moi.** Il vit dans la joie de s'instruire. Il n'est jamais si content que lorsqu'il peut noter sur ses tablettes qu'il a beaucoup appris ce jour-là, et dans tous les ordres d'idées et de faits. Il se réjouit de recueillir pour ses travaux un grand fruit de la vue des lieux. **Par elle, les choses se montrent à l'esprit d'une tout autre façon, et s'expliquent bien mieux que sur les plans les plus parfaits. Les opérations de Napoléon, si claires parce qu'elles sont admirablement conçues, ont, sur le terrain, une bien autre signification que les meilleurs plans.** Il passe ses journées à voir, ses soirées à prendre des notes, où il accumule les renseignements sur les musées, les chemins de fer, les filatures, le charbon, les porcelaines, l'histoire, les monuments, les finances, l'agriculture ; à Vienne, il est frappé par les pavés de bois, sciés en octogones. Il commet les mêmes excès de veille et de travail que dans sa jeunesse, sans en éprouver trop de fatigue. Il s'achemine par Liège, Aix-la-Chapelle, Cologne, Coblenz, Mayence, Francfort et la Thuringe, la Saxe, Weimar et Erfurt, jusqu'à Iéna et Auerstaedt. Il

visite le champ de bataille en compagnie du maître d'école qui, âgé de seize ans lors de la bataille, y assista d'une hauteur. De là à Lutzen, à Berlin où il dîne plusieurs fois à l'ambassade chez Bresson. Le 18 août, visite de Potsdam : Tout Frédéric est là ; on le comprend là mieux que partout ailleurs ; ses goûts, son esprit, ses prétentions, tout repose là, avec une piquante vérité. Le 19, il revêt son costume de député, les plaques de ses décorations belges et espagnoles, et de la grand' croix de la Légion d'Honneur : le roi de Prusse le reçoit en audience. Après Berlin, Dresde, dont il étudie le champ de bataille. Il monte au village de Rœcknitz, où Alexandre prit position. De là, on domine presque tout le champ de bataille. Cependant, on a à côté de soi les maisons du village de Rœcknitz qui vous empêchent de le voir tout entier. En montant quelques pas encore, on se trouve au-dessus de Rœcknitz, et on voit alors tout le demi-cercle où on combattait. On comprend l'anecdote de la mort de Moreau. L'empereur Alexandre était à la position inférieure, très exposé et voyant mal. Moreau le fit changer de position, et l'amena sur le point plus élevé, où un boulet lui coupa les deux jambes. C'est là que se trouve le monument. Il a été élevé par le prince Reprine, lorsqu'il gouvernait la Saxe pour les alliés, après la retraite de Napoléon sur Leipsick. Le monument est simple et de très bon goût. Mais déplorable pour la mémoire de Moreau. C'est un bloc de granit, carré, avec un casque en bronze, de forme antique, une épée passée dans une couronne de lauriers. Le monument porte cette inscription : *Moreau, || le héros || der Held || fiel hier || tomba ici à côté || d'Alexandre || le 27 août 1813*. Moreau tombé à côté d'Alexandre, et en face de Saint-Cyr, de Ney, ses lieutenants de l'Armée du Rhin ! Trois chênes plantés à l'époque du monument, et déjà assez forts, car ils ont l'âge de 1813, ombragent le monument qui domine tous les environs. On a enseveli dans ce monument les jambes de Moreau, auquel on avait fait l'amputation, un peu en arrière du village de Rœcknitz ; elles avaient été jetées dans un fossé couvert de planches où elles furent découvertes plus tard par l'intendant du Cercle, auquel j'ai parlé, et qui avait montré les routes à Napoléon. Cet intendant avait conservé et montre encore la chaussure de Moreau ; c'est un débris de brodequin, en cuir, lacé sur le devant du coup de pied.

Questions personnelles : Thiers informe Mme Dosne que Elise pleure et réclame sa mère. Mme Dosne regarde la langue et tâte le pouls de Félicie, il faut bien qu'elle paie pour trois, autrement, dit-elle, je perdrais l'habitude de la médecine. Avec ses tapis, ses fauteuils, ses lampes, son argenterie, et la jeune sœur, elle passe la saison à Ems, où Mme Thiers, trop fatiguée par le voyage, les rejoint. Lui, continue sa route. Il se loue de l'hospitalité allemande, mais se plaint que malgré ses efforts pour cacher son nom, on le devine, et, quoique très polie, la curiosité dont il est l'objet devient gênante. Par contre, quelle joie de trouver de vieux militaires restés fidèles au souvenir de notre armée dans laquelle ils ont servi, et dont la mémoire reste garnie des détails les plus importants et les plus curieux ! Un vieux général saxon, qu'il avait accueilli à Paris, lui fait parcourir une seconde fois, dans sa voiture, le champ de bataille de Dresde. Il traverse la Bohême, visite Prague, et s'arrête à Vienne. Là, il prend une voiture du pays, et passe dix heures sur le champ de bataille fameux qu'il désirait tant connaître. Crainte d'oublier, il a noté ce qu'il veut voir : la redoute suédoise, le plateau entre Schaplanitz et Girzikowitz, le Santon et Borenitz, le ravin de Bœnitz, la plaine entre deux ; Kruch, Blaziowitz et Kzernowitz ; Voir si la chute du côté de Kzernowitz. est bien marquée ; puis, Pratzén et le ravin du même nom ; le sommet du plateau, la descente vers Angezd, la chapelle Saint-Antoine ; Kobelnitz, Sokolnitz ; examiner à Sokolnitz et distinguer le village et le château ;

observer le terrain en arrière — examiner la forme du terrain en arrière du ruisseau, depuis Pomtowitz jusqu'à Mœwitz ; les lacs, la chaussée qui les sépare ; examiner le terrain qui servait d'appui aux Russes pour couvrir la retraite entre Pilnitz et le tour du lac de Satezem ; il semblerait, d'après Langeron, que le terrain forme une espèce d'épaulement circulaire, enveloppant le tour du Lac, sur lequel furent placées les batteries russes. Un paysan parlant l'allemand et le slave l'aide à identifier les vrais noms des villages, défigurés souvent dans les rapports français. Il parcourt à pied, en compagnie de troupeaux d'oies et de moutons, les lacs aujourd'hui desséchés où Soult dit avoir jeté les Russes à lui tout seul. Il n'y a pas un coin que je n'aie vu et que je ne sache par cœur... Je n'ai plus un doute maintenant sur aucun point, et je trouve mon personnage plus admirable quand on sait tout son secret, c'est-à-dire quand on a découvert, sur les lieux mêmes, les motifs de ses déterminations. A son secrétaire Martin il écrit : Cette étude a été pour moi une des plus intéressantes de ma vie. On ne comprend bien ces grandes scènes que sur les lieux mêmes ; on ne juge surtout le tact, la sûreté d'esprit de Napoléon qu'en voyant les lieux qui ont déterminé sa conduite. Cela est frappant surtout à Austerlitz ; un quart de lieue en avant, ou en arrière, et tout était perdu, au lieu d'être merveilleusement gagné.

En août 1843, il visite le champ de bataille de Zurich, admirable à contempler. Au printemps de 1845, il songe aux champs de bataille napoléoniens en Espagne. Il est devenu décidément le plus grand tacticien de l'époque, dit ironiquement Mérimée. Lord Hardinge lui rendra justice en déclarant que, comme militaire, il considère que Thiers a plus de puissance et de connaissance administrative de ce qui est nécessaire à une armée en campagne que n'importe quel autre homme en Europe. Il se met en route le 27 août avec Walewski et Eugène Leroux, le fidèle Louis, son valet de chambre, et celui de Walewski qui sert à merveille. Il part, nanti des recommandations de sa belle-mère : Je n'aime pas cette manie que vous avez de voyager sur les chemins de fer, le dimanche... Surtout, n'oubliez pas qu'au moindre accident vous m'avez promis de me prévenir. Portez-vous bien et ne faites pas d'imprudences... Pensez donc qu'au train dont je vais, je ne serai plus là pour vous soigner quand vous aurez vieilli, et qu'il faudrait me laisser emporter la consolation que tous mes enfants auront une santé consolidée. Le fait est que Thiers résistera beaucoup mieux à la fatigue que Walewski, lequel aime le repos d'une façon comique, en dépit des auberges affreuses, de la malpropreté, de la mauvaise nourriture, de la chaleur, de la dureté des routes, des diligences où l'on rebondit jusqu'au plafond. Non loin de Madrid, les voyageurs sont assaillis par un violent orage qui abat les arbres, renverse les maisons, détruit les ponts, transforme les ruisseaux en torrents, et les rivières en fleuves, qu'il faut passer à gué. On attelle à leur voiture douze mules montées par autant d'hommes qui les invectivent et les éperonnent. On leur fait enfourcher à chacun une mule, qu'un violent coup de fouet envoie d'un bond au milieu du torrent. Partout, l'impudicité de la misère écœure Thiers ; lui qui vide facilement son porte-monnaie dans la main d'un pauvre a plutôt envie, ici, de leur donner des coups de bâton. C'est, écrit-il à la jeune comtesse Taverna avec laquelle il va correspondre pendant de longues années, l'Italie barbare, avec moins de richesses sous le rapport des arts, mais avec une nature au moins égale, quant à la grandeur des aspects. Ce que nous appelons, dans le langage de l'école, le paysage historique, ce que Poussin a mis partout dans ses beaux et nobles paysages, se trouve ici à chaque pas... Le peuple est sauvage, non pas spirituel comme les Italiens, mais fier et courageux, du moins en apparence. Son

Don Quichotte à la main, il constate la ressemblance exacte du présent avec le passé.

A Tolosa et Vittoria, la sottise de nos généraux est frappante quand on voit le terrain de la bataille. Après Burgos, il arrive le 4 septembre à Madrid où il assiste à un grand dîner chez M. de Miraflorès, qui propose un toast en souvenir des services rendus par lui à la cause espagnole ; puis à une course de taureaux, spectacle étrange, horrible, indigne d'une nation civilisée. A Aranjuez, il s'entretient avec le gardien, un témoin de la terrible journée de 1808 où il vit le prince de la Paix arraché sanglant des mains de la populace. Il couche à Ocana, et là encore visite le champ de bataille. Il passe à Tolède, Grenade, Cordoue, Séville où la colonie française lui fait donner une sérénade par l'orchestre du grand théâtre, ce que le gouvernement avait interdit à Madrid, crainte d'émeute. A Gibraltar, le gouverneur, sir Robert Wilson, le comble de prévenances et lui montre tout, quoiqu'il ne montre que rarement ses merveilles et ses canons... Leur prévoyance m'a fait faire sur nous-mêmes un retour bien pénible. Tandis que nous négligeons nos places, ils ne cessent d'entreprendre ici de nouveaux travaux. Ils ont 600 bouches à feu en batterie, toutes les munitions sont à côté des pièces ; leur garnison superbe est au grand complet ; ils pourraient ouvrir le feu dans une heure. Un paquebot anglais le conduit à Cadix, à Lisbonne et à Londres. Il descend à l'hôtel Mivart, où sa femme et M. et Mme Dosne l'ont précédé de quelques heures. Dîners et réceptions, chez le comte et la comtesse de Jarnac, à Bowood chez le marquis de Lansdowne, à La Grange, dans le Hampshire, chez lord Ashburton. Panizzi, émigré italien devenu directeur du British Museum, le conduit chez lord Palmerston, l'homme le plus opiniâtre et le plus dangereux qu'il y ait, d'après Duvergier de Hauranne. Thiers regagne Paris par le Havre et Rouen, avec toute l'amitié de lord Palmerston ; il a aussi son entente cordiale, observe le baron de Barante à Anisson du Perron.

Thiers, historien, pousse donc à l'extrême la conscience, le souci de la documentation. Son manuscrit livré à l'éditeur, la fabrication commence. La correction des épreuves l'horripile ; il s'en tire assez mal ; mais il faut bien en passer par là. Du matin au soir je suis devant des feuilles d'imprimerie, courant après des fautes de langue ou d'impression avec une persévérance qui commence à me lasser. C'est là une sottise partie du métier d'écrivain, à laquelle il faut se soumettre, car il y a une sottise partie dans tous les emplois de la vie. Les premiers volumes paraissent en 1845. Succès immense et foudroyant : dès avril, on compte 20.000 exemplaires vendus des trois premiers volumes. Les lettres de félicitations pleuvent. Le roi Léopold admire que l'auteur ait eu la force de volonté de mener à bien une œuvre aussi remarquable, malgré le gaspillage du temps qui distingue le régime constitutionnel. L'amiral de Mackau approuve son récit de la bataille de Trafalgar. Walewski parcourt le champ de bataille de Marengo le livre de Thiers à la main : Il est impossible d'être plus exact. Même réflexion à propos du siège de Gênes. Humboldt lit l'ouvrage à son roi, vivement impressionné par la profondeur des vues politiques, la noblesse du style, et cette délicatesse des sentences qui fait voiler de grandes fautes et diminue l'amertume d'illustres infortunes. Le vieux Marmont, fixé à Hambourg, lit un volume en quatre jours : Toutes les fibres de ma mémoire et de mes anciennes sensations se sont réveillées. Je me suis reporté à quarante ans en arrière. Le plaisir que j'en ai éprouvé, je ne puis vous l'exprimer, mais je puis vous peindre la douleur et l'affliction que j'ai ressenties en me reportant au temps présent, et voyant disparaître cette atmosphère lumineuse qui un moment avait apparu à mes yeux et venait de s'évanouir comme un songe. Le général Magnan lui décerne ce

certificat : Je ne connais personne au monde capable de juger comme vous un fait militaire. Mérimée monte à l'enthousiasme. Lamartine distingue la tribune de l'Académie et de l'histoire : Personne n'a plus de goût que moi pour la lumière grecque et pour l'intelligence attique de votre esprit et de vos ouvrages. Les éloges s'empilent sur le bureau de l'historien, émanant des survivants des temps héroïques ou de leurs descendants, et de ses plus notoires contemporains. Quelques réserves de Molé, de Barante, de Sainte-Aulaire se glissent dans les lettres qu'ils s'écrivent les uns aux autres.

Avant la mise en vente, Thiers communique aux principaux critiques bonnes feuilles et renseignements, sans toutefois réussir à donner entière satisfaction à Buloz, fort exigeant sur ce chapitre. A la *Revue des Deux Mondes*, Sainte-Beuve parle du livre et de l'auteur à sa manière incisive, aiguë, remontant aux origines, disséquant les premières œuvres, même le recueil d'articles du *National* dont Thiers lui prête son exemplaire avec celui des *Tablettes universelles*. Voyant la sympathie naître entre le critique et l'auteur, Hortense Allart s'efforce d'influencer défavorablement le premier contre le second : Thiers a publié une histoire qui, comme homme politique, il me semble, le déshonore... C'est Jules Janin transformé en historien... Béranger ne voit dans ce livre qu'un mauvais style... J'ai trop aimé Thiers, je l'ai cru trop éclairé. Béranger me dit que c'est moi qui me suis trompée, mais que Thiers n'a trompé personne. Vous subissez le charme que j'ai subi, prenez donc garde à vous. Elle a cependant transmis les éloges du marquis Capponi à Thiers, qui en fait grand cas. Le marquis s'est moqué des critiques formulées par Hortense. Elle n'influence pas Sainte-Beuve, que Thiers appelle : Mon cher Aristarque. Fort peu de rectifications se produisent : Poussielgue met au point quelques détails relatifs à l'expédition d'Egypte ; la princesse de Canino, veuve de Lucien Bonaparte, s'adresse aux journaux pour se plaindre d'insinuations et d'omissions, et annonce une brochure de réfutation complète, avec une apologie de son mari, le tout sans aucune portée. Molé conteste les motifs de l'Empereur tels que Thiers les expose, lors de la création des maîtres des requêtes du Conseil d'Etat. Véron prétend que Thiers réussit à empêcher la publication au *Journal des Débats* d'un article où Royer-Collard relevait sévèrement des erreurs de dates et de noms propres. Au total, peu de chose au regard de l'immensité de l'œuvre. Tous les grands journaux, tous les grands périodiques français et étrangers consacrent de longues études, d'importants articles à l'ouvrage, et ce mouvement ne cessera de s'amplifier depuis les volumes du début jusqu'aux derniers. Le succès ne fera que s'affirmer et grandir.

LE MONDE ET LA POLITIQUE

Thiers supporte allégrement ce labeur écrasant ; de plus, son étonnante activité soutient sans faiblir le double effort d'une vie mondaine et d'une vie politique. Dans les salons, il parle politique, littérature, beaux-arts, histoire. Il n'écoute pas, devine la pensée de son interlocuteur, la traite comme sienne, ne se laisse pas interrompre, et se dispense ainsi de répondre aux objections éventuelles. De même, à son bureau ministériel, il possède l'art d'esquiver les explications et de démonter les quémandeurs, qu'il renvoie avec un vague : *Vous arrangerez cela avec Gasparin*. Dans le monde, son auditoire oublie les heures, tenu sous le charme jusqu'à une heure avancée de la nuit. Les plus mal disposés à son égard éprouvent promptement la séduction de son esprit. S'il agace le comte Apponyi, l'aristocratique neveu de l'ambassadeur d'Autriche, c'est pour des raisons profondes, comme de se mettre en habit et non en uniforme aux réceptions officielles où la carte d'invitation prescrit l'uniforme. Apponyi ne se doute pas à quel point Thiers aime fronder les personnes d'une position sociale plus élevée que la sienne, à se montrer vulgaire, ce qu'il n'est jamais dans l'intimité, avec celles qui aiment les belles manières, et à tenir des propos libertins avec celles qui affectent la pruderie. En ce temps-là, sa facilité à se mouvoir fait paraître aux yeux de Heine les autres Français comme des lourdauds allemands ; Chateaubriand le voit *perché sur la monarchie de Juillet comme un singe sur un chameau* ; Lamartine prétend qu'il a taillé en flèches la massue de Mirabeau ; Cousin dit que Guizot se perd par la stérilité et Thiers par l'abondance ; Sainte-Beuve qui en 1836 définissait Thiers *le plus spirituel des Marmousets*, sourit en entendant Molé affirmer que Thiers, si distingué en conversation, manque d'élévation en écrivant, et Thiers assurer que Molé, si distingué en conversation, tombe dans le commun dans ses discours de tribune.

La journée finie, le secrétaire Goschler, un collaborateur et un ami, a repris sa liberté. Le silence se fait dans la bibliothèque, arrangée avec un goût si parfait que Montalivet envoie son architecte prendre modèle. L'ombre a envahi le jardin où Thiers aime à faire les cent pas en devisant, tandis qu'autour de lui bondissent d'élégantes gazelles, ou le beau lévrier donné par Molé ; les oiseaux-mouches, qui dans les serres volètent parmi les plantes tropicales, ont posé leurs gemmes sur les branches, et dorment. La table est servie ; Thiers est gourmand, et l'ordinaire copieux : le jour où Dosne éprouve les premières atteintes du choléra qui va l'emporter, sa femme a toutes les peines du monde à l'empêcher de manger de plus de trois plats de viande. La Presse souligne malignement l'énormité d'un melon, du poids de 50 livres, servi sur la table de Thiers ; on n'en avait vu de pareil qu'une fois, sur celle de l'archichancelier Cambacérès. En cuisine comme en toutes choses, le maître de maison possède une compétence étendue. Le cas échéant, il l'utilise à des fins autres que comestibles : son ami le procureur général Borély, chez lequel il loge lorsqu'il vient voir ses électeurs

aixois, le fait déjeuner avec le secrétaire de l'émir Béchir, prince du Liban ; on se met à table : *Mon honorable voisin de droite a étudié la question d'Orient*, dit Borély à Thiers, qui considère le secrétaire, prend la parole pour ne plus la quitter, selon son invariable habitude, et professe un cours non de diplomatie, mais de cuisine provençale ! Dans la saison où les thons viennent réaliser dans les madragues provençales la pêche miraculeuse de l'Évangile, Rahondet, maître d'hôtel de la Mule noire à Aix, un rival de Carême, a soin de m'envoyer un pâté de thon, suivi de bien d'autres où se déploie son talent culinaire. Après des considérations sur ce chef-d'œuvre, d'autres sur la bouillabaisse, la bourrido chantée par le poète Germain, l'Aidi, qui arrache des cris aux gens du Nord, la brandade où triomphe le cuisinier de Mignet, l'humble reite, matelote marseillaise agrémentée de sapenes ou câpres, les anchois de Fréjus — ville que fonda Jules César, *Forum Juliense* —, et le quiché, dont il raffole, le quiché, large croûte de pain garnie de mie, où l'on étend plusieurs anchois, que l'on imbibe d'huile en pressant les anchois avec de petits morceaux de pain, et qu'ensuite on expose au feu. Puis viennent les rougets, pêchés dans les eaux de l'Incarus (Carry) dont l'intérêt historique accroît pour l'érudit la valeur de la chair, car il consola de son exil à Marseille Milon, le célèbre client de Cicéron, qui, recevant le plaidoyer de son illustre, avocat, revu et corrigé, s'écria : *Si sic egisses, pisces barbatus non ederem ; si tu avais ainsi plaidé, je ne mangerais pas des rougets à Marseille*. Et encore la sauce à l'arlatenque des escargots, inventée à Arles, avec sa pénétrante odeur de thym et de romarin ; les clovisses et leur parfum d'algue marine ; les moules de Saint-Chamas, pêchées près du pont Flavien ; la poutargue, ce caviar qui confère aux Martigues leur illustration. Voilà qui évoque la patrie provençale, le doux mirage de ses pinèdes, de ses bords de mer, de ses collines que la résine embaume, de ses calanques où même quand la tempête mugit l'eau reste calme et claire, où parmi les plantes marines, sur des lits de blancs cailloux, glissent de petits poissons vêtus d'argent et d'or. Il n'est pas autrement question des affaires d'Orient ce jour-là.

Tous les soirs où il ne va pas aux Italiens, dans son salon splendidement installé mais faiblement éclairé, parce que Mme Dosne n'aime pas la grande lumière, Thiers, après dîner, fait son somme ; après quoi la conversation s'engage, c'est-à-dire qu'il commence à parler. Duvergier le prévient charitablement que ses conversations intimes, aussi bien à Paris qu'à Lille, parviennent intégralement au ministère de l'Intérieur, il ne sait comment. Dans son coin, Mme Dosne tient le dé de la conversation. Mme Thiers reste nonchalamment étendue dans un fauteuil. Mlle Dosne occupe le canapé du milieu. Lorsqu'une dame se retire, Thiers s'interrompt de parler pour la reconduire jusqu'au vestibule, et ne rentre qu'après l'avoir vue monter en voiture. À côté des intimes, Mignet, Cousin qui arbore généralement un magnifique gilet à fleurs, Duvergier, Rémusat, Jaubert et autres, l'élite des hommes politiques se retrouve là, avec les étrangers de distinction en résidence ou de passage à Paris, quelques rares artistes, Delacroix qui ne s'amuse guère, et quelques écrivains. Un soir, au moment de passer à table, Alexandre Dumas, n'imaginant pas que Mme Dosne puisse demander d'autre bras que le sien, s'avance en l'arrondissant ; elle prend celui de l'ambassadeur d'Angleterre : *Ah ! Monsieur, vous ne voudriez pas me brouiller avec les trois royaumes !* dit-elle. Sur son tabouret, Vatout fait le joli cœur. *Cela vous amuse donc bien ?* lui demande Louis-Philippe. — *Oui, ces dames disent qu'elles jouent leur vatout masse en avant. — Et vous leur chantez des chansons ?* — *Oui, Sire, l'Écu de France, c'est ce qu'elles aiment le mieux.*

La soirée commencée place Saint-Georges s'achève souvent dans d'autres salons. Thiers et ses femmes sont des habitués de celui de la comtesse Merlin, où l'on entend d'admirables concerts et où l'on rencontre une brillante société de diplomates, d'écrivains et d'artistes. Ils fréquentent celui de Mme de Circourt, le plus cosmopolite de France, où voisinent Cavour, Tocqueville, un quaker américain, un missionnaire des Montagnes Rocheuses ; la maîtresse de maison, russe d'origine, parle à chacun dans sa langue. Vers 1845, Thiers entre en relations avec la comtesse Taverna-Martini ; elle a vingt-cinq ans ; elle dut fuir son pays et s'installa en France ; elle reçoit l'élite de l'émigration italienne. Avec Guizot et Berryer, Thiers est l'une des figures de premier plan du salon de la princesse de Lieven, qu'il appelle [l'observatoire de l'Europe](#) ; Molé dit, plus prosaïquement, [le lieu de réunion de toutes les ambitions en travail](#). Là encore, les conversations sont écoutées, notées et transmises, mais à l'empereur de Russie. La princesse, désagréablement raide et fière, joue excellemment du piano, et parle, outre le russe, le français, l'anglais et l'allemand à la perfection. Le visage vraiment beau, trop maigre cependant, le nez pointu, la bouche dédaigneuse, elle a le buste d'un squelette, dit M. de Stockmar. Talleyrand lui reconnaît beaucoup d'esprit naturel, sans la moindre instruction. Elle est plus piquante par la hardiesse de ses questions que par la vivacité de ses réparties. Elle est la terreur des ministres des Affaires Etrangères. Elle s'affiche très en coquetterie avec Thiers, et pour cause ; il s'aperçoit qu'elle ne le prend pas au sérieux et le met en scène comme un acteur ; à la première occasion, il lui glisse quelques mots dont elle s'effarouche fort ; au fond, ils se plaisent ; il restera bien avec elle, et saura la contenir. Fidèle du salon de Mme Gabriel Delessert, il s'y entretient avec Mme Odier, avec des confrères de l'Académie, Mérimée, Saint-Marc Girardin, Villemain, Cousin, Viollet-le-Duc, et avec les de Broglie, Rémusat, Bocher, une compagnie où il se plaît. Il voit beaucoup Mme Chassériau, fille d'Amaury Duval, et femme d'un libraire qui fit de mauvaises affaires, quitta la France et la laissa sans ressources. Elle avait un goût marqué pour le beau Mignet, qui lui préféra la princesse Belgiojoso. Le riche notaire Guyet-Desfontaines la courtisait, elle devint veuve, il l'épousa, et d'un très modeste salon, elle passa dans celui de la rue d'Anjou, infiniment plus brillant, où se retrouva, très élargie, la compagnie de chez Nodier. Chez le duc Decazes, le salon peut-être le plus recherché de cette époque, Thiers dévide son monologue devant un public d'ambassadeurs et de gros bonnets de la politique. Les relations avec Flahault continuent, et avec Walewski auquel la nouvelle de son prochain mariage vaut une lettre empreinte d'une sympathie touchante et truffée de conseils fraternels. Un dîner du vendredi s'organise et réunit Thiers, Mignet, Lebrun, Cousin, Béranger, Thierry, agapes intimes auprès des grands dîners avec des convives de marque, des dîners exceptionnels comme celui du 15 mars 1838, chez la veuve du général Hoche, avec Mignet, Dupin, de Barante, Lamartine, Cousin, Villemain et le comte Roy, gendre de l'hôtesse. En décembre 1842, réunion d'un autre genre ; Rachel sait la passion de Thiers pour Racine ; elle devance son désir, et propose de [parler](#) pour lui le rôle d'Esther, en très petit comité. Le petit comité s'élargit. La rencontre a lieu chez un académicien. Présentation de Béranger à la tragédienne ; il lui fait de la morale : elle a tort de se disperser dans les salons ; qu'elle se consacre donc uniquement à son véritable public, celui du Théâtre Français. Elle encaisse la morale sans broncher, et commence à lire Esther. Le maître de maison chausse ses lunettes et lui donne la réplique, lisant le rôle d'Elise. La mise en scène comporte un piano et une table à thé. Au milieu de sa réplique, Elise laisse tomber ses lunettes ; il lui faut dix minutes pour retrouver sa page et ses yeux. Esther enrage. Un

domestique entre. On lui fait signe de se retirer. La porte, qu'il ne parvient pas à fermer, grince. Rachel se trouve mal, *en personne habituée à mourir en scène, donnant au monde le temps d'arriver à l'aide*. Hugo et Thiers se prennent de bec à propos de Racine, petit esprit, dit Hugo, et Corneille, un grand. *Vous dites cela, rétorque Thiers, parce que vous êtes un grand esprit ; vous êtes le Corneille* — Hugo prend un air de tête très modeste — *d'une époque dont le Racine est Casimir Delavigne*. La modestie n'est plus de mise. L'évanouissement passé, l'acte s'achève. A la sortie, quelqu'un qui connaît bien Rachel, dit : *Comme elle a dû jurer, ce soir, en s'en allant !*

A l'Académie, Thiers s'occupe d'élections. Il fait campagne pour Sainte-Beuve, qui lui envoie son *Port-Royal* en s'excusant de s'être complu dans les détails. *J'y suis demeuré loin de la marche simple, sévère et générale de l'histoire. N'ayant affaire qu'à un cloître et à des solitaires, c'est-à-dire à quelque chose qui n'est pas sur la grande route, j'ai cru pouvoir multiplier les sentiers*. L'élection de Sainte-Beuve tient au cœur de Mérimée qui écrit à Thiers : — *Tous les académiciens qui me veulent du bien, vous excepté, me disaient : Touchez là, vous n'aurez pas ma voix, je l'ai promise à Sainte-Beuve*. — Après Sainte-Beuve, venait un autre saint, Saint-Marc Girardin, qui, étant de l'Université et du Journal des Débats, devait être pour moi, pauvre cruche, un pot de fer terrible. Il meurt un académicien et un quart par an. D'ici à quatre ans, il y aura donc cinq vacances. Après Sainte-Beuve, après Mérimée, Thiers intrigue en faveur de Rémusat. En 1847, lors d'une élection, le directeur pose la question : *Avez-vous promis votre voix ?* — *Non*, répond-il ; et il ajoute en riant : *Je l'ai offerte*. Tout le monde rit. Il se mêlera toujours à la vie académique. Il s'entendra avec Cousin pour rendre Dupin impossible.

Il attend un nouveau règne et affiche un désintéressement du pouvoir qui n'implique, d'ailleurs, pas le détachement de la politique. Au contraire, il s'y consacre avec ardeur, et mène une rude guerre à son successeur. S'il ne veut plus des gigantesques aventures de son héros historique, il reste dominé par l'idée que *si, une fois, la France ne prouve pas au monde qu'elle est prête à tout braver, on la mènera aussi loin que l'on voudra par le procédé si simple de la mettre seule sur chaque question importante*. Le 21 mai 1841, il défend devant la Chambre le traité de commerce avec la Hollande, préparé par d'autres, conclu par lui. Il montre la nécessité de faciliter le commerce de ce pays avec l'Alsace par la voie du Rhin, au lieu de le contraindre à n'utiliser que la voie de mer, pour le seul bénéfice de certains ports. La France obtient l'avantage d'une réduction de 50 pour cent des droits sur les vins dans les colonies hollandaises. Elle a intérêt à se faire des alliés parmi les petits Etats : si le gouvernement l'avait compris, ses refus répétés n'auraient pas poussé les petits Etats allemands à entrer dans l'association prussienne. Lors de la discussion de l'Adresse, en janvier 1842, il défend sa politique orientale, attaque le traité signé par Guizot, et soutient que les événements ont vérifié ses assertions. Son autorité en la matière demeure telle que l'année suivante le vice-roi sollicite ses conseils sur la politique générale à suivre pour l'Egypte, sur le canal de Suez et sur le barrage du Nil. Après la signature du traité de décembre 1841, la Chambre discute par deux fois le droit de visite ; Thiers exprime son regret des concessions consenties par le gouvernement français, évoque les affaires du Marabout, de la Sénégambie, de la Noémie-Marie, les abus de la marine anglaise dont, en cas de guerre, les croiseurs annihileraient l'action des nôtres et cette force que constituait pour nous la guerre de course. A ses yeux, l'alliance avec l'Angleterre ne sera possible et durable que si elle n'exige le sacrifice d'aucun intérêt

essentiel du pays. Ou on espère changer l'opinion qui, au su du traité, a amené le roi à refuser la ratification, ou on a donné à l'Angleterre une assurance qu'on n'avait pas : ce faisant, on a manqué à la dignité que doit avoir un gouvernement comme celui de la France.

Duvergier et Coletti, ambassadeur qui n'a pas de poste fixe à cette époque, le renseignent abondamment sur la situation en Grèce, où une constitution s'élabore avec peine ; Piscatory y est ministre plénipotentiaire. Au retour de son voyage en Orient, Duvergier lui apporte ses idées sur la politique que doit suivre la France à l'égard de l'Empire ottoman. De Belgique, le ministre Van Praet lui envoie, d'ordre du roi, des documents confidentiels concernant la politique belge ; le roi Léopold ne manque jamais de s'entretenir avec lui chaque fois qu'il vient à Paris. Lorsque surgissent les affaires de Tahiti et de la Plata, Thiers souligne vigoureusement à la tribune la faute que commit le gouvernement en désavouant l'amiral Dupetit-Thouars, et sa faiblesse en laissant passer l'initiative diplomatique de la France à l'Angleterre. Ce ministère de paix, dit-il, a mené la France plus près de la guerre qu'aucun des cabinets précédents. Nouvelle faiblesse du gouvernement et accumulation de fautes à la Plata : on voulut d'abord l'exécution du traité, qu'ensuite on abandonna pour n'avoir pas d'histoires. On n'a pas soutenu nos compatriotes, molestés et ruinés. Thiers touche si juste, que les Français de Montevideo lui envoient une adresse de remerciements. Non moins âprement, il discute la double faute de l'intervention dans les affaires du Texas, détaché du Mexique pour se rattacher aux Etats-Unis, d'où un trouble fâcheux dans nos relations avec les Etats américains.

L'entente cordiale avec l'Angleterre demeure une des bases de sa politique européenne. Il entretient des rapports avec les hommes d'Etat anglais ; de là un échange, d'idées et de renseignements sur la politique de leurs pays respectifs. Duvergier puisera largement par ce moyen, dans l'arsenal des documents anglais, des arguments contre le cabinet Guizot. Lorsque son adversaire de 1840, lord Palmerston, vient à Paris en avril 1846, Thiers, qui fit sa connaissance à son dernier voyage en Angleterre, lui explique huit heures durant les fortifications de Paris. Il entre en relations avec Panizzi qui, tout en réformant le British Museum, s'occupe activement de politique occulte. Thiers lui indique ses préférences dans le choix éventuel d'un ambassadeur anglais à Paris ; lord Clarendon enchanterait tout le monde et ferait fleurir l'alliance ; lord Clanricarde serait moins bien vu à cause de sa femme, remuante, bel esprit, brouillée avec les trois quarts de la société parisienne pour son impertinence, et amie de la seule princesse de Lieven. L'ambassadeur sera lord Normanby qui, saisi dans les griffes de Thiers, se souciera peu de cacher leur intimité, et n'en aura aucune avec Guizot, d'où ressentiment du ministre. A Panizzi, Thiers expédie par une voie sûre ses discours, les uns **en habit habillé**, les autres **en habit négligé**, pour qu'il les distribue à son gré, sans oublier Russel, Palmerston, Ellice, Clarendon, Macaulay, Ashburton, Peel, Lansdowne, Aberdeen, lady Hariette. Il lui décrit l'effet produit par ses discours sur Louis-Philippe, qu'il ne veut ni flatter, ni blesser, se souciant peu de le mécontenter, et uniquement d'aller à son but, la vérité, sans regarder à droite ni à gauche.

L'affaire des mariages espagnols éclate en octobre 1846. Thiers se forme immédiatement une opinion, la même que celle de Cousin. Le 10 octobre, il explique à Chambolle que le mariage Montpensier est une faute ; l'alliance anglaise est la seule possible, et avec les whigs ; le roi veut réaliser un bon mariage pour son fils et faire pièce aux whigs ; possible qu'il se trompe cruellement : **Vraiment, brouiller nos affaires pour une famille qui n'a jamais**

voulu brouiller les siennes pour les intérêts du pays serait une duperie nationale bien indigne. Sur ce point le *National*, le *Journal des Débats*, la *Presse* l'attaquent violemment.

Walewski vient d'épouser Mlle de Ricci, jolie, aimable, sans fortune ; Thiers aurait préféré pour lui une femme portant à 80.000 ses 40.000 fr. de rente, mais est charmé qu'il se soit séparé de Phèdre, car ce mariage de coulisse aurait fini par le déconsidérer tout-à-fait ; il lui reconnaît un sens politique des plus étonnants mais guère de sens privé, surtout lorsqu'il s'agit de résister à une fantaisie amoureuse : C'est une singulière chose que l'hérédité... Il se réjouit que Walewski suive son conseil et entre dans la diplomatie. Il en reçoit de Londres une lettre, datée du 12 octobre, qui résume les dires contradictoires des deux gouvernements, anglais et français : Guizot affirme avoir pris Palmerston la main dans le sac, Palmerston affirme non moins énergiquement qu'il fut joué par Guizot. La reine Victoria jette feu et flammes contre Louis-Philippe, et Bulwer contre Bresson, ambassadeur extraordinaire en Espagne. L'opinion anglaise se préoccupe beaucoup plus des affaires d'Irlande et d'Amérique que de celles d'Espagne. Au reçu de ces indications, Thiers s'adresse à Panizzi, lié avec Palmerston, pour savoir exactement la vérité ; il veut un historique complet et vrai de toute l'affaire : comment en Angleterre pose-t-on aujourd'hui la question ? Où gît la difficulté entre les deux pays ? Existe-t-il une solution honorable pour les deux cabinets ? Quelle attitude prennent les deux partis, -whigs et tories ? Il ajoute que Mme de Lieven intrigue. Les réponses aboutissent à cette conclusion : Guizot a manqué de bonne foi, a menti, s'est conduit comme tous les jours à la Chambre. Mais il faut un grand renfort de preuves pour rendre clair aux yeux du public ce qui paraît évident aux personnes averties. Il faut que le public connaisse les dépêches de lord Normanby prouvant le mensonge de Guizot, et la correspondance de Bulwer et de Soto-Mayor démontrant la sincérité du cabinet anglais. Il n'y a que péril, fausse politique, duperie pour les nations libres, dans une brouille entre la France et l'Angleterre. Thiers n'a aucun intérêt personnel à souhaiter la chute d'une politique égoïste et contre-révolutionnaire : sûrement, à la chute de Guizot, le roi appellerait Molé, et n'aurait recours à lui-même que dans une situation périlleuse. Thiers soutiendra Molé ou tout autre qui inaugurerait une politique moins infidèle à la cause de la Révolution et plus propre à l'alliance anglaise. Le pays applaudirait à un changement de ministère, car la Chambre des Députés représente des intérêts privés et non des opinions. Guizot s'est complètement donné au roi dont il soutient le gouvernement personnel. Le roi, empirique en politique, s'imagine que dans un pays libre on a cause gagnée en sachant attendre, et abandonnera Guizot le jour où il comprendra la gravité réelle de la situation : il ne tient à personne. Il a eu pour moi plus de goût que pour personne, dit Thiers, parce qu'il savait que je détestais l'émeute, que je n'hésitais guère quand il fallait agir, et que je croyais à la nécessité de la royauté d'Orléans. Mais dès que j'ai contrarié ses penchants de prince illégitime voulant se faire légitimer par des platitudes, il m'a quitté sans un regret. La rupture de l'alliance anglaise serait pour les deux pays le plus grand des malheurs. Au même moment, Mérimée se déclare convaincu que si les Anglais continuent à montrer les dents, Louis-Philippe jettera à la mer Guizot et Bresson pour rétablir l'entente cordiale.

La lettre où Thiers expose ses idées croise celle de Panizzi qui lui fournit des preuves abondantes de l'indignité de la conduite de Guizot ; en échange, Panizzi lui demande la marche qu'il compte suivre, avec ses amis, afin de la communiquer aux siens au moment de la réunion du Parlement, le 19 janvier

1847. Charles Greville, secrétaire du Conseil privé, est venu à Paris ; des bruits courent, partis du salon de Mme de Lieven ; Thiers invite Greville à dîner, et le prêche : qu'il ne croie pas un mot de ce : que dit la princesse sur la force du gouvernement ; *c'est une bavarde, une menteuse et une sottise* ; le jour où le roi s'apercevra qu'il s'est trompé en s'imaginant que le gouvernement whig ne tiendrait pas, il aura peur. *Savez-vous ce que c'est que le Roi ? Le mot est grossier, mais vous le comprendrez : eh bien, c'est un poltron !* Il répète à Greville ce qu'il écrit à Panizzi : il serait enchanté de la chute de Guizot, parce qu'il le déteste et qu'avec lui l'alliance anglaise est impossible. *Le Roi ne m'enverra chercher que quand il sera en danger... Je ne prendrai le ministère qu'à la condition d'y être le maître.* Il décrit la situation intérieure de l'opposition : il y a dans tous les partis, mais surtout en France, des seconds qui veulent être des premiers ; Thiers et Barrot, étroitement unis, décident la conduite de l'opposition ; Billault et Dufaure, *deux avocats fort médiocres, le premier fort intrigant, le second morose et insociable*, désireux de se rendre ministrables, ont provoqué une scission dans l'opposition, sur le thème de la résistance à l'Angleterre et de l'approbation des mariages espagnols. *Ces deux messieurs, vulgaires et ignorants comme des avocats de province, n'ayant jamais regardé une carte, sachant à peine où coulent le Rhin et le Danube, seraient fort embarrassés de dire en quoi l'alliance anglaise est bonne ou mauvaise.* Ils font de la politique comme au barreau on fait de l'argumentation, et parlent, parlent... Courtisans aux Tuileries, ils seront un grave sujet d'embarras. *Quant à moi, j'ai goûté à braver les passions de Cour et les passions de Rue, je me crois dans le vrai quand j'entends crier contre moi les laquais de la royauté et les laquais de la canaille.* Les uns le représentent comme l'ennemi du roi, les autres comme livré à l'Angleterre : peu importe ; il est plus que jamais convaincu de la nécessité de l'union de la France et de l'Angleterre qui empêchera en Europe le triomphe du despotisme. D'ailleurs, il reste persuadé que le ministère obtiendra la majorité. Il n'en faut pas moins démasquer les mensonges de Guizot ; il ne faut pas tenir outre-Manche un langage qui sente la jalousie contre la France.

Pour éviter la discussion, il propose à Guizot le silence réciproque, afin de ne pas aggraver l'irritation entre les deux pays. Guizot refuse. Thiers se voit forcé d'ouvrir la lutte pour ne pas paraître reculer. Guizot se jette aveuglément dans le débat. On ne s'explique pas son imprudence, ni sa morgue hautaine. Le roi commence à douter de lui, qui commence à douter de la solidité de l'appui royal. Thiers s'en aperçoit à l'accueil, inaccoutumé depuis des années, que le roi lui ménage à un spectacle de la cour. Il revient à Greville, endoctriné par Mme de Lieven chez laquelle il passe sa vie, et qui tient le langage d'un pur *guizotin*. Agacé, Thiers finit par lui dire : *Mon cher Greville, vous êtes une éponge tombée dans le liquide Lieven, et quand on vous presse il n'en sort que ce liquide. Prenez garde, ce n'est que du liquide de vieille femme.* Il monte à la tribune le 4 février 1847 : le gouvernement, dit-il, sacrifie l'intérêt général de la France à un intérêt de famille et ne recule pas devant la perspective d'une rupture avec l'Angleterre. Séparée des puissances continentales depuis l'affaire de Cracovie, la France l'est de l'Angleterre par les mariages espagnols : elle reste isolée. Or l'alliance anglaise tend à ce but : la protection de la liberté des peuples et l'indépendance de tous les Etats de l'Europe. Le grand rôle de la France en Europe au cours de ce siècle se résume ainsi : pas de monarchie universelle, pas de propagande, pas de conquêtes. La plupart des journaux reproduisent *indignement* ce discours. Le Moniteur en donne un texte exact ; Thiers l'envoie à Panizzi en quatre exemplaires dont un pour Palmerston. L'affaire s'apaise en Angleterre. Il ne veut

pas rallumer un feu qui s'éteint, charmé de n'avoir plus à se mêler de cette [misérable affaire des mariages espagnols](#).

A l'intérieur, son premier effort parlementaire appuie un projet de loi présenté par Guizot : il s'agit, il est vrai, du projet, qui lui est cher, de fortifier Paris. Rapporteur de la commission unanimement ralliée à ses conclusions, il expose le 13 janvier la nécessité de l'opération, réfute le 26 les objections de Lamartine, fait repousser le 29 l'amendement Schneider, un véritable contre-projet soutenu par Lamartine, Dufaure et Passy, combattu par Arago et Bugeaud, et finalement il emporte le vote par 237 voix contre 162, obtenant la forte majorité qu'il jugeait indispensable. Le roi et Thiers se montrent si enchantés l'un de l'autre que l'on chuchote : des brouilles ministérielles auraient surgi ; chez Rémusat, Thiers et Guizot se seraient accommodés... Loin de là. Lors de la discussion des dépenses secrètes, Thiers reproche au cabinet de faire la majorité en arrière, alors qu'il la veut en avant. En avril, à propos des crédits supplémentaires, il prononce une défense de son propre gouvernement qu'on accuse d'avoir coûté un milliard : tout compte fait, il réduit à 189 millions ce déficit [savamment édifié](#) ; encore cette somme couvre-t-elle une dépense de matériel militaire qui reste ; la question d'Orient évoquée, il accuse Guizot d'être rentré dans le concert européen par un acte vain, sous le coup de la peur, et d'avoir, en présence de l'Angleterre deux fois victorieuse, infligé une humiliation à notre pays. Son attitude lui vaut ce mot du comte d'Harcourt : [Vous, le seul des hommes chargés de nos affaires qui ait fait quelque état de l'honneur et de la fierté nationale, et qui ne l'ait pas subordonné comme tous ces messieurs à leur petite végétation ministérielle](#). Il prend deux fois la parole sur le budget du ministère de la Guerre, répond aux critiques — Dupin voudrait un blâme, — qu'en l'absence du Parlement son cabinet eut le droit, dans des circonstances graves, d'agir seul, d'appeler des hommes et de créer des cadres, en qui réside la force de l'armée, et fait retirer l'amendement Schauenbourg qui réduisait de 90.000 frs la masse d'entretien des nouveaux corps. Comme lui, Duvergier s'étonne et s'afflige que le duc de Broglie ne soit pas intervenu et n'ait pas laissé tomber quelques mots dédaigneux pour réfuter les calomnies lancées contre Thiers, et réduire au silence l'indigne cabale de Ménilhou et consort, dont le *Journal des Débats* est l'organe le plus retentissant. Duvergier trouve qu'il faudrait réfuter ces calomnies chaque fois qu'elles se produisent : le bon sens public ne suffira pas à les détruire.

Depuis qu'il a collaboré à la *Revue des Deux Mondes*, Thiers conserva le contact avec Buloz. La *Revue* continue à soutenir sa politique. Duvergier de Hauranne a proposé la formation d'une société à trois, Thiers, Rémusat et lui, pour fournir la *Revue* d'articles politiques ; mais Thiers s'absorbe dans son Histoire et Rémusat ne fait rien. Duvergier ne peut que demander au premier des directives, des suggestions et des précisions. Il ne s'en prive pas. De là une critique si vive du cabinet actuel, notamment dans un article du 1er septembre 1841, que Guizot veut mettre la main sur la *Revue*. Ardoin, dit le Bancal, ancien : tenancier d'une maison de jeu, l'apprend. Les tripots sont supprimés depuis trois ans ; pour obtenir l'autorisation d'en ouvrir un, le Bancal offre au ministre 400.000 frs qui serviront à acheter la *Revue*, plus 100.000 frs pour les commissions. L'offre est transmise par le plus désargenté des frères Bonnaire, propriétaires des trois quarts de la *Revue*, un quart appartenant à Buloz. L'austère Guizot prête une oreille complaisante à la proposition. Il envoie Henri Bonnaire à son chef de cabinet, Génie, plus spécialement chargé de ce genre de tractations. Le préfet de Police, Gabriel Delessert, résiste, et la combinaison échoue. Le ministère

continue à offrir 200.000 frs du périodique, [ce qui est bien tentant](#), dit Buloz, sûr de sauter de son fauteuil directorial. Guizot lui envoie un ultimatum pour qu'il refuse tout article de Thiers, de Duvergier, de Rémusat, et confie la rubrique politique uniquement à Rossi. Duvergier met Thiers en garde contre une défaillance possible de Buloz. En 1844, il écrit un article qui met encore une fois le feu aux poudres. Buloz se sent tellement menacé qu'il craint pour l'avenir même des siens. Thiers le rassure : [Pour vos enfants, ils ne seront pas oubliés, et je dis ceci d'une façon sérieuse, j'assurerai votre avenir dans la mesure du juste et du possible, de façon que vous et vos enfants soyez à l'abri.](#) L'état des finances personnelles des frères Bonnaire les oblige à vendre leurs parts : un groupe d'amis de Thiers les achète, Rémusat, Vivien et Cousin qui en prend une de 5.000 francs.

Les intrigues parlementaires continuent. Il faut si peu de chose pour gagner ou perdre un partisan ! [Que dites-vous de mon début ?](#) demande à Thiers un beau parleur de province qui prononça son discours dans le bourdonnement des conversations. [Vous auriez tort de vous décourager, votre voix est excellente.](#) — [J'en dis autant à mes chiens de chasse.](#) Et voilà une voix perdue pour l'opposition.

En avril, Thiers prend la parole sur le port d'Alger et se livre à une discussion technique sur le recensement. En mai, il expose ses idées sur les chemins de fer dont, en France, la construction est retardataire. Il soutient la thèse d'une ligne unique, allant du Nord au Midi, permettant de soutenir la neutralité de la Belgique en cas de besoin, et de rassembler à Marseille les forces destinées ; à l'Algérie, tout en bénéficiant des avantages économiques du grand courant commercial : Lille, Paris, Lyon, Marseille. Ainsi l'on éviterait d'engager pour trop longtemps les finances du pays et d'éparpiller les ressources sans résultat. Un grand effort s'impose, d'urgence, mais limité. [Je n'ai jamais partagé, dit-il, pour mon compte, l'engouement qu'on exprimait, il y a quelques années, pour les chemins de fer ; cependant, j'ai toujours cru à leur avenir... Je crois à l'immense avenir des moyens de viabilité qui ont consisté à substituer à la faiblesse des animaux le moteur tout-puissant, quoique dangereux, de la vapeur.](#)

En juillet 1842, il se fait réélire à Aix, puis rejoint ses dames à Vichy. Le 16, il y reçoit une lettre désolée de Mignet, datée de l'avant-veille, et lui annonçant la mort tragique du duc d'Orléans. [C'est un des moments importants de ta vie, dit l'ami dévoué, n'hésite pas à venir... Prépare-toi plus que jamais à rendre de grands services à notre pays.](#) Thiers jouissait de la grande faveur du duc. Il fait cent lieues d'une traite, et, convaincu d'emblée de la nécessité de la régence du duc de Nemours, se présente à Neuilly le 17. Il chargeait le général Athalin de déposer ses respects aux pieds du roi, lorsque, pâle et triste, vêtu de noir, le jeune duc d'Aumale lui annonce que le roi veut le voir. Dans le salon voisin, le bruit des sanglots de la famille royale accueillait l'arrivée du roi et de la reine des Belges. Louis-Philippe paraît, prend la main de Thiers, verse des larmes, puis, relevant la tête : [Hé bien, mon cher, qu'allez-vous faire en cette circonstance ? Vous ne pouvez pas, vous qui êtes attaché à ma dynastie, vouloir autre chose que ce que je veux... Lorsqu'il s'agit d'un grand intérêt monarchique, toutes les différences s'effacent.](#) Nemours est un brave jeune homme. Il n'a pas su plaire comme son frère. Son rôle secondaire l'obligeait à s'effacer, mais il est brave, ferme, et c'est un bon cœur, un bon jeune homme. Vous connaissez Joinville : il verserait jusqu'à la dernière goutte de son sang pour la France. D'Aumale, Montpensier, voilà de quel côté les hommes dynastiques attachés à nos institutions doivent se tourner. Mais confier le gouvernement, les héritiers de la

couronne de France, les petits-enfants d'Orléans à une étrangère, à une Allemande ! Jamais, pour ma part, je n'y consentirai !... Je ne vous demande pas ce que vous ferez. — Sire, dans cette circonstance, je suis heureux de me rencontrer avec Votre Majesté... — Ha ! mon cher, je vous retrouve dans les grandes occasions ! Il laisse Thiers libre d'agir à sa guise, et, sur sa demande, promet de ne rien dire à ses ministres, mais veut que la famille royale sache le nouveau service rendu à la dynastie. Quelques mots encore sur la politique extérieure, le roi déplorant qu'on veuille lui faire faire des folies avec l'Angleterre, le tout d'un ton dégagé comme si son fils était déjà oublié. Thiers se retire. Le roi lui prend les mains et le remercie avec effusion. Il sait pouvoir compter sur lui dans les grandes circonstances. Il se rappellera son attitude dans cette affaire de la régence et dans celle des fortifications de Paris, et dira un jour, en un moment difficile : *Mon petit risque-tout de Thiers me tirera de ce mauvais pays*. Peu après cette entrevue, Louis-Philippe se promène avec le chancelier ; tout à coup, il éclate en sanglots. *Pardon, mon cher chancelier, mais j'ai tant contenu ma douleur... la nature reprend le dessus*.

Thiers dépense un esprit, une habileté, une activité extraordinaires pour rallier à son opinion le centre gauche et la gauche dynastique. Il se défend d'avoir eu des engagements particuliers avec le duc d'Orléans. *Je ne me fiais pas à son caractère, écrit-il à Vivien, mais je le regrette vivement pour la France*. Il avait du talent, de la volonté, le goût des grandes choses, et il aurait voulu tenir tête à l'Europe qu'il détestait. Lui perdu, nous voilà pour toujours dans la médiocrité. Son salon devient un club. Il tient au courant des événements Mme Dosne, restée à Vichy. *Je vois tous les jours davantage combien les hommes ont peu d'esprit politique. Ce service rendu, je me tiendrai tranquille, et je me garderai de tout contact avec les hommes et les choses. Je crois pouvoir seul sauver ce pays-ci... Cette mort me touche, chaque jour, davantage. Je n'ai pas perdu un ami, mais la France a perdu le seul homme qui pût la faire sortir de cette médiocrité de vie dans laquelle elle s'enfonce et s'endort, chaque jour, plus volontiers... Je suis porté à la retraite, non que j'aie à me plaindre de mes amis : ils sont accourus avec empressement et déférence ; mais je veux aussi vivre pour moi. L'exemple du duc de Broglie me séduit à mon tour. En attendant, il manœuvre avec énergie. Il faut voter monarchiquement. Je réussirai, et je crois que j'aurai rendu un service aussi grand, aussi senti que le jour du vote des fortifications... Je voudrais que vous vissiez combien, dans les grands moments, disparaissent les questions de second ordre devant celles que le temps a consacrées. Puis, le 24 juillet : Les affaires vont bien, très bien, malgré les provocations ministérielles et le parti pris de quelques-uns de nos amis. Je ferai adopter à l'opposition, je le crois, une conduite sage, patriotique, qui la montrera comme un vrai parti de gouvernement, ce qu'elle est trop rarement. Le 18 août, Barrot, poussé par Tocqueville, lâche pied. Ce que vient de faire Barrot est indigne, dit Thiers à Duvergier et à Rémusat. Je sais combien il est faible, et je ne lui en veux pas. Mais j'en veux à ceux qui l'ont ainsi conduit à rompre, même sans m'en avertir, une convention faite entre nous. Croyez-moi, mes amis, nous nous sommes trompés : il n'y a rien à faire avec ces gens-là. Merruau le lui écrit : Votre point d'appui depuis quelques années était la réaction du sentiment national contre l'étranger. On vous savait en opposition constante avec le roi régnant... Vous êtes le seul bouclier de la monarchie contre le parti légitimiste, vous êtes le seul ministre qui puissiez répondre de l'intérieur. Vous avez, je crois, sur ce point, la confiance du roi et de toute la France ; il n'y a pas de dissentiment là-dessus.*

Le 20 août, Thiers prononce son premier grand discours d'Etat. Il n'a pas fermé l'œil de la nuit. Il est pâle. Il monte à la tribune pour appuyer le projet de loi du gouvernement : majorité du roi à 18 ans, plein exercice de l'autorité royale au prince le plus proche du trône, tutelle et garde du roi mineur à la reine ou princesse sa mère non remariée. Ledru-Rollin, Lamartine, Tocqueville et Berryer combattent le projet. Son discours se déroule en belle ordonnance : Je suis profondément monarchique ; rappelez-vous que certains hommes m'ont reproché, ce que je ne me reprocherai jamais, d'avoir voté pour l'hérédité de la pairie... Le plus grand des plaisirs humains, c'est de satisfaire sa propre intelligence, de dire ce qu'on croit vrai, de le dire devant tout le monde ; s'il y a quelque difficulté, quelque péril, j'ose l'assurer, le plaisir est encore plus grand pour ceux qui sentent comme moi. Dans cette question de la régence, je n'ai pas hésité un seul instant. Quand la Charte n'a pas dit une chose qu'il importait de dire, il faut le dire, il le faut en écrivant une loi. Il n'y a que les hommes voulant qu'un gouvernement périsse pour contester cette vérité... Nous ne pouvons pas faire un article de la Charte, qui est un contrat avec la dynastie, mais nous pouvons faire une loi. La Constituante a voulu remplacer la royauté par ce qui lui ressemble le plus. Ce n'est pas pour sa tranquillité et sa puissance qu'on a donné l'inviolabilité à la royauté. Ce n'est pas pour elle qu'on l'a investie du droit de faire la paix et la guerre, de commander les armées, d'administrer ; c'est pour que ces pouvoirs ne fussent pas éparpillés dans diverses mains, dans celles des assemblées, dans celles des comités ; c'est pour qu'ils fussent dans les mains de quelques hommes élus, portés au pouvoir par votre confiance et par celle de la nation ; ce n'est pas pour elle, c'est pour vous, c'est pour la grandeur du pays, pour sa force. Il croit que la royauté suivant la Charte est la seule bonne, la seule que le bon sens moderne pût conseiller. On est pour le gouvernement parlementaire à proportion qu'on est sincèrement, profondément et avec intelligence, monarchique. Il affirme avec force n'exprimer ici que sa propre pensée, qu'il n'a humiliée devant personne. Il a déploré que le gouvernement, depuis douze ans, n'ait pas toujours répondu à la grandeur de sa mission, mais pas un instant il n'en a moins voulu l'existence et la consolidation. On ne doit pas désertir un gouvernement, mais l'améliorer et le conserver. Derrière lui, la contre-révolution ; devant, l'anarchie ; au-delà du parti républicain, au-delà de ce qui est honnête, il y a les plus abominables principes qui puissent surgir dans une société. Il conclut : Les paroles que je viens de dire m'ont coûté beaucoup ; elles me coûteront encore en descendant de cette tribune. Mais je me suis promis, à toutes les époques de ma vie, et j'espère que je tiendrai parole, de ne jamais humilier ma raison devant aucun pouvoir, quel qu'il fût. Le projet est adopté par 390 voix contre 94.

Le soir même, ce billet du roi : Mon cher ancien ministre, quoique je ne connaisse encore qu'imparfaitement les détails de la séance mémorable d'aujourd'hui, cependant je ne veux pas différer à vous dire combien je suis sensible à la part honorable que vous y avez prise et à ce que j'apprends que vous y avez dit. Ce sentiment est partagé par tous les miens, qui se joignent à moi pour vous le témoigner. Les lettres de félicitations arrivent de tous côtés. Gustave de Romand dit que cette épreuve l'a grandi. Duvergier l'approuve d'avoir fait sentir à la gauche que leur parti ne veut pas la suivre dans toutes ses pointes, et au parti conservateur et à son chef suprême qu'ils ne doivent pas les regarder comme des ennemis de la monarchie. Mme de Rémusat lui adresse un billet affectueux et charmant, à son habitude. Quant à la duchesse d'Orléans, elle lui envoie le 25 août un souvenir de son mari, et ce passage du testament : Les

personnes qui ont contribué au mariage qui a fait le bonheur de ma vie sont celles à qui je dois le plus ; je prie Hélène de donner un souvenir à Monsieur Thiers qui a entamé les négociations. La duchesse ajoute : Au milieu du malheur qui m'accable, je ne saurais oublier la part que vous avez prise à mon bonheur.

Mais la rupture est consommée avec Barrot. Et Guizot est peut-être plus menacé par Thiers rentré dans les bonnes grâces du roi que par Thiers dans l'opposition. Duvergier estime qu'il est trop dégoûté de la gauche, et maintient le contact avec Chambolle. Faucher cherche à pacifier la gauche et le centre gauche ; il se heurte aux amours-propres froissés par ce discours, que Ganneron fait imprimer par leur comité. Las, découragé d'avoir à combattre des gens qui le jugent mal, pour d'autres qui ne le jugent pas mieux, Thiers se met à l'écart, sans pour cela cesser de se documenter sur les affaires d'Afrique par Bugeaud, qui se plaint que ses ennemis ne sont pas les Arabes en révolte, mais bien dans les bureaux de la Guerre. Il faut le stimulant de Duvergier pour le décider à reprendre sa place à la tête de l'opposition. Certes, le pays est content et fier de lui-même, pourvu qu'il mange, boive, digère et grogne un peu en dormant ; certes, si cela continue, le règne, pour parler comme Lamartine, dont le programme nouveau est un incommensurable et absurde galimatias, aura l'honneur d'avoir fait descendre la France au rang de puissance de second ordre ; il faut d'autant plus réagir. En janvier 1844, Thiers remonte à la tribune pour critiquer la politique intérieure du((gouvernement, qui suit exactement la conduite de Molé, jadis tant attaquée par deux de ses membres actuels. En février, il bataille pour le maintien des règles constitutionnelles violées par l'intervention royale dans l'affaire de la démission de Salvandy, notre ambassadeur à Turin, à la suite de la manifestation royaliste de Londres en faveur du comte de Chambord.

Lorsqu'éclate la querelle entre l'Université et le clergé, Thiers, rapporteur de la commission chargée d'examiner le projet voté par les Pairs, prend parti pour l'Université. Louis-Philippe lui demande quelque concession en faveur du clergé : Sire, il y a quelque chose de plus fort que le prêtre, je vous assure, c'est le jacobin. Il dépose son rapport le 13 juillet 1844. Il y établit les droits respectifs de l'Etat, du citoyen, du père de famille. Sur ce dernier droit repose la liberté de l'enseignement. L'autorité poussée jusqu'à jeter la nation entière dans un seul moule, ne convient ni aux temps modernes, ni à la France. A ses yeux, la liberté n'a jamais été imaginée pour dispenser les hommes d'avoir du mérite. Parlant de l'instruction secondaire, il dit : Les lettres anciennes, les langues grecque et latine doivent faire le fond de l'enseignement de la jeunesse. Si vous changiez un tel état de choses, vous feriez dégénérer l'esprit de la nation. Il étudie le régime des petits séminaires. Il n'admet pas que le clergé se mette au-dessus de la loi. Royer-Collard lit et relit ce rapport, de beaucoup ce qui a été fait de meilleur et de plus solide sur l'enseignement secondaire. Les évêques, monseigneur Dupanloup, monseigneur Affre qui n'était pas si hautain quand en 1840 il recevait l'archiépiscopat de vos mains, dit Barthélemy Saint-Hilaire, travaillent à le réfuter. Au cardinal de La Tour d'Auvergne, doyen des évêques français, Thiers répond en protestant de son respect pour la religion à laquelle son rapport n'a pas nui, mais bien à ceux qui abusent de son nom pour attaquer des institutions dont la France ne peut se passer. Le comte de Mérode, l'évêque des Canaries, Judas-Joseph Romo, et l'évêque de Langres, monseigneur Parisis, publient une *Réponse* où le premier conteste cette assertion de Thiers que la Belgique vit sous la domination du clergé, où le deuxième conteste que l'Eglise espagnole soit tombée dans une dépendance servile, où le troisième, tout en reconnaissant la convenance des termes employés par Thiers, découvre que son double éloge de

la Convention révèle en lui des goûts de despotisme et d'anarchie qui le rendent un sujet d'effroi pour tous les amis de l'ordre et de la liberté.

Après cette passe d'armes, l'opposition demande de plus en plus fortement la mise à exécution des lois frappant les congrégations ! religieuses non reconnues. Les jésuites sont indifférents à Thiers, mais ils lui fournissent l'occasion d'une manœuvre contre le gouvernement. Il interpelle le 2 mai 1845 : les jésuites, rentrés sous la Restauration, ont pris une extension considérable ; l'Etat ne peut souffrir un Etat dans l'Etat, ni la primauté du droit de l'Eglise sur le droit de l'Etat ; un établissement, même utile, ne doit pas exister de fait lorsqu'il ne peut exister de droit. Des évêques calomnient, outragent l'Université ; on ne respecte pas la décision du Conseil d'Etat qui a déclaré l'abus ; on a mis à l'index Dupin, l'un des premiers magistrats du royaume. La faction qui a perdu la Restauration veut aujourd'hui dominer le clergé : cette faction, ce sont les jésuites. Les conservateurs votent l'ordre du jour avec la gauche, et le *Constitutionnel* remarque que l'opposition fait une fois de plus l'office de gouvernement. Rossi tire d'affaire le cabinet Guizot en obtenant du pape la dissolution des jésuites de France.

Thiers, enragé de la Toison d'Or donnée à son rival, dit Mérimée, pratique la politique d'équilibre entre la gauche et la droite. Des désertions le gênent : Jaubert accepte la pairie et en entraîne d'autres après lui. Une demi-douzaine de journaux l'accablent d'injures pendant qu'il se promène en Espagne ou travaille à son histoire. Pourtant, il a sacrifié le pouvoir à son opinion ; Duvergier craint qu'il ne prenne la politique en dégoût et ne se décourage. Il parle des hommes et des choses [en voyageur qui vient de loin](#). Eminence grise, Duvergier agit sur lui, lui affirme qu'il écrase Guizot, tandis que Villemain l'appelle orateur de bon sens par excellence, [Sheridan sobre et pratique](#), lui prouve qu'il domine entièrement Barrot, chef de la gauche, et l'amène à réunir ce parti au sien, le centre gauche. Après le discours sur les jésuites Thiers parle le 7 mai sur l'armement de l'enceinte et des forts de Paris, en réponse à une attaque de Lamartine. En novembre 1845, le poète publie un factum : il admet le point de vue des conservateurs qui veulent vivre en repos, celui des radicaux qui veulent [restituer à tous la souveraineté](#), mais n'admet ni ne respecte le parti de Thiers, les opposants constitutionnels, [vieux mouchoir troué, sans ampleur ni couleur](#). Duvergier bondit ; sans doute, Merruau au *Constitutionnel*, Thiers à la tribune vont riposter à tant d'impudence : point ! De toute évidence, les deux antagonistes se ménagent personnellement. Lamartine écrit : [Je suis obligé de résister à un vif entraînement naturel pour combattre l'alliance de l'opposition avec lui... Il se trompe s'il me croit ennemi](#). L'année suivante, Lamartine quitte le parti conservateur et demande à Chambolle de le présenter à la réunion de la gauche constitutionnelle. Barrot s'en charge, et Lamartine demande aussitôt que l'on refuse à Thiers l'accès de la réunion ! Il n'y paraîtra plus ; il a des engagements avec les radicaux.

En 1846, Thiers prononce une série de discours : sur le Conseil de l'Instruction publique dont il souhaite le maintien tel qu'il existe ; sur la mise à l'ordre du jour de son rapport sur la loi de l'enseignement, resté dans les cartons depuis que le pape a dissous les jésuites ; sur les députés fonctionnaires et le gouvernement représentatif, un maître discours où les vues justes abondent : il ne faut pas s'appliquer à créer des institutions nouvelles, mais à bien se servir de celles qui existent ; dans les gouvernements libres, le maître n'est pas en haut, mais en bas, si bien que la liberté, qui a pour but d'étendre la participation aux affaires publiques, n'étend le plus souvent que la corruption ; à titre d'exemple,

l'Angleterre, modèle accompli pour les institutions politiques, n'en est pas un pour les institutions sociales ; il veut la représentation nationale complète, avec une juste proportion pour toutes les professions, de manière que l'esprit d'aucune ne domine le Parlement : mais le mal produit par les députés fonctionnaires va croissant. Une moyenne d'adhésion et de résistance au pouvoir constitue la vraie liberté représentative, comme cela se passe en Angleterre. Par malheur, le règne des opinions a cédé au règne des intérêts : les électeurs pensent que les fonctionnaires, devenant députés, soutiendront mieux leurs intérêts auprès du gouvernement. Quant aux députés qui veulent devenir fonctionnaires, une place suffit à éteindre leur inimitié. L'orateur conclut en adhérant à l'amendement Barrot qui exclut les députés faisant partie de la Maison du Roi et de celles des princes, parce que l'on voit en eux autre chose qu'eux-mêmes, et que la royauté doit demeurer en dehors des débats parlementaires. Il est battu par 232 voix contre 184, mais son discours, tiré à 200.000 exemplaires, a dans le pays un retentissement énorme. Plus il se porte vers la gauche, plus les conservateurs, effarouchés, se serrent autour de Guizot.

En avril, deux discours sur la marine combattent les réductions y de crédits proposées par la commission ; il y profère des vérités accablantes pour le gouvernement. A cette date, il espère peu des élections prochaines, parce qu'il désire peu ; il ne tient pas à perdre l'heureuse liberté de ses allures, à renoncer à ses travaux pour faire entendre raison à des partis passionnés et à une Cour qui, avec plus d'esprit que celle de Charles X, n'a guère plus de jugement, et autant de préjugés d'une autre sorte. *Le roi ne se croit pas moins de gloire et de génie que Napoléon*, écrit-il à la comtesse Taverna, *et lui faire comprendre ce qu'il ne veut pas même écouter est une besogne que pour ma part je n'accepterais à aucun prix*. Trois discours au mois de mai, à propos des crédits supplémentaires et du budget de l'Intérieur, jalonnent sa lutte contre Guizot. Il refait l'histoire du règne ; il énumère les fautes commises à l'extérieur, qui réagissent sur l'intérieur où l'administration devient un instrument politique. On n'a pas profité de la paix pour fortifier l'armée, la marine, les finances. *Dans les pays libres, les intérêts particuliers cherchent toujours à dérober quelque chose à l'intérêt général*. En passant, cette profession de foi : il déteste trop les sentiments vulgaires de ce temps pour ne pas aimer le sentiment religieux, qui tend à relever les âmes au lieu de les abaisser. Guizot réplique point par point, moins calme et moins grave qu'à l'ordinaire : jamais le cabinet présidé par Thiers n'aurait conquis à la France la considération dont elle jouit aujourd'hui à l'extérieur ; le parti conservateur est fortement constitué : à l'opposition de s'organiser de même pour devenir un grand parti de gouvernement. Thiers riposte avec tout son esprit et tout son talent. On assiste à un beau corps à corps. Il insiste : il voit le gouvernement accroître la dette pendant la paix ; il répète son argument pour écarter de la Chambre les gens de la Maison du Roi ; il se plaint d'expressions *inconvenantes* de son adversaire, dites avec l'intention de devenir *ailleurs* une flatterie, ce qui les rend inexcusables. Le récent attentat de Lecomte suggère à Guizot une pensée calomnieuse, pour ne pas désavouer des écrivains indignes, ce qui blesse tous les hommes modérés. Pour finir, ce trait acéré : *J'aime mieux un orgueil désintéressé, quoique je puisse être accusé d'être frivole, qu'une ambition qui s'abaisse pour avoir, non point le pouvoir, mais l'apparence du pouvoir*. La Chambre ne le suit pas. Encore tout chaud de la bataille, il la conte à son amie la comtesse Taverna : *Je viens de terminer une longue, violente et dernière lutte avec M. Guizot. Je n'en avais pas encore soutenu de pareille, et le dernier jour on me dit que j'avais parlé mieux que je n'avais fait de ma vie. Je ne suis pas*

insensible à l'honneur d'exceller dans mon art, mais je suis beaucoup plus sensible à celui de bien représenter l'opinion nationale en présence d'un pouvoir égoïste qui oublie ce qu'il doit à notre pays, et en face d'un ministre qui pense tout ce que je pense, qui me l'a dit cent fois et qui a soutenu en 1839 la même cause, beaucoup plus amèrement que je ne le fais. L'égoïsme dynastique de l'un, l'effronterie de l'autre, me mettent souvent hors de moi. Cependant j'espère n'avoir jamais passé la mesure des convenances parlementaires. Il n'y a qu'une mesure que j'ai passée, c'est celle de la prudence et de l'intérêt personnel. Si je calculais, je n'aurais pas dit ce que j'ai dit à l'égard du roi. Mais je ne consulte que mes sentiments et mes devoirs ; non que j'en veuille au roi, il s'en faut, je suis dévoué à sa couronne et je n'ai rien contre sa personne. Mais, en vérité, traiter ce pays comme on le fait, livrer l'Université au clergé, ruiner le crédit et les finances pour plaire aux amateurs de chemins de fer, et corrompre les députés et les électeurs, être tombé dans une telle inertie qu'on laisse mourir nos Français dans la Plata, crainte d'envoyer 3.000 hommes, négliger l'armée, la marine, ne songer qu'à vivre, c'est faire tout ce qu'aurait pu faire la Restauration et même plus encore. C'est surtout compromettre l'avenir d'une monarchie que je crois indispensable au pays.

Les élections ont lieu. Lamartine fait échouer la candidature de Changarnier, sympathique à Thiers. Ce dernier mène ardemment la campagne. Le pays demeure inerte. Le gouvernement triomphe.

Nous sommes battus, écrit Duvergier. Il faut nous résigner à quatre années d'opposition. On verra jusqu'où peut aller la bassesse d'un règne. Il ajoute pour Thiers : ne vous montrez pas trop. Du Havre, le chef de l'opposition envoie ses directives à Chambolle : ne pas laisser voir de découragement dans ses articles du *Siècle* ; il n'y a rien de plus trompeur que le succès ou le revers... Sans être bien vieux, j'ai vu tomber déjà des gouvernements qui avaient l'air bien autrement établis... Je vous promets d'être sur la brèche plus ferme que jamais. Le succès obtenu à Paris compense en partie le revers essuyé en province. Sans l'oser dire, il s'attendait à pis. Cependant, sans humeur, sans abattement, il poursuivra son but : donner un peu de prévoyance au pays sans le pousser à la guerre, l'obliger à ne pas gaspiller son argent et à organiser ses forces, empêcher surtout qu'on ne prostitue la justice et l'administration à la cabale électorale. Car il n'y a pas un des pouvoirs attribués au gouvernement qui ne devienne une source d'iniquités. Une réforme électorale est inévitable. Il passe trois semaines au Havre, travaillant plus que jamais : sept à huit heures à son Histoire, autant aux chantiers, aux bassins, à l'hélice, aux machines à vapeur ; il admire les ouvriers au travail, et les 50 grands bâtiments qui entrent au port en une marée. Ici, l'incapacité administrative du gouvernement dépasse tout ce qu'on peut imaginer ; que de bonnes choses à faire pour un ministre de la Marine, et quel service national il rendre ! Après Le Havre, un court séjour à Paris, et un autre à Lille. Là, Mme Dosne prédit à Victor Cousin que les fiançailles d'un jeune prince et d'une infante mettront des grains de sable dans les roues de l'entente cordiale. Elle attire le philosophe en lui parlant politique et bibliophilie. D'Argout vient les voir. Ils attendent Mignet. Mérimée, retour de Belgique, s'arrête une journée auprès d'eux ; Thiers lui paraît furieux de tout ce qui se passe, et prédit plaies et bosses pour l'année qui vient. En attendant, l'historien travaille du matin au soir, sans distraction, dans un beau voisinage. Je deviens moine, écrit-il à Cousin, en gémissant sur le temps présent où l'on assiste à ce qu'il y a de plus bas au monde, une réaction... Les réactions sont des dîners réchauffés, ce qui ne valut jamais rien... A propos de sottises, que dites-vous du

Roi, jetant par la fenêtre l'alliance anglaise sous les whigs, et cela pourquoi ? Pour se donner des embarras en Espagne, pour s'y créer des obligations devant lesquelles il mourrait de peur, et pour ne s'y assurer aucune influence, car si les mariages en donnent, c'est la reine qu'il fallait épouser. Mais le voilà bien, vrai poirier faisant des poires et non des prunes. J'en suis venu, comme vous le voyez, à la profondeur de M. de La Palisse. Mais ce M. de La Palisse n'était pas si bête, et je vois tous les jours des gens d'esprit qui sont plus bêtes que lui. Pendant que Mme Dosne va respirer l'air des champs et des bois à Saint-Germain, humer le parfum des feuilles demi-sèches et fouler le sable des forêts, il fait un tour en Angleterre. Sa belle-mère le félicite de n'être mêlé à aucun des tripotages du jour. Il pousse le scrupule, dit-elle à Cousin, jusqu'à ne pas même placer les fonds disponibles de sa petite fortune dans les entreprises de chemins de fer. Je l'en loue, car il faut aux hommes d'Etat cette indépendance qui leur permet de parler sur tout et de tout d'une façon désintéressée. A Windsor, la reine dit à lord Clarendon son regret que Thiers n'ait pas demandé à lui être présenté : s'il n'avait pas le temps de venir à Windsor, elle serait venue à Londres. Mais Thiers ne prévoyait pas ce désir royal. De ce voyage, le ministère prend de l'humeur, et la vieille Parque Mme de Lieven aussi. Après ces intermèdes, la comédie politique va reprendre, pour s'achever en drame.

XXIII

LA RÉVOLUTION DE 1848

Pas besoin d'une oreille très exercée pour percevoir les premiers craquements de l'édifice. La lutte entre Thiers et Guizot s'intensifie. M. Thiers s'apprête à travailler les côtes à M. Guizot écrit Mérimée le 29 janvier 1847. D'abord, les deux adversaires s'observent ; Dupin sourit : C'est comme à Fontenoy, à qui ne tirera pas le premier. On finira bien par tirer. A la Chambre, une cour de députés accompagne Thiers qui, observe un ironiste, pousse l'opposition jusqu'à arborer une cravate noire à un spectacle de la Cour. Sous un air de gaîté et d'insouciance, il cache une extrême animosité contre le roi, lequel ne passe pas pour avoir de goût pour les ministres réels des Affaires Etrangères. Il entretient une correspondance suivie avec Bugeaud, le défend auprès de Guizot, et se laisse aller aux épanchements : on ne peut s'imaginer à quel point il est revenu de tout depuis que l'horloge de la vie a sonné 50 ans ! Bugeaud répond : Il y a une chose dont vous ne reviendrez certainement pas, c'est du patriotisme. Quand vient l'automne, en dépit du calme matériel apparent en Algérie, il règne dans l'air et dans les imaginations une inquiétude, une agitation assez générale. La reddition d'Abd-el-Kader semble y devoir affermir notre domination ; d'aucuns s'en félicitent ; Thiers, sortant des Tuileries, hausse les épaules : Peuh ! La prise d'Abd-el-Kader est de maigre importance, en face des événements qui se préparent ici.

En effet, les scandales s'accroissent. Les Pairs se jugent les uns après les autres, et se condamnent alternativement comme voleurs ou meurtriers. Le gouvernement facilite le suicide du duc de Praslin, assassin de sa femme : Il est déplorable, dit Duvergier, de laisser enraciner cette idée funeste qu'il y a une justice pour les riches et une justice pour les pauvres. C'est la plus révolutionnaire des idées, et on ne devrait rien faire qui pût y prêter force. Ce scandale est énorme. Dans certaines sphères, on commence à se demander : Que dira le peuple ? Les mécontents et le mépris croissent de jour en jour. Le public est disposé à tout croire. On peut prévoir une réaction morale contre les vols, les mauvaises spéculations, les chantages. On craint pour l'ordre public à Rouen, à Bordeaux, à Paris. L'affaire des mines d'Algérie éclabousse le maréchal Soult. Thiers assiste au procès Teste-Cubières. J'ai voulu voir ce lugubre spectacle. Cubières m'a fendu le cœur. Il m'a intéressé, comme il intéresserait tout le monde. Teste a impudemment déployé pour lui, comme il a déployé pour tant d'autres, son talent déclamatoire de défendre les mauvaises causes, et c'était odieux de lui voir faire un métier quand il s'agissait de son honneur. De Vichy, Mme Dosne s'éploie en termes imagés : Ce malheureux Teste me paraît confondu. Il avait les doigts crochus et les mains palmées. C'est une grande pitié que cette affaire, et un vrai malheur pour la révolution de Juillet. Son gendre témoigne de son dégoût de la politique ; elle le remonte en termes vigoureux et pénétrants : Vous êtes dégoûté du pouvoir, mon cher gendre, fatigué des

mensonges des hommes ; mais de grands cœurs doivent se mettre au-dessus de ces déceptions pour ne considérer que l'intérêt du pays ; c'est en lui qu'un homme d'Etat doit puiser sa force et son courage. Il faut qu'il lise au fond du cœur de ses amis politiques, qu'il considère qu'ils n'ont pas encore, comme lui, connu les décevantes satisfactions du pouvoir, qu'ils y aspirent, qu'ils en ont besoin même, politiquement, et que ces pensées et ces désirs les font s'agiter. Croyez-vous eue la Révolution de Juillet aurait pu être faite par des hommes sans illusions, comme vous l'êtes presque tous devenus ? Et si vous autres, jeunes gens pleins d'ardeur et d'amour du bien, ne vous en étiez pas mêlés, croyez-vous que les banquiers, les pères de famille, auraient tiré la première fusée ? Il vient la rejoindre à Vichy, où, philosophiquement, il mange, dort et écrit comme partout, se moquant de ceux qui prennent quelque soin de leur santé. De là, il va visiter ses électeurs d'Aix, fonde une demi-bourse en faveur de l'Ecole normale de Marseille, et paraît au début d'août à Toulouse, rendez-vous général de la famille, qui s'installe à Pau. Mme Dosne y tombe sérieusement malade. Ses enfants lui prodiguent les soins les plus tendres ; son gendre la veille la nuit, et dispute de tendresse avec ses filles. *Les uns et les autres m'étouffent de soins*, écrit-elle ; *ce sont des douceurs sans pareilles*. Preuve qu'elle revient à la vie : le 2 septembre, elle fait à son gendre une grande *tartine politique*. Lui se rend à Cauterets avec sa femme, et regagne Paris à la mi-septembre. Il découvre partout un sentiment de plus en plus fâcheux pour le gouvernement, auquel il reproche de suivre aveuglément la politique du *laissez-dire*. A ses yeux, le moment approche où les circonstances s'aggraveront pour tout le monde. Le roi s'en tient toujours aux combinaisons ministérielles. Il explique à Dupin : *Vous voulez que je renvoie mon ministère et que j'appelle Molé ; mais Molé échouera ; et après lui, que reste-t-il ? M. Thiers, escorté de MM. Barrot et Duvergier qui voudront gouverner, qui m'ôteront tout pouvoir, qui bouleverseront ma politique ; non, non, mille fois non. J'ai une grande mission à remplir, non seulement en France, mais en Europe, celle de rétablir l'ordre : c'est là ma destinée, c'est là ma gloire ; vous ne m'y ferez pas renoncer. Louis-Philippe croyait rétablir l'ordre : il préparait la révolution.*

L'opposition de gauche accueille la réforme électorale proposée par Duvergier de Hauranne, et la réforme parlementaire visant les incompatibilités, proposée par Rémusat. Pour les soutenir, le comité électoral de Paris imagine une campagne de banquets. ; La disette, la crise financière, les paniques à la bourse, la crise industrielle lui font craindre des violences. Le public n'ignore plus rien ; les honnêtes gens flottent entre l'indignation et le dégoût. Le 9 juillet, le banquet du Château Rouge se passe dans le calme. Mme Dosne engage son gendre à donner l'absolution aux organisateurs. *Il n'en faut pas faire une affaire car bien des gens en profiteraient pour amener une nouvelle démission*. Sa lettre croise celle où Thiers disait combien ce banquet avait affligé les gens sages, et combien il trouvait impolitique la conduite de ses amis. Il s'y rallie, cependant, mais pas ostensiblement : il est trop homme de gouvernement pour cela. Il laisse à Barrot la conduite des banquets, n'y paraît pas, n'avoue pas ce qui s'y dit, mais *il en est le cuisinier*. Merruau le félicite de cette attitude.

Il est alors dans la plénitude de sa maturité et de son développement. Il a gardé la vivacité de la jeunesse. Sa fertilité d'idées s'oppose à la sécheresse de Guizot. Le 27 décembre, le discours du roi à l'ouverture des Chambres provoque une baisse de la rente ; 3.000 étudiants pétitionnent pour la réouverture des cours de Quinet, Michelet et Mickiewicz ; l'opposition et le ministère discutent l'Adresse en des débats acharnés. Thiers mène alors l'attaque avec un brio, une verve qui

ne faiblissent pas un moment. Le 25 janvier, il expose les difficultés de la situation financière. Devant la confiance ébranlée, l'optimisme du ministre l'effraie. Il montre l'augmentation croissante des budgets, les charges nouvelles créées par les emprunts, le danger causé par la dette flottante, la rareté des capitaux, la dépréciation des valeurs, l'illusionnisme du ministre dont il accuse la gestion coupable et aveugle. Le 31 janvier, son attaque porte sur la politique italienne du gouvernement ; les traités de 1815 à la main, il prouve que le gouvernement n'a pas fait ce qu'il devait : il aurait dû obliger les Autrichiens à obéir à ces traités dont ils veulent nous faire, à nous, une loi constante et éternelle. Toutes les fois qu'un gouvernement absolu disparaît en Europe, toutes les fois qu'il s'élève un gouvernement libre, la France est délivrée d'un ennemi, et elle gagne un ami. Porter la liberté où elle n'est pas, au moyen des baïonnettes, est un acte de violence ; la porter d'une autre manière, au moyen de ce qu'on appelle la propagande, est une perfidie... Mais nous ne devons pas souffrir qu'on vienne l'étouffer avec des baïonnettes partout où elle se sera développée comme l'herbe pousse au printemps.

Le 2 février, il combat l'attitude, dans les affaires de Suisse, du gouvernement qui donna son appui au parti conservateur et catholique, provoquant dans le pays une vive irritation. Là, la révolution et la contre-révolution sont en présence. On nous oppose toujours la prudence et le respect de l'indépendance des gouvernements, et voilà qu'on les met de côté pour provoquer les puissances à intervenir en Suisse. La révolution espagnole est en péril, vous restez prudents et froids. L'humanité souffre en Italie où le sang coule, vous êtes paralysés par le respect de l'indépendance des souverains. Et en Suisse, quand le parti de la contre-révolution et celui de la révolution sont aux prises, quand la contre-révolution va être vaincue après l'avoir mérité, vous vous empresses de vous en mêler. Le ministère soutient la doctrine autrichienne qui veut que l'on se mêle des affaires suisses : attirer les puissances en Suisse constituerait un malheur pour la France, qui a intérêt à une neutralité suisse forte. Faible, on la viole. Par deux fois la contre-révolution livra le pont de Bâle aux Autrichiens : c'est elle que l'on soutient ! Politique absurde ! Je serai toujours du parti de la révolution, même s'il passe des mains des modérés à celles des radicaux... Le gouvernement doit blesser profondément le cœur du pays, car il blesse le mien. Le lendemain, Guizot riposte : en Suisse, la lutte est entre le parti libéral modéré et le désordre, et non entre la révolution et la contre-révolution, et Thiers, ministre, se prononça sur les menées du parti radical suisse. Non, dit Thiers, ce que je n'ai pu souffrir, c'est que la Suisse devînt un repaire de propagandistes auxquels tout est bon, l'assassinat comme l'invasion à main armée. A ce moment, les deux héros de la Chambre, écrit Mérimée à la comtesse de Montijo, M. Thiers et M. Guizot, sont malades de la grippe ; ils toussent à qui mieux mieux des discours éloquents qui n'avancent guère les choses. La bataille continue.

Le 10 février, discussion du paragraphe de l'Adresse relatif aux banquets que le discours de la Couronne réprovoque. Duchâtel, Dumon, Barrot, Guizot mènent vigoureusement une lutte ardente. Thiers entre en lice : M. Guizot a dit que l'on pouvait abuser de tous les grands pouvoirs et de toutes les grandes armes, je lui refuse ce pouvoir et ces armes. Il est jaloux des droits de la majorité, je le suis de ceux de la minorité. Les injustices dont vous vous plaignez, vous vous les permettez envers ma minorité. Vous n'abattrez pas mon courage ni ne lasserez la persévérance à vous dire ce que je crois la vérité. Le 12 février, la dernière bataille s'engage sur la question de la réforme parlementaire. Guizot reconnaît

l'état des esprits, dans le pays et à la Chambre, mais un gouvernement sensé doit faire les réformes sans les proclamer à l'avance ; il s'efforcera de rétablir l'unité du parti conservateur divisé sur cette question ; s'il ne réussit pas, il laissera à d'autres le soin de présider à la ruine de la politique conservatrice. Personne, répond Thiers, ne nie le mal : 200 fonctionnaires dans une Chambre de 400 députés. L'accord n'est pas loin de se faire sur le remède, mais il y a dix ans qu'on en discute. **Le plus grand parti et le gouvernement n'ont pas d'opinion arrêtée sur la plus grande question du moment.** Sallandrouze demande une proposition cette année, Morny l'année prochaine, de Goulard un jour dont il n'indique pas la date, et le ministère, quand les conservateurs tomberont d'accord ! La vérité a progressé, des députés le proclament dans le pays, le gouvernement les traite d'une manière outrageante. Guizot l'emporte lorsque l'on passe au vote. Cette séance marque son dernier triomphe. Chacun des discours de Thiers a retenti comme un coup de bélier, non contre le ministère, mais contre le régime.

Le banquet réformiste projeté par un groupe d'électeurs du XII^e arrondissement met le feu aux poudres. On en retarde la date, fixée d'abord au 19 janvier. Le ministère l'interdit, le 7 février, et annonce qu'il s'y opposera par la force. Thiers n'en veut pas : le gouvernement, assure-t-il, ne peut faire autrement que de résister ; si on le brave, une collision sanglante est fatale ; l'opposition, vaincue, portera la responsabilité du sang versé ; sa victoire peut amener le renversement de la monarchie ; pour éviter le banquet, mieux vaudrait démissionner. Les députés incertains de leur réélection ne partagent pas cet avis. Au fond, Thiers pense que les choses s'arrangeront mieux qu'on ne suppose : au pis aller, l'abdication du vieux ; serait-ce un si grand malheur ? Agitation et pourparlers. La gauche constitutionnelle se réunit. Chambolle proteste contre une proclamation de Duvergier. Thiers n'assista pas à la réunion ; à la Chambre, Chambolle lui conte ce qui s'y passa. **Mon cher ami, dit Thiers, il faut reprendre votre proposition ; nous n'avons plus un moment à perdre ; faites convoquer de suite une réunion, et tâchons que ; tout le monde y vienne.**

Chez Durand, place de la Madeleine, le 13 février. Des légitimistes, Berryer, La Rochejacquelein, s'y introduisent, Lamartine également. Avant la séance, Duvergier écrit à Thiers : **Je comprends votre situation quant au banquet et je ne voudrais pas qu'on en fit l'affaire principale. Vous avez des raisons pour n'y pas aller, j'en ai pour y aller. Liberté réciproque à cet égard.** Chambolle reprend sa proposition : démissionnons, pour obtenir une nouvelle consultation du corps électoral. Personne ne le soutient. On vote le banquet par 70 voix contre 18. **Pourquoi ne m'avoir pas tous soutenu ?** demande Chambolle. **Ai-je donc tort aujourd'hui ?** — Il n'a que trop raison, dit Vivien. Et Thiers : **Je n'ai point changé d'avis ; je pense comme Vivien ; mais, je vous en conjure, ne m'interpellez pas ! On m'a demandé de ne point prendre part à ces débats aujourd'hui, et j'ai donné ma parole.** En effet, Duvergier et Rémusat ont entamé une négociation avec des amis de Duchâtel et de Guizot ; la négociation échoue parce que le gouvernement se croit sûr de triompher. Même conviction chez Thiers, et raison pour laquelle, sachant la volonté de ses amis de donner le banquet, il n'a soutenu ni Chambolle, ni le républicain Marie qui disait : **Si nous sommes prêts pour une révolution, donnez votre banquet ; si nous ne sommes pas prêts, ce sera une émeute, et je n'en veux pas.** La résolution adoptée par la réunion donne l'alarme au parlementaire constitutionnel qu'est Thiers : il voit l'action politique transférée hors du pays légal, et fait partager ses appréhensions à Barrot et quelques autres. Aidé par Vitet et Morny, il obtient des concessions qui

diminuent la portée de la manifestation. Il s'efforce de gagner du temps. Le 19 février, Duvergier lui signale que le gouvernement paraît incliner à la modération, et que les organisateurs se croient à peu près certains de rester maîtres de la manifestation : **Malgré cela, je serai fort aise que tout soit terminé.** Ce jour-là, nouvelle réunion des oppositions chez Durand. Thiers reste muet. Il hausse les épaules quand Falloux s'inquiète des violences de Lamartine : les forces du gouvernement écraseront toute émeute possible. La garde nationale donnera une bonne leçon à Guizot : **Le roi a l'oreille fine, il entendra raison et cédera à temps.**

Le 20 février, la sous-commission du banquet discute le programme élaboré la veille par Marrast. Merruau, du Constitutionnel, en fait, représente Thiers ; il exige l'approbation préalable de Duvergier et de Barrot. Marrast obtient le consentement de ce dernier sans même lui donner lecture de la pièce. Duvergier s'accusera de sa propre négligence à empêcher la faute de se commettre. Ce jour-là, de Corbeil, un mystérieux **solitaire**, d'une franchise assez piquante et d'une singulière pénétration, adjure Thiers de se rendre au banquet : **Je suis du petit nombre de gens qui, ne vous aimant pas, vous estiment, et qui croient à votre sincérité quand vous parlez de vos inclinations libérales. Je n'ai de sympathie que pour votre talent, mais j'ai toujours méprisé les ridicules calomnies dont vous avez été poursuivi... Je ne partage pas l'incertitude du public, et je suis convaincu d'avance que vous n'irez pas au banquet de mardi. L'intérêt de l'opposition, l'intérêt de votre situation personnelle, un devoir d'honneur envers vos amis vous commandent d'y aller. Vous n'irez pas.** Cette abstention sera un grand malheur pour la cause libérale. Le **solitaire** cherche à en démêler les motifs : une paresse naturelle chez Thiers, la crainte d'affaiblir un pouvoir qu'il compte exercer un jour, l'influence de son entourage : trois femmes de plus d'esprit que de jugement ; Rémusat, petite maîtresse bégueule, hermine paresseuse à qui on finit par arracher un ou deux discours et jamais une action ; enfin Victor Cousin, qui n'est whig qu'en théorie. Bien entendu cette lettre ne modifie rien à la ligne de conduite de son destinataire, mais il la conserve soigneusement dans ses papiers.

Le programme de Marrast paraît dans les journaux, le 21 au matin. Le préfet de Police riposte par une proclamation : on appliquera l'ordonnance sur les attroupements aux députés qui se rendront en corps au banquet. Rémusat se concerta avec Thiers : empêcher le banquet reste le seul moyen d'éviter une collision. Ils vont chez Barrot, y trouvent Duvergier, Malleville, Abbatucci inclinant à accepter la manifestation réduite que concède le gouvernement. Thiers opine : allez-y individuellement, vous serez ridicules ; en corps, on sabrera la foule à cinquante pas de vous, et vous serez odieux. On ne l'écoute pas. Le groupe se rend dans le bureau du Palais-Bourbon où l'opposition se réunit. Là, consternation générale ! Barrot n'avait pas prévu tout cela ! Seul, Thiers a le courage de son opinion : devant l'attitude du ministère, renoncer au banquet devient un devoir impérieux, sinon, il faut l'accepter réduit à rien comme le veut le gouvernement, et en conseillant à la foule de ne pas s'y rendre. L'opposition en a bien envie, mais n'ose afficher son renoncement. Elle voudrait que Barrot annonçât à la tribune sa nouvelle attitude. Thiers l'y pousse : **Mon ami, voici une de ces occasions où il faut savoir prendre une décision. Votre parti n'ose pas reculer. Tirez-le d'embarras. Montez à la tribune ; dites qu'en présence des nouvelles et imprévues résolutions du gouvernement, la manifestation annoncée ne serait qu'une occasion de verser du sang ; que pour la défense d'un droit, quelque fondé qu'il soit, vous ne voulez pas vous exposer à**

cette extrémité ; que vous poursuivrez le triomphe de ce droit par d'autres moyens ; qu'en conséquence vous engagez les citoyens à rester chez eux. Vous aurez toute la Chambre pour vous ; vous empêcherez la multitude de venir demain ; vous sauverez l'ordre, et vous constituerez la majorité votre obligée. Quelques-uns de vos amis crieront. J'offre de partager avec vous la responsabilité, m'engageant à dire de ma place ce que vous voudrez. Le visage de Barrot s'assombrit. Il ne répond rien, monte à la tribune, parle mollement et sans succès. Thiers quitte la Chambre, fort triste. Il va chez Barrot avec les députés de l'opposition pour prendre un parti définitif. Il se mêle le moins possible à la discussion pour qu'on ne puisse accuser l'opposition de céder à son influence paralysante. 80 contre 17 décident de ne pas aller au banquet. La réunion terminée, on le prie de rédiger la note annonçant la décision prise. Le soir, il se rend avec sa femme au bal de la princesse de Ligne : on danse, mais dans une atmosphère d'inquiétude.

Le lendemain matin, Thiers apprend qu'après son départ Barrot reçut les organisateurs du banquet, auquel un groupe de 60 à 70 gardes nationaux du XIIe, très exaltés, refusaient obstinément de renoncer. Pour obtenir l'abandon, Barrot, Malleville, Abbatucci, Duvergier promettent un acte d'accusation contre le ministère. Thiers en veut à Barrot de cette concession. Sur les instances de Duvergier, il va le voir en compagnie de j Rémusat. Il combat l'acte d'accusation déjà rédigé et adopté, il préférerait une adresse à la Couronne pour obtenir le changement des ministres. Prudence intempestive, dit Barrot ; la motion de Thiers échoue. On se rend à la Chambre. L'émeute commence à gronder dans la rue. Il faut traverser de nombreux rassemblements sur le boulevard. Devant le ministère des Affaires Etrangères, fortement gardé par la troupe, la foule pousse des cris séditieux. A la Madeleine, à la place Louis XV, elle s'enfuit en riant devant les charges de la garde municipale à cheval. A la Chambre, on palabre sans aboutir. Fatigué de ces bavardages stériles, Thiers, au milieu de l'après-midi, veut se rendre compte de ce qui se passe au dehors : il traverse la place Louis XV, la place de la Madeleine, suit le boulevard jusqu'aux Affaires Etrangères, et revient par la rue Saint-Florentin. Des enfants, des ouvriers dépavent les rues en un tour de main, commencent des barricades, s'enfuient en bousculant les passants lorsque la troupe marche sur eux ; elle reçut pour consigne de n'utiliser que le plat du sabre ou la crosse du fusil. De retour à la Chambre, il apprend que l'émeute a dressé deux barricades aux Champs-Élysées. Il y va, avec Merruau et Jules de Lasteyrie. Un omnibus et des fiacres renversés, des chaises, de petites boutiques forment les barricades, d'ailleurs totalement vaines, puisqu'elles ne barrent que la chaussée et non les contre-allées. Entre les deux, quelques milliers d'ouvriers, de jeunes gens, d'enfants, en blouse, en redingote, en veste, crient à tue-tête et lancent des pierres. Devant le rond-point la troupe, immobile, triste, déconcertée par l'absence de la garde nationale. Un escadron de chasseurs passe par les contre-allées et pénètre sur le terrain qu'occupe l'émeute : elle lui fraie le passage, enlève les rangées de chaises en criant : **Vive l'armée !** mais derrière lui reforme la barricade. A ce moment, on reconnaît Thiers. On prend ses compagnons pour des policiers. Cris de : **Vive Thiers ! A bas Guizot !** mais aussi : **A bas les bastilles ! A bas les lois de septembre !** Des pierres volent. Quelques-uns tentent de le protéger ainsi que ses compagnons. Lentement, serré de plus en plus près, il traverse les Champs-Élysées pour gagner les hôtels du faubourg Saint-Honoré. Quelqu'un lui prend le bras : **Venez, suivez-moi, je vais vous faire ouvrir la grille de l'hôtel Cibiel.** C'est l'architecte de l'hôtel. Le portier, terrifié, se décide difficilement à ouvrir. L'hôtel

n'a pas d'issue sur le faubourg. Il faut passer dans le jardin d'un hôtel voisin pour se mettre hors de danger. Peu fier de son aventure, Thiers reprenait le chemin de la Chambre, quand des collègues rencontrés lui apprennent que la séance est levée. Il rentre chez lui, très frappé de la gravité du mouvement.

Le 23, le ministère convoque la garde nationale. Peu d'hommes obéissent. Ceux qui se présentent commencent à crier : **Vive la réforme !** Thiers se rend de très bonne heure à la Chambre. Il apprend qu'on se bat dans les quartiers de l'Hôtel-de-Ville et du Panthéon. Soudain, grand tumulte : une colonne de 6 à 800 gardes nationaux marche sur la Chambre. Thiers suit Barrot et ceux de leurs collègues qui escaladent les marches du Palais-Bourbon face au pont de la Concorde. Barrot s'avance vers les gardes nationaux, les interpelle courageusement, les arrête en leur demandant s'ils ont oublié le respect dû à la représentation nationale. Ils lui remettent une pétition réclamant le renvoi des ministres. Le calme se rétablit. Les députés sortis rentrent en séance. Ils se disposent à interpeller le gouvernement lorsque Guizot est appelé au Château. Bientôt il revient, et annonce que le roi a chargé le comte Molé de constituer un Cabinet. Que s'est-il donc passé ? Thiers le demande à Duchâtel qui arrive des Tuileries une heure plus tard, et lui conte : le roi, préoccupé, avait perdu sa ténacité de la veille. **Ah ! Il a eu peur**, interrompt Thiers. La reine entra en larmes dans son cabinet, disant que Guizot mettrait le comble aux services qu'il a déjà rendus au roi s'il offrait sa démission. Sur quoi Duchâtel vint le chercher à la Chambre. Guizot, blessé, accompagna sa démission de propos amers. Le roi lui exprima des regrets, et, à quatre heures, fit appeler Molé. **Le seul conseil que je puisse donner au roi, dit ce dernier, c'est d'appeler MM. Barrot et Thiers. — Appeler M. Thiers ? Que dira l'Europe ? — Ah ! Sire, ce n'est pas à l'Europe qu'il faut penser en ce moment. La maison brûle. Il s'agit d'appeler ceux qui peuvent éteindre le feu. — Oui, mais pourquoi M. Thiers ? M. Thiers n'a pas assisté aux banquets plus que vous. — Il les a défendus, et ses amis les ont organisés. — Laissez-moi M. Thiers, et dites-moi comment vous composeriez un cabinet.** Les amis de Molé insistent : rien à faire sans Thiers. Ils s'informent de ses dispositions. Les premiers pourparlers n'aboutissent pas. Molé lui fait demander un rendez-vous pour dix heures, à son hôtel, place Saint-Georges.

Il en est à peu près neuf. Une des bandes qui parcourent Paris, frappant aux portes pour qu'on illumine en signe de joie de la chute des ministres, se presse à la grille de l'hôtel Thiers. Elle est forte d'environ 800 hommes. Thiers avait dans son salon une compagnie nombreuse. Mme Dosne sort la première, suivie de son gendre et de ses filles. Grand tumulte de cris. Ces hommes pressent les mains de Thiers à travers la grille. **Bonjour M. Thiers ! Vive M. Thiers ! Vive Mme Thiers ! Puis : Ouvrez la grille ! — Ne l'ouvrez pas !** On l'ouvre. Ils entrent. Thiers leur parle. Ils sont contents. Un cri de : **Vive l'Italie ! — Vive la France !** crie un autre. **Qu'est-ce que cela nous fait, l'Italie !** Ils serrent les mains de Thiers et des dames, puis se consultent pour savoir à qui demander d'illuminer, se décident pour Barrot, et s'écoulent paisiblement. On referme la grille. Thiers et sa femme rentrent au salon. Deux des manifestants reviennent sur leurs pas. Ils sonnent. Mme Dosne est encore dans le jardin. Que veulent-ils ? **Parler à M. Thiers. — A quelle occasion ? — Madame, c'est que nous expirons de fatigue et de faim. Nous voulons demander à souper à M. Thiers. — Si c'est cela, mes amis, entrez. On va vous donner ce que vous souhaitez.** Elle les conduit dans la salle à manger. Le couvert n'est pas encore enlevé. Elle ordonne à ses gens de servir ces deux hommes ; les domestiques obéissent en faisant la grimace. Filles et gendre viennent de temps à autre dire quelques mots aux deux hommes. L'un est un

jeune coiffeur sans travail, aux mains noircies de poudre. Qui a pu vous porter à cette rébellion ? — Que voulez-vous ! Je n'avais pas d'ouvrage. Je me suis jeté dans la mêlée. Autant mourir tué que de faim. L'autre, une belle figure de Christ, phraseur, érudit d'estaminet, conte sa vie d'un ton inspiré : fils d'ouvrier, envieux d'un cousin qui tenait boutique, il en abusa, commit des sottises sur lesquelles il glisse, puis, hanté par ses lectures de journaux, prophétise : M. Thiers, vous allez être bientôt ministre, ou vous l'êtes même, hé bien ! Pensez au peuple ! Faites reprendre le commerce. Mais vous vous laisserez encore tromper par le roi ; il ne vous laissera pas faire ce que vous voudrez. Vous ne serez pas le maître. Le roi ne veut que des commis. Il boit. Qui m'eût dit que j'aurais l'honneur de dîner à la table de M. Thiers ? Son camarade le tire par la manche : Allons, dépêche-toi ! Tu ennues M. Thiers, tu abuses de sa bonté, de celle de ses dames. Et comme le jeune perruquier regarde d'un œil inquiet les deux jeunes femmes qui ne pensaient nullement aux inconvénients de leur jeunesse, Mme Dosne renvoie ses filles au salon. Thiers prend à part les deux émeutiers, successivement pour ne pas les humilier, et leur donne à chacun un louis. Mme Dosne les bourre de bons conseils ; ils lui demandent la permission d'en revenir solliciter de nouveaux, et laissent leur nom et leur adresse. Bien volontiers mes amis. Elle les reconduit dans l'antichambre où, au même moment, son neveu pénètre brusquement : Un malheur affreux vient d'arriver aux Affaires Etrangères. On s'y bat. C'est une horrible mêlée. Les deux hommes disent : Allons rejoindre les nôtres. On n'en entend plus parler. Un passant entre chez le concierge : Dites à M. Thiers de faire éteindre les lampions. Il n'y a plus à se réjouir. Un grand malheur est survenu.

A dix heures, arrive Molé. Thiers lui apprend la fusillade des Capucines, refuse le ministère, et promet son concours, sans conditions de sa part, mais sous réserve des conditions que poseraient ses amis. La dissolution lui paraît inévitable. Quoi ! dit Molé, je vous ferais une Chambre où vous auriez la majorité pour me renverser ensuite ? — Mes amis ne sont pas gens à vous tendre un piège ; mais gouverner avec la Chambre telle qu'elle est aujourd'hui me paraît devoir être impossible ; au reste, quoi que vous décidiez, je vous appuierai sans conditions, et, dans tous les cas, vous êtes assuré de la session actuelle. Molé rentre chez lui, apprend la gravité croissante des événements, et écrit au roi qu'il résigne sa mission.

Minuit. Le cabinet du roi. Louis-Philippe reçoit la renonciation de Molé. Il est assis au grand bureau qu'il occupe une fois la nuit tombée, et Guizot sur la table où le roi travaille le jour, dans l'embrasure de la fenêtre donnant sur le jardin des Tuileries ; Montalivet, debout près de Louis-Philippe, insiste sur la nécessité de la dissolution. Guizot s'insurge : Eh ! Monsieur, que deviendra ma majorité ? — Eh ! Monsieur, que deviendra la royauté ? Que deviendra la dynastie ? A son habitude, Louis-Philippe penche dans le sens de Guizot. Vous avez raison. Il faut prendre un parti. Allez chez M. Thiers, et amenez-le moi le plus tôt possible. — Ah ! sire, vous m'épargnez cette tristesse ! je ne peux aller chercher M. Thiers ; j'ai pu me résigner à le conseiller au roi, mais j'entends ne me faire aucun mérite auprès de M. Thiers de ce conseil. Permettez-moi donc d'aller porter de votre part l'ordre à un de vos aides-de-camp d'aller avertir M. Thiers que le roi l'attend aux Tuileries, et qu'il l'invite à s'y rendre sans aucun retard. Impossible d'éviter Thiers. Qu'au moins Bugeaud soit auparavant nommé commandant en chef de l'armée et de la garde nationale. M. Thiers, dit le roi, ne voudrait peut-être pas nommer lui-même le maréchal, mais il l'acceptera, je n'en doute pas, s'il le trouve nommé et installé. Montalivet va communiquer les ordres, et à la

prière du duc de Montpensier, revient attendre l'arrivée de Thiers dans la pièce précédant le cabinet du roi.

Une heure du matin. On est au 24 février. Deux aides-de-camp courent à la recherche de Bugeaud et de Thiers. A une heure et demie, Bugeaud apporte son acceptation. Vers deux heures, le général Berthois se présente chez Thiers qui, malgré ses inquiétudes pour sa famille, se décide cependant, traverse des avant-postes comme dans une place assiégée et arrive aux Tuileries un peu avant trois heures du matin. Montalivet se précipite au devant de lui. Le roi vous a fait appeler, mon cher Thiers, avec la pensée d'accepter, en définitive, toutes les conditions que vous jugerez indispensable de lui faire. Une seule prière, en passant, de votre ancien collègue qui vous demande de ménager le roi, au nom des sentiments qui nous sont communs sur tant de points. — Je ferai pour le mieux, autant que me le permettra mon devoir. Cela dit d'un accent bref et agité. Introduit dans ce cabinet où il traita tant d'affaires, où depuis si longtemps il n'est plus entré, Thiers, lorsque le roi paraît, s'incline plus respectueusement encore qu'autrefois. Le roi reste froid, et du ton d'un homme obsédé : J'ai appelé Molé. A défaut de Guizot, c'est lui qui s'éloigne le moins de mes idées. M. Molé n'a pu former un cabinet. Je m'adresse à vous, maintenant, en avez-vous un ? Thiers pourra le former parmi ses amis politiques. Je suis pressé, dit le roi, il me faut des ministres. — Sire, j'en aurai dans quelques heures. — Lesquels ? Des hommes de l'opposition, je m'y attends... mais lesquels. — Le principal est M. Barrot. — M. Barrot ! mais c'est un songe-creux ! Quelle réforme me demandera-t-il ? — La réforme Duvergier de Hauranne qui a été discutée et qui n'a rien d'excessif. — Celle qui augmente si fort le nombre des députés ? Est-ce que cela ne vous effraie pas ? Et puis, les incompatibilités ? De toute urgence, le nom de Thiers doit paraître au *Moniteur*. Soit : mais il y faut joindre celui de Barrot. Le roi s'en défend, puis accepte cette rédaction : *Le Roi a fait appeler M. Thiers et l'a chargé de former un cabinet. M. Thiers a demandé à s'adjoindre M. Barrot. Le roi y a consenti.* Vous savez que j'ai chargé le maréchal Bugeaud du commandement en chef des troupes ? — Il est à craindre que cette nomination soit prise pour une provocation à l'opinion publique. — Duchâtel l'a contresignée, vous n'en répondez pas. D'ailleurs Bugeaud vous aime, vous l'aimez, et la confiance de vous à lui est complète. — Oui, Sire, je regarde le maréchal comme le premier officier de notre temps, mais il est à craindre que son nom n'indispose la garde nationale. — Je ne puis me priver de son énergie quand j'aurai, peut-être, à combattre pour défendre ma couronne. Thiers n'objecte rien. Il parle de la dissolution. Le roi bondit et refuse net. On en discutera demain. A tout événement, Thiers ajoute : Mais si nous n'étions pas d'accord demain ? Je serais libre d'accepter ou de refuser ? — Sans doute, je l'entends bien ainsi, car moi aussi je serai libre. Le roi ne se rend pas compte de la gravité de la situation. L'entrevue a duré une demi-heure. Thiers promet de revenir au jour, et se retire. A Montalivet qui guettait sa sortie : Eh bien ! Je ne suis pas absolument d'accord avec le roi sur tous les points, mais cela viendra, et, en attendant, j'ai accepté. — J'en suis heureux, car le péril est grand. Montalivet lui prend les deux mains, sûr que le ministre de 1834 se rappellera sa courageuse énergie devant l'émeute. Le duc de Nemours et le duc de Montpensier écoutent, très calmes.

A l'Etat-Major général, installé au côté Sud de la place du Carrousel, une trentaine d'officiers de service attendent. Bugeaud arrive vers deux heures du matin. Le visage haut en couleur et marqué de petite vérole, vigoureux malgré ses 72 ans, il donne ; ses ordres avec une certaine brusquerie qui lui est habituelle. Vers trois heures, Thiers paraît. Ah ! dit le maréchal, je suis enchanté,

M. Thiers, d'avoir à servir le roi avec vous. — Je ne désirais pas le ministère, mais dans la position où sont les affaires je ne refuserai pas un loyal concours au roi. — Je vais faire une proclamation pour annoncer que je suis nommé, au commandement supérieur des troupes, et je dirai que vous êtes chargé de composer le Cabinet. — Je ne sais s'il est bien utile que vous fassiez une proclamation ; ce qu'il faut avant tout, c'est faire savoir qu'un ministère partisan de la réforme est arrivé aux affaires ; dans tous les cas, M. le Maréchal, si vous faites une proclamation, dites bien que MM. Thiers et Barrot sont chargés de composer un ministère. Il n'est pas encore formé ; nous allons nous efforcer d'y parvenir. Le maréchal ne cache pas son anxiété. Il ignore ses moyens d'action. Il sait seulement qu'il n'a pas 16.000 hommes, fatigués, démoralisés, depuis deux jours sac au dos et les pieds dans la boue glacée, leurs chevaux privés d'avoine.

Revenu chez lui, Thiers convoque Rémusat, que le nom de Bugeaud inquiète, et qui veut s'entretenir avec le roi. Louis-Philippe les reçoit à quatre heures du matin ; il est épuisé de fatigue, enveloppé de flanelle, et prêt à se mettre au lit. Je ne puis, dit-il, me priver de l'énergie du maréchal si je suis réduit à combattre. Il convainc Rémusat, que Thiers emmène chez Duvergier, puis chez Barrot, hostile, lui aussi, à la nomination de Bugeaud. Si nous voulons nous concilier le peuple, il ne faut pas nous encombrer de l'homme le plus impopulaire de Paris. — Nous aurons sans doute à soutenir une furieuse bataille ; il ne faut pas nous priver des services du premier soldat de l'Europe. Thiers, Rémusat, Duvergier, Barrot décident de s'adjoint Cousin, Vivien, La Moricière et Malleville, et d'adopter comme programme la réforme de Rémusat, la réforme Duvergier, la dissolution de la Chambre, l'indépendance complète en politique extérieure. Thiers propose de demander les concours de Passy, Dufaure et Billault, qui refusent. Il voudrait bien prendre quelque repos, mais n'y peut songer. Des nouvelles de plus en plus alarmantes lui parviennent : Paris se couvre de barricades ; les ouvriers de la banlieue et des faubourgs entrent dans les maisons et s'emparent des armes. On se demande maintenant si l'annonce d'un ministère Thiers-Barrot et de la dissolution suffira pour apaiser l'insurrection. Les futurs ministres réunis chez Thiers, que Cousin rejoindra aux Tuileries, se mettent en route vers sept heures. Dans la rue, on les reconnaît. Une foule les suit. On crie : Vive Thiers ! Vive Barrot ! Et, Louis-Philippe jouissant désormais dans le public d'une réputation de fourberie : Le roi vous trompe ! On va nous égorger ! On va nous mitrailler ! — Non ! Voyez Barrot ! Voyez Thiers ! Nous sommes ministres, nous ne sommes pas des égorgeurs ! — Mais Bugeaud ? — Bugeaud ne vous fera pas de mal. Les parlementaires engagent les gardes nationaux à revêtir leur uniforme et à prendre les armes. Barrot, qui sait parler au peuple, promet que tout ira bien si on démolit les barricades, mais devant l'attitude de la foule il en revient à son hostilité contre Bugeaud, et, ma foi, retournerait volontiers chez lui. Le groupe suit la rue Laffitte, le boulevard, la rue de Grammont, la rue Sainte-Anne, se heurte au feu d'une compagnie d'infanterie et des gardes du château qui protègent la troupe sur laquelle on tire des fenêtres des maisons voisines. Afin de n'être pas pris pour un rassemblement hostile et de faire cesser le feu, Thiers s'avance seul, d'un pas rapide ; un homme, qui plus tard lui demandera une place, prétend le protéger en courant à ses côtés. Il obtient la cessation du feu et pénètre dans la cour des Tuileries avec ses collègues. Appuyé par La Moricière, il décide difficilement Barrot à franchir les guichets.

Toujours calmes et dignes, mais abattus, les ducs de Nemours et de Montpensier viennent vivement au-devant de lui. Les troupes semblent mornes. Des aides-de-

camp, des gens de service, de simples citoyens traversent, affairés, la cour du Château. Des exprès avaient remis à Thiers deux lettres de Bugeaud qu'il n'eut pas le temps de lire et confia à Rémusat et à Duvergier : elles contenaient des renseignements déplorables sur l'insuffisance des moyens de résister à l'émeute. Thiers quitte ses collègues et passe à l'Etat-Major général où Bugeaud lui confirme de vive voix ce qu'il vient de lui écrire : moins de 17.000 hommes disponibles, éparpillés de Vincennes à Chaillot, à peine 4.000 aux Tuileries, moins de 10 cartouches par homme et pas de pain pour la journée. Thiers revient à ses collègues et communique ses inquiétudes aux princes. Si l'essai de pacification manque, il faut concentrer les troupes aux Tuileries ; si elles n'y peuvent tenir, il développe le plan qu'il appliquera exactement et rigoureusement en 1871 : ce 24, le roi se retire à Saint-Cloud ; le 25, on y rassemble 60.000 hommes ; le 26, Bugeaud et lui laissent 5.000 hommes à la garde du roi et marchent sur Paris avec 20.000 hommes formés en deux colonnes, l'une avançant par l'Arc de Triomphe et les Champs-Élysées avec 74 pièces de canon, l'autre venant par le faubourg Saint-Antoine et prenant les barricades à revers ; les deux colonnes se rencontreront à l'Hôtel de Ville qui sera détruit, mais on ensevelira l'insurrection sous ses cendres. **Je détruirais, dit-il, dix monuments de ce genre pour étouffer une révolution.**

Le roi s'est levé. Fatigué, vêtu d'un large habit brun, il marche avec effort. Introduit, Thiers lui présente ses collègues. Louis-Philippe jette un regard soupçonneux sur Duvergier. **Je les accepte tous, dit-il ; venons aux choses.** Il refuse la dissolution. Il remet la réforme à plus tard. Il demande que faire, sur l'heure. Barrot veut remplacer Bugeaud par La Moricière. Thiers propose de donner à La Moricière le commandement de la garde nationale sous le commandement en chef de Bugeaud. Les princes approuvent. Le roi consent à la transaction, si Bugeaud l'accepte. On se rend auprès du maréchal. Il accueille admirablement La Moricière. **Vous ne pouviez me donner un meilleur second, dit-il.** Il prend un manteau d'uniforme sur un de ses officiers, et le jette sur les épaules de La Moricière qui était en civil. Il explique qu'il n'a pas attendu l'ordre de concentrer ses troupes aux Tuileries pour prendre les premières mesures dans ce but. Il ordonne le mouvement général de repli sur le Château.

Les gardes nationaux de là place Vendôme refusant de croire au changement de ministres à moins que Thiers et Barrot ne le leur confirment en personne, Barrot prétend qu'à la vue de Thiers la foule criera : **A bas les bastilles ! A bas les lois de septembre !** Déjà on entend dire dans le public : **Pas plus de Thiers que de Molé ! Ce sont des hommes nouveaux, des hommes pris parmi nous que nous voulons !** Horace Vernet survient. Il glisse à l'oreille du maréchal : **Retenez M. Thiers. J'ai traversé l'insurrection. Je l'ai trouvée furieuse contre lui, et je suis convaincu qu'on le couperait en petits morceaux.** Barrot dit en riant à Thiers : **Restez ici ; s'il y a quelque balle à attraper, il est inutile que nous y soyons tous. D'ailleurs, le roi aura besoin de vos conseils.** Et Bugeaud : **Laissez-les aller tâcher de raconter leur histoire. J'ai besoin de vous ici.** Une scène de comédie. Thiers, convaincu que son devoir est de rester, laisse sortir Barrot et La Moricière avec Horace Vernet, et bientôt retourne auprès du roi avec Duvergier et Rémusat. A leur vue, deux bataillons de gardes nationaux et la garde nationale à cheval récemment arrivés dans la cour du Carrousel, crient : **Vive la Réforme ! Vive le roi ! Vive Thiers !**

Dans les appartements du roi, Thiers se heurte à plusieurs journalistes ; ils affirment que dans Paris on ignore la formation du nouveau ministère : on n'a pu afficher les placards de la Préfecture qui l'annonçaient. Emile de Girardin veut

une proclamation. On la rédige. Elle annonce le nouveau ministère et la dissolution de la Chambre ; la réforme parlementaire et la réforme électorale seront soumises à la Chambre future. Il faut l'assentiment du roi. Soutenu par les instances du duc de Nemours, Thiers l'obtient. Vers dix heures et demie, le roi et sa famille, Thiers, Duvergier, Rémusat et une vingtaine de personnes déjeunent. Les nouvelles les plus sinistres affluent. Un parent de Rémusat, M. de Laubespain, lui annonce à l'oreille l'échec de la colonne Bedeau et l'avance de 20.000 ouvriers par la rue de la Paix et la rue de Richelieu. **Que dit-il ?** demande le roi. — **Sire, des choses très graves.** Thiers, prévoyant, obtient de Bugeaud qu'il s'occupe en personne de faire garder les Tuileries et d'assurer la retraite de la famille royale en cas de nécessité. Louis-Philippe passe dans son cabinet, endosse un uniforme de général tout en écoutant le rapport de Laubespain. Faut-il rester, ou s'en aller ? Thiers développe son plan de retraite sur Saint-Cloud et de marche sur Paris le lendemain. Il se targue de l'approbation de Bugeaud. Mais on discute : Vincennes ? ou Saint-Cloud ? **Pas Vincennes, qui est une prison,** dit Thiers, **mais Saint-Cloud, qui est une position stratégique.** Le roi refuse de quitter Paris, et veut se montrer aux troupes. A onze heures, il monte à cheval avec ses deux fils pour passer la revue des forces massées devant le château. Bugeaud, La Moricière, Thiers, Rémusat et quelques officiers l'accompagnent à pied. Une fois passé l'Arc de Triomphe du Carrousel, des cris de **Vive la Réforme !** l'accueillent. Des hommes sortent du rang, poussent le cheval du roi, font au-dessus de sa tête une voûte avec leurs baïonnettes que Thiers, marchant à hauteur de la tête du cheval, écarte avec sa canne. A leurs cris, le roi répond : **Elle est accordée ! Elle est accordée !**

Toute sa confiance reposait sur les gardes nationaux : ceux-ci, les mieux disposés puisqu'ils sont venus, lui font défaut. Il cesse brusquement la revue et rentre au Château. Thiers répète : **Le flot monte !** Il s'entretient avec Bugeaud. On tire sur eux des fenêtres des maisons bâties sur la place du Carrousel. Bugeaud ordonne de riposter. Thiers admire l'effet pittoresque de la décharge qui court d'un bout à l'autre de la ligne. Il retourne auprès du roi. On y discutait encore de Vincennes ou de Saint-Cloud. Un tumulte à la porte des appartements royaux, et un flot d'arrivants. Un petit homme à la tête forte, surmontée d'un fourré que jamais peigne ne débroussailla, pénètre vivement ; c'est Crémieux : le peuple ne veut ni de Bugeaud, ni de Thiers ; il veut un ministère Odilon Barrot. Thiers supplie le roi de tenter l'expérience. Le roi signe immédiatement la nomination de Barrot à la présidence du conseil. Qui la contresignera ? Par habitude, le roi ordonne : **Qu'on appelle Guizot.** Il se reprend aussitôt : **Mais Trézel est là.** Et c'est Trézel qui signe. **Je ne vous retire pas grand'chose, je le sais,** dit le roi à Thiers, **mais j'ai besoin de vos conseils.** — **Je resterai tant qu'il y aura du danger.**

M. de Rheims entre avec un nouveau groupe. Il dit à Thiers : **Tous vos domestiques, sauf deux, sont sur les barricades. Un parti d'insurrection est entré chez vous. Mme Dosne les reçut avec beaucoup de tact et de politesse. Ils n'emportèrent que vos armes à feu.** Ils emportèrent aussi un arbre de la Liberté : Mme Dosne leur donna le moins beau de ses peupliers, assurant qu'étant plus jeune, il reverdirait plus aisément. Puis : le peuple ne sait rien de ce qui se passe ; seule, l'abdication en faveur du comte de Paris, avec la régence de la duchesse d'Orléans, peut conjurer le péril. Le duc de Nemours demande l'avis de Thiers et de Rémusat, qui répondent par un silence accablé. **Il faut tenter ce dernier sacrifice,** dit le prince. Il en parle au roi. De leur appartement, la reine et les princesses ont entendu. Elles entrent dans le cabinet du roi, leurs enfants à la

main et pleurant. La reine embrasse son mari : **C'est un bon roi. On le regrettera.** Elle regarde autour d'elle et lance ce reproche qui veut atteindre la duchesse d'Orléans : **L'histoire jugera tout le monde, ici !... — Eh bien, dit le roi, j'abdique si je puis ainsi assurer la couronne au comte de Paris.** Aussitôt, exode de gens qui crient : **Le roi a abdicé !** A cet instant, on prévient Thiers que Bugeaud demande à lui parler. Il aborde le maréchal qui descendait de cheval : **Si nous avons eu des cartouches, nous aurions pu tuer 10.000 hommes, sans pour cela gagner la bataille. On ne prend pas 3.000 barricades avec ce que nous avons de monde.** Une balle brise une vitre au-dessus de leur tête. Les troupes se replient lentement sur les grilles du Carrousel. M. de Cercey accourt : **Ils sont fous ! Il ne nous reste qu'à nous aller faire casser la tête !** Le roi est revenu sur son abdication. Thiers retourne à ses côtés et entend la duchesse d'Orléans se déclarer incapable de gouverner. Le duc de Nemours insiste pour l'abdication. Le roi écrit lentement. Emile de Girardin émerge de la foule : **Le temps presse, qu'on se hâte !** Le roi répond avec hauteur et dignité : **Je ne puis pas écrire plus vite !** Le froid bleuit ses doigts. La foule se précipite vers les portes pour annoncer de nouveau l'abdication. Thiers entend la princesse de Saxe-Cobourg-Gotha qui l'accuse : **Je crois que Thiers trahit le roi.** Indigné, il s'adresse aux ducs de Nemours et de Montpensier ; **Venez, princes, venez dire à la princesse de Saxe-Cobourg si c'est moi qui ai conseillé l'abdication ! — Non, dit le duc de Nemours, M. Thiers n'a pas voulu donner un avis sur l'abdication ; il n'y est pour rien.** Et se tournant vers lui : **Ne tenez pas compte des paroles que vous venez d'entendre et qu'excuse la douleur de la princesse.**

Thiers, Rémusat et Duvergier sortent du palais du côté du jardin des Tuileries, tandis que la foule se précipite dans les appartements situés sous le pavillon de l'Horloge. Ils arrivent place de la Concorde. La famille royale attendait les voitures, deux broughams sans armes, les seules qu'on ait pu amener ; un cocher fut tué. Grâce à l'heureuse précaution prise par Thiers, un régiment de cuirassiers protège le roi et les siens jusqu'à ce qu'ils soient montés en voiture, et-les escorte au galop le long du quai, vers Passy. Thiers regarde s'évanouir cette royauté qu'il contribua tant à élever, et dont en vain il s'efforça de prévenir la chute. La foule hostile le sépare de Duvergier et de Rémusat, le presse, le bouscule. Des gardes nationaux le sauvent ; grâce à eux, il peut gagner le Palais-Bourbon. Un peu avant une heure, haletant, il pénètre dans la salle des Pas-Perdus. Des députés l'entourent. Il confirme le départ du roi. Il ne sait rien de la duchesse d'Orléans qu'il croit partie avec la famille royale. Il refuse d'entrer dans la salle des séances, adresse des reproches à ceux qui l'entourent, et demande par quelle porte sortir : il n'en voit pas une ouverte juste devant lui. Son collègue Talabot, un homme résolu, s'offre pour l'accompagner et le prend par le bras. Ils évitent le pont Louis XVI pour ne pas retomber dans cette foule à laquelle Thiers échappa tout à l'heure, ne passent pas davantage le pont des Invalides, crainte d'un attroupement que Thiers croit voir sur la rive droite, traversent enfin le pont d'Iéna, se jettent dans la rue d'Auteuil à la vue de quelques gamins criant sur les gradins, là où devait s'élever le palais du roi de Rome, entrent dans le bois de Boulogne où par bonheur ils croisent un cabriolet qui consent à les conduire par les boulevards extérieurs jusqu'à la barrière de Clichy. Thiers, gesticulant, sanglotant, bouleversé par la catastrophe à laquelle il vient d'assister, par ses propres périls, par la pensée de l'avenir de la France, se réfugie enfin dans son hôtel. Là, des avis l'engagent à changer de résidence. Il se cache pendant quelques jours chez la comtesse Taverna. Il aurait dit : **Il ne nous reste plus qu'à nous faire oublier.** Il apprend que Pelletan et Louis Blanc, près de

se battre en duel à propos d'un article de critique du premier sur l'Histoire de la Révolution du second, se rencontrèrent par hasard à l'entrée de l'Hôtel de Ville, et tombèrent dans les bras l'un de l'autre : **Le ciel soit loué !** dit-il. **Si Pelletan avait tué Blanc, j'aurais été le plus petit homme de France !**

XXIV

LA DEUXIÈME RÉPUBLIQUE

Thiers se remémore les événements : le sot entêtement de Louis-Philippe, le système absurdement provocateur joint par Guizot à une imprévoyance fabuleuse dans les moyens de défense, la populace qui manqua l'égorger trois heures après qu'elle criait : *Vive Thiers !* à tue-tête. Fidèle à ses électeurs d'Aix, il refuse les candidatures qu'on lui offre dans plusieurs départements. Il compte fonder avec ses amis une république raisonnable ; la monarchie lui paraît impossible aujourd'hui ; le gros danger réside dans les fausses idées inculquées aux ouvriers. Il prévoit d'affreuses scènes dans la future assemblée. Dans la rue, il s'en produit qui l'écoeurent : *Hier, 23 mars, on a traîné sur une charrette, au milieu d'une populace ignoble, le plus respectable de nos généraux, l'illustre, le vénérable général Petit, celui des adieux de Fontainebleau, celui d'Essling, de Wagram et de tant d'autres lieux immortels. Un jour le maréchal Molitor, témoin oculaire, commandant sous Masséna à Essling, me disait en me montrant le général Petit : Ce n'est pas moi, ce n'est pas Masséna qui sommes les héros d'Essling, c'est cet homme que vous voyez là.*

Emile Ollivier, que la révolution vient de bombarder préfet de Marseille à vingt-trois ans, soutient la candidature de Berryer et combat ardemment celle de Thiers, qui échoue, le 23 avril. *C'est un fait, écrit-il le lendemain à la comtesse Taverna, je suis sacrifié et remplacé dans la députation des Bouches-du-Rhône par des banqueroutiers, des avocats sans cause, des charlatans, etc. Je me console, mais ce n'est pas sans en ressentir quelque amertume.* Il se retire à Franconville, chez la marquise de Massa ; il s'occupe à rédiger, un opuscule, *De la propriété*. L'Assemblée sent combien il lui manque, surtout pour l'étude des questions financières ; elle souhaite son retour. Le gouvernement le désire moins. La commission des Finances se l'adjoint ; il empêchera le cours forcé, l'inflation, et obligera au remboursement des bons du Trésor et des rentes non à leur valeur nominale, mais à leur valeur réelle. Bastide, ministre des Affaires Etrangères, l'accueillera presque tous les matins pour en tirer des conseils ; le conseiller s'indigne de trouver *ce gredin dans le cabinet de Guizot, les pieds sur la table et le cigare à la bouche*. Il profite de cette situation pour intervenir en faveur de Mignet, indignement traité par Bastide, et tire de Crémieux pour Goschler la promesse d'une place d'archiviste au Louvre.

Il ne restera pas longtemps éloigné du Parlement. Sept ou huit candidatures s'offrent à lui. Il se renseigne avant de choisir. Montalembert le soutient auprès des néo-catholiques ; les conservateurs agissent vivement à son profit, et les républicains ne se montrent pas mal disposés. Mme Dosne, retenue à Paris par la fièvre, se dépense pour le tenir au courant des personnes et des choses : d'un agent qui parcourt la région normande ; de Bois-le-Comte qui lui céderait sa place dans les Basses-Pyrénées ; de Joseph Perrier qui tâte le terrain dans le

Nord ; de M. d'Avaux, chef d'une maison de transports à la Villette, qui lui rallierait en Seine-et-Oise les 63.000 voix dont il bénéficia ; d'un autre qui lui procurerait toutes les voix qui nommèrent M. de Remilly ; de Bertin de Vaux qui se met à son service, entraînant le Journal des Débats. Elle le talonne ; il manque d'enthousiasme. Il laisse entendre qu'elle fait répéter autour de lui des inexactitudes pour le décider à se présenter ; à cette insinuation, elle bondit : **Ce serait une action indigne, et j'en serais incapable, quel que fût mon désir et surtout ma conviction que vous ne sauriez refuser sans vous amoindrir. Je vous jure sur la tête de mes filles et sur la vôtre que je n'ai rien inventé de ce genre, et que je ne vous ai pas dit même à cet égard tout ce qui m'a été dit. Tout le monde croit que vous ne pouvez absolument pas vous refuser aux nombreuses manifestations dont vous êtes l'objet. M. Goschler vous dira comme je répons à tous. Je suis juste la conduite que vous me tracez : M. Thiers sera fort reconnaissant en apprenant qu'on pense à lui, il acceptera tous les départements qui lui offriront une candidature avec chance presque certaine de succès, car il ne peut subir un second échec électoral. Elle l'appelle à Paris, combine ses rendez-vous, le documente sur les personnages qu'il doit voir. Lamartine déclare hautement qu'il fera son possible pour empêcher Thiers d'entrer à l'Assemblée. Ce dernier, au lendemain de la journée du 15 mai, écrit à Bugeaud : Vous n'imaginez pas tout ce que fait de vilénies, de sottises, de doubles menées, M. de Lamartine ; c'est lui qui a été cause de tout, ces jours derniers. C'est lui qui a été cause de l'irrésolution des ordres donnés ; il n'avait pas voulu de l'arrestation de Blanqui demandée par Caussidière.**

On le porte dans la Seine-Inférieure, la Seine, l'Orne et la Gironde sans compter plusieurs autres candidatures moins sérieuses. Il ne se sent pas sûr de son élection, parce que, dit-il à Bugeaud, **je pense et je dirai sur la propriété, sur l'impôt, sur les finances, sur le bon ou le mauvais gouvernement, des choses insupportables au temps présent.** Incommode à ses amis, odieux à ses ennemis, il préférerait la retraite. Mais on agit vigoureusement pour lui. Cavé, son ancien directeur des Beaux-Arts, lui apporte plusieurs milliers de voix dans l'arrondissement d'Yvetot. Edouard Lebey, régisseur des annonces de la *Presse*, charge Goschler de lui demander s'il lui conviendrait de faire composer à frais communs, avec Emile de Girardin et Victor Hugo, une liste de candidats que l'on tirerait à 1.500.000 exemplaires, un tiers pour tous les électeurs dont on a l'adresse, et le reste distribué dans la rue. Le 4 juin, il est élu dans quatre départements : Seine, Mayenne, Orne et Seine-Inférieure, où il obtient 60.000 suffrages et remplace Lamartine. Il opte pour ce dernier siège. Son élection réjouit tous ceux qui pensent, comme Barante, que son bon sens sera précieux à un pauvre pays auquel depuis longtemps on a proposé tant d'absurdités. Quant à lui, voici désormais sa vie : à 8 heures, à la Commission des Finances ; à 11 heures, à son bureau ; à 2 heures, à l'Assemblée jusqu'à 7 ; une heure pour dîner ; et, à 8 heures du soir, à la réunion de la rue de Poitiers jusqu'à 11 heures. Victor Cousin se présenta aux élections, confia ses affaires au hasard, fut battu, et s'en prend à Thiers. Brouille entre ces vieux amis. Mme Dosne en est désolée. B. Saint-Hilaire ménage la réconciliation au début de l'année suivante.

Les haines qui couvent éclatent violemment le 15 mai et aux journées de juin. Thiers en récolte sa part. On arrête place Saint-Georges un marchand de gâteaux qui brandissait un drapeau en invectivant **le représentant Thiers**, puis un bimbolotier qui criait : **A bas Thiers ! Fermez les boutiques ! Sortir de Paris !** Ce conseil qu'il donnait à Louis-Philippe en février, il le répète pendant les journées de juin à l'Assemblée qu'il engage à se retirer à Bourges : **Si M. Thiers continue à**

tenir pareils de propos, s'écrie Cavaignac, je le fais fusiller ! Une masse de 4 à 500 personnes se porte place Saint-Georges pour piller et brûler sa maison, et lui avec s'il y avait été. On appelle en hâte 60 gardes nationaux de piquet à la mairie du 2e arrondissement ; d'autres se joignent à eux ; tous ensemble déblaient la place. Les gardes' mobiles arrivent une fois l'affaire finie. On peut toujours craindre une tentative par le jardin. Le marquis d'Aragon et Prosper Chasse-loup-Laubat offrent chacun un asile à Thiers dont la famille reste à Franconville. On cite des traits terribles de la sauvagerie des insurgés : ils infligèrent des traitements barbares à leurs prisonniers ; Mérimée cite une femme qui coupa la gorge d'un officier avec un couteau de cuisine. La comtesse Taverna reçoit ce billet du 6 août : Hier, on m'a tiré le premier des coups de fusil qu'on me destinait. C'est M. Mignet qui l'a reçu. Il entra chez moi, à 6 heures du soir. On a pris son chapeau gris pour le mien ; on lui a tiré un coup de fusil à vent, qui a ricoché sur la façade de la maison et a blessé une pauvre enfant assise devant la grille. Sept autres balles brisent chez un voisin les vitres d'une fenêtre qu'on prend pour celle de la chambre de Thiers. Ce n'est pas pour l'intimider. Pendant une année entière, il siège avec des pistolets dans sa poche, et la plupart de ses collègues l'imitent. Mais il éprouve une rage à la pensée du désordre moral qui règne. S'il ne peut rien en faveur de la famille d'Orléans dont le gouvernement a saisi tous les biens, il combat avec la dernière énergie les esprits égarés ou pervers qui cherchent la célébrité ou la puissance à travers les ruines de l'ordre social. Il présente le 6 juillet son rapport, au nom de la commission des Finances, sur la proposition de Proudhon qui s' imagine rétablir le crédit en s'emparant du tiers des fermages, loyers, intérêts de capitaux, et en disant aux débiteurs : révélez ce que vous devez, une moitié sera pour le trésor, l'autre pour vous. Avec une lumineuse évidence, il met à nu l'ignorance et l'incapacité de l'auteur de la proposition, l'atteinte à la morale publique, le viol de la propriété, l'encouragement à la délation. L'Assemblée lui donne raison à l'unanimité moins deux voix, celles de Greppo et de Proudhon. Le 2 août, il prouve que l'impôt projeté sur les prêts hypothécaires est en réalité un impôt sur le capital, contraire à la véritable science financière, et un simple expédient.

Il ne craint pas l'impopularité qui s'attache à quiconque soutient les saines théories financières. Sa figure grandit. Sa pensée s'élève. Dans son discours sur le droit au travail, le 13 septembre, il ose jeter à l'Assemblée cette apostrophe : Jamais vous n'avez eu autant besoin d'entendre la vérité ! Et il la dit : après une révolution, rien de dangereux comme de persuader au peuple qu'il existe quelque part un bien que de méchants détenteurs retiennent dans leurs mains et ne veulent pas abandonner. Après un incident avec Flocon, il fonce contre le communisme : Le communisme se base sur la négation de la propriété et de toute liberté ; il ne fera qu'une société paresseuse et esclave. On peut dire à l'homme : mourez pour la patrie ! mais dites-lui de tisser du fil ou de forger du fer pour la patrie, et vous verrez comment il vous écouterà !... Vouloir décider de toutes les aptitudes, dire : toi, tu seras Bossuet, toi, tu seras Newton, toi, tu seras Raphaël, il y a là autant de présomption que d'oubli de la nature humaine. On veut remédier au chômage par le droit au travail : mais un secours n'est pas un droit, et on en fait une malversation. Un droit que telle classe pourrait exercer, et pas telle autre, j vous appelez ça un droit ? Quand on parle mal la langue et que les expressions impropres peuvent amener les journées de juin, il est permis de réclamer la justesse rigoureuse du langage. Turck et autres veulent asseoir sur les terres le papier-monnaie ; ce projet ruinerait immédiatement le pays ; le 10 octobre, Thiers le combat ; il frappe ses phrases :

Le seul moyen d'éclairer beaucoup d'esprits, c'est de faire certaines expériences fâcheuses. — J'ai une aversion insurmontable pour les illusions, parce qu'elles sont la perte de tous les pays qui s'y livrent. Il empêche des erreurs capitales en matière financière. En matière militaire, à propos du remplacement, il reprend le 2 octobre sa chère théorie de l'armée de métier. La société où tout le monde est soldat est une société barbare, sauf en cas de grand danger ou quand l'ordre public est troublé, et le sol menacé d'invasion. Il l'emporte sur La Moricière qui, devenu ministre, ne l'écoute plus.

Le 12 novembre, l'Assemblée vote la nouvelle Constitution. Converti au suffrage universel, Thiers a déclaré : *Puisque nous avons la République, il faut s'abandonner franchement au cœur populaire.* Qui la présidera ? Les partis agitent la question depuis quelque temps. Mignet écrivait à Mme Dosne : *Le président deviendra un dictateur, autrement on tombera dans l'anarchie.* Mme Dosne conseille son gendre : *Attaquer la République en ce moment serait donner un avantage de plus à ceux qui ont de mauvais projets, car ils diraient : On veut détruire notre œuvre, nous avons le droit de la défendre en attaquant ceux qui voudraient ramener la monarchie...* Laissez la République s'user ou se perfectionner, car vous seriez bien embarrassé si elle tombait aujourd'hui. Il y a trop de prétendants, et le comte de Paris est trop jeune. Si la République dure, vous la dirigerez un jour ; si elle tombe, pour qu'elle ne revienne pas, il faut qu'elle ait assez duré pour que tout le monde en ait reconnu les inconvénients. Bugeaud se montre bon prophète : *Les républicains font la grande conquête du suffrage universel, et ils vont probablement recueillir l'Empire, moins la gloire.*

Intrigues et ambitions se déchaînent. Le parti de Claremont imagine de porter toutes les voix modérées et conservatrices sur le nom de Molé, pour éviter l'élection du prince Louis-Napoléon. *Vous voulez encore de vieux portraits de famille,* répond Thiers à Jules de Lasteyrie qui tente auprès de lui une démarche de la part de Montalivet, agent des d'Orléans. Le marquis de Mornay, représentant de l'Oise et féal de la duchesse d'Orléans, n'imagine pas qu'on puisse même nommer un président. Changarnier ne craint pas de se porter contre le maréchal Bugeaud et contre Cavaignac, actuellement chef du pouvoir exécutif. Et Thiers ? En juin, Hortense Allart témoignait ses préférences pour lui. Maupas, au contraire, l'écarté parce qu'il représente à ses yeux l'idée révolutionnaire et que l'homme qui alluma les premiers feux ne paraît guère propre à les éteindre. Mme Dosne se dépîte : des hommes qui ne sont pas du tout premier rang préfèrent un étranger à un ami politique capable de l'occuper : elle cite Rémusat et Duvergier, et ne sait plus à quel président se vouer. Thiers ne perçoit pas nettement ses chances. Il résiste à ceux qui l'engagent à se présenter. Cavaignac manœuvre pour l'écartier. Les républicains auraient lieu de se féliciter de son élection, car *il aurait pris au sérieux un si grand devoir* ; il eût perfectionné la République et en aurait rendu l'établissement durable, bien qu'un jour il se soit amusé à prouver à Michel de Bourges que la République est le gouvernement des nations dans l'enfance. Mais il se persuade que la plupart des électeurs qui voteraient pour lui subissent l'entraînement de Louis-Napoléon. S'il échouait, l'échec serait grave pour les idées d'ordre qu'il représente, et deux candidats modérés diviseraient sûrement le parti. Il tergiverse. Il s'offenserait que, à part Louis-Napoléon, et Guizot écarté, le parti modéré hésitât entre lui et qui que ce soit. Au fond, cette présidence paraît une magistrature bâtarde, dans une constitution bâtarde, il n'a pas envie de l'exercer, et le pamphlet hostile de Georges Dairnvaell, qui signe Satan une *Histoire édifiante et curieuse de M. A. Thiers, auteur des lois de septembre*, n'exerce sur lui aucune influence.

Le représentant Reillard lui présente Louis-Napoléon à l'Assemblée. C'est leur première rencontre : un bout de conversation courte et convenable, et c'est tout. Il ménage sa liberté d'allures en espaçant ses rapports avec le prince Jérôme et ses enfants. Tandis que Molé plaide pour Louis-Napoléon, au cercle de la rue de Poitiers et au Constitutionnel on demande à Thiers quel parti prendre. Sans tenir compte de la proposition d'une vice-présidence que lui fait Hetzel de la part de Cavaignac, il se décide ; en présence des chances croissantes du prince dans les campagnes, le Constitutionnel déclare que Thiers eût été son candidat préféré ; et conseille aux hommes d'ordre de voter pour Louis-Napoléon : fâcheuse extrémité ! Mais entre deux maux, l'autre étant Cavaignac, il faut choisir le moindre. Voyant en Louis-Napoléon son précurseur, Thiers règle en conséquence son attitude envers le futur gouvernement : il n'acceptera pas d'en être le ministre, mais lui accordera son appui, si ce gouvernement donne l'ordre et la sécurité. Achille Fould ne réussit pas à le décider à entrer dans un cabinet avec Barrot, lequel, d'ailleurs, traite à la fois avec Cavaignac et avec le prince. Ce dernier pose sa carte place Saint-Georges, et apporte ses œuvres littéraires. Chabrier vante ses mérites, et se fâche que Thiers refuse une invitation à dîner avec son candidat favori. Dans l'ombre, les clubs complotent ; ils veulent enlever Thiers, Changarnier et quelques autres.

Bugeaud s'étant désisté en faveur de Louis-Napoléon, l'heure sonne de publier un manifeste. Chabrier se charge de faire accepter par le prince un texte rédigé par Thiers. Que le prince montre d'abord le sien, répond Thiers. Lecture le 17 novembre. De toute évidence, il faut arranger ce **mal fagoté**. Le 18, l'arrangement ne satisfait ni Thiers, ni Molé. On confie la rédaction à Merruau, sous l'inspiration de Thiers. Molé lit ce nouveau texte et Chabrier le remet au prince qui, au cours de ces pourparlers se montre doux, bon, et d'esprit cultivé mais chimérique. Le 20, réunion chez Chabrier ; le prince Louis, le prince Jérôme et Vieillard attendaient Thiers seul : il arrive avec Molé. Le prince Louis refuse le texte de Merruau, tire de sa poche celui qu'il a lu précédemment, assaisonné de quelques phrases tirées de celui de Merruau. Thiers et Molé estiment que leurs inspirations méritaient plus de considération, et se retirent. On veut les retenir. Chabrier court vainement après eux jusque dans l'escalier. Le lendemain, Chabrier, Vieillard, Barrot et le prince Jérôme apportent un manifeste amendé, mais parfaitement plat, à Thiers qui le compare avec le texte ayant servi de base à la rédaction de Merruau : Barrot s'étonne que le prince l'ait refusé ; Chabrier et lui manquent déchirer le manuscrit en voulant l'arracher des mains de Thiers. Chabrier finit par l'obtenir, le 23, de celles de Mme Dosne. Nouvelle réunion à laquelle assiste le prince, nouveaux tiraillements. Son manifeste est lu, commenté, moqué, trouvé pitoyable. Il paraît le 30. A la stupéfaction des critiques, le public le trouve fort bon !

Les chances du prince augmentent. La communication des listes de récompenses nationales provoque un tumulte à la Chambre ; Guinard apostrophe Thiers qui le remet vertement à sa place. Cet incident enlève des voix à Cavaignac. **Quel pavé vous est tombé sur la tête !** dit Dufaure. Les amis du général commencent à craindre sérieusement pour sa candidature. En attendant le grand jour, Thiers et Molé, qui refusent tout portefeuille, préparent la distribution qu'en fera le futur président. Thiers, indécis quant au titulaire du ministère de l'Agriculture et du Commerce, charge sa belle-mère de lui en trouver un : habilement, elle choisit de Tracy, dont l'acceptation peut rompre l'unité de la coterie dont il fait partie. Changarnier et Bugeaud s'agrègent à ce conseil privé, qui entre souvent en lutte contre la camarilla des amis personnels du prince. Après la désignation des

ministres, celle des ambassadeurs ; Mignet, s'obstine à refuser de l'être. Pour la Maison du Président, Thiers conseille la plus stricte simplicité : pas d'uniforme, mais l'habit noir, pas d'aides-de-camp, mais des attachés de cabinet faisant fonction d'officiers d'ordonnance ; comme résidence, l'Elysée plutôt que les Tuileries. A dîner, le 8 décembre, le-prince parle de faire quelque chose de grand, de réunir tous les partis, de diminuer l'armée de 200.000 hommes : Mais, prince, s'écrie Thiers, vous n'y pensez pas ! On dirait à vous entendre que vous êtes un Bourbon ayant vécu dans l'exil, et non le neveu de l'Empereur !

Le dimanche 10 décembre, les bulletins Cavaignac, déchirés, jonchent les rues de Paris ; ceux du prince tombent dans l'urne. Le soir, grand dîner chez les Thiers : Louis-Napoléon, Chabrier, Changarnier, la princesse Mathilde, le prince Napoléon, Duvergier de Hauranne, Mignet, le baron et la baronne Roger du Nord. Le cuisinier se distingue ; les domestiques, flattés d'une pareille assistance, servent avec zèle. Aucune gêne dans la conversation ; on parle élections, histoire, romans. Le prince s'exprime avec modération, sans éclat, comme un homme qui a lu. Singulière rencontre ! Des princes exilés pendant trente ans, chez un ex-ministre de Louis-Philippe, sous la République, et parmi ces princes le futur président de la République élevé grâce au renversement d'un roi dont ce prince fut huit ans le prisonnier, à la suite d'une conspiration ourdie sous le ministère de Thiers qui en mit l'auteur en prison ! Ce soir-là, le sort en est jeté : le nom de Louis-Napoléon va sortir des urnes avec une imposante majorité. Triomphe du parti modéré, pense Thiers, qui s'occupe de replacer ses amis déplacés par la révolution. Faites donc un tel préfet, dit-il à Léon Faucher. — M. Thiers, il y a des objections. — Tiens ! C'est justement ce que le Président de la République m'a répondu quand je lui ai dit : Faites donc M. Faucher ministre !

Toujours alerte et bien portant, il écrit à Franconville ce petit livre, De la propriété, où il réfute avec sa vigueur et sa netteté habituelles les erreurs et les utopies sociales qui pénètrent l'esprit d'hommes appelés aux affaires, et dont la révolution récente provoqua une abondante floraison. Le livre paraît dans le Constitutionnel, puis en librairie au mois de novembre. Gros succès. Les félicitations pleuvent. De Molé : Vous êtes d'une nature si riche et si féconde que plus elle produit et plus on en espère. Du roi Léopold : Que nous soyons venus au beau milieu du XIXe siècle pour défendre une des principales bases de l'existence politique des sociétés et de la famille est une de ces circonstances qui feraient croire aux folies épidémiques des peuples, comme nous voyons le choléra et la peste les affliger d'une autre manière. De Sainte-Aulaire : Vous êtes admirable de talent, de courage et de bons sens. Je ne comprends pas comment vous avez pu donner autant de charme et d'intérêt à un sujet pareil. Hercule n'avait pas tant de bonne humeur à balayer les étables, et Pascal n'avait pas la main plus ferme en fouettant les jésuites. Je suis inquiet de vous, mon cher ami, prenez-y garde, ces brigands sont capables de vous assassiner. Ils le tenteront. Enfin, de Mme de Rémusat : Vous avez ajouté encore bien d'autres choses à ces sentiments d'affection que je garde toujours pour vous. Vous nous sauvez par votre talent qui grandit chaque jour, par ce courage si infatigable et toujours au service des bonnes et saines idées... Chaque famille en France vous doit quelque chose. Je suis bien fière de vous. Louis Blanc riposte par une Réponse à M. Thiers, factum sans autre portée que celle d'une manœuvre électorale, et Eugène Sue par un violent pamphlet, De quoi vous plaignez-vous ? où les injures tiennent lieu d'arguments.

Thiers ne veut pas du pouvoir apparent. Il exerce son action dans la coulisse. L'amiral Baudin, de Corcelle, le duc d'Harcourt, le prince Scordia, l'informent

personnellement des événements d'Italie, à Rome, à Palerme, à Naples ; son ami Ellice lui communique l'impression produite dans les hautes sphères anglaises par la conduite de la France dans les affaires de la péninsule. Un autre de ses informateurs, Kisselef, ministre de Russie, lui donne connaissance, d'ordre de son gouvernement, de certaines dépêches avant de les remettre au ministre des Affaires Etrangères. Dûment averti, il agit de concert avec Léopold Ier. Il décide le ministre Drouyn de Lhuys à envoyer Lagrenée à Bruxelles pour représenter la France à la conférence où les envoyés de l'Angleterre et de l'Autriche traiteront de la médiation en Italie. Lagrenée, peu sûr des renseignements de son Département, prie Mme Dosne de lui envoyer ceux que recevra son gendre sur cette affaire. Le Piémont délègue officiellement Ricci, et officieusement Tofetti, [le dernier des Vénitiens inscrits au Livre d'Or](#), porteur d'une lettre de Charles-Albert pour le roi des Belges ; de la réponse peut dépendre la paix du monde. Au même messenger Thiers confie la lettre où il supplie Léopold de dire toute la vérité à Charles-Albert : si le Piémont fait la guerre, il sera écrasé ; si la France ne s'engage pas, le Piémont sera traité en vaincu, deux fois vaincu ; si la France intervient, le monde sera bouleversé. Sûrement la Russie se tient derrière l'Autriche ; en cas de conflit, l'Allemagne s'y adjoindrait. Thiers n'admet pas que la France brave une telle éventualité pour une question d'influence. Tofetti rapporte la réponse du roi des Belges : [Charles-Albert croit que pour se sauver à l'intérieur il lui faut porter la guerre hors de ses Etats ; s'il ne peut se tirer d'affaire, il dit qu'il provoquera une conflagration générale ; tous les deux nous lui prouverons que s'il recommence la guerre, on le laissera seul, et il périra seul... Les Italiens s'imaginent qu'ils crieront jusqu'à ce qu'ils auront forcé les Français à venir à leurs secours, que ce secours une fois donné, les Français paieront les frais d'une guerre des plus graves avec leurs succès, sans demander des sécurités dont ils auraient vraiment à juste titre besoin, et que la France restera ainsi à la libre disposition des anarchistes de l'Italie. Il faut leur prouver que s'ils attaquent, ils seront seuls. Charles-Albert n'écouterà rien. Il sera détruit en deux jours.](#)

Le 31 mars 1849, Thiers développe à la tribune les arguments de sa lettre à Léopold Ier, en réponse à Ledru-Rollin qui voudrait lui voir soutenir les mêmes opinions que lors de l'occupation d'Ancône. Mais les circonstances ne sont plus les mêmes ; aujourd'hui, il ne faut pas intervenir, mais négocier. Sans s'arrêter à l'apostrophe du représentant Buvignier qui le traite de ridicule perturbateur et d'agitateur de bas étage, Thiers conclut : seuls sont puissants au dehors les Etats qui ne souffrent pas de désordres à l'intérieur.

Lors de l'échec du général Oudinot devant Rome, Ledru-Rollin demande la mise en accusation du Président et des ministres, et la communication de toutes les pièces concernant cette affaire. Le 12 juin, Thiers, membre de la commission, répond : il est inexplicable que ceux qui ont signé l'acte d'accusation demandent à être éclairés davantage ; nous sommes allés à Rome, non contre la véritable liberté de l'Italie, mais contre la démagogie, et, ce faisant, nous avons empêché les Autrichiens d'y aller. Un vif débat s'engage : vous êtes du parti des Cosaques et non de la République, dit Ledru-Rollin ; le pays, répond Thiers, jugera s'il y a entre vous et les insurgés de juin un lien plus intime qu'entre nous et les Cosaques ; [j'ai accepté la République sans arrière-pensée, mais la République dans laquelle les majorités font la loi, décident souverainement, et non pas la République dans laquelle les minorités mécontentes ont le droit d'appeler aux armes... Ce que nous ne voulons pas, c'est que sous prétexte de combattre les Cosaques, on les ramène en France. La violence des Montagnards dépasse tout](#)

ce qu'on peut imaginer. Pour que Thiers puisse parler, il faut que deux huissiers gardent la tribune. Il l'emporte par 377 voix contre 88. Le lendemain, Ledru-Rollin provoque une insurrection ; Changarnier la réprime. Puis, incident de la lettre du Président à Edgar Ney, où il dit que la restauration du pouvoir temporel du Pape devrait s'accompagner d'une large amnistie, du code Napoléon et d'un gouvernement libéral ; Barrot ne saisit pas l'importance de ce factum. *Ma femme*, dit Thiers, *qui a dix fois plus de tact politique que lui, s'écrie : Voilà une belle étourderie et une belle insolence ! Qu'en dira le Pape ? Et l'Europe ?* Au Président, piqué que Thiers n'en ait pas parlé dans son rapport, il répond : *Si on n'en parle pas, elle sera vite oubliée.* Il prouve, en rapportant le 12 octobre le projet de loi relatif à des crédits extraordinaires pour l'expédition de Rome, que dans l'intérêt français, catholique et libéral, il fallait y aller. *Pour le pontificat, il n'y a d'indépendance que la souveraineté même.* La France a fait, et bien fait, ce qu'elle devait.

Il lui faut la paix. *Ceux qui donneront la guerre à la France dans ce moment sont des gens désastreux.* Folle témérité, l'union projetée de la France et de l'Angleterre pour protéger la Turquie contre la Russie et l'Autriche qui lui réclament les Hongrois et les Polonais réfugiés sur son territoire. Espérant gagner l'assentiment de Thiers, le Président le fait dîner avec Normanby. Il répond brusquement : *Quelle folie de partir en guerre pour un pareil motif ! Si c'eût été pour chasser les Autrichiens d'Italie ou les Russes de Hongrie, à la bonne heure ; mais entrer en guerre pour un polisson comme Kossuth, et simplement pour empêcher un barbare de tirer sur un autre, c'est comme si l'Angleterre avait plaisir à mettre le continent en feu.* Les convives se demandent pourquoi il parle et gesticule avec tant de véhémence. Le Président l'entraîne dans un autre salon et, de fort mauvaise humeur, se plaindra d'avoir été traité avec fort peu de cérémonie. *Cependant, ce qui me console, c'est que Thiers a traité Normanby encore plus mal.* Néanmoins, la mercuriale produit son effet, et le Président, convaincu, *refuse de se laisser entraîner.* Drouyn de Lhuys fait observer que *l'Angleterre a l'habitude de nous pousser ou de nous suivre, et souvent s'arrête en nous laissant continuer seuls, dans les entreprises hardies.*

Les difficultés pendantes entre les républiques américaines ne sont pas encore résolues. Le 5 janvier 1850, Thiers plaide en faveur du crédit de 2.300.000 frs demandé par la commission pour payer le subside dû à l'Uruguay. Depuis dix ans, il soutient cette cause, celle des Français pillés et égorgés par Rosas, et affirme la nécessité de tenir ouvertes les bouches de la Plata. Le président de la république de Montevideo et les résidents français lui expriment chaleureusement leur reconnaissance.

Dans l'état alarmant de l'Europe, sa personnalité constitue un élément pondérateur. Léopold Ier le lui écrit, proteste de sa *vive affection* pour lui, voit sa position plus belle et plus importante que celle de tout autre homme politique de l'Europe, grâce à sa vaste expérience politique et à sa haute intelligence toujours active. Le roi exprime toujours un regret pour les grandes choses que tous deux auraient pu faire en 1836. Il lui recommande de bien se soigner. *L'Europe attache une immense importance à votre conservation.* Il admire le talent et le courage dont brillent ses discours. Un point noir à l'horizon : la Prusse, qui profite de la confusion des Etats allemands pour instaurer sa prépondérance dans la Confédération. *La vieille politique de la France étant de protéger les petits Etats, l'Allemagne va être un voisin peu commode.* A son tour, Thiers proclame que la politique envahissante de la Prusse tournera contre elle et contre son roi ; Hübner en informe Schwarzenberg ; cette prépotence de la Prusse s'établit

malgré et contre l'Autriche. En octobre 1850, Thiers effraie l'Autrichien : on a raison d'être inquiet ; la France suit son penchant en poussant à la guerre ; il ne faut pas se fier au ministère ; le Président n'a qu'un but : l'Empire. Pour y arriver, il veut faire quelque chose, et pense à la guerre étrangère. Là est le danger. Ses rêves, ses instincts l'y poussent. Il est anglais parce que les Anglais le flattent, prussien parce que la Prusse, c'est le désordre, et que le désordre est son élément. Pour ma part, je suis autrichien pour le motif que voici : les intérêts de l'Autriche se concentrent dans le Midi, en Italie, où nous ne nous contrarions plus aujourd'hui. Dans le Nord, elle est parfaitement désintéressée, et elle serait, le cas échéant, c'est-à-dire dans le cas d'une guerre provoquée par la Prusse, et dans laquelle avec notre aide elle serait restée victorieuse, elle serait bien plus généreuse envers nous que la Prusse. On est assez niais à Berlin de penser que la France se contentera de la reconnaissance de M. Bonaparte comme empereur — ce qui serait peut-être pour nous un motif de faire la guerre à la Prusse —. La France voudra, comme prix de son concours, une augmentation territoriale, c'est-à-dire elle voudra la frontière du Rhin. Or, ce prix, la Prusse devrait le tirer de son sang, tandis que quant à l'Autriche, nous plumerions le canard ensemble après l'avoir tué. C'est pour ce motif que je serais autrichien, si l'Autriche, dans le conflit allemand, ne défendait pas, comme elle le fait, la cause anti-révolutionnaire. Hübner en conclut que Thiers est tout à fait décidé à agir à l'Assemblée nationale dans un sens contraire à la politique prussienne.

Voilà pour l'extérieur. A l'intérieur, Thiers a pour principal moyen d'influence le cercle de la rue de Poitiers, groupe compact et discipliné de 300 députés pris parmi les plus éminents. Son organe, le *Constitutionnel*, n'est pas le seul journal où il puisse s'exprimer. Un témoignage comme celui de Jules Favre mesure son influence sur ses adversaires : Il y a quelque chose de pis que le respect humain, ce sont les nécessités politiques : elles seules peuvent me contraindre à ne point aller à vous. D'autres membres de la gauche estiment, non sans apparence de raison, que son instinct, son sentiment intime reste libéral et démocratique et comptent s'appuyer sur lui pour s'opposer à ceux qui voudraient donner à la République des institutions monarchiques.

La journée du 13 juin montre le désordre incapable de l'emporter par la force. La tranquillité matérielle paraît assurée pour longtemps. Reste la besogne épineuse, difficile, de faire des lois. Notre Constitution est absurde, nos lois électorales désastreuses. Thiers aborde la lutte en mauvaises conditions ; le 6 avril, le choléra enlève son beau-père, un excellent homme, habile et probe. Il avait travaillé toute sa vie pour assurer une fortune à ses enfants, et il a vu cette odieuse révolution de 1848 en détruire une partie. Les soucis de cette année l'ont livré sans forces aux coups du choléra. Il nous laisse un avoir très modique, mais suffisant pour nous soustraire à toute dépendance. Après ces lignes à Flahault, celles-ci à la comtesse Taverna : Depuis un an, les malheurs fondent sur moi, et j'apprends ce que c'est que la vie quand il n'y a plus ni illusion, ni goût, ni espérance, ni confiance dans l'avenir. A 50 ans, il n'y a plus rien qu'une longue attente de la fin, et je ne sais à quoi servent les dix ou vingt années qui restent à vivre. Peu après : Je suis dévoré de soucis, de chagrins de tout genre, malade, tirillé en tous sens, comme je ne l'ai jamais été. Le choléra continue à frapper : Mme Récamier succombe ; Thiers envoie cet affectueux billet à J.-J. Ampère : Je sympathise fort avec votre chagrin, qui doit être profond : car je sais que Mme Récamier était pour vous toute une famille. A notre âge, les douleurs sont amères : il n'y a plus cet avenir infini où l'on place tant de choses

quand on est jeune. Mais faisons comme les bons soldats qui serrent leurs rangs à mesure que la mort y fait des vides. Serrons-nous donc, venez nous donner le temps que vous ne donnez plus à vos amis perdus. Vous trouverez auprès de nous des idées et des sentiments conformes aux vôtres, et un grand désir de vous posséder tout à fait. En juin, la lutte politique fait rage, et cependant : Nous mourons ici comme des mouches... Je me porte mal et je ne sais pas si je traverserai jusqu'au bout cette affreuse situation. Le maréchal Bugeaud est mort ; il ne pouvait arriver un plus grand malheur. Je ne pouvais pas perdre un meilleur ami. J'ai l'âme déchirée. Eugène Leroux est mort. Cette perte nouvelle met la douleur dans ma famille. Cette détente intime de son ressort habituel ne va pas au-delà de quelques pages de confidences ; par ailleurs, il reste en pleine action.

Avant d'aller à Dieppe passer le mois d'août, il prononce, le 24 juillet, un grand discours lors de la discussion du projet de loi relatif à la presse. Désormais, sa pensée s'élève en des généralisations plus hautes, où s'expriment, avec la sérénité de la certitude, avec la justesse des vues et la clarté de l'exposé, son expérience grandissante, sa philosophie mûrie par les faits et par la douleur. Indépendamment des formes de gouvernement, il y a des principes de conservation nécessaires aux républiques comme aux monarchies, et auxquels il faut revenir si l'on veut vivre. Pour répondre à Jules Favre opposé aux mesures répressives : La liberté illimitée, c'est la société barbare. Là où il y a un plus fort qui opprime les autres, ce plus fort a une liberté illimitée... Quand les hommes, par des expériences réitérées, se sont aperçus que la société devient ainsi un échange de violences, on pose des limites à la liberté de chacun. La liberté de l'un a pour limite la liberté de l'autre, les lois naissent, et la société civilisée avec elles. Insensé qui tolère la provocation à la guerre civile, et surtout à la plus redoutable de toutes, la guerre de classes ! Depuis deux ans, chaque fois que ceux qui combattent le projet ont voulu défendre la société, ils durent démentir tout ce qu'ils dirent pendant dix-huit ans. Personne n'a dans la main le moyen de réaliser à l'instant le bonheur des nations... N'annoncez pas que vous êtes capables de donner ce bien suprême sans tenir parole, car vous seriez accusés de n'avoir été que des imposteurs en promettant au peuple ce que vous n'avez pas à votre disposition.

Le vicomte de Melun a obtenu la création d'une grande commission d'assistance et de prévoyance publiques, pour améliorer la condition matérielle et morale du peuple. Thiers en fait partie, et saisit cette nouvelle occasion d'exprimer quelques idées sociales. Ses collègues le chargent du rapport. Il écrit un volume, et le présente à l'Assemblée le 26 janvier 1850. La commission, dit-il, aurait voulu réaliser cette fraternité si souvent annoncée **mais toujours d'autant moins pratiquée qu'elle a été plus fastueusement promise**. La suppression de la misère n'est qu'une promesse mensongère adressée à l'anarchie. Le nouveau communisme : tend à fondre les individus dans le tout, le tout dans les individus, à ôter à chacun le soin de sa vie pour s'en charger, à confondre ; les existences individuelles, à détruire la liberté de l'homme, à supprimer l'emploi de ses facultés. Il trace ce programme : pour l'enfance, recueillir et allaiter l'enfant délaissé par sa mère, créer des crèches et des salles d'asile, empêcher qu'on abuse de ses forces, ne pas permettre que la correction soit l'occasion d'une corruption plus grande, le patronner quand il commence à travailler. Pour l'âge mûr, la commission écarta les moyens chimériques, droit au travail, systèmes de crédit avec ou sans le concours de l'Etat, et s'attacha à étudier les sociétés de secours : mutuels. Elle a préparé une loi sur les logements ouvriers, cherché des

remèdes au chômage, envisagé la colonisation. Nous n'admettons pas pour la France la prétendue incapacité de coloniser, dit le rapporteur, qui formule sur nos possessions africaines des prévisions étonnamment justes. Pour la vieillesse, la commission étudia les caisses d'épargne et les caisses de retraites, pour lesquelles elle n'admet pas la contrainte, par respect de la liberté individuelle. Elle reconnaît la nécessité des hospices. Ce rapport produit un gros effet sur l'opinion ; l'Assemblée ne trouve pas le temps de s'en occuper.

Thiers prend une part prépondérante à l'élaboration et à la discussion de l'une des lois les plus importantes votées par la Législative, celle de l'Instruction publique. Déjà, en avril 1848 pour Malleville, en mai pour Madier de Montjan, il fixa ses idées dans une lettre rendue publique. Il y pose les principes qui guideront aujourd'hui son action. Je ne ferai pas le sacrifice d'une seule de mes façons de penser à la multitude électorale. Je suis quelquefois dépité en voyant les sottises opinions que me prêtent plusieurs de vos amis à l'égard du clergé ; il me semble qu'après avoir lu ce que j'ai écrit sur le concordat, ils devraient être plus éclairés sur mes sentiments vrais. J'ai toujours cru qu'il fallait une religion positive, un culte, un clergé, et qu'en ce genre ce qu'il y avait de plus ancien était ce qu'il y avait de meilleur, comme c'était ce qu'il y avait de plus respectable. Aujourd'hui que toutes les idées sociales sont perverties, et qu'on veut nous donner, dans chaque village, un instituteur jacobin, je regarde le curé comme un indispensable rectificateur des idées du peuple. Il lui enseignera, au moins, au nom du Christ, que la douleur est nécessaire dans tous les états, qu'elle est la condition de la vie, et que, quand les pauvres ont la fièvre, ce ne sont pas les riches qui la leur envoient. Sans salaire, il n'y a pas de clergé. Beaucoup de prêtres catholiques se trompent à cet égard, et s'imaginent qu'en renonçant au salaire, ils seront affranchis de l'Etat. Ils ne seront affranchis ? que de la peine de toucher leur argent, voilà tout. Le joug sera de fer pour eux comme pour nous tous, et ils mourront de besoin dans leur servitude aggravée. Qu'on soit bien convaincu ! que, dans les neuf dixièmes de la France, on laisserait mourir de faim les prêtres... Quant à la liberté d'enseignement, je suis, changé. Je le suis, non par une révolution dans mes convictions, mais par une révolution dans l'état social. Quand l'Université représentait la bonne et sage bourgeoisie française, enseignait nos enfants suivant les méthodes de Rollin, donnait la préférence aux vieilles et saines études classiques sur les études physiques et toutes matérielles des prôneurs de l'enseignement professionnel, oh ! alors, je lui voulais sacrifier la liberté de l'enseignement. Aujourd'hui, je n'en suis plus là. Et pourquoi ? Parce que rien n'est où il était. L'Université tombant aux mains des matérialistes et des jacobins prétend enseigner à nos enfants un peu de mathématiques, de physique, de sciences naturelles, et beaucoup de démagogie. Je ne vois de salut, s'il y en a, que dans la liberté de l'enseignement. Je ne dis pas qu'elle doive être absolue et sans aucune garantie pour l'autorité publique... Je suis tout ce que j'étais ; mais je ne porte mes haines et ma chaleur de résistance que là où est aujourd'hui l'ennemi. Cet ennemi c'est la démagogie, et je ne lui livrerai pas le dernier débris de l'ordre social, c'est-à-dire l'établissement catholique. Cette lettre lui vaut, lors de son élection à l'Assemblée nationale, la chaude approbation du cardinal de La Tour d'Auvergne, doyen de l'épiscopat français.

En décembre, le Président veut l'entrée au ministère du comte de Falloux, qui se récuse. Ce refus inciterait le Président à se tourner vers la gauche, et à confier le portefeuille de l'Instruction publique à Jules Favre. Molé, le Père de Ravignan, Montalembert pressent Falloux d'accepter. Montalembert l'entraîne chez Thiers. Il

y avait du monde. Falloux s'assied sur une petite table de la salle à manger et dit à Thiers : Les prêtres m'envoient vers vous. Mais je n'accepterai le ministère que si vous me donnez votre parole de faire avec moi la loi d'enseignement et l'expédition de Rome. Autrement je n'accepterai pas, même quand les prêtres me l'ordonneraient. Thiers promet. Nous avons fait fausse route sur le terrain religieux, mes amis libéraux et moi, nous devons le reconnaître franchement. Il porte au Président l'acceptation de Falloux, Montalembert court rassurer Molé, et Falloux rentre se coucher.

Ministre, Falloux est de droit président de la commission extraparlementaire chargée de préparer la loi de l'Enseignement ; il assiste rarement aux séances, et, quand il y vient, se borne à écouter. Thiers, vice-président, dirige les débats, du haut bout de la table en fer à cheval. Une grande cordialité règne entre les membres de la commission. Thiers rit toujours en interpellant le pasteur Coquerel : l'abbé Coquerel ! Une attraction réciproque s'établit entre lui et Dupanloup. Lorsque, assis à l'extrémité de la table, l'abbé parle, Thiers opine de la tête et du geste, et parfois, quittant sa place et longeant le mur derrière ses collègues, entre dans le fer à cheval, et se tient debout en face de Dupanloup, pour recueillir plus attentivement ses paroles. L'abbé apaise un léger différend surgi entre Thiers et son ami Cousin. A la suite d'une grande discussion, Thiers, convaincu, dit au philosophe : Cousin, Cousin, avez-vous bien compris la leçon que nous avons reçue là ? Il a raison, l'abbé ; nous avons combattu contre la justice, contre la vertu ; nous lui devons réparation. Reconduit place Saint-Georges par Montalembert et Corcelles, il interrompt la conversation : Oui, décidément, l'abbé Dupanloup a raison. Les travaux préparatoires terminés, il écrit à l'abbé le 10 août 1849 : Vous savez quels sentiments m'attachent à vous depuis que j'ai eu l'honneur de vous rencontrer dans la commission au ministère de l'Instruction publique. Je vous assure que sans vous j'aurais bien des fois perdu patience, tant j'ai peu retrouvé chez vos amis vos hautes lumières, votre raison impartiale, votre caractère sûr et conciliant... J'aurais voulu vous satisfaire en tout, mais c'était impossible... Quand je serai battu, je me consolerais toujours si c'est à votre profit. A la fin du mois, tous deux se retrouvent à Dieppe. L'homme d'État donne rendez-vous au prêtre, un matin sur la plage ; là devant la mer et le ciel, de neuf heures à midi, il parle avec une verve intarissable sur l'enseignement, l'importance sociale de la religion, le génie du Premier Consul établissant le Concordat, la nécessité d'une bonne harmonie entre la société et l'Eglise. Quand l'abbé, par discrétion, veut mettre fin à l'entretien : Non, non, causons encore, nous n'avons pas tout dit. Dupanloup écrit à Montalembert : Il a été admirable.

Au cours de la discussion, Thiers s'affirme hostile à la gratuité et à l'obligation de l'enseignement, applications du système communiste. Un membre objecte : A vous entendre, il faudrait avoir dix mille livres de rentes pour apprendre à lire. Au sortir de l'école, répond-il, l'enfant refusera d'aller à la charrue : C'est mettre du feu sous une marmite vide que d'instruire le pauvre. Il s'épouvante de 37.000 instituteurs socialistes et communistes, anti-curés, curés de l'athéisme et du socialisme. Il trouve détestable, et Cousin excellent, qu'on leur donne des livres qui développent en eux non seulement la dignité personnelle, mais surtout l'orgueil. Les passions s'éveillent et s'excitent mutuellement dans les Ecoles normales. Comme récompense à leur science, on offre aux élèves 400 frs et le village : comment s'étonner que l'esprit démagogique les envahisse ? Ils deviennent des mécontents. Le prêtre se résigne, le laïc pas. Il va jusqu'à vouloir pour le clergé le monopole de l'enseignement primaire, dont Dupanloup ne veut

pas. S'il réclame pour les masses des vérités imposées, il demande pour les classes moyennes la libre discussion philosophique. Dupanloup rétorque que la religion est aussi bonne pour les classes riches que pour les classes pauvres. Thiers provoque la colère de Montalembert en attaquant les jésuites : *Ç'a été, ce sera toujours pour moi une grande douleur de savoir qu'à Fribourg, par exemple, on peut enseigner à de jeunes Français la haine contre le gouvernement de leur pays !* Ce qu'on accorderait aux jésuites, il faudrait l'accorder aux clubs. Il finit cependant par céder. Il combat les écoles professionnelles : *C'est le genre d'établissement que je déteste et que je méprise le plus au monde. Les écoles professionnelles, animées d'un esprit détestable, ne sont bonnes qu'à faire des petits Américains de leurs élèves ; écoles polytechniques au petit pied, elles en auront tous les défauts, même en les exagérant, sans les compenser par des avantages. Les belles-lettres, suivant moi, seront toujours les bonnes lettres... J'aime mieux qu'on ait parlé pendant trois ans à un enfant de Scipion et de Caton que de triangles et d'équerres.*

Le 18 janvier 1850, il monte à la tribune pour défendre le projet de loi. Il y joue de ces deux cordes : l'ordre, la Constitution, et défend magistralement l'œuvre de la commission, la sienne pour beaucoup. Il termine en adjurant la Chambre de se bien conduire, de garder les belles mœurs du pays, de cesser de s'outrager, de discuter les affaires utilement, et glisse cette allusion à un coup d'Etat possible : *Cela vaut mieux que toutes les résistances que nous pouvons préparer à je ne sais quel événement obscur de l'avenir ; conduisons-nous bien... Nous préparerons l'inviolabilité du gouvernement représentatif.*

Magnifique discours, dit Montalembert ; enthousiasme de Falloux : *Mon cher Thiers, je suis si profondément touché de reconnaissance, d'admiration, de respect, que je ne puis résister à la tentation de compléter toutes ces jouissances en vous en remerciant.* Lacretelle, de l'Académie française, est lyrique : *Le discours que je viens de lire, mon illustre confrère, est une pluie continue et délectable d'esprit, de raison et de franchise, une de ces pluies de printemps qui rouvrent le sein de la terre durcie ou dévastée par des vents furieux et le disposent à une fécondité, à une grâce nouvelle.*

Le 13 février, deuxième grand discours, cette fois pour défendre l'article 7 du projet, relatif aux conseils académiques départementaux. Il est moins ombrageux aujourd'hui à l'égard du clergé, à cause des dangers que court la société, tel ce phénomène moral le plus répandu dans la jeunesse et chez les pères de famille : une ambition extraordinaire de parvenir, sans les deux conditions qui légitiment toutes les ambitions, le temps, et le travail, et sans lesquelles il n'est pas de succès valable et mérité. Les instituteurs sont une des causes de ce mal secret qui nous travaille. *Je crois que l'Université, composée d'hommes jeunes, instruits, ayant l'ambition que l'instruction donne, et appelés à une situation médiocre dans l'Etat, renferme, à un certain degré, ce vague mécontentement, ces fâcheux instincts, ces instincts chagrins, qui sont un danger pour la société.* Combien ne reçoit-il pas de lettres de jeunes gens qui lui demandent sa recette pour arriver vite ! Partisan de la République, *gouvernement qui nous divise le moins*, il combat la liberté illimitée, chute prochaine de la vraie liberté. Le 23 février, il prend deux fois la parole ; il fait repousser l'amendement de Lasteyrie, qui voulait supprimer la philosophie dans l'enseignement secondaire, puis l'amendement Savatier-Laroche, qui voulait exclure de l'enseignement tout membre d'une congrégation religieuse non reconnue par l'Etat. Il dit à ses adversaires : *Si la République dure, vous ne la gouvernez pas, et elle ne durera qu'à cause de cela... Elle n'a fait de progrès*

que quand elle s'est rapprochée de nos principes pour s'éloigner des vôtres. Tandis qu'il parle, Lamartine, à côté de Hugo, marmonne entre ses dents : Petit drôle ! La loi est votée, Dupanloup dit à Montalembert : Souvenez-vous que vous et M. de Falloux, comme chrétiens, et moi comme prêtre et évêque, nous ne devons jamais, après ce qui s'est passé entre nous, abandonner M. Thiers. Nous devons l'aimer avec tendresse et compassion de cœur. Et l'évêque d'Orléans à Mme Thiers : Je n'oublierai jamais ce qu'il a fait pour nous, dans les deux plus grandes choses qui se soient accomplies en ces derniers temps, la loi de l'enseignement et l'expédition de Rome.

Le 24 mai 1850, Thiers lance un mot historique que ses ennemis exploitent contre lui. Il s'agissait de parer au danger des élections avancées. Un moyen : modifier la loi électorale. La Constitution donnait le droit de vote à tout Français majeur et jouissant de ses droits civils. Une loi antérieure voulait qu'en plus il payât l'impôt personnel égal à trois journées de travail. Thiers propose d'interpréter une loi par l'autre, c'est-à-dire de subordonner l'exercice du droit à l'accomplissement du devoir. La moitié de ceux qui devraient payer la taxe y échappent, arguant de leur pauvreté, ou menant une vie errante pour échapper au percepteur. Le ministre Baroche nomme une commission de 17 membres, les fameux Burgraves ; Broglie, Molé, Berryer, Montalembert adoptent l'idée de Thiers. Changarnier, appelé en consultation, estime probable la soumission du peuple, sinon il est prêt à l'écraser par la force. Mais la Chambre ? Si, dit Thiers, la gauche se composait de parlementaires éprouvés, conduits par de bons chefs, elle serait certainement capable d'empêcher la loi de passer. Mais nous dirons que notre but est d'exclure non les classes pauvres, mais la vile multitude. Ces mots mettront la Montagne en fureur, le parti modéré en perdra la tête de peur, et notre loi passera dans une bourrasque. — Et qui se dévouera à assumer sur lui la haine furieuse des rouges en prononçant le mot de vile multitude ? — Je m'en charge. Il le fait comme il le dit. Ses premières paroles déchaînent des interruptions insultantes. Il crie qu'il faut démasquer les hypocrisies, et définit trois sortes de socialismes ; des bourdonnements montent à l'extrême-gauche pour couvrir sa voix. Alors, il lâche le grand mot : la vile multitude ; il a beau spécifier qu'il entend par là les vagabonds, cette tourbe qui à Rome faisait et défaisait les empereurs ; il a beau distinguer le peuple de la multitude : le vacarme éclate. Exactement comme il l'a prévu, les modérés prennent peur. Ils acclament sa péroraison : Le suffrage universel n'est simple ? ment qu'un esclave que vous entendez tenir à votre volonté, à qui vous voulez faire faire ce qui vous plaît, que vous respectez quand il est de votre avis, que vous ne respectez pas quand il n'est plus de votre avis. La loi passe par 433 voix contre 241.

A travers ces épisodes, un grand drame se joue, de 1848 à 1852 : la lutte entre le Président et l'Assemblée. Thiers y remplit un rôle de premier plan. En faisant campagne pour Louis-Napoléon, les modérés pensaient l'absorber et s'en servir. Ils en ont une piètre opinion. Quoique sensé, dit Mignet, il n'est pas prévoyant. Il faut avoir un esprit supérieur au sien pour l'être. C'est une affaire entendue : le prince, ayant toujours vécu en exil, ne connaît rien aux choses ni aux gens de France. Thiers écrit crûment à Disraëli : C'est un homme absolument nul. Le pouvoir du prince lui paraît passager ; on s'en débarrassera avec un peu d'habileté et de patience. Il dit en 1848 : Je vois en lui un nouvel Auguste ! et cependant il s' imagine le diriger, lui fournir des ministres, et, refusant tout portefeuille, exercer la réalité du pouvoir.

Véron est le directeur d'affaires du *Constitutionnel*, Merruau le directeur politique, sous l'inspiration de Thiers, qui, avec ses amis, a mis 100.000 frs dans le journal. Pendant que le *Constitutionnel* fait campagne pour la candidature de Louis-Napoléon à la présidence, pendant que Thiers et Molé travaillent à former le premier ministère du prince sous la présidence de Barrot, Véron négocie en sous-main la vente du journal au Président, qui se promet de tenir Thiers, privé de ce moyen d'action. Petite perfidie. Fould, Walewski, Persigny, Chabrier, Morny et Mosselmann, le banquier, père de la comtesse Le Hon, trempent dans cette intrigue qui dure un an. Thiers commence à s'apercevoir que le prince a mille petits souterrains. Le Président ne peut trouver les 130.000 fr. qu'exige Véron, il veut les emprunter sur les fonds secrets ; Malleville, ministre de l'Intérieur, s'y oppose. Véron, après une brouille et un arrangement, cherche de nouvelles chicanes. Fould dit au Président : **Je vous donnerai le *Constitutionnel***, et Morny, en rivalité d'influence : **Je vous le maintiendrai**. Nouvel arrangement au moment des élections de 1849. Le 31 octobre, Véron promet au Président de défendre son Message dans le *Constitutionnel*, après avoir remboursé de leurs 100.000 frs Thiers et ses amis. La rupture est complète.

Thiers ne s'est pas inquiété d'une démarche de Berryer auprès de Léopold Ier, qui s'empessa en décembre 1848, de lui en donner connaissance ; il s'agissait de la fusion des deux partis monarchistes, dont on machinerait le retour au pouvoir avec l'aide de Molé, Broglie, Montalembert et Thiers. Il dîne souvent, avec les intimes, chez le Président, qu'il conseille. De là une affluence inusitée de visiteurs, le soir, place Saint-Georges. Mais il ne tarde pas à s'apercevoir qu'il prêche dans le désert. Le prince refuse de s'appuyer sur le parti modéré : **Je ne veux pas être l'homme d'un parti**. Décidément, il a de la finesse, de l'entêtement, mais aucune franchise. **Ce prince est fourbe. J'ai bien peur**, dit Thiers à Mme Dosne, **que nous n'en soyons qu'à une escale, et non au port... Toutefois, nous ne devons rien faire paraître**. Il se fait tirer l'oreille pour dîner à l'Elysée. A peine proclamé Président de la République, dans cette fameuse séance de la Chambre où Thiers accorda quelques bravos de consolation à Cavaignac dont, cependant, il n'avait guère à se louer, Louis-Napoléon donne des ordres si désinvoltes au préfet de Police que ce fonctionnaire, abasourdi, consulte Thiers. Mais comment ne pas maintenir le Président après avoir contribué à l'établir ? Il faut en passer par ses procédés **pas très bons**. Les espérances fondées sur lui s'évanouissent. Sur des injonctions trop brutales, Malleville démissionne ; le prince Jérôme demande à Mme Dosne de le calmer : elle refuse, irritée des propos malveillants de la princesse Mathilde, indignée que cette princesse se compromette ostensiblement avec Nieuwerkerke. Décidément, Louis-Napoléon rêve l'Empire. L'inquiétude renaît. On parle de complots et de machines infernales. Morne réception à l'Elysée le 1er janvier 1849. A l'Opéra, un ennui indéfinissable se dégage du visage du prince, de son œil terne. On conte qu'après la revue du 24 décembre, il rompit un long silence chez sa maîtresse, Mme Howard, par un violent éclat -de colère, sur ce que ses ministres auraient pris des mesures pour qu'il ne fût pas proclamé empereur ce jour-là. Thiers lui prêche l'ordre et la modération, le détourne de ses idées de grandeur, soudaines et vaines améliorations sociales, de ses idées de guerre, double marotte pour éblouir le peuple. Il faut plus de deux heures de discussion pour empêcher le Président d'envoyer sur l'heure une armée au-delà des Alpes, le jour où on apprend la bataille de Novare. Thiers sait que des allusions obligeantes cachent mal le désir de le voir éloigné du pouvoir. On manœuvre pendant les dîners ministériels, de semaine en semaine. Dans les bureaux de la Chambre, un

incident surgit, le 27 janvier ; on discutait assez aigrement la proposition Billault. La politesse s'en va de nos Assemblées, dit Thiers. — M. Thiers est bien susceptible, marmotte Ulysse Trélat derrière lui. Il s'étonne d'un sourire lorsqu'il parle du budget. C'est cependant une bien petite punition pour le mal qu'il a fait au pays. — A la tribune, Monsieur, nous pouvons tout supporter les uns des autres, mais dans la vie privée, je ne saurais accepter un tel langage, et j'en veux sur l'heure avoir raison sans bruit, sans éclat. Il fait jour. Le bois de Boulogne n'est pas loin. Cela se peut terminer immédiatement. Il constitue pour témoins Bugeaud et Heeckeren, athlétique, bourru mais fin, à l'accent germanique marqué. Trélat choisit Grévy et Recurt. Les témoins de Thiers acceptent les excuses que donnent ceux de son adversaire.

L'antagonisme de la Chambre et de l'Exécutif s'accroît. On parle de coups d'Etat. C'est le moment où on tire sur Mignet, le prenant pour Thiers. Paris se garnit de troupes. Le 28 janvier, on prévoit une journée pour le lendemain. Vers minuit, un homme accourt place Saint-Georges ; il prévient Mme Dosne : cette nuit même, on tentera d'enlever Thiers, Bugeaud et Changarnier. Elle fait lever sa fille Félicie, déjà couchée, et l'expédie dehors avec Mme Thiers. Elle passe une robe de chambre, ordonne à ses gens de rester debout, et attend l'émeute dans le jardin une partie de la nuit. Le 29 au matin, on bat le rappel, en prévision de mouvements insurrectionnels. Les artilleurs insurgés de la garde nationale comptent massacrer Thiers, piller et brûler sa maison. Mme Dosne et ses filles se réfugient chez les Massa. Thiers appelle j Merruau qui l'accompagne à l'Elysée. *Pouvons-nous compter sur vous et le Constitutionnel ? — Sans nul doute, mais de quoi s'agit-il ?* Une partie de l'Assemblée veut voter une mise en accusation ; il faudra disperser par la force les conspirateurs. *Si vous en venez là, ce sera un 18 Brumaire, et après, l'Empire ? Je n'y ai pas d'ailleurs d'objection.* — Cela n'est peut-être pas aussi certain que vous le pensez. Toutefois, s'il le faut, on s'y résignera, plutôt que de subir de nouveau l'oppression révolutionnaire. Si l'Empire est inévitable, eh bien, ce sera une nouvelle page d'histoire à tourner ! Vers 10 heures, à l'Elysée, Thiers, le Président, Broglie, Molé, Changarnier discutent. Le moment est-il venu d'en finir avec l'Assemblée ? Le Président, assis, anxieux et réservé ; Molé, irrésolu ; Changarnier, impatient ; Broglie, mal à l'aise. Thiers va et vient : *Laissez crier l'Assemblée ; Barrot est aussi criard qu'elle. Il est fait pour ça. C'est son métier, et il le fait bien. Quel mal font ses absurdités, ses violences, ses interruptions, sauf à lui-même ? Elles peuvent discréditer le Législatif, elles renforcent l'Exécutif. Si elle attaque l'Exécutif, abattez-la ; si elle met les mains sur le sceptre, coupez-les lui ; mais ne gênez pas l'héroïque et douloureuse opération d'un coup d'Etat avant que le mal ne soit assez tenace et assez dangereux pour justifier un remède.* La figure du Président s'éclaire. Changarnier dit à l'oreille de Thiers : *Avez-vous vu la mine du Président ? Après tout, c'est un...* A cette heure, 30.000 hommes encerclent l'Assemblée. Ordre est donné de faire feu au premier pavé levé. Les meneurs reculent, et donnent contre-ordre à leurs troupes. Partis de Londres, Caussidière et Louis Blanc s'arrêtent à Boulogne, et font demi-tour. Une compagnie de 100 hommes du 9e léger occupe l'hôtel Thiers. Mme Dosne veille à leur installation. Le soir, toute la famille dîne chez les Massa, et, ainsi gardée, rentre coucher chez elle. L'émeute n'a pas éclaté. L'Assemblée prend en considération la proposition Rateau. Le préfet de Police procède à de nombreuses arrestations. Les 30 et 31, de nombreuses patrouilles continuent à circuler. La situation se détend. Les modérés conviennent qu'en cette crise la conduite du Président fut sage et ferme.

Il tâche de séduire Thiers par sa famille. Avec beaucoup de douceur et de tact, il l'accueille et la flatte. Mme Dosne reproche à l'Élysée de manquer de cette majesté qui paraît le vieux palais ; des rois de France. Bals, concerts, ressemblent fort à ceux de l'ancienne cour ; les rafraîchissements dans les mêmes tasses, et les mêmes banquettes qu'aux Tuileries. L'aristocratie qui bouda Louis-Philippe s'y montre, mêlée à toutes les nuances de la Chambre et aux diplomates étrangers. Une société plus choisie hante des réunions restreintes. Le Président donne le bras à Mme Thiers, ou à Mme Dosne pour la mener souper ; elle nomme les personnes qu'il ne connaît pas ; il l'interroge sur leurs opinions et leurs entours. Mme Thiers, foncièrement orléaniste, reçoit froidement ses avances. De ce côté, **faillite complète**. Mme Dosne est plus diplomate ; elle accueille bien Persigny qu'on lui présente, en dissimulant une grimace intérieure. Elle constate que l'on se courbe devant le Président plus bas que jadis devant Louis-Philippe. Va-t-il au bal de l'Hôtel de Ville ? On se range sur son passage ; la princesse Mathilde tient une petite cour. Décidément, depuis le 29 janvier, il gagna beaucoup dans l'esprit des gens d'ordre, et même du peuple.

La Constituante décide de se séparer le 27 mai. On prépare les élections. Thiers forme un comité avec Molé et Berryer. Avec eux trois agira un sous-comité de 15 membres, pris parmi les 72 du comité central. Il s'appuie beaucoup sur le duc de Broglie et sur Chambolle. Le 15 mai, Thiers, Changarnier et Molé discutent avec le Président la composition d'un futur cabinet. Thiers refuse toujours le pouvoir, pour lui et pour Molé, qui en est un peu piqué. Le Président n'a pas plus envie de l'un que de l'autre. Le 25, nouvelle consultation entre le Président, Bugeaud, Molé, Barrot, La Redorte, Falloux et Thiers, sans conclusion.

La Législative se réunit le 22 mai. Les cafés voisins de la Chambre s'emplissent de meneurs socialistes. La foule encombre les entours du Palais-Bourbon. Thiers s'est attardé dans son bureau jusqu'à six heures un quart. Il sort avec deux de ses collègues, Germonières et un autre, qu'il ne nomme pas. La troupe a déblayé les abords jusqu'à la place de la Concorde. Une haie de soldats ferme le pont. Thiers la dépasse, voit les groupes, et ne veut pas ; reculer. L'un de ses compagnons fait demi-tour ; Germonières ne l'abandonne pas. On le reconnaît aussitôt : **Ha ! Voilà le citoyen Thiers !** Le citoyen Thiers pense : **Bon, me voilà pris au trébuchet !** On le presse. On veut qu'il crie : **Vive la République démocratique et sociale !** Il répond d'un ton irrité : **Non !** D'autres crient : **Vive la République !** Il ne dit pas non, mais ne crie pas. **Ce bougre-là ne criera pas !** La foule s'anime, devient dangereuse. Des commissaires hèlent une voiture de place. Les deux députés y montent. Le cocher met son cheval au galop. La foule les poursuit jusqu'à la Madeleine. Là, le danger est conjuré, et M. de Germonières, ému, serre son collègue dans ses bras.

Les jours suivants, nouveau conciliabule entre Thiers, Barrot, Rémusat, Passy, Molé et le Président, qui dit : **J'écoute les conseils de M. Thiers, car j'ai plus à me louer de ceux qu'il me donne que des autres.** Il ne les écoutera pas longtemps. Il n'attendra pas la prorogation des pouvoirs que Thiers et les modérés lui préparent. Sa lettre à Edgar Ney au sujet de Rome, son attitude dans l'affaire Kossuth, son dessein d'envoyer la flotte française dans l'Archipel, autant de signes avant-coureurs de ses véritables projets. **Une foule de petits sots, tels que MM. Victor Hugo, de la Moskowa, etc.,** excitent son amour-propre au sujet de la lettre. La rupture semble imminente avec le parti modéré ; il la craint, et comme Thiers omit délibérément de parler de cette lettre dans son rapport, il charge Changarnier de lui dire que la rupture n'est pas dans ses intentions. Querelle

entre Thiers et sa belle-mère qui lui écrit de sa bonne encre : Il est évident, lorsqu'on a lu les journaux, que tous les partis veulent vous rendre responsable du déchirement, de la rupture du parti modéré. Mais de grâce, je vous le demande à genoux, ne vous laissez pas prendre au piège. L'orage gronde contre le parti légitimiste qui a tout perdu depuis deux mois, vous le savez bien. Ne vous laissez pas englober avec. Vous avez votre personnalité, gardez-la. Soyez vous, sage, modéré pour tous. Ne vous laissez emporter ni dans la discussion, ni dans la conversation. Tout le monde, tous les partis vous abandonneront si l'affaire tourne mal. Comme le plus fort, on vous prêtera mille desseins que vous n'avez pas. Toutes les mauvaises solutions vous seront attribuées, et enfin vous porterez la responsabilité des fautes des bonapartistes, des orléanistes, des légitimistes. Isolez-vous, rentrez dans votre tente, je vous en supplie. Thiers, cependant, vers le 17, a une entrevue avec le Président. Quand il arrive à l'Elysée, les aides de camp lui font cette mine embarrassée de la valetaille, quand elle reçoit des gens en brouille avec leur maître. La discussion, courtoise, dure près de deux heures. La bonhomie apparente du Président ne cache pas assez sa fausseté. Il ne publiera pas sa lettre, mais enverra la flotte dans l'Archipel. Thiers lui dit : Ce serait une impertinence que de vous demander votre secret, mais je vais vous le dire. Prince, vous ne voulez pas, à l'expiration des pouvoirs, quitter la place qui vous a été donnée le 10 décembre. Que bien plutôt il atteigne son but par la voie la plus sûre, qu'il patiente et attende l'effet de la reconnaissance publique et de la satisfaction du parti modéré. Le prince est-il touché ? Désormais, on parle couramment de projets de coup d'Etat. Persigny et Vaudrey annoncent la création de grandes charges, avec d'énormes appointements. Thiers s'en moque : il salue en Molé un futur archi-chancelier, Molé salue en lui en futur archi-trésorier, et en Changarnier un futur connétable. Me voyez-vous, dit Thiers, avec un chapeau orné d'un plumet, avec un bel habit doré ? Dans les réunions du parti modéré, on discute le projet du prince Napoléon demandant le rappel des membres de la Maison de Bourbon... On décide l'ajournement, avec des considérants qui blessent le Président. A la Chambre, Bixio parle de certain propos tenu par Thiers à cette occasion. Thiers se lève : Je ne l'ai pas tenu. — Vous l'avez dit devant moi. Sans bruit, Heeckeren et Piscatory demandent à Bixio de constituer immédiatement des témoins. On va chercher des pistolets. A 4 heures, on arrive au Bois de Boulogne. Les deux adversaires s'alignent. Thiers tire le premier et manque son homme. Le pistolet de Bixio fait long feu ; il le réarme, et tire. Les témoins déclarent l'honneur satisfait. A 5 heures, de retour à la Chambre, Thiers est très entouré.

Le parti modéré le sollicite en vain de prendre le pouvoir ; le Président n'est pas moins résolu à ne lui confier aucun portefeuille. Il engage la majorité à ne pas renverser un ministère dont le Président souhaite se débarrasser pour avoir ses coudées plus franches. Le 28 octobre, Morny et Flahault passent la soirée chez lui. L'air est tellement au coup d'Etat qu'on joue cartes sur table. On s'anime. Le coup d'Etat en faveur de l'Empire paraît à Morny et à Flahault la solution la plus simple aux difficultés présentes. Mme Dosne assiste à la conversation. Une insolence à l'adresse de l'opposition provoque sa colère, et elle éclate. Avec véhémence, elle jette ce qu'elle pense à la face de Morny : Vous ne savez pas ce que le Président a perdu dans la confiance et l'estime des honnêtes gens aujourd'hui... Toutes ses fautes tourneront au profit des rouges. La discussion se prolonge jusqu'à 2 heures du matin. Mme Dosne compte que le Président apprendra sa violence, vraie et calculée à la fois. Pour finir, on s'apaise, et on se quitte en se détestant et en se serrant la main.

Le 31 octobre, message insolent du Président, chute de Barrot et crise ministérielle. Les journaux fulminent. Les fausses nouvelles circulent. Les têtes se montent. Mme Dosne tient à Chabrier des propos vifs et durs contre le Président et se plaint amèrement de la conduite de Vieillard envers Thiers. Deux heures après, Vieillard vient s'excuser. **Le Président se perd**, dit Mme Dosne. **Il est fou, insensé, jaloux des hommes importants qui auraient pu lui servir de base.** A la réunion des modérés, Thiers conseille d'éviter une allure agressive contre le ministère et de lui poser des conditions. Il refuse de retourner à l'Élysée. Une ruse de la grande-duchesse Stéphanie le met en présence du Président, qui lui prend les mains, le supplie de le sauver des rouges et de lui amener les chefs des modérés. **Il est venu à nous par peur**, dit Thiers. Les défiances réciproques grandissent. En avril, le prince dit à lord Malmesbury : **Il y a en ce moment un complot à la tête duquel sont Thiers et le général Changarnier pour m'enlever et me mettre à Vincennes.**

Au milieu de juin 1850, Thiers, sa femme, Mme Dosne et Félicie s'embarquent pour Saint-Léonard, petite plage voisine de Hastings. Là, dans une auberge dont la famille royale occupe une partie, Louis-Philippe, à 76 ans passés, s'achemine vers une fin prochaine. **Je ne me serais jamais pardonné, écrit son ancien petit président, de le laisser mourir sans le visiter. Toute cette famille est admirable.** Une petite pièce de l'auberge. Louis-Philippe, les yeux hagards, les lèvres contractées, la physionomie éteinte, à demi-étendu dans un fauteuil, est mis avec le soin qu'il voua toujours à sa toilette. Sa famille l'entoure. La reine ne le quitte jamais. A l'entrée de Thiers, il a peine à lever les bras, à les tendre vers lui. **Mon ami, mon bon ami !** Il le serre sur son cœur, les larmes aux yeux. **Vous m'avez toujours aimé, je vous ai aimé, nous n'avons pas toujours été d'accord, mais qu'est-ce que cela fait ?** Il parle politique avec une grande lucidité, en roi. Il est favorable au duc de Bordeaux. **Ce n'est que Chambord qui soit possible en France.** Thiers n'insiste pas pour qu'il se prononce dans un sens contraire à la fusion, que la duchesse d'Orléans repoussait. De Saint-Léonard, les voyageurs vont à Londres. Ces dames verront le Parlement. Palmerston y fait asseoir Thiers, affecte une grande intimité, et comme l'homme d'Etat français ne veut pas **se donner en spectacle ni servir de preuve ambulante à la continuation de l'entente cordiale**, il lui prend le bras d'autorité, ne le lâche plus, et le promène pendant deux heures dans les salles et les couloirs.

Fin juillet, Thiers va à Bruxelles voir un autre exilé : Metternich, installé dans une petite maison bâtie par Bériot, mari de la Malibran. L'ex-chancelier, très sourd, lui vante son Johannisberg. La princesse, sa beauté noyée dans la graisse, le ventre énorme, l'accueille parfaitement. En trois jours, l'historien et le prince conversent huit ou dix heures sur l'Empire. L'historien tient la preuve que le prince ment sciemment. La princesse, qui déteste Louis-Philippe, affecte de ne pas se mêler à la conversation lorsque son mari prononce l'éloge du vieux roi. Le ministre des Affaires Etrangères de Belgique invite Thiers à se rendre au palais. Le soir même, longue conversation avec Léopold. Le lendemain, dîner à Laeken. La reine déroge à sa coutume de prendre le bras du roi pour passer dans la salle à manger, et prend celui de son invité. Hostile à la fusion, elle souhaite que, le moment venu, le comte de Paris succède à Louis-Napoléon ; elle montre un attachement marqué à la duchesse d'Orléans, à qui le prince de Joinville pourrait être d'un très grand secours. Enchanté de son séjour à Bruxelles, Thiers gagne Bade avec sa famille. Là, réceptions, dîners, thés et soirées, chez la grande-duchesse Stéphanie, tante du Président ; chez la grande-duchesse de Bade où il cause longuement avec le roi de Wurtemberg et sa fille, la reine de Hollande,

fort peu dissimulée dans ses opinions et ses impressions ; chez la grande-duchesse Hélène de Russie, où viennent le prince de Wurtemberg et la princesse Frédérique de Prusse, qui a les lèvres trop pincées pour n'aimer pas à dire d'un ton mielleux les choses qui peuvent le plus déplaire aux gens lorsqu'elle ne les aime pas, et passe pour avoir eu plusieurs aventures, l'une, entre autres, avec Bresson. Les légitimistes enragent de voir Mme Thiers se pavaner dans un carrosse de la reine de Hollande.

A Bade, Thiers apprend la mort de Louis-Philippe, survenue le 26 août. Il l'annonce à Goschler : Je viens d'apprendre la mort de mon pauvre roi et j'en suis tout ému. Voilà donc où mène l'esprit sans prudence ! Aurait-on imaginé que l'auteur du système de l'inaction finirait comme l'auteur du système de l'action perpétuelle, Napoléon ? Ainsi Dieu confond toutes choses, et apprend qu'il n'y a que la vraie modération qui soit sagesse. Du reste, si la France est juste, elle éprouvera un profond regret pour un prince qui avait de grandes qualités, et qui, à du mal, mêla beaucoup de bien. Moi, je n'ai pas pu me défendre de l'aimer. Il veut dans les 24 heures des vêtements de deuil. Il a très bien fini, dit Mignet à Mme Dosne. S'il avait un peu mieux compris son temps, il aurait pu mieux finir encore. Il serait mort aux Tuileries. D'Ostende, le 7 septembre, la reine Louise remercie Thiers de ses témoignages de sympathie ; le 11 octobre, elle meurt à Laeken. Marie-Amélie, si durement éprouvée, venait d'envoyer à Thiers un portrait de Louis-Philippe peint par une élève de Mme de Mirbel et retouché par elle, et le prince de Joinville, ce billet : Il vous aimait tant et il savait si bien que de tous les hommes politiques de notre époque, c'était vous qui lui rendiez le plus justice et qui l'appréciez le mieux.

Thiers s'est choisi à Bade une charmante retraite ; il y travaille paisiblement ; il prend beaucoup d'exercice, mais n'évite pas une crise d'aphtes qui lui tapissent la bouche. Il lui faudrait se reposer, mais comment ? La mort me serait moins odieuse que l'oisiveté. Je vois tous les jours que la médecine n'est pas plus puissante que la politique. Il rêve d'un voyage en Orient : voyager est le plaisir qui lui reste ; ces confidences vont à la comtesse Taverna, avec un paquet contenant *l'Imitation de Jésus-Christ* et les *Contes* de la reine de Navarre.

Il rentre à Paris au début d'octobre, en même temps que Berryer et Changarnier, tous deux décidés à refuser la prorogation des pouvoirs du Président. Le général provoque un conflit avec le gouvernement, s'efforce d'y impliquer Thiers, le pousse avec Barrot et Molé à convoquer la commission de permanence pour qu'elle réunisse l'Assemblée, dicte des notes à Chambolle qui les publie croyant que le général tiendra bon, dit au préfet de Police : Etes-vous homme à m'aider à mettre ce ... là à Vincennes ? Le Président ne se laisse pas intimider, ne cède pas, et Changarnier reçoit le soufflet. Le soir de sa reculade, il court chez Thiers, le rejoint à l'Opéra, et s'installe dans sa loge, face à celle du Président. Sur le devant, Mme Thiers, Mlle Dosne, la princesse Grassalkovitch, la comtesse Meuray portent le deuil de Louis-Philippe ; en arrière, Thiers, Chambolle et Changarnier. La lorgnette de Louis-Napoléon s'arrête à plusieurs reprises sur ce groupe qui semble réuni là pour le narguer.

Le général Neumayer ayant détourné ses soldats de crier : Vive l'Empereur ! et Changarnier ayant interdit ce cri, le gouvernement retire son commandement au premier et destitue le second. D'où grande séance à la Chambre, le 17 janvier 1851. Baroche défend le ministère. Thiers réplique : il s'est engagé à soutenir le pouvoir, mais résiste dans la limite de ses devoirs lorsque des prétentions personnelles se font jour ; il s'en est abstenu jusqu'ici dans l'intérêt de la paix

publique. Il rappelle ses conseils au prince : des hommes nouveaux, la paix au dehors, l'ordre au dedans, et, en cas de nécessité, des changements mûrement réfléchis dans la législation. Il énumère les sacrifices consentis par la majorité au pouvoir, qui n'a cessé de le combattre. Pour n'être pas soupçonné d'accomplir un acte clandestin, il prit soin d'annoncer au Président son départ pour Saint-Léonard. *J'y voulais aller pour donner, autant qu'il était en moi, l'exemple, qui n'est pas tellement banal qu'on eût raison de l'empêcher, d'honorer le malheur, d'honorer la vieillesse, d'honorer l'exil.* Il combat les mesures prises contre Neumayer et Changarnier. Quant à lui, à son âge, avec sa vie, aucun gouvernement ne peut rien pour lui. Le parti au pouvoir est celui qu'il faut surveiller avec la plus grande attention. Des deux pouvoirs, le législatif et l'exécutif, si le premier cède lorsque le second empiète sur lui, il n'en restera qu'un, et quand il n'y aura qu'un pouvoir, la forme du gouvernement sera changée. *Soyez-en sûrs, les mots viendront plus tard. Quand ? Je ne sais, peu importe, le mot viendra quand il pourra ! L'Empire est fait !* Le ministère est battu par 417 voix contre 278. Thiers n'a pas voulu empêcher le Président de gouverner ; il a voulu rendre l'Empire impossible. Un nouveau Cabinet, mis en échec par la Chambre sur une nouvelle dotation demandée pour le Président, démissionne. Thiers promet de soutenir le Cabinet à venir : le Président lui fait répondre que ne voyant pas de raisons pour changer de ministres, il ne peut utiliser ni ses conseils, ni ses offres, et refuse la démission offerte.

Entre temps, Thiers conseille aussi la famille d'Orléans. La duchesse d'Orléans conforme ses projets à ces avis. Le roi Léopold, appréciant hautement sa position politique, lui dit que cette famille, très unie, ne fera, ne dira rien sans le consulter. De là un échange de courriers chargés de messages verbaux, puis une longue note que Thiers termine par ces Maximes de la situation : *L'Empire se fait à chaque instant. On ne peut l'empêcher que par une candidature, celle du prince de Joinville. Sans cette candidature, la monarchie de Bonaparte est certaine, pour un temps que personne ne peut calculer d'avance. La candidature du prince de Joinville le condamnerait à être président de la République de bonne loi. S'il était au bout de quatre ans obligé de s'en aller, il aurait ajouté quatre années aux dix-huit dues à la famille d'Orléans. Si des événements imprévus le dégageaient de sa parole en faisant tomber la République, il serait présent au lieu d'être absent sur le théâtre où se donnerait la couronne... Cette situation serait la meilleure imaginable. Pour arriver à la présidence de M. le prince de Joinville, il faut le rappeler en France. Pour cela, il faut 360 voix. Il est possible un jour de les avoir... Il faut prendre à droite, comme à gauche... Si on fait la fusion, qui sera connue, on acquiert la droite mais on perd toute la gauche. Je ne dis pas qu'il faille condamner pour cela l'idée de fusion. Là gît la difficulté. Il demande le secret. La reine Marie-Amélie le remercie chaudement, et promet. La famille d'Orléans conclut à une politique d'abstention absolue.*

Après avoir revu et corrigé en mai un discours de Changarnier, Thiers visite l'Exposition de Londres. Il prend assez de notes pour documenter un discours concluant sur le libre-échange. Il découvre à chaque pas des vérités utiles. Il se réjouit du succès des Français. *Cela nous soutient et nous sauve du déshonneur de notre politique.* Nos fabricants, enchantés d'être écoutés et compris, acclament le seul homme d'Etat français venu les voir. Les Anglais le comblent de prévenances. Curieuses gens : si simples en temps ordinaire, ils se surpassent lorsqu'ils se charment d'or ! Les principaux personnages du monde politique et de l'aristocratie le reçoivent. Après une visite à Claremont, il rentre en France. Mme Dosne et Félicie partent pour Vichy. La séparation leur pèse : **Il**

faudra nous arranger pour ne plus nous quitter, car je vois que nous ne pouvons vivre les uns sans les autres. On s'entretient de politique : Le plus triste c'est que ces fous de Montagnards font un empereur en voulant l'empêcher. Quelle faute, de faire craindre au pays l'éventualité d'une agitation ! On sert ainsi les prétentions dictatoriales du médiocre dictateur qui nous est destiné. Félicie s'en mêle : J'embrasse cette colombe frénétique, écrit son beau-frère, et je dis tout de suite, en cas que cette lettre aille à la postérité, que je l'appelle ainsi parce qu'elle joint à sa charmante nature, une vivacité d'opinions politiques qui contraste avec sa douce et jolie figure. Une parenthèse de Mme Dosne signale à Vichy des roses qui rabattraient le caquet horticulteur de M. Thiers.

Il comptait passer avec sa femme la fin du mois de juin à Stains. Ils n'iront pas. Le libre-échange en est la cause. Il prépare un grand discours, très attendu et qui sera fort beau. Il le sera au-delà de ce qu'on imagine, par les vastes résultats et les démonstrations concluantes qu'il contiendra. C'est Mignet qui l'annonce à Mme Dosne. Les presses du *Moniteur* sont retenues à l'avance pour en tirer des milliers d'exemplaires que l'on répandra dans les manufactures. Le 27 juin, Sainte-Beuve appuie ses propositions par l'exemple de l'Angleterre en matière de libre-échange et d'impôt sur le revenu. Thiers répond ; il prouve, chiffres en mains, que les exportations anglaises ont presque doublé, et les exportations françaises plus que doublé : donc, notre système n'est pas si mauvais. Pour l'impôt, nous avons devancé l'Angleterre ; pour le libre-échange, puisse la France ne jamais l'adopter ! Il faut plus de sûreté, plus de pénétration, plus d'étendue d'esprit, plus d'expérience surtout, pour bien observer les faits, qu'il n'en faut pour arrêter des principes théoriques. Il raille messieurs les économistes, littérateurs d'une nouvelle espèce, inventeurs, je leur en demande pardon, de la moins divertissante des littératures. Ils ont créé non pas une science, mais une littérature, et une littérature ennuyeuse. Il étudie successivement les questions du blé, du bétail, de la houille, du fer, du coton, en Angleterre, en Amérique et en Russie. Il s'attarde à un éloge de l'aristocratie anglaise, auteur de la liberté de l'Angleterre ; si elle n'existait pas, le lest de ce grand vaisseau disparaîtrait, et le vaisseau sombrerait peut-être. Si nous ne commençons pas de fautes, l'Angleterre sera notre alliée dans les grands événements dont le monde est peut-être menacé. Le lendemain 28, réplique à la réfutation de Sainte-Beuve dont il relève les erreurs de fait ; en réalité, sans nos tarifs, nous aurions été inondés et ruinés deux ou trois fois depuis 25 ans. Ses deux discours bourrés de chiffres paraissent au *Moniteur* émaillés de fautes : trop fatigué, il ne peut corriger les épreuves dans la nuit. La brochure paraît, bien au point, avec un complément d'arguments et d'informations, et une préface qu'éclaire cette phrase hautaine : Oui, j'ai, voulu de la liberté comme on la pratique en Angleterre, et, quant aux utopies administratives et sociales de mon temps, il n'y en a pas une que je n'aie combattue, et contribué à éloigner, quand elle avait quelque chance d'être essayée. J'ai ainsi soulevé contre moi, outre les ennemis politiques qui m'étaient dus, les esprits chimériques de tous les partis, et il m'est arrivé d'être fort maltraité, même quand j'avais le bonheur de rendre quelque service, de l'être dans mon propre parti, par des hommes qui me devaient au moins des égards.

Succès complet, écrit-il à sa belle-mère, je vous l'annonce sans vanité d'auteur. J'ai parlé pendant trois heures, et j'ai vu l'attention, l'enthousiasme, les larmes même couler, quand j'ai ; parlé de la France, et Jules Favre s'est écrié : Voilà l'homme qu'il faudrait faire Président de la République ! Droite, gauche, Elysée même — les ministres exceptés — m'ont comblé. Goschler, qui avait assisté à la

séance, m'a dit : Que Mme Dosne et Mlle Félicie ne sont-elles ici ! Beaucoup de monde, le soir, place Saint-Georges. Le sentiment général est que je me suis surpassé. Jules Favre écrit une lettre. Heeckeren a vu Charras pleurer. Je suis satisfait plus que je n'ai jamais été. Me rendre utile à mon pays, en acquérant un lustre qui rejaillisse sur vous trois, voilà ma plus grande ambition ! Par courrier, Mme Dosne écrit à sa fille Elise : J'espère que tu es fière et charmée du discours de M. Thiers. Je suis bien joyeuse de ce succès, quoique je regrette de n'y avoir point assisté. Je cours après les journaux, je n'ai encore pu attraper que ce dindon de *Constitutionnel* qui sous le nom de *Cucheval-Clarinettes*, donne une leçon à M. Thiers. L'opinion publique loue sans restriction. Lord Derby admire la belle et franche exposition des principes de la protection que contient ce discours.

Sitôt après, le ménage part pour Anzin. Nous allons passer ici six jours, comme des tourtereaux, malgré nos 18 ans de mariage. Mais là, Mme Dosne s'inquiète : Mon cher gendre, soyez sobre, je vous en prie. Point de gigot à l'ail, point de cette bonne salade que fait si bien M. Périer, ni de ces belles écrevisses... Enfin, vous voilà pour un temps, pour quelques mois, quinze jours peut-être, à l'état de grande coquette, recherché par tous, sollicité d'accorder votre cœur, votre main, votre génie, oui, mon cher gendre, et je ne cherche pas à vous flatter puisque vous m'avez toujours permis de vous dire crûment la vérité. Mais lorsque je considère au loin de sang-froid tout ce que votre tête peut produire à la fois, économie politique, guerre, morale, etc., etc., je ne crois pas trop vous accorder en vous donnant du génie, et avec cela de la bonté, de l'indulgence, quand le coup de boutoir rie vous emporte pas. Il ne vous manque que d'être beau comme Adonis pour toucher à la perfection. Michel de Bourges lui adresse en séance un autre compliment : M. Thiers, il viendra à nous, de plus en plus, car il est Français, il est révolutionnaire au fond et plus qu'il ne le veut et plus qu'il ne le dit. — Hilarité bruyante, dit le *Moniteur*, à laquelle M. Thiers prend part.

En août, il semble que les d'Orléans vont se décider à poser la candidature de Joinville. Ph. Delarbre publie une brochure de propagande, *De la candidature du prince de Joinville à la présidence de la République*. Une lettre de Thiers apporte un réconfort à Joinville, au moment, dit le prince, où toute l'artillerie des partis est dirigée contre nous et nous confond dans une même haine. La situation reste indécise, l'attitude du prince également. Duvergier de Hauranne, qui s'est lancé dans l'entreprise avec son ardeur habituelle, demande si on l'abandonne définitivement. Depuis deux mois, une sorte de contrat intervient ; il trouverait fort mauvais qu'après les avoir autorisés à soutenir sa candidature, Joinville les plantât là, de même que Joinville aurait droit de se plaindre si l'on adoptait un autre candidat après s'être servi de son nom. Duvergier, peu favorable au début, n'hésite pas à écrire vingt articles, à se brouiller avec les légitimistes et avec les bonapartistes et se plaint vivement de la carence des d'Orléans. Il faut donc chercher un autre candidat. Par bonheur, lui et ses amis ne cessèrent pas de prôner la République.

Les événements se précipitent : le 17 novembre, on discute le droit de réquisition directe de l'Assemblée. Thiers soutient la proposition des questeurs que repousse Saint-Arnaud. La gauche, aveuglée sur ses propres intérêts, par crainte des royalistes pousse des clameurs lorsque Thiers défend ce principe dont dépend l'indépendance même de l'Assemblée. Ses forces ne lui permettent pas de dominer le vacarme. Comment suivre un raisonnement dans de pareilles conditions ? Je demande à l'Assemblée et au pays, acte de ce que, voulant éclaircir ici, entre le pouvoir et nous, le grand principe de la réquisition directe,

dans l'intérêt de l'indépendance de l'Assemblée, vous n'avez pas voulu m'écouter. 408 voix contre 300 repoussent la proposition des questeurs.

Le 30 novembre, à l'Opéra, le Président dévisage en face de lui Thiers et Roger du Nord. En reconduisant la princesse Mathilde jusqu'à sa voiture, il lui dit : Je n'ai pu m'empêcher d'attacher longtemps mes yeux sur ces personnages, qui entretiennent la pensée de me précipiter du pouvoir, de me jeter à Vincennes, et qui dans deux jours, seront peut-être en prison. — Vous allez donc faire quelque chose de grave ? — Oui, avant peu, tout sera perdu en France si je n'agis point. Un silence. La princesse ne pose pas d'autre question.

Le mardi, 2 décembre, à six heures un quart du matin, armé d'un mandat du préfet de Police, le commissaire Hubault aîné pénètre dans la chambre à coucher de Thiers, inculpé de complot. Avec une volubilité qui ne permet pas au commissaire de placer un mot, il s'écrie qu'il ne veut pas mourir, qu'il n'est pas un criminel, qu'il ne conspire pas, qu'il restera désormais étranger à la politique, qu'il se retirera à l'étranger si l'on veut. Cette agitation un peu calmée, le commissaire lui persuade que sa vie ne court aucun danger. Alors le naturel reprend le dessus. Assis sur son lit, Thiers péroré comme s'il était simple spectateur des événements. Il ne se lève, ni ne s'habille. En chemise, il se dirige vers un meuble où sont des pistolets. Si je vous brûlais la cervelle ? Savez-vous que je suis armé et que je serais très excusable de vous traiter comme un malfaiteur ? Le commissaire montre qu'il est armé lui aussi. Il n'est plus question de pistolets, que pour saisir ceux du meuble, effectivement armés de leurs capsules, en même temps que six lettres et 24 notes et adresses politiques. Il faut une grande insistance pour qu'enfin Thiers s'habille et monte dans la voiture qui le mène à Mazas. Là, il reprend peur : Vous allez me fusiller. Je vois bien qu'on me mène à la mort. Rassuré, il promet de considérables libéralités pour obtenir de s'évader. En prison, il tombe dans un complet accablement. A 9 heures, il écrit un premier billet à sa femme, à 5 heures du soir un deuxième, et un troisième le lendemain matin. Mme Dosne avait la fièvre : la douleur et l'indignation la lui coupent. Elle reçoit le 6, à 9 heures du matin, les policiers chargés de perquisitionner. Ils récoltent un fusil de munition, deux cannes à épée, douze paquets de cartouches, mais aucun papier : Mme Dosne a brûlé les plus compromettants. Le soir, elle reçoit ce billet de Morny : Après un douloureux devoir rempli, je suis bien heureux de pouvoir vous annoncer que M. le Président vient de me donner l'ordre de mettre en liberté M. Thiers. J'espère que ce triste et humide séjour n'aura pas altéré sa santé. Chez la princesse Mathilde, il faut que Nieuwerkerke aille chercher à la présidence confirmation de la nouvelle pour qu'on y croie : tout le monde en reste abasourdi et découragé. Au dehors, les bourgeois, qui rient sous cape de l'arrestation, lisent le 8, dans le *Moniteur*, que le Président ayant appris que Thiers était malade à Mazas et n'y pouvait recevoir de soins, donna l'ordre de le ramener chez lui pour y être maintenu sous la surveillance de la police. Certains prétendent que ce fut le résultat d'une convention. Le 8 décembre, signification de l'ordre de départ. Il proteste : Je déclare que c'est contre ma volonté que je quitte mon pays et que je ne cède en m'éloignant qu'à la contrainte exercée sur moi par un gouvernement qui dispose de la force. Il fait ses paquets quand Chambolle et Benjamin Delessert viennent le voir. Il se plaint sans amertume de quelques abandons. Un officier de police l'accompagne. A Nancy, à Strasbourg, des gendarmes empêchent le public d'approcher sa voiture. Le 9 au soir, il arrive à Kehl, transi de froid, mais en très bonne santé, et le moral moins bon que le physique. Il demande que Mignet

viene le -rejoindre à Bruxelles, avec la correspondance de Cicéron tout entière :
C'est le seul livre qui puisse me captiver en ce moment.

LE SECOND EMPIRE

Il arrive à Bruxelles le 12 décembre. Il promène par la ville Mignet, fidèle au rendez-vous, lui donne lettres et commissions et le reconduit à la gare. Le bourgmestre de Brouckère se met à sa disposition. Il se présente à Van den Praet, ministre de la Maison du Roi. Léopold s'afflige de ne pouvoir le voir. Plusieurs ministres, les présidents de la Chambre et du Sénat lui rendent visite. Sa femme et Félicie viennent passer deux jours avec lui. Il prend son mal en patience, mais combien cruel d'avoir souffert pour l'ordre en 1848, de souffrir pour la liberté en 1851, et de ne jouir des bienfaits de l'un ni de l'autre ! Duvergier, après trois semaines de captivité, envoie de ses nouvelles : à Sainte-Pélagie, les Montagnards convinrent à peu près qu'ils avaient tué la République. Dufraisse répétait : *Ah ! que M. Thiers avait raison : La vile multitude ! Almanach de la vile multitude*, tel est le titre dont Emile de Girardin gratifie un *Guide pour les élections de 1852*. Des témoignages de sympathie consolent l'exilé : de Merruau qui évoque un attachement de vingt ans ; de Mme de Rémusat dont l'indignation s'accroît de sa tendre affection ; de la duchesse d'Orléans qui saisit la première occasion sûre pour écrire à Mme Thiers ; de Victor Cousin à qui Thiers défend catégoriquement toute démarche ayant pour but sa rentrée en France ; de l'ami Borély, et d'autres. Sa mère meurt : il ne peut assister aux obsèques ; Mignet doit le défendre contre des créanciers non apaisés de son père, mort depuis longtemps. Il passe le temps à lire, à visiter des collections, à se promener ; le soir, il reçoit des visites.

A Paris, Guizot triomphe de la chute de Molé et de l'exil de Thiers, et félicite la princesse Mathilde de la belle conduite de son cousin. Dupin court à l'Élysée et se prétend le meilleur ami du Président. Les 7 millions de voix qu'obtiennent les bonapartistes font dire à Roger du Nord : *S'il avait fait fusiller quelques-uns de nous, il en aurait eu 10 millions !* La tribune étant muette, les orléanistes entament une campagne dans les salons ; le pouvoir s'en irrite, et, se vengeant par surcroît du soutien qu'ils accordèrent au prince de Joinville, prend un décret, le 9 janvier 1852, qui les éloigne momentanément du territoire, notamment Duvergier, Rémusat, Lasteyrie, Creton, Chambolle dont la situation sera fort difficile à l'étranger. Falloux se réjouit de leur exil ; pour Balabine, ils ont détruit le peu de foi monarchique restée dans le pays, et n'ont que ce qu'ils méritent : l'élu du peuple souverain est le fils de leurs œuvres. Thiers figure sur la liste. Il n'attend pas la notification que Morny lui en fera le 16, et quitte Bruxelles pour l'Angleterre. Léopold ne veut pas le laisser partir sans un mot d'adieu : *L'extrême discrétion que vous vous êtes imposée m'a privé de la grande satisfaction d'avoir avec vous une de ces bonnes causeries que les temps passés nous permettaient.*

A Londres, Ellice et lady Ashburton lui offrent une hospitalité somptueuse. Il travaille, visite des cathédrales, apprend l'anglais avec ardeur, et place de temps

en temps un mot qu'il prononce à l'italienne. Il assiste par faveur à la séance royale, voit le vieux duc de Wellington, accablé par l'âge, les mains tremblantes, tenant l'Épée d'Angleterre au-dessus de la tête de la reine ; un peu plus bas, lord Normanby porte la couronne sur un coussin de velours ; pairs et paires arborent le grand costume ; la reine, entre lady Canning, d'une rare beauté, et la duchesse de Sutherland ; la Chambre des Communes attend qu'un messenger royal vienne la chercher, mais arrive lentement, pour se faire attendre à son tour. Bousculade à la sortie. Au total, une impression de grandeur, avec le charme personnel de la reine. Il a les larmes aux yeux en comparant l'inutilité de ses trente ans d'efforts pour donner à la France cette monarchie constitutionnelle réalisée ici, et qui est la vraie république. Il commence à tenir à Senior ces conversations qui paraîtront plus tard en volume. Il se rend à Claremont. Rémusat et Lasteyrie viennent de Bruxelles le voir ; Walewski, charmant pour lui, arrive de Paris, porteur de propositions d'accommodement : il refuse toute mesure qui ne profiterait qu'à lui. Il confesse à sa belle-mère que la cuisine anglaise ne l'empêche pas de se bien porter, et qu'il en mange beaucoup, ce qu'il fait toujours quand il s'ennuie. Malgré le tumulte mondain, malgré la gloire et les privilèges de lion dont il jouit dans la société anglaise, la tristesse l'envahit. Ah ! madame, dit-il naïvement à la reine Marie-Amélie, la reine ne sait pas ce que c'est que l'exil ! Depuis trois mois il n'a pas vu ses dames. Le 2 avril, à 10 heures 30, il les attend à la gare : le train n'arrive pas. On annonce un accident, mais pas de blessés. Après trois mortelles heures, ses voyageuses paraissent, saines et sauvées. Le 20 avril, elles repartent pour Paris, et lui pour la Belgique. Il traverse Ostende, Liège où il admire l'architecture et déguste avec les chanoines des bouteilles du siècle dernier, monte sur le toit de la cathédrale de Cologne, traverse Bonn, Mayence, Heidelberg, Bâle et Lucerne. Par le Saint-Gothard il atteint Milan. La nuit commençait ; je n'ai donc pu voir ma chère Italie que ce matin à Lugano. Comme toujours, je l'ai trouvée charmante. Elle est déjà toute fleurie. Le temps est ravissant. Les jeunes filles déguenillées ont des flèches d'argent dans les cheveux et les pauvres madones, dans leurs niches des coins de rue, ont une tournure que seuls des ouvriers habitués à voir Raphaël peuvent leur donner. Le jour où tous mes sens seront près de s'éteindre, je n'aurai, pour me rendre le goût de vivre, qu'à me transporter en Italie. A Parme, il étudie le Corrège. A Bologne, il découvre des beautés qui lui échappèrent précédemment. Florence ! Quand l'âge nous a éloignés des vains plaisirs et a mûri notre goût, quand les déceptions de la vie n'ont plus laissé dans notre âme que le culte des nobles choses, c'est ici qu'il faut venir pour contempler la beauté dans les chefs-d'œuvre des génies de tous les siècles... J'ai tout oublié, ici, tout, excepté vous trois qui me manquiez pour partager mon admiration. Après une excursion à Sienne, nouvel accès de tristesse : L'exil m'est cruel, mais le déshonneur me le serait bien davantage. Il y a des moments où, au milieu des enchantements de l'Italie, j'ai les yeux pleins de larmes. Le prince Demidoff lui ouvre ses palais. A son habitude, il prend partout des notes. Par Livourne et Civita-Vecchia, il arrive à Rome. Il aurait voulu embrasser le premier soldat français rencontré ; tout ce qu'il voit le confirme dans l'idée qu'il eut raison d'envoyer les Français à Rome, pour faire contrepoids à la puissance de l'Autriche, mais il s'indigne de la mauvaise exécution de cette idée sage et patriotique, et se promet de le dire au maréchal Vaillant. Pendant deux heures, il admire le miracle de l'ajustage des pierres du Colisée ; il étudie les monuments, visite les Catacombes avec le P. Marchi qui les conserve et les explore depuis douze ans. Le pape le reçoit en audience. Vingt-deux heures de carriole avec arrêt à Velletri, et le voici à Naples : promenades en barque, heures et heures au Musée où il revoit les vases qu'il

choisit il y a quatorze ans pour les faire dessiner, et n'en découvre aucun méritant cet honneur parmi ceux qu'il négligea. Maison par maison, il explore Pompéi et reconstitue la vie et la société antiques. Les Holland le reçoivent dans un palais splendide. A Pœstum, un Anglais, Close, l'invite avec Duvergier et Buffet ; bercés pendant huit heures par les eaux du golfe de Salerne, ils voient Nisida, Ischia, Capri, Amalfi. Il relit Suétone avant de retourner à Pompéi. A Paris, Mme Dosne et ses filles font leurs préparatifs de départ. De Turin, le 16 juin, il leur annonce son arrivée à Vevey pour le 21 : rendez-vous à l'hôtel des Trois-Couronnes. Chacun y est fidèle. La famille de Roger du Nord y arrive ensuite ; Chambolle est à Clarens ; Mignet, qui depuis 37 ans ne fut jamais séparé aussi longtemps de son ami, s'annonce pour le milieu de juillet.

Druey, représentant du canton de Vaud et radical avancé, demande l'expulsion immédiate de Thiers et de Chambolle ; le cocher galonné qui conduit la voiture de Thiers, le laquais en cravate blanche et habit noir, ont scandalisé les socialistes du pays. Chambolle va à Lausanne se rendre compte de la situation. Mme Dosne discute violemment avec Vuillemin, l'un des professeurs les plus éminents du canton de Vaud : le matin même, en l'absence de son gendre, elle exigea du commissaire une sommation écrite. Elle accuse le Conseil fédéral de lâcheté et de complicité clandestine avec Louis-Napoléon. Elle presse Thiers de faire atteler et de quitter immédiatement ces lieux inhospitaliers. Vuillemin proteste que ce serait une honte éternelle pour son pays, la supplie de rester, affirme que Druey sera unanimement désavoué. Fazy, représentant du canton de Genève au Conseil fédéral offre l'hospitalité de sa ville au cas où on les inquiéterait. Un beau jour, la bande de Vevey va à Clarens prendre Chambolle pour une promenade au Chatelard et au Bosquet de Julie. L'ardeur du soleil ramène à la maison une partie de la troupe. Ceux qui continuent l'excursion voient bien, à leur retour, assises sur un banc, les dames revenues les premières, mais où donc est Thiers ? Mignet s'avance, et reçoit du deuxième étage la pluie d'un arrosoir qu'en riant l'historien de Napoléon lui déverse sur la tête. Le 7 août paraît le décret qui met fin à l'exil. Le 12, dîner d'adieux à l'hôtel des Trois-Couronnes. La soirée est splendide, les montagnes illuminées de mille feux, les barques pavoisées ; au balcon, Chambolle nomme à Mme Dosne et à Mme Thiers : Saint-Gingolph, la Meillerie... **Quoi ! Les roches de Meillerie dont J.-J. Rousseau nous a laissé de si belles descriptions ?** Mignet s'approche : **N'est-il pas vrai que nul spectacle au monde n'est plus grand que celui-ci ? — Que vous avais-je annoncé ?** dit Mme Thiers en souriant à Chambolle. **Voilà M. Mignet, qui, à l'aspect d'une carrière de pierres et d'un peu d'eau, se pâme d'enthousiasme !** Aux plus belles scènes de la nature, ces dames préfèrent la fontaine de la place Saint-Georges.

Le 20 août, elles la revoient. Le lendemain, Thiers se rend au jardin des Tuileries. Dès qu'il paraît au bout de l'allée qui longe la rue de Rivoli, la foule élégante qui emplit le jardin se porte à sa rencontre. Pas de cris. On le salue avec respect. Véritable ovation, populaire et touchante. Après un ou deux tours, il se retire. Pendant un dizaine de jours, des amis, des inconnus lui apportent leurs témoignages de sympathie. Puis tout se calme, et il se remet au travail. Le 16 octobre, jour de la rentrée du Président après un voyage d'un mois dans les départements, il voit descendre de Montmartre et des Batignolles, et criant : **Vive l'Empereur !** la même canaille qui criait en février, en mai, en juin 1848 : **Vive la réforme ! Vive la République !** Elle descendait alors sur Paris avec l'espoir du pillage. Le 21 novembre, à la veille de partir pour Londres, il rédige un testament ; à sa famille, à Mignet, il confie sa mémoire **si indignement traitée par de lâches**

et implacables ennemis. En Angleterre, il revoit ses amis Gladstone, Lansdowne, Disraeli, et se crée de nouvelles relations dans le monde politique. Il ne manque pas de rendre visite aux exilés de Claremont.

Loin des agitations de la vie publique, il mène désormais une vie calme, rythmée par son travail, par le cycle des saisons, par les séjours aux eaux ou à la mer, par les réceptions mondaines. Dans le quartier de la rue Blanche, un petit homme rondelet, la redingote boutonnée, le chapeau trop enfoncé, passe presque tous les jours à l'heure du dîner ; la démarche légèrement dandinante, il ne s'impose au regard ni par la distinction, ni par l'originalité, ni par des proportions héroïques ; rarement un passant le remarque : c'est Thiers qui vient de visiter son ami Duvergier de Hauranne. Il regrette parfois de se sentir en pleine possession de forces dont il n'a que faire, heureux cependant de n'être ni radoteur, ni podagre. Un accident, en février 1855, lui casse le bras en deux endroits : il prétend que son refus de garder le lit lui évita la fièvre. Tout Paris, l'empereur compris, lui adresse des condoléances. En octobre 1855, deux journées atroces : il manque perdre sa femme dont la santé reste suspendue à une cuillerée de lait. En août 1861, à Dieppe, il s'embarque avec elle, un vendredi et un 13, et tous deux manquent se noyer. L'hiver suivant, l'excès de travail le rend malade ; il lui faut une force prodigieuse pour supporter le labeur écrasant auquel il s'astreint, comme aux jours de sa jeunesse. Mme Dosne gémit parce qu'il refuse de lui confier le gouvernement absolu de sa santé ; elle parvient à le purger et à le saigner ; en fait, huit jours de repos le guérissent. Le voici gros et gras, *in high spirits*, dit Mérimée à Ellice : Il est prédestiné à être brûlé vif quand le père Veuillot fera un autodafé de tous les mécréants philosophiques et autres. Il prétend qu'il a tiré douze perdreaux l'autre jour. Je crains qu'il n'y ait un peu d'exagération, comme dans les histoires de batailles. Le fait est qu'il m'a paru entièrement rétabli.

Son intérieur est d'un bourgeois cosu, au goût du temps : trois salons et la salle à manger tendus de damas vert, garnis de meubles de Boulle, d'un piano en palissandre très orné, d'un dressoir à argenterie en palissandre, de candélabres en bronze doré, de vases de Saxe et de Sèvres, d'une abondance de vases chinois dont beaucoup servent de lampes, de bibelots anciens, les plus précieux et les plus fragiles sous vitrine ; aux murs, des tableaux, des copies, les portraits du duc d'Orléans, de Louis-Philippe, de Mme Dosne, de Mme Thiers, de Félicie. Les appartements de Mme Dosne et de Mme Thiers sont tendus de damas bleu, les tapis sont de moquette blanche. Celui de Mlle Dosne est tantôt de moquette verte ou rouge, de perse ou de damas rouge ; là aussi, de nombreux bibelots, des tableaux, et un portrait en pied de feu M. Dosne. L'appartement de ce dernier et celui de Thiers sont de damas rouge, avec des meubles d'acajou ; aux murs, des portraits de famille, M. Dosne après sa mort, Mme Thiers par Mme Delessert et par Ingres, et trois médaillons de Thiers ; dans sa chambre, il accroche deux copies d'après Murillo. Six domestiques assurent le service. Dans la remise, une berline, une calèche et un coupé à huit ressorts, un britschaw à deux sièges, un petit coupé dit brougham, une sellerie complète. La bibliothèque comprend environ 9.000 volumes et 250 cartes et plans. Tous les soirs, Thiers reçoit dans ce cadre luxueux ses intimes, d'éminentes personnalités étrangères, de rares artistes, et des hommes politiques de partis opposés qui se rencontrent volontiers sur ce terrain. Mme Dosne régente cet intérieur ; elle j'ordonne dit-on ; mais son autorité s'arrête au seuil du cabinet de son gendre ; elle n'en pas la clef ; l'aurait-elle, qu'elle n'oserait pénétrer dans ce sanctuaire. Bien que Thiers soit aujourd'hui président de la Compagnie d'Anzin et ait prouvé quelque

compétence en matière financière, c'est elle qui décide de l'opportunité des ventes de terrains ou de valeurs mobilières. Les deux plus intimes amis sont Mignet et Victor Cousin. On se voit sans cesse, on s'écrit quand on ne se voit pas. *Vivons amis, voyons-nous souvent*, écrit Mme Dosne au philosophe. *Après les plaisirs des champs, ceux de l'esprit ne doivent pas être négligés, et lorsqu'ils se réunissent à l'amitié, rien ne saurait être plus agréable*. Ils échangent des livres. Cousin donne un magnifique *César*, grand in-folio, Londres, 1712, dont Thiers est très fier. Le philosophe communique à Félicie Dosne sa passion pour les beaux livres ; il lui en apporte, lui indique les bonnes occasions ; elle devient bibliophile consommée, et constitue une excellente petite bibliothèque qui subsiste, intacte. L'été, Cousin va à Nérès, Mignet à Aix-en-Provence, puis on se retrouve dans une des résidences champêtres que les Thiers, qui n'ont pas de propriété à la campagne, louent pour une ou plusieurs saisons. Ils font de fréquents séjours à Franconville chez les Massa. Mignet s'imagine partir pour Cayenne lorsqu'il va à une heure et demie de la rue Notre-Dame-de-Lorette. C'est tantôt à la Jonchère, tantôt à Viry, où, devant y passer quinze jours, Cousin apporte pour tout bagage un livre sous le bras, tantôt au château de Vigny. A peine arrivée, Mme Dosne se lève à quatre heures du matin pour explorer la nouvelle installation. *Félicie dort encore, M. Thiers erre comme une ombre dans le parc, M. Mignet travaille. Le lait est très bon*. A Passy, rue des Belles-Feuilles, Thiers fait élever un petit pavillon de repos au milieu d'un jardin, vaste terrain orné de fleurs.

Il continue à voir à la fois ses anciens amis et ses anciens adversaires. Il reçoit la visite de Guizot, pour lequel il se montre caressant, *aux petits soins*. Paul Delaroche vient de peindre le portrait de Thiers. Guizot demande : *L'avez-vous ici ? — Oui. — Je vous demande à le voir. — Très volontiers. Par malheur, il n'est pas à moi. Ce sont les administrateurs d'Anzin qui l'ont fait faire*. Thiers, avait été nommé membre du Conseil de Régie le 23 février 1849, et président en remplacement de Joseph Périer le 22 janvier 1869 ; il eut l'occasion d'écrire une histoire de la Compagnie, un récit attachant et clair, qu'Augustin Cochin demanda à lire pour s'en inspirer, devant en écrire une à l'occasion du deuxième centenaire de la Compagnie de Saint-Gobain ; dans son administration, il se montre prodigue de dividendes, parcimonieux en matière de premier établissement, et, comme il redoute les innovations et les programmes de vaste envergure, il préfère les praticiens médiocres aux grands ingénieurs. Il continue d'expliquer à Guizot : *Anzin existe depuis plus de deux cents ans, sous Louis XIV. C'est leur vieil usage d'avoir les portraits des hommes considérables, des personnages qui ont pris part à leurs affaires. Ils en ont sept ou huit. Celui de Casimir Périer était le dernier. Ils ont voulu avoir le mien. Je tâcherai de les engager à me le céder. Je leur en ferai faire une bonne copie. C'est délicat, mais j'en ai bien envie. Votre portrait, par Paul Delaroche, est-il à vous ? — Oui, il est chez moi. — Il est très beau. Paul Delaroche a pensé au vôtre en faisant le mien. Vous êtes à la tribune, j'y monte. Je crois que nous nous répondons. Deux pendants. Savez-vous ce que nous devrions faire ? Nous devrions, vous et moi, par notre testament, prescrire à nos héritiers de donner ces deux portraits au Musée. Ils feraient bien là, l'un près de l'autre. Guizot examine le portrait : Il a un peu atténué la mobilité de votre physionomie. — Oui, il a bien fait. Le portrait est toujours au siège de la Compagnie des mines d'Anzin. Lorsque Guizot publie ses Mémoires, Mme Dosne trouve qu'il ne dit pas toujours la vérité, qu'il fait parler adversaires et amis à sa façon, et publie certaines lettres au mépris de toutes les habitudes diplomatiques. De son côté, Guizot apprend à la comtesse*

Mollien que Thiers et Duvergier lui en ont écrit ou parlé en termes qui lui ont parfaitement convenu. A la fin de l'Empire, on le verra parfois chez Thiers : l'âge n'a pas éteint son ambition politique. Les lauriers récents de son rival doivent lui faire penser qu'il en pourrait cueillir aussi.

Thiers est un des premiers souscripteurs au *Cours de littérature* de Lamartine. Il lui envoie ses volumes. Lamartine promet une page dans ses *Entretiens* : J'ai toujours eu pour vous le faible qu'on a pour le génie aimable, le caractère loyal, le cœur bon. Echange d'aménités : Les dissentiments politiques ne m'ont jamais empêché de considérer l'auteur des Méditations comme l'un des plus grands écrivains de notre langue. La page des Entretiens consacrée à Thiers est un dithyrambe. Un jour, Henri de Lacretelle passe avec Lamartine devant l'Hôtel Thiers. Lacretelle demande : Pourquoi n'y montez-vous jamais ? — Nous avons été autrefois sur le point d'échanger deux balles au pied de la tribune, et cela me gêne pour aller dire à Thiers ce que je pense de lui. — Je me suis toujours étonné que vous le lisiez tant. Sa manière est si différente de la vôtre ! — Mon cher enfant, les dissemblances s'attirent... Thiers arrive à la profondeur par la transparence, et quand je plonge une partie de mes nuits dans ses eaux, je voudrais ne pas plus en sortir que de celles du Léman, par un soleil d'été. Thiers, c'est du bon sens métallisé. Tant que la France aura un homme pareil, elle ne sera pas tout-à-fait perdue.

Berryer, affaibli, abattu par la maladie, écrit à Thiers qu'il garde à la tête et au cœur des points d'intelligence et de sensibilité qui lui permettent d'apprécier les témoignages de sympathie de ses amis. La correspondance et les visites d'Ellice, qui s'efforce d'attirer Thiers à Londres, continuent comme par le passé ; Mérimée leur sert d'intermédiaire attentif et bien informé. Thiers maintient le contact avec Panizzi. Walewski, dans l'autre camp, tient compte des recommandations de celui qui lui mit le pied à l'étrier dans la carrière diplomatique. Piscatory reste un ami très proche. Heine, moribond, envoie sa *Lutèce* : Si je vous ai parfois rudoyé comme ministre, je n'ai jamais manqué de rendre justice en vous à l'homme de bien et de génie. Toujours en termes affectueux avec Lebrun, Thiers aime évoquer le passé : Quel siècle écoulé, quel torrent de choses et d'hommes ! Nous surnageons, pour aboutir sur quelle terre ? Dieu le sait ! Hélas, il en est qui sombrent et que la mort fauche. Pendant l'été de 1857, Thiers, Mignet, Lebrun et Cousin visitent Béranger tous les jours. Savez-vous comment je vous appelle, Béranger ? dit Thiers. Je vous appelle l'Horace français. — Qu'en dira l'autre ? répond le chansonnier. Il meurt le 16 juillet, entouré de ses vieux et fidèles amis, qui pieusement déposent ses restes à côté de ceux de Manuel, comme il en a exprimé le désir. En 1862, disparition de lord Palmerston. Tout s'en va, note Mme Dosne, c'est encore une assez grande figure de moins. A la fin de 1864, le prince Pierre d'Arenberg lui annonce de Vienne la mort à 88 ans de leur excellente amie, la princesse Grassalkovitch. Elle s'est éteinte soudainement, fraîche d'esprit, de caractère, et le cœur chaud en amitié comme une jeune femme. Elle était toute dévouée à M. Thiers.

De nouvelles relations se substituent aux anciennes. Sainte-Beuve vient place Saint-Georges ; il vante l'œuvre de l'historien dans ses articles, quitte à se montrer beaucoup moins élogieux dans sa correspondance privée : J'admire vraiment M. Thiers : ce présomptueux voudrait maintenant nous donner à croire qu'il entend la géométrie et qu'il lit Pascal et Fermat *de fade ad jaciem*. Que d'esprit ! mais quelle fatuité et quelle faquinerie ! Cela au moment de l'affaire des faux Vrain-Lucas ; Thiers, en bons termes avec Philarète et Michel Chasles, prend parti pour ce dernier. Il discute avec Prosper Faugère, qui publie un

Mémoire contre l'authenticité des papiers. Son amitié l'aveugle. Son opinion, écrit Renan à Armand Faugère, provient sans aucun doute d'un amour-propre national aussi mal placé que possible, qui lui fait voir dans les puérides inventions d'un faussaire un titre de gloire pour la France. Il rend service à Pontmartin, critique acidulé ; il reçoit Théophile Gautier ; après le discours d'Emile Ollivier sur la loi de sûreté générale, il manifeste le désir de faire sa connaissance : ils se rencontrent à dîner chez la fille du général Hoche ; dès lors Ollivier, qui regrette de l'avoir combattu en 1848, va souvent le voir le matin. Barthélemy Saint-Hilaire se fait son féal et son dévot.

Son amie de jeunesse, miss Clarke, a épousé J. Mohl, Allemand devenu professeur de persan au Collège de France. En mai 1858, la reine de Hollande se dédommage des hommages officiels de Fontainebleau en déjeunant chez elle, à son 4e étage de la rue du Bac ; pour convives, Thiers, Cousin, Mignet, Villemain, B. Saint-Hilaire ; on dépense beaucoup d'esprit, sans toutefois s'entremanger, *accident qui était à craindre*. En 1867, autre déjeuner notoire chez Mme Mohl, cette fois pour satisfaire au désir de la reine Victoria qui veut rencontrer Thiers ; les autres invités sont B. Saint-Hilaire, Prévost-Paradol, Léon Say, Beau Stanley et lady Augusta. Thiers fréquente chez Mme de Rothschild. Mérimée le rencontre *muguetant* chez la princesse Julie Bonaparte, et dîne avec lui à Saint-Gratien chez la princesse Mathilde, en compagnie de Bixio que Thiers tint au bout de son pistolet. Toujours à l'affût de nouvelles piquantes pour nourrir sa correspondance avec la comtesse de Montijo, Mérimée lui conte les potins mondains : la princesse de Beauffremont, nièce de Mme Dosne, a quitté le domicile conjugal avec une femme de chambre et ses diamants ; son mari la battait. Puis : *L'autre jour Mme de Rémusat — ou la nouvelle furie blonde — était chez Mme de Boigne où l'on parlait du rapport de M. Bineau sur les finances qu'il représente comme dans un état des plus prospères. Je voudrais bien savoir, a dit Mme de Rémusat, si c'est chez M. Bineau excès d'impudence, ou bien seulement bêtise. — Ma chère, lui répondit Mme de Boigne, tous les ministres ont leur manière de grouper les chiffres. Vous vous rappelez peut-être ce mot de M. 1/3 qui a été le bon ami de cette blonde beauté. Elle a rougi, s'est mordu la lèvre, et est sortie presque aussitôt. Quel charme dans les lettres de Mme de Rémusat à Thiers ! Elle lui écrira quelques années plus tard : Notre affection de jeunesse, notre union dans les chagrins, notre vive amitié de nos vieux ans, voilà, mon cher ami, bien des liens tendres et je vous donne une tendresse que vous daignez me rendre.*

Ne pouvant plus s'entretenir avec ses princes, Thiers leur écrit. ; Sa correspondance avec la famille d'Orléans s'empreint de sympathie. La reine Marie-Amélie, la duchesse d'Orléans écrivent à Mme Thiers lorsque surviennent des accidents, des deuils ou des joies d'un côté comme de l'autre. Le duc d'Aumale envoie, avec un mot flatteur, les volumes qu'il publie : *Que j'aie à écrire ou à agir, nulle approbation ne m'est plus précieuse que la vôtre*. Tous deux discutent d'ouvrages récemment parus ; jugement à retenir, Thiers trouve des plus remarquables celui du colonel Charras sur la campagne de 1815. Il adresse au duc un courtier *fort habile des plus belles curiosités*, dangereux pour une petite bourse comme la sienne, peu à craindre et très souhaitable pour une bourse princière. Le duc de Chartres, le duc de Montpensier, le prince de Joinville, le comte de Paris le félicitent à l'occasion des discours qu'il prononce et dont il leur envoie la brochure. Mais sa correspondance avec le duc d'Aumale est la plus nourrie de vues sur la situation politique, intérieure ou extérieure ; elle

s'achève à la fin du second Empire sur deux lettres vibrantes lors du double deuil qui frappe si cruellement le prince.

Thiers est en exil lors de l'élection de Berryer à l'Académie française. Le grand orateur légitimiste exprime le regret que son nom n'ait pas été jeté dans l'urne par la main du grand orateur constitutionnel. Ils continuent à s'estimer et à s'aimer. Par contre, dans les luttes électorales du Palais Mazarin, Thiers se retrouve face à face avec son ancien adversaire politique, Guizot. Lorsque Littré pose sa candidature, Dupanloup publie une brochure pour l'empêcher de passer ; Thiers soutient Littré : il ne faut pas, dit-il, briser le pacte de tolérance dont l'Académie est la représentation vivante ; le candidat est nécessaire au dictionnaire ; sa vie est grave, et son caractère pur. Avec tant de bonnes raisons d'être élu, Littré est battu. Un autre candidat, Caro, demande à Thiers son intérêt lorsqu'il se présente à l'Académie des Sciences morales et politiques ; il exalte son spiritualisme ; dans cette voie, vous vous êtes avancé très loin, dit-il : *C'est de l'Observatoire de M. Leverrier et du laboratoire de M. Pasteur, c'est de ces deux promontoires qui s'avancent vers ce double infini, l'infiniment petit et l'infiniment grand, qu'on peut espérer apercevoir les premières lueurs de la pensée divine.* Et en effet, dans ce domaine scientifique, Pasteur et Leverrier préparent des expériences auxquelles il convient l'homme d'Etat ; l'astronome met à sa disposition la lunette dite de l'Empereur pour observer une éclipse partielle du soleil. Un cahier est couvert de notes prises par Thiers dans les laboratoires de chimie. Précédemment, il étudia la géologie, avec Alexandre Brongniart. Sa curiosité s'étend jusqu'à la Chine. Stanislas Julien dresse pour lui une liste d'ouvrages chinois qu'en souvenir des bienfaits dont l'ancien ministre combla la Congrégation de la mission dite de Saint-Lazare, le Père Etienne, supérieur général, fait rechercher en Chine : on les retrouvera, quatre-vingts ans plus tard, dans une chambre de domestique de l'hôtel Thiers, enfermés dans une malle chinoise de parchemin durci. ; quelques-uns sont extrêmement rares.

Dans le domaine des Beaux-Arts, le critique s'est mué en amateur ; ses moyens le lui permettent ; il y prend un plaisir extrême. Dans son long cabinet de travail, à la fois bibliothèque et musée, il aime à montrer les copies, qu'il commanda, des principaux tableaux de maîtres, surtout italiens ; il possède cependant quelques beaux originaux, et des marbres, des bronzes et des bois. Songeant à Delacroix, il se vante d'avoir beaucoup fait pour l'art moderne. Il charge Panizzi de lui acheter des Murillo en vente à Londres. Il envoie J.-G. Tourny et sa femme exécuter des copies en Angleterre, en Ecosse, en Belgique, en Italie, en Espagne. De 1858 à 1873, il l'accable des plus minutieuses recommandations, lui fournit du papier bien fin pour que la copie soit plus précise, donne des instructions pour les cadres et pour la mise en place, indique les dimensions que devront avoir les personnages, n'hésite pas à faire agrandir ou diminuer un ciel pour la régularité d'un *pendant*, et se fâche quand un visiteur n'admire pas suffisamment son goût pour les copies. Il se meurt de regret d'avoir laissé échapper un vase de Chine dont il est amoureux et supplie avec une curieuse intensité de désir un de ses amis de le lui rattraper. Achète-t-il une pièce ancienne et incomplète ? Il la fait restaurer et compléter. Mérimée se moque impitoyablement de ses achats : *Il achète des coupes d'ivoire flamandes de 16.000 frs. qui en valent bien 150.* A propos d'un César et d'un Charlemagne au geste inspiré, il enjolive de littérature ses conseils à Clésinger, qui sculptera une de ses statues. Une aquarelle d'Eugène Lami le montre, à Chaalis, prenant une pose avantageuse devant Roger et Anatole de Scitivaux, à côté de Mlle Dufresne et de Mme Hainguerlot, dans la bibliothèque du château, au temps de Mme de Vatry. Il se prend de passion pour

les estampes, passion que les marchands Guichardot et Vignères exploitent fructueusement. Lorsqu'il s'en aperçoit, il achète à l'Hôtel des Ventes. De méchantes langues prétendent qu'il ne distingue pas toujours la qualité des états ni la bonté des épreuves. Un jour, sans savoir qui pousse aux enchères contre lui, Jean Gigoux dépasse ses ressources pour enlever une eau-forte de Ribeira. Il doit lâcher pied. Son concurrent était Thiers, qui vient à lui avec la précieuse gravure et lui dit : **Je veux, je veux que mon jeune ami garde ceci, pour commencer nos bons rapports.** Sa collection d'eaux-fortes subsiste à la Bibliothèque Thiers. Rembrandt, Dürer, Paul Potter, Martin Schongauer, Claude Lorrain, Debucourt, etc., y figurent en excellentes épreuves.

L'impuissance est aujourd'hui notre lot, et le seul parti sage et honorable que nous puissions prendre, c'est de nous réfugier dans l'étude. Il n'a pas attendu cette suggestion de Duvergier pour s'y conformer. L'exil n'interrompt pas son grand travail. Il a emporté des caisses de livres. Il existe aux Archives des documents dont il pourra avoir besoin dans l'avenir : Chabrier, parfaitement dévoué, les met à l'abri, et obtient qu'on copie tout ce qu'il demandera. De Bruxelles, il trace la marche du travail à Goschler qui, entré aux Archives, ne travaillera que pour lui, recherchera, analysera, copiera les documents, et reçoit même licence de porter à Bruxelles ceux sur lesquels l'historien veut personnellement prendre des notes. Tantôt il se dit heureux de travailler sans interruption à son œuvre, tantôt il gémit : **Ecrire est une pauvre chose auprès de l'action. Je donnerais dix histoires à succès pour une seule session réussie ou une seule campagne.** Amertume du pouvoir perdu ! Une fois rentré en France, au cours de ses nombreux déplacements, il continue à diriger les recherches et les copies de Goschler, intelligent et dévoué. Il souffre du tourment de la correction des épreuves et l'inflige à son secrétaire, doublé de deux lecteurs, avec la crainte lancinante de laisser passer **quelque ânerie.**

L'été de 1856, il part pour la Belgique et l'Allemagne. Somme toute, remarque-t-il, les chemins de fer sont un très bon moyen ; de voir les pays qu'on parcourt. A Francfort, il décline une proposition de la duchesse d'Orléans : elle voulait qu'il emmenât ses fils visiter les champs de bataille de Dresde et de Leipzig. Celui de Bautzen est **l'un des plus importants de l'histoire ; l'aspect riant et tranquille de ces beaux lieux contraste avec le souvenir de la lutte sanglante dont ils furent le théâtre.** Aucun officier d'Etat-major ne fait de reconnaissances plus consciencieuses que les siennes. Il remarque les boulets soigneusement maçonnés dans les murs des fermes où ils ont pénétré ; les paysans, jeunes et vieux, oublient le mal que leur fit le terrible personnage dont ils content mille histoires : **La magie de la gloire est bien grande !** De Dresde, il se rend à Berlin où Humboldt vient de Potsdam à sa rencontre, puis à Hambourg pour y étudier les travaux exécutés par Davout, et à Altona où les deux jeunes princes d'Orléans le rejoignent. Il débarque à Londres en parfaite santé et nullement fatigué. Personne n'est en meilleure situation pour travailler efficacement à maintenir l'union entre le comte de Paris et ses oncles ; il leur rend visite et trouve la reine Marie-Amélie rajeunie. Il passe quelques heures avec la belle comtesse de Castiglione. On la dit un peu éprise du duc d'Aumale. **Elle est fort belle en vérité, et je ne vois pas que le caprice ait jamais revêtu une plus charmante forme humaine.** Dieu veuille venir en aide à ceux qui s'attachent à lui plaire ! Ses yeux sont étonnants ; jamais bel oiseau, voltigeant sans but d'une branche à une autre, ne m'a paru plus gracieux, ni plus dénué de motif dans ses jugements. De la comtesse de Castiglione, il passe à un vaisseau en construction à Greenwich, sur lequel on ira en Amérique en cinq jours et demi, puis repasse le

Détroit, va à Cauterets et à Biarritz, et se retrouve à Anzin le 21 septembre ; il y apprend la mort de Pimodan qu'il aimait beaucoup. **Avoir donné la liberté aux Italiens pour qu'ils nous tuent nos plus braves officiers, c'est à enrager.** L'été suivant, au château de Johannisberg, Metternich, le beau Clément, octogénaire, lui ménage une hospitalité charmante. Après de bonnes heures de longues et fructueuses causeries, ils se séparent enchantés l'un de l'autre, au point que la vieille princesse Grassalkovitch engage Thiers à revenir : **Un entretien avec vous est une prolongation de vie à ce cher Clément.** Maintenant il travaille sous l'empire de la passion de finir ; comme correctif au travail, il marche, chasse, et manque chavirer à Franconville avec un joli canot à voiles ; en août 1861, le naufrage de Dieppe faillit arrêter le grand ouvrage au 19^e volume ; heureusement, après deux heures de péril et trempé jusqu'aux os, l'historien se tire du danger et peut couronner l'édifice.

Le succès grandit toujours. On compte 50.000 souscripteurs aux 20 volumes que comportera l'œuvre, soit un million de volumes vendus. En tête du tome II, un *Avertissement*, discours sur la manière d'écrire l'histoire, exécute une charge à fond contre le romantisme et le romanesque historiques. L'auteur demande avant tout à l'historien d'être intelligent et d'écrire en un style limpide, transparent, simple et vrai. **Si l'on voit une glace, c'est qu'elle a un défaut, car son mérite, c'est la transparence absolue. Ainsi est le style en histoire.** Pour lui, la vérité est ce qu'il y a de plus beau ; il s'attache à rester impartial ; il lit toutes les lettres et dépêches de Wellington pour lui rendre justice. **J'ai pour la mission de l'histoire un tel respect, que la crainte d'alléguer un fait inexact me remplit d'une sorte de confusion.** A ses yeux, l'histoire bien comprise, bien présentée, réunit la véritable philosophie, la philosophie pratique, à la poésie vraie, la seule qui puisse toucher les hommes de notre temps ; il donne à une jeune académie d'historiens toulousains les conseils les plus justes sur l'exercice de la critique historique. Cette préface éveille des échos sympathiques. **Je me régale de bonne prose,** dit Mérimée. **Voilà qui va de pair avec le discours de Buffon sur le style,** dit Legouvé ; et Merraue : **Voilà qui fait justice des histoires poétiques et enluminées, et donne à l'intelligence son véritable rôle. La méthode des vrais historiens se contente de peindre les faits dans leur vérité.** Le dénombrement des félicitations à chaque volume paru en souligne la portée : **L'étude de cette histoire est la meilleure préparation à tout ce que les événements peuvent me réserver dans le cours de ma vie,** lui écrit le comte de Paris. Elle sera bientôt le livre de toute l'Europe, dit le petit-fils du maréchal de Bellune : en fait, elle l'est déjà. Le duc d'Aumale traite l'auteur non seulement en historien, mais encore en écrivain militaire. Les acteurs survivants de l'épopée attestent son exactitude et son impartialité, notamment Metternich, et Flahault qui resta près de l'Empereur pendant la journée de Waterloo. Le docteur Poumiès de la Siboutie, mémorialiste précis, parcourt dans tous les sens le champ de bataille de Montereau, le livre en mains, et s'étonne de l'exactitude des détails topographiques. **Un habitant du pays ne trouverait rien à y retrancher, rien à y ajouter.** Les intimes, Mignet, Cousin qui a la primeur avant la mise en vente, Goschler, Lebrun s'extasient. Mérimée accompagne la publication de chaque volume d'un long éloge qui n'est pas feint, puisqu'il le répète dans ses lettres à d'autres correspondants. Chaque nouveau volume lui paraît supérieur aux précédents. **Etes-vous de ces Français qui souffrent de la perte de la bataille de Poitiers ? Moi, j'en suis,** dit-il à La Rochejacquelein ; aussi ne peut-il lire les livres de Thiers sans avoir des démangeaisons dans les poings. **Plus d'une fois il m'est arrivé de bondir de mon fauteuil dans une espèce de rage et de faire cinq ou six tours dans ma chambre**

avant de pouvoir retrouver le calme nécessaire pour continuer ma lecture. L'ensemble des lettres du duc d'Aumale constitue un magnifique éloge. Le plus grand événement du siècle, écrit Chambolle. Un chef-d'œuvre, le plus grand livre du siècle, écrit Changarnier. Le dernier volume paraît en 1862 ; Mérimée en parle à son *Inconnue* : Si vous aimez le sens commun et les idées, lisez le 20e volume de Thiers, qui est le meilleur de tous. Je l'ai lu deux fois, la deuxième avec plus de plaisir que la première, et je ne dis pas que je ne le relirai pas encore.

En vingt-deux ans, Thiers a donc documenté et rédigé vingt gros volumes, et corrigé les épreuves, tout en vivant sa vie courante : voyages y compris l'exil, politique militante, relations mondaines, travaux artistiques. Ceci mesure son incroyable faculté de travail. Dans le monde entier, pas un journal important, pas un périodique qui ne lui consacre de longs articles. Jules Janin, bibliophile, entonne un péan, ravi de bénéficier d'un exemplaire sur vélin. Sainte-Beuve publie à la *Revue des Deux Mondes* une étude serrée, pénétrante, compréhensive et qui fait comprendre ; il touche l'auteur au vif : Si je ne craignais le ridicule de louer un article où je suis loué, je vous dirais tout ce que je pense du vôtre ; mais vous n'avez plus besoin qu'on vous parle des perfections de vos articles de critique, et je me bornerai à vous remercier de me défendre contre les écrivains à effets. Il y a entre ces messieurs et moi un malentendu irréparable. Je ne crois dans les arts qu'à ce qui est simple, et je tiens que tout effet cherché est un effet manqué. Je regarde à l'histoire des littératures, et je vois que les chercheurs d'effet ont eu la durée non pas d'une génération, mais d'une mode, et vraiment ce n'est pas la peine de se tant tourmenter pour une telle immortalité. De plus je les mets au défi de faire lire non pas vingt volumes, mais un seul. C'est une immense impertinence que de prétendre occuper si longuement les autres de soi, c'est-à-dire de son style. Il n'y a que les choses humaines exposées dans leur vérité, c'est-à-dire avec leur grandeur, leur variété, qui aient le droit de retenir le lecteur, et qui le retiennent en effet. Si l'écrivain paraît une fois, il ennuie ou fait sourire de pitié les lecteurs sérieux. J'ai vécu dans les Assemblées, et j'ai été frappé d'une chose, c'est que dès que l'orateur faisait ce qu'on appelle une phrase, l'auditoire souriait avec un indéfinissable dédain, et cessait d'écouter. En histoire il en est ainsi, et je soupçonne qu'il doit en être de même dans les autres genres de littérature.

De maigres critiques se produisent. Foisset, qui a étudié la question religieuse, relève des erreurs d'appréciation, à son sens, dans le récit du Concile de 1811. Une légère polémique avec le colonel Charras prouve simplement que, à quelques nuances près, l'un et l'autre sont d'accord dans leurs conclusions. A Genève, un proscrit, Jules Barni, professe un cours où il attaque l'historien pour atteindre son héros ; il prend à son compte cette appréciation de Fichte : Louis XIV, la plus détestable personnification du caractère français. Un colonel du génie en retraite, G. Paulin, publie un *Mémoire rectificatif* concernant le récit du passage de la Bérézina. Une brochure de Victor Chauffour-Kestner reproche à Thiers de trop aimer le fracas des batailles, et de n'avoir pas suffisamment tenu compte de ce fait que Chateaubriand, Mme de Staël et Benjamin Constant ont exercé sur les destinées de la patrie une influence qu'on peut, sans trop d'exagération, égaler à celle d'un général de division. Le marquis de Grouchy discute âprement le rôle joué par son père le maréchal du 16 au 19 juin 1815 ; il soutient avec assurance que dans le passage que Thiers consacre à cet épisode, tout est erreur, et que l'inflexible histoire démentira ce roman historique. Quant à de Martel, prétendant rebuté à la main de Mlle Dosne, il proclame l'infamie de

Mme Dosne et de son gendre qui empêchèrent, dit-il, son mariage pour ne pas laisser échapper la fortune de Félicie, et consacre de nombreuses années à rassembler les éléments d'un volume, *Les historiens fantaisistes*, M. Thiers, un extraordinaire fatras où il ne fait pas bon mettre le nez. Le 13 février 1861, Mérimée conte à Panizzi un singulier incident : Il y a à Grasse un prêtre fort zélé nommé le révérend P. Archange. Il y a trois ans, il persuada aux héritiers d'un libraire de lui remettre les livres de leur père, et brûla les mauvais en cérémonie sur la place de l'église. J'eus le désagrément d'être brûlé en compagnie de Thiers et de Mignet. Je trouvai l'intention bonne, et j'aurais voulu que le P. Archange eût des imitateurs, car cela aurait engagé mon éditeur à réimprimer pour alimenter le feu. Thiers disait que c'était un mauvais commencement, et que, des livres aux auteurs, il n'y avait pas grande distance. Ce digne P. Archange a des ennuis en ce moment : il a été surpris en wagon dans les bras d'une femme. La femme a prétendu, par pudeur, qu'on la violait ; un gendarme voltairien, qui était à la portière, a reçu sa plainte, et le P. Archange est honoré de la couronne du martyr. Autre rançon de la gloire : le facteur dépose ce pli chez l'auteur de *l'Histoire du Consulat et de l'Empire* : Monsieur Thiers, veuillez, je vous prie, me dire quel a été le véritable inventeur de la guillotine. Un pari ayant été engagé à ce sujet, je compte sur votre obligeance pour me faire réponse de suite à l'adresse ci-dessous : Berré, 22, rue des Moineaux, près l'église Saint-Roch.

Le 16 février 1857, Thiers reçoit ces quelques lignes : Le prince Jérôme envoie à M. Thiers l'exemplaire du discours que l'Empereur vient de prononcer : le dernier paragraphe : *justice rendue à notre historien national*, lui fera plaisir, j'espère, autant qu'il m'en a fait : mille amitiés. Jérôme. Le 16 à 2 heures. Le compliment impérial enchante l'auteur ; il charge Mérimée de dire à l'impératrice combien il en est flatté. Il y a quelque mérite : ses amis s'efforcent de lui persuader qu'il doit prendre le compliment pour une malice. Il n'en fait rien. Du côté bonapartiste, on en conclut qu'il est devenu tout à fait étranger à la politique. En 1861, une autre consécration à son œuvre : l'Académie française a fondé un prix biennal de 20.000 frs. Elle exclut ses [membres du concours. Les candidats sont George Sand, Jules Simon et Henri Martin, dont les tenants ne lâchent pas pied pendant trois tours de scrutin ; mais Thiers obtint une voix au premier tour, 3 au second, 5 au troisième. Alors Falloux et Dupin aîné exposent que le décret d'institution du prix ne contient aucune exclusive contre leurs confrères, et que le seul moyen de tirer l'Académie d'embarras consiste à choisir un lauréat dans son sein ; ils vantent les mérites de l'œuvre de Thiers, à qui vont 18 voix sur 31. Legouvé lui écrit galamment : *J'ai combattu tant que j'ai pu pour mon ami Henri Martin, mais il me paraît mille fois plus glorieux pour lui d'être vaincu par vous que vainqueur des autres*. Non moins galamment, Thiers reverse à l'Académie le montant du prix, et y ajoute le chiffre voulu d'obligations du chemin de fer de l'Est pour fonder à son tour un prix triennal d'histoire nationale, d'une valeur de 3.000 frs.

Il a pris son succès avec beaucoup de joie et de modestie. L'œuvre achevée, il comptait vivre tranquillement avec ses amis et les grands maîtres, *la seule bonne compagnie qu'il y ait au monde*. Il se croyait à mille lieues de la politique : elle le guettait. A vrai dire, elle ne l'abandonna jamais complètement. Elle couve sous les phrases de sa correspondance avec les princes d'Orléans et avec le roi Léopold qui lui donne des renseignements souvent confidentiels sur la situation en Belgique ; avec Ellice auquel il prêche une alliance franco-anglaise contre la Russie en Orient, et laisse percer l'amertume de voir la gloire qu'il avait rêvée de ce côté en 1840 cueillie par *des aventuriers sans foi ni loi, des chenapans sans*

talent et sans esprit. Il intervient en faveur d'amis italiens dont il obtient la grâce par l'intermédiaire de Hübner. Chez Mme de Circourt et chez lui, il s'entretient avec Cavour, et en obtient l'hospitalité italienne pour la duchesse d'Orléans et ses enfants. Il bataille auprès de ses amis anglais pour le succès du projet de canal de Suez. Lady Holland, une Anglaise libérale qui éprouve une vive affection pour Napoléon III, tient un salon politique rappelant celui de Mme de Lieven sous Louis-Philippe. Thiers y va presque tous les jours. Elle reçoit : chaque soir dans un somptueux hôtel du faubourg Saint-Honoré, j et consacre deux heures dans la journée à de rares intimes. Thiers critique en termes modérés les actes du gouvernement ; un autre habitué, Maupas, s'élève de même contre le débordement de la spéculation, le défaut de contrôle d'un absolutisme excessif, les mauvais services rendus à l'Empereur par des ministres compromettants. Si bien qu'un jour lady Holland dit à Maupas : Savez-vous que M. Thiers n'est pas si loin de l'Empire qu'on pourrait le penser ? — Pourquoi n'essayerions-nous pas de rapprocher M. Thiers de l'Empereur ? D'aller plus loin, même, de le rallier complètement à l'Empire ? M. Thiers aime avant tout le pouvoir, et ferait à coup sûr beaucoup de sacrifices pour le retrouver. La modération de son langage avec vous n'est-elle pas, de sa part, comme une sorte d'invite, et ne croiriez-vous pas possible de pénétrer ses intentions à ce sujet ? Ne pourriez-vous pas savoir, notamment, à quelles conditions il consentirait à accepter un portefeuille, celui, bien entendu, qui aurait ses préférences ? Peu après cette conversation, lady Holland prie Maupas de passer chez elle au plus tôt : Eh bien, j'ai causé, à cœur ouvert, avec M. Thiers, j'ai facilement pénétré ses pensées et ses désirs, je crois connaître le dernier mot de son ambition : M. Thiers ferait volontiers partie d'une combinaison ministérielle, mais il y mettrait une condition : il exigerait, avec le portefeuille des Affaires Etrangères, le titre de Président du Conseil. Ce ne serait point par amour-propre, dit-il, qu'il tiendrait à cette fonction ; on verrait, dans la résurrection de ce titre, comme la définition de l'évolution faite par la politique impériale. Sur ce, Maupas adresse un mémoire à l'Empereur : Je vois à l'écart un homme dont le nom aux affaires serait une bien grande surprise pour tous, une bonne fortune dans un conseil, un coup de massue pour son parti, une conquête réelle pour le pouvoir. Le mémoire examine et détruit les objections, et conseille à Napoléon III un revirement dans sa politique. Quelques jours après, aux Tuileries, à la fin d'un dîner, l'empereur entraîne Maupas dans un salon où ils sont seuls : Ce que vous m'avez écrit, au sujet de M. Thiers, me paraît bien étrange. Je sais ce qui se dit chez lui, et son langage est très acerbe. Son entourage est encore plus violent que lui, et ne le laisserait certainement pas libre de se rapprocher de moi s'il pouvait en avoir la tentation. Mais quelles raisons avez-vous de supposer que M. Thiers accueillera favorablement les ouvertures qui lui seraient faites ? Maupas raconte l'intervention de lady Holland. L'empereur, surpris, lui serre affectueusement la main et le ramène parmi les invités. Il sait les relations familières de Thiers avec Walewski, qu'il charge le lendemain même de tâter le terrain. Thiers reste sur ses positions. L'empereur ne se décide pas à se dessaisir d'une part de son pouvoir, et la négociation en reste là. On se contentera de demander à l'historien un plan de campagne contre les Autrichiens, et on adoptera celui de Jomini.

Lorsqu'il écrivait à Metternich, Thiers ne lui cachait pas son opinion sur les relations de l'Autriche et de la France : il est absurde qu'elles ne s'unissent pas pour contenir les nationalités nouvelles. La nécessité pour le gouvernement impérial de faire quelque chose, surtout après l'élection des Cinq, le décide à l'aventure italienne, début de l'ère des difficultés. Il lâche du lest. Le décret du

24 novembre 1860 marque un grand pas dans la voie nouvelle qui remettra la France en possession de discuter franchement et utilement ses affaires. A Buffet, à Dupin aîné, il paraît important d'user de ces droits qu'on leur rend. Thiers reste persuadé que le personnel aux affaires rendra le décret lettre-morte, ou à peu près, et que l'empereur ne saisit pas la portée exacte des mesures prises : s'il s' imagine être quitte par une discussion annuelle après laquelle la volonté impériale restera la seule dirigeante de l'Etat, si d'autre part on met **la pointe de la vérité** sur la poitrine des ministres, qu'arrivera-t-il ? Pour sa part, profondément dégoûté de la vie publique, heureux de *l'otium cum dignitate* qui est le sien, il se tiendra éloigné des événements, à moins de crise extrêmement grave qui lui ferait un devoir d'intervenir, comme il y fut poussé en 1848 par la rage qui le prit à la vue du désordre menaçant. Le prince Napoléon, violemment démocrate et anticlérical, tente une démarche indirecte par l'entremise du républicain Asseline pour attirer Thiers dans son parti. La réponse précise la position que prendra l'ancien ministre de Louis-Philippe dans le nouvel état des choses ; entre les deux camps opposés, le despotisme démagogique d'un côté et de l'autre la liberté, seul refuge des grands intérêts économiques, politiques, sociaux et religieux du pays, il n'hésite pas ; aucun esprit honnête et élevé n'hésiterait. **Il faut avoir le vrai dans sa barque, et puis ne pas tenir compte de la tempête.** Il sait qu'il risque l'impopularité, car le gouvernement poussera les masses contre lui et son parti. Peu importe ! Il ne sera pas plus l'écho du prince Napoléon que de Jules Favre et de Billault, des cyniques non plus que des hypocrites du parti absoluto-démocratique. Pendant dix ans, sous Louis-Philippe, et bien qu'on le fît passer pour un étourdi parce qu'il conseillait une politique un peu moins timide au dehors, en 1848 et en 1852, il ne fut pas ministre parce qu'il refusa de servir une cause qui ne lui paraissait ni juste, ni vraie, et cet éloignement du pouvoir ne changea rien à sa conduite. Il en sera de même aujourd'hui. En vain Bismarck, ambassadeur de Prusse à Paris, lui dit : **Je veux vous réconcilier avec l'empereur. La bouderie n'est pas une politique. Laissez-moi faire, et nous ferons ensuite de la bonne besogne en Europe.** Il tient ferme. Il n'est l'ami ni l'ennemi de l'empereur, il ne boude que la manière dont on gouverne. Dans cette position dont il ne se départira plus, sa figure va grandir ; son opposition, ardente au fond, modérée dans la forme, l'affirmera comme l'un des hommes d'Etat les plus clairvoyants de son temps, le conseiller le plus courageux, le plus sensé, le plus lucide de son pays.

Des élections sont prévues pour 1863. Mme Dosne et Mme Thiers trouveraient fou **de rentrer dans la bataille quand on a obtenu une place honorable aux Invalides.** Mais Thiers n'évitera pas son destin. A la fin de 1862, on lui offre un siège à Lille. Le préfet du Nord vient lui annoncer que le gouvernement appuiera sa candidature. Mais il répugne à prêter serment à l'Empire, et refuse. En vue des élections de 1863, une réunion d'hommes de tous les partis décide qu'il devra accepter les candidatures qu'on lui offrira. **Plus la situation est ingrate et difficile, et plus elle est à votre taille,** lui écrit Audren de Kerdrel. **Tout le monde dit : Ah ! si M. Thiers était là !** Il se présente dans la 2e circonscription de Paris. Cette fois, le gouvernement commet une faute : il le combat de la façon la plus discourtoise et la plus impolitique. Persigny publie une lettre furieuse : **En face de cette France qui n'est devenue si glorieuse que depuis que M. Thiers et les siens ne sont plus aux affaires, le suffrage universel n'opposera pas au gouvernement qui a tiré le pays de l'abîme, ceux qui l'y avaient laissé tomber.** Morny a une vive altercation avec Persigny : il lui reproche la maladresse avec laquelle il conduit les élections ; il ne fallait pas combattre un homme aussi

éminent que M. Thiers. Vous connaissez mal ce pays-ci, dit Persigny ; il a besoin d'être régi par la force. Or, sa lettre excite l'opinion et rallie l'opposition au candidat qu'il veut abattre. On dit dans Paris : Persigny mourra sur la paille, parce qu'il a déjà *sali Thiers* (sa litière). Emile Ollivier surprend Thiers arpentant son cabinet à grands pas, hors de lui : Ah, les coquins ! Ils me le paieront en janvier. Je sais par où les prendre ; je les écraserai... Avant les inconcevables manœuvres de M. de Persigny contre moi, j'étais disposé à me faire faire un uniforme du Corps législatif pour le porter comme mes collègues chez l'empereur, lorsque j'y serais invité, mais depuis les diffamations du ministre j'ai changé d'avis, je ne me suis pas fait faire d'uniforme, et je n'irai point chez l'empereur. Il est élu le 31 mai. Le succès le calme, mais on l'a irrité alors qu'on eût pu s'en faire un utile auxiliaire.

Désireux de s'informer sur place de la situation en Europe centrale, il part fin juin pour Vienne. Par Strasbourg et les bords du Rhin, il gagne Munich et visite le musée. A mon âge, écrit-il, les rêves d'avenir se restreignent chaque jour davantage. Jadis, quand je voyageais, je dévorais toutes choses avec l'espérance de pouvoir m'en servir ; mais aujourd'hui, j'ai devant moi, tout au plus, quelques discours à faire, et je ne sais si les connaissances que je recueille encore ne seront pas d'inutiles souvenirs, amassés dans une mémoire près de s'éteindre. Pourtant, il reste la curiosité désintéressée : moins ardente, il est vrai, que la curiosité ambitieuse, qui néanmoins a sa douceur. C'est d'elle que je vais vivre pendant 25 jours. A Vienne, la bourgeoisie, l'aristocratie, le gouvernement, les diplomates le reçoivent merveilleusement. Il dîne dans l'intimité de l'empereur d'Autriche, avec cinq ou six personnes qu'on l'a prié de désigner. L'empereur le consulte sur la politique : il répond modestement qu'il ne peut qu'admirer son ministre d'Etat M. de Schmerling. Au retour, il sait ce qu'il avait besoin de savoir pour pouvoir toucher avec prudence et d'une manière utile aux affaires de son pays.

Mérimée prend à tâche de le rallier à l'Empire, ou tout au moins de le neutraliser. Il agit directement sur lui, ou indirectement par Victor Cousin. Il a, pendant le séjour de Thiers à Vienne, une conversation d'une heure avec Napoléon III et vante sa sagesse. Il y a longtemps, dit l'empereur, que j'admire M. Thiers. Je pourrais dire que je l'aime, mais je ne le connais pas assez pour cela. Quant au retour complet et immédiat au gouvernement parlementaire, surtout en ce qui concerne la responsabilité ministérielle et le gouvernement par la Chambre, dans l'état de la France, avec une minorité rouge qui s'agite toujours pour faire une République, et le grand nombre d'imprudents qui aident à cela par leur indifférence ou leur goût pour la critique, c'est un parti dangereux, et je crois que M. Thiers n'en aperçoit pas assez tous les risques. Par des notes de presse et par ses actes, il affirme sa volonté de gouvernement personnel, annulant les efforts de Cousin et surtout de Mérimée. Thiers, faisant allusion aux tentatives de Mérimée, dit de son côté : L'empereur est un cerveau creux ; peut-être pas cruel : il rêve. Il demande un concours ? Quelle plaisanterie ! Quels conseils veut-il que je porte dans son cabinet, puisqu'il n'écoute même pas ceux que je lui donne à la tribune ? Et il reste ferme sur ses positions : Rétablir peu à peu le régime constitutionnel, empêcher les guerres folles, voilà tout mon dessein ; la liberté régulière qu'on ne peut plus refuser, la politique qui ne mène pas à Waterloo, voilà ce que je veux, et pas autre chose. Personnellement, il met son orgueil à ne désirer rien, à ne rien accepter, à faire entendre une voix sage, ferme, et indépendante. Mérimée s'apercevra bientôt de la vanité de ses efforts de conciliation ; alors, son amitié pour l'impératrice obnubilera devant cette subtile

intelligence la vision juste des hommes et des choses. Il prendra de parti pris, et à l'encontre de tout bon sens, le contrepied des idées et des gestes de Thiers ; à l'encontre de toute évidence, il amoindrira, jusqu'à parler de fiasco éclatant, l'effet immense produit sur la Chambre et le pays par les discours de l'orateur ; il s'amoindrira lui-même au point que l'éditeur de ses Lettres à Panizzi supprime cette phrase, venant après un passage qualifiant d'impertinence et de faute — car pour lui Thiers commet faute sur faute, — l'annonce de son absence à la séance d'ouverture de la session : **Je ne puis voir là que du jésuitisme et de la niaiserie**. Absurdes et malencontreuses, les propositions de Thiers parle-t-il d'aller à Londres ? Ce ne peut-être que pour faire sa paix avec les princes d'Orléans, si bien qu'après avoir prétendu d'abord se poser en arbitre entre l'empereur et le pays, il s'est rabattu sur le rôle de chef de l'opposition, pour finir par une conspiration niaise et anodine. Par une étrange contradiction, Mérimée insiste ardemment auprès de Sainte-Beuve pour que Thiers soit nommé de la commission qui publie la correspondance de Napoléon Ier, sans quoi personne ne tiendra cette publication pour vraie, et en même temps il annonce que le prestige de Thiers décroît, qu'il devient républicain, que ses discours sont un tambour sonore et creux, et qu'il ne sortira de la voie déplorable où il est engagé que par une catastrophe. Parlant de l'admiration des orléanistes, des légitimistes et des républicains pour les discours de Thiers, il s'écrie naïvement : **Ce que c'est que la passion !** Il aboutit, le 18 juillet 1866, à cette prophétie : **Thiers et ses amis vont dire que nous avons laissé créer en Allemagne une puissance nouvelle qui va tout dévorer. Pour moi, je crois plus probable que d'ici à longtemps la Prusse aura besoin de repos pour digérer ce qu'elle vient de dévorer, et s'il arrive un jour que nous ayons maille à partir avec elle, nous aurons avec nous toute l'Allemagne du Sud.**

Un hasard plus ou moins calculé amène en novembre 1863 une rencontre entre Thiers et Morny ; ils échangent de captivantes impressions en face de toiles merveilleuses, après quoi la conversation continue. Elle ne change rien à l'attitude de Thiers. La bataille de sept années qu'il va livrer à l'Empire, commence. Autant de discours, autant de coups de bélier dans l'édifice. Il reparait à la tribune le 24 décembre 1863 pour critiquer l'inflation de la dette flottante, que l'expédition du Mexique a, en deux ans, portée à un milliard. Simple discours d'affaires, mais qui porte. L'orateur n'est pas fatigué, se sent fort en train, calme et d'aplomb : aucune altération dans sa voix après tant d'années de repos. Il se retrouve, et le public le retrouve, tel qu'il était. Le 11 janvier 1864, il prononce son fameux discours sur les libertés nécessaires à la France : **J'ai vu se succéder les choses, les hommes, les opinions, les affections même, et au milieu de ce torrent qui semblait tout emporter, les principes seuls ont survécu, les principes sociaux sur lesquels repose la société moderne. Ce n'est pas que, dans certains jours, ils n'aient paru singulièrement menacés. Nous avons vu des moments où l'ordre semblait tellement ébranlé qu'on se demandait comment la société pourrait se rasseoir. Plus tard, c'était l'idée de la liberté qui semblait effacée de l'esprit humain, et cependant l'ordre s'est rétabli, et la liberté est prête à renaître.** Elle est un besoin de la raison humaine. Il définit les libertés nécessaires : sécurité du citoyen contre la violence individuelle et contre l'arbitraire du pouvoir ; liberté mais non impunité de la presse, c'est-à-dire liberté d'échanger les idées d'où sort l'opinion publique ; liberté électorale ; liberté de la représentation nationale, l'opinion publique, constatée par sa majorité, dirigeant la marche du gouvernement. Ces libertés que le pays demande aujourd'hui d'un ton déférent, un jour, peut-être, il les exigera. Les

transports de l'auditoire se propagent indéfiniment au dehors. Jamais la modération ne fut plus puissante. La réplique de Rouher, violente, produit un mauvais effet. La foule se précipite place Saint-Georges avant même que l'orateur y soit revenu. Trois jours plus tard, Thiers combat les candidatures officielles et réclame le respect des convenances et de la loi. Il dit en toute indépendance : **Dans la position que mon âge m'a faite, je n'ai besoin de flatter aucun pouvoir sur la terre... ce que je veux, ce n'est pas menacer, c'est avertir.** Le 26 janvier, il soutient l'amendement qui préconise l'abandon du Mexique ; il pointe les fautes commises : on ne peut pas plus reprocher à un pays ses mœurs que son climat ; il fallait se rappeler qu'en d'autres temps les Etats-Unis nous ont prouvé que leur mémoire est courte ; en passant : **Dieu n'a donné à l'homme qu'une baguette magique : le travail et la patience.** Il a le courage et la sagesse de préconiser un arrangement avec Juarez, et la fin des sacrifices. La réplique de Chaix-d'Est-Ange paraît faible ; une intervention de Rouher, fait rejeter l'amendement par 201 voix contre 47. Combien la tribune eût perdu si Thiers eût persisté dans son désir de retraite définitive ! dit le public. Mme Dosne convient qu'elle eut tort de l'y pousser. Ce n'est pas seulement la gloire de l'orateur qui le récompense, dit Jules Favre, mais la conviction de l'immense service qu'il rend à la liberté.

Après avoir, le 18 avril 1864, fait voter par voie d'amendement une détaxe sur les sucres coloniaux pour donner du fret à notre marine marchande, il pose, le 6 mai, les principes d'une saine et sage politique financière, seul capable d'asseoir l'influence d'une nation parmi les autres, et trace un puissant résumé de ; l'historique de la gestion financière en France depuis 1852. Il montre l'énorme accroissement de dépenses provenant des guerres, soutenues souvent à de grandes distances, de l'éclat du pouvoir, des villes démolies et reconstruites, des empires fondés au-delà des mers. Les recettes ne suffisent plus. Tous les ans on emprunte pour équilibrer le budget. Il lance un nouvel avertissement. **J'ai vu quelquefois que la fortune choisissait juste pour s'en aller le moment où la sagesse arrivait.** Pendant l'été, nouveau voyage en Allemagne ; ces Allemands sont fous : villes et villages pavoisent à cause de ce pauvre petit Danemark ; Dupanloup eut tort d'intervenir en faveur des Polonais : l'Allemagne est plus à craindre que la Russie, et seule une guerre générale pourra relever la Pologne. La belle saison s'achève à Viry avec Cousin et Mignet : dès 5 heures du matin, Thiers se promène et se délecte à respirer l'air pur ; il mange assez bien, joue aux échecs et aux dames, mais travaille trop et ses yeux s'injectent de sang, au grand désespoir de sa belle-mère.

Il reprend la parole le 28 mars 1865 pour défendre les libertés politiques ; il dénonce la manœuvre du gouvernement qui qualifie de libertés de simples réformes administratives, et réclame encore la liberté de la personne, de la pensée, de la plume, du vote, la liberté pour la France de se gouverner elle-même. Les 13 et 15 avril, il traite de la question romaine ; favorable à l'indépendance de l'Italie, il ne l'est pas à la formation du royaume d'Italie, prélude certain de l'unité allemande **qui serait fatale à la France.** On violerait la liberté de conscience des catholiques en enlevant Rome au Saint-Siège. A ceux qui lui opposent que l'Italie sera pour nous une alliée utile et dévouée, il répond qu'il n'en croit rien : **L'histoire future de l'Italie est écrite dans l'histoire de la maison de Savoie qui, à toutes les époques, entre la France et l'Autriche, s'est toujours décidée suivant son intérêt du jour.** Emile Ollivier défend l'unité italienne, Rouher attaque Thiers personnellement et lui reproche de n'avoir pas été toujours bon prophète ; Thiers riposte que s'il usait du même procédé, il

pourrait faire des citations gênantes pour le ministre, mais il se refuse à user de tels moyens : J'ai la mémoire de ma vie, M. le ministre, et vous avez sans doute la mémoire de la vôtre. Vous devez comprendre que dans ma bouche il y a des réticences qui ne sont pas sans quelque modération. Il flétrit la spoliation scandaleuse d'un souverain légitime et reconnu ; le principe des nationalités entraînerait un démembrement des Etats de l'Europe, et celui de la conformité de langue est simplement puéril. En violant le droit de l'Italie, on a rendu inévitable le sacrifice du Danemark. Il ajoute pour le baron de Barante : Je désire avoir été utile à la cause de la liberté religieuse si méconnue en cette triste et grande affaire, et du gouvernement de l'Eglise catholique que je crois le meilleur pour la fin à laquelle il a été destiné. Peu lui importe l'impopularité de la cause qu'il défend ; Louis Veuillot, si souvent son adversaire, lui fait honneur de ce noble sentiment.

Les 2 et 6 juin, nouveaux discours sur les finances. Il décortique le budget ; on est en plein déficit, on court à la banqueroute. Après la séance, il étonne le jeune rédacteur Claveau qui doutait de quelques-uns de ses chiffres, en étalant devant lui ses papiers sur une table ; il sort de sa poche une petite bouteille d'encre rouge, la débouche soigneusement, et rectifie les chiffres de Claveau, auquel il transmet comme un flambeau le principe reçu jadis du baron Louis : Jeune homme, rappelez-vous qu'on ne sait rien en politique tant qu'on n'a pas étudié à fond les deux grands ressorts, la finance et l'armée. Ce jour-là, Paulin Limayrac, rédacteur-en-chef du *Constitutionnel*, retourne par punition la statuette de Thiers, en habit, plantée sur sa cheminée, et la menace du doigt, comme il le fait chaque fois qu'ils ne sont pas d'accord. Par contre, dans le *Temps* et plusieurs autres journaux, Jules Ferry, depuis que Thiers a repris sa place au Parlement, le soutient vigoureusement. De grandes batailles s'annoncent pour 1866. Une caricature de la *Vie parisienne* porte cette légende : Petit bonhomme vit encore. Le premier ténor de la Chambre. Le 23 février, Saint-Hilaire annonce à Cousin : M. Thiers se prépare à parler ; c'est un immense service qu'il rend au public. Il n'y a que sa parole d'autorisée ; nos affaires en ont bien besoin. A l'annonce de ses discours, le palais du Corps législatif est en émoi. On lui donne autant de billets qu'il en veut. On offre la loge présidentielle à Mme Thiers, qui l'occupe avec sa sœur ou le général Changarnier : Sextius Aude apporte de chez lui le café froid qu'il boit à la tribune, soigneusement préparé par Mme Thiers ou Mlle Dosne, et que les garçons de bureau reçoivent avec un empressement superstitieux. S'il ne le boit pas, les secrétaires-rédacteurs s'en chargent. La séance finie, un service de nuit se tient en permanence dans la salle des Conférences pour lui permettre de corriger ses épreuves, ce qu'il fait longuement et avec soin. Un soir, Ludovic Halévy lui fait remarquer que deux phrases, placées à la suite, répètent la même idée sous une forme différente : Je le sais bien, répond-il, c'est exprès. Il faut se faire comprendre par tout le monde. La première fois, c'est pour les gens intelligents, et la deuxième, pour les imbéciles qui sont en majorité en dehors de la Chambre... et même en dedans ! Quand Walewski est président, on ne les porte pas chez lui ; on l'installe dans le cabinet présidentiel, et les domestiques de la Présidence reçoivent la consigne de se tenir à ses ordres.

Première passe d'armes le 26 février : le discours du Trône s'oppose aux réformes libérales, sinon lentes et à longue échéance ; Thiers s'appuie sur l'article 1 de la Constitution de 1852, qui reconnaît et garantit les principes de 1789, pour réclamer à nouveau les libertés nécessaires. On s'efforce de le fatiguer par des clameurs et des interruptions. Le dangereux esprit de M. Thiers,

dit Rouher, qui doit, devant les protestations de la Chambre, retirer le mot ; il s'excuse auprès de Thiers, qui ne lui refuse pas la main. Le 2 mars, protestation contre le silence de l'Adresse en réponse au discours de la Couronne qui préconisa la neutralité en présence de la violation du droit commis par l'Allemagne en Danemark. Les 10 mars, 14 et 18 avril, Thiers traite de l'agriculture et de la marine marchande avec une sûreté qu'admirent les spécialistes. Vient la journée, du 3 mai : **La question est si grave**, dit Thiers à ses intimes, **que je sortirais de ma bière pour montrer le danger qui menace la France**. Le Tout-Paris des grandes premières parlementaires envahit les tribunes. La salle, vibrante, halète de curiosité. La petite voix grêle et pincharde qui, habituellement, monte en flûte jusqu'aux combles, emprunte à la gravité du sujet un caractère exceptionnel de solennité et de profondeur. On est à la veille de la guerre entre la Prusse et l'Autriche. Rouher cherche à justifier son détachement de la question du Danemark. Thiers défend le droit et la paix. En un raccourci saisissant, il dévoile le jeu de la Prusse : le Danemark avait un territoire fertile, qui pouvait convenir à un voisin avide ; un beau port, celui de Kiel ; un grand canal, celui de l'Eider, qui peut réunir la Baltique et la mer du Nord... On lui a pris ces beaux duchés au nom de la Confédération germanique, et après on les a gardés pour soi ; après les avoir pris de moitié avec l'Autriche, on lui dit : **Laissez-les moi, ou je fais la guerre**. Conséquences : l'Allemagne conquise et unifiée par la Prusse, un nouvel Empire germanique reconstitué avec son siège non plus à Vienne, mais à Berlin, qui serrerait de près notre frontière, et au lieu de s'appuyer comme jadis sur l'Espagne, s'appuierait sur l'Italie. La France a le droit de s'y opposer. La salle frémit d'enthousiasme, et l'enthousiasme se répand au dehors, dans les clubs, les cafés, et sur les boulevards. Lorsque l'orateur traverse la salle des Pas-Perdus, la foule se presse sur son passage et se découvre. Pereire lui serre les mains en versant des larmes. Pendant deux jours, les complimenteurs défilent place Saint-Georges. L'orateur remercie Jules Ferry pour un chaleureux article : **Votre talent d'écrivain grandit tous les jours, et je vous engage à vous en servir beaucoup dans le Temps. C'est une puissance qu'une plume, et qui est bonne à employer avant qu'on puisse se servir de la langue**. Cousin, comme John Lemoine et les Débats, voit dans l'avènement de la Prusse la fin de la coalition européenne contre la France ; Thiers n'a pas de peine à lui prouver à quel point il s'abuse, et quelle faute irréparable ce serait que de mettre 50 millions d'Allemands dans la main de la Prusse, et 25 millions d'Italiens dans celles du Piémont. Guizot voit clair, et écrit à son ancien rival : **Vous avez sauvé l'honneur de l'esprit politique en France**.

Ce succès provoque chez l'empereur, le 6 mai, une explosion de mauvaise humeur au comice agricole d'Auxerre ; Thiers sourit : **J'ai fait parler un homme qui ne dit jamais rien, et je lui ai fait dire une bêtise**. Lorsqu'il reprend la parole au moment décisif, on lui ferme la bouche en inaugurant le système d'interruption des couteaux de bois. Il annonce au prince Napoléon, qui, dans un entretien privé, prévoit le triomphe de l'Autriche sur l'Italie et la Prusse : **Je suis vieux, mais au train dont vont les choses, j'irai peut-être encore vous serrer la main dans l'exil**. Le 3 juillet, la bataille de Sadowa lui donne cruellement raison. De Trouville, il envoie ces directives à Jules Ferry : **La médiation est le plus ridicule avortement qui se puisse imaginer, et nous avons abouti au résultat inévitable et que je n'avais que trop prédit, de la France descendant au second rôle**. Même note à Saint-Hilaire : **Je suis désolé d'avoir inutilement et toute ma vie prêché un peu de courage aux Bourbons, un peu de prudence aux**

Bonaparte... une politique qui avait pour elle l'évidence. La France vraiment libre, c'est-à-dire affranchie du gouvernement personnel, se serait sauvée. Le pouvoir personnel exploitant des majorités faibles, peu clairvoyantes, et surtout plates, aura perdu notre pays. Duvergier, Casimir Périer abondent dans son sens. A Charles de Lacombe, pour lequel il professe une particulière estime, il dit aussi : Quel chemin la France a fait depuis trois mois, dans la voie de l'amointrissement où elle s'est mise avec la doctrine des nationalités ! De Trouville, il s'arrête au milieu d'août chez le duc de Broglie, et finit la belle saison à Franconville. Il y reçoit le duc de Beaufremont, venu lui conter sa récente entrevue avec Bismarck, qui lui donna de curieux renseignements sur sa tentative d'entente avec Napoléon III en 1865. En novembre le diplomate belge Dechamps, se rendant à Vienne, promet de recueillir pour lui tous renseignements utiles.

Le 14 mars 1867, pourquoi donc cette queue de voitures ? — C'est M. Thiers qui donne une séance de musique de chambre La Vie parisienne plaisante. Thiers, un peu agité, va parler ; il craint que ses forces ne le trahissent. Lorsque la gloire de mes enfants se joue sur cette carte de la parole, note Mme Dosne, je souffre comme si je les savais au milieu d'un danger. Depuis le 19 janvier, l'Adresse est supprimée ; reste le droit d'interpellation, avec assentiment préalable. A la suite d'un discours de l'empereur, le 15 février, rassuré parce qu'il voit se créer la confédération d'Europe prévue par Napoléon Ier, Thiers obtient l'autorisation d'interpeller. Avec une singulier hauteur de vues, une prescience exacte des événements, un rare bonheur d'expression, il reprend et développe ses arguments sur la politique des nationalités, sur la lourde erreur des guerres d'Italie et du Mexique ; -il flétrit la politique qui consiste à se ranger du côté des ambitieux, et préconise celle qui consiste à se mettre, pour assurer la paix, à la tête de tous les intérêts menacés. Je ne suis occupé que de l'intérêt du pays et de ma mémoire, car j'approche du terme de l'existence. La France n'a plus d'alliés en Europe : l'Autriche est brisée, l'Italie cherche des aventures, l'Angleterre se sépare systématiquement du continent, la Russie s'en tient à son intérêt personnel et, du côté de l'Espagne, jamais les Pyrénées n'ont été aussi hautes. L'alliance anglaise s'impose, et le ralliement des petits Etats : politique modeste comme le bon sens. Et ce dernier avertissement, coup de tonnerre longuement répercuté dans le monde : Il n'y a plus une faute à commettre. Il réplique le 18 mars à Garnier Pagès, Emile Ollivier et Rouher, pour conclure à une politique conservatrice au dehors, libérale au dedans.

La discussion est vive. Rouher, doué d'un talent d'imitation remarquable, exaspère Thiers en reprenant son argumentation, mot par mot, geste par geste, intonation par intonation. Debout à son banc, Thiers le menace du poing, et la gauche l'empêche de parler. Rouher se retourne vers le président Walewski et lui demande énergiquement de faire respecter la liberté de la tribune. Walewski, mollement : J'engage l'honorable M. Thiers à se calmer. Rouher, furieux : Mais présidez donc, n... de D..., ou venez à la tribune défendre le gouvernement, si vous en êtes capable. — M. Thiers, je vais être obligé de vous rappeler à l'ordre. — Je m'en f... pas mal. Entre deux démissions, l'empereur choisira celle de Walewski. Claveau lit sur la physionomie de l'auditoire : incontestablement, Thiers a pour lui la majorité des consciences, associées, bon gré, mal gré, à ses regrets patriotiques. Son discours achevé, il griffonne, encore dans le feu de l'action, des billets hâtifs, froissés, maculés de taches d'encre, qu'il expédie d'urgence à sa femme et à sa belle-mère : Je suis bien content, Berryer m'a embrassé en pleurant. J. Simon était transporté. Les modérés de la majorité m'ont comblé. Mais j'ai eu des forces jusqu'au bout, ce dont je doutais d'abord.

Mes forces sont entières. Tout à vous. Je suis vraiment soulagé. A. T. Chez lui, la foule des grands jours le félicite. En province, on s'arrache les journaux à l'arrivée du courrier. Le facteur apporte un abondant courrier : Entre votre discours et celui de Jules Favre, Rouher, si gros qu'il soit, est resté plat comme une punaise. Il a fait son métier de gladiateur de la parole, écrit Duvergier. D'Augustin Cochin : Ce n'est plus seulement la politique, c'est l'Histoire qui parle par vos lèvres. De Liedekerque-Beaufort : Je ne sais s'il est un plus beau spectacle que celui qu'offrent la raison et la confiance de l'homme relevant par un sublime effort la cause de la vérité et du droit, et restituant aux saines traditions politiques leur légitime empire. De Piscatory : Vous aurez beau faire, mon cher ami, vous ne grandirez plus. De Falloux : Vous venez d'écrire une page à la Bossuet. Montalembert se désole de ne plus pouvoir l'entendre. Du duc d'Aumale, du prince de Joinville, de Sébastiani, d'un commis de comptabilité de la Marine, d'un major de recrutement de la Moselle, d'un étudiant en Droit, l'enthousiasme s'exprime en termes élevés ou touchants. On le supplie de ne plus parler du terme de son existence, de vivre longtemps dans l'intérêt du pays ; on exalte son pur patriotisme et sa perspicacité. Les Goncourt ne partagent pas l'engouement général, et font valoir que le public ne sait même pas les titres des ouvrages de Thiers. Flaubert écrit à George Sand : Peut-on voir un plus triomphant imbécile, un crotard plus abject, un plus étroniforme bourgeois ! Non, rien ne peut donner l'idée du vomissement que m'inspire ce vieux melon diplomatique, arrondissant sa bêtise sur le fumier de la bourgeoisie ! Ces romanciers ne tiraient pas à un million de volumes, comme l'historien.

Brillant épisode de la fête impériale, l'Exposition universelle de 1867 attire à Paris la foule des souverains. Thiers s'entretient avec le nouveau roi des Belges, et en garde un souvenir médiocrement favorable. L'été venu, la mort de Maximilien lui donne encore une fois raison. Le 9 juillet, il fait le procès de la politique gouvernementale : les Anglais, bien renseignés par leurs agents, ont refusé d'aller au-delà du littoral mexicain ; les Espagnols ont suivi ; au contraire, le gouvernement français, documenté par des émigrés, eut le tort d'engager l'affaire dans cette vue simpliste de contenter l'Autriche une fois l'Italie constituée, et celui de persévérer ; une fois réparé l'échec de 1863. Le contrôle parlementaire aurait empêché ces fautes. Pendant deux heures, la Chambre l'écoute religieusement, sans une interruption. Pour *Mme Dosne* ou *Mme Thiers* : On dit que j'ai surpassé tout ce que j'ai jamais fait comme difficulté. Soyez donc contentes, et très contentes. Le lendemain, il démontre l'inexactitude des chiffres fournis par Rouher, et fixe à plus de 900 millions le coût de l'expédition. Il n'y a rien à changer dans votre récit et dans votre jugement, lui dit Guizot.

L'été, quelques incidents électoraux : le duc de Broglie et Ch. de Lacombe succombent sous la pression gouvernementale. Thiers leur recommande de réunir en un dossier les détails de leur élection. L'opinion publique s'est visiblement réveillée partout et nous promet de bons résultats aux élections politiques prochaines. L'anxiété règne dans le public ; il entrevoit la guerre, il en a horreur, et n'ignore plus les causes et les auteurs de la mauvaise position faite à la France ; toutes les échéances arrivent à la fois : Mexique, Rome, Allemagne. Avant l'ouverture de la session et le coup de feu parlementaire, Thiers, à son habitude, donne quelques dîners où il réunit ses intimes et des députés modérés ou de gauche, tels Picard, Favre, Jules Simon, Pelletan, tous décidés à combattre. Garibaldi ayant obligé l'armée française à rentrer à Rome, le gouvernement demande la réunion d'un congrès européen. La discussion s'engage le 2 décembre ; on attend bien un discours de Thiers, on n'en prévoit

pas la franchise. Il parle le 4. Votre politique manque de clarté, dit-il au ministre de Moustier. **Entre le pape qui dit : je dépose ma souveraineté si on me prend Rome, et l'Italie qui dit : vous avez fait mon unité qui n'est pas possible sans Rome, quel est votre terme de conciliation ?** Après la fausse politique des nationalités, vous n'avez plus de politique du tout. Se faire le complice d'une immense perturbation religieuse serait une dangereuse folie. On a commis la faute irréparable de laisser se constituer deux unités qui se tendent la main par-dessus les Alpes. La France a dépensé 50.000 tués et 400 millions pour le prétendu droit de l'Italie, et la maison de Savoie nous abandonna toujours au premier intérêt qu'elle eut à le faire. Si l'on reste dans l'équivoque, si l'on n'agit pas, ce sera au profit de la Prusse et de l'Italie. Ayez la franchise de dire : sachez bien que dans aucun cas je ne vous abandonnerai le pape, et n'allez pas à une conférence où l'on dirait que vous vous abritez derrière l'Europe protestante pour consommer la ruine de l'Eglise catholique. Rouher s'écrie : **Vous avez raison !** Acclamation unanime. A partir de ce moment, l'orateur tient la Chambre suspendue à sa parole ; jamais il n'exerça pareil ascendant ; un irrésistible courant d'émotion l'en rend maître : adhésion absolue, retentissante, à une politique qui touchait au fond même de la conscience humaine. Quand il a fini, Berryer et lui prennent Rouher sous le bras pour l'obliger à monter à la tribune et à accentuer son adhésion. Le 9, Ollivier attaque Rouher : la majorité semble dire à Thiers, qui jubile : **Est-ce que vous n'allez pas nous débarrasser de ce fâcheux ?** A ce moment précis, le fâcheux prêle le flanc en présentant sous un jour paradoxal jusqu'au défi l'ancienne et classique politique de toute la vieille monarchie française. Il risque, sans rire, que Henri IV avait voulu fonder la République universelle. Thiers n'y tient plus, et lui crie : **Je sais, M. Ollivier, que vous êtes un élève studieux, mais vous a-t-on bien expliqué la politique de Henri IV ?** On rit, mais l'émotion l'emporte quand il monte à la tribune : **De tous côtés on conquiert autour de nous, et loin de conquérir, nous n'osons même pas dire : arrêtez-vous !** Le pape lui exprime sa reconnaissance par Dupanloup, et Falloux triomphe : **Quelle victoire pour vous et quel triomphe pour l'ordre moral dans l'Europe tout entière !... Vous avez gagné trois batailles à la fois : celle de la Papauté, de la paix, de la liberté.** D'humbles desservants le louent d'avoir sacrifié sa popularité : **Chaque jour à l'autel, je place votre belle âme sur une patène d'or, à côté de Pie IX et de Montalembert.** P.-F. Dubois, vieilli, la main tremblante, l'écriture presque illisible, tient à lui exprimer sa vieille et fidèle affection.

Jusqu'à la nuit qui précède la discussion, le Gouvernement ne sait s'il présentera son projet de loi sur la liberté de la presse. Du 30 janvier au 22 février 1868, Thiers prononce six discours sur cette sauvegarde de l'homme et de la Société ; il faut la demander à la monarchie pour échapper à ce qu'il y a de plus dangereux, le gouvernement d'un homme ; à la république pour échapper à ce qui n'est pas moins dangereux, le gouvernement d'une faction. Dînant à côté de la princesse Julie Bonaparte, l'empereur se penche à son oreille : **Voyez-vous toujours M. Thiers ? — Peu, maintenant, Sire. — Que pense-t-il de la loi de la presse ? — Sire, à la manière dont il parle à la tribune, il a l'air très convaincu de sa nécessité. Si Votre Majesté l'entendait, elle en jugerait comme moi. — Je ne l'ai point entendu, mais je l'ai lu, et je trouve qu'il a raison... Nous serons peut-être obligés d'arriver à ses idées.**

Le 13 mai, parlant du régime économique de la France, il préconise un protectionnisme opportuniste, et veut nous affranchir des traités qui nous lient à l'étranger. En juillet, discussion financière où il est sur son terrain : il s'inquiète

des dépenses votées sans la préoccupation des ressources correspondantes, et des budgets **doués d'une forte croissance**. On pourvoit au découvert par des emprunts ou des aliénations du domaine de l'Etat ; une fois, passe, mais cela dure depuis seize ans. Les économies proposées sont de ; purs ajournements. Si l'on ne dit pas certaines vérités aux gouvernements, elles les détruisent. **Tous les gouvernements me sont indifférents, je ne m'attache qu'aux conditions qui peuvent assurer la bonne gestion des affaires du pays**. Il voudrait bien se reposer, mais chaque jour les fautes du gouvernement augmentent sa besogne. Combien il préférerait s'absorber dans les études scientifiques qui le passionnent en ce moment ! Les prophètes lui disent : **Vous êtes bien grand, Monsieur, et cependant vous êtes destiné à monter encore plus haut**. Le rideau tombé sur la comédie parlementaire, il s'installe à Saint-Germain-en-Laye. Déjà pointe la préoccupation des prochaines élections générales, et il regarde avec une extrême inquiétude ce qui se passe en Espagne.

Au début de la session de 1869, il reproche au gouvernement de restreindre le cercle des interpellations après avoir supprimé l'Adresse. Il dénonce les fantaisies financières qui de 50 millions sous Rambuteau font passer à 250 millions le budget de la Ville de Paris sous Haussmann, lequel se procure 461 millions sans ; s'adresser aux pouvoirs publics, violant ainsi la lettre et l'esprit de la loi. Il dénonce l'insuffisance de la loi sur la presse, les vices du système électoral, l'absence de garanties parlementaires, la nécessité de la responsabilité ministérielle. **La liberté signifie ceci, que la France ne s'éveillera pas un matin surprise par l'ordre donné à ses enfants de courir à la frontière pour y verser leur sang**. La politique intérieure a le devoir d'imposer un frein au gouvernement pour qu'il ne commette pas de nouvelles fautes à l'extérieur.

Le gouvernement prépare de longue main le terrain électoral. Il remanie les circonscriptions. Thiers en est le premier patient : i on lui retire son quartier Saint-Georges et on le gratifie des Tuileries, des Ecuries impériales du Louvre et de la Préfecture : le régiment des gendarmes de la Garde, les sapeurs-pompiers et les i sergents de ville voteront contre lui. Son ancien concurrent, le chocolatier Devinck, battu en 1863, lui enlèvera les voix gouvernementales ; on suscite la candidature socialiste du comte d'Alton-Shée qui le rognera sur sa gauche, et, pour mieux diviser les voix, celle d'un modéré, Berrier-Fontaine. Devinck flatte les intérêts particuliers en demandant la participation de tous les commerçants aux élections pour le tribunal de Commerce, et l'augmentation des traitements des petits fonctionnaires. Pure démagogie ! Thiers, au contraire, n'hésite pas à heurter les intérêts particuliers au profit de l'intérêt général et se vante de s'être opposé aux folles dépenses de Paris. Les réunions électorales se déroulant sous l'œil du commissaire de police en tenue, il s'en tient aux réunions privées, au siège de son comité présidé par Dufaure, dans l'appartement de la rue Neuve-des-Petits-Champs que Berryer habita 45 ans ; il ne veut pas de réunions publiques **en présence des agents de l'autorité disposés à laisser la parole à tout autre que lui**. Barrot le dit : il lui faut triompher du machiavélisme de la police et de la démagogie. **Le petit lion est très monté, et se déclare implacable**. Il se présente aussi à Marseille, contre Gambetta et de Lesseps. Gambetta, élu au premier tour à Paris, obtient le plus de voix à Marseille, où Thiers se désiste. Il refuse à d'Alton-Shée un cartel en vue du ballottage, qui se produit : Thiers, 13.333 voix ; Devinck, 10.404 ; d'Alton-Shée, 8.721 ; divers, 225. **Tristesse générale pour les gens de bien**, note mélancoliquement Mme Dosne. Dans son quartier, Thiers a voté pour le républicain Ernest Picard. Le gouvernement redouble d'intrigues, de manœuvres, de libelles, et intensifie ses pressions. Les

amis de Thiers ne décolèrent pas. Le 7 juin, émotion intense : Mme Dosne, chargée de 76 ans, anxieuse, palpitante, et Félicie doutent ; Mme Thiers croit au succès. Dans sa chambre, Mme Dosne consigne ses impressions sur le papier ; à 4 heures, elle pose la plume et descend au salon où arrivent les premiers résultats du scrutin. Thiers est élu par 15.909 voix contre 9.802 à Devinck et 5.561 à d'Alton-Shée. A son comité, j congratulations ; Dufaure prononce un discours ; le vainqueur, ému, la voix tremblante, se lève : **Je ne puis parler, je ne puis parler, mais sachez que je me conduirai toujours en honnête citoyen.** Il écrit à Ch. de Lacombe : **Pris entre deux feux, j'ai vaincu l'ennemi, mais ma victoire ne me vaut que la prolongation d'un fardeau écrasant.** Des ballotages de Thiers, de Favre et de Garnier-Pagès, Edgar Quinet conclut que la vieille opposition devra faire un pas. Les gauches cherchent à s'entendre ; Jules Ferry prétend qu'on ne réussit pas à refaire un grand centre gauche parce que Thiers s'en voyait le chef, mais préféra rentrer sous sa tente plutôt que figurer comme un simple appoint de la vraie gauche.

Au début de juillet, Mme Dosne doit s'aliter. On loue **une campagne** avenue d'Eylau où on la transporte. Elle ne se relèvera plus, et s'éteint le 27 août, au matin, dans sa 77e année. Quelque temps avant sa mort, elle disait à La Guéronnière : **Oh ! Rappelez-vous cette crainte qui m'obsède ; vous verrez les Prussiens à Paris ; moi, je n'y serai plus : l'invasion et le siège de Paris sont la conséquence de ce gouvernement de carnaval et de fantasmagorie.** La douleur de Thiers est déchirante. Il se confie à Hilaire de Lacombe : **Mon ami, cette âme si noble, que vous avez pu voir et juger, nous a quittés hier, et nous a laissés anéantis. Je ne vis plus, je ne veux plus vivre !... Je n'ai plus qu'un désir, s'il m'en reste un après le coup qui m'a frappé, c'est de l'entourer de la considération qu'elle méritait à tant de titres, et mes amis, en la lui témoignant, me procureront la seule consolation qui dépende d'eux.** Il conduit le deuil le 2 septembre. Le surlendemain, Lacombe et Duvergier le trouvent en camp-volant dans la maison de l'avenue d'Eylau. A chaque instant, il éclate en sanglots. Aux condoléances de Guizot, il répond : **Comme vous, j'ai connu tous les extrêmes de la vie, mais je ne connaissais pas encore la vraie douleur.** A Cannes, au début de novembre, Mérimée, qui ne l'a pas vu depuis deux ans, déjeune avec lui chez le docteur Maure et le trouve très vieilli et toujours très affligé.

A la rentrée du Corps législatif, il siège aux confins de l'extrême-gauche, près de Jules Favre et d'Emile Ollivier dont il disait : **Ollivier ? Eh bien ! Il est jeune, il a du charme, des dons ; et avec cela, il ne prendra jamais ni âge, ni caractère.** Bientôt, le jugement qu'il porte alors sur Prévost-Paradol va recevoir une tragique confirmation : **Le pauvre Paradol, croyez-vous, il part à moitié convaincu, le malheureux ! Je le plains. On a des besoins, il faut vivre, mais pas comme cela, pas à ce prix. Quand il verra qu'il se trompe, il ne se le pardonnera pas.** Dans ses discours il réclame le rétablissement de l'Adresse, passe en revue nos industries et demande la dénonciation du traité de commerce avec l'Angleterre et le retour au protectionnisme. Depuis le 2 janvier 1870, Emile Ollivier, rallié à l'Empire libéral, est ministre ; son collègue aux Affaires Etrangères, le comte Daru, presse Thiers d'accepter une mission à Rome pour y porter le mémorandum exposant la politique française, au moment où le Concile se réunit pour déclarer l'infailibilité du pape : bien que ce soit à la demande des évêques opposés à l'infailibilité, Thiers refuse. Après le plébiscite du 8 mai qui assure à l'Empire sa dernière victoire, le peintre Courbet refuse la croix de la Légion d'Honneur ; Thiers, qui ne comprend pas qu'un artiste soit républicain, le reçoit chez lui pour le complimenter ; curieuse entrevue : Courbet se vante

d'avoir, dès l'âge de dix ans, cherché la solution de la question sociale en de longues causeries avec sa grand'mère ; cette solution, les républicains, dit-il, l'apporteront bientôt. Thiers lui fait les honneurs de sa collection ; en art comme en politique, les deux hommes se heurtent. Courbet emporte de sa visite le souvenir précis des richesses artistiques qu'il vient de contempler.

A quelques semaines du drame, l'inquiétude gagne les partisans de la dynastie, qui va se précipiter dans l'issue si souvent prédite par Thiers. L'action se noue le 30 juin 1870. La Chambre discute le projet de loi relatif à un appel de 90.000 hommes sur la classe de 1870. Peu auparavant, le maréchal Lebœuf est venu chez Thiers avec une lettre de l'Empereur, qui compte sur son concours pour défendre les intérêts de l'armée, bien qu'il le sache ennemi. Ni ami, ni ennemi, mais étranger au gouvernement, répond-il. Il s'y ralliera si l'on donne les libertés nécessaires, et une autre direction à la politique extérieure, comme il se rallierait à tout gouvernement servant les intérêts nationaux. Il approuva en 1867 les armements du maréchal Niel avec lequel il prit contact ; aujourd'hui, il aurait donné son concours sans qu'on le lui demandât. Ce faisant, il se sépare de ses amis politiques. Il leur dit qu'ils se trompent. Garnier-Pagès s'illusionne en s'imaginant assister en Allemagne à une lutte ardente pour la diminution des armements et choisit mal son moment pour bouleverser nos institutions militaires. Le gouvernement accepte une réduction de 10.000 hommes sur le chiffre habituel du contingent : cette invite au désarmement n'est pas comprise au dehors ; nous n'aurons la paix que si nous sommes forts ; l'Autriche fut battue parce que des réductions imprudentes la mirent dans l'impossibilité de faire face aux besoins de la guerre ; la Prusse a doublé sa puissance militaire depuis Sadova. Le système purement défensif proposé par Jules Favre est une erreur, comme la continuation d'une opposition vigoureuse à des ministres pris dans l'opposition. Certes, la philosophie et la civilisation ont progressé ; la facilité des communications influe sur les rapports des peuples entre eux : mais ces sentiments éteignent-ils l'ambition au cœur d'une nation forte ? Non ! Il ne faut pas dépendre absolument de la sagesse d'autrui. La formidable Allemagne militaire d'aujourd'hui a remplacé l'Allemagne fédérale impuissante de jadis. Thiers adjure la Chambre de ne pas réduire le contingent. Ollivier, donnant une preuve de plus de cet aveuglement que l'on retrouve à chaque page de sa correspondance avec le prince Napoléon, affirme que jamais la paix ne fut plus assurée en Europe. On vote. L'amendement qui veut ramener le contingent à 80.000 hommes est repoussé.

La candidature Hohenzollern posée, Thiers y voit une de ces entreprises intolérables par lesquelles il prédisait que la Prusse contraindrait la France à tirer l'épée. Il pense qu'une diplomatie avisée peut suffire à parer le coup. Lorsqu'il arrive à la Chambre, le 6 juillet, le duc de Gramont vient de lire une déclaration longuement délibérée en conseil. On se précipite vers lui : **Vous savez ce qui se passe ? — Quoi donc ? — La guerre. — Comment ! La guerre ? — Oui, la guerre !** Il n'en croit ni ses oreilles, ni ses yeux. Il s'explique avec Emile Ollivier. Consterné, il ne récrimine pas. La Prusse s'est mise dans son tort ; si la France lui facilite un mouvement de retraite, l'Angleterre et la Russie sauvegarderont la paix. Ollivier paraît heureux de cette perspective, et entre dans ces vues. Mme de La Ferronnays reçoit du général de Rochebouet, commandant à Metz, et lit à haute voix dans son salon une lettre si inquiétante qu'on juge devoir la communiquer à Thiers ; son amie, la duchesse de Galliera, s'en charge. La simple lecture du budget l'a déjà amplement renseigné. Patriotiquement, il veut faire savoir confidentiellement à l'empereur que l'armée n'est pas aussi prête

qu'on le dit en haut lieu, et qu'il appuiera la demande des crédits militaires pour obtenir un vote unanime. Il charge Philippe de Massa d'informer de ses dispositions une cousine de l'empereur, Anna Murat, duchesse de Mouchy, qui en parlerait à l'impératrice. La duchesse part pour Saint-Cloud, et rencontre l'empereur dans le parc. **Faites-lui répondre que sur les bancs de l'opposition aussi bien qu'au ministère, l'empereur compte sur le patriotisme de l'historien du Consulat et de l'Empire.** Napoléon III a compris que Thiers voulait un portefeuille ministériel, alors qu'il offrait ses avis désintéressés.

Dans les couloirs, le 11, Thiers riposte avec vivacité à ceux qui prétendent ne pas se contenter d'une reculade escomptée de la Prusse ; il y croit ; Ollivier ne l'espère plus, au moment même où elle se produit. **Maintenant, lui dit Thiers, il faut nous tenir tranquilles. — Soyez rassuré, nous tenons la paix, nous ne la lâcherons pas.** Le 12, les influences de cour, les bonapartistes qui n'espèrent reprendre leur ascendant que par une guerre, agissent sur l'empereur : dans le but avoué d'humilier le roi de Prusse, on décide la demande de garantie. Le 13, Thiers croise Emile Ollivier et le duc de Gramont à la grille du Palais-Bourbon ; il leur recommande la prudence, et un effort pour provoquer la médiation de l'Angleterre. Il entraîne cinq ministres dans un bureau, et les adjure de ne pas se laisser influencer par les criards, de s'opposer à une guerre pour laquelle ils n'ont pas d'alliances et ne sont pas prêts ; jamais il ne fit pareil effort pour persuader des hommes ; il est haletant, baigné de sueur ; les uns silencieux, les autres émus aux larmes, lui promettent d'être peu exigeants. Il fait une campagne parmi les députés du centre ; plus de cent ; lui promettent de le suivre s'il donne le signal de la paix. Il revoit des ministres. Plichon et Chevandier de Valdrôme donnent leur démission pour ne pas prendre la responsabilité de la guerre. Le 14, se produit le coup de la dépêche d'Ems ; des bandes de gens de police crient sur les boulevards : **A Berlin !** Le public de l'Opéra réclame la Marseillaise. Le gouvernement demande, le 15, les crédits nécessaires pour la Guerre, la Marine, et la garde nationale mobile. Ollivier lit au Corps législatif une communication sur la rupture des négociations avec la Prusse. **Ne vous en mêlez pas,** dit Thiers à ses collègues ; **laissez-moi faire.** Poussé par un mouvement dont il n'est pas le maître, il jaillit de sa place, prêt à tout braver. Des cris furieux l'accueillent. Cinquante énergumènes lui montrent le poing, l'injurient, lui crient qu'il déshonore ses cheveux blancs. Il ne recule pas. Il est impossible que le roi de Prusse, ayant cédé sur le fond, ait voulu outrager la France. Sûrement, il y a tromperie. Que l'on gagne 24 heures et la paix sera sauvée. Il bondit à la tribune et demande la production des pièces que l'on prétend outrageantes. Les interruptions hachent sa parole. On entend : **S'il y a eu un jour, une heure, où l'on puisse dire sans exagération que l'Histoire nous regarde, c'est cette heure et cette journée, et il me semble que tout le monde devrait y penser sérieusement... Soyez convaincu que quand on a vécu 40 ans au milieu des agitations et des vicissitudes politiques, et qu'on remplit son devoir, et qu'on a la certitude de le remplir, rien ne peut vous ébranler, rien, pas même les outrages... Vous rompez sur une question de sensibilité... Je suis tranquille pour ma mémoire, je suis sûr de ce qui lui est réservé pour l'acte auquel je me livre en ce moment. — Vous êtes la trompette antipatriotique du désastre,** hurle le marquis de Piré ; **allez à Coblenz ! — Vous saisissez mal l'occasion de la réparation de Sadova que vous désirez et que je désire comme vous.**

Ollivier refuse de donner connaissance des pièces qui prouveraient la réalité de l'insulte, et, sans souci de la responsabilité qu'il assume, prononce le mot qui fulgure, imprimé au fer rouge sur sa mémoire : **Nous l'acceptons d'un cœur léger**

! — Nous devons la guerre à une faute du Cabinet, reprend Thiers... Vous aviez obtenu le fond, et un avantage considérable. Mathieu, Cassagnac, Belmontet interrompent ; le marquis de Piré revient à la charge : La Chambre est indignée, quand il s'agit de l'honneur de la France, qu'on vienne à la tribune faire tourner devant, nous le moulin de Sans-Souci. Le comte de Leusse jette : Vendu ! — La violence que vous me ferez, c'est sur vous qu'elle retombera. — Il faudrait, dit le baron Jérôme David, beaucoup de bataillons prussiens pour faire à la France autant de mal que vous lui en faites involontairement. — Ceux qui ont fait du mal à la France, ce sont les auteurs du Mexique et de Sadova... Soit, Monsieur, appelez-moi un ami du roi de Prusse... Oui ! oui ! dites-le ! Je désire que le *Journal officiel* reproduise toutes vos interruptions : le pays jugera entre vous et moi. — Assez ! Assez ! — C'est par la faute du Cabinet que nous avons la guerre... Dans notre siècle, on ne peut plus faire la guerre capricieusement... Il faut avoir l'opinion du monde avec soi, et il convenait d'attendre que la Prusse, se livrant à de nouvelles usurpations, nous donne pour alliées et les nations menacées, et le monde indigné. Séance diabolique ! Devant cette folie criminelle, l'indignation de Thiers est si grande que ce qu'on appelle son courage ne lui coûte rien du tout. Son cœur se soulève : ceux qui en 1866 l'empêchèrent de parler et refusèrent d'arrêter le mal à son origine, en précipitent aujourd'hui les conséquences au risque de les rendre définitivement mortelles. Le public élégant des tribunes l'apostrophe. Emile de Girardin hausse les épaules avec un air de défi. Un journal imagine une lettre de félicitation du roi de Prusse à son fidèle serviteur Thiers. Des misérables veulent piller son hôtel. Le ministre de l'Intérieur lui offre sa protection : Je vous remercie, mon cher collègue, c'est inutile. — Mais Mme Thiers est sans doute chez elle ; elle va être très émue. — Mme Thiers est une femme de courage et de sens ; elle pensera, comme moi, que c'est un grand honneur pour nous si notre maison est pillée parce que j'ai défendu le sang de nos soldats. Rue Lafayette, des militaires ivres l'injurient. La foule jette des pierres contre son hôtel. Un ouvrier crie : A bas Thiers ! A bas le Prussien ! A bas le vendu ! La Chambre ne le nomme pas membre de la commission des crédits militaires. La session close, il n'a plus rien à faire à Paris, et part pour Trouville.

XXVI

LA GUERRE

En six jours, Wissembourg, Woerth, Frœschwiller, Reichshoffen, Spickeren, Forbach... L'impératrice convoque les Chambres pour le 9 août. Le 8 au soir, Thiers prend le train pour Paris avec sa femme, sa belle-sœur, Duvergier et Saint-Hilaire ; il aperçoit sur le quai le comte de Chambrun, et le fait monter dans son compartiment réservé. Il répète : **Nous allons assister à des événements déplorables, vous entendez bien, déplorables.** Au petit jour, il s'endort. Reposé, il arrive à la Chambre pour assister à la chute d'Emile Ollivier, que la régente remplace par le comte de Palikao. Ses collègues le chargent de rapporter une proposition de Kératry : la mise en accusation du maréchal Lebœuf. De bonne heure, le 10, en toilette du matin, il cause avec Nefftzer dans son jardin. D'Haussonville lui apprend que les princes d'Orléans demandent aux ministres de la Guerre et de la Marine à prendre du service. Il hausse les épaules, l'air très mécontent. Tous trois montent dans son cabinet : **Il paraît que c'est ma destinée de prêcher toujours, à tout le monde, le bon sens et la bonne conduite, et de n'être écouté de personne.** Les princes ont mille fois tort, leurs amis les conseillent très mal. **C'est funeste, c'est coupable de faire en ce moment une démarche qui va causer beaucoup d'ombrages, et de compromettre, par suite de préoccupations personnelles, tous les efforts pénibles que je tente pour tirer le pays d'une passe affreuse.** D'Haussonville explique la démarche, qu'il n'a pas conseillée. Thiers le reconduit : **J'ai peut-être été un peu vif dans mon langage, mais tout ce qui se passe est si gros ! La moindre démarche pourrait faire tant de mal !** A la séance du lendemain, il prend position à égale distance de la gauche et du gouvernement. Sa présence seule à la tribune est une revanche. Il annonce que Lebœuf n'est plus major-général. Quelques jours plus tôt, s'il suppliait ses collègues de ne pas déclarer la guerre, c'est qu'il savait, et ne pouvait le leur dire, que la France n'était pas prête ; il rappelle ses vastes ressources, le courage de ses soldats, et rejette nos malheurs sur l'incapacité sans égale des gouvernants. Le 12, Estancelin lit à la Chambre la demande d'un de nos amiraux, désireux de servir ; on applaudit ; le nom ? François d'Orléans, prince de Joinville : tempête de protestations ! Dans les couloirs, Thiers s'en prend à Estancelin : **Ce que vous avez fait là est absurde. Je veux qu'on sache que je suis opposé à leur folie. Je les renie absolument. — Je n'ai de conseils à recevoir de personne ... Ceux qui ne sont pas contents peuvent aller se faire...** Thiers donne son avis réfléchi à d'Haussonville pour Bocher, qui le transmettra aux princes : **Je n'ai pas approuvé les dernières démarches des princes. Suivant moi, elles étaient inutiles, et tout ce qui est inutile est nuisible. Mais il serait également fâcheux pour eux de négliger l'occasion favorable qui peut-être se présente aujourd'hui... L'envie de se débarrasser de la dynastie actuelle est si grande que peut-être, à un moment donné, elle fera tourner les yeux du côté des d'Orléans. Il ne faudrait pas qu'à ce moment-là on ne les trouvât pas sous la**

main. Les princes ne pourraient-ils lever des corps francs, et guerroyer sur les flancs de notre armée ? Quand ils auraient fait brillamment le coup de feu, nos soldats se le diraient. Mais il s'agit là d'une éventualité, non d'un conseil positif.

Le soir, on se réunit chez lui ; chacun vient comme il est, et apporte son renseignement. **Rien n'est noble, et même admirable comme l'attitude de Thiers dans cette crise,** dit le duc de Broglie. D'Haussonville amène Henri de L'Épée, retour de Lorraine.. Jules de Lasteyrie signale le désarroi : appels et contre-appels de classes, 100 fusils distribués par bataillons de 1.800 hommes, et si mauvais qu'ils cassent à chaque manœuvre. Le ministre de l'Agriculture, Clément Duvernois, suit les conseils de Thiers pour l'approvisionnement de Paris. Lui, n'a qu'un objectif : contribuer de toutes ses forces à la défense, sans songer à ses préférences pour l'avenir. Actuellement, il veut un gouvernement impersonnel, anonyme. D'Haussonville voit en lui l'unique négociateur capable de traiter avec l'Europe, et le lui dit.

Le gouvernement institue un Comité de Défense des fortifications de Paris. Kératry propose d'y introduire 9 députés, Glais-Bizoin de créer une commission parlementaire chargée de s'entendre avec le Comité. Thiers, rapporteur, repousse ces deux propositions. On lui offre d'entrer au Comité : **Si j'acceptais, je perdrais toute autorité morale,** répond-il. Mais la Chambre lui livre un violent assaut pour le décider ; couvert par cette approbation publique, il accepte : **Si je refusais de prendre ma part de la tâche commune, je serais coupable devant le pays.** Il interroge Trochu, lyrique, manquant de clarté et de précision, incapable de le renseigner sur l'état de l'armement. Puisque le général donne 4 heures par jour à Simon, Pelletan, Arago et autres, n'en pourrait-il consacrer autant à l'inspection des fortifications ? Pourquoi n'iraient-ils pas tous deux, chaque matin, visiter un ou deux forts ? Ils marqueraient sur un carnet ce qui manque, le signaleraient au Comité de Défense, donneraient leurs ordres aux chefs de service, et, le lendemain, en vérifieraient l'exécution. Il dit de Trochu : **Il parle trop.** Aux séances secrètes de la Chambre, **ce sont des engueulements de la droite à la gauche et de la gauche à la droite. Il faut se tenir en dehors de ces violences.** Chaque jour, dès 5 heures du matin, escorté du général de Chabaud La Tour ou de Chaper, neveu du général, il inspecte les forts, descend dans les moindres détails de l'installation, de l'armement, de l'approvisionnement ; il se préoccupe de constituer dans chaque gare de ceinture une réserve de wagons et de trucs ; chaque soir, il communique ses renseignements au Comité, où on discute jusqu'à 2 heures du matin. Il demande la formation d'une armée de 50 à 60.000 hommes sur la rive gauche pour empêcher un blocus de la capitale, insiste sur la nécessité d'arrêter dès à présent les bases de la défense générale de l'enceinte des forts, et d'assigner à chaque bataillon son secteur. Il rédige une Note, puis un *Mémento* sur ces fortifications qu'il fit élever. Il se plaint de la routine des vieux chefs de service ; **on les abrutit quand on leur demande de se hâter,** de s'adapter aux perfectionnements de l'armement. Dupuy de Lôme et Rigault de Genouilly se querellent sans fin ; Thiers horripile le maréchal Vaillant, qu'il juge habile et archifaux ; il se joint à Trochu pour arrêter les envois de renforts à Mac-Mahon, soi-disant pour délivrer Bazaine, surtout pour l'empereur chassé par Bazaine, sifflé par l'armée de Châlons, et ne pouvant rentrer à Paris. A vouloir percer les 300.000 hommes qui enserrèrent Bazaine, **vous avez un maréchal bloqué, vous en aurez deux,** dit Thiers.

L'impératrice lui fait demander les conseils que l'empereur refusa : Mérimée s'entremet, s'annonce par lettre, le 18 août. L'enflure de ses jambes l'oblige à se faire porter. Il est mourant. Thiers ne se soucie pas de ses griefs personnels ; on

l'a traité en ennemi, il ne l'était pas, mais détestait un régime dont il prévoyait l'issue. Au bord de l'abîme, que dire qu'il n'ait déjà dit ? Inutile de récriminer : on peut prévoir toutes les catastrophes. Il prononce le mot : abdication. Mérimée revient à la charge le 20 : **On ne cède à aucune préoccupation personnelle. On est exclusivement préoccupé de ce qui regarde le salut du pays.** Non, répète Thiers : on ne croirait pas à la sincérité de ses conseils ; il ne les donnerait pas d'un esprit tranquille. Mérimée se retire, **fort malheureux.** Le même soir, un Espagnol, intime de l'impératrice, vient tâter le terrain ; Thiers évite le tête-à-tête. La nuit du 2 septembre, au Comité de Défense, Jérôme David interrompt un discours de Thiers en lui glissant à l'oreille : **M. Thiers, n'insistez pas, je vous parlerai tout-à-l'heure.** Vers une heure du matin ils sortent ensemble. David dit : **L'empereur est prisonnier. Le maréchal Mac-Mahon est blessé mortellement.** Tard dans la nuit froide, ils font les cent pas sur le pont de Solférino. **Vous pouvez rendre encore de grands services à la France. — Je ne puis plus rien. De tels désastres ne se réparent pas.** Le 3, d'Aiguesvives revient à la charge : **Que doit faire cette femme infortunée, malheureuse comme épouse et comme mère ?** Thiers conseillerait peut-être un prince d'Orléans : elle, il ne le peut. Elle ne rencontrera chez ses amis et lui que déférence et respect. **Mais un avis à moi, d'Aiguesvives ? — A vous, je dirai qu'à mon sens, en prolongeant son séjour à Paris, elle prolonge une situation qui n'a pas été jusqu'ici sans dignité, qui demeurera, je l'espère, sans danger, mais qui ne me paraît avantageuse ni pour elle, ni pour le pays.**

Ce matin-là, dès 5 heures, il fut aux fortifications ; à 3 heures, il est à la Chambre. On l'entoure, on l'accable de propositions contradictoires. Il ne se prononce pas. Palikao prépare l'opinion au désastre. Favre, Garnier-Pagès, Ferry, Gambetta et Magnin entraînent Thiers dans un bureau dont ils ferment la porte à clef : la révolution est inévitable, le pouvoir doit passer dans ses mains ; qu'il se mette à leur tête, décidés à provoquer la déchéance de l'empereur et à nommer un Comité de Défense nationale provisoire. Il refuse d'y entrer ; il défendra ceux qui le composeront, mais ne veut pas risquer de mettre son nom au bas d'une convention désastreuse, qu'il fit tout pour prévenir. Il aurait voulu que le Corps législatif, **repentant**, s'emparât du pouvoir, négociât la paix ou un armistice, et convoquât une Assemblée qui déciderait du sort de la France. Il résiste aux prières les plus instantes, voire violentes. Favre propose un triumvirat : Palikao, Trochu, Schneider. Soit. On se sépare pour propager l'idée. Le centre gauche, prêché par Thiers, et la majorité, approuvent ; la gauche refuse Palikao. Il faut chercher autre chose, en pleines convulsions, **dans un gouffre d'impossibilités.** Au dehors, on crie : **La déchéance !** A 8 heures du soir, Thiers rentre chez lui, puis se rend au Comité de Défense. On annonce une séance de nuit à la Chambre. Il s'y rend. Les mêmes, avec Picard, l'entreprennent : on créerait un Comité de Gouvernement de 9 personnes, avec lui. Il refuse. **Eh bien !** dit Favre, **procédons autrement : je fais proposer l'acte de déchéance, la nomination ultérieure d'un Comité de gouvernement par la Chambre, le maintien de Trochu comme gouverneur de Paris.** Thiers votera, mais ne signera pas le décret de déchéance qu'il trouve inutile. Il s'efforce de faire accepter cette coupe d'amertume à l'ancienne majorité. On rentre en séance. La voix lente et grave, Favre lit le décret de déchéance. On entendrait voler une mouche. La droite baisse la tête ; pas un murmure, tout juste un frémissement, **tressaillement tardif de leurs consciences.** Il est minuit. Ils demandent 12 heures pour réfléchir. Thiers emmène Jules Favre dans sa voiture. Rue Royale, des manifestants se jettent à la tête du cheval : **Arrêtez ! Tuez le cheval !** Reconnaisant Thiers :

Sauvez-nous ! La déchéance ! On leur parle. Ils libèrent le cocher tenu prisonnier sur son siège, et qui lance son cheval au galop ; la poursuite ne dure pas. On a parlé vaguement d'un coup de force pour cette nuit-là : Thiers, fatigué, incrédule, dort profondément.

Le 4, Broglie pénètre dans son cabinet, déjà plein de monde. On le presse de hâter le changement de gouvernement. On cherche une formule de déchéance sans prononcer le mot. Thiers arrive à la Chambre ayant en poche un texte contresigné par 46 de ses collègues. On se précipite vers lui. Palikao propose une régence, puis un conseil du gouvernement, et non de. Gambetta veut la déchéance pure et simple. Et Thiers ? Il a biffé : vu la vacance du trône ; puis : vu la vacance du pouvoir, et s'en tient à : vu les circonstances. A 1 heure 40, renvoi des trois propositions aux bureaux et suspension de séance. De la fenêtre du 9e bureau, Thiers voit avec inquiétude que nulle relève ne remplace après son départ la troupe qui gardait l'Assemblée. Les bureaux adoptent sa proposition. Soudain, un vacarme : la foule envahit le Palais-Bourbon. Un groupe armé, point mal vêtu, pénètre dans le bureau de Thiers, que ses amis protègent. Un grand gaillard, maigre et roux, en redingote brune, couvert de sueur, Théophile Regère, debout sur une table, débite une harangue véhémence. Il reconnaît Thiers, saute à bas de sa table, lui saisit la main : **M. Thiers, sauvez-nous ! — Que voulez-vous que nous fassions pour vous sauver ? — Proclamez la déchéance. — C'est à quoi nous travaillons ; mais sortez d'abord : nous ne pouvons prendre de résolution tant que vous êtes là ;** Les envahisseurs, que Tachard engage à se retirer, entendent des cris d'un autre côté ; la pièce se vide : dans la salle des séances, Favre a prononcé les mots qui entraînent le peuple à l'Hôtel-de-Ville, où le Gouvernement provisoire se constitue. Thiers endoctrine les attardés. **Jamais, dit-il, je n'ai vu de révolution accomplie plus aisément et avec moins de frais.** Glais-Bizoin appose les scellés sur les portes de la salle des séances. Thiers en tête, 220 députés ralliés traversent le jardin, et, à 4 heures, se réunissent dans la salle-à-manger de la présidence, somptueuse et triste, luxueusement éclairée. En l'absence de Schneider, Thiers préside l'ultime séance d'une Assemblée qui, peu auparavant, l'abreuvait d'outrages. Sa proposition constate désormais la vacance du pouvoir : on la vote ; 8 députés vont la communiquer à leurs collègues, à l'Hôtel-de-Ville. Le gouvernement qui s'y constitua délègue Favre et Simon au Palais-Bourbon. Debout devant la table, grave, réservé, Thiers leur annonce la délibération prise. Il n'admet pas la protestation contre la révolution que demande Buffet : **Nous sommes devant l'ennemi. Il faut nous taire, faire des vœux, et laisser à l'histoire le soin de juger.** Il n'accepte pas davantage la ratification demandée par Favre et Simon, ne voulant ni reconnaître, ni combattre ceux qui vont lutter contre l'ennemi. Certains députés s'insurgent contre la violence faite à la Chambre, oublieux de la violation d'une autre Assemblée : cependant, les scellés sont moins graves, apposés sur une porte que sur les personnes. Thiers n'a-t-il pas été à Mazas ? Ceci les calme. **En présence de l'ennemi qui sera bientôt sous Paris, je crois que nous n'avons qu'une chose à faire : nous retirer avec dignité.** Se tournant vers ceux qui viennent de prendre le pouvoir : **Tâchez de gouverner pour le bien ; quant à nous, nous n'avons plus rien à faire.** Son émotion gagne ses collègues. Il lève à dix heures la dernière séance du Corps législatif.

Le lendemain matin, chez lui, il entraîne de Broglie et d'Haussonville dans une embrasure de fenêtre : il faut nous voir souvent, dit-il, avec Piscatory, Rémusat, Roger, Calmon et quelques amis ; droite, centre droit, centre gauche, ont commis des fautes ; la gauche, au pouvoir, a de grandes chances d'en

commettre ; nous représentons la raison et le bon sens ; avant peu, nous jouirons d'une énorme autorité morale ; voici la République décrétée, elle seule peut recueillir pareil héritage. Malgré de vives instances, il refusa de présider le Gouvernement provisoire, mais promit son concours. En prenant Trochu, Le Flô et Fourichon, les hommes du gouvernement donnent des gages. Il faut les aider. *Avez-vous pensé, dit Broglie, que les princes d'Orléans seront ici ce soir ? Quelle conduite devons-nous leur conseiller ? — Quoi ! Ils penseraient à venir en ce moment ? Ce serait absurde et coupable. Ils nous jetteraient en plein dans la guerre civile.* Cela finira par eux, il le souhaite ; en attendant, il faut se rallier à la République. Ses amis, consultés, sont du même avis. Survient d'Aulnoy, secrétaire des commandements du comte de Paris ; Thiers répète sa tirade ; sur une objection de d'Aulnoy, il explose. Personne ne souffle mot. Il s'arrête, épuisé. On expédie à Bruxelles d'Aulnoy et Jarnac communiquer aux princes une opinion si nettement exprimée. Or, ils sont à Paris. Ils font avertir Thiers, le 6. Devant Jules Favre, il établit qu'il ignora leur arrivée jusqu'au dernier moment, et la déconseilla. *Eh ! mon Dieu ! dit Favre, tout le monde a ses princes plus ou moins embarrassants. La République a aussi les siens. N'ai-je pas été obligé ce matin de recevoir Victor Hugo ?* Le gouvernement refuse leurs services ; ils doivent s'en retourner. *L'âme me rentre parfois au fond du corps,* dit Thiers, très triste. Il faut laisser faire à la République ce qu'elle peut faire : un semblant de résistance et une paix quelconque, car la défense de Paris est insuffisante ; il se reproche d'avoir trop cru aux hommes spéciaux : ils ont accumulé les bêtises !

Le 9, il voit des diplomates. L'Europe s'inquiète des appétits prussiens. Thiers pense que la perte des lambeaux de provinces qu'ils convoitent causerait une cruelle blessure d'amour-propre, sans diminution notable de nos forces. Le 10 au matin, l'Italie, la Turquie, l'Espagne envisagent une intervention. Il faudrait aussi l'Angleterre et la Russie. Favre sonne place Saint-Georges : Thiers est alité. Nul n'est plus propre à obtenir l'adhésion de l'Angleterre : qu'il aille à Londres, où il voudra, où il aura chance de se faire écouter. Le voilà bien embarrassé : il ne voulait plus mettre la main aux affaires, mais consacrer la fin de sa vie à l'étude des vérités éternelles ; puis, quel espoir de réussir ? Il réfléchit, consulte ses amis. Favre revient le soir même : Thiers accepte ; il ira à Londres, à Vienne, à Saint-Pétersbourg si l'on veut. Le 11, au petit matin, il visite les batteries de canons à longue portée installées à Montmartre : là, où l'on vota en masse pour d'Alton-Shée, on se découvre respectueusement devant lui, on lui indique le meilleur chemin, les gardes nationaux l'aident à escalader les talus, le soutiennent pour descendre les pentes trop rai des et enjamber les embrasures de canons. On lui nomme les villages en vue, on le renseigne, on l'écoute comme un oracle. Il rend les saluts avec soin, et sa simplicité obtient un grand succès. Le 12, soirée d'adieux. Il part avec sa femme, avec Félicie, Paul de Rémusat, un autre secrétaire de Légation, et 5 domestiques. D'Haussonville préviendra les princes qu'il ne pourra les voir. Il achève une conversation avec l'ambassadeur d'Espagne, Olozaga, et serre les mains de Chambolle, Mignet, Roger du Nord, Saint-Hilaire, Lasteyrie, La Redorte, Ed. Odier. Il revient sur ses pas pour dire à Chambolle : *Je vais partir pour un voyage long et pénible ; je me sens déjà fatigué ; je suis vieux, accablé de soucis, exposé ici et au dehors à des périls de plus d'un genre. Peut-être ne nous reverrons-nous pas. Vous qui me connaissez depuis 40 ans, je vous recommande ma mémoire.* Chambolle promet avec effusion.

Sitôt son passage, on fait sauter le pont de Creil. Le 13, à 7 heures du matin, il arrive à Londres encombrée d'étrangers. L'ambassadeur le loge vaille que vaille.

Le *Times* l'annonce en termes bienveillants. A midi, première conversation avec lord Granville qui vient à l'ambassade ; à 6 heures avec Gladstone ; le soir il envoie son rapport à Jules Favre. Un Anglais, qui avoue ne pas l'aimer, conte que pendant 2 heures il harangua Granville sans lui permettre de placer un traître mot, et s'endormit profondément lorsque Granville énuméra ses raisons de ne pas intervenir. Il suit ses instructions : la France n'a pas voulu la guerre, la Chambre fut dupée par un mensonge, l'accroissement de la Prusse crée un danger pour l'Europe, la neutralité britannique répète la faute de la France en 1866. Mais l'Angleterre n'est pas prête ; elle se bornera à aboucher Favre avec Bismarck, dans l'intérêt *de la paix* : Thiers ne peut obtenir : *de l'équilibre européen*. Il convainc Gladstone des bonnes intentions du nouveau gouvernement ; il exerce sur Granville une influence que ce lord avoue à lord Lyons. Sûr que le cabinet anglais ne sortira pas de la neutralité et s'inquiète du contact qu'il va établir avec la Russie, il hâte son départ. Il comptait prendre, le 18, le paquebot pour la Russie, mais le *Desaix* le conduit aux Dunes chercher l'escorte du *Solférino*. A la pointe du jour, aux Dunes, rien qu'un brouillard épais. Le *Solferino* n'a pas quitté Cherbourg, croyant Thiers parti par le paquebot. Le *Desaix* le débarque à Cherbourg, l'amiral de Gueydon ne pouvant promettre son escorte. Thiers adopte la voie de terre, voyage toute la nuit dans la confusion des convois de matériel de guerre et de mobiles. Le 20, il se repose quelques heures à l'archevêché de Tours, prend langue avec la délégation tombée de Paris et se débattant dans le gâchis, passe en voiture le col du Mont-Cenis le 21, arrive à Turin dans la nuit, repart le 22 à 6 heures du matin, traverse le soir Venise la morte, franchit les Alpes Juliennes la nuit du 22 au 23 par un terrible vent de Nord-Est, et le 23, à onze heures du soir, est reçu à Vienne par la légation de France. Le 24 au matin, conférence avec le chancelier de Beust, *l'homme parmi tous ceux que j'ai connus qui a le moins l'air de croire à ce qu'il dit*. Beust ne peut que tenter de provoquer la médiation collective des neutres. L'Autriche comprit le danger, arma, puis désarma sur la menace d'une attaque russe. Beust conseille une démarche à Florence. Pour Andrassy, si la Russie se montre favorable à la France, l'Autriche suivra, mais sans engager d'hostilités. Le même soir à 8 heures ½, en route : à Varsovie, le 25, une foule silencieuse et sympathique se découvre devant le voyageur. Il ne s'arrête pas, ne se repose pas, et entre en gare de Saint-Pétersbourg le 26 au matin. Gabriac l'informe que Gortschakoff le suppose fatigué, n'attend pas sa visite immédiate et se tient à sa disposition. L'étonnant vieillard fixe le rendez-vous à 2 heures. Il calme les appréhensions du prince sur la stabilité de la République, explique nos revers, montre l'excellence de nos soldats là où ils furent bien commandés, et parle fortement en faveur d'une alliance franco-russe qu'il a pleins pouvoirs de proposer. Il découvrira bientôt l'obstacle auquel il se heurte : l'engagement pris envers la Prusse par le tsar qui immobilise l'Autriche et le Danemark, et se fera payer ce service en Orient. Le tsar reçoit au Palais d'Hiver le missionnaire qui plaide avec feu, et prétend avoir fait entendre sa voix pour la paix ; mais le tsar n'ira même pas jusqu'à des menaces pouvant conduire à la guerre. Il promet ses bons offices. Thiers n'obtient rien de plus de Gortschakoff, avec qui la princesse Lise Troubetzkoi, qu'il connut à Biarritz en 1869, lui ménage plusieurs conversations ; elle le met en contact avec la haute société pétersbourgeoise. Le tsarévitch, sa femme, le grand-duc Constantin le reçoivent. La chute de Strasbourg, ne facilite pas sa tâche. Gortschakoff lui dit qu'à Berlin on sent le poids de la guerre, refuse cependant toute médiation et propose que le tsar demande des sauf-conduits pour Thiers. Ceci vaut réflexion jusqu'au lendemain. Les Prussiens veulent garder Strasbourg et Metz : de nouveaux revers les

porteront à exiger davantage, dit le chancelier. Thiers n'accepte pas son projet de dépêche du tsar au roi de Prusse, et on se met d'accord sur cette rédaction : M. Thiers s'est montré modéré et a paru apprécier justement la situation. Un contact direct avec lui offrirait peut-être la possibilité d'abrégéer une lutte dont vous, moi, l'Europe, désirons la fin au même degré. Seriez-vous disposé, le cas échéant, à lui accorder un sauf-conduit, pour entrer dans Paris, puis pouvoir en sortir immédiatement, et faire naître ainsi la chance d'entrer en relations avec votre Quartier Général ? Cette dépêche ne partira que sur avis de Thiers après contact avec la délégation de Tours. Bismarck traduira brutalement le congé du tsar : Si l'Autriche entre en lutte et prend parti pour la France, je déclare immédiatement la guerre à l'Autriche.

Le 4 octobre, départ pour Vienne ; arrêt le 6 à Varsovie et visite du château de Villanoff qui appartient à Sobieski ; arrivée à Vienne le 8 à la pointe du jour. Entretiens avec Beust, Andrassy, et audience de l'empereur maigri, vieilli, et triste. Beust pense que l'intervention italienne pourrait seule généraliser la guerre et sauver la France, mais ajoute : M. Thiers, vous allez à Florence ; on aura pour vous de belles paroles, mais rien de plus. — Oh ! Je ne suis pas gâté ! Le *Times* annonce l'échec de la mission. Outre Beust et Andrassy, Thiers voit les ministres de Russie et d'Italie, dîne chez le baron de Rothschild et au ministère des Affaires Etrangères. Il quitte Vienne le 11 octobre en se disant : En résumé, l'Autriche, la mieux disposée pour nous, est impuissante ; l'Angleterre croit n'avoir pas d'intérêt à prendre parti pour nous, et la Russie est retenue par ses engagements avec la Prusse. Le 12, en gare de Florence, foule nombreuse et sympathique. L'Italie profita du rappel du corps expéditionnaire français pour occuper Rome : c'est une arme tombée des mains de Thiers. Il voit Visconti-Venosta, ministre des Affaires Etrangères, puis le roi ; devant une réunion de ministres et de généraux, le 15 octobre, il développe pendant 3 heures ce plan : 100.000 Italiens se joindraient sous Lyon à 50.000 Français, et la Prusse signerait sûrement une paix honorable. Il ne reçoit que de pauvres réponses. Nouvelle entrevue le lendemain ; il expédie à Chaudordy pour la délégation de Tours le compte-rendu de ses entretiens, avec prière de ne pas verser la pièce aux archives. Il reçoit une lettre désolée du duc de Broglie : à l'horrible situation de la France, le seul remède est la convocation d'une Assemblée ; la chute certaine de Paris rendra impossible toute continuation de la lutte. Le 18, Thiers traverse Suze, le col du Mont-Cenis ; à une heure du matin, il monte à Mâcon dans un train spécial qui ne peut dépasser Montchanin, où il prend, le 20, à 6 heures 30, le train ordinaire pour Montluçon. Le long du chemin, maires et notables lui apportent leurs remerciements. Enfin, Tours ! Bien qu'il soit 2 heures du matin, Thiers s'entretient avec Chaudordy à la gare pendant 2 heures encore, avant d'aller se coucher.

Le lendemain, il reçoit une affluence de visiteurs. Gambetta lui parle des démarches de lord Lyons, qui craint que la Russie ne devance l'Angleterre ; il faut profiter de cet atout. Thiers rendait compte de sa mission au siège du gouvernement, quand Chaudordy apporte une dépêche du cabinet de Londres qui propose aux belligérants un armistice pour permettre à la France de réunir une Constituante ; en même temps, il adjure le roi de Prusse d'épargner Paris et invite la Russie, l'Italie et l'Autriche à agir sur les neutres. La délégation accepte la proposition anglaise et aussi la proposition russe rapportée par Thiers : à l'unanimité, on télégraphie à Saint-Pétersbourg pour que parte le télégramme convenu, et on décide que Thiers consultera le gouvernement de Paris avant d'aller au quartier-général prussien. Gambetta, persuadé qu'une Assemblée ne

vaut rien pour terminer la guerre, ne considère pas que le principal but de l'armistice soit l'élection d'une Constituante ; il ne l'admettra que si le gouvernement de Paris est d'accord. Bien entendu, l'armistice comportera le ravitaillement de Paris, autrement, dit Thiers, on prendrait Paris avec un armistice. Lord Lyons lui exprimant sa joie de le voir appuyer la proposition de l'Angleterre, Thiers répond qu'il a travaillé ailleurs dans le même sens, ce qui inquiéterait Lyons si bientôt Thiers n'affirmait n'avoir aucun engagement avec la Russie. La nouvelle de la capitulation de Metz écrase Gambetta. Elle arrive en même temps que les sauf-conduits pour Versailles, transmis par Von der Thann et Mgr Dupanloup ; Thiers évente le piège et les renvoie : il ne verra Bismarck qu'après avoir reçu ses pouvoirs du Gouvernement de Paris. Il donne ses directions militaires à Gambetta, qui ne veut ni de l'armistice, ni des élections et prévient Jules Favre que Thiers veut la paix et une Assemblée, crainte de la responsabilité incombant à qui signera le traité. Le 26, il dément la capitulation de Metz. Cependant Duvergier l'écrit : Tout le monde ici aspire à la paix. Broglie estime impossible la continuation de la lutte. De nombreux correspondants mettent leur espoir en Thiers, seul sauveur possible. Il juge prématuré d'enlever au pays ses illusions, mais de la fameuse phrase de Jules Ferry, pas un pouce de notre territoire, pas une pierre de nos forteresses, il dit : Que voulez-vous ? La Révolution française, notre mère, est née déclamatoire : il ne faut pas prendre ce qu'elle dit au pied de la lettre.

Le 27 octobre, à minuit, Cochery apporte d'Orléans les sauf-conduits attendus. Thiers rédige un testament : Mon ingrate patrie qui ne m'a jamais voulu croire, et qui s'en est mal trouvée, ne suivra peut-être pas encore cette fois mes conseils, et je m'y attends. Mais lorsque ma famille m'élèvera un tombeau à côté de celui où ma belle-mère est ensevelie, au-dessus on écrira mon nom, l'année de ma naissance et de ma mort, avec ces deux inscriptions latines sur chacune des faces latérales : *patriam dilexit, veritatem coluit*. Il part le 28 au soir avec Cochery et Paul de Rémusat. La désolation des campagnes, l'entrain des jeunes recrues bivouaquant dans la boue, le touchent aux larmes. Dans les lignes prussiennes, il constate la bonne tenue et la discipline des troupes. A Orléans, Mgr Dupanloup lui prête une berline à 4 chevaux ; un jeune officier bavarois, le comte Drexel, y prend place ; elle s'arrête devant l'hôtel de la Boule d'or, et Von der Thann vient à la portière échanger quelques mots. Elle avance parmi les restes hideux de la guerre, villages incendiés et routes rompues, et de grandes masses armées. Devant les ruines de leurs fermes, des paysans crient : Vive M. Thiers ! Vive la paix ! Souvent, on doit prendre à travers champs. Depuis 40 jours, dit Thiers, j'ai fait plus de 3.000 lieues sous des ciels bien différents : je n'ai pas eu de voyage plus pénible que celui-ci. A Arpajon, encombré de troupes, dîner avec le prince de Wittgenstein, attaché militaire de Russie à Paris. Le 30, avant le jour, on part ; bientôt, les chevaux refusent d'avancer ; il faut faire un long trajet à pied. On attelle à la berline des chevaux d'artillerie. A neuf heures, elle débouche rue des Chantiers. Thiers peut voir, avenue de Paris, le roi Guillaume, escorté de princes et d'un brillant Etat-Major, passant la revue de plusieurs bataillons de landwehr de la garde, les plus beaux hommes de Prusse. Il descend à l'hôtel des Réservoirs. A l'Etat-major, de Moltke demande à Cochery et à Rémusat si Thiers ne verra pas Bismarck. Il s'y décide. L'hôtel de Jessé, 20 rue de Provence ; une branche d'arbre encore recouverte de son écorce porte un pavillon de calicot blanc avec ces mots en allemand : Chancellerie de la Confédération. Le maire de Versailles accompagne Thiers à pied jusque-là, et lui conte ses récents entretiens avec le chancelier. Je ne puis vous parler que pour

vous dire que je ne puis pas vous parler, dit Thiers à Bismarck. — Je le comprends. Je vous donne deux officiers qui vous précéderont. S'il vous arrive malheur, car chaque lettre me coûte un homme, vous ne mourrez pas de la main des Allemands. Je crois qu'il vous faudra bien des jours avant de persuader les hommes qui gouvernent, mais enfin les officiers chargés de vous accompagner seront là, et vous attendront jusqu'à ce que vous puissiez sortir et que vous leur donniez le signal de venir vous reprendre . Très courtoisement, il reconduit son visiteur jusqu'à sa voiture venue le chercher, et le confie à M. de Hatzfeldt qui le mène chez de Moltke. Thiers invite Hatzfeldt à déjeuner aux Réservoirs et lui dit qu'il a très peu dormi depuis 40 jours, que ses amis et lui n'ont pas voulu la guerre, et, parlant des lettres de Victor Hugo : C'est parce que Victor Hugo est notre premier poète et le maréchal Lebœuf notre ministre de la Guerre que nous avons le plaisir de déjeuner ici. Il croise le duc de Cobourg qui lui serre la main : Vous ne me reconnaissez pas, sans doute. — Si fait, Monseigneur, mais quelles douloureuses circonstances me valent l'honneur de vous revoir ! M. de Winterfeldt l'accompagne à Sèvres. Vers 2 heures, la voiture s'arrête au haut de la grande rue, très bombardée. Les boulets du Mont-Valérien tombent sur la manufacture. Thiers refuse d'attendre les signaux qui arrêteraient ce feu : En France, nous ne faisons pas de différence pour le courage entre les militaires et les civils. Il descend de voiture. Ses yeux s'embuent de larmes : Oh ! Je suis navré de voir ainsi la capitale ! Au bord de la Seine, de nombreux officiers l'entourent respectueusement. Drapeau blanc et sonnerie de trompette : un officier s'avance bravement et obtient, non sans peine, que les sentinelles françaises cessent le feu. Un officier et un drapeau blanc paraissent sur l'autre rive. Mis au courant, l'officier s'en réfère à l'État-major. En attendant, Thiers explique aux officiers prussiens ses efforts pour empêcher la guerre et dit son désir de paix. Vers 4 heures, un capitaine d'Etat-major et deux officiers français paraissent sur les débris de l'arche du pont de Sèvres et montent dans une barque. Thiers ne retient plus ses larmes. Il s'adresse à Winterfeldt : Monsieur, pardonnez-moi, mais je suis très ému de revoir ma patrie dans de telles circonstances, et dans un tel état !... Puissè-je lui être utile ! Il le prie de l'attendre tous les jours à 4 heures. Indifférent, un petit fantassin pantalonné de rouge tire l'aviron. Savez-vous, dit Thiers à P. de Rémusat, ce que j'appellerais le pittoresque en histoire ? Ce serait l'écrasement, par un obus français, de cette barque qui va porter aux Parisiens la délivrance et la paix ! Le poste lui rend les honneurs. Il passe au quartier général, dans la maison des Rothschild. A 5 heures, au ministère des Affaires Etrangères, Jules Favre l'embrasse. Picard et Trochu sont là. Mignet, Saint-Hilaire, Calmon, Piscatory, qui alla aux remparts malgré ses 70 ans et s'y rendit malade, accourent. En attendant le conseil extraordinaire que Favre convoque pour 10 heures 30, Thiers se repose dans les appartements du premier étage.

Le gouvernement, réuni, apprend de lui la chute de Metz, qui libère 200.000 ennemis, et entend un exposé de sa mission, de la situation politique et militaire, des délibérations de la délégation de Tours. Il faut une décision prompte. La discussion s'engage, et s'achève sur un véhément discours de Trochu. L'accord est complet : Thiers négociera l'armistice avec ravitaillement. On rédige deux communiqués de presse, sur Thiers et sur la chute de Metz, et on se sépare à 3 heures du matin. Dès 7 heures, le 31, Thiers étudie avec le ministre du Commerce Magnin les conditions du ravitaillement. Il passe une heure dans sa chère maison, fait placer certaines caisses en lieu très sûr, et retourne au Quai d'Orsay où Favre lui remet ses pouvoirs. A ce moment, nouvelles et télégrammes

affluent, pressant le ministre de se rendre à l'Hôtel-de-Ville : les réunions populaires protestent contre l'armistice et réclament la levée en masse ; les chefs révolutionnaires et leurs journaux représentent Thiers comme un affamé de paix qui veut vendre la France ; Rochefort essaie de le défendre, la foule répond : **A bas Thiers ! Il faut l'arrêter ! Il faut le pendre ! C'est un agent des orléanistes qui travaille pour le compte du duc d'Aumale.** Il conférait avec Favre quand Ferry accourt : il faut une nouvelle affiche pour expliquer l'armistice ; tous trois la rédigent ; elle sera placardée l'après-midi, quand les émeutiers s'empareront de l'Hôtel-de-Ville. A midi et demie, Thiers et Favre déjeunent. On réclame le ministre à l'Hôtel-de-Ville, avec insistance. Il y va. S'il n'est pas revenu à 2 heures, Thiers partira, ce qu'il fait, en compagnie de Roger. A la Porte Maillot, le général Ducrot lui donne son chef d'Etat-major et une escorte jusqu'au pont de Sèvres. Le vent et la pluie font rage. En pleines rafales, la barque traverse la Seine ; le canon des forts tonne avec violence. Exact au rendez-vous, Winterfeldt ramène Thiers à Versailles à 6 heures, et lui ménage un rendez-vous le lendemain avec Bismarck, qui télégraphie à Mme Thiers : cette prévenance ôte tout prétexte à l'envoi d'une lettre que Thiers aurait préféré voir partir.

Le 1er novembre, à midi, la discussion s'engage, devant un diable à grandes ailes qui, sur la pendule, se mord le pouce. Doux et courtois, le chancelier laisse rarement paraître le fond ! de son caractère. On envisage les conditions de l'armistice, le siège de l'Assemblée à élire, la liberté des élections dont Bismarck veut exclure l'Alsace et la Lorraine ; ici, Thiers réagit vivement : **Jamais nous ne laisserons préjuger une question de territoire.** Bismarck consultera les militaires, que le roi Guillaume réunit en conseil le 2. A l'entrevue suivante, Bismarck paraît moins calme, agacé. Il lit un projet d'armistice, article par article. Comme Thiers fait état de l'appui qu'il obtint à Saint-Pétersbourg, Bismarck lui soumet un dossier de lettres russes : alors qu'Alexandre affirmait être intervenu en faveur de la France, il écrivait à Berlin **qu'il se contentait d'une prière amicale : jamais il ne brûlerait une cartouche pour la France.** La discussion s'échauffe. Gambetta vient de lancer une proclamation d'une extrême violence, absurde, s'il ne l'a calculée pour rendre l'armistice impossible. Puis le chancelier s'adoucit : **Oubliez mes mouvements de vivacité : ils sont provoqués par toutes les difficultés que je rencontre, et je n'en suis pas maître.** La pierre d'achoppement est le ravitaillement. **vous vouliez nous donner un fort, je vous donnerais des vivres. — Non, point de fort et des vivres, sinon point d'armistice. — Donnez-moi jusqu'à demain, et à midi je vous donnerai une réponse définitive.** Le lendemain, Bismarck, préoccupé visiblement, demande : **Avez-vous des nouvelles de Paris ? — Non.** La Commune serait proclamée. Si l'on envoyait Cochery savoir exactement ce qu'il en est ? La séance, écourtée, s'achève en souvenirs évoqués. Cochery revient et annonce la victoire de l'ordre. La discussion reprend. Nous demander, dit Thiers, de renoncer au ravitaillement ou de livrer un fort, c'est demander la reddition de Paris. C'est la rupture des pourparlers. Pour éviter les racontars, chacun établira et communiquera à ; l'autre son récit de la négociation. Mais le 4, Thiers se ravise : il voudrait proposer à son gouvernement les élections avec armistice ; Cochery irait à Paris, ramènerait les membres du gouvernement aux avant-postes où Thiers conférerait avec eux. Bismarck accepte. Thiers le tâte sur les conditions de la paix : il croit deviner 2 milliards avec l'Alsace et une partie de la Lorraine, sans Metz. A une heure, il se remet à la rédaction de son exposé, qu'il rapporte dans la soirée : à minuit, Bismarck n'a cessé de parler et n'y a pas jeté les yeux, d'où une brève discussion que Thiers évite d'envenimer. Le Times vient de publier qu'il n'est pas excusable

d'entretenir encore des illusions sur l'avenir. Le lendemain matin, à Sèvres, attendant la fin des formalités imposées aux parlementaires, il contemple les maisons abandonnées du Bas-Sèvres, et songe à Pompéï. A Billancourt, dans une maison crevée par les obus, il rencontre Favre, qu'accompagne le général Ducrot : les autres ne sont pas venus, crainte d'irriter les Parisiens. Ils n'accepteront jamais la solution envisagée par Thiers : reste celle des élections sans armistice ; Cochery apportera la réponse le lendemain. Thiers revient à Versailles et revoit Bismarck que hante la crainte d'une intervention des neutres, d'un congrès qui rognerait la victoire prussienne. Le 6, à midi, Cochery rapporte deux dépêches ; l'une invite Thiers à rompre les négociations et à quitter le Quartier général prussien ; l'autre est destinée à la délégation de Tours. Thiers fait ses adieux à Bismarck. Leurs entretiens diplomatiques s'entrecoupèrent de digressions sur tous sujets. **Il est si bon de se retrouver un peu avec la civilisation**, disait le chancelier ; et Thiers : **Le ciel vous a fait un joli cadeau en vous donnant votre esprit, mais convenez qu'il vous a fait un plus beau présent en vous donnant Napoléon III pour adversaire**. Il dira de Bismarck : **C'est un sauvage de génie qui affectait de s'éclairer avec des bougies fichées dans des goulots de bouteilles**. Bismarck le décrit trop sensible pour un diplomate, facile à se laisser bluffer et tirer des renseignements ; un vieil enfant, parfois, mais, quand on le pousse à fond, du courage à côté de l'esprit ; **Après tout, c'est un vrai N. de D. !** La mousse déborde de sa pensée comme d'une bouteille débouchée et lasse la patience, parce qu'il empêche d'arriver au liquide qu'il s'agit de boire ; mais c'est un brave petit gaillard, chenu, respectable, aimable avec de bonnes manières de la vieille France. **Il m'a été pénible d'être aussi dur envers lui que je l'ai dû. Les vauriens le savaient bien, et c'est pour cela qu'ils l'ont mis en avant.**

Les Versaillais guettèrent en vain les allées et venues des négociateurs : rien ne transpira au dehors. Au retour, la route est moins difficile qu'à l'aller. Toujours des paysans réclament la paix. Parti à 6 heures et demie du matin, le 7, Thiers descend à 6 heures du soir à l'évêché d'Orléans. Il est triste : **L'Empire nous a perdus ; la République nous empêche de nous sauver**. Le 8 au matin, von der Thann le fait accompagner aux avant-postes par un de ses aides-de-camp, le baron Unterrichter, car une opération imminente promet un passage difficile. On le remet à un détachement de chasseurs à pied envoyé par d'Aurelle de Paladines. Il monte sur une locomotive, s'assied sur un tas de charbon, et, à 5 heures, entre en gare de Tours. Sauf Gambetta, la délégation déplore l'échec de la négociation. Framery, clerc de notaire à Hucqueliers, petit village du Pas-de-Calais, ne peut **laisser passer ce voyage, sans exprimer sa reconnaissance**.

Le lendemain, jour de la bataille de Coulmiers, Thiers résume, en un memorandum pour les puissances, les faits depuis son départ de Tours le 28 octobre. La grande presse européenne approuve la conduite de la France. Le désir de paix grandit en Angleterre. Le *Times* estime l'Allemagne assez vengée, la France assez humiliée. Un correspondant du Daily Telegraph interviewe Thiers dans sa chambre de l'hôtel de Bordeaux, assez spacieuse mais médiocrement garnie : un lit de camp dans un coin, un lavabo dans l'autre, au centre une table couverte de livres et de papiers. Toujours le même thème : le gouvernement impérial, et non le peuple français, est responsable de la guerre. **L'Angleterre, dit-il, prend toujours du temps avant de se prononcer, mais quand elle parle, c'est toujours dans un but, et elle se fait toujours invariablement entendre**. De sa chambre d'hôtel, il donne des conseils stratégiques à Gambetta qui les lui demande, mais ne les suit pas. Bourbaki lui fait soumettre le projet d'un grand mouvement tournant : il l'approuve ; Gambetta préfère la marche sur Paris, qui

échouera. Daru lui signale les variations de l'opinion parisienne : elle repoussait la paix il y a un mois, et manifeste aujourd'hui des signes de défaillance. La république rouge sévit à Lyon et à Marseille. Gambetta souffle le feu partout. La délégation de Tours entasse faute sur faute. Le désordre général contient des germes de guerre civile. Que disent les lettres d'inconnus ? Ah ! M. Thiers, essayez donc encore une fois d'arracher des mains sanglantes de ce fou furieux de Gambetta le coutelas avec lequel il égorge la France ! Un autre : Donnez-nous la paix, la paix, c'est le vœu du pays. Toutes les villes du Nord, annonce le professeur Colincamp, ne parlent que de vous pour la présidence de la République. Vous êtes maintenant et resterez l'un des grands citoyens de la France, dit un habitant de Pau.

Il songe aux élections : il ne faut pas tomber de l'Empire dans la démagogie. L'opinion les demande, le gouvernement hésite. Les démagogues, si ardents-pour les assemblées lorsqu'ils étaient à la porte du pouvoir, n'en veulent plus depuis qu'ils sont dedans. Le plébiscite, crime il y a 6 mois, paraît aujourd'hui une sainte mesure de salut public. Cela dégoûterait des hommes, dit-il à Ch. de Lacombe, si la vérité ne mettait les cœurs bien faits au-dessus de tous les dégoûts. Avec le duc Decazes, il va voir Falloux de passage à Tours, et souffrant. Falloux demande : Que ferez-vous de la France au lendemain de la paix ? — Je ne sais ce que nous ferons, mais je suis sûr qu'avec un ministère où j'aurai à ma droite mes vieux et chers amis, Falloux et Larcy, nous viendrons à bout de toutes les difficultés. — La condition de mon concours sera la monarchie. — Sans aucun doute, nous sommes d'accord, mais il faudra du temps, plus de temps peut-être que vous et moi ne le supposons aujourd'hui. Une assemblée conservatrice suivra sûrement la dictature de Gambetta. Falloux ne désire pas de luttes électorales sous le feu de l'ennemi. Thiers veut des élections immédiates. Il convainc Glais-Bizoin et Kératry. Gambetta, au contraire, opine farouchement pour la résistance à outrance. Glais-Bizoin et Guyot-Montpayroux, ancien député, entrent un soir dans la chambre de Thiers qui causait avec Lacombe. Je suis chargé par Gambetta de vous annoncer que nous venons de battre les Prussiens à La Ferté, dit Guyot-Montpayroux. — Quelle La Ferté ? demande Thiers. — La Ferté Vidame, La Ferté-sous-Jouarre, La Ferté-Saint-Aubin, La Ferté-Bernard... ma foi, je ne sais plus trop de quelle La Ferté il s'agit. — C'est encore une fausse nouvelle. On ne joue pas ainsi avec les douleurs d'un pays. Guyot-Montpayroux, joyeux compère, prend Glais-Bizoin à bras-le-corps : Offenbach ! Que n'es-tu ici !

Les armées créées par Gambetta dans un magnifique élan patriotique ne débloquent pas Paris et se font battre. Orléans pris, en décembre, la délégation émigre à Bordeaux. Thiers la suit. Au moment de partir, il dit à d'Haussonville : Ne vous inquiétez pas de la République : elle n'est pas plus tôt au pouvoir qu'elle met le cul à la fenêtre, et personne n'en veut plus. N'empêche qu'à l'étranger il s'efforça d'obtenir la reconnaissance de la forme républicaine.

A Bordeaux, il s'installe dans un petit entresol de l'hôtel de France, avec Mme Thiers et Félicie. Les nouvelles de Duvergier lui signalent que la France ne veut pas de la guerre à outrance et aspire à la paix, que le découragement est partout depuis l'avortement de la grande sortie de Paris et la retraite de l'armée de la Loire. Il faut une Assemblée pour aider le gouvernement. La République est perdue si l'opinion qu'elle empêche la paix s'enracine ; or, elle seule peut nous sauver. Les faits se précipitent : bombardement de Paris, le thermomètre à -15°, plus de vivres ; le 28 janvier 1871, Favre signe l'armistice, qui permettra l'élection d'une Assemblée. Gambetta qui occupe la préfecture et que soutiennent

une dizaine de mille agitateurs venus de partout, lance une proclamation de sa dictature personnelle. Jules Simon arrive avec des pouvoirs extraordinaires pour maintenir l'autorité du Gouvernement. Il a en poche un décret : **Publiez-le**, dit Thiers. — **Ce n'est pas possible.** — **Vous n'avez pas le temps d'attendre. Vous aurez au moins une légion de la garde nationale, peut-être la neutralité des centres. Il faut tâter l'armée du général Billot — en formation à Poitiers —. Disposez de moi. Si mon nom ou ma présence peuvent vous servir, me voilà prêt...** Et tout en se croyant sûr de la paix, il faut se préparer à la guerre. Cochery et Liouville vont à Paris demander du renfort. Jules Simon découche deux nuits de suite, crainte d'être arrêté. Thiers **varie ses domiciles**. Garnier-Pagès, Arago, Pelletan arrivent en renfort. Il ne reste à Gambetta qu'un ramassis d'anarchistes méridionaux, moins résolus que braillards. Le 6 février, il démissionne. Il s'est brisé contre les faits. Thiers l'avait prévu. **J'ai le regret d'avoir eu raison deux fois**, pour le début et la fin de la guerre. **Ah, mon cher ami**, écrit Mme de Rémusat, **que vous avez été bon prophète en juillet et que vous avez été bon patriote. On en arrive après des maux et des ruines à ce que vous vouliez faire avant les désastres de ces navrantes semaines.** Pour Raoul Duval, seul il vit juste et eut le courage de dire la vérité. Pour Montalivet, qui ne serait partisan de la guerre à outrance si on pouvait espérer l'expulsion de l'étranger ? Mais qui peut la vouloir si elle doit tuer l'avenir pour sauver le présent ? Rivet confirme le vœu certain du pays : il votera si on lui parle de paix, d'ordre, de reprise des affaires. Duvergier revient à la charge : la paix, et une Assemblée. Rémusat de même : Paris tombé, les paysans s'irritent contre qui perpétue la guerre ; la lutte acharnée a relevé notre honneur, maintenant on ferait le jeu de la Prusse en ne s'arrêtant pas. La situation est venue à Gambetta par le désespoir et la passion, elle vient à Thiers par la raison et le besoin d'une renaissance ; les députés le désignant comme l'homme de la situation. Il lui faut, dit Montalivet, une grosse dose de courage civil pour affronter **la responsabilité et l'impopularité possible d'une paix nécessaire, forcée, mais douloureuse et cruelle.** Le soir, on se réunit chez lui, centre de la pensée politique du jour et de l'action. Attentif, il accueille tout le monde avec aménité, **garde dans ce tumulte d'hommes, d'événements d'occupations accablantes, de responsabilités énormes, un calme souriant, une maîtrise de soi, un ton de' bonne humeur qui rendent confiance et relèvent les courages.**

Le 8 février, 26 départements et 2 millions de voix l'élisent, sous le signe de la paix et en haine de la dictature. Il opte pour Paris. Depuis 20 ans, non pas homme de parti, mais du parti de la France, il a raison contre tout le monde. 200 députés arrivent à Bordeaux le premier jour. On aménage en hâte le théâtre pour l'Assemblée et ses services ; une haute tribune en bois blanc émerge du trou du souffleur. Thiers voisine avec des députés qui participèrent à la journée du 31 octobre, avec Ledru-Rollin, épave de 1848, l'ombre de lui-même, la figure avachie, les boucles noires tombées, le crâne chauve. **Il était inévitable**, dit de Thiers M. de Meaux ; **on salue en lui l'homme nécessaire** ; il a une cour, même une garde que commande une sorte de géant, dévoué corps et âme. Le pouvoir lui revient de droit ; dans l'intimité des monarchistes, le parti conservateur étant maître de la situation, on l'appelle Monck. Il fait appel au patriotisme du duc d'Aumale et du prince de Joinville, élus députés, pour les détourner de siéger : ils s'exposeraient à se faire arrêter. Le 15 février, il convoque les chefs de la droite et sollicite leur concours pour l'œuvre de réparation ; si l'on est sage, les événements aboutiront évidemment à la monarchie unie, il souligne le mot. Le lendemain, il désigne le républicain Grévy pour la présidence de l'Assemblée. Le

17, à l'ouverture de la séance, Keller lit la déclaration des députés d'Alsace et de Lorraine, qui entourent Thiers, le suppliant de les conserver à la France, et le mettant à la torture. On vote le décret qui le nomme chef du Pouvoir exécutif ; il fait ajouter, malgré de vives réclamations : de la République française. Ce titre de chef lui déplaît : **Me prennent-ils pour leur cuisinier ?** Le vote est presque unanime. Il exercera ses fonctions sous le contrôle de l'Assemblée, avec les ministres qu'il aura choisis et qu'il présidera. Il est à la fois chef d'Etat, président du Conseil et représentant ; en fait, une sorte de dictature ; en attendant qu'il soit statué sur les institutions de la France, il maintiendra le *statu quo* : c'est le pacte de Bordeaux.

Le soir même, lord Lyons, le prince de Metternich, le comte Nigra lui rendent visite et reconnaissent officiellement le nouveau gouvernement. La Russie attend deux jours. Thiers choisit ses ministres : deux amis du centre droit, Dufaure et Lambrecht, le sage des sages, à la Justice et au Commerce ; trois républicains hostiles à Gambetta, Jules Favre aux Affaires Etrangères, Ernest Picard à l'Intérieur, Jules Simon à l'Instruction publique ; de Laray, légitimiste, aux Travaux publics ; l'amiral Pothuau à la Marine ; le général Le Flô à la Guerre ; le protectionniste Pouyer-Quertier aux Finances. Il donne l'ambassade de Vienne à Rémusat qui refusa Londres, où il nomme Albert de Broglie, avec mission d'adhérer sans conditions aux décisions de la Conférence qui règle les affaires d'Orient. Le 19, il communique ces nominations à l'Assemblée ; crainte de quelque sottise en son absence, il la prie de suspendre ses séances publiques jusqu'à son retour. Elle l'acclame, et charge une commission de 15 membres de l'assister ; il comprend : de le surveiller. A la tombée du jour, il quitte l'hôtel de France avec Mlle Dosne et Broglie. La foule crie : **Nous comptons sur vous pour sauver le pays !** Mlle Dosne monte dans le wagon-salon avec Broglie, Favre, Picard et Rémusat ; un secrétaire et le baron Baude, diplomate qui assistera Thiers dans sa négociation, montent dans un autre compartiment. Mme Thiers reste à Bordeaux, où l'archevêque de Tours, Mgr Guibert, lui dit son bonheur des témoignages si mérités que son mari reçoit de la nation. **La mission dont il est chargé est la plus difficile qui ait jamais été imposée à un homme. Il ne s'agit de rien moins que de la résurrection d'un mort. Qu'il mette toute sa confiance en Dieu.** Le train s'ébranle. Thiers s'endort. A Coutras, Rémusat le quitte après avoir refusé, en fin de compte, l'ambassade de Vienne. Au petit jour, réveil à Poitiers. Les buffets dégarnis, on court chercher dans les faubourgs de quoi faire un potage. On parle des princes : **Ils veulent ramasser une couronne dans le malheur de leur patrie !** Ce propos indigne violemment le duc de Broglie. Thiers s'assombrit : pourquoi n'a-t-on pas négocié après la reddition de Metz ? Aujourd'hui, sans moyens de résistance, il faut s'attendre aux exigences les plus insensées du vainqueur. On arrive à Paris. On ne sait où dîner, ni comment. Dans la rue, de rares passants. Des soldats désarmés et désœuvrés fraternisent avec des gardes nationaux armés jusqu'aux dents. A cinq heures, il fait nuit, plus de réverbères. Une profonde douleur s'empreint sur le visage de Thiers. Il ne dit mot. **Ceux qui ont prétendu depuis lors qu'il aurait pu obtenir un meilleur traitement que celui qu'il a arraché à M. de Bismarck ne l'ont pas vu ce soir-là.** Il va coucher place Saint-Georges. Mlle Dosne, plus accablée que jamais, visite l'appartement de sa mère. **Tout le monde pensa à elle dans le succès si grand de son gendre,** écrit-elle à sa sœur.

Thiers se retrempe dans l'action. Le Trésor est vide : ce soir même il négocie de nouvelles avances de la Banque de France, car jusqu'à la Loire les Prussiens perçoivent l'impôt, et les administrations locales du Midi s'en appliquent le

produit à peu près arbitrairement. Le mardi 21 février, à 1 heure un quart, Thiers se présente seul chez Bismarck. La cheminée s'orne toujours de bougies fichées dans des goulots de bouteille. Le chancelier vient à sa rencontre : **Ce n'est pas à vous que devait incomber une pareille tâche ! Je ne sais si la France vous a fait du bien, mais je sais qu'elle s'en est fait beaucoup à elle-même en vous confiant ses destinées.** Après quelques mots sur les mines et torpilles, on discute la prolongation de l'armistice qui expire le jeudi, à midi : on ne fait pas un traité de paix en 48 heures, dit Thiers. Non pas le traité de paix, objecte Bismarck, mais un traité préliminaire ; 48 heures suffisent pour poser les bases de la paix. Thiers refuse de se soumettre à une oppression intolérable : il a brusqué la convocation de l'Assemblée, formé un cabinet en 2 jours, et une heure après l'avoir présenté à l'Assemblée, il s'est mis en route la nuit pour ne pas perdre une minute. Il s'anime si bien que Bismarck, embarrassé, lui dit : **Je ne suis pas le maître. On me reproche d'être trop faible. On recommence la campagne dirigée contre moi à Prague et qui me fit tant de mal. On dit que je ne sais pas vous réduire. — Il est surprenant que l'auteur de la grandeur de la Prusse ne soit pas le maître. — C'est pourtant ainsi. Il faudra donc que je vous quitte pour aller prendre les ordres du roi.** Après que Thiers a souligné le péril de l'entrée des Allemands dans Paris, on aborde le grand sujet. Bismarck énumère : l'Alsace, Metz et la Lorraine allemande, 6 milliards... Thiers écoute sans mot dire ; à ce point, il observe avec une froideur méprisante : **Personne au monde ne pourrait les trouver. Ce sont des militaires qui vous ont suggéré ces chiffres, ce ne sont pas des financiers... Si vous me demandez l'impossible je me retirerai et vous gouvernez la France.** Bismarck obtient du roi la prolongation de l'armistice jusqu'au dimanche 26, minuit. Le lendemain, le roi reçoit Thiers à la préfecture. Bismarck l'a prévenu : **Ne le poussez pas trop. Les rois, voyez-vous, ne sont pas habitués à une vie aussi laborieuse que la nôtre. A son âge, il a besoin qu'on ménage ses forces. D'ailleurs, il n'aime pas à parler d'affaires hors de la présence de ses ministres. A son âge : le même que celui de Thiers. L'entretien porte sur l'entrée à Paris que le roi ne peut refuser à son armée. De là, visite au prince royal dont Thiers émeut la sensibilité. Il revoit Bismarck qui lui détache deux financiers, Henckel de Donnesmarck et Bleischröder, prêts à procurer les 6 milliards moyennant de bonnes hypothèques : Vous paierez sans vous en apercevoir.** Cette turquification du crédit de la France révolte Thiers : la France fera honneur à sa signature sans l'aide de personne ; 6 milliards ! **C'est une indignité !** A ces mots, Bismarck parle brusquement allemand et réclame un interprète : **Mes connaissances de votre langue ne sont pas suffisantes pour me permettre de comprendre les dernières paroles de M. Thiers.** Il va se radoucir, et Thiers emporte un sérieux avantage : il fait ramener l'indemnité à 5 milliards. Le soir du 23, il expose la situation à la commission des 15, qui lui exprime sa confiance, et opine : rien ne serait plus désastreux que de recommencer la guerre. Maigre réconfort ! Il dit à Dufaure : **Depuis trois jours, ma vie est un martyre. J'expire de fatigue,** et lui confie que les demandes n'excèdent pas l'opinion générale sur les prétentions de l'ennemi. Avec une vigueur, un courage héroïques, il livre une lutte tragique de deux jours pour conserver Metz. **On me couperait le cou, ainsi qu'à mon souverain, si nous revenions sans Metz,** dit Bismarck ; Metz équivaut à 100.000 hommes de plus ou de moins ; il pense que la France entre ses mains, Paris vaincu, l'insurrection couvant, la désorganisation partout, il peut garder Metz. Il avait promis de la rendre, oui, mais depuis, le sang coula pendant trois mois. A défaut de Metz, Thiers réclame Mulhouse, puis Belfort où il voit un intérêt stratégique essentiel. Pâle, agité, il s'assied, se lève, supplie, la voix brisée, la parole entrecoupée ; il se redresse en un sursaut de fierté : **Jamais je ne céderai à la fois Belfort et**

Metz. Vous voulez ruiner la France dans ses finances, la ruiner dans ses frontières ! Eh bien, qu'on la prenne, qu'on l'administre, qu'on y perçoive les impôts ! Nous nous retirerons et vous aurez à la gouverner, en présence de l'Europe, si elle le permet. Un télégramme du gouvernement anglais demande un adoucissement à l'indemnité. Mais Thiers est désespéré. Bismarck lui prend les mains : **Croyez-moi, j'ai fait ce que j'ai pu ; mais quant à vous laisser une partie de l'Alsace, c'est impossible.** — Je signe à l'instant même si vous me concédez Belfort. Sinon rien, rien que les dernières extrémités, quelles qu'elles soient. Bismarck envoie deux billets : au roi, à de Moltke. Une demi-heure d'attente. Les bruits de pas, dans l'antichambre, font battre le cœur de Thiers et de Favre. La porte s'ouvre... le roi est à la promenade, et de Moltke absent. Bismarck va dîner. Une heure d'anxiété. Il faut des pourparlers avec de Moltke sans que le roi ne veuille rien décider. Trois quarts d'heure encore d'attente. Bismarck reparaît, la main sur la clef de la porte : **J'ai une alternative à vous proposer. Que préférez-vous ? Belfort, ou la renonciation à l'entrée dans Paris ?** Un cri jaillit de la poitrine de Thiers : **Belfort ! Belfort !** Parti de Paris à 11 heures du matin, il quitte Versailles à 9 heures 30 du soir, et de 10 heures à minuit rend compte à la commission des 15. Le lendemain, Bismarck a beau brusquer la rédaction des protocoles, Thiers, mort de fatigue, rentre dîner place Saint-Georges à plus de 10 heures du soir. Le 26, vers 4 heures, lui et Favre signent le traité préliminaire pour la France, Bismarck pour l'Allemagne : le chancelier utilise une plume d'or enrichie de diamants offerte par les dames d'une ville d'Allemagne. Introduits au dernier moment, les représentants de la Bavière, du Wurtemberg et de Bade donnent simplement leur adhésion. Thiers demande la signature de chacun des souverains alliés au lieu de celle de Bismarck seul, stipulant pour toute l'Allemagne : **Voulez-vous effeuiller déjà l'unité allemande ?** — **Ah ! C'est nous qui l'avons faite.** Bismarck sourit : **Peut-être !** Dans la voiture qui les ramène à Paris, les deux Français n'échangent pas un mot. Jules Favre, le cœur oppressé, étouffe. Thiers, comme foudroyé, les traits bouleversés trahissant une douleur atroce, essuie ses yeux sans arrêt. **Journée la plus cruelle de ma vie !** écrira-t-il. Le soir, à la commission, plusieurs de ses collègues l'embrassent.

Le lendemain soir, il reprend le train pour Bordeaux, où il arrive le 28, à 2 heures, après trois jours et trois nuits sans repos depuis les débats avec Bismarck. Il descend de wagon et se rend directement au bureau de l'Assemblée qui l'attend. La grandeur, la douleur de son récit arrachent des larmes à ses collègues. L'Assemblée entre en séance à 4 heures. Certains députés ont demandé congé. D'autres devancent la convocation, silencieux sur leurs sièges. Une immense tristesse plane sur la salle. Une sueur fine perle sur les fronts inclinés. De petits groupes, chuchotent. Thiers paraît : on lit la vérité sur son visage. Aux premiers mots, l'Assemblée pressent le désastre. Il dit l'énergie de son effort pour obtenir mieux. Sa voix s'étrangle. **Vous nous jugerez !** Il lit le projet de loi pour hâter le retour des prisonniers et l'évacuation du territoire, et demande l'urgence. Puis Saint-Hilaire lit les préliminaires de paix. Tous deux pleurent. Les députés baissent la tête à chaque coup de massue. Saint-Hilaire veut sauter l'énumération des bourgs et villes cédés à la Prusse. **Non, non ! Lisez tout !** La discussion éclate. Aux risquetouts, Thiers demande : **Les moyens ? Les moyens ?** La France ne croit plus aux levées en masse ni aux sorties torrentielles. Tolain, ancien ouvrier ciseleur, repousse ces propositions honteuses. Thiers riposte : **S'il y a de la honte, elle sera pour tous ceux qui, à tous les degrés, à toutes les époques, ont contribué aux fautes qui ont amené cette situation... J'ai passé la nuit debout. J'ai quitté Paris hier au soir, et quand**

je parle ainsi, je désire être compris sans rien ajouter davantage. On vote l'urgence, et la réunion des bureaux le soir même. Keller et ses collègues alsaciens-lorrains gravissent l'étroit escalier qui mène à l'entresol de l'hôtel de France ; Thiers se présente à l'entrée : Je sais, je sais ce que vous venez me demander. Allez, allez, une chose impossible. Ne la formulez pas ! Allez, allez, je n'y puis rien. Je ne vous répondrai pas. Retirez-vous, retirez-vous ! — Mais, M. Thiers, on nous vend, on nous abandonne ! Les lois divines et humaines défendent de livrer une population comme un troupeau ! Vibrant, irrité, désolé, implacable, Thiers répète : Sortez, vous dis-je, je ne veux, je ne puis vous entendre ! Retirez-vous ! Au même moment, Jules Favre lui écrit ; il insiste sur la nécessité de faire vite ; il n'y a plus à discuter ; chacun a son opinion faite depuis longtemps, et c'est un grave symptôme que ces promenades désordonnées de gardes nationaux en armes et n'obéissant qu'à un comité qu'on peut appeler insurrectionnel.

Le 1er mars, séance de ratification. Bamberger s'écrie : Napoléon III aurait dû signer ce traité ! — Napoléon III n'aurait jamais signé un traité honteux ! Conti, ancien chef du cabinet de l'empereur, appuie ces mots de Galloni d'Istria et déchaîne la tempête. Grévy suspend la séance. Puis, Thiers intervient : C'est vous, vous qui protestez, vous qui avez voulu la guerre... Vous avez méconnu la vérité. Elle se dresse aujourd'hui devant vous, et c'est une punition du ciel de vous voir ici obligés de subir le jugement de la nation, qui sera le jugement de la postérité. A l'unanimité moins six voix, l'Assemblée vote la déchéance de Napoléon III et de sa dynastie, responsables de la ruine, de l'invasion et du démembrement de la France. Sur la discussion des préliminaires de paix, Thiers parle le dernier, pour montrer la nécessité de sauver l'avenir du pays. Il répète : Une des plus cruelles douleurs de ma vie... L'Assemblée éclate en applaudissements, et ratifie. Clémenceau vote contre, et dépose la pétition d'un groupe positiviste qui demande que la Corse cesse immédiatement de faire partie du territoire de la République, parce qu'elle fut le berceau des Bonaparte ; il est de connivence avec Millière. Le 2 mars, Jules Favre procède à l'échange des ratifications, au dépit de Bismarck. Le duc de Broglie montre le public anglais touché au vif par les exigences financières des Allemands, et finit sa dépêche : A vous de cœur, d'affection et d'admiration pendant les horribles journées que nous venons de traverser. Vous avez été grand jusqu'à l'héroïsme. Gambetta a abandonné le gouvernement, le ministère de l'Intérieur, son siège de député ; par Antonin Proust, Thiers lui fait savoir qu'il compte sur son patriotisme pour s'éloigner momentanément. Gambetta se retire à Saint-Sébastien

Maintenant, à l'œuvre de réparation. Thiers travaille 18 heures sur 24. Avec Pouyer-Quertier et Rouland, il débrouille la situation financière. Rouland réclame l'Assemblée à Versailles et le gouvernement à Paris. Favre le presse de revenir : le 2 mars, les coquins ont pillé quantité d'armes et de munitions ; il faut s'attendre à un choc ; le 3, si Paris ne s'est pas abîmé dans l'anarchie, c'est que vraiment il s'est tenu tout seul ; la garde nationale, en pleine insurrection, obéit à un Comité central qu'on ne peut arrêter ; elle s'apprête à utiliser contre le gouvernement les armes pillées sous prétexte de résister aux Prussiens ; les séides de Blanqui et de Millière auraient grand goût à piller pour célébrer-la retraite de l'ennemi. Le 4, chaque minute peut amener un conflit ; on assomme les gardiens de la paix. Le 5, plusieurs bataillons gardent derrière des barricades et des fossés les canons hissés à Montmartre ; on a battu la générale sur le bruit que d'Aurelle de Paladine venait les enlever. Chaque lettre journalière insiste sur l'urgence du retour à Versailles, et non à Fontainebleau d'où il serait impossible

de gouverner. Le 9, la situation s'aggrave ; le commandement et les mieux intentionnés de la garde nationale ont tout abandonné, laissant la place à des comités qui donnent des ordres, se fortifient, répandant le bruit que l'Assemblée, royaliste, reste éloignée de Paris pour escamoter la République. Roger du Nord, devenu chef d'Etat-major d'Aurelle de Paladine, confirme le désarroi moral et matériel, et l'absolue nécessité de la présence de Thiers à Paris. S'il ne revient pas, Favre menace de démissionner. En un pareil moment ? Thiers le lui reproche ; l'Assemblée lui est toute dévouée, mais très défiante ; il n'est pas juste d'accuser la lenteur des affaires : il faut trouver, mettre en marche et diriger des troupes avec des communications impossibles ; cependant il promet 48.000 hommes, que l'on tiendra à part de la population ; sans provoquer la bataille rangée, il faut la livrer résolument en cas de nécessité ; les tapageurs y regarderont à deux fois. Il conte ses négociations et donne ses instructions au duc de Broglie qui s'avoue en parfaite communauté de vues avec lui, mais non avec Jules Favre, dont les instructions sont d'une exécution difficile. Au général Suzanne qui assure l'intérim de la Guerre, il ordonne d'occuper les forts sitôt leur abandon par les Allemands, et recommande de bien loger les hommes. Si on vous attaque, soyez prompt et vigoureux, et écrasez les misérables qui veulent faire succéder la guerre civile à la guerre étrangère. Si vous n'êtes pas provoqués, attendez l'effet moral des concentrations de forces sur les fauteurs de désordres. Il faut avoir l'œil sur la Banque, et ce serait l'un des désordres qu'il ne faudrait souffrir à aucun prix. Palikao et Bazaine offrent leurs services ; Guizot sollicite un poste pour son fils.

La majorité de l'Assemblée hésite entre Fontainebleau et Versailles ; les monarchistes ne voudraient pas dépasser Bourges ou Orléans. Thiers ne se prononce pas tout de suite ; Paris est son but final, mais les objurgations de Jules Favre et la valeur-stratégique de Versailles le décident. Le discours qu'il prononce : à ce sujet le 10 mars est sa plus belle manœuvre, a-t-on dit, son Austerlitz. Il admire et il loue l'attitude de Paris pendant le siège, mais il y a ces canons, transportés à Montmartre par une foule tumultueuse... Il faut les ministres des Affaires Etrangères, de l'Intérieur et des Finances à Paris, mais aussi la proximité de l'Assemblée pour éviter les lenteurs actuelles. Il insiste pour la translation à Versailles le plus tôt possible. Il se sent tellement maître de son auditoire que, tout en jurant qu'il ne préjugera aucune question constitutionnelle et ne préparera aucune solution à l'insu de l'Assemblée, il peut prédire : Cette réorganisation, si nous y réussissons, elle se fera sous la forme de la république et à son profit. Il sait que l'union monarchique ne se fera pas. L'Assemblée fixe au 20 mars sa réunion à Versailles, après une dernière séance tenue à Bordeaux, le 11. De Herry, Duvergier admire, le discours de son vieil ami, mais la peine qu'il prend pour prouver que 2 et 2 font 4 donne une triste idée de l'Assemblée. Jules Favre est enchanté ; il ajoute : Nous avons arrêté la suppression de 6 journaux qui prêchent l'assassinat. Nous sommes décidés à en finir avec les redoutes de Montmartre et de Belleville. Il faut nettoyer Versailles : avant de partir, les Allemands ont brûlé tous les bois des casernements, et transformé tout le fer en fers à cheval ; ils laissent un entassement d'ordures et de fumiers. Thiers offre le 12 un grand dîner au corps diplomatique auquel il n'eut pas encore le temps de faire une politesse ; il prend le train le 13 au soir ; le mardi 14, il débarque à la gare des Chantiers avec Saint-Hilaire, et tous deux, à pied, gagnent la préfecture que l'empereur d'Allemagne vient de quitter.

XXVII

LA COMMUNE

Le gouvernement réuni dans la même résidence, les affaires ne traîneront plus. Sitôt arrivé, Thiers en donne l'assurance à Faidherbe qui se plaint qu'on ne réponde pas à ses propositions de récompenses. Il ne blâme pas de Broglie qui ne se conforma pas aux instructions de Jules Favre : il eût été absurde de tenter quelque chose à Londres, bon moyen de donner aux Prussiens des doutes sur notre volonté d'exécuter le traité. **Notre excellent Jules Favre n'a pas assez d'habitude et trop de souffrances dans l'âme pour bien juger ce qu'il fallait faire.** Et il nomme le général Valentin prétende Police.

Les lettres de **l'excellent Jules Favre** l'ont fixé sur la situation ; jamais gouvernement n'en rencontra de pareille : l'ennemi occupe 43 départements, 400.000 soldats sont prisonniers en Allemagne, 100.000 internés en Suisse, tandis qu'à Paris 300.000 hommes disposent de 350.000 fusils, de 2.000 canons et d'abondantes munitions ; ils viennent de passer plusieurs mois à ne rien faire, portant un fusil **dont ils ne se servaient pas beaucoup**, vivant des secours de l'administration municipale ; ils sont entre les mains des comités révolutionnaires. Comme pour les exciter à plaisir, l'Assemblée leur supprima l'allocation de 1 fr. 50 par jour, rendit exigibles dans les 48 heures les échéances prorogées depuis 7 mois, et se refusa à examiner la question des loyers impayés. Ces hommes se persuadent qu'il y eut trahison et lâcheté à traiter, s'irritent au plus haut point de l'entrée des Prussiens à Paris et des menaces qu'ils croient voir peser sur la République. Blanquistes, jacobins, socialistes, tenants de l'Internationale, ratés de la politique et de la littérature, éléments louches des bas-fonds sociaux, illuminés, étrangers suspects, s'entendent pour aviver la fermentation des cervelles, qui amènera l'établissement de communes indépendantes, leur fédération, le collectivisme, c'est-à-dire la dissociation et la dissolution de la France.

A Bordeaux, Thiers ne voulait pas prendre l'initiative de l'attaque, préférant une solution pacifique. Sur place, il change d'avis : il faudra soumettre Paris, et, d'abord, le désarmer. Il réunit un conseil des ministres le 17 et convoque en outre Vinoy et d'Aurelle de Paladine, Jules Ferry, maire de Paris, et Choppin, délégué provisoire à la police de Paris avant la nomination du général Valentin. L'idée dominante est de risquer la partie et de reprendre les canons de Montmartre ; Thiers l'adopte, Ferry l'appuie. Les généraux arrêtent les dispositions d'attaque et fixent le début de l'action à 2 heures du matin. On rédige une proclamation qui sera affichée au petit jour : que les bons citoyens se séparent des mauvais, qu'ils aident à la force publique au lieu de lui résister, il faut à tout prix que l'ordre, condition du bien-être, renaisse entier, immédiat, inaltérable.

A 7 heures, Ferry envoie une dépêche à Versailles : tout va bien. Thiers vient au Louvre où se tient l'état-major de Vinoy ; bientôt arrivent de mauvaises nouvelles ; il rejoint les ministres au ministère des Affaires Etrangères, dans la grande galerie donnant sur le quai. L'opération est manquée : il ordonne à Vinoy d'abandonner les canons et de rallier ses forces sur la rive gauche. Vers 2 heures, impatient, il va jusqu'au pont de la Concorde au-devant des troupes que ramène le général Faron. Il rentre au ministère. Des tambours et des clairons ; on regarde aux fenêtres : trois bataillons de fédérés vont rejoindre l'insurrection. **Je crois que nous sommes flambés**, murmure le général Le Flô : le palais n'est gardé que par un demi-bataillon de chasseurs. Le chef du Pouvoir exécutif ne peut rester à la merci d'un coup de main. D'ailleurs son parti est pris : le plan qu'en février 1848 il proposa à Louis-Philippe, puis à l'Assemblée pendant les journées de Juin, ce plan qu'à Londres en 1852 il exposa en détail à l'Anglais Senior, il va l'appliquer rigoureusement, avec une incroyable fermeté, et rien ne l'en détournera : abandonner Paris à lui-même, se retirer à Versailles, y maintenir les forces nécessaires pour garder le gouvernement et l'Assemblée, réunir une armée et reprendre Paris, quoi qu'il en coûte. En face, il reconnaît des adversaires contre lesquels il lutte depuis 40 ans, ces hommes de désordre ignorants, incapables, paresseux, utopistes, qu'il exècre et qui lui ont voué une haine mortelle ; dès 1831 il fut aux prises avec l'émeute, cette fois il la prend corps à corps, sachant par expérience qu'aucune concession ne l'apaisera. Il n'y a pas à hésiter ; les troupes envoyées à Montmartre ont levé la crosse en l'air et fusionné avec les insurgés : infailliblement, même sort attend les quelque 18.000 hommes dont le gouvernement dispose en tout et pour tout, si on les laisse à Paris. Vouloir réduire l'insurrection avec ces seules forces serait folie. Une tentative pour rassembler la garde nationale fidèle avorte : on bat la générale, et 600 hommes se présentent ; les autres se cachent ou rejoignent leurs familles en province. Favre, Simon, Picard, hommes du 4 septembre, hésitent : Thiers prend la décision, d'accord avec Le Flô. Il est 5 heures. Vinoy lui dit : **Mettez votre pardessus, la porte du Bois-de-Boulogne est gardée, votre sortie est assurée par là**. Il lui donne une escorte de chasseurs à cheval. Avant de monter en voiture, Thiers lui ordonne d'évacuer Paris et les forts ; il réitère l'ordre au crayon en passant le pont de Sèvres. Par chance, on consigna au Mont Valérien 2 bataillons de chasseurs douteux, et désarmés, avant leur transfert en Algérie ; ce soir-là, une colonne de fédérés se présente : le commandant du fort, lieutenant-colonel Lochner, leur en impose ; il a distribué 20 fusils aux 28 chasseurs restés fidèles ; les fédérés font demi-tour. La nuit du 19 au 20, à 1 heure du matin, Thiers est couché ; sa femme lui lit un mot urgent de Vinoy, qui, introduit, insiste, obtient l'ordre de réoccuper le Mont Valérien, et, avec une petite colonne de toutes armes rassemblée la nuit, s'y installe à la pointe du jour, juste avant le départ des chasseurs. Le 19, dès 4 heures du matin, Thiers convoque le maire, Rameau, qui préparera les vivres et le coucher des troupes. Le soir, il apprend d'un rédacteur du *Figaro*, Jules Richard, l'assassinat des généraux Lecomte et Clément Thomas, qui fait dire à Jules Favre : **On ne discute pas, on ne traite pas avec des assassins**. A 7 heures, Thiers rédige de sa main, comme il fera pour tous les bulletins envoyés aux préfets, une circulaire aux autorités : le gouvernement est à Versailles avec 40.000 hommes ; les autorités n'exécuteront d'autres ordres que ceux du gouvernement légal, à peine de forfaiture ; les représentants se hâteront pour assister à la séance du 20. A 8 heures, ordre au personnel des ministères de venir à Versailles, sauf le nécessaire pour garder les archives et les locaux ; ordre à la Justice de suspendre son cours à Paris. Puis, envoi d'instructions aux généraux Corréard à Auxerre, Clinchant à Cambrai,

Faidherbe à Lille, Ducrot à Cherbourg, Polhès à Besançon, Gresley à Charleville, pour recevoir et diriger sur Versailles les prisonniers retour d'Allemagne ; tout ce qui arrive par mer débarque à Cherbourg ; ils hâteront les transports en s'entendant avec les autorités allemandes. Ont-ils des officiers ? Des fusils ? Thiers se met en quête de batteries d'artillerie, de munitions, de parcs du génie. Il dirige sur Toulon des bataillons qui réprimeront l'insurrection algérienne. Il exulte lorsqu'une ï division, un corps d'armée sont formés et en état de se mettre en route : à Versailles, tout est prêt pour les recevoir. Il recommande de faire travailler les officiers avec les hommes pour qu'ils fassent connaissance. Il utilise les ressources disponibles de la Marine en hommes et en munitions. Il prescrit aux préfets d'envoyer les mobiles, mobilisés et gardes nationaux d'un bon esprit, et prêts à partir, pour former une garde constitutionnelle autour de l'Assemblée ; l'Etat fournira solde, armement et subsistances ; il en faut aussi pour maintenir l'ordre à Paris et dans toute la France ; si l'on manque de monde, que l'on recrute des volontaires où on incorporerait des francs-tireurs sûrs, en leur disant que c'est pour quelques semaines seulement. Il réclame au plus tôt le 3ge de ligne et le régiment étranger que le préfet du Doubs signale comme très sûrs. Il indique les routes et la conduite à suivre : reposer les hommes, ne pas faire de mécontents, ne pas envoyer d'isolés ; les autorités allemandes savent le motif de ces mouvements, et n'apporteront aucun obstacle. Il visite casernements et campements, prodigue les encouragements et les éloges, excelle à remonter le soldat, lui parle, se préoccupe de son bien-être, le nourrit bien, accorde des rations de vin, fait des rappels de soldes. Il envoie de la paille, des sacs à terre, des milliers de peaux de mouton, des bonnets de police, du bétail sur pied. Il ne se couche que certain de l'exécution de ses ordres. Il promet de larges récompenses et veut que l'on ménage les hommes : **Il vaut mieux économiser le sang que le temps... Je désire épargner le sang avant tout... L'argent n'est pas une considération lorsqu'il s'agit de la vie des soldats.** Entouré d'une foule enthousiaste, il accueille les unités qui arrivent. Après 15 jours, il a 80.000 hommes, le double de ce qui est accordé par le traité, mais il a pris l'engagement d'honneur de ne les employer qu'à rétablir l'ordre à l'intérieur. Au bout de 6 semaines, il aura 170.000 hommes, dont 130.000 combattants entraînés et disciplinés. D'eux-mêmes, les généraux offrent leur épée. Pour commander en chef, il ne veut pas de Vinoy, trop fatigué ; de Bourbaki, malade de sa tentative de suicide ; de Baraguey d'Hilliers, trop vieux ; de Canrobert, qu'une légende dont il faut bien tenir compte représente comme inféodé à la politique impériale ; de Changarnier, trop âgé, malade ; de Le Bœuf, disqualifié ; de Bazaine, parce qu'il a le malheur de s'appeler Bazaine. Reste Mac Mahon, qui précisément vient le voir : il lui offre le commandement de l'armée ; le maréchal se récuse : un vaincu soulèverait des critiques. **Vaincu, dit Thiers, tout le monde l'a été ; quant aux critiques, c'est à moi d'y répondre.**

Il nomme l'amiral Saisset commandant supérieur des gardes nationales de Paris : **Je n'ai pas d'instructions à vous donner ; les maires de Paris ont mes pleins pouvoirs ; laissez-les faire ce qu'ils croiront utile ; vous leur devez vos avis, votre assistance militaire, mais rien de plus.** Le 20 mars, il ordonne aux préfets de saisir le prétendu *Journal officiel* où les insurgés, couverts du sang de Lecomte et de Clément Thomas, osent parler de leur modération. Le 21, il reçoit les maires, et promet des élections municipales prochaines, des élections dans la garde nationale, et l'oubli pour les gardes qui rentreraient dans l'obéissance. Aux députés, il dit : **Nous ne faisons pas la guerre à Paris ; nous sommes prêts au contraire à lui ouvrir les bras, s'il nous les ouvre lui-même.** L'Assemblée,

houleuse, le soupçonnant de complaisance envers la capitale ; Je vous ai amenés ici sains et saufs, entourés d'une armée fidèle ; je vous ai réservé ce lieu où je pourrai vous défendre et où vous êtes inviolables. Clemenceau lui reproche d'avoir précipité le pays dans la guerre civile, mais devant la stupéfaction générale, se rétracte à demi, allègue qu'il n'est pas encore maître de sa parole. Favre et Dufaure lui crient : C'est indigne ! Vous nous dénoncez aux bourreaux ! Thiers calme Jules Favre, absolument furieux. Il fait voter l'ordre du jour impliquant un délai, si court soit-il, pour donner à Paris et aux grandes villes la loi municipale indispensable, mais il défie les maires, qui connaissent bien les insurgés, de formuler un projet que ces gens-là accepteraient. Le 22, les fédérés donnent une nouvelle mesure de leur désir de conciliation en fusillant place Vendôme l'innocente manifestation des Amis de l'Ordre. Le 23, Thiers refuse de laisser discuter les propositions des maires, crainte qu'une parole malheureuse fasse couler des flots de sang. Il apprend l'arrestation de Chanzy : S'il y a des sacrifices à faire, dit-il à Saisset, pour sauver le général Chanzy, faites-les. S'il en faut pour épargner à Paris certaines extrémités, faites-les également. Une dépêche impérieuse appelle à Versailles Rouland, gouverneur de la Banque de France, avec Taschereau et La Rogerie, bourrés de billets de banque. Je vous tiens, lui dit Thiers, je vous garde parce que j'ai besoin de vous. J'ai besoin de vous parce que j'ai besoin d'argent. Nous sommes gueux comme des rats d'église ; nous avons fouillé dans toutes les poches et nous n'avons pu réunir que 10 millions ; or, au bas mot, il m'en faut 200 ; installez-vous ici et écrivez à vos succursales, arrangez-vous comme vous voudrez, mais donnez-moi de l'argent, et encore de l'argent, sans cela tout est perdu. Comme Rouland risque des objections : Que ferez-vous à Paris ? Rien, sinon nous créer des embarras. Vous serez arrêté, et en votre lieu et place les gens de l'insurrection, qui sont mieux armés que moi, nommeront un gouverneur de la Banque de France. Nous aurons beau ne pas le reconnaître, il sera le maître de la caisse, des dépôts, des comptes courants, et fera la ruine générale. Rouland reste. Le sous-gouverneur, marquis de Ploëuc, demande si Thiers ne pourrait envoyer un régiment au pas de course ? Nous n'en sommes pas là !

Aux départements, il prêche le calme et la résolution : La République n'est mise en péril que par les anarchistes... La Chambre approuve ce que j'ai dit à l'égard de la République. Mon discours a satisfait tous les républicains modérés. Ceux qui ne tiennent pas compte des partis monarchiques ne voient qu'une moitié de la question. La République est le gouvernement qui nous divise le moins. De Lyon, Pasteur lui exprime son admiration pour ses patriotiques paroles. Pendant ce temps, les maires capitulent devant le Comité central, qui brusque les élections : elles ont lieu le 26 mars, sans liberté, sans autorité morale, et sont radicalement nulles, mais la Commune est installée.

D'autres insurrections naissent et meurent à Lyon, à Marseille d'où Thiers expulse les garibaldiens, à Limoges où les communistes assassinent le colonel du régiment de cuirassiers, à Toulouse, à Narbonne, à Perpignan, au Creusot, à Saint-Etienne. Thiers signale aux préfets l'action de l'Internationale, ces tyrans du travail dont ils se prétendent les libérateurs, qui arrêtent l'industrie et retardent le départ des Allemands. Il ordonne le renvoi de Cassagnac fils, venu de Nice à Auch où il n'est guère en sûreté ; de même pour Rouher, que le courage du sous-préfet de Boulogne tira d'un grave péril en l'arrêtant pour le transférer à la maison d'arrêt d'Arras, puis en l'embarquant pour la Belgique. Il prend toutes les affaires en mains : chaque matin, il donne ses ordres aux chefs de services des différents ministères ; c'est le Petit Conseil ; le Grand Conseil, le

conseil des ministres, se tient ensuite : il y discute de finances avec Pouyer-Quertier, de l'état de l'Europe avec Jules Favre, de stratégie avec le Flô ; sa sympathie relative pour Dufaure ne l'empêche pas de l'admirer comme orateur et comme juriste ; il ne tarit pas d'éloges sur lui, quitte à raturer ses projets de lois et ses circulaires. A l'Assemblée, il affirme sa volonté de rétablir l'ordre, de respecter la loi, de ne trahir aucun parti ni détruire la forme du gouvernement : le pays, réorganisé, sera libre de choisir ses futures destinées. Il justifie les mesures qu'il prend. Il fait amender le projet de loi relatif à l'organisation municipale qui lui ôtait les moyens de rétablir l'ordre : si l'assemblée ne le suit pas, il laisse entendre qu'il résignera le pouvoir. L'Exécutif est plus que jamais l'homme tout-puissant et l'homme nécessaire, écrit Jules à Charles Ferry. Hier, sur un mot de lui, la Chambre, qui avait voté l'élection des maires, est revenue sur sa décision. L'Exécutif sauvegarde en ce moment ce qui nous reste de la République, et la barrière est si fragile que c'est un devoir de le conserver comme la prunelle de ses yeux. Il rend compte des opérations militaires et vante la conduite des troupes. Il condense la matière de ses discours dans ses circulaires aux préfets, détruit les fausses nouvelles et maintient le moral de la population.

Fermement décidé à ne pas se presser, il écarte les conseils des impatients. Cette procrastination, remarque le duc de Broglie, renouvelée de Fabius Cunctator, rend au pays un éminent service, car le moindre échec pouvait tout perdre. Il indique son plan au général Du Barail en lui donnant un commandement : Je ne veux rien précipiter. Nous mettrons tout le temps qu'il faudra pour faire l'éducation militaire de nos jeunes soldats, un mois, deux mois, trois si c'est nécessaire. Avant de rien commencer, il faut que l'outil soit solide. Du Barail reconnaît l'adresse, la précision, la finesse vraiment admirables avec lesquelles il manœuvre au milieu de difficultés sans nombre. Il réunit des conseils de guerre, critique les manœuvres avec une verve intarissable, prépare un plan de retraite en cas de prise de Versailles par les fédérés, oblige les généraux à passer la nuit sur pieds, au milieu des troupes, lorsqu'il prévoit une attaque. A pied, sans suite, sans ostentation, il passe des revues dans les avenues de Trianon ; à peu de distance, Mme Thiers l'attend dans sa voiture. De longues heures aux avant-postes, il suit avec une longue-vue les effets de l'artillerie, indiquant aux généraux les points faibles des fortifications, qu'il connaît mieux que personne. Il détermine l'emplacement de la batterie de Montretout, achevée en 8 jours par 1.000 ouvriers que dirige un entrepreneur de travaux publics, Hunebelle, dont Thiers vante le désintéressement. De son observatoire du Mont-Valérien, le lieutenant-colonel Lochner lui signale les moindres mouvements de l'ennemi.

Le 31 mars, Taine annonce que les bataillons de marche mettent sac au dos et vont attaquer ; le 2 avril, ils se font battre. Thiers ne quitte pas le siège du gouvernement, reçoit les dépêches, donne les ordres, et, à 10 heures du soir, exténué, presque aphone, annonce le succès à l'Assemblée qui jouit désormais d'une sécurité absolue. Nouvelle attaque des insurgés le 3, qui se termine par leur fuite en débandade. Bismarck suit pas à pas la marche des événements, pour, le cas échéant, parer à l'imprévu. Ce jour-là, la Commune met en accusation Thiers, Dufaure, Picard, Simon, l'amiral Pothuau, et prononce le séquestre de leurs biens jusqu'à ce qu'ils aient comparu devant la justice du peuple. On brûle place de l'Hôtel-de-Ville un drapeau blanc soi-disant pris aux-Versaillais, preuve certaine que Thiers veut rétablir un roi. La *Montagne* s'adresse

au bourreau de Paris : Haindrich, passe ton couperet sur la pierre noire ; il faut que la tête de ces scélérats tombe.

Loin de s'inquiéter, les bons citoyens n'ont jamais eu plus de raison de prendre confiance en l'avenir, dit la circulaire de Thiers du 10 avril. Le 11, la Ligue des Droits de Paris, un groupe de francs-maçons, essaient auprès de lui une tentative de conciliation : c'est, répond-il, à la Commune et non à moi qu'il faut prêcher la paix ; qu'elle mette bas les armes et reconnaisse le gouvernement légal du pays ; il les engage, bien qu'ils ne soient mandatés que par eux-mêmes, et dans son désir d'épargner le sang, à revenir s'ils arrachent quelque chose à ces bandits. Il leur montre les Prussiens menaçant d'intervenir. Pour se faire mandater, ces ligueurs provoquent une réunion qui décide de demander énergiquement à Versailles la paix basée sur le programme de la Commune, le seul qui puisse amener la paix définitive. Thiers écoute ces prétentions sans sourciller et répond froidement qu'il ne faillira pas au devoir de défendre l'Assemblée. Irrités, les délégués provoquent une assemblée plénière, et n'y forment qu'un groupe dissident dont le Grand Orient se dégage. Ils organisent une promenade dans Paris, et plantent des bannières sur les remparts pour arrêter le bombardement ; dans une 3e audience, Thiers les expédie en moins de 5 minutes : Que Paris mette bas les armes, et j'écouterai toute proposition raisonnable. Paschal Grousset demande qu'on en finisse avec les conciliateurs, des traîtres, dit-il. Les choses en restent là.

En contact étroit avec Mac Mahon et son chef d'Etat-major le général Borel, Thiers, qui recommande expressément de ne pas tirer sur Paris, trace des plans d'opérations et poursuit les préparatifs d'attaque, évitant les petites affaires jusqu'à l'action décisive qu'il veut foudroyante et écrasante : la résistance, rendue impossible, sera moins sanglante. En attendant, les égarés pourront revenir à la raison. Le moment approche. Du 5 au 20 avril, 700.000 personnes fuient Paris, encombrant la gare Saint-Denis. Les quartiers de l'Ouest sont déserts, les affaires arrêtées. On dit : A tout prix, il faut que cela finisse. Circulaires, proclamations, discours du Chef du Pouvoir exécutif s'emploient à calmer les impatiences. Les opérations actives commencent le 25 avril. Le 27, il parle : il a créé une armée puissante par son organisation et son sentiment du devoir, par le choix de ses chefs, avec, en tête, un soldat sans peur et sans reproche. Le cœur lui saigne en soutenant cette abominable guerre civile, mais c'est rendre service à la civilisation tout entière. S'il ne s'agissait que d'un sacrifice d'orgueil personnel, il n'en est pas qu'il ne fasse pour mettre un terme à ces horreurs : il défend la liberté contre un odieux despotisme, sans mandat, sans frein, sans principes, sans conscience, qui fait le mal avec une ignorance désastreuse. Il est résolu, aussi énergique que sa douleur est vive. Ici, le droit ; en face, la plus odieuse usurpation par des criminels qui ne peuvent avouer ce qu'ils veulent : 37.000 communes ayant chacune leur armée régulière, c'est-à-dire la dissolution de la France. A qui déposera les armes, il promet la vie sauve et des secours temporaires. Il faut que la souveraineté du pays soit reconnue.

Parallèlement, il donne à l'amiral de Gueydon les moyens de dompter les municipalités révolutionnaires et l'insurrection arabe en Algérie, où le décret accordant la naturalisation aux Juifs ajoute à l'effervescence. Il surveille les menées bonapartistes, Il cite au *Moniteur* le fils du duc de Broglie qui lui écrit : Un mot de vous donne la gloire, et il confère la Légion d'Honneur au duc de Chartres, à Robert le Fort, qui s'en avoue heureux et fier. Mais combien dur de résister à la Chambre qui exige un succès brutal et complet, à la commission des Quinze qui exige des mesures de rigueur contre les insurgés parisiens et ne le

trouve pas assez ferme ; qui se méfie de ses tendances républicaines, de ses entrevues avec les conciliateurs qui vont et viennent d'un camp à l'autre, avec les maires de villes où il empêche des explosions insurrectionnelles en assurant qu'aucun complot ne menace la République. Au fond, la majorité monarchique se sent jouée : *On répète trop souvent que nous sommes ici pour organiser et non pour constituer*, dit Audren de Kerdrel. Entre intimes, Thiers se plaint de cette opposition comme d'une injurieuse ingratitude. Au moment où il prépare l'effort suprême contre la Commune, ces méfiances se traduisent le 11 mai par une question de son ami Mortimer-Ternaux, *l'un des orléanistes les plus remuants de l'Assemblée*, au sujet de ses communications avec la Commune. La mesure est comble : tout hérissé de colère, son petit toupet blanc dressé comme une aigrette, il se fâche, il dit son fait à la droite. Comment se dévouer au service public devant pareilles tracasseries ? *Il y a parmi vous des imprudents qui sont trop pressés. Il leur faut 8 jours encore ; au bout de ces 8 jours, il n'y aura pas de danger, et la tâche sera proportionnée à leur courage et à leur capacité.* Ces 3 derniers mots, prétend-on, ajoutés sur épreuves. Il se tient pour attaqué et offensé. Il veut une explication et une compensation à ces indignités. *Vous choisissez le jour où je suis proscrit et où on démolit ma maison.* Il refuse toute explication. Bertauld lit le décret de la Commune qui ordonne la démolition de l'hôtel de la place Saint-Georges. Thiers reprend : *Je suis obligé d'ordonner des actes terribles ; je les ordonne, parce que j'ai au fond du cœur la conviction que je représente le droit contre le crime.* L'algarade est si violente que la Chambre vote l'ordre du jour de confiance par 490 voix contre 9. Le pauvre Mortimer-Ternaux se plaint qu'il ait brisé une amitié de 30 ans : *C'est vous qui l'avez brisée !* Le malheureux baisse la tête, le corps affaissé. Politiquement, il est mort. On dit qu'effectivement, il en mourut.

Merruau demande à Thiers beaucoup de santé et pas mal de dictature. Duvergier le félicite de cette juste correction infligée à la droite, avec laquelle il voudrait le voir rompre, pour former avec la gauche modérée et les centres une majorité moins nombreuse, mais plus solide. Cette lettre le reconforte : *Vous, le plus ancien de mes amis, je suis heureux de vous trouver toujours d'accord avec moi dans l'une des circonstances les plus douloureuses et les plus importantes de ma vie. Excepté vous, Rémusat, Saint-Hilaire, Calmon, Casimir Périer, le plus grand nombre de mes amis se conduisent fort mal, pour des ambassades non données, des bâtons de maréchal refusés, pour des portefeuilles qui n'arrivent pas, etc. Ceux qui me soutiennent, et ils sont nombreux, sont des amis inconnus qui, par conviction, par impulsion de leur département, m'appuient de toute leur force. Rien ne peut vous donner une idée de ce que font les Daru, les Lasteyrie, etc. Je n'en finirais pas, si je vous les citais. Et cependant j'ai sauvé la situation en sortant de Paris malgré tout le monde, en faisant une armée de 130.000 hommes là où il n'y avait ni un arsenal, ni un magasin, ni un dépôt, et où il a fallu tout créer, et en conduisant enfin les opérations d'une main sûre qui ne répondait pas à l'impatience des étourneaux qui bavardent. J'ai mis 40 jours à faire l'armée... Les légitimistes, et les orléanistes aussi mauvais que les premiers, veulent que je leur livre la République. Ce serait un manque de foi dont je ne me rendrai pas coupable. Dans ma conviction, il n'y a de possible actuellement que la République. Hors de là, on aura une affreuse guerre civile... Je ne me prêterai pas à une conduite qui serait à la fois une faute politique et une trahison. Je suis charmé de me trouver d'accord avec vous... Ma maison est démolie, je n'ai plus ni feu ni lieu, et cette maison où je vous ai reçus tous, et cultivés 40 ans, est détruite jusqu'aux fondements. Mes collections sont*

dispersées ! Ajoutez quelques calomnies, et vous aurez le compte de ce que l'on gagne à servir son pays. Il n'eut jamais tant besoin de soutien moral. Il dira bientôt : Quand je songe aux efforts presque surhumains qu'exigèrent de moi la lutte contre l'insurrection et ses conséquences, quand je compare mon dévouement pour le rétablissement de l'ordre avec le peu de gratitude que l'on m'a montrée depuis, je trouve confirmé une fois de plus ce précepte de philosophie, que la satisfaction d'avoir fait le bien est, en ce monde, la seule récompense certaine de l'accomplissement du devoir. Par surcroît, il doit à ce moment signer le traité de Francfort, plus dur que les préliminaires. Bismarck tient à en finir avant que l'écrasement de la Commune rende au gouvernement une plus grande liberté d'action. Thiers craint la guerre et demande, le 18 mai, une prompte ratification. A ceux qui veulent échanger Belfort contre une bande de terrain le long du Luxembourg, il rappelle ses 14 heures de lutte pour garder Belfort. Vous en parlez à l'aise, vous qui n'avez pas signé ce traité... Pour ceux qui ont eu la douleur d'y apposer leur signature, il n'est pas besoin d'en exagérer le malheur... S'il y a quelqu'un en France qui ait le droit de refuser sa signature à ce traité, c'est moi, moi qui au milieu des outrages les plus violents qu'un homme eût pu recevoir à la tribune, ai persisté à soutenir la paix. Je m'étais dit que si je n'avais pas pu empêcher la guerre, je n'aurais pas la douleur d'en recueillir les conséquences. Plus tard, la calomnie s'élèvera ; elle commence déjà. 433 voix contre 98 ratifient le traité.

Quant à sa maison, Rochefort lance l'idée dès le 6 avril : il faut répondre aux obus par des coups de pioche ; mais il observe que si la justice populaire démolit l'hôtel Thiers qui coûta 2 millions, l'Assemblée de Versailles lui en votera une autre qui en coûtera 3. L'idée fait son chemin, accompagnée d'excitations à la violence. On dévide contre Thiers un invraisemblable chapelet d'aménités : *infâme* vieillard, Nain grotesque, Tamerlan à lunettes, crapaud venimeux, général Boum, serpent à lunettes, etc. Le 14 avril, des gardes du 322e bataillon opèrent une perquisition, sans résultat. Raoul Rigault appose les scellés et laisse un poste. Erostrate, écrit le Vengeur du 6 mai qui ajoute : *Qu'il n'en reste qu'une pierre, avec cette inscription vengeresse : Là fut la maison d'un Français qui brûla Paris.* Le 10, un arrêté du Comité de Salut public, ratifié le 12 par l'Assemblée communale, ordonne la saisie des biens et la démolition de l'hôtel. Saint-Hilaire fait une démarche auprès de Courbet, Président des Arts de toutes sortes, pour sauvegarder les objets d'art. Les uns veulent tout vendre, car, Paris vaincu, ce qu'on mettra dans les musées sera rendu au propriétaire ; d'autres veulent tout transporter au pied de la colonne de Juillet et l'y brûler ; les pierres iront aux barricades. Protot, ministre de la Justice, veut envoyer à la Monnaie les pièces représentant les d'Orléans. Courbet se rappelle sa visite à Thiers à la fin de l'Empire : il estime à 1.500.000 frs les objets d'art, et les réclame pour les musées. Jules Fontaine, professeur de mathématiques, spécialisé dans la confection des bombes Orsini, condamné à 15 ans de réclusion, libéré le 4 septembre par le gouvernement de la Défense qui lui offre une préfecture, nommé Délégué aux Domaines par la Commune, est chargé de l'opération avec J. Andrieu, délégué aux Services publics. Ils décident de remettre le linge aux ambulances, les objets d'art et les livres rares aux musées et aux bibliothèques ; on vendra les meubles aux enchères ; on établira un square public sur l'emplacement de l'hôtel parricide. D'ailleurs, par la suite, on découvrira chez Fontaine nombre d'objets volés à Thiers. Les deux délégués, assistés de commissaires de police, prennent possession de l'immeuble le 11. Ils se heurtent à une foule hostile. Le procureur de la Commune leur adjoint son substitut,

Gaston Dacosta. Fontaine va en fiacre place Vendôme, et revient avec Protot à cheval et sommé de son képi galonné ; deux artilleurs et un officier escortent les voitures où prennent place les collaborateurs de Protot et de Raoul Rigault. Rue Notre-Dame-de-Lorette, Protot réquisitionne des paveurs, qui hésitent devant les quolibets et les cris hostiles de la foule. Dacosta saisit une pioche, entre dans l'hôtel, ressort par une lucarne du toit ; salué de cris et de sifflets, il s'accroche à une cheminée et détache quelques plâtras. A coups de canne, Protot casse quelques vitres de la véranda. Les paveurs se décident à obéir. Un groupe de Vengeurs de Flourens arrête plusieurs manifestants et dégage la place. Le déménagement commence. Survient Courbet, flanqué de Jules Vallès et de Félix Pyat. Nombre d'objets jonchent les pelouses et les allées. Fontaine se prétend sûr de ses hommes, et n'a pas dressé d'inventaire. Peu auparavant, Mme Thiers fit porter chez Chambolle des objets de prix ; on agit en hâte, et on oublia une statuette de Persée à laquelle Thiers tenait beaucoup. Courbet voit démolir une petite chapelle en bois sculpté ancien, des bibliothèques, des marbres de cheminées. Il constate la disparition de terres cuites de grande valeur, et ramasse deux têtes, qu'il met dans sa poche. Onze voitures du mobilier de la Couronne et une trentaine de voitures de déménagement réquisitionnées chez Dailly et Cie emportent le butin : les meubles au garde-meuble, les objets d'art au Louvre qui refuse de les recevoir et de là au salon de Stuc des Tuileries, les papiers à la Préfecture de Police où ils flambent, comme flambera le salon de Stuc et son contenu. Le 15 mai, l'Anglais Furley rend visite à lady Tuf-ton, qui demeure place Saint-Georges ; il voit les portes et les fenêtres arrachées, les murs croulants. [M. Thiers, écrit Jules à Charles Ferry, a grandement pris l'assassinat de son immeuble ; il a pleuré ses bronzes et ses souvenirs, mais, après tout, ce n'est pas à tout le monde que ces choses arrivent, et c'est une des formes de la gloire.](#) Le 16 mai, à 5 heures 53 du soir, le colonel Lochner annonce du Mont-Valérien que la colonne Vendôme est abattue.

Tout est prêt pour la grande offensive. Les opérations commencent. De suprêmes tentatives de conciliation échouent. La Commune menace de brûler Paris ; Thiers n'y peut croire. Il pose 3 conditions : les insurgés mettront bas les armes ; nulle poursuite au-dessous du grade de colonel ; les portes de Paris ouvertes pendant 3 jours. Beaucoup de négociateurs, qualifiés traîtres, sont incarcérés par la Commune. Ils ne manquent pas : Thiers reçoit rapports sur rapports ; les délibérations les plus secrètes de la Commune arrivent sur son bureau. On lui soumet maints projets pour entrer dans Paris par surprise. Par le colonel Luigi Frapolli, dictateur de Modène pendant 8 jours et grand maître de la franc-maçonnerie italienne, il cherche, sans succès, à gagner La Cecilia. Georges Veysset, qui s'occupa de ravitailler Paris, offre ses services ; aidé des frères Guttin, de Mme de Forsans-Veysset, de Planat et plusieurs autres, il achète les batteries de Montmartre qui, retournées, tirent sur les fédérés, et négocie l'achat de deux portes à Dombrowski. La Commune soupçonne la trahison et place des commissaires civils auprès des généraux ; Veysset, dénoncé, arrêté le 24 mai, sera fusillé par ordre de Ferré. Une autre négociation paraît près d'aboutir : Thiers accepte un rendez-vous la nuit, au bois de Boulogne, avec un colonel de la Commune auquel il versera 500.000 frs en échange d'une porte. Il groupe 80.000 hommes dans le Bois, au début de mai, par une nuit claire et froide ; il s'y tient avec le général Douay, et attend en vain le signal convenu. A l'approche du jour, il faut réintégrer les tranchées. A 7 heures, Thiers regagne Versailles. Il ne s'arrête pas à l'offre des Allemands de lui livrer le chemin de fer de Saint-

Denis. Il faut bien en venir à l'attaque de vive force, suivant le plan adopté par le conseil de guerre du 12 mai.

On prend les forts de Vanves et d'Issy, on attaque l'enceinte. Du 14 au 21 mai, Thiers ne quitte pas les batteries de Montretout et du général de Cissey. Le 21, on doit décider l'assaut dans un conseil tenu au Mont Valérien ; à 3 heures, Thiers quitte Versailles ; au pied de la montée du fort, un officier au galop annonce que le général Douay entre dans Paris et n'assistera pas au Conseil. Thiers fait pousser ses chevaux : au fort, Mac Mahon, les yeux à la lunette dirigée sur le Point-du-Jour, s'écrie : **Nous sommes repoussés !** Thiers regarde, voit des hommes qui vont et viennent tranquillement. Le capitaine de vaisseau Krantz regarde à son tour : **Ces gens-là ne fuient pas. Nous ne sommes pas repoussés, mais ils exécutent une manœuvre que, d'ici, nous ne pouvons pas nous expliquer.** Plus de doute : deux longs serpents noirs entrent par la porte du Point-du-Jour, dont le fameux Ducatel signala l'abandon. Le maréchal va prendre la tête des corps de Douay et de Ladmirault ; Thiers retourne à Versailles, lui envoie les troupes de Vinoy et de Clinchant, et ordonne à Cissey d'occuper les quartiers de la rive gauche. Il envoie des vivres et de la paille, puis dîne en famille avec quelques amis qui partagent sa joie. Il prend un peu de repos, part à 2 heures du matin, et entre dans Paris à 3 heures. Il voit Mac Mahon prêt à établir son Quartier Général au Trocadéro, pris par le général Douay. Ladmirault est parvenu à l'Arc de Triomphe. Cissey pénètre dans le faubourg Saint-Germain. Jules Ferry accompagne le 1er bataillon de chasseurs qui occupe le ministère des Affaires Etrangères, où Mac Mahon et le gouvernement s'installent, en relations constantes avec l'Assemblée nationale qui siège. La guerre de barricades commence. Thiers sort de Paris au petit jour. Au delà de Boulogne, il dépasse une foule effarée d'hommes et de femmes, les fureurs de la lutte, le désespoir de la défaite empreintes sur leur visage, insurgés prisonniers que les soldats poussent devant eux. Il annonce à l'Assemblée l'entrée de l'armée dans Paris. Les lois seules présideront, dit-il, au châtement des coupables. Il fait voter la reconstruction de la colonne Vendôme et la réparation de la chapelle expiatoire. Sur la proposition de Cocher, l'Assemblée vote à l'unanimité cette résolution : **L'Assemblée déclare que les armées de terre et de mer, que le Chef du pouvoir exécutif de la République française ont bien mérité de la patrie.** Thiers remercie de cette récompense, la plus grande qu'il ait reçue de sa vie. Il serre des mains. Jules Simon l'embrasse.

Sans arrêt, ses dépêches aux préfets annoncent 90.000 hommes dans Paris le 22 mai, les progrès des opérations, le drapeau tricolore sur la butte Montmartre et la gare du Nord, des milliers de prisonniers. Sur la barricade de la rue Royale, un rat mort pend à une potence portant une pancarte : **Mort à Thiers, Mac Mahon et Ducrot, les rongeurs du peuple, défense d'y toucher.** Ordre est donné d'arrêter les ballons partis de Paris, et les chefs de la Commune qui fuient la ville.

Ils partent, laissant l'incendie derrière eux. Partout, les flammes s'élèvent. Le 24 mai, à 6 heures 30 du matin, Thiers apprend l'incendie des Tuileries, et, à 8, la délivrance de la Banque. Il mobilise tous les pompiers disponibles. Il va à Paris, constate le désastre. Il est inconsolable. Il revient à l'Assemblée : **Ces atroces scélérats, sentant qu'ils ne peuvent plus conserver la possession de leur victime, la malheureuse ville de Paris, veulent ne nous l'abandonner que détruite !** Il se plaint de la défiance de l'Assemblée à son égard : il sera implacable, mais légalement, **suivant les lois, avec les lois, par les lois.** Il parle de responsabilités partagées. Des rumeurs s'élèvent. **Pour moi, devant mon pays, devant la justice, devant l'histoire, je la prendrai tout seul, s'il le faut. Mais ce ne sera que sur**

[votre refus](#). Il dément que le gouvernement mette des armes en de mauvaises mains. Il défend Jules Ferry accusé de se conduire en préfet de la Seine. En face de difficultés plus grandes qu'avant la victoire, il supplie qu'on lui laisse le calme dont il a besoin pour agir.

La question des otages se pose dans son acuité. Le 9 avril, Raoul Rigault chargea B. Flotte de négocier l'échange de Blanqui contre l'archevêque et 4 otages. Mgr Darboy propose comme négociateur l'abbé Deguerry, que Rigault refuse ; il accepte l'abbé Lagarde. Flotte insiste sur les cruautés commises par les Versaillais ; l'archevêque se laisse impressionner, et, en demandant l'échange proposé, supplie le Chef du pouvoir exécutif de mettre fin à ces atrocités, dans une lettre que l'abbé Lagarde emporte, promettant de revenir, sa mission remplie. L'abbé est un négociateur, et non un simple commissionnaire. Le 13, Flotte lui remet un laissez-passer ; il s'embarque à la gare de Lyon, descend à Melun, prend une voiture dont le cheval s'abat, gagne à pied Longjumeau, et n'arrive à Versailles que le 14 à midi. Thiers le reçoit aussitôt, accueille son ambassade avec sympathie, mais discerne facilement que l'archevêque est un instrument aveugle aux mains de la Commune. Il devra consulter les ministres et la Commission des Quinze ; il ne se montre pas défavorable à l'échange, malgré sa répugnance à traiter avec les rebelles. En attendant la réponse annoncée pour le lendemain, l'abbé voit les ministres qui lui apprennent un incident machiné par la Commune pour faire échouer sa négociation : le 6, Dacosta s'entendit avec Rigault ; il exerce une pression le 7 et le 8 sur l'abbé Deguerry et Mgr Darboy, qui écrivent à Thiers pour le conjurer d'adoucir la cruauté des Versaillais, et finissent par la même affirmation : ils écrivent [sans aucune pression et de leur propre mouvement](#), ce qui suffit à prouver le contraire. Ils ne parlent pas d'échanger les otages. Le 13, Dacosta tire du Dépôt l'abbé Bertaux, curé de Montmartre, le charge de porter ces deux lettres, et le met en route directement sur Versailles, où l'abbé arrive le jour même. Le journal l'Affranchi a déjà publié le texte des lettres, qui semblent avaliser les affirmations de la Commune. Thiers vient de les lire en original et dans le journal, quand l'abbé Lagarde se présente à l'heure convenue : [Avant de répondre à votre lettre, dit-il, il faut que je réponde à une autre de date antérieure, mais qui vient seulement de m'être remise par M. le curé de Montmartre, après avoir été publiée avant-hier dans un journal de Paris. Revenez demain samedi à la même heure.](#) Il remet sa réponse à la lettre apportée par l'abbé Bertaux : il s'étonne grandement que l'archevêque ait pu croire un seul instant que les soldats fusillaient des prisonniers et achevaient des blessés ; il promet encore une fois la vie sauve aux égarés qui déposeront les armes. Lorsque l'abbé Lagarde revient, il sort du conseil des ministres, unanimes ainsi que la Commission des Quinze pour refuser tout échange. Cette unanimité décide Thiers, qui hésitait. Que l'abbé Lagarde attende deux jours encore sa réponse. Saint-Hilaire reçoit l'abbé le 17, et l'engage à attendre. [Le cœur brisé](#), l'abbé se mêle à une négociation menée par Washburne, le cardinal Chigi, et d'autres, pour gagner Dombrowski, Cluseret ou Félix Pyat. Cluseret, compromis, est révoqué et arrêté. La Commune a entravé la mission de l'abbé Lagarde : elle veut la faire échouer. Le 23 avril, le Cri du Peuple couvre l'abbé d'injures, l'accuse d'obéir à Thiers et de trahir son serment de rentrer à Paris. Saint-René Taillandier le conduit à Jules Simon : le gouvernement décline toute responsabilité, car cette campagne de presse est de nature à le compromettre. Ce soir-là l'abbé écrit à Jules Simon que l'état des négociations entamées par ailleurs lui fait un devoir de rester à Versailles : on l'a avisé que son retour serait le signal du massacre des otages. Journaux et clubs s'exaspèrent et menacent.

Malgré le cardinal Chigi et Washburne, Thiers ne croit pas au danger. Au milieu de mai, l'Anglais Norcott, après plusieurs entrevues avec l'archevêque, reçoit ce billet, signé Viard, vu et approuvé par Cournet, délégué à la Sûreté générale, et le colonel Chardon : **Le Cen Norcott est prié d'employer toute son influence et ses relations pour appuyer l'échange du Cen Blanqui contre la personne du Cen Darboy.** Il a une entrevue avec Saint-Hilaire, Thiers refusant de le recevoir. De son côté, Cernuschi essaie de sauver Chaudey. On sollicite l'intervention du général allemand de Fabrice. **Que le sieur de Fabrice, dit Rochefort, nous restitue d'abord Blanqui, prisonnier de M. Thiers, et peut-être alors lui rendrons-nous Darboy, prisonnier de la Commune.**

Le 25 mai, à 7 heures 25, Thiers annonce aux préfets que le gouvernement est maître de Paris, sauf une très petite partie ; il décrit les ravages de l'incendie ; la Banque, la Bibliothèque nationale, le Louvre sont sauvés ; on a plus de 20.000 prisonniers ; la population, indignée, acclame l'armée. Des cadavres jonchent les rues ; il ordonne à Alphand de les inhumer la nuit, d'enlever les barricades, de rétablir la viabilité, de supprimer les pont-levis, d'ouvrir les portes de Paris. Il maintient les consignes qui empêcheront la sortie des coupables et des objets volés. Mac Mahon ira aussitôt que possible au secours des otages. Le 26, instructions à Jules Ferry : **Réorganisez les bureaux de la mairie, et nous renverrons ensuite les maires. Courez aux prisons incendiées et voyez ce que sont devenus les prisonniers. Après les prisonniers, songez aux incendies. Je vous envoie des pompiers à force. Songez en même temps aux inhumations.** Il discute avec Ferry la question des journaux, et lui recommande de ne pas se laisser gouverner par ses anciens amis. Il lui assure 18 jours de vivres, que les Prussiens ont ordre de laisser passer.

Tout en reculant, les insurgés entraînent les otages, hors de la portée des troupes du gouvernement. Ils assassinent Chaudey à Sainte-Pélagie le 23. Nouvelles instructions à Ferry : **Nous ne consentons à aucune exécution lorsqu'un homme est devenu prisonnier. Pendant le combat nous ne pouvons rien et nous voudrions en vain nous en mêler. Tâchez de sauver les otages, faites sous ce rapport tout ce qui sera humainement possible.** La mort de Gustave Chaudey m'a rempli de douleur. Le 28, un billet de Mac-Mahon, daté de 8 heures 35, lui apprend l'assassinat de 64 otages ; l'entrée des troupes à la Roquette en sauve 169. Thiers lui répond à 9 heures : **Je suis affecté plus que je ne puis le dire de la fin tragique de nos otages. Elle n'est la faute de personne, est celle des scélérats qui l'ont ordonnée, mais elle n'en est pas moins douloureuse.**

Le 29, Paris est délivré. **La lutte est terminée, l'ordre est rétabli, le travail et la sécurité vont renaître.** Ce jour-là, l'Assemblée assiste à une messe d'actions de grâces, dont la musique est purement militaire, à l'église Saint-Louis de Versailles. Thiers, en redingote noire, suivi du ministre de la Guerre et d'un brillant Etat-major, a assez grand air. **Il a maigri à peine : sa contenance, mélange de douleur concentrée et de dignité, ne représentait pas mal le rôle du grand citoyen impassible au milieu des ruines et des plus affreuses calamités.** Arrivent les félicitations de Canrobert : **Par vous et par son armée, la France vient d'être délivrée du péril le plus terrible et le plus affreux qu'elle ait jamais couru !** Alexandre Dumas va écrire un long et très flatteur article dont Thiers se montre vivement touché ; il charge Eyma de témoigner sa gratitude **au brillant et spirituel écrivain, qu'il ne connaît pas personnellement.**

L'heure du châtimeⁿt a sonn^é. Il ordonne au g^éneral Borel de veiller à la cessation des fusillades : **Pendant la bataille, tout s'explique, mais apr^ès, c'est de l'irr^égularit^é monstrueuse.** Ranc, seul, **échappe** aux poursuites : on le soupçonne de ménager ses bons offices entre Thiers et les exaltés du parti républicain. Car Thiers n'aime pas les vengeances politiques. Il voudrait que l'on n'exécutât que ceux qui trempèrent leurs mains dans le sang des otages ou de Lecomte et Clément Thomas. Il se plaint de se heurter à de vieux magistrats **sans cœur et sans esprit politique.** Il essaie de sauver Gaston Crémieux, dont il considère la mort comme une cruauté gratuite et absurde, et Rossel qu'il défend contre les g^éneraux invoquant la nécessité de punir un officier coupable de désertion à l'ennemi et d'attaque contre la France. Ces exécutions lui causent un chagrin profond. Il réussit à sauver Lullier, **fou dangereux, sans doute, mais ayant des qualités.** Il ne répond pas au vieux Beslay qui demande à partager le sort de ses collègues de la Commune, et qui rendit trop de services à la Banque pour jamais être inquiété. Un ami de Bergeret, l'un des chefs les plus compromis, cherche à lui procurer les pièces d'identité nécessaires pour le sauver ; il sollicite un écrivain illustre qui propose de les demander à Thiers. On y va. Bergeret attend dans un salon voisin. **On aurait dû tous les fusiller,** dit Thiers, **c'était le plus simple ; mais on a été maladroit ; on a tué des nigauds qui s'étaient mis dans la révolte sans savoir pourquoi ; les chefs les ont plantés là et ont gagné au pied. Maintenant ils sont pour nous un grave inconvénient ; les prisons regorgent... Je veux bien aider l'ami de votre ami ; qu'il aille se faire pendre ailleurs ; nous le condamnerons par contumace, de cette façon nous ne le reverrons jamais. J'arrangerai cela avec Saint-Hilaire, qui est le meilleur des hommes. Amenez-moi votre ami.** En voyant entrer ce petit bonhomme maigre et jaune, Thiers se met à rire : **Eh bien ! Grand gamin, on a donc oublié de vous fusiller ?** Ainsi Bergeret sortit de France sans être inquiété. Hugo vient demander à Thiers de sauver Rochefort ; en passant, Thiers dit : **Je suis comme vous un vaincu qui a l'air d'un vainqueur ; je traverse comme vous des tourbillons d'injures. Cent journaux me traînent tous les matins dans la boue. Mais savez-vous mon procédé ? Je ne les lis pas. — C'est précisément ce que je fais... Lire des diatribes, c'est respirer les latrines de sa renommée.** Le 10 janvier 1872, Rochefort écrira à Edmond Adam : **Vous me dites que M. Thiers m'a sauvé la vie. Je le crois comme vous, car si j'avais été jugé dans le premier mois de mon arrestation, il n'y a aucun doute que j'eusse été condamné à mort et fusillé sans circonlocution. L'intervention de M. Thiers ne fait donc pas de doute pour moi, et il m'est impossible de ne pas m'en souvenir.** Mais il a beau demander à la commission des grâces, que l'Assemblée lui adjoignit, de réduire les rigueurs de la justice, la haine des hommes de la Commune le poursuit. Un exemple entre cent : à Genève, le citoyen Rocher réunit un faisceau d'inexactitudes matérielles qu'il édite en brochures : *Le Monsieur de la rue Transnonain, chanoine mitré de Saint-Jean de Latran et fils aîné du Pape,* et *Les véritables incendiaires de Paris* ; il y dit : Thiers a participé à la mort de Mgr Darboy ; Mac-Mahon tira à boulets rouges sur Paris ; les agents provocateurs organisèrent le massacre de 50.000 assassinés, faisant 150.000 veuves et orphelins ; des gendarmes firent sauter la poudrière de l'avenue Rapp, etc., bref, un effrayant terrorisme règne dans le royaume de Thiers Ier. Les publications de ce genre se multiplient, foisonnent longtemps encore après la Commune. La caricature joue dans cette campagne un rôle de premier plan, une caricature bien éloignée de la verve et du génie de Daumier, et dont l'un des protagonistes est ce Pilotell qui prit part de façon suspecte aux opérations contre la maison de Thiers ; pour cette raison on le baptisera **Pille-Hôtel.** Lorsque le Chef du pouvoir exécutif et l'Assemblée assistent aux obsèques

de Mgr Darboy, on se demande s'il ne reste pas d'explosifs dans la crypte de Notre-Dame.

Thiers a rempli la première partie de sa tâche. Il a écrasé la plus formidable insurrection à laquelle jamais gouvernement se soit heurté, et empêché la dislocation de la France devant l'ennemi. Il lui reste à accomplir l'œuvre de reconstruction et l'œuvre de libération. Montalivet lui rappelle la demi-ligne qu'en 1836 il souhaitait dans l'Histoire Universelle : elle devient aujourd'hui [un glorieux alinéa](#).

XXVIII

LA LIBÉRATION

C'est la bourgeoisie faite homme. Comme elle il est petit, lâche, sans cœur, cruel jusqu'à la férocité, rapace, voleur, avare, menteur, fourbe, hypocrite, vaniteux, débauché jusqu'à l'inceste. Ainsi disent *Les Etrivières*. Elles lui découvrent des analogies avec l'oiseau de proie nocturne, le renard, le chacal, la hyène, le crapaud, le serpent à sonnettes de l'Inde dont le venin est si dangereux. Calomnie, que Thiers ait épousé sa propre fille ! En la répétant, *Les Etrivières* la propagent. Elles continuent : vieille entremetteuse politique, acrobate, vieux comédien, il désorganise tout ce qu'il touche. La Commune était le véritable gouvernement régulier. Il fallait à cet infâme scélérat, à ce foutriquet, du sang, beaucoup de sang et des ruines pour asseoir dessus son croupion incestueux. Il vise à fonder la dynastie des gnomes sanglants. Il employa les bombes à pétrole pour joindre l'incendie au carnage. Paris a été brûlé par ses ordres et non par la Commune, comme on a essayé de le faire croire ; vil reptile venimeux, assassin, etc. Pareil déferlement d'injures, pareil acharnement furieux, le ton de cette haine donnent une idée des passions qui remuaient la lie révolutionnaire. Même état d'esprit à l'autre pôle de la politique. Thiers l'a dit : Voilà ce qu'on gagne à servir son pays. Mais il a ce courage presque introuvable, de s'opposer aux entraînements de l'opinion, lorsqu'à ses yeux elle s'égare sous l'influence de quelque idée fausse ou contraire à l'intérêt français, dont nul plus que lui ne possède le sens, l'instinct. A-t-il la conviction que cet intérêt est en jeu ? Aucune considération personnelle ne le retient. C'est extraordinaire ! dit un homme de Bourse, tout le monde appuie M. Thiers, et il n'a pas un seul partisan ! La raison en est là.

Il l'a dit aussi : il a l'orgueil du pouvoir, persuadé qu'il est nécessaire aux destinées du pays. Après moi, ce serait le chaos, écrit-il à Gontaut. Jules Ferry le pense autant que lui : L'abîme d'anarchie que j'entrevois après lui me fait reculer d'épouvante. Même opinion de Barrot à Chambolle en juillet 1871 : Je ne crois pas aux hommes nécessaires, sauf à Thiers, que des circonstances tout exceptionnelles ont rendu réellement nécessaire. Avec une activité, une lucidité, une perspicacité surprenantes, avec une résistance physique que n'entament ni l'âge, ni l'incroyable effort poursuivi de septembre 1870 à 1873 où il a 76 ans, avec une extraordinaire puissance de travail, il mène de front l'œuvre de libération du territoire, la préparation des emprunts, la discussion des lois militaires et économiques ; il supporte allègrement cet écrasant fardeau qu'alourdit l'hostilité des partis qui le harcèlent sans répit. Outre la puissance physique, il a la préparation morale : le savoir immense, cette faculté d'assimilation qui lui permet d'acquérir une compétence réelle dans toutes les spécialités, une connaissance des affaires venue d'une expérience d'un demi-siècle. Je pourrai dire, lui écrit Jules Favre, ce que nul, hors les témoins de chaque jour, ne saurait deviner : tout ce qu'il y a eu de votre part de grandeur

d'âme, de dévouement infatigable, de désintéressement patriotique dans l'accomplissement de votre œuvre qui a été le salut de la France. Le 20 juin 1871 : Je croyais ne pouvoir vous admirer ni vous aimer davantage... Je ne le puis en effet. Et cependant vous m'y forcez, arrangez-le comme vous voudrez, mon bien cher et vénéré maître. Et à Jules Ferry : Je ne crois pas qu'à aucune époque il ait existé un tel exemple de dévouement opiniâtre, continu, à ses devoirs et à sa patrie.

Le 29 juin, premier signe tangible du relèvement du pays, de la reconstitution de l'armée. Au voisinage de l'occupation allemande, Thiers ose réunir sur l'hippodrome de Longchamp 120.000 hommes, dont 15.000 cavaliers : à la vérité, tous ne portent pas des uniformes neufs, mais l'artillerie montre un nouveau matériel. A la place d'honneur, à la droite de l'armée, les débris du 54e de ligne qui défendit Bitche et le garda. Dans les tribunes, les ministres, le corps diplomatique, des députés. Le Chef du Pouvoir exécutif prend place dans l'ancienne tribune impériale, debout, tête nue. A sa droite, le président de l'Assemblée, Jules Ferry ; à sa gauche, Jules Simon. Les troupes défilent. Thiers mord ses lèvres, pétrit la paume de ses mains, abaisse et relève ses lunettes sur ses yeux humides, piaffe, marque le pas, se raidit par moments **avec une incomparable majesté**. L'artillerie prend le grand trot ; Du Barail en tête, la cavalerie charge au galop. Le défilé terminé, Mac Mahon s'avance seul, pour le saluer. Alors, Thiers n'y tient plus. Il descend précipitamment au-devant du maréchal, lui prend les mains, ne parvient pas à articuler une parole, et, pâle, tremblant et rayonnant à la fois, éclate en sanglots convulsifs. De la foule s'élève une formidable clameur qui l'accompagne lorsqu'il remonte en voiture. Le soir, grand dîner à la préfecture de Versailles pour tous les chefs, de l'armée, et réception où se pressent les députés de tous les partis.

La Commune vaincue, Thiers et l'Assemblée restent face à face. Dès le début, désaccord sur le fond des choses. L'un a pour lui le peuple, quelques grands bourgeois, et l'administration ; l'autre ne veut pas qu'il fasse la République à son profit. De Londres, le prince Napoléon pronostique : il n'y a de possible que la République ou les Napoléon. **Si la première peut durer, je ne m'y oppose pas, mais je ne le crois pas. Je pense qu'il faut que l'expérience Thiers se fasse ; cela durera quelques mois, et avortera.** Les monarchistes ne tiennent pas à ce que le roi débute en instituant plusieurs millions d'impôts perpétuels et le service militaire pour tous : un autre fera la besogne, le roi viendra ensuite. Bamberger met Thiers en garde contre la droite, avec laquelle Lacombe, qu'il écoute beaucoup, s'emploie à lui ménager un accord ; il prie Saint-Marc-Girardin de l'engager à repousser du pouvoir Favre, Simon, Picard et Ferry. Mais Saint-Marc-Girardin ne voit pas l'utilité d'une conversation avec Thiers : **Ou il ne me laisse pas parler, ou il a l'air d'accord avec moi sur tous les points, mais alors c'est qu'il ne m'écoute pas.** Thiers reste maître d'une Chambre qui tend à devenir rétive ; il attend les élections complémentaires **pour jouer la grosse carte**, et compte qu'elles renforceront la politique de l'essai loyal ; après seulement, on s'occupera de la durée de ses pouvoirs. Déjà, en avril, son ami Rivet en demanda la prorogation pour 3 ans avec le titre de Président de la République : il recula la décision jusqu'après la prise de Paris. Les monarchistes discutent les possibilités de la fusion ; Thiers fait au pauvre Mortimer-Ternaux la sortie que l'on sait, prend des engagements devant les délégués des municipalités de province, et, par l'intermédiaire du comte d'Haussonville, a, les 17 et 18 mai, deux entrevues avec le duc d'Aumale et le prince de Joinville : il se déclare plus favorable à une solution anglaise qu'à une solution américaine, mais juge indispensable de faire

durer la République le temps, indéterminé, d'organiser. Il refuse d'entrer dans aucun arrangement. Le 20, apprenant l'entente entre légitimistes et orléanistes, il se fâche : **Comment veut-on que je gouverne avec le duc d'Aumale à Chantilly, Henri V à Chambord, Napoléon à Prangins ?** Bocher et le duc d'Audiffret-Pasquier négocient auprès de lui l'abrogation des lois d'exil et la validation de l'élection du duc d'Aumale et du prince de Joinville : il accepte, si les princes s'engagent à ne pas siéger à la Chambre et à ne laisser aucun membre de la famille se présenter aux prochaines élections. Il exige un engagement écrit. Broglie, Casimir Périer et Vitet le lui portent le 3 juin : à la porte de son cabinet, ils se heurtent à Rivet, Emmanuel Arago et plusieurs députés de gauche qui en sortaient. Thiers se montre, et apprend aux représentants des princes que la gauche demande des garanties qu'on ne peut lui refuser. A la suite de l'engagement pris, dit Périer, on ne peut demander aux princes des conditions nouvelles. On se sépare froidement. Le soir, la droite se réunit : elle voudrait engager la lutte, mais personne n'ose attacher le grelot ; on charge Lacombe de tenter une démarche personnelle. A 7 heures et demie, le lendemain, il trouve Thiers devant une table chargée de papiers. **Vous voyez, dit-il, ma vie de tous les matins. Je reçois toutes les dépêches adressées aux différents ministères, toutes me passent sous les yeux. De cette manière, je suis au courant de tout ce qui se fait dans l'Etat ; mais il ne faut pas qu'on me tracasse !** La conversation tourne à l'orage ; à l'Assemblée, le soir, le beau temps revient : Thiers, souriant, donne la main à Lacombe, et n'exige aucunes conditions nouvelles. L'Assemblée discute les projets de lois le 8 juin. **Le discours de Thiers, hérissé de parenthèses et de réticences calculées, est un chef-d'œuvre d'éloquence cauteleuse et de circonspection politique.** Il en revient au pacte de Bordeaux. **Le fait qu'on m'a livré, c'est la République, je ne le trahirai pas. Je ne ferai rien contre l'avenir de la monarchie... Mon devoir est de faire durer la trêve le plus possible.** L'Assemblée n'a pas à constituer, mais à rendre la République telle qu'elle l'a reçue. Il en prit l'engagement auprès des délégations de province. Mais il considère comme politiques les mesures proposées. Tout d'abord, il s'est rappelé la modestie de Louis-Napoléon à la Constituante, mais les princes ont signé l'engagement de ne pas paraître à l'Assemblée : il accepta ce généreux sacrifice. On vote les lois de validation et d'abrogation.

Alors les républicains se rapprochent de Thiers. Favre se déclare ému par cet **inimitable discours**. Sénard applaudit des deux mains : **Ce n'est pas seulement l'Assemblée qui vous appartient, éclairée et subjuguée : c'est la France qui est à vous, toute à vous, pleine de foi dans votre loyauté comme dans l'habileté et la sagesse de vos desseins.** Les princes lui font une visite qu'il leur rend, et assistent à sa réception du soir le 12 juin. Il donne en leur honneur un dîner où il convie le duc et la duchesse de Chartres qui se tient debout entourée de toutes les dames. **Il ne manque à votre dîner que le comte de Chambord, dit un invité.** — **M. le comte de Chambord aurait été le bienvenu, et je ne désespère pas de cet honneur.** Au début de juillet, il charge Ed. Roger de transmettre son désir que les princes restent **dans l'étroit de la famille** et détournent le duc de Montpensier de venir à Versailles. La communication est **merveilleusement bien accueillie** ; on enverra Montpensier en Espagne le plus tôt possible ; le comte de Paris se convainc de la nécessité de suivre des directions dont il apprécie la justesse et la haute sagesse. Il sait les résistances que Thiers dut vaincre. Le 11 juillet, Montalivet, qui l'appelle **notre grand et illustre pilote**, lui annonce que le total maximum de la revendication des d'Orléans monte à 64.150.000 frs, mais

les princes héritiers renoncent à cette créance, en demandant l'abrogation des décrets de confiscation de janvier 1852.

Les candidatures multiples, les décès ont créé à l'Assemblée 118 vacances qu'il faut combler : les électeurs envoient une centaine de républicains qui se recommandent de Thiers. Echec écrasant pour les monarchistes qui l'en rendent responsable : **Il continuera à nous mettre dedans, si nous ne parvenons pas à le mettre dehors !** La majorité monarchique doit désormais compter avec ses adversaires, au moment même où le manifeste du comte de Chambord met fin à tout projet de fusion. **Il mériterait d'être appelé le Washington français**, dit Thiers, **car il a fondé la République**. Rivet reprend sa proposition d'avril dernier. On la remet de jour en jour. Cela ne peut continuer, dit Thiers, qui s'y déclare étranger lorsque Rivet la dépose le 12 août, et chacun admet qu'elle est le produit d'une sorte de génération spontanée. Les partis ont sondé pour la présidence le duc d'Aumale, Mac Mahon, Cisse, Grévy. Adnet tenant au maintien du titre de Chef du pouvoir exécutif, Thiers demande le renvoi immédiat dans les bureaux : quand une question pareille est soulevée, il faut la résoudre sur-le-champ. Il souhaiterait que Guizot vînt de temps en temps du Val-Richer s'entretenir avec lui, et le lui dit : **En février dernier, au sortir des mains du parti de la guerre à outrance, le plus sage eût été de se servir de la Constitution de 1848. C'eût été plus sage et plus commode. Mais il aurait fallu pour cela se dire qu'on était de fait en République, et que dès lors il fallait s'y mettre de droit et on n'a pas un moment voulu s'avouer ce qu'on faisait. Pour empêcher les partis de se prendre à la gorge il a fallu dire qu'on ajournerait toutes les questions fondamentales... Le fond de la situation reparaît de temps en temps et alors les monarchistes furieux de se trouver en république, les républicains fâchés de n'y être pas assez sont prêts à se saisir à la gorge, et moi je suis obligé de me jeter entre les deux pour les empêcher de recommencer la guerre civile en présence de l'étranger.** La proposition Rivet implique le pouvoir constituant de l'Assemblée ; Gambetta, récemment élu député de Paris, et les républicains ne l'admettent pas ; ils demandent la dissolution. L'Assemblée, dont Thiers disait : **J'ai, dans la Chambre, 150 insurgés et 40 poltrons**, riposte en se proclamant Constituante le 31 août 1871 ce qui, fatalement, l'oblige à consacrer officiellement la forme républicaine, et elle vote la loi Rivet, premier texte constitutionnel de la 3e République : Thiers est nommé Président de la République ; ses pouvoirs dureront autant que ceux de l'Assemblée ; il est déclaré responsable devant elle ; il doit informer à l'avance son président lorsqu'il a l'intention d'y prendre la parole. On redoute son autorité ; on lui impose cette première restriction. Grande séance ! Tribunes combles. Au premier rang, la princesse Lise Troubetzkoi. Claveau, bien placé pour voir et juger les séances, les définit **un sabbat de convulsionnaires**. Finalement 491 députés contre 36 opposants votent l'hommage rendu à Thiers.

Le Président reste installé à la Préfecture de Versailles, où logent sa maison militaire et son cabinet civil, et le ministère des Affaires Etrangères. Il établit son cabinet dans un boudoir orné de bois doré et tendu de satin mauve. B. Saint-Hilaire, secrétaire général de la Présidence, se contente d'une chambre d'étudiant. Bras droit de Thiers pour lequel il professe une admiration sans bornes, il abat une besogne énorme et n'accepte aucune rémunération pour ses fonctions officielles ; il a deux buts dans l'existence : servir Thiers et traduire Homère. A 4 heures du matin, le Président, en pantalon à pied, macfarlane et chapeau rond, visite ses écuries suivi d'un aide-de-camp gigantesque. A 5 heures, il signe le courrier ; il reçoit 5 à 600 lettres par jour. Il indique ses

sorties projetées, ses itinéraires et la durée de ses absences ; il ne prête aucune attention aux nombreuses lettres de menaces qu'il reçoit, mais on l'entoure d'un service de protection analogue à celui qui gardait Napoléon III. L'officier de paix Lombard, puis, en 1872, Blavier, en a la charge. 30 hommes surveillent la présidence jour et nuit ; pour eux comme pour tout son entourage, il se montre très généreux et bienveillant. L'été de 1872 à Trouville, il habite le chalet Cordier, isolé ; on poste 4 hommes dans les jardins ; une nuit, Blavier fait sa ronde : pas un homme à sa place ! Il passe devant le chalet ; Thiers, au travail avant le jour, l'appelle : *Vous cherchez vos hommes, M. Blavier ? Eh bien, ils sont là, dans mon cabinet ; vous comprenez que je ne pouvais pas les laisser dehors par un temps pareil.* Pour calmer Blavier, il doit promettre de ne plus recommencer. Toujours après 5 heures il lit les rapports quotidiens du Préfet de Police et ceux d'agents qu'il emploie en dehors de la police officielle ; il les paie grassement sur les fonds secrets ; un jour, Saint-Hilaire irrite profondément Sextius Aude, fils de l'ami de jeunesse de Thiers, qui se chargeait de missions de confiance avec un dévouement absolu, en lui remettant une enveloppe garnie de billets de mille francs : *Vous vous êtes trompé d'adresse* dit Aude, qui entendait servir gratuitement et qui repousse l'enveloppe.

A 6 heures, on introduit les ministres et les hauts personnages français et étrangers qu'il reçoit en tenue du matin. De 11 heures à midi il préside le conseil des ministres, puis reçoit jusqu'à une heure. Il garde à déjeuner quelque personnalité marquante, donne encore audience et se rend à l'Assemblée. Presque tous les jours en été, il se fait conduire au Petit Trianon, sa promenade favorite ; dans le parc, il descend de voiture, marche environ une demi-heure, s'assied sur un banc et y fait volontiers une petite sieste, puis regagne sa voiture. L'assassinat du maréchal Prim l'impressionne ; il signale à l'officier de paix Lombard qu'en allant à Trianon il passe sous la voûte d'un pont : *On pourrait se dissimuler dans l'angle de la maçonnerie et au moment où passe la voiture allonger le bras et tuer son homme facilement. Voyez-vous, deux sectes sont à craindre. D'abord les bonapartistes, mais ceux-là n'iraient pas jusqu'à l'assassinat du chef de l'Etat, ils se contenteraient de l'enlever et de le mettre en lieu sûr ; puis les Jacobins. Ah ! ceux-là, tout est à redouter de leur part dans le présent et dans l'avenir !*

Chaque soir, grand dîner suivi de réception. Mme Thiers préside, Mlle Dosne vice-préside. Rien de guindé ni de prétentieux dans leur attitude ; leur mise reste simple, mais toujours élégante. Mme Thiers porte de beaux bijoux, dont un magnifique rang de perles ; elle a très bonne façon au dire même des femmes qui ne l'aiment pas, et affecte de continuer les modes du faubourg Saint-Germain ; elle se coiffe en bandeaux plats alors que les femmes portent les cheveux frisés, et la forme de sa robe et de ses chapeaux donne l'impression d'une protestation contre ce qu'elle appelle la corruption, voire le dévergondage de l'Empire. Boyssse compose un couplet sur l'air des *Deux Gendarmes* :

Je n'ai Montespan ni Fontange,
La Vallière ni Maintenon,
Mais j'ai madame Thiers, un ange,
Et Félicie, un joli nom.
Je les mène, quand vient l'aurore,
Se promener sur le gazon.
Monsieur Thiers, répondait Dufaure,
Monsieur Thiers, vous avez raison (*bis*).

Et le préfet Guy de Champvans, parmi une série de quatrains sur l'entourage du Président :

Mademoiselle Dosne,
Demoiselle d'Etat,
Sur un canapé jaune
Figure un potentat.

La table est soignée. Thiers finit avant tout le monde, se lève, et va parler à l'un et à l'autre. Après le dîner, il fait son somme traditionnel. Mme Thiers, souvent fatiguée, s'endort sans plus de scrupules. Mlle Dosne tient tête aux assistants. Sitôt réveillé, le causeur étincelant reprend ses droits ; personne ne résiste au charme de sa bonne humeur et de sa bienveillance. Souvent, le dos à la cheminée, il essaie le discours qu'il prononcera devant l'Assemblée. Il traite de tous les sujets, il propose, il interroge, sa curiosité toujours en éveil. Il tire de chacun quelque profit, et laisse en échange l'impression de son universalité. A Montholon, besogneux qui voudrait diriger la manufacture de Sèvres, il dit : *Je sais mieux que vous, permettez-moi de vous le dire, comment se fait la porcelaine de Sèvres.* Il lui donne sur les procédés de fabrication une abondance de renseignements techniques qui émerveillent Falloux, présent à l'entretien. Montholon parti, Thiers dit à Falloux : *Il n'est pas plus fait pour ce poste-là que moi pour...* Il s'arrête : *Ah ! Ah ! M. Thiers, dit Falloux, vous voilà bien embarrassé pour dire ce que vous ne sauriez pas faire.* — *C'est vrai, c'est vrai,* répond-il gaîment. Dans l'assistance, outre les intimes, amis de toujours, beaucoup d'hommes politiques, de droite et de gauche, les seconds peu à l'aise dans le frac qu'ils n'ont pas l'habitude d'endosser, au dire des aristocrates du parti adverse. On reconnaît l'éléphantinesque Batbie et le minuscule Louis Blanc, Trochu, élégant et chagrin, Victor Lefranc, exquis de cordialité et de simplicité, Jules Favre, qui se met en frais pour être agréable et n'y parvient guère avec sa voix rauque, sa démarche lourde, son corps épais, sa barbe broussailleuse en collier, et *l'attitude embarrassée d'un homme obligé de fréquenter des gens occupés à réparer ses fautes.* Mac Mahon est assidu. Le duc d'Aumale vient parfois. On aperçoit Gambetta, et combien d'autres ! L'élite de la colonie étrangère se rencontre avec les plus grands noms de la littérature, des sciences et des arts. Quoique solitaire, Renan se dérange pour solliciter en faveur de Mme Cornu, protégée de la princesse Julie Bonaparte ; Thiers parle avec effusion de l'esprit et du cœur de la princesse, et du souvenir qu'il en a gardé ; Renan rapporte qu'il parle de l'empereur avec tact et le plus convenablement du monde. Thiers ne peut souffrir le prince Napoléon ; il l'autorise à séjourner en France en octobre 1871 à condition de ne susciter aucun trouble, mais en octobre 1872, il le fait arrêter chez Marius Richard, et expulser. Par contre, il témoigne la plus grande bienveillance à la princesse, Mathilde. Il reste fidèle ami de la comtesse de Castiglione, et lui garde une vive reconnaissance des services qu'elle rendit à la France pendant la guerre. A ses soirées, Mme de Choiseul, Casimir Périer, Duvergier de Hauranne entourent Mme Thiers et Mlle Dosne. La princesse Troubetzkoï les manque aussi rarement que les séances de l'Assemblée ; elle aida Thiers lors de son voyage en Russie ; elle favorise sa politique ; à Saint-Pétersbourg, elle surprend fort notre nouvel ambassadeur, le général Le Flô, en lui disant que la meilleure revanche que la France puisse tirer de l'Allemagne serait de constituer fortement la République.. Elle est aimable, spirituelle, intelligente ; Thiers ne craint pas de lui lancer une plaisanterie risquée ; elle demande : *Est-il vrai que vous êtes un mauvais coucheur ?* — *Mon Dieu, Madame... essayez !* Elle a la riposte salée ; un de ses soupirants se plaint qu'un

bruit coure : Thiers serait son amant : Ah ! Thiers ! dit-elle ; il prétend qu'il s'est livré sur moi à tous les excès, mais je ne m'en suis pas aperçue ! Les pommettes saillantes, les yeux petits, quelque chose de farouche dans l'expression de son visage un peu tartare, elle attire le regard ; elle se drape dans des robes de reps blanc ; elle est originale et attractive. Chez elle, on rencontre Lachaud, La Guéronnière, Renan, Mazade, Emile de Girardin, Blowitz, le prince d'Orange, Nadaud qui chante ses chansons, de Marcère, bref un singulier mélange. On soupçonne à sa vie des dessous mystérieux. Elle jouerait auprès de Thiers le même rôle que jadis la princesse de Lieven auprès de Guizot. L'Egérie moscovite, dit-on. Certains murmurent : espionne. Ce ne serait pas la seule grande dame étrangère dont Thiers utilise les services ; Des Michels, chargé d'affaires à Rome, a vu les rapports que l'une d'elles envoyait d'Italie. En fait, la princesse Troubetzkoï est placée pour donner des renseignements à Saint-Pétersbourg comme à Versailles. Les passages de lettres qu'elle communique tendent à préparer un état d'esprit favorable à une entente entre les deux gouvernements. Par elle, l'évêque autrichien slavophile Strössmayer fait parvenir à Thiers ses vues et ses vœux pour le rétablissement de la France dans son équilibre et sa force ; il la voudrait à la tête de la race latine, et, partisan de la République, préconise une alliance étroite entre la France et la Russie. En 1874, la princesse cherchera à lier une correspondance avec Bismarck ; il lui fait répondre qu'il pas n'a de temps à perdre, et d'ailleurs la considère comme une ennemie, puisqu'elle est l'amie de ses ennemis.

L'Assemblée ne permettant pas au Président de s'installer à Paris, il organise, pour la satisfaction des Parisiens, des réceptions à l'Élysée. Le monde officiel, les savants, les écrivains, les artistes y accourent ; à minuit on éteint les lustres, et le Président rentre coucher à Versailles. En janvier 1872, il donne un dîner de grand gala en l'honneur de la première tête couronnée venue en France depuis la guerre, l'empereur don Pedro.

Pendant qu'il fait voter par l'Assemblée la réparation des dommages de guerre considérés non comme un droit, mais comme un soulagement aux victimes, Mme Thiers fonde et préside deux œuvres destinées l'une, le Sou des Chaumières, à favoriser les reconstructions, l'autre à venir en aide aux orphelins de la guerre. Mlle Dosne est la trésorière des deux, Mme Firmin-Didot vice-présidente de la première, et la maréchale de Mac Mahon de la seconde. Les recettes du Sou des Chaumières atteignent 753.999 fr. 25. Chaque chaumière coûte de 900 à 1.000 frs ; au 15 août 1873, on en a reconstruit 766. Pour l'œuvre nationale des Orphelins de la Guerre, l'argent afflue de tous les points du globe ; le lord-maire de Londres envoie 20.000 frs. Une vente de charité organisée du 15 au 17 avril 1873 au nouvel Opéra produit 207.486 fr. 80 ; le comptoir de Mme Thiers et de sa sœur rapporte 44.455 fr. 35, celui de la princesse de Beauvau 29.822 frs, celui de la maréchale de Mac Mahon 15.000 frs. La recette totale monte à 1.064.906 fr. 46. Un décret présidentiel du 7 avril 1873 détermine le mode de répartition des fonds. On secourt plus de 5.000 enfants des deux sexes dont les pères sont morts pour la patrie, victimes du feu ou de la maladie.

Les immenses occupations de Thiers ne lui suffisent pas. Toujours en pleine forme intellectuelle, ses discours de cette époque sont les plus beaux, les plus lumineux qu'il ait prononcés. Il se distrait de la politique par la littérature, la science et les beaux-arts. Il écrit longuement à Agassiz sur ses travaux. Il fait construire au Jardin des Plantes des laboratoires, des galeries pour exposer les fossiles et les serres. Il réorganise l'École d'Athènes et crée un cours d'archéologie à Rome ; Burnouf le remercie de cette aide dans sa lutte contre les

savants allemands. Il se fait présenter Berthelot par Adrien Hébrard et lui inflige une conférence sur la chimie. Il retourne au laboratoire de Pasteur, qui lui demande l'autorisation d'inscrire sur le mur la date de cette visite. Il continue à lire, à s'instruire, à accumuler des montagnes de notes sur ses voyages, sur l'histoire de la Sainte-Chapelle du chanoine Morand, sur Vasari qui lui en fournit 7 cahiers, sur l'histoire de l'art, sur les mathématiques qu'il accompagne de figures au compas et à la règle, sur les affaires commerciales et maritimes depuis le bague sous Colbert jusqu'à la construction du *Dupuy-de-Lôme*, sur ses entretiens avec des armateurs, etc. Il jette sur le papier des idées pour la discussion : *Il n'y a pas un portrait plus ressemblant d'un gouvernement que ses finances. — On ébranle peut-être un gouvernement en lui disant la vérité, mais en ne la lui disant pas, on le détruit.* Il continue à se documenter sur l'histoire générale. Encore en 1876, il prend des notes en vue de cet ouvrage de philosophie qu'il projeta d'écrire, étant étudiant à Aix. Il en a trouvé le titre à l'Exposition universelle de 1855 : *L'Harmonie universelle, ou certitude, concordance et succession des choses.* Il explique : *Certitude répond à la démonstration que je donnerai des vérités essentielles ; concordance répond à l'optimisme avec lequel je considère tout ce que Dieu a fait ; succession répond au point de vue historique d'après lequel j'envisage tout dans l'univers.*

Sa passion pour les Beaux-Arts demeure vivace. Un dessin qu'Hébert lui envoie de Rome le ravit. En 1873, il donne des ordres au consul de France à Saint-Sébastien et à la douane de Bayonne pour que soient manipulées avec toutes les précautions voulues deux caisses de dessins, des copies exécutées par Tourny en Espagne pour son compte. De septembre 1872 à juin 1874, il correspond avec Maniglier, qu'il découvrit en 1856 sur le vu de son envoi de Rome ; il lui commande des copies au musée du Vatican, au palais Pitti ; il lui adresse des recommandations minutieuses et précises ; c'est une manie ; dans un de ses tiroirs, on retrouvera un étui à lunettes où il ficha un triangle de bristol sur lequel il écrivit : *Lunette à laquelle il manque un verre.*

Cuirassé contre les attaques des caricaturistes, il signe en 1872 ce permis à Carjat : *Je vous autorise à faire de ma personne telle caricature qu'il vous plaira,* et sera le premier à en rire. Nelly Jacquemart, qui fréquentait ses soirées, exécute son portrait ; or, Mme Thiers a sur la peinture des idées personnelles qui se traduisent en conseils gênants pour l'artiste. Aussi lorsque la princesse Colonna, elle-même sculpteur sous le nom de Marcello, dit à Bonnat que le Président serait ravi qu'il fît son portrait, elle prend soin d'engager le peintre à se méfier des conseils de Mme Thiers. Qu'à cela ne tienne : Thiers posera chez le peintre. Mais voilà : au-dessous de 180, il grelotte ; au-dessus, il devient écarlate. Bonnat doit se résigner à travailler chez le Président. Il spécifie qu'il tient essentiellement à ce que personne ne le dérange, puis touche deux mots de ses appréhensions à B. Saint-Hilaire, qui sans doute en parle à son vieil ami, car... Dans un salon transformé en atelier, voici Bonnat à son chevalet. Thiers pose. Il s'épanouit : le thermomètre marque exactement 180. Tout à coup, l'huis s'entrebâille lentement. Une tête blanche s'insinue. Bonnat frissonne de terreur. Thiers se redresse, et, de sa voix la plus pointue : *Mme Thiers ! Mme Thiers ! Vatt-en ! — Mais, mon ami, je viens voir si tu n'as besoin de rien. — Si j'ai besoin de quelque chose, j'ai la sonnette... je suis assez grand garçon pour appeler. — Cependant... — Mme Thiers... — Mon ami ?... — Mme Thiers, je te prie, une fois pour toutes, de nous laisser en repos.* Clac ! La porte se referme avec un air de méchante humeur. Le peintre et le modèle recouvrent leur sérénité. Une heure après, grincement imperceptible dans la boiserie. Une autre porte s'entrebâille, la

tête blanche de Mme Thiers reparaît. Thiers se redresse, comme piqué au talon par un serpent. Ses yeux brillent de fureur derrière ses lunettes. Son toupet s'agite. Il glapit, les deux poings en avant : **Mme Thiers, une dernière fois... si tu ne veux pas t'en aller, je vais te battre !** La porte se referme sèchement. Thiers éclate de rire : **Hein ! Si j'avais battu Mme Thiers ? Quel article pour les journaux, et pour le Figaro, qui me traitent chaque matin de sinistre vieillard ! Au moins, ne le répétez pas !** Le portrait fini, le directeur des Beaux-Arts est convoqué. Il déclare gravement : **C'est une œuvre de musée ; c'est un chef-d'œuvre.** Thiers se précipite au cordon de la sonnette : **Vite, dit-il au valet de chambre, priez Mme Thiers de monter...** Elle entre. Son mari la prend par la main, la conduit à trois pas du chevalet, et, sans lui laisser placer un mot : **Mme Thiers, voici M. le directeur des Beaux-Arts. C'est la plus grande autorité que nous ayons en peinture... Il m'a dit que le portrait de M. Bonnat était la merveille de l'Ecole moderne, une toile de musée... car il l'a dit : une merveille... un chef-d'œuvre... Remerciez M. Bonnat, fais-lui tous tes compliments.** Bonnat déclara depuis que jamais modèle ne le divertit autant que celui-là.

Thiers, chef d'Etat, reçoit enfin ce collier de la Toison d'Or qu'obtint Guizot sous Louis-Philippe. Guizot assiste au chapitre où le nouveau chevalier est intronisé, et, avec un sourire : **Que dirait Philippe II, s'il avait à nous recevoir, vous et moi ?** A Versailles, le 18 novembre 1871, Thiers signe le reçu du collier que lui remet l'ambassadeur, don Salustiano de Olozaga.

Politiquement, en dépit des difficultés, des crises ministérielles, il poursuit son œuvre. Il veille à la dissolution des gardes nationales, votée par l'Assemblée, et qui s'opère au fur et à mesure de la reconstitution de l'armée régulière. Il dépose devant la commission d'enquête sur les événements du 18 mars, pendant que 22 conseils de guerre jugent 46.000 insurgés détenus sur les pontons de Brest et de Cherbourg ; on en libère immédiatement une douzaine de mille. Il donne ses instructions et parle net à Bourbaki, qui lui offrit ses services ; il le charge d'étouffer la rébellion qui couve encore à Lyon : **Croyez que mes conseils sont ceux d'un homme expérimenté, qui sait ce qu'il dit, ce qu'il veut, et ce qu'il fait.** Il ordonne de jeter par la fenêtre de la mairie de Montpellier une République coiffée d'un bonnet phrygien : **Il ne faut pas plus laisser mettre ce bonnet à la République qu'au bon roi Louis XVI, car on coupe bientôt les têtes qu'on coiffe de la sorte.** Il refuse de livrer aux colères de la foule Bazaine accusé de trahison, et ne l'envoie devant un conseil de guerre que sur la demande du maréchal lui-même. Il aurait voulu empêcher Trochu d'intenter un procès à un journaliste qui l'attaqua violemment ; la condamnation est légère : Thiers le regrette, alors que Mac-Mahon trouve bon que l'armée sache **qu'on ne doit pas être général de l'empereur le matin et général de la République le soir du même jour.** Le lendemain, le maréchal dit au général de Cissey : **Quant à moi, après avoir reçu le commandement de M. Thiers, je n'irai pas remplacer M. Thiers à la présidence. Dites-le lui, pour qu'il ne croie pas aux propos ridicules qu'on fait courir.** Le Président fait donner une compensation au général Suzanne, injustement attaqué dans l'affaire des marchés. Il a la joie d'apprendre que le général Osmont éteint en Algérie le dernier foyer de rébellion. D'autre part, son administration reçoit l'appui efficace de certains membres du clergé ; on ne saurait, dit l'évêque de Limoges, attaquer, sans pécher contre la patrie, le gouvernement qui a sauvé la France. Il s'intéresse aux efforts de Schneider pour augmenter le salaire de ses ouvriers et réduire la durée de la journée de travail. Il lutte contre les libre-échangistes et veut dénoncer les traités de commerce passés par le second Empire, dont le plus important est avec l'Angleterre :

négociation longue et compliquée ; il adjoint au duc de Broglie le secrétaire général du ministère du Commerce, Ozenne. Un jour, les industriels de Rouen lui envoient une députation pour exposer leurs doléances. Il proteste de ses bonnes intentions : *Mais, M. Thiers, ce n'est pas de vous que nous avons méfiance, c'est du représentant que vous avez à Londres.* Ils pensaient à Ozenne ; Thiers comprend qu'ils font allusion au duc de Broglie et répond : *Oh ! pour celui-là, je vous l'abandonne. Je n'en pense pas mieux que vous. Mais que voulez-vous ? J'ai été l'ami et le collègue de son père. Ce sont des liens que je ne puis rompre.* Broglie apprend le propos, et démissionne.

A l'extérieur, Thiers s'attache à éviter les heurts ; dans l'impossibilité de corriger les plus lourdes et les plus néfastes des fautes de l'Empire, il ne manque pas une occasion de les souligner. Il continue sa politique de neutralité dans la question romaine ; il ne veut pas qu'elle devienne un sujet de guerre, ni qu'elle blesse les catholiques. Lorsque la Chambre discute, le 22 juillet 1871, la pétition des évêques demandant le rétablissement du pouvoir temporel du pape, il parle avec une grande hauteur de vues : nous devons à l'aveuglement de l'Empire, qui nous valut de cruels revers, l'abandon de la politique traditionnelle de la France ; ce fut folie que d'employer le sang de nos soldats à détruire cette politique d'équilibre européen, aboutissement de toute notre histoire ; la politique des nationalités causera la perte de la grandeur française ; toucher à une question religieuse est la plus grande faute qu'un gouvernement puisse commettre ; le plus haut degré de philosophie, c'est de respecter la conscience religieuse d'autrui ; tout gouvernement qui entreprend sur la 'conscience d'une partie quelconque de la nation est impie au regard de la philosophie elle-même ; en écartant la clientèle catholique, le gouvernement impérial abandonna l'un des moyens les plus efficaces de la politique française, car la conscience religieuse est une des plus formidables puissances de ce monde : il est à l'honneur de l'humanité que les intérêts matériels ne la meuvent pas seuls. En conclusion, Thiers veut maintenir l'indépendance religieuse du chef du catholicisme, mais se refuse à entretenir de mauvais rapports *avec une puissance voisine.* Cependant, au cas où le séjour du Pape à Rome deviendrait impossible, il met à sa disposition le château de Pau et le budget nécessaire à l'administration de l'Eglise : Pie IX ne profite pas de l'offre, mais ne la déclina jamais. En cas de besoin, la frégate *l'Orénoque* mouille à Civita-Vecchia, prête à recevoir le Saint-Père. Comme elle est dans les eaux italiennes, Thiers, par souci de neutralité, ordonne au commandant de rendre, le 1er janvier 1873, les visites d'usage à la fois au Pape et au roi. Le Pape proteste, l'ambassadeur, baron de Bourgoing, démissionne, l'incident va venir en discussion devant la Chambre, dangereux peut-être pour le Président... Il a pris ses précautions. Il envoie en mission auprès de Pie IX un jeune diplomate, fin, avisé, le baron des Michels, qui décide le Pape à accepter la proposition de choisir un ambassadeur sur une liste de quatre personnes dévouées au Saint-Siège. Le Pape se résigne. Le baron des Michels reçoit la rosette de la Légion d'Honneur et bientôt un poste supérieur. Lorsqu'en février le gouvernement italien charge Edmond About de demander le retrait de *l'Orénoque*, Thiers répond : *Mon ami, vous pouvez dire à M. Visconti-Venosta que je suis, en France, un vieux royaliste rallié à la République, et, en Italie, un vieux séparatiste rallié à l'unité.* En acceptant l'unité de l'Italie, Thiers espère la retenir sur la pente d'une alliance avec la Prusse.

En Autriche, il poursuit la politique d'entente qu'il préconisait sous l'Empire. Mais il ne peut gagner les Hongrois ni les Autrichiens allemands, et le rapprochement qu'il voulait éviter se produit : Bismarck provoque la triple rencontre des

empereurs d'Allemagne et d'Autriche à Ischl, à Gastein, à Salzbourg, l'été de 1871, sans grand dommage, au moins actuellement, pour son entente avec la Russie que la puissance allemande commence à inquiéter. Si bien que tous les conservateurs de l'Europe s'unissent contre la France républicaine, accusée par surcroît de pactiser avec la **réaction noire**. Le ministre des Affaires Etrangères d'Autriche, comte de Beust, demande à Thiers s'il agréera comme ambassadeur d'Autriche à Paris le prince de Metternich, qui occupa ce poste sous l'Empire : le Président répond **gracieusement** par l'affirmative. Il reçoit Metternich en costume du matin, à son habitude, et l'accueille avec des phrases obligeantes : il comprend que le prince conserve ses relations personnelles avec ses amis d'autrefois, mais compte sur sa loyauté pour tout ce qui touche à la politique. Il rappelle ses sympathies pour l'Autriche, et la grande faute de Napoléon III qui laissa affaiblir la seule alliée naturelle de la France en Orient. Puis vint cette guerre follement entreprise, déplorablement conçue et conduite, qui mena la France de désastres en désastres. Je n'ai pas cru pouvoir refuser, dans un pareil moment, le lourd fardeau du pouvoir qui m'était offert. Vous savez que je suis monarchiste par nature et par tradition. Vous m'avez connu vous-même servant le roi Louis-Philippe. Je ne suis donc qu'un républicain d'occasion. Je ne sais ce que l'avenir réserve à la France. Quant à moi, je ne me considère en quelque sorte que comme le syndic de la faillite Bonaparte. Toute mon ambition, c'est de rétablir les finances et de réorganiser l'armée ; on sait très bien que s'il s'agissait de rétablir une république définitive je n'y prêterais pas la main pour ma part. L'Assemblée a en moi de la confiance, et j'ose même dire quelque affection. On le voit bien lorsque je fais mine de vouloir m'en aller : tout le monde me supplie de rester, et je crois pouvoir affirmer que, la question ainsi posée, j'ai pour moi 600 votes sur 700. Je n'ai nulle intention de me séparer de l'Assemblée, pas plus qu'elle n'a celle de se séparer de moi ; mais il y a naturellement des questions sur lesquelles mes convictions ne me permettent pas de céder, telles que lorsqu'on veut m'imposer des impôts impossibles ou inapplicables, ou qu'on veut me forcer la main sur un système militaire qui répugne aux mœurs françaises... J'admets le service obligatoire en temps de guerre ; en temps de paix, il détruirait l'armée en y introduisant tous les mauvais éléments. Je veux une armée de métier, une armée de paysans, non une armée de communards. Il affirme péremptoirement qu'avec son armée reconstituée il pourrait aujourd'hui tenir tête aux Prussiens, et qu'avec une dizaine d'escadrons il écraserait les communards décimés, découragés, dût-il faire sabrer 2 ou 300 personnes. Il explique la mésentente des partis à l'intérieur : le comte de Chambord est un étranger qui ne connaît pas la France ; **pleurnicheur** a-t-il déjà dit à ses intimes, imbu d'idées de dévotion outrée et de politique absolue épousées en même temps que sa femme, princesse de la maison de Modène, l'une des plus arriérées de l'Europe. Je ne vous parle pas de l'Empire, c'est mon ennemi naturel. Pas un mot des princes d'Orléans ; Metternich en conclut que ses secrètes sympathies leur appartiennent. Il conduit l'ambassadeur chez Mme Thiers, **une pimbèche** dit la princesse de Metternich, qui lui fait une visite officielle à son arrivée à Versailles. Fin décembre 1871, Andrassy remplace Beust au ministère des Affaires étrangères de Vienne ; Thiers lui fait **glisser** que les relations de Metternich avec les bonapartistes lui causent quelque inquiétude, et qu'il serait peut-être préférable que le gouvernement autrichien nommât un autre ambassadeur. Metternich en a vent, et envoie sa démission.

En Grèce, il envoie Jules Ferry. Là, il évite **de faire le méchant avec les faibles**. En novembre 1872, il accepte l'arbitrage entre l'Angleterre et le Portugal. En

Espagne, sans cesse troublée, il vise surtout à protéger nos nationaux, notamment à Barcelone, et à faire respecter l'intégrité de notre territoire par les groupes des partis en présence, sans toutefois gêner l'action des troupes espagnoles. Il essaie de faire revenir le roi Amédée sur son abdication, du 11 février 1873, et écrit à notre ambassadeur : *Si la République sort de tout ceci, il importe qu'on ne l'attribue pas à nos œuvres*, mais on n'interrompra pas les relations diplomatiques au cas où elle serait proclamée. Envers la Belgique, il confirme au ministre Van Praet qu'il entend se conduire amicalement ; il répudie formellement la politique impériale : nous serons toujours ses amis, dit-il, et on ne nous trouvera jamais mêlés à des intrigues menaçant son existence ou son indépendance. Dans l'ensemble, il conquiert en Europe une position telle que le 12 mars 1873, à son lever, la reine Victoria s'arrête devant le comte d'Harcourt et lui dit : *Comment va M. Thiers ?* En pareil cas, elle ne dit jamais rien ; pour qu'elle ait dérogé à la coutume, *il faut qu'elle attache un degré d'intérêt particulier à l'interrogation*. L'Angleterre, en vérité, suit avec intérêt la renaissance de la France.

L'ensemble de cet effort diplomatique apparaît secondaire. Il est vital à l'égard de l'Allemagne, et conditionné par les deux grands ressorts de l'Etat, l'armée et les finances. Le général Du Barail n'aime pas Thiers politiquement, mais distingue son rôle politique de son rôle militaire, *qui mérite d'être loué*. Thiers aime l'armée. Il donne aux généraux ce sentiment de confiance et de sécurité que les généraux n'accordent qu'aux meilleurs d'entre eux, en leur inspirant cette conviction qu'il se place au-dessus des intrigues, ennemi de toutes les injustices, et que pendant qu'ils assument les dures obligations du métier, il possède assez de perspicacité pour découvrir les bons serviteurs, assez de justice pour les soutenir, assez d'énergie pour les défendre. Sous le règne éphémère de ce petit bourgeois, les sommets de l'armée ne furent tourmentés par aucune rivalité ; *cet homme, si peu militaire par son passé et son extérieur, reconstitua et gouverna l'armée comme l'eût fait un souverain, soldat par naissance*. Témoignage de poids, que celui de ce grand cavalier.

Après la prise de Paris, Thiers conserve 5 corps d'armée ; il en caserne une partie dans la capitale ; pour le reste, plus de 80.000 hommes répartis entre Vincennes, Courbevoie, Saint-Germain, Versailles, Satory, Meudon, — il substitue au système du campement des baraquements dont il surveille journallement l'installation. En décembre 1871, il annonce l'augmentation des crédits affectés à l'armée dont il accroît le nombre et l'effectif des régiments. Il prépare, pour le soumettre à l'Assemblée, un plan de réorganisation militaire. Il correspond directement avec les colonels de toutes armes pour les tenir en haleine et les mieux connaître. Il s'occupe des places fortes, du matériel, de l'approvisionnement. Il crée les camps d'Avor et du Ruchard. A la commission nommée par l'Assemblée pour préparer une loi d'ensemble sur le recrutement, il combat ceux qui voudraient appliquer à la France le système prussien. Hostile au système de la nation armée comme à celui de l'armée régionale, il aboutit à Un compromis : service obligatoire de 5 ans, suppression du remplacement, création du volontariat d'un an. Il prononce le 8 juin 1872 un grand discours : il s'efforce de contenir l'impétuosité de l'Assemblée, dont la presse exagère et dénature les intentions, quitte à réveiller dangereusement les susceptibilités de l'Allemagne ; il est à la fois révolutionnaire et encroûté, disent ses ennemis, que Claveau juge ainsi : *Les ingrats ne tenaient plus compte des immenses services qu'il venait de rendre à la France et à eux-mêmes dans ces derniers 15 mois, qui furent le*

couronnement de sa vie. Ils ne voyaient déjà plus dans cet homme d'Etat qu'un vieillard égoïste qui travaillait à les duper.

La loi votée, Thiers a besoin de repos. Le 5 août 1872, avec sa femme, sa belle-sœur et deux officiers d'ordonnance, il prend le train pour Trouville. Les autorités le reçoivent. La population l'acclame. L'avis Coligny tire des salves pendant qu'il monte dans le coupé qui le conduit à mi-côte d'Hennequeville, au chalet Cordier, propriété de l'ancien constituant de 1848. Un fil spécial le relie à Paris. Au début, on écarte rigoureusement tous visiteurs. Le duc de Nemours a grand peine à le voir et le duc d'Harcourt n'y parvient pas. Bientôt, la consigne s'adoucit. Guizot amène ses deux gendres. Viennent l'ambassadeur des Etats-Unis, Washburne, et celui de Perse, Nazar Agha ; Dufaure, Pouyer-Quertier, Jules et Charles Ferry, Gontaut retour d'Allemagne, Teisserenc de Bort, le duc de Broglie flanqué de son préfet, l'amiral Pothuau, Voguë retour de Constantinople, l'industriel Godillot. Il n'interrompt sa villégiature qu'une fois, pour présider Un conseil des ministres.

Dans sa chambre, il remplace un magnifique lit Louis XII par le petit lit de camp qui se voit encore dans sa chambre de l'hôtel de la place Saint-Georges. Les marins s'étonnent qu'il arrive avant eux sur la plage. Il se lève à 5 heures, se promène à pied ou en voiture, travaille, dîne, reçoit et se remet au travail de 10 heures à minuit. Il éprouve une joie physique du beau temps qui succède à un temps affreux. Il se promène le long de la côte en compagnie d'officiers d'artillerie qui cherchent de bons emplacements pour leurs canons : on va essayer un matériel nouveau. Sur le promontoire dominant les Roches-Noires, il installe son pliant derrière les pièces et surveille le tir avec un comité technique, le ministre, général de Cissey, les généraux Frébault et Appert, l'attaché militaire autrichien Okolovitch, le lieutenant-colonel suisse de Saussure. Le colonel de Reffye dirige les essais de canons se chargeant par la culasse, en acier au lieu de bronze. Thiers en écrit à Schneider. Il rédige le 24 août une longue note relative à la création de la nouvelle artillerie. Il excursionne en mer sur les avisos *Bisson*, *Cuvier*, *Coligny*, *Faon*. La corvette américaine *Shenandoah*, les vaisseaux le *Sultan* et le *Northumberland*, détachés de la rade de Spithead par ordre du gouvernement britannique, viennent le saluer. Le 14 août surgit un méchant incident : deux négociants d'Odessa, Michel et Maurice Ephrussi, à bord de leur yacht *Giselle*, avec Sigismond Sheikivetch, le lieutenant de vaisseau russe Pierre Rumine, deux Mexicains, les frères Errazu, et le comte de Valon, poussent, après un bon déjeuner, des cris de : **A bas Thiers ! Vive l'empereur !** Michel Ephrussi écrit une lettre d'excuses, le prince Orloff vient à Trouville en présenter ; le tribunal de Pont-l'Evêque condamne le comte de Valon, et expulse les frères Errazu.

Le 17 août, le Président visite Honfleur, où les autorités l'attendent sur une route pendant qu'il arrive par une autre. Le 23, il s'entretient longuement avec le prince de Galles, venu sur son yacht *Xanthra*. Le 14 septembre, invité par la municipalité du Havre, il monte sur le *Cuvier* qui l'y conduit. Le maire Guillemard et l'adjoint Félix Faure le reçoivent. Il répond aux acclamations et aux allocutions par des sourires, des poignées de main, des paroles affectueuses. **Vous êtes un prodige de force**, lui écrit Jules Favre, **vous vous jouez de ce qui abattrait tout autre. Voyages sur mer, courses à pied, réceptions royales, harangues, banquets, visite des monuments et des flottes, sans parler de la conquête des cœurs de toute une ville, vous placez tout cela dans votre après-midi, et vous revenez lesté et pimpant à votre plage, comme si vous n'aviez fait que présider votre conseil des ministres.** A défaut de repos, il a trouvé le bon air, et un retour

de très bonne santé. Il rentre à Paris le 19 septembre, et s'installe pour quelque temps à l'Élysée, où l'attend un torrent d'affaires, parmi lesquelles le compte-rendu des expériences d'artillerie par le général de Cissey.

En même temps que l'armée, Thiers réorganise les finances. Il doit subvenir à des besoins énormes : 4 milliards 675 millions à payer, car des 5 milliards exigés par l'Allemagne on a rabattu 325 millions pour le rachat de la concession de la compagnie du chemin de fer de l'Est dans les régions annexées ; 240 millions de contributions de guerre imposées durant les hostilités ; les frais de l'occupation, soit plusieurs centaines de milliers de francs par jour jusqu'au 1er janvier 1872, où cette somme s'établit à 130.000 frs environ, par suite de la réduction de l'armée d'occupation à 50.000 hommes et 18.000 chevaux, cela jusqu'en juillet 1873, à la veille du dernier paiement de la contribution de guerre ; les intérêts des sommes dues, jusqu'à libération complète ; les frais d'emprunts et de conversions ; les indemnités consenties aux départements, aux particuliers lésés ; les dépenses occasionnées par la réfection du matériel militaire et naval dont l'Allemagne nous dépouilla ; les travaux publics rendus nécessaires par l'occupation. Au total, plus de 15 milliards 500 millions or prévus, chiffre trop faible de 250 millions. Hugo dit à Washburne : **M. Thiers est le seul qui puisse trouver et réunir les ressources, rançon de la délivrance ; il possède la confiance du monde financier.** Lorsque le Président consulte les financiers, il les étonne par la rapidité et la sûreté de son jugement. Il connaît mieux que personne les ressources du pays, il est sûr de sa propre compétence et de son habileté.

Il a tiré de la Banque de France tout ce qu'on peut lui demander. Il ne croit pas au succès d'une souscription publique, et l'événement lui donne raison. Il fait voter, le 20 juin 1871, un emprunt de 2 milliards. Il soutient que la France peut supporter les charges qui pèsent sur elle ; il rappelle les erreurs financières de l'Empire, et celles, que le patriotisme excuse, de la guerre à outrance au-delà d'une certaine limite, mais ici on aurait pu éviter 1.200 à 1.400 millions de dépenses, et 2.500 millions de contributions de guerre. Il expose les conditions techniques de l'emprunt. Sans faire un budget écrasant, on peut trouver 420 millions d'impôts nouveaux. Henri Germain préconise l'impôt sur le revenu ; Thiers le réfute point par point : quand le peuple appauvrit le riche, il diminue ses propres ressources ; ce déplorable impôt est un impôt de discorde ; il rétablirait la taille, non sous le repos de la monarchie, mais en temps de révolution. Le contrôle sera une inquisition ; il dépendra de l'opinion des adversaires politiques. La Chambre vote l'emprunt à l'unanimité. La souscription est ouverte le 27 ; le soir même, elle atteint à Paris 2.500 millions, le lendemain, en province, 1.250 millions, et à l'étranger 1.134 millions, au total 4.897 millions, soit plus de deux fois et demie la somme demandée. Thiers résout la grosse difficulté du paiement ; il imagine le mode de procéder qui réussira.

Les impôts anciens surchargés, il faut nécessairement en créer de nouveaux. Le Président remédie vite à Une crise monétaire qui l'inquiétait un peu, lorsque s'institue, le 26 décembre, une grande discussion sur l'impôt sur le revenu. Henri Germain revient à la charge, soutenu par Wolowski. Thiers gesticule dédaigneusement lorsqu'un argument plus ou moins paradoxal lui agace l'oreille. Il monte prestement à la tribune, sûr de vaincre ; il sort des poches de sa vaste redingote marron, des papiers couverts de chiffres. Son discours, chef-d'œuvre de dialectique, fut souvent utilisé par la suite. Il combat cet impôt qui atteint des revenus déjà frappés, arbitraire de l'arbitraire le plus redoutable qu'on puisse imaginer dans l'état actuel de notre société. En Angleterre, la richesse est redevable au pays : il est naturel de faire porter sur elle l'income-tax. En France,

les classes aisées, car il n'y en a guère de riches, paient déjà les trois quarts de la charge fiscale. Au nom de la justice, au nom du repos du pays, Thiers supplie la Chambre d'éviter l'arbitraire, surtout en matière d'impôts. **En Angleterre, l'envie ne dérobe jamais aux personnages éminents leur part de gloire, leur part de gratitude publique.** En France, le percepteur dira : **Vous êtes riche !** et ce sera la base de l'impôt. Les haines et les passions politiques évalueront la richesse présumée. C'est à la fois le dixième et la taille. Thiers renvoie ses auditeurs à la *Dîme royale* de Vauban. **Si nos mœurs sont améliorées, les partis ne le sont pas.** Pourquoi, à toutes nos causes de divisions, en ajouter une nouvelle ? Il a le souci constant de la République, qui doit introduire partout la justice. L'anarchie intellectuelle lui semble plus menaçante que l'anarchie politique. **Tout citoyen a des idées, ou croit en avoir. Il n'y a plus de principes certains, plus de boussoles pour les esprits.** Adopter le projet serait introniser le socialisme par l'impôt. Il gagne son procès à une forte majorité.

Il fait ensuite ajourner un projet d'impôt sur les valeurs mobilières, inopportun au moment où on a besoin du marché financier ; avant de se décider, il convient d'examiner l'ensemble des projets d'impôts proposés. A ses yeux, il faut porter le principal effort fiscal sur les contributions indirectes, les douanes, en général sur les impôts de consommation. En quatre discours, les 13, 15, 18 et 19 janvier 1872, il défend le principe de l'impôt sur les matières premières, et se heurte aux principaux industriels intéressés à le faire rejeter. L'Assemblée lui résiste. Rouveure, de l'Ardèche, s'écrie que le gouvernement manœuvre pour l'acculer à cet impôt ; Thiers riposte : **Vous, vous voulez nous acculer à l'impôt sur le revenu.** La discussion s'anime. Descendu de la tribune, Thiers interrompt ses contradicteurs avec une opiniâtreté qui provoque des répliques aigres-douces, déférentes mais ironiques. Ses contestations désoblignent comme des démentis. Il accepte un ordre du jour que l'Assemblée repousse ; surprise, inquiète, elle vide les bancs. Lui, rentre à la préfecture, révolté de certain mercantilisme, de l'esprit de parti et de système, blessé que dans l'ensemble l'Assemblée apprécie aussi peu son dévouement au pays. Il veut se retirer. En vain, Dufaure lui montre l'œuvre de libération inachevée : le lendemain, 20 janvier, il envoie sa démission au président de l'Assemblée. Grosse émotion. Les députés échangent des reproches. La droite estime la crise prématurée. Le centre gauche essaie de faire revenir Thiers sur sa décision. Dans la soirée, la gauche, les centres et la droite modérée font voter à la presque unanimité un ordre du jour qui en appelle au patriotisme du Président et refuse d'accepter sa démission. Une délégation du bureau, le vice-président Benoît d'Azy en tête, le lui apporte solennellement. Il entrevoyait le repos, la possibilité d'achever avant de mourir son fameux ouvrage sur *l'Harmonie Universelle* : les termes de l'ordre du jour le lui interdisent. Il retire sa démission. **Je vais de nouveau me vouer sans réserve au service du pays.** *L'Harmonie Universelle* ne verra jamais le jour.

Les discussions financières reprennent. Comment réaliser des économies ? Il n'en espère que d'une bonne politique. On revient aux projets d'impôts. **Tout le monde offre de payer quand on parle du voisin** dit Thiers, qui opine : **Il n'y a que le nombre qui produise beaucoup.** Les 2, 3 et 10 juillet, il combat comme démoralisateur l'impôt sur le chiffre d'affaires : ici encore, on aboutit à la démoralisation ou à l'inquisition, c'est-à-dire à la duperie ou à la vexation. Les Etats-Unis abandonnèrent cet impôt. Le serment, préconisé comme garantie de vérité pour les évaluations officielles, ne produit plus aucun effet : le parjure, direct ou indirect, devient si commun qu'on cesse d'en tenir compte. Cet impôt rejeté, on envisage l'établissement de centimes additionnels sur les patentes, les

portes et fenêtres, la contribution personnelle mobilière. Nouvelle discussion ; Thiers emporte le vote de son impôt sur les matières premières, qui, d'ailleurs, produira peu. Il rejette des économies proposées par La Bouillerie et de Meaux, rappelant qu'une économie de 4 millions réalisée par Fould sur les douanes coûta 50 millions de fraudes. Il gesticule, récrimine, s'emporte : combien facile de se présenter les mains pleines d'économies ! Mais si ce n'est sur des assertions donnant confiance, ce n'est pas sérieux. **A l'ordre !** crie-t-on. — **A l'ordre tant que vous voudrez ! Demandez le rappel à l'ordre ! Obtenez-le ! Je serai heureux que vous l'obteniez, car la charge qui pèse sur moi est véritablement énorme... Je ne cherche pas une popularité en trompant le pays.**

Les ressources tirées de l'impôt restent insuffisantes. On recourt à un nouvel emprunt. Le 15 juillet 1872, l'Assemblée l'autorise, de 3 milliards 500 millions. Thiers a pleine confiance dans le succès. Il se prémunit contre une crise monétaire éventuelle. Il fixe le taux à 5 %. Il élève le taux d'émission, sur des pronostics favorables, de 82 fr. 50 à 84 fr. 50. Il traite le 27 juillet avec 55 des plus grandes banques d'Europe, dont il fait **des rabatteurs de lettres de change et des propagateurs de son crédit**. Il crée des agences spéciales à Londres, Bruxelles, Amsterdam, Hambourg, Francfort, Berlin. La souscription ouvre le 28 juillet 1872 ; 44 milliards répondent à l'appel ; l'emprunt est couvert plus de 13 fois. Une explosion de joie accueille la nouvelle. La puissance insoupçonnée du crédit de la France impressionne le monde. Thiers triomphe : il a désormais en mains l'armée et la finance ; il va pouvoir, avant le temps, libérer le territoire.

Moins tragique que la discussion des préliminaires de paix, moins douloureuse que celle du traité de Francfort, celle qui aboutira à la libération est ardue de par la volonté de Bismarck. Le chancelier pensait paralyser la vie économique du pays par la confiscation partielle de ses ressources ; il en entrave le relèvement ; il suscite des difficultés au règlement de chacune des questions secondaires laissées en suspens par le traité ; n'ayant pu obtenir que Thiers accepte l'intermédiaire de ses banquiers Bleischröder et Henckel de Donnesmarck, il exige le paiement dans les principales villes de commerce d'Allemagne en or, argent, billets des banques, d'Angleterre, de Prusse, des Pays-Bas, de Belgique, à l'exclusion des billets de la Banque de France, et en billets à ordre ou lettres de change acceptés par experts allemands. La difficulté de cette immense opération de change réside dans le transfert des valeurs d'un pays à l'autre. Le commerce français avec l'Allemagne ne suffisant pas à couvrir les traites nécessaires, il faut utiliser le crédit sur d'autres pays. Thiers fait appel aux capitalistes étrangers et au concours de toute la banque européenne. Il ne faut pas aller trop vite ; il faut laisser se reconstituer le capital réel, les traites. **Un gouvernement, quelque désireux qu'il soit de hâter une opération sacrée comme celle de l'évacuation du sol, ne s'expose pas à une crise de change**. Il réussit à avancer les délais prescrits : il paie 500 millions en juin 1871 ; en juillet, l'évacuation commence, avec la bonne volonté du général de Manteuffel et même de l'empereur ; en septembre, il paie un milliard, et 12 départements restent occupés. Il offre d'anticiper sur le paiement suivant, contre l'évacuation de 4 départements et des forts de Paris. Bismarck rompt la convention élaborée par Pouyer-Quertier et Manteuffel, qu'il fait désavouer, mais propose l'évacuation immédiate de 6 départements libérables au printemps de 1872 contre le paiement du 4e demi-milliard, et des avantages pour les produits manufacturés d'Alsace-Lorraine. Thiers ne considère que l'affranchissement du sol : l'ennemi parcourut 43 départements et en occupa 36, il n'en garderait que 6 : qu'est-ce en regard de l'intérêt minime de certaines industries que lui opposa Raoul Duval ? L'Assemblée

lui donne raison par 533 voix contre 31. Il charge de la négociation Pouyer-Quertier, que Manteuffel munit de deux recommandations essentielles : ne rien dire à l'empereur qui n'ait déjà été convenu avec le chancelier, et ne jamais aborder plusieurs questions à la fois pour ne pas fournir d'échappatoire à Bismarck, qu'il faut rassurer en payant vite et beaucoup, et dont il faut apaiser les craintes sur l'instabilité politique. De là cette lettre de Thiers à Pouyer-Quertier, le 11 octobre 1871 : Mon cher ami, j'ai reçu vos dépêches et j'en suis extrêmement touché. Remerciez M. de Bismarck de ses sentiments pour moi. Je crois mériter la confiance de la France et de l'Allemagne, parce que je veux résolument la paix, l'apaisement des passions nationales, et, en ce qui concerne la France en particulier, l'acquittement de ses engagements, la libération de son territoire, l'équilibre de son budget et sa réorganisation complète. Pour moi, je ne désire que de terminer cette œuvre le plus tôt possible, afin de pouvoir rentrer dans le repos. Je ne crois pas à un changement de personnes cet hiver, car l'opinion en faveur du gouvernement se manifeste d'une façon éclatante. Les deux extrémités de gauche et de droite sont partout battues dans les élections départementales, et les bonapartistes notamment sont en pleine déroute. M. de Bismarck n'a donc pas de précautions financières à prendre ; il restera, quoi qu'il arrive, en présence des mêmes personnes. Tout ce qu'il fera pour le gouvernement actuel sera fait pour la France, pour l'Europe et pour le repos général. Dites-lui que je lui conserve les sentiments que lui ont voués tous ceux qui l'ont vu de près, et qui ont pu apprécier sa capacité supérieure et sans rivale. Après avoir soutenu par surcroît contre Bismarck une lutte gastronomique touchant à l'épopée, Pouyer-Quertier signe, le 12 octobre, la nouvelle convention : évacuation de 6 départements contre le paiement anticipé des 650 millions restant dus sur les deux premiers milliards ; l'armée d'occupation réduite de 500.000 hommes et 150.000 chevaux à 50.000 hommes et 18.000 chevaux, avec 31.000 frs d'économie par jour sur les prix d'entretien et de nourriture payés pour les hommes et les chevaux restants ; franchise douanière pour les produits manufacturés d'Alsace-Lorraine, prolongée jusqu'au 31 décembre 1872, ces produits passibles d'un quart de droits jusqu'au 30 juin 1872, de la moitié jusqu'au 31 décembre, ce régime de faveur cessant le 1er janvier 1873. Au retour de Pouyer-Quertier, Thiers le fait grand-officier de la Légion d'Honneur. En note de la dépêche de Thiers du 10 octobre, Mlle Dosne écrira : Cette dépêche prouve que les propos prêtés à M. Pouyer-Quertier par M. Paul Dhormoys sont complètement faux. Dhormoys, le comte d'Hérison et de Martel s'efforçaient d'enlever à Thiers la gloire d'avoir libéré le territoire, pour la transférer à Pouyer-Quertier. Sur l'initiative de Mlle Dosne, Saint-Hilaire, le 14 avril 1888, demandera à l'ancien ministre des Finances de le mettre en mesure de réfuter ces récits fantaisistes ; le surlendemain, Pouyer-Quertier apporte une réfutation qu'il écrit 18 mois plus tôt, approuve le 17 la note rectificative rédigée par Saint-Hilaire, et en permet la publication, qui se traduit en un article du *Journal des Débats* paru le 24 avril.

Bismarck manœuvra pour isoler la France en Europe. Rassuré de ce côté, il accepte les conventions du 12 octobre et ne s'oppose pas au règlement des questions en litige à Francfort. Thiers, secondé par Rémusat, joue une partie extrêmement serrée. Il traverse les passes dangereuses avec sang-froid, et prouve son autorité. Il craint les incidents entre la population et les troupes d'occupation. Il apaise celui-ci : Mac-Mahon refuse de recevoir Manteuffel venu à Versailles. Manteuffel lui envoie un cartel de soldat à soldat : J'étais en uniforme, vous me devez réparation. Thiers s'entremet ; Mac-Mahon écrit une lettre, et

l'affaire s'arrange. Lorsque des attentats se produisent sur des soldats allemands, Bismarck envenime les choses. Le jury prononce un acquittement injuste ; le chancelier communique aux journaux une dépêche adressée à Arnim où il dit : *A l'avenir, si l'extradition nous était refusée, nous serions contraints d'arrêter et d'emmener des otages français, et même, dans le cas d'extrême nécessité, de recourir à des mesures plus étendues.* Manteuffel reçoit l'ordre d'appliquer rigoureusement l'état de siège.

Pour preuve de sa volonté de paix, Thiers souligne le fait qu'en hâtant les paiements il se prive du bénéfice des événements. Il envoie pour ambassadeur à Berlin le vicomte Elie de Gontaut-Biron, déjà en relations personnelles avec la cour de Berlin ; Bismarck envoie à Paris le comte d'Arnim, exigeant, qui soutient les partis d'opposition au Président, et, à leur première entrevue, examine Thiers avec une attention non dissimulée, pour s'assurer de l'état de sa santé. Douceur, dignité, grand sens, recommande le Président à son ambassadeur. Il en faut : l'inquiétude talonne Bismarck et son empereur lors de la préparation de la loi militaire. Thiers *met à dissiper ces préventions ce mélange de lucidité et de verve qui faisait prendre à la vérité dans sa bouche une force pénétrante.* Il fait, en mars 1872, une ouverture pour le paiement des trois derniers milliards et pour l'évacuation totale. On le traîne en longueur. On laisse percer l'arrière-pensée de conserver Belfort, que convoitent les militaires. On cherche à l'intimider pour retarder le vote de la loi militaire, sans retarder pour cela les paiements. Bismarck doit calmer l'ardeur exagérée d'Arnim qui veut renverser le Président, lequel résiste aux pressions qu'on exerce sur lui pour diminuer l'effort militaire projeté, et explique à Gontaut-Biron : *Nous voulons la paix et devons la vouloir pour notre sûreté extérieure* ; personnellement, à son âge, il ne peut désirer que la pacification de son pays ; constituer une force destinée à assurer l'ordre à l'intérieur et l'indépendance au dehors n'est pas *armer* ; on doutait que la France pût payer : elle le peut et elle le veut ; quant à lui, il veut une longue paix entre les deux nations. Peu sûr de son ambassadeur, il utilise Saint-Vallier qui négocie à Nancy avec Manteuffel. L'ouverture de la discussion de la loi militaire ne facilite pas la négociation. Arnim se livre à d'étranges démarches. Manteuffel impressionne Saint-Vallier en lui disant que Moltke prévoit une nouvelle guerre, qu'on en parle à Saint-Pétersbourg, et que Bismarck affecte de la croire prochaine. Thiers profite de la discussion de la loi militaire pour exposer publiquement son point de vue. Il se plaint à Saint-Vallier, le 29 mai, que l'on n'ait pas répondu à nos propositions de paiement, en nous reprochant de n'avoir rien dit de l'évacuation : or c'est à nous à payer, et aux Allemands à évacuer. Arnim publie alors à Berlin un article affirmant que les Allemands ne sont obligés à rien, et feront comme ils l'entendront. Cette implacable hostilité émeut Rémusat, et Thiers menace de démissionner ; les Allemands le savent : s'il s'en va, qui paiera les 3 milliards restants ? *Je tiens à Thiers pour être payé*, dit l'Empereur d'Allemagne à la princesse Radziwill. *Si Thiers tombe, Dieu sait ce qui arriverait.* On a beau accentuer les menaces, invoquer les provocations de la France : Thiers tient bon, et, le 7 juin, le vent tourne ; l'assurance vient que Bismarck transmet le dossier de l'affaire au roi, qui le renverra bientôt avec la réponse souhaitée. Les 13 et 10 juin, Thiers accepte à la Chambre le service obligatoire de cinq ans. Bismarck, pressé de toucher les 3 milliards, active la négociation pour l'anticipation du paiement et de l'évacuation. Il admet la restriction territoriale au fur et à mesure des versements, mais maintient le chiffre des troupes d'occupation. C'en est assez pour faire craindre *une indignité pareille au refus de l'Angleterre de nous rendre Malte.* Le 29 juin 1872, Arnim et

Rémusat signent la nouvelle convention qui assure la libération anticipée, et que l'Assemblée vote en silence le 7 juillet, parce qu'elle n'en voit que les côtés fâcheux.

Thiers se hâte ; il sent sa position politique menacée. Bismarck, toujours dominé par l'idée d'une guerre de revanche, entend n'abandonner le territoire qu'une fois l'indemnité payée ; cette crainte lui fait nouer un faisceau de puissances prêtes à mater la France, et arranger l'entrevue de Gastein. Gortschakoff rassure Thiers : la Russie veut que la France soit forte **pour jouer dans le monde le rôle qui lui est assigné**. L'agacement de Bismarck s'aggrave d'une allusion glissée par Arnim dans une dépêche que verra l'empereur, sur le fiasco de l'entrevue des trois souverains. A Paris, on n'est pas tranquille.

L'emprunt triomphal a lieu, les versements commencent. La France va posséder les disponibilités nécessaires deux ans avant les délais fixés par la convention du 29 juin 1872 ; l'Allemagne accepterait-elle un règlement anticipé ? En ce mois de février 1873 où l'on est arrivé, Bismarck, sachant l'hostilité d'Arnim, craint qu'il veuille le supplanter. Thiers entame la nouvelle négociation à Nancy ; Arnim, chargé par Bismarck de tâter le gouvernement français, n'en fait rien. Heureusement, Gontaut-Biron est averti de cette carence, et c'est par Manteuffel et Saint-Vallier que Bismarck, pressé d'en finir, communique avec Paris. Arnim influence l'empereur qui tergiverse : la possibilité d'agitations révolutionnaires en France, dit-il, nécessite le maintien de l'occupation. Gontaut-Biron combat ces préventions. Soudain, alarme générale : une syncope de Thiers, vaincu par la fatigue, fait craindre pour sa santé. Bismarck avoue par la voie de Nancy qu'Arnim entrave toujours la négociation ; il annonce la proximité du terme de l'évacuation définitive, mais veut confronter les propositions transmises par Arnim et celles transmises par Nancy, qui ne concordent pas. Thiers sait qu'en Allemagne du Sud on ne croit pas à la restitution de Belfort ; la Prusse, pense-t-il, n'oserait pas, mais par prudence il se comporte **comme Fontenelle à qui on demandait s'il croyait aux revenants et qui disait qu'il n'y croyait pas, mais qu'il en avait peur**. Le 2 mars, Bismarck apprend à Saint-Vallier que l'empereur accepte les propositions du Président de la République, mais, en prévision de désordres en France, veut conserver Belfort jusqu'à l'entier paiement ; il promet de l'évacuer sitôt après. Les alarmes de Thiers étaient donc justifiées ? Manteuffel déclare sur l'honneur que jamais son gouvernement ne gardera Belfort. Bismarck se froisse de ces soupçons ; Thiers a peur du fâcheux effet sur l'opinion française, de la convention ainsi conçue et revient à la charge. Bismarck propose Verdun au lieu de Belfort ; une 2e fois, Arnim ne communique pas sa dépêche. Le 11 mars, Bismarck, harcelé de difficultés par ailleurs, se déclare prêt à prendre l'engagement de se constituer prisonnier à Paris si l'Allemagne n'exécute pas rigoureusement le traité, et de nouveau offre Verdun ou Toul. Le 12 mars Thiers télégraphie ses conditions : Verdun, 4 semaines pour l'évacuation des 4 départements, 10 jours pour celle de Verdun, et la date du 1er septembre pour dernier terme de l'évacuation. Bismarck accepte. Dernier accrochage à Berlin le 14 sur la question Belfort-Verdun, et enfin le 15 mars, à 5 heures, Gontaut-Biron signe le traité.

Le lendemain, un dimanche, de Marcère vient exprimer à Thiers sa reconnaissance personnelle ; une soixantaine de députés de la gauche et du centre gauche sont déjà venus, pas un seul de la droite ni du centre droit. Thiers s'assied sur un canapé ; son visage porte des traces de fatigue les deux derniers jours furent terribles pour lui ; la dernière nuit, on le réveilla trois fois pour recevoir des dépêches et y répondre. De Marcère s'étonne que l'Assemblée tout

entière ne soit pas venue ; c'est dimanche, dit Thiers ; puis : **Après cela, on n'aime pas à s'entendre dire qu'on va mourir !** Il songe à la dissolution, dont on parle. Le lendemain, le centre gauche charge son président, Christophle, de déposer cette motion : **L'Assemblée déclare que M. Thiers, Président de la République, a bien mérité de la Patrie.** C'est de Marcère qui voulut l'insertion du nom de Thiers. Ricard et lui, sur le désir de Grévy, soumettent le texte à l'intéressé, qui relève ses lunettes pour le lire : ses mains tremblent, il ne peut articuler un mot, et ses larmes coulent. Ricard dit : **Nous sommes heureux que ce sont vos amis dévoués qui seront les premiers à faire cette proposition. — Oui, les seuls !** C'est tout ce qu'il peut dire ; il# leur prend les mains. Lorsque Rémusat annonce à la Chambre la signature de la convention et lorsque la motion est mise aux voix, la droite se tait ; son chef fait soutenir par un collègue un ordre du jour où l'Assemblée **se félicite elle-même d'avoir accompli une partie de sa tâche** ; ce député ajoute : **Trois quarts d'apothéose, c'est assez !** On vote à l'unanimité les deux ordres du jour réunis. Une délégation du bureau les porte au Président ; toute la gauche s'y joint, pas un membre de la droite. Thiers les accueille ainsi : **De tous les efforts que j'ai faits, la meilleure récompense, celle qui me touche le plus, c'est le témoignage que vous m'apportez de la confiance du pays et de l'Assemblée qui le représente.**

La veille, Jules Favre lui exprima sa joie et son admiration : **Trois fois et cher et bien aimé et très illustre Président, si je n'étais condamné au repos par une indisposition, j'aurais couru à Versailles après avoir lu le journal qui m'a appris le traité signé hier à Berlin. La France tout entière s'associera au sentiment qui m'émeut jusqu'au fond de l'âme. Elle vous saluera une fois de plus comme son sauveur. Elle vous bénira et vous aimera, et moi qui sais, pour en connaître les généreuses intimités, tout ce qu'il y a de grand dans votre cœur, je suis heureux de votre joie patriotique, heureux aussi de la gloire si pure et si haute qui s'attache à votre nom et à vos actes. Et si vous le permettez, j'embrasse mon généreux ami avec toute la reconnaissance et toute l'affection qu'il m'est doux de lui prodiguer.** Le jour du vote de la Chambre, Guizot lui dit : **C'est un bonheur et un honneur grand et rare d'avancer le jour où la France rentrera pleinement en possession d'elle-même, de toute son indépendance et de toute sa dignité en Europe. Vous avez agi en vrai et efficace patriote. Je vous souhaite de trouver la reconnaissance du pays au niveau du service. C'est la seule récompense digne du service même et de celui qui l'a rendu. Si la passion politique mitige la reconnaissance de l'Assemblée, le pays donne la sienne sans arrière-pensée. Les télégrammes affluent de tous les points de France. Après son télégramme, la municipalité de Nancy envoie une adresse ; celle du Havre également. Les maires de Paris apportent leurs félicitations à Versailles. L'Académie française délègue son bureau. Manteuffel sollicite un souvenir : **Quel souvenir ? — Un exemplaire de vos ouvrages signés par vous, M. Thiers.** Les volumes sont offerts avec empressement, et le général allemand demande à son empereur la permission de les recevoir. Peu après, Frédéric-Guillaume lui demande : **Eh bien, Manteuffel, vous avez reçu le cadeau de M. Thiers ? — Oui, sire, et je tiens à ce souvenir, c'est un monument. — Et vous, qu'avez vous offert à M. Thiers ? — Sire, je ne me serais pas permis... — Quoi ! Vous voulez être en reste avec le plus grand historien de l'époque ? Tenez, prenez dans ma bibliothèque mon exemplaire des œuvres du grand Frédéric, et envoyez-le de ma part à M. Thiers.** Manteuffel obéit. Sa correspondance avec Thiers porte la marque d'une sympathie et d'une estime réciproques.**

Le 18 mars, conseil des ministres. Voilà votre œuvre accomplie, dit Jules Simon en riant ; il faut dire votre *nunc dimittis*. Thiers le regarde, pensif : Mais ils n'ont personne ! — Ils ont le maréchal de Mac Mahon. — Oh ! pour celui-là, j'en répons, il n'acceptera jamais. Depuis longtemps l'Assemblée a résolu sa perte. Elle ne veut pas qu'il jouisse pleinement de son triomphe, qu'il soit au pouvoir le jour où le dernier soldat allemand repassera la frontière.

XXIX

LA PRÉSIDENTE

Son élection à la présidence, le 30 août 1871, marqua à peine une trêve. Il adresse à l'Assemblée un bref message le 1er septembre : il la remercie de sa confiance en lui ; elle peut compter qu'uni profondément à elle, d'intention et de durée, il tâchera panser les plaies du pays, pour le rendre, le plus tôt possible, bien ordonné, pacifié au dedans et au dehors, affranchi de l'invasion étrangère, et de plus, honoré, aimé, s'il est possible, des nations des deux mondes. Union quant aux buts, sûrement pas quant aux moyens. La droite n'a pas souscrit de bon cœur à une proposition qui consacre constitutionnellement la République. Elle va s'attaquer aux ministres républicains avant d'attaquer le Président ; comme dit Rouher, elle mange l'artichaut feuille à feuille.

De Londres, le duc de Broglie se réjouit de la proposition Rivet : Il y a toujours avantage à appeler les hommes et les choses de leur nom véritable. Il fallait, répond Thiers, donner cette satisfaction à la gauche modérée ; pour lui, sa tâche accomplie, il sera heureux de trouver un successeur, homme ou chose, car, dit-il, bien que ma santé soit assez bonne, je sens venir le terme de mes forces, et je voudrais bien sincèrement avoir le temps d'écrire encore quelque chose. Et Broglie de répondre à son tour : Je ne me corrigerai certainement pas du désir de m'entendre avec vous, et du regret de ne le pouvoir pas toujours. Le 13 septembre, la proposition de prorogation de l'Assemblée déposée par Target motive un nouveau message du Président : après une session aussi longue et aussi dure, le gouvernement a besoin d'un répit non pour se reposer, mais pour travailler, et l'Assemblée d'une reprise de contact avec ses électeurs, en vue de l'élection des conseils généraux ; il faut savoir du pays lui-même comment il entend se constituer, soit suivant une tradition millénaire, soit en revêtant une forme nouvelle. La prorogation est votée, et la rentrée fixée au 4 décembre. En fait, l'Assemblée a beaucoup perdu de sa popularité ; les plus clairvoyants de ses membres s'en aperçoivent ; ce qu'elle a perdu, le Président l'a gagné. Les journaux de droite prennent un ton chagrin et taquin que Charles de Lacombe ne croit ni juste, ni politique, tout en estimant urgent de demander à Thiers, qui tend toujours vers la gauche, une politique décidément et publiquement conservatrice. Emile Ollivier explique l'attitude du Président en en faisant un disciple de Proudhon ! Thiers semble répondre au vœu de Lacombe lorsqu'il écrit : Il faut donc être conservateur ; je le suis plus que vous tous, mais je le suis en homme politique, qui sait son métier, et qui comprend que pour maintenir l'ordre il faut n'être l'homme d'aucun parti. Les élections cantonales marquent un succès pour les républicains conservateurs ; Duvergier, qui depuis plus de trente ans conseille Thiers avec une franchise et une netteté de vues précieuses, lui trace la voie : Je vous en prie, restez fermement attaché au gouvernement qui nous divise le moins. La République n'est pas en faveur dans nos départements, mais les républicains ont tout fait pour la perdre ; il faut que les conservateurs

prennent garde de perdre la cause de l'ordre, ce qu'ils feraient s'ils se séparaient des républicains modérés pour satisfaire des fantaisies dynastiques. Picard disait l'autre jour à Jaubert : *La République avec les conservateurs*. Ce doit être la devise du nouveau gouvernement.

L'Assemblée rentrée le 4 décembre, le Président lit son message le 7. La situation justifie un certain optimisme : relations paisibles avec l'Europe, principales difficultés réglées avec la Prusse, 6 départements occupés au lieu de 36, 2 milliards payés sur 5, le crédit consolidé malgré un embarras monétaire passager, la rentrée facile des impôts nouveaux présageant le retour de l'équilibre financier, la reconstitution de l'armée, l'activité de l'industrie, l'ordre matériel rétabli ; seul, l'ordre moral laisse à désirer, surtout dans le midi ; enfin des négociations se poursuivent pour le renouvellement des traités de commerce. Quel contraste avec la situation léguée par l'Empire ! Le Président doit, par son impartialité, être une moyenne acceptée par les partis raisonnables et imposée à ceux qui ne le sont pas : il se considère comme un administrateur délégué par une Assemblée souveraine, pour réorganiser le pays. Le pays est sage, il faut se garder des partis qui voudraient ne pas l'être. La droite interrompt plus que la gauche qui traite l'auteur du message de *gargotier monarchique*. Jules Ferry transmet à son frère Charles l'impression désolée qu'il en reçoit : *Je t'apporte aujourd'hui un surcroît de découragement, et je t'en demande pardon. Il ne vient pas de moi, mais de ton chef, de celui que Favre appelle le petit roi ! Le message d'hier est un sujet d'affliction générale.* La droite sourit du désappointement de la gauche. Thiers n'a contenté personne : *Rien de l'enseignement obligatoire, rien de Paris. Vis-à-vis de la Chambre une attitude plate, qui ne peut être sincère, et dont personne ne lui sait gré... Pas un mot de la République, pas même le mot.* Il semble passer à droite, contrairement à son langage habituel, à ses confidences, à celles de ses ministres. *Sommes-nous joués ?* Entre les d'Orléans, auxquels une loi rend les biens confisqués en 1852, et qui prennent position, et les Bonaparte qui conspirent ouvertement, Thiers ne peut durer que s'il a un plan et une politique. Du centre gauche aux confins de la gauche radicale, on veut le mettre en demeure, on ne veut plus d'atermoiements.

Il est vrai que le prince Napoléon tenta un coup au conseil général de la Corse. Il est vrai que Thiers eut, le 8 décembre, une entrevue avec les princes d'Orléans : il voit des inconvénients graves à leur entrée à la Chambre, et estime toujours valables les engagements qu'ils prirent de ne pas siéger durant cette législature. Les princes répondent que la situation changea le jour où Thiers devint Président de la République : leur engagement expira du coup ; le duc d'Aumale se plaint qu'il ait plusieurs fois comparé les d'Orléans aux Bonaparte. On se sépare sans conclure. Le 12, conversation avec Lacombe qui dit : *Il faut toujours rester sur le terrain conservateur et ne pas parler de République.* Thiers répète : *Oui, oui, il ne faut pas parler de République.* Mais il redoute les intrigues de Decazes en faveur des princes. Il répète qu'il ne tient pas au pouvoir, qu'il a les yeux malades. Avec une sincérité toute filiale, Lacombe, qui lui est très attaché, lui dit : *Ne répétez pas si souvent que vous ne seriez pas fâché d'être débarrassé des affaires. Cela peut blesser la majorité, à qui vous avez l'air de mettre le marché à la main. Puis, à force de vous l'entendre dire, le pays s'habitue à cette idée-là. J'ai entendu beaucoup de personnes me dire ces vacances : enfin, M. Thiers peut s'en aller d'un moment à l'autre, il faut avoir quelqu'un. Or, il faut que le pays attache au pouvoir une idée de permanence.*

Le bruit se répand que les princes viendront à l'Assemblée le 18 : ils ne viennent pas ; chaque député trouve à sa place un n° des *Débats* contenant le texte des lettres à leurs électeurs où ils se déclarent déliés de tout engagement ; Thiers ne partage pas cet avis ; ils en appellent à l'Assemblée qui estime n'avoir ni responsabilité à prendre, ni avis à donner sur des engagements auxquels elle n'a pas participé. *La journée est bonne pour vous et pour votre œuvre*, écrit C. Périer au Président ; *médiocre pour l'Assemblée, mauvaise pour les princes. Comme ils auraient mieux fait de croire ceux qui leur conseillaient de se tenir tranquilles !* Loin de là : ils viennent siéger le lendemain ; mais sans bruit, modestement ; ils s'asseoient l'un à côté de l'autre sur les bancs du centre droit. Irrité, Thiers, sûr des tendances du suffrage universel, sûr que les républicains et les légitimistes s'opposeraient à toute tentative en faveur des princes d'Orléans qu'il eût préférés à tous autres, tenu par ses devoirs envers la France et sa loyauté envers les partis qu'il a pour mission de pacifier, prend nettement position le 26 décembre, en adhérant à la République pour laquelle il demande *l'essai loyal*, au beau milieu de son discours sur l'impôt sur le revenu.

La situation se tend. Thiers s'irrite facilement. Ses provocations disproportionnées ne visent peut-être qu'à contraindre l'Assemblée à des amendes honorables, mais il se prend au jeu. De jeunes irrévérencieux comme Paul Cambon, agacés, le traitent de vieille garde de 1830 et 1848, et lui seraient ennemis si la droite ne se montrait aussi *malhonnête* pour leurs amis, si aveuglément hostile à Paris. Le *petit roi* intimide ses ministres, sauf Dufaure qu'il ménage. Il n'aime pas être contrôlé, encore moins défendu. *Son cabinet, composé de la fleur des hommes éloquents, en est à la portion congrue de la parole* dit Favre à Jules Ferry. Tantôt l'un, tantôt l'autre se prépare à charmer l'Assemblée : au moment où il va commencer, *le maître incomparable* quitte vivement son petit paletot, et le ministre supplanté le voit à la tribune avant même d'avoir essayé d'y monter. Le 18 janvier 1872, Duvergier l'engage à ne plus faire de concessions, car la commission des Trente paraît vouloir lui imposer non un *modus vivendi*, mais un *modus moriendi*. Le jour où il est battu dans le vote de l'impôt sur les matières premières, impôt dont Paul Cambon disait que les industriels marseillais lui préféreraient Esquirois ou Manteuffel, il se lève, sort de la salle suivi de ses ministres, écarte sans dire mot les importuns qui se pressent sur son passage, mais se dédommage en cours de route : *Eh bien ! Qu'ils s'en tirent maintenant ! Qu'ils en trouvent un autre pour leur cuisiner leur République !* Il traite Buffet de canaille et Féret de crétin. Lorsqu'on lui apporte l'ordre du jour faisant appel à son patriotisme et refusant sa démission, il se montre profondément ému : c'est par conviction qu'il soutient certaines opinions avec vivacité, mais sans irritation ni susceptibilité ; et puis, la fatigue le gagne, sa santé faiblit ; il craint de ne pas répondre à ce qu'on attend de lui ; enfin, il cède ; on se congratule. A Paris, l'émotion fut intense : *Qu'allons-nous devenir ? Que va faire M. Thiers ?* En débarquant à la gare Saint-Lazare, les voyageurs venus de Versailles s'écrient : *Il reste ! Il reste !* C'est bien de Thiers, et de lui seul, que le pays attend la direction et le salut. Aussi, lorsqu'on lui détache Lacombe pour savoir s'il accepterait un vice-président : jamais ! *Ce projet est absurde ; je n'y ai jamais songé. D'abord, le pouvoir ne sera jamais vacant. Si je donnais ma démission, je continuerais à expédier les affaires jusqu'à ce qu'on m'ait remplacé. Si je venais à mourir, il y a Dufaure, qui est vice-président du Conseil et qui tiendrait le pouvoir. Oh ! Je sais que je puis être assassiné, quoique je sois bien gardé. Et puis, je dépense beaucoup de vie, je suis très nerveux, on me trouvera un jour mort dans mon lit. Pourtant, je ne crois pas...*

Lacombe lui apprend que l'idée de la vice-présidence vient de la gauche et du centre gauche. Oh ! Je les ferai taire. Ils ont passé la nuit ici le soir de ma démission, ils étaient à mes pieds. Un compétiteur ? Un censeur ? Jamais il n'acceptera cela.

Falloux tente sans succès un nouvel essai de fusion. Alors la majorité envisage une fusion parlementaire, le renversement de Thiers, la lieutenance-générale au duc d'Aumale. Après le discours du 28 mai 1872, où le prince exalte le drapeau tricolore, on dit : Le comte de Chambord a un sujet de moins, et M. Thiers un neveu de plus. Le comte de Chambord incrimine ces combinaisons stériles et refuse encore de devenir le roi légitime de la Révolution. La fusion parlementaire échoue, comme l'autre. Par contre, on parle d'une restauration impériale. Thiers n'y attache guère d'importance, mais fait surveiller la côte par un aviso, pour prévenir un débarquement annoncé de Napoléon III. Il en tire argument pour démontrer à Lacombe que si les monarchistes le renversent, leurs divisions ouvriront la porte au césarisme ; encore quelques mois, et il libérera le territoire, puis s'en ira. Conciliabules, sourdes intrigues : Thiers, aussitôt averti, crible d'épigrammes ses adversaires. Idiots, imbéciles ! grogne-t-il. Il s'amuse à observer au duc de Broglie qu'on peut tout de même vivre en Suisse, où les radicaux gouvernent : Je sais bien que ce sont des gens grossiers et mal élevés qui gouvernent, et que c'est là ce qui déplaît à vos parents et à vos amis qui sont des aristocrates comme vous. Mais il faut en prendre son parti : c'est la démocratie, et on peut vivre avec un gouvernement mal élevé. Le duc riposte par des impertinences et prononce le nom de Mac Mahon parmi les monarchistes ; depuis son retour de Londres, son influence grandit à l'Assemblée ; ses attaques provoquent la colère de Thiers. Le public, lui, n'aime pas cette Assemblée réactionnaire ; à Thiers seul on reconnaît de la fermeté et du bon sens, et on murmure : Est-ce que le père Thiers ne foutra pas bientôt ces gens-là à la porte ? A ceux qui lui reprochent de ne pas gouverner avec la majorité, il répond : Je la cherche, cette majorité, et je trouve la conspiration. L'Assemblée se sépare le 20 mars. Gambetta commence sa campagne dans les villes de province. Il dit de Thiers : Il y a quelque chose de plus beau que d'avoir écrit les annales de la Révolution française, c'est de l'achever en couronnant son œuvre par la loyauté, par la sincérité de son gouvernement. Et le Président profite de ces vacances parlementaires pour donner sa première grande soirée à l'Élysée.

Il assiste le 22 avril à la séance de rentrée de la Chambre. Le lendemain, on apprend qu'une indisposition subite l'a frappé : l'inquiétude se propage, la Bourse baisse. Le jour même, il se rétablit et reparaît, alerte et dispos. L'enquête sur les responsabilités de la guerre ayant amené la rentrée parlementaire de Rouher qui défend l'Empire et prononce un réquisitoire contre le gouvernement de la Défense nationale, le duc d'Audiffret-Pasquier réplique, le 22 mai, et, désignant Thiers : Le pays ne sait pas ce que ces 14 mois ont pesé sur cette tête blanche. Et quand vous l'aviez devant vous hier, quand vous avez pu surprendre sur son visage les traces de la fatigue, vous êtes-vous souvenu de ce temps où il avait lutté contre vous, où, avec un patriotisme admirable, éclairé par une vieille expérience, il avait combattu toutes vos folies ? Debout en un élan d'enthousiasme, presque tous les députés acclament ces paroles. Malgré tout, l'hostilité des partis ne lui laisse aucun répit, à ce moment où il négocie la libération définitive, discute la loi militaire, et prépare l'emprunt de 3 milliards. Il répète : la République conservatrice ! Quel inconvénient à ce provisoire qu'est la dictature de la capacité ? Des heurts se produisent ; à la sortie étroite qui se trouve au bas de la tribune, Paulin Gillon le croise, et lui reproche d'avoir,

l'avant-veille, infligé à la Chambre l'apparence d'une docilité. Mais je suis libre, Monsieur. — Moi, aussi, je suis libre ! — Monsieur, je n'ai jamais été le commis d'une monarchie, je ne serai pas le commis d'une République. Charles Ferry se plaint à son frère que le Président fasse prévaloir une politique inspirée par l'égoïsme bourgeois, et escamote la substance de la République en en conservant le nom. D'autre part, les chefs monarchistes, le conseil des Neuf, émus par les élections radicales du 9 juin 1872, et par sa menace de démission du 10, lui demandent ses intentions, l'adjurent de prendre dans la majorité un ministère décidé à combattre le radicalisme. Il les écoute, les mains aux genoux, les yeux mi-clos fixant le tapis. Quand ils ont fini, il relève lentement la tête, sourit, se prétend plus conservateur que la majorité et, au duc de Broglie qui parle avec une certaine acrimonie, déclare qu'il doit garder loyalement le dépôt de la République ; les divisions des monarchistes rendent la monarchie impossible ; le pays se tourne vers la République qui existe en fait ; et Thiers esquisse un programme de Constitution qui permettra de résister aux entreprises de la démagogie. Le pays vote pour les radicaux parce qu'il veut affirmer sa volonté républicaine. Après tout, dit-il aux monarchistes, *puisque vous êtes la majorité, pourquoi ne proposez-vous pas vous-même qu'on rétablisse la monarchie ?* Il ajoute, en reconduisant ses interlocuteurs après une entrevue qui dura 2 heures et demie : *Que voulez-vous ! La République est de ces choses que l'Empire nous a léguées, avec tant d'autres.* Et les *Débats* appellent cette démarche : manifestation des bonnets à poil.

Désormais, c'est la guerre. Il faut l'interpeller sur tout, le harceler sur tout, afin qu'il n'y puisse pas résister, dit le duc de Broglie, qu'égare singulièrement la passion politique. Thiers se rapproche de la droite quand les négociations avec Berlin l'y obligent ; l'évacuation obtenue, il ne s'appuie que sur la gauche. Il répète à l'Assemblée : *Vous nous avez donné une forme de gouvernement qu'on appelle la République.* Lorsque le ministre de Goulard annonce le succès de l'emprunt de 3 milliards, il en fait honneur à la République conservatrice. Cette fois, Charles Ferry annonce à son frère : *M. Thiers, soutenu par les fractions du parti républicain, sera plus fort qu'il ne l'a jamais été, et pourra regarder de haut les petites intrigues de la droite.* Malheureusement, sa santé décline manifestement. Les amis de la maison s'en inquiètent, et ils ont raison. Espérons que l'absence de la Chambre lui rendra la santé. Huit jours plus tard, il continue : La scission entre M. Thiers et la droite s'accroît chaque jour davantage. Avant-hier, la droite a hué M. Thiers et a demandé son rappel à l'ordre. La gauche entière, devenue aujourd'hui la majorité ministérielle la plus compacte et la plus disciplinée, a bravé les injures de la droite. C'est un changement de décors des plus surprenants. Ce sont les orateurs de la droite qui ne peuvent plus se faire entendre. La gauche couvre leurs voix par le bourdonnement des conversations particulières. Gavardie traite les gauchiers de prétoriens. C'est à se tordre... M. Thiers n'a qu'à prononcer le mot République pour mener la gauche où il lui plaît. Comme toujours dans les circonstances importantes, Duvergier dit son mot dans la coulisse : les fureurs de la droite au mot de République ont contraint Thiers à se prononcer pour la République conservatrice, seule forme de gouvernement qui puisse rallier les opinions modérées, et c'est parfait ; il ne fallait pas laisser plus longtemps le pays dans l'indécision. Au jour du grand débat, il montrera sans peine que ce n'est pas lui qui rompit le pacte de Bordeaux, mais bien les auteurs des manifestes monarchiques et les pèlerins d'Anvers. Trois prétendants rendent la monarchie impossible ; la République conservatrice est la meilleure arme pour combattre la République radicale. Montalivet est entièrement d'accord avec

Duvergier. Quant à Jules Ferry, évadé du vase clos de la politique intérieure, il découvre de son poste d'Athènes des horizons nouveaux : à l'étranger, les hommes d'Etat ont pour M. Thiers une admiration qui dépasse la nôtre. Il n'y a que deux hommes en scène, Bismarck et lui, et il est, lui, le sympathique, le favori. Il écrit à Antonin Proust : On ne comprend exactement la situation de Thiers qu'à l'étranger. Elle est immense, et les politiques — il en est de très fins dans les légations étrangères — trouvent que les républicains sont devenus très forts puisqu'ils ont su en tirer parti. A son frère Charles : Les étrangers disent crûment : les grandes choses faites par M. Thiers depuis un an. L'admiration qu'inspire le petit roi est une des passions de l'Europe.

Pendant que Thiers suit à Trouville les expériences d'artillerie, les commentaires des partis vont leur train. On pressent qu'à la rentrée il se passera quelque chose. La droite se figure volontiers que l'attitude de la gauche obligera le Président à se rapprocher des conservateurs. Lacombe confie à Falloux qu'à son avis Thiers n'entend favoriser, en fait d'améliorations, que celles qui consolideront son pouvoir personnel. Duvergier encourage son vieil ami à souffrir, par patriotisme, que l'Assemblée ne soit pas toujours de son avis sur les questions d'ordre législatif, mais il ne doit pas fléchir dans la direction générale de sa politique, ni se laisser envahir par les sentiments réactionnaires de la droite : il ne faut pas qu'en République, être républicain soit un motif d'exclusion ; la haine de la majorité pour les auteurs de la révolution du 4 septembre est un véritable scandale.

Le pays est calme et satisfait. Les adversaires du Président affermissent eux-mêmes son autorité, qui est immense et consolide la République. Ferry reconnaît que peut-être Thiers se serait fourvoyé en suivant les conseils qu'il lui donna ; un plein succès couronne au contraire sa politique de petits moyens, de détours, de tact. Il mérite la reconnaissance des républicains. A aucune époque on ne vit un tel dévouement, opiniâtre, continu, à ses devoirs et à sa patrie. Bien d'autres en sont persuadés : un comité se forme pour ériger un monument à Thiers ; en réponse, il dicte à B. Saint-Hilaire cette lettre au président du comité, Alfred de La Valette : Monsieur le Président, M. le Président de la République a eu connaissance, par voie indirecte, du projet que vous avez formé de lui élever un monument au moyen d'une souscription nationale. M. Thiers est très touché d'une intention qui ne peut qu'être fort honorable pour lui, en même temps que pour ceux qui ont bien voulu la concevoir. Mais je suis chargé par lui de vous prier de ne pas donner suite à ce projet. Les honneurs du genre de celui que vous avez le dessein de rendre à M. Thiers ne relèvent que de la postérité. Les contemporains ne peuvent jamais être de bons juges. En les supposant même tout-à-fait impartiaux, chose déjà difficile, ils ne sont pas placés de manière à ce que leur appréciation puisse être complète. La mort seule, en fermant la carrière, permet à l'histoire d'embrasser l'ensemble de la vie qu'elle interrompt, et qu'elle consacre. C'est à ce tribunal qu'il convient de laisser le soin de juger M. Thiers quand le moment sera venu. La France lui a décerné déjà la plus belle récompense qu'il pût recevoir de son vivant ; elle lui a confié le grand et laborieux devoir de gouverner. Il s'en acquitte avec le plus infatigable dévouement ; et tout ce que les bons citoyens, jaloux de lui témoigner leur reconnaissance, peuvent faire aujourd'hui pour lui, c'est de l'aider et de le soutenir dans la politique libérale et conservatrice qu'il a adoptée et qui peut seule assurer le salut de la société française.

Après Trouville, les intimes le représentent comme décidé à faire un pas de plus hors du provisoire, à mettre hardiment le marché à la main aux royalistes, à

brusquerie dénouement. Gambetta poursuivait sa campagne de discours : il ménage Thiers. J'ai été, dit-il, pour ma part extrêmement sensible à l'honneur qu'on m'a fait, en associant mon nom à celui de l'homme éminent qui aura ce mérite, si rare en France, de subordonner ses convictions antérieures aux nécessités de la patrie et à la loi des événements... Vieillard expérimenté, plein de ressources, familier avec les difficultés de la politique, étonnant de zèle et d'activité pour la chose publique. Thiers qualifie le discours de Grenoble de mauvais, très mauvais, mais conserve son indulgence à l'orateur, tantôt gouvernemental et tantôt tribun tenu par sa clientèle ; il profite de la circonstance pour abonder dans le sens de Casimir Périer : *Mon cher Casimir, ce n'est pas à moi qu'il faut prêcher la haine et le mépris de cette tourbe révolutionnaire, qui prend tous les titres, qui s'appelait républicains sous la monarchie, qui s'appelle radicaux sous la république, n'étant jamais contente de rien, parce qu'il lui faut toujours autre chose que ce qui existe, voulant manger, boire sans rien faire, et trouvant tout aussi bon, même meilleur, de dresser ses tables sur des ruines qu'au sein d'un pays prospère et tranquille. J'ai combattu ces gens-là toute ma vie, en 1834 sous le feu des barricades, et en 1871 en leur arrachant Paris malgré leurs 3.000 bouches à feu... Nous avons l'occasion de les combattre résolument et de les forcer à mettre au jour le vide de leur politique. Le mot de République conservatrice a, dans le pays, un succès immense.*

A l'ouverture de la session, le 13 novembre, les esprits sont très excités ; Falloux vient de publier un article très vif contre Thiers. Le Président lit lui-même son message. Après un exposé flatteur de la situation économique et financière, il passe à la situation politique et prend définitivement position : la République existe ; elle est le gouvernement légal du pays ; vouloir autre chose serait provoquer une nouvelle révolution, la plus redoutable de toutes. La République sera conservatrice ou elle ne sera pas ; on ferait une œuvre d'un jour en établissant une république qui serait celle d'un parti. A ces mots, l'émotion est intense ; debout à leur banc, les députés crient et s'interpellent ; des membres de la droite se dirigent vers la tribune ; le centre se réserve ; la gauche applaudit à tout rompre. Le président Grévy suspend la séance. A la reprise, Audren de Kerdel demande la nomination d'une commission chargée d'examiner le message. Thiers tient à honneur d'être jugé par le pays et par l'Assemblée. L'Assemblée, dit Grévy, peut répondre au message, mais non l'examiner ; elle adopte la proposition de Kerdel modifiée en ce sens.

Thiers a mûrement réfléchi son acte : le régime actuel, une Assemblée unique et souveraine avec un pouvoir exécutif issu d'elle et responsable devant elle, ne peut être que provisoire ; l'extrême-gauche en souhaite la prolongation parce que ses principes révolutionnaires veulent une Assemblée unique et souveraine, l'extrême droite parce qu'elle espère restaurer la monarchie à la faveur du provisoire. Les partis du centre veulent organiser la République conservatrice ; personnellement, Thiers ne veut pas de la présidence à vie que lui offre le centre droit, il ne veut même pas d'une présidence trop prolongée, ni du rôle d'un petit usurpateur bourgeois profitant du malheur des temps pour s'imposer à la France. Il agit par dévouement patriotique, dans un intérêt de gloire qu'il avoue. Il lui paraît essentiel que l'Assemblée laisse après elle des pouvoirs publics suffisamment organisés. *Quoi qu'il arrive, lui écrit Duvergier, ne parlez pas de démission. Restez à votre poste jusqu'à la dissolution de l'Assemblée. Vous seul pouvez modérer les élections prochaines.* Les Français de Saint-Petersbourg envoient au Président une adresse de félicitations à l'occasion de son message, et Jules Ferry s'épanouit d'aise et fond de contentement.

Le 18 novembre, Changarnier interpelle le gouvernement sur le banquet de Grenoble, et Broglie somme le Président de s'expliquer. Thiers se montre non pas irrité, mais blessé d'être traité en suspect alors que toute sa vie, et surtout ses deux années de pouvoir répondent pour lui ; il exige un ordre du jour de confiance que 263 voix contre 166 lui accordent. Mais la manœuvre du duc de Broglie l'a séparé de la gauche et de la droite, qui votèrent ensemble. Tandis qu'on lui met son paletot, il se plaint violemment à Lacombe qu'il prend par le bras : Vous devriez tous être à mes pieds. — Allons, M. Thiers ne dites pas de ces choses-là. Vous les avez condamnées dans la bouche de Napoléon 1er, ce n'est pas à vous, vieux parlementaire, à les répéter. — Eh bien ! Je laisse le mot, mais on devrait être pénétré de reconnaissance pour moi et on ne me témoigne que de l'ingratitude. Pour Lacombe qui s'est abstenu : Ceux qui se sont abstenu ne sont pas moins coupables que ceux qui ont voté contre. Thiers lui quitte le bras en arrivant dans la galerie des Tombeaux où l'attendent Mme Thiers et Mlle Dosne.

Son joug paraît intolérable à Falloux, qui décide de le traiter de haute lutte. Après discussion sur la responsabilité ministérielle et la création d'une 2e Chambre proposée par Thiers, la commission de Kerdrel demande à l'Assemblée de nommer une commission de 15 membres pour préparer un projet de loi : c'est là le but avoué ; ce que veut la commission, c'est interdire la tribune à M. Thiers. Dufaure demande en son nom la création d'une commission de 30 membres qui présentera un projet de loi sur les attributions des pouvoirs publics et la responsabilité ministérielle, mais outrepassa ses désirs et stupéfie la gauche en assurant que le gouvernement cherche un accord avec la majorité. Le lendemain, Thiers en revient très énergiquement à la politique de son message ; au dehors, sous une pluie battante, la foule attend. Il parle dans un silence où, au dire d'un huissier, les mouches n'osent pas voler. On lui reproche de monter trop souvent à la tribune : si on use d'un droit en l'y attaquant, il use d'un droit en répondant. Il n'a pas besoin de faire une profession de foi : il a toujours voulu le triomphe de l'ordre ; or dans une société ordonnée, tout doit s'obtenir par la discussion et le vote. Il a toujours rêvé pour son pays la monarchie constitutionnelle, mais les circonstances l'obligèrent à s'engager. On a parfaitement le droit de lui objecter : tenez vos engagements ; le jour où il quitte le pouvoir, son engagement est tenu. Si vous étiez à ma place, si vous travailliez 18 heures par jour comme je le fais, vous verriez si je puis tenir pour un motif quelconque à la conservation du pouvoir ! Il ne trompe personne : il ne partage pas les opinions de la gauche sur bien des questions, mais la gauche l'applaudit parce qu'il déclare aujourd'hui seule possible en France la République conservatrice. Pratiquement, on ne peut faire autre chose. Il réclame un vote de confiance ou de méfiance. Le projet de Dufaure est voté par 372 voix contre 335. A la gare Saint-Lazare, la foule accueille les députés aux cris de : Vive la République !

Le lendemain, 30 novembre, l'Assemblée vote un blâme au ministre de l'Intérieur, Victor Lefranc, à cause des adresses votées par les conseils municipaux en faveur de Thiers, qui ne veut pas rompre avec les radicaux. Thiers doit consentir une concession : il remplace Victor Lefranc par de Goulard, membre du centre droit. Et la droite ne se tient pas de joie lorsque Dufaure, d'accord avec son Président, combat vigoureusement Gambetta qui demande la dissolution de l'Assemblée. L'année finit dans une détente générale. La popularité de Thiers est réelle, et vient en grande partie, pense Renan, de ce que le pays voit en lui une garantie contre les excès d'une Assemblée qui ne le représente en

rien. Les monarchistes ne s'entendent pas, dit Bismarck à Gontaut-Biron, il n'y a pas d'autre parti à prendre que de soutenir l'ordre de choses actuel : il faut que vous gardiez Adolphe Ier. Charles Ferry prétend qu'on ne le tirera du pouvoir ni par les pieds, ni par la tête. Quant à lui, il envoie à Chambolle cette jolie lettre, si doucement mélancolique : Vous m'écrivez du fond de votre douce et bien méritée retraite, et moi de l'enfer où je vis depuis deux ans et demi. Mais votre voix amie m'a fait un véritable bien, et je vous en aurais remercié plus tôt si j'avais eu un peu de temps. Mais les devoirs s'enchaînent les uns aux autres, tous urgents, et ne laissent pas un instant pour respirer. Que je regrette le temps où, avec une famille alors complète, avec quelques amis fidèles, unis avec moi d'esprit et de cœur, je voyais couler le torrent des choses sans être emporté par lui et sans la terrible charge de le diriger. Hélas ! On ne revient pas vers le passé ! Tout au plus peut-on jeter en arrière un regard triste et fugitif qui n'inspire que de douloureux regrets. Ne l'oubliez pas, et venez me voir la semaine prochaine à l'Elysée, et me rendre, autant qu'il est en vous, quelque chose de ces temps qui ne sont plus.

La trêve ne peut durer. Falloux est persuadé que Thiers ne lui accordera pas la vraie paix. Soyez donc sûr, dit-il à Lacombe, que vous ne trouverez nullement en moi un adversaire à outrance, mais un ami comme vous, c'est-à-dire un ami qui veut sauver M. Thiers de lui-même, et comprendre la France dans ce salut. On a conservé le souvenir d'une entrevue ménagée chez elle par Mme de Castellane à Thiers et à Falloux : le ton de la conversation monte tellement que la maîtresse de maison doit se retirer et les laisser seuls. Et cependant Thiers incline à un accommodement, persuadé d'ailleurs que, sitôt la convention de la libération signée, l'Assemblée déclarera, par un beau décret, qu'il a bien mérité de la patrie, et le mettra par terre. A voir comme on combine savamment contre lui un règlement disciplinaire, comme on lui impose une abdication progressive qu'il se rapetisse en acceptant, Jules Ferry est dégoûté du parlementarisme par ce code d'impertinences parlementaires ; il répète à Mme Ferry-Millon : Pour l'Europe, la France, c'est M. Thiers et rien autre. Il est insensé et criminel de lui refuser les moyens de gouverner. Emmanuel Arago discerne comment messieurs les ducs de la droite veulent en venir à l'éloignement de Thiers et à la mainmise sur tous les portefeuilles. Le Président se débat pied à pied à la commission des Trente, reste sur le terrain de son message, et ne recule pas d'une semelle. C'est la fondation de la République par la main même de ses ennemis les plus acharnés et les plus perfides. Ils sont forcés de céder à la nécessité, écrit Saint-Hilaire, qui pronostique : La République seule a des chances de durer par cela même qu'elle existe, personne ne voulant la révolution, et le gouvernement de M. Thiers rendant tous les jours de plus en plus de services... Sa santé est miraculeuse, à 76 ans tout-à-l'heure, et rien ne la menace. Vue optimiste : Thiers vient d'avoir une syncope. La fatigue l'accable. Il avoue au cardinal de Bonnechose : Le pouvoir me fatigue ; je voudrais me démettre, mais mon fidèle ami Mignet, s'y oppose ; c'est la sagesse personnifiée. Il me fait un devoir de rester. En attendant, je désire, je cherche un successeur ; ce sera, peut-être, le duc d'Aumale. Il confie à Lacombe : Mon âge me tient un autre langage que ma santé : mon âge me dit de quitter le pouvoir, ma santé me dit d'y rester. Il ajoute familièrement, alors que, par une contradiction évidente, les plus ardents à lui fermer la bouche tiennent à maintenir sa responsabilité : Mes engagements lient ma conscience, mais ne dirigent pas ma conduite ; si nous étions sur un théâtre où l'on pût faire des apartés, je pourrais dire, après avoir parlé de la nécessité de vivre en république, à part moi : je m'en f..., mais nous n'y sommes

pas ; j'ai promis de respecter la république ; si l'on voulait faire la royauté, je m'effacerais, mais je ne l'empêcherais pas, seulement je me suis engagé à ne pas la faire moi-même. A ce moment, un nommé Polhès, qui, à la fin de la Commune, se disait correspondant du *Times*, lui vole des papiers ; on ne sait ce qu'il en advint.

La volonté de la commission des Trente de lui imposer silence horripile le Président. On veut donc faire de lui un combattant avec le sabre cloué au derrière ?... Un porc à l'engrais dans la préfecture de Versailles ?... Un mannequin politique ? Le duc de Broglie mène la commission, et c'est après un long entretien de Saint-Hilaire avec le duc que la commission adopte, sauf une légère modification, l'article proposé par le gouvernement : l'Assemblée nationale ne se séparera pas sans avoir statué sur l'organisation des pouvoirs législatif et exécutif, sur la création et l'organisation d'une seconde Chambre, sur la loi électorale. Si bien que la droite combat Thiers au moment où il achève de libérer le territoire, et la gauche au moment où, par le moyen de ce texte, il pose les assises solides de la République. Le duc de Broglie, rapporteur, lit son rapport à l'Assemblée le 21 février ; le projet de loi écarte Thiers de la tribune et supprime son action directe sur l'Assemblée et sur le pays. Le Président s'agite à son banc, se lève, se rassied, parle à l'oreille de Saint-Hilaire, s'avance dans l'hémicycle, puis se calme, ferme les yeux, paraît s'endormir, et se réveille brusquement pour lancer une interruption. Le 3 mars, veille du jour où il doit parler, la présidence est le théâtre d'une scène assez piquante : Lacombe, Cumont et l'Ebraly prennent vers dix heures à la gare Broglie et d'Haussonville. Tous cinq vont à la préfecture.

Notre entrée, raconte Lacombe, produit quelque émotion. Le salon est rempli des membres de la gauche, qui ne se dissimulent pas le motif qui nous amène, de même que nous devinons l'espoir qui les a attirés. Le salon présente un aspect curieux et vraiment dramatique. Les dames sont dans le salon du fond, avec quelques invités ; mais dans le premier salon se tiennent les députés. On cause par groupes, à voix basse, et les yeux errant sur les groupes voisins ; on épie mutuellement ses moindres paroles, ses regards, et dès qu'un mouvement se produit d'un côté vers M. Thiers, tous les autres groupes s'ébranlent en même temps et dans le même sens. M. Thiers nous reçoit avec empressement, il s'assied sur un canapé, nous fait asseoir, quelques-uns à côté de lui, les autres sur des chaises. Aucun membre de la gauche n'est assis ; tous se placent en cercle debout derrière nous. On se regarde d'abord. Broglie dit quelques mots sur la séance de demain. Thiers témoigne l'espoir que son langage satisfera la majorité. Il faut prévoir, lui dis-je, que des deux côtés extrêmes on cherche un conflit et qu'on pourra vous interrompre pour le provoquer ; c'est là le grand écueil ; ne rendez pas l'Assemblée responsable de quelque manifestation isolée et calculée. — Oh ! dit-il en souriant, j'ai, après 40 ans, quelque expérience de la tribune, et j'éviterai, je l'espère, ces difficultés. A ces mots, un rire, gros d'adulation pour le Président et d'ironie pour moi, éclate bruyamment sur la galerie qui nous entoure. Si je disais un mot, une scène serait inévitable comme à la

Chambre, mais je n'ai garde de satisfaire ces espérances et je parais n'avoir rien remarqué. Le duc de Broglie insiste, Cumont parle du déchirement que produirait un langage contraire à celui de M. Dufaure, et comme, à l'autre bout de la galerie, l'amiral Jaurès semble sourire : **Oui, amiral, reprend-il de sa voix traînante et sarcastique, ce serait comme je le dis, et vous verriez ce que produirait dans la Chambre l'attitude des membres de la commission venant abandonner le projet qu'ils avaient présenté...** Cependant, le langage est gêné ; M. Thiers ne veut pas blesser cette gauche qui le surveille, et nous-mêmes, nous ne voudrions pas, devant elle, prononcer des paroles qui, repoussées par lui, l'engageraient fatalement contre nous. Lord Lyons vient du premier salon et se dispose à se retirer. M. Thiers alors va vers lui, pour lui dire adieu. Nous disons au duc de Broglie qu'il faut qu'il prenne le Président à part, et que, comme rapporteur, il lui fasse entendre que nous rompons tout, s'il dément en quoi que ce soit le langage de Dufaure. Le duc de Broglie s'approche pour le saisir, dès qu'il aura quitté lord Lyons qu'il accompagne à la porte du salon. Aussitôt, Fourcaud et le général Billot accourent de l'autre extrémité du salon pour se mettre également en faction près de M. Thiers et empêcher un tête-à-tête avec le duc. Chacun, du salon, a les yeux tournés vers eux, attendant, avec des dispositions diverses, ce qui va se passer. Enfin, lord Lyons se retire, M. Thiers rentre, le duc de Broglie le prend ; les deux autres s'approchent, mais M. Thiers mène le duc dans un coin, et les deux compagnons en sont pour leur indiscretion inutile. Le duc et M. Thiers causent quelque temps. Aux gestes du duc, nous voyons ses efforts pour convaincre son interlocuteur ; il a tout à la fois la crainte de céder à sa raideur naturelle, et, en voulant la vaincre, de manquer de fermeté. Au bout de quelque temps, il revient à nous. Nous cherchons sur son visage le résultat de l'entretien ; nous n'y voyons guère qu'une inquiétude qui veut se dissimuler ; cependant, c'est à qui restera le dernier dans le salon : la gauche veut demeurer jusqu'au bout. Ricard, vautré sur un canapé, semble dire : La maison est à moi, c'est à vous d'en sortir. Broglie et d'Haussonville, obligés de rejoindre le chemin de fer, se retirent avec l'Ebraly en nous demandant, à Cumont et à moi, de rester. Rolland dit devant nous à M. Thiers qu'il faut qu'il se repose et qu'on le laisse ; mais, comme il ne s'en va pas lui-même, nous restons, et, quelque impatience qu'ils en aient, il faut que tous les membres de la gauche se décident un à un à s'en aller, nous demeurant là. Il est vrai que Ricard fait bonne garde, et que, le dernier à partir, nous le laissons encore dans le salon, comme le premier huissier de la maison.

Le lendemain, 4 mars, Thiers soutient le texte intégral de la commission : une gêne personnelle pour lui, mais aussi des institutions nécessaires, en résulteront. Le 13 mars, 407 voix contre 225 votent le projet, qui n'apaise pas la violence des débats : l'alliance des monarchistes et des bonapartistes est accomplie depuis la mort de Napoléon III. Une distraction de Grévy, provoquée par une belle étrangère, déchaîne une tempête à la suite de laquelle il démissionne. Malgré l'intervention personnelle de Thiers, il persiste dans sa résolution. Maintenant, la convention pour l'évacuation est signée ; les droites portent à la présidence de l'Assemblée Buffet, républicain, puis bonapartiste, enfin monarchiste constitutionnel. Il refusa un portefeuille offert par Thiers dont il se sépara après avoir été de ses amis politiques. Il est élu le 4 avril. Les droites s'en serviront pour abattre le Président. La veille de cette élection où est battu Martel, républicain, candidat agréable à Thiers, le duc d'Aumale prononça à l'Académie française son discours de réception ; il eut pour parrains Guizot et Thiers, qui, craignant qu'on ne voie dans ce parrainage une manifestation orléaniste, distribua une trentaine de cartes à des députés du centre gauche. Le 7, l'Assemblée se sépare jusqu'au 19 mai, et le Président passe ses vacances à l'Élysée.

Mme de Rémusat se plaint que Versailles soit un lieu malsain de toutes les façons et admire son vieil ami : plein d'entrain. la santé remise, il voit déjà une Chambre modérée et patriote succéder à ces fous qui s'imaginent qu'ils sont honnêtes, et il observe en passant que la bêtise humaine dépasse toujours toute prévision. Jules Favre insiste auprès de lui sur la nécessité d'aborder résolument le rivage le long duquel ils furent forcés de louvoyer. Les lois que vous présenterez, lui dit-il, doivent contenir l'affirmation de la France républicaine, et, s'il se peut, sa régularisation. Or, l'entente de Thiers avec la commission des Trente inquiète les républicains. Des élections sont prévues à Paris pour le 27 avril : Thiers lance et soutient ardemment la candidature de Rémusat. Les républicains avancés lui opposent Barodet, ancien instituteur, ancien maire de Lyon. Les républicains modérés, prévoyant le péril que vont courir Thiers et la République, tiennent pour Rémusat. Gambetta se prononce contre. Thiers hésite. Il veut regagner la faveur des radicaux, qui veulent son humiliation et poussent Barodet à refuser de se présenter à Lyon comme on l'y engage. Les conservateurs se détachent du Président en le voyant défendu par la gauche modérée. Après une bataille d'affiches telle qu'on n'en a pas encore vue, Barodet passe ; les républicains comprennent après coup la faute qu'ils viennent de commettre. Leurs candidats l'emportent en province. La droite, diminuée, veut croire à une résurrection de la Commune, et brusque les événements.

Dans un discours à l'assemblée générale des Sociétés savantes, Jules Simon ayant reporté sur Thiers seul le mérite de la libération du territoire, Buffet menace de réunir la Chambre si Jules Simon n'est pas désavoué. De Goulard provoque une scène au conseil, et l'un et l'autre démissionnent. Les droites envisagent alors les candidats possibles à la succession de Thiers. Le nom du duc d'Aumale provoque un désaccord. Broglie met en avant celui de Mac Mahon, auquel il songe depuis longtemps, sûr d'avoir au moment voulu des alliés dans l'entourage du maréchal qu'il faudra décider. En effet, Mac Mahon a des obligations envers le Président ; il refuse, puis cède peu à peu, et finit par déclarer qu'il ne laissera pas la France sans gouvernement si Thiers se retire. Alors le duc de Broglie règle avec ses amis le scénario du drame qui va se jouer.

Le jour du grand combat est venu, écrit Duvergier le 9 mai. Je vous en prie, n'écoutez pas les tristes conseils des peureux du centre droit, et, dès le premier

jour, mettez la Chambre en demeure de choisir entre la République et la Monarchie. Le provisoire nous tue... J'aimerais mieux vous voir abandonner le pouvoir que le conserver aux conditions que voudraient vous faire les patrons du Français, du Moniteur et du Journal de Paris, qui traitent couramment Thiers de renégat de la monarchie. Le 13, Duvergier revient à la charge : Il me paraît de la dernière importance qu'à la première occasion vous reproduisiez dans un grand discours, comme vous savez les faire, ce que vous avez dit depuis le 24 mai, soit dans vos lettres, soit dans vos réponses aux adresses que vous avez reçues. Il est temps qu'il fournisse aux modérés leur guide et leur programme. Je sais par une vieille expérience que vous ne vous décidez pas facilement à monter à la tribune quand vous n'y êtes pas obligé ; et vous vous souvenez du temps où, quand vous parliez, on disait que *Duvergier vous avait jeté à l'eau*. Je voudrais vous y jeter aujourd'hui, mais je n'ai pas le bras assez fort.

La bataille s'engage le 19 mai. Une demande d'interpellation sur la composition du cabinet et la politique du gouvernement, affirme la nécessité d'une politique résolument conservatrice. Dufaure riposte par le dépôt d'un projet de loi sur l'organisation des pouvoirs publics et la création d'une 2e Chambre, en fait, un cadre de constitution. On ajourne la rencontre au 23. Apprenant ce qui s'est passé, Duvergier s'écrie que la folie de la droite dépasse tout ce qu'il avait imaginé. Il faut, dit-il, que le ministre de l'Intérieur, C. Périer, se montre assez conservateur pour plaire aux timides du centre droit, et assez libéral pour ne pas déplaire à la gauche. Quand je vois la folie des radicaux et celle des conservateurs, je me demande quelquefois si nous ne tentons pas une œuvre impossible. Le lendemain, préparatifs de bataille ; la majorité paraît incertaine, Mac-Mahon très résolu. Il a déclaré qu'il exécuterait la volonté de l'Assemblée, n'y eût-il qu'une voix de majorité. Thiers s'entretient avec Lacombe : Je connais les choses ; depuis 40 ans, j'ai tout prévu ; je ne me suis jamais trompé, j'en sais plus que vous tous réunis. — Mais enfin, M. Thiers, Napoléon Ier était un génie incomparable ; fallait-il pour cela qu'on ne lui présentât plus d'observations ? Est-ce qu'il ne s'est jamais trompé ? Est-ce qu'un pouvoir n'est pas souvent aveuglé par son entourage ? Je ne vous le cache pas, c'est ce que je vois aujourd'hui. — Vous êtes l'impopularité, je suis la popularité ! Le pays est avec moi. — Le pays est avec vous parce que vous êtes au pouvoir ; si vous le quittez, vous verrez ce qui arrivera au bout de huit jours. Vous verrez qui ira vous voir place Saint-Georges ; ce sont ceux que vous regardez aujourd'hui comme vos adversaires... Il y a 6 mois, un conseiller municipal de Clermont disait : *Il faut marcher avec M. Thiers* ; il dit aujourd'hui : *Il faut que M. Thiers marche avec nous*. Lacombe ajoute : L'homme est aimable, bon enfant, entendant après tout les plus fortes observations avec facilité, malgré ses emportements, mais il est infatué ; sa personnalité se dresse entre son esprit et toutes choses : il ne voit qu'elle et ramène tout à elle. Ce jour-là même, le préfet de Pau, Nadaillac, reçoit un rédacteur de *l'Indépendant des Basses-Pyrénées*, Garet, et le morigène : Faites vos réflexions. Vous ignorez la situation. La voici : M. Thiers va être renversé du premier coup, son ministère d'abord tombera, puis ce sera lui. C'est décidé, irrévocablement décidé. Il était temps que cela finît. Il n'y a qu'une autorité souveraine, celle de l'Assemblée. C'est la seule que l'armée veuille aujourd'hui reconnaître. On est sûr de l'armée, et tout est prêt pour agir. Les généraux sont tous résolus. Il est probable que M. Thiers se retirera volontairement. S'il résiste et s'il veut descendre dans la rue, ce qu'il ne fera pas, M. de Cissey sera le premier à lui mettre la main au collet. — Mais ne craint-on pas un soulèvement à Paris et ailleurs ? — C'est prévu. On fera le coup de fusil.

Il faut terrifier les masses et dompter les mauvais instincts qui s'y font jour. Dans mon pays, le Loir-et-Cher, c'est effrayant, voyez-vous : on en veut à la propriété ; c'est la guerre de la blouse contre l'habit. Il sera pénible de faire tirer sur des gens désarmés. On ira jusqu'au bout. L'Assemblée est résolue à employer la force, et la répression sera énergique. Ici même, je me dispose à la lutte s'il faut en venir là... La France est un pays de moutons, il suffit de savoir la mener.

Le 23 mai, le théâtre s'emplit du parterre au cintre. Des porteurs de cartes se cachent dans les rideaux, se recroquevillent dans les petits coins, comme des rats. La famille de Thiers occupe la loge présidentielle, et Mac Mahon, en civil, accompagné d'officiers en uniforme, celle, des officiers généraux. La princesse Troubetzkoï, **pire que belle** dans une tribune, et, à côté de Mme de Rémusat, la maréchale de Mac Mahon, qui n'assiste habituellement jamais aux séances. Le duc de Broglie attaque. L'œuvre immense qu'à grand renfort de travail et de talent Thiers vient courageusement d'accomplir pour la France, disparaît sous une thèse politique : le chef du gouvernement est-il avec la droite ou avec la gauche ? **L'histoire est impitoyable pour les gouvernements et les ministres dont la faiblesse livre à l'ennemi les lois et les sociétés qu'ils sont chargés de défendre.** L'ordre matériel ne suffit pas : il faut un gouvernement d'ordre moral. La mine hautaine, le duc assène coup sur coup à un adversaire ligoté par le petit supplément de Constitution voté le 13 août précédent. Il ne discerne sur la figure de Thiers que la surprise de se voir traiter de la sorte par un homme qu'il connut enfant. Impassible et muet, Thiers n'a de tressaillement que lorsque Broglie parle du ridicule d'être dupe : on l'eût dit piqué par un aiguillon. Des piqûres d'amour-propre, on en cite sous le manteau qui remontent à deux ans, et qui se renouvelèrent ; l'aristocrate dominateur qui s'entend dire : **J'ai disposé de vous... je vous communiquerai vos instructions**, ou qui apprend le propos qui le détermina à abandonner l'ambassade de Londres pour se faire le chef de l'opposition, ou encore dont les félicitations, après le vote clôturant les travaux de la commission des Trente, reçoivent un accueil peu encourageant, prend enfin une revanche. Mme de Rémusat dit à la maréchale de Mac Mahon : **Mais c'est incroyable : pour parler ainsi, il faut qu'ils aient un gouvernement tout prêt.** La maréchale se démasque : **Oui, madame, tout est prêt, et vous le verrez bien.** Descendu de la tribune, le duc met près d'un quart d'heure à regagner sa place, tant on l'entoure.

Dufaure lui répond : non moins ennemi du radicalisme, il présente un projet d'organisation des pouvoirs au nom du gouvernement, qui ne fait qu'obéir à l'Assemblée. Il est aussi applaudi que de Broglie, mais sur d'autres bancs. D'ailleurs, les résolutions sont prises ; pourquoi tant discuter ? La droite demande la clôture quand Waddington, plus pâle encore que de coutume, monte au fauteuil du président, et lui remet un pli cacheté : usant du droit que lui confère la loi, et que, dit-il, la raison seule suffirait à lui assurer, Thiers prie le président d'informer l'Assemblée de son intention d'intervenir au débat. Ses amis voudraient qu'il parlât tout de suite. Il se levé : **Je demande...** Une impérieuse acclamation lui coupe la parole : **La loâ ! La loâ ! — Il faudrait un mandarin pour l'interpréter !** crie Edouard Charton. La majorité veut en finir, et renvoie au lendemain matin 9 heures.

Toute la nuit, conciliabules. Thiers a dicté son message à Saint-Hilaire. Le 24, à 9 heures un quart, ému, mais résolu, le teint pâle, il monte à la tribune. Dans son attitude, **ni bravade, ni défi, mais une dignité très accentuée et un grand dédain.** Un témoin raconte : **Il fit peut-être le discours le plus habile et le plus fort de sa**

longue carrière, avec l'accent lointain et profond des *ultima verba*. Je ne pus échapper à l'émotion qui gagna la salle entière lorsque ce vieillard de 76 ans déroula devant nous toute sa vie. Il commença par prendre tout sur lui. Dans quel état avait-il pris le pouvoir, dans quel état s'apprêtait-il à le rendre ? Comparez ! A peine fait-il une courte allusion à ce ton hautain, cet air de morigéner, cette allure parfois cassante du duc de Broglie, dont il avait été plus offensé qu'il ne voulait en convenir, mais à la fin il n'y put tenir, et lança à la tête du noble duc le mot le plus capable de le blesser. Il a dit : Je ne crains les hauteurs de personne : par ma vie, par mes actes, et peut-être par quelques qualités bien modestes d'esprit, je suis capable de supporter les dédains. A mon âge, je n'ai besoin que d'une mémoire honorable, et j'espère la laisser après moi. Non, je ne crains pas pour ma mémoire, car je n'entends pas paraître au tribunal des partis ; devant eux, je fais défaut ; je ne fais pas défaut devant l'histoire, et je mérite de comparaître devant elle. Il rappelle les faits de sa présidence : J'éprouve un certain sentiment que je contiens à peine, quand je vois des hommes beaucoup plus jeunes que moi et qui ont encore apporté dans la politique plus de paroles que de faits, mettre en doute mon esprit conservateur. Il trace les principes de la constitution qu'il apporte : deux Chambres, avec dissolution en cas de conflit, et un pouvoir exécutif ; hors de là, il n'y a que la dictature. Loin de vouloir dissoudre l'Assemblée, il veut qu'elle dure assez longtemps pour faire les lois de la République conservatrice, qu'il définit ; alors, d'une main sûre, il lance le trait final : On nous a dit, avec une pitié dont j'ai été très touché, qu'on plaignait notre sort, que nous allions être des protégés, de qui ? Du radicalisme. On m'a prédit, à moi, une triste fin... et puis on nous a dit qu'il y avait une chose fâcheuse, outre une fin malheureuse : c'était d'y ajouter le ridicule. On me permettra de trouver cela bien sévère. Un homme qui aurait servi son pays toute sa vie, qui aurait, dans les temps les plus difficiles, sacrifié sa popularité pour la vérité, qui aurait rendu des services que je ne prétends pas avoir rendus, un tel homme, peut-être, pourrait traiter avec cette pitié des hommes comme ceux qui sont sur ces bancs — il désigne les ministres —. Je remercie l'orateur de ses sentiments compatissants. Qu'il me permette de lui rendre la pareille et de lui dire aussi que, moi, je le plains. De majorité, il n'en aura pas plus que nous ; mais il sera un protégé aussi, je vais lui dire de qui... d'un protecteur que l'ancien duc de Broglie aurait repoussé avec horreur : il sera le protégé de l'Empire ! Écouté en silence, crainte d'incidents imprudents, Thiers parle pendant 2 heures sans être à bout de souffle. Il faut à l'Assemblée, démontée, un moment pour se remettre. L'agitation reprend. La loi ordonne de lever la séance après que le Président de la République a parlé. Buffet annonce qu'on la reprendra à 2 heures, en dehors de la présence de M. le Président de la République ; il déploie ce jour-là contre Thiers toutes les ressources que lui fournit son autorité de président et que lui suggère sa rancune personnelle. Il est midi moins vingt. On va déjeuner.

Thiers se rend chez Buffet. Il veut assister à la fin du débat. Votre présence à l'Assemblée, à quelque titre que ce soit, est formellement interdite par la loi. — Et si je me rends dans la tribune présidentielle, que pourrez-vous faire ? — Je ferai immédiatement évacuer cette tribune et toutes les autres s'il le faut. Il se résout à attendre à la préfecture, tandis que la pièce se joue à l'Assemblée comme le duc de Broglie l'a réglée. L'attitude des 15 membres du groupe Target précipite le dénouement. L'ordre du jour pur et simple, accepté par Dufaure, est repoussé par 362 voix contre 348, et l'ordre du jour Ernoul, qui ne met pas en discussion la forme du gouvernement, mais regrette que le récent remaniement

ministériel n'ait pas donné aux intérêts conservateurs la satisfaction qu'ils avaient le droit d'attendre, est adopté par 360 voix contre 334. Thiers est battu de 16 voix. L'émotion de la Chambre se traduit par un étonnement silencieux, un embarras, un malaise qui se résolvent en fièvre. Que faire ? On veut en finir rapidement. Baragnon est chargé de traîner la séance en longueur pendant que les chefs se concertent. Aux acclamations et aux huées de la gauche, il demande, pour le soir même, 8 heures, une 3^e séance, qui est votée.

Lorsque l'on apprend à Thiers le résultat du vote, il comprend que l'écart de 16 voix est en sa faveur. Il faut le détromper. Sextius Aude assiste à la scène, et constate un très pénible désappointement. Mais Thiers se ressaisit aussitôt. Entre les deux séances, les chefs des droites prennent toutes précautions pour le cas où il voudrait conserver le pouvoir ; ils acclament le nom de Mac Mahon. La présence du maréchal à l'Assemblée devenait gênante ; sans qu'il sût pourquoi, on l'engagea à se retirer avant la fin. On le circonvient. Il proteste lorsqu'on lui dit que l'Assemblée va probablement le nommer Président de la République : Thiers est indispensable ; Thiers l'a nommé au commandement en chef de l'armée. Il saute dans sa voiture, se fait conduire auprès de Thiers et le supplie de garder le pouvoir au moins jusqu'à la libération complète du territoire. Mais Thiers en a assez. La majorité est ingouvernable. Après lui, personne ne pourra gouverner. *Que faire, demande Mac Mahon, si l'Assemblée me choisit ? Nos relations à tous deux me permettent-elles d'accepter ? — Vous êtes le seul juge. — Mais si vous me promettez de revenir sur votre démission, et d'accepter de nouveau la présidence, je refuserais. — Quant à cela, Monsieur le maréchal, c'est moi qui suis juge. Ce serait une comédie, je n'en ai jamais jouée, je ne jouerai pas celle-là. Et il lui tourne le dos.*

Ses ministres lui ont apporté leur démission. Il l'accepte, et rédige la sienne, dont la minute, raturée, subsiste à la Bibliothèque Thiers. L'Assemblée rentre en séance à 8 heures. Les visages sont pâles. Dufaure annonce la démission des ministres et celle du Président, au milieu d'un silence *fait de stupeur indignée d'un côté, de joie contenue de l'autre*. Presque aussitôt, l'orage se déchaîne. Foubert, de la Manche, velu comme une casquette de loutre, soutenu par l'amiral Jaurès, demande un vote pour savoir si l'on accepte la démission du Président. Buffet lit une motion de Broglie et de Changarnier, acharnés contre le vaincu, pour la nomination immédiate de son successeur. Foubert parle dans un superbe élan de colère vengeresse, venue du cœur. On ne l'écoute pas, on repousse sa motion par 31 voix. Deux ans plus tard, Thiers en fera un sénateur inamovible et gratifiera son fils d'un fructueux emploi. Buffet risque un éloge de Thiers ; le colonel de Chadois, Langlois et Choiseul lui coupent la parole : *Gardez le silence, M. le Président ! — Pas d'hypocrisie ! — Le silence serait plus digne !* Un tollé de cris d'indignation l'oblige à se taire. A 11 heures, l'Assemblée élit Mac Mahon. Le bureau va quérir l'adhésion du maréchal, qui la donne. Buffet l'annonce à 11 heures 30, et, lève la séance à minuit moins dix. Trois députés échangent leurs réflexions. Ricot : *Je ne croyais pas que ce fût si facile.* — Combarieu : *Que voulez-vous ? J'ai soutenu M. Thiers, mais, je le reconnais, vous avez tout fait légalement.* — Mazeau : *La République est perdue : dans 2 mois nous ne serons pas 200 à la défendre.* La droite a fait payer à Thiers sa volonté de la fonder.

Il criblé d'épigrammes ceux qui le forcèrent à *rendre son tablier*, métaphore de garçon de café qu'ils lui appliquaient journallement quand ils travaillaient à lui *ôter sa serviette*. Lorsqu'à minuit, de Marcère et quelques amis vont le voir à la préfecture, dans le grand salon où se tient le conseil, les ministres sont assis à leur rang autour de la table. Thiers s'est assoupi dans un fauteuil au coin du feu.

Il se réveille, se lève, leur serre les mains en les remerciant d'être venus, et leur dit adieu.

Quant au nouveau président, désormais l'ennemi de la gauche, il récolte un quatrain :

Mac Mahon, l'illustre vaincu,
Loyal, mais avide de gloire,
Tient à se faire dans l'histoire
La même place que Monck eut.

Lorsque Thiers prit le pouvoir, l'ennemi occupait 43 départements ; le gouvernement devait faire face à une insurrection de 300.000 hommes armés de 350.000 fusils, de 2.000 canons, et abondamment pourvus de munitions ; l'armée n'existait plus ; les finances étaient à plat, et le chef de la comptabilité du ministère apportait au ministre le dernier million dans son chapeau ; l'administration était désorganisée.

Deux ans plus tard, lorsque Thiers quitte le pouvoir, l'administration est réorganisée, les finances prospères, l'insurrection écrasée, et le territoire libéré.

XXX

LES DERNIÈRES ANNÉES

Le 25 mai au matin, toute la gauche, tous les républicains de Versailles envahissent la préfecture. Le maire et le conseil municipal viennent saluer l'ex-Président. Il se hâte de gagner Paris, où règne encore la consternation. Vous êtes dans la majesté de l'Histoire, ce trône où votre gloire peut défier et mépriser les Zoïles. Jamais tant de grandeur patriotique et de si éclatants services n'ont rencontré une pareille coalition de motifs sordides et d'ingratitude. Le comte de La Guéronnière est lyrique. Le général de Galliffet dit plus simplement : Le regret que j'éprouve de vous voir quitter le pouvoir sera partagé par tous ceux qui aiment vraiment et avant tout leur pays. Maniglier envoie de Florence une lettre qui tient en un mot : indignation ! Jacques Ferrand publie une brochure enthousiaste, et malheureusement sottise : *Washington et Thiers*. L'abbé Orsini, aumônier des Invalides, envoie un témoignage de fidélité : Les assurances de zèle et de respectueux dévouement que j'ai eu l'honneur de mettre à vos ordres quand vous étiez quelque chose comme un roi de France, je viens les réitérer aujourd'hui que vous n'êtes plus que le premier homme d'Etat des temps modernes et le sauveur de notre patrie. A Douai, Abel Desjardins interrompt son cours pour rendre hommage à Thiers : l'enthousiasme de ses 400 auditeurs est tel, l'acclamation et l'émotion si vives, qu'il doit renoncer à poursuivre sa leçon. Achille Ferrère, neveu de Laffitte, homme d'esprit, caractère indépendant et sauvage, vrai banquier philosophe retiré des affaires avec une fortune honnête, resté pendant 50 ans l'ami de Thiers et de Mignet qu'il voit tous les 3 ou 4 ans, fait une démarche pour rencontrer Thiers. L'honnête Chambolle envoie des vers. Les témoignages d'admiration de diplomates, de particuliers connus ou inconnus, affluent, même de l'étranger. Nous en voulons à la révolution parlementaire pour le mal qu'elle a fait à la France. Le suffrage de Duvergier est fait pour aller au cœur de Thiers : Je ne doute pas de votre résolution. Ce qui me console, c'est que vous quittez la présidence fièrement, dignement, avec tous les honneurs de la guerre... Vous ne pouviez pas mieux descendre du pouvoir. Le Journal de Bourges nous apprend que le vote du 24 mai est dû aux pèlerinages de Lourdes et à l'intervention de la Vierge immaculée. Vous voyez que vous aviez affaire à forte partie.

Trois jours après sa chute, vers 3 heures et demie, Thiers fait une apparition à la Chambre. Waddington et Rémusat l'en ont détourné. Son entourage l'y poussa. Un député, Clapier, parlait de locomotives. Soudain, la salle s'emplit. De la buvette, des couloirs, on accourt. La gauche est à son poste. A peine Thiers s'est-il engagé dans la travée qui sépare le centre gauche du centre droit, que toute l'opposition se lève et le salue de 2 ou 3 salves d'applaudissements. Il s'incline légèrement et continue sa route, entre dans son banc et s'assied à l'extrémité, près du comte Rampon. La droite ricane. Quelques-uns crient à Clapier de continuer, ce qui provoque à gauche une nouvelle salve

d'applaudissements. Cette rentrée en scène inquiète Lacombe : Comme il a pour les fautes d'autrui une clairvoyance implacable, il pourra être bien dangereux. Au général du Barail, rentrant de Suède, il se montre décidé à mener une lutte acharnée contre son successeur. Ce n'était plus le petit vieillard que j'avais connu si vif, si alerte, si remuant, s'occupant de tout, prenant intérêt à tout, apprenant tout à tout le monde, frétilant, malicieux, enjoué, et, en somme sympathique. Affaîssé dans son fauteuil, les traits tirés, paraissant vieilli, il ne dissimulait pas combien sa chute lui avait semblé douloureuse. Mais on annonce une députation ; il se redresse et redevient lui-même. En vérité, sa santé commence à décliner. Malgré son tempérament de fer, il paie ses excès de travail et les efforts physiques qu'il a fournis. Il eut des syncopes et des hémorragies nasales après ses deux derniers grands discours. On règle sévèrement son régime alimentaire. En fait, il est beaucoup plus mordant et vivant que ne le présente du Barail. A son entourage, il dévoile la cause de quelques hostilités personnelles d'un extraordinaire acharnement. Il dit que Mac Mahon n'a d'opinion sur rien sauf qu'il est légitimiste, et à ce propos il demande incidemment à la princesse Troubetzkoï : Vous qui voyez les monarchistes, croyez-vous qu'ils fassent beaucoup d'arrestations ? Emmanuel Arago ? C'est un coquin, j'en ai la preuve ! Ce n'est pas seulement un sot, c'est un coquin. Il a mené tout le 24 mai avec de Broglie et Buffet.

Mais, très vite, il reconquiert sa bonne humeur, et bientôt on ne l'aura jamais vu si gai. Il lâche des aphorismes d'une philosophie désabusée : connaissant tous les partis, il les méprise tous également. Se plaindre qu'on achète les journaux, c'est se plaindre qu'on achète une fille publique. Dans ces conversations familières, sa physionomie s'éclaire de ce reflet caustique, malicieux, que les intimes connaissent bien. Les traits se succèdent, sans effort de phrases, avec un juste à point inimitable ; à chaque trait, un léger mouvement nerveux serre les lèvres l'une contre l'autre avec, un petit claquement, la bouche se pince, esquissant des jeux de physionomie imperceptibles, d'une infinie délicatesse. Les mains derrière le dos, le corps se balançant un peu, la tête aussi effectuant de petits mouvements continuels et saccadés, il promenait sa parole sur tous les sujets comme une lumière féérique dirigée par la baguette d'un invisible magicien ; sa voix de fausset, si pénétrante, avec laquelle chaque expression était accentuée, vibrait singulièrement. Sa note grave, il la donnait en ralentissant son débit, en baissant le ton. Venait-on de rire ? Une minute après l'émotion vous gagnait. Voici une réponse à J.-J. Weiss : Vous avez du talent, mon cher Weiss, vous savez écrire, et c'est une belle profession, mon cher Weiss, celle d'écrivain. Vous êtes intelligent, très intelligent, et fin. Ne me demandez donc pas ce que vous avez à faire... Si vous ne le savez pas, qui vous l'apprendra ?... Adieu, adieu, mon cher Weiss. En 1873, il définit Gambetta : D'admirables dispositions, s'il travaille. C'est un beau tempérament ; il parle, par moments, avec une très grande éloquence. Il est jeune, il a de l'avenir. Les circonstances l'ont gâté, et les événements le formeront. S'il est sage, il arrivera.

En quittant Versailles, il s'est installé dans l'entresol du général Charlemagne, 48 boulevard Malesherbes. Mais le bruit, la chaleur, la poussière le fatiguent et gênent son travail. Il loue l'hôtel Bagration, faubourg Saint-Honoré. De là, il suit de très près la reconstruction de son hôtel. Il entretient une correspondance suivie avec l'architecte, Aldrophe, et, de ses diverses villégiatures estivales, lui envoie les instructions les plus minutieuses. Il surveille lui-même les travaux. Couvert de plâtras, il ne dédaigne pas de causer avec les passants. Il complète ses instructions à Aldrophe par celles qu'il expédie à Aude. Les propriétaires de

l'hôtel étant Mme Thiers et sa sœur, elles signent les contrats avec les entrepreneurs, et y inscrivent les ventes qu'elles leur consentent de terrains qu'elles possèdent à Passy. Thiers reçoit de l'Etat 1.050.000 frs, somme bien insuffisante non seulement pour payer les frais de reconstruction, mais aussi pour compenser la valeur des objets d'art perdus ou volés. Un inspecteur de police, Alvarado, est spécialement chargé de retrouver les objets volés. Mme Thiers demande une enquête particulière pour un album de peintures fines auxquelles elle tenait beaucoup. Paul Baudry offre en don viager les copies des sept cartons d'Hamptoncourt qu'il a léguées au Louvre. Maniglier et Tourny copient à force les chefs-d'œuvre dont il veut avoir la reproduction sous les yeux. A l'automne de 1874, il fait avec sa femme et sa belle-sœur un dernier voyage en Italie, où il est triomphalement accueilli ; il achète pour 105.000 frs d'objets d'art. Au retour, il s'arrête à Menton pour déjeuner avec sa cousine germaine, Mme Gastaldy, âgée de 82 ans, puis à Nice où il passe 3 semaines chez Montalivet qu'il n'a pas vu depuis 1868 ; tous deux évoquent de vieux souvenirs, et c'est un rayon lumineux dans ma solitude intellectuelle, dit son hôte.

L'été, il accomplit tous les ans, de 1873 à 1876, un voyage en Suisse. Les Français établis dans les villes qu'il traverse lui expriment leur reconnaissance. C'est là que Duvergier lui apprend, en septembre 1875, une grave maladie de sa vieille amie Mme de Rémusat. Les chaleurs l'éprouvent, en août 1876, à Ouchy, où il fait appeler un médecin de Genève ; Mignet s'inquiète ; lui prétend que sa santé est excellente ; il mange et travaille comme de coutume.

Lors de l'évacuation de Nancy, le 5 août, le nom de Thiers est sur toutes les lèvres, sur toutes les inscriptions qui pavoisent la cité enthousiaste. Le 16 septembre 1873, à 7 heures, les Allemands évacuent la dernière localité occupée, Conflans-Jarny ; à 9 heures, ils franchissent la frontière ; à 9 h. 40, le dernier soldat, Jahnke, repasse en Allemagne : un patriote de Rozerieulles le photographie avec deux de ses camarades, et leur fait signer l'épreuve qu'il envoie à Thiers. Il est en Suisse ; les ovations l'accompagnent ; Lausanne lui donne une sérénade. A Belfort, on lui ménage une réception, dont ses ennemis politiques prennent texte pour le traiter d'agitateur. Aussi décline-t-il l'invitation du maire de Nancy, quelque désir qu'il ait de satisfaire à celui des populations de l'Est, anxieuses de le voir et de lui témoigner leur reconnaissance. En octobre, il échange des lettres d'adieu avec Manteuffel, qui se répand en éloges sur son compte ; il en fait autant et demande une récompense pour Saint-Vallier.

Adresses, lettres de félicitations, poèmes, chansons, arrivent de tous les points du territoire et de l'étranger. Il répond à Jules Ferry qui lui transmet l'adresse votée par les républicains du conseil général des Vosges : Je ne cherche ni le bruit, ni les démonstrations, mais je reçois avec gratitude les témoignages sincères de mes concitoyens ; leur suffrage est la seule récompense que j'ambitionne, et celle-là, le caprice des partis ne l'ôte pas plus qu'il ne la donne, quand elle est fondée sur la vérité. Je crois que c'est le cas ici, car quoi qu'en disent les ennemis que je ne croyais pas si acharnés qu'ils le sont, j'ai cependant depuis 3 ans fait quelque chose pour le pays. Le pays veut bien le reconnaître, et je me tiens pour suffisamment rémunéré. A l'hôtel Thiers, dans une vitrine, albums couverts de signatures, médailles d'or, souvenirs variés depuis un somptueux chronomètre de Besançon jusqu'à un buvard en lave du Pérou, attestent matériellement l'immense popularité de Thiers. Rarement vit-on désaccord plus éclatant entre une assemblée parlementaire et le vœu du pays. Il est fondé à le dire : On pourrait sans doute me priver de la joie de présider à la fête de la libération, mais on ne pourrait me priver de l'honneur d'avoir mis fin à

l'occupation étrangère longtemps avant la date prévue par les traités. Legouvé le lui écrit : Vous avez maintenant votre nom, le *Libérateur* ; avouez que vous êtes bien vengé ; l'histoire n'a pas souvent présenté ce noble spectacle d'un homme d'Etat tombé du pouvoir et recueilli par le pays, et plus acclamé cent fois dans sa retraite qu'il ne l'a jamais été comme chef d'Etat. En mai 1874, avec C. Périer et l'amiral Pothuau, il rentre à Paris par la gare Saint-Lazare : la foule l'acclame. Jamais vous n'avez été plus populaire, écrit Saint-Hilaire en octobre. Votre nom vit dans tous les cœurs en Algérie. De Bathoum, le secrétaire d'ambassade Patenôtre dit dans une lettre à Jules Ferry : Quant à M. Thiers, sa popularité dépasse tout ce qu'on peut imaginer. On ne s'explique pas qu'il ait pu être renversé : ces jours derniers, à un grand dîner, le Gouverneur a bu à sa santé, et tous les assistants ont poussé des hurrahs en son honneur. Bismarck lui envoie des vœux au jour anniversaire de sa naissance, et Manteuffel continue à Naumbourg l'habitude qu'il a prise à Nancy de donner un dîner ce jour-là ; avec Ranke, il y boit à la santé de Thiers. Le roi Victor-Emmanuel lui fait exprimer ses sentiments d'amitié. Le comte de Prokesch Osten, âgé de 80 ans, commence une lettre : Excellence — non pas comme titre mais comme valeur —. Encore un témoignage de Jules Ferry, dans une lettre du 15 septembre 1873 à Mme Emile Accolas : Chez nous, la restauration du droit divin est une cause perdue. Le paysan est thiériste, pour le quart d'heure. La popularité profonde, absolument démocratique que ce nom a conquise n'est pas un des phénomènes les moins curieux de ce temps-ci. Le nom de M. Thiers a pris la place du nom de Gambetta dans la passion des foules... La masse du suffrage universel, non dans ses coterie dirigeantes, mais dans son courant spontané et irrésistible, n'aperçoit entre Thiers et Gambetta qu'une nuance qu'elle néglige, comme toute nuance. Le petit bourgeois a son portrait dans toutes les chaumières, et les pauvres annexés d'Alsace ont placé son nom dans les prières des petits enfants. Feuilletant l'album de famille, les enfants le reconnaissent et le désignent du doigt en disant : Tonton Thiers.

En mai 1875, il réintègre l'hôtel de la place Saint-Georges redevenu ce qu'il était avant la destruction, un peu plus important d'aspect, décoré d'objets d'art et garni de livres. Il y achève sa longue carrière dans un rayonnement de gloire. Il reçoit l'hommage de lecteurs de son *Histoire du Consulat et de l'Empire*, des dessins, des tableaux, des ouvrages admirativement dédiés. Le prince Orloff lui envoie deux albums du général Dournovo qu'il décora jadis. Washburne le prie de poser pour Healy, le plus célèbre peintre de portraits des États-Unis. Il ne va plus guère à l'Académie, mais continue à donner pâture à son inlassable curiosité. Il visite souvent Le Verrier à l'Observatoire, et reçoit de Marié Davy, directeur de l'Observatoire de Montsouris, l'annuaire résumant le travail accompli depuis qu'il lui en confia la direction ; l'intérêt qu'il porte aux travaux des astronomes lui vaut un exemplaire de la médaille frappée par ordre de l'Académie pour perpétuer le souvenir du passage de Vénus en 1874. Ch. Martins, du Jardin des Plantes de Montpellier, lui envoie ses travaux sur la question glaciaire, qui l'intéresse également. Il revoit les travaux de sa jeunesse, se fait le disciple des savants les plus connus, les interroge dans leurs cabinets et leurs laboratoires pour se mettre en état d'exposer, avec cette clarté dont il avait le secret, le progrès des arts et des sciences depuis les premières lueurs de l'esprit humain jusqu'au magnifique développement qu'ils ont pris de notre temps. Il est heureux de se livrer à sa grande œuvre qui, dit-il, fera, je l'espère, du bien aux esprits si j'ai pour l'achever le temps qu'il faudra encore. A la garde de Dieu ! Il a 78 ans.

Une atmosphère d'affection l'entoure. Saint-Vallier, Jules Favre lui donnent des marques répétées de celle qu'ils lui ont vouée. Hors les jours où il reprend les réceptions et les habitudes d'autrefois, on se retrouve le dimanche chez lui, dans l'intimité, dans le grand salon donnant sur le jardin. Les hommes de sa génération, les compagnons des luttes politiques, adversaires ou amis, s'égrènent. Victor Cousin, familièrement le **Philosophe**, est mort depuis 1867. Le 13 septembre 1874, Guillaume Guizot lui fait part de la mort de son père. En 1875, Charles de Rémusat disparaît. En 1876, Thiers rencontre une dernière fois Mary Clarke, devenue Mme Mohl : tous deux causent longuement, se rappellent le lointain passé où le petit étudiant s'attardait à bavarder si avant dans la nuit que la concierge se fâchait ; il avoue les tendres sentiments qu'alors Mary Clarke lui inspira, et la petite vieille s'en va, tout émue de cette ultime confidence. Le 26 mai 1876, il éprouve un accès de tendresse pour Chambolle : **Je vous compte au nombre des meilleures amitiés de ma vie. En approchant de la fin, je fais mon compte, et d'amis tels que vous, aussi éclairés, aussi droits, aussi intelligents, on n'en compte guère.** Le fidèle Mignet vieillit à ses côtés, les forces déclinantes, l'œil dont il se servait se troublant, toujours inquiet de la santé de son grand homme. Le 10 mai 1877, Lacombe accompagne, place Saint-Georges, B. Saint-Hilaire, demeuré le féal de son ancien Président. **Bonjour, mes chers amis !** Il les fait monter dans sa chambre, leur montre son cabinet, une admirable galerie. Il demande affectueusement à Lacombe de ses nouvelles, et comme le jour le gêne, il lui fait changer trois fois de place afin de bien le voir, dit-il. Il lui demande ce qu'il fait, où il habite. Lacombe lui parle du général Davout, qu'il voit à Clermont. Aussitôt, une page épique sur ce brave général, si intelligent, si héroïque ; puis l'histoire de son grand-oncle, le prince d'Eckmühl, son histoire à lui en Algérie, à Metz, pendant la Commune. Il rappelle comment il réussit à la vaincre et à rentrer dans Paris. Il aborde la question religieuse. **Il y a des coquins qui voudraient détruire la religion.** Après un mot affectueux pour l'évêque d'Orléans, il passe à la loi militaire, revient sur la question monarchique **qui a tout brouillé.** Lacombe lui rappelle qu'en 1870 il annonçait la triple dissolution financière, militaire et religieuse de la société que déterminerait la gauche. **Il en convient. Il parle de tout cela avec bonne humeur. Au fond, un peu triste et résigné, véritablement affaibli, il s'attendrit souvent, et a les larmes aux yeux en nous disant de venir le revoir.** Il approuve son portrait par Bonnat, qui lui donne l'air sérieux. **On peut, dit Lacombe, croire que c'est le patriote attristé par les malheurs de la patrie.** — Ah ! Il lève les bras, ses yeux se mouillent encore une fois. Il promet la gravure dès qu'elle sera terminée. Il finit en parlant de la situation internationale de l'Europe qui se reforme.

Duvergier, malade, se terre dans son coin de Herry. Il ne peut plus descendre dans son jardin, mais parle toujours politique. Il prévoit un coup d'Etat de Mac Mahon. Le 29 mai 1877, il engage Thiers à se bien soigner pour reprendre son rôle politique. Thiers a 79 ans. Il suit le conseil. En fait, depuis sa chute, il n'a jamais complètement abandonné la grande passion de sa vie.

Le jour de sa réapparition à la Chambre, le 27 mai 1873, Tréveneuc lui explique pourquoi il vota contre lui. Thiers s'explique à son tour : **L'intérêt conservateur était dans mes mains plus en sûreté que dans les mains où il pourra être, quelles qu'elles soient, et c'est pour cela que vous, monarchistes passionnés, m'avez pris en haine. Un petit complot que je connaissais, tramé par des ambitieux dont le mérite ne justifie pas l'ambition, et par des candidats alarmés pour leur réélection, a soulevé une partie de la Chambre et a entraîné son vote. On a cru sauver les élections futures, et je crains bien qu'on ne les ait gâtées.** Il aurait

fallu apaiser, et on aura irrité. C'est ainsi qu'on fait depuis 50 ans, et qu'aucun gouvernement ne peut s'établir. Je ne pouvais me faire l'instrument d'une telle politique. Je me retire, fort heureux au fond de retourner à mes études chéries, et très fier des services rendus à mon pays. En se séparant de moi, on aurait pu le faire plus dignement. Mais je n'ai, croyez-le bien, aucune humeur contre ceux qui ont voté comme vous l'avez fait ; vous êtes indépendant et énergique et votre exemple prouve combien il est difficile de résister à son parti, puisque vous aviez pour moi une amitié que je n'ai jamais ni méconnue, ni négligée. Mais, croyez-le, vous avez tous plus servi les radicaux que les conservateurs.

Il sert les républicains en communiquant à Gambetta une circulaire confidentielle, visant l'achat de journaux par le gouvernement et qu'il tenait d'un préfet. Gambetta la lit à la Chambre ; le ministre Beulé déclare n'en avoir pas eu connaissance. Thiers ne retourne pas à la Chambre ; Duvergier le relance : il comprend une abstention momentanée, mais le moment n'est-il pas venu d'y reprendre sa place ? En félicitant Thiers d'un petit discours qu'il vient d'adresser aux dames de Belfort, Duvergier parle de la lettre adressée par le comte de Chambord à Cazenove de Pradine ; elle lui causa un vrai plaisir : C'est surtout par l'à-propos que se distingue ce grand prince. Chaque fois que la fusion paraît en bon train, vite il intervient avec un seau d'eau froide qu'il décharge sur la tête de ses amis. Le 30 octobre 1873, Thiers jubile en lisant, à haute voix, adossé à la cheminée devant les personnes venues à sa réception, la lettre du prince mettant fin à toute entreprise monarchique. Je voudrais voir le tête de Pasquier, ajoute-t-il malicieusement.

Au cours de la discussion qui suit la lecture du message de Mac Mahon demandant l'organisation d'un pouvoir exécutif durable et fort, le duc de Broglie ne peut se tenir de lancer des traits hautains contre Thiers, et comme il sent son succès, il les lance avec ce sourire de contentement qui, en pareil cas, lui est habituel. Au surplus, il répéterait ses mots 5 ou 6 fois, en crachotant un rire comme dans la conversation. Il fait voter le septennat. Thiers reste jusqu'au bout de la séance, pâle et digne.

A la fin de l'année, Bazaine est condamné. Son défenseur, Lachaud, transmet à Thiers les remerciements du maréchal pour la haute impartialité, la conscience et la perspicacité dont il fit preuve à son égard. Au cours de l'année 1874, il traite de tactique électorale dans sa correspondance avec Montalivet, C. Périer et nombre d'autres. Après le 16 mai, où le duc de Broglie tombe un an après avoir pris le pouvoir, une délégation des républicains de la Gironde offre à Thiers son médaillon et une adresse énumérant les services qu'il rendit à la France, à la liberté et à la République. Des pétitions demandent la dissolution de l'Assemblée : Thiers a beau jeu à rappeler combien il eut raison de déclarer la République seule forme de gouvernement possible en France ; il conseille la modération envers l'Assemblée, qui saura prendre en temps opportun une résolution conforme aux intérêts de la France. A son tour, il jette une pelletée de terre sur le duc de Broglie : Le 24 mai 1873, on ne pouvait pas dire que j'avais mal usé du pouvoir, mais on me reprochait de n'avoir pas su ou voulu ramener le pays dans les voies de la monarchie. Nous n'aurions pu imposer l'autorité de l'Assemblée si nous avions annoncé qu'elle venait établir la République... Les hommes qui m'accusaient ont tenu le pouvoir un an, avec la force matérielle et une majorité monarchiste : eux-mêmes n'ont pas rétabli la monarchie, uniquement parce qu'ils ne le pouvaient pas. Excellente réponse, dit Duvergier, mais que Thiers ne s'expose pas au reproche de parler quand personne ne peut plus lui répondre ; il

ne s'afflige pas de la chute de Broglie, et discerne que le coup d'Etat est, au fond, la pensée de la droite.

Le 27 mars, Thiers monte à la tribune pour la dernière fois. On discute la construction des forts autour de Paris ; il blâme l'enceinte étendue que préconise le projet de la commission soutenu par le général du Barail et le général Chabaud La Tour ; il ne veut pas que l'on fasse de Paris et de Versailles le champ de bataille ; il préférerait réduire la dépense au profit des effectifs ; il préconise certains emplacements. Il est battu par 386 voix contre 191. En mai, il prend l'initiative d'un projet de loi [heureux pour la dignité de la science](#), dit Pasteur. Désormais, s'il donne toujours la direction au centre gauche, il ne prend plus part aux discussions : Duvergier regrette cette abstention ; que Thiers craigne, en intervenant, de fournir la preuve qu'il veut reprendre le pouvoir : soit, mais pourquoi se taire, puisqu'on lui attribue tous les projets contraires au gouvernement du maréchal ? Leur parti y perd des avertissements salutaires.

A l'automne de 1874, discussions rétrospectives sur le pacte de Bordeaux et le 24 mai, préparatifs d'élections. Mme de Rémusat décrit des manifestations hostiles au comte de Chambord : [Tous les soirs on vient dans la cour avec la musique du village, et il y a dans la cour 5 à 600 personnes. Je suis accostée par des hommes et des femmes que je ne connais pas, qui prennent ma main et me disent : N'est-ce pas Madame, M. Thiers sera content. Cette façon dont les plus ignorants associent le nom que je porte au vôtre, me touche singulièrement...](#) Adieu, mon cher ami, l'ami de mes jeunes années et de ma vieillesse. Beaucoup sont persuadés que son intervention assurera le succès de la cause républicaine. Le 30 janvier 1875, le vote de l'amendement Wallon engendre la Constitution de 1875, à une voix de majorité : Thiers l'a voté ; Broglie a voté contre, puis se résigne à voter les lois constitutionnelles qui en découlent. Il dit à Lacombe : [Je sens bien que ma situation est ridicule. Elle est détruite. Je ne peux plus rien.](#) En mars, Renan parle de Thiers à la princesse Julie Bonaparte : peut-être les derniers événements modifièrent-ils ses idées de retour, et cependant il projette un voyage en Egypte et en Grèce ; son activité demeure très grande : [Son esprit curieux et ouvert a quelque chose de très attachant, même quand on y trouve des lacunes et des partis pris.](#) En juillet, Lacombe note que la dissolution est son idée fixe. A l'automne, il se repose à Arcachon en attendant les élections ; le 17 octobre, les notabilités républicaines, conduites par l'ancien maire de Bordeaux, Fourcaud, lui rendent hommage. Thiers rappelle ses angoisses lorsqu'il vécut parmi eux, la rude tâche qu'il remplit, l'échec de la monarchie à la suite des démarches du gouvernement du 24 mai à Frohsdorf. Aujourd'hui, la République n'est plus une question de principe, mais d'application ; il faut s'atteler à la faire réussir. Il trace le programme, fournit les arguments, et conclut sur une apologie de la Révolution et des principes de 1789. Ce discours a un immense retentissement. [Le devoir est bien là où vous l'avez placé](#), dit Ernest Picard ; [ces conseils donnés de haut deviendront certainement la règle de tous les comités.](#) Jules Simon constate : [Vous recevez en ce moment les compliments du monde entier.](#) Duvergier lui adresse ce seul reproche, d'avoir été trop modéré, d'avoir trop ménagé ses adversaires.

Le 12 novembre, on vote au scrutin secret sur le scrutin d'arrondissement ; Thiers paraît mal portant, la mine fatiguée, enveloppé dans un grand paletot ; cependant le vieux lutteur se tient au pied de la tribune, prêt à monter le premier à l'assaut pour renverser le cabinet. Fin décembre, il refuse un siège au Sénat offert par les délégués sénatoriaux de Saône-et-Loire. Le 20 février 1876, il est réélu député du IXe arrondissement de Paris. [Vous êtes pleinement vengé](#),

écrit encore Duvergier ; Buffet essuie un quadruple échec. Cette année-là, les événements d'Orient lui valent des marques de sympathie des patriotes musulmans, et Arnim invoque son témoignage au procès qui lui est intenté. Il mène la campagne politique avec les *Débats* et la *République française* où il va souvent ; un jour, il y trouve Gambetta en déshabillé, les pieds dans des pantoufles brodées : Ah ! ah ! M. Gambetta, on voit bien que vous êtes aimé de la tête aux pieds ! Au 16 mai, il s'allie publiquement avec le grand tribun ; certes, il le malmena en 1871, mais eut toujours de l'amitié pour lui ; il lui dit aujourd'hui : Je vous présenterai à l'Europe.

1877 : l'année de ses 80 ans ! En juin, grand motif de satisfaction : Broglie, suivant la tactique de la droite qui veut enlever à Thiers le mérite de la libération du territoire, exalte exagérément le rôle de Pouyer-Quertier ; le 16, Fourtou, ancien ministre de Thiers, devenu ministre du Seize mai, pour justifier la politique de son gouvernement, prétend que l'Assemblée pacifia le pays et libéra le territoire. A ces mots, la gauche et le centre se lèvent comme un seul homme ; tous se tournent vers le vieillard assis à l'ouverture d'une travée de l'hémicycle, et s'écrient : Le voilà, le libérateur du territoire ! parmi les acclamations et les applaudissements. Fourtou explique : Je n'enlève rien à personne... Je n'enlève pas à l'homme d'Etat illustre qui est devant moi et que personne n'honore et ne respecte plus que moi-même, l'honneur et la gloire qui lui appartiennent, mais il ne voudrait pas les revendiquer pour lui seul. — Ce que lui ne peut pas faire, l'Histoire le fera ! tonne la voix de Gambetta. Peu après, le maire Bernard et Saint-Vallier le glorifient encore aux fêtes de Nancy.

Sa santé décline visiblement ; ses joues se creusent. Il ne marche plus. On ne le voit plus passer qu'enfoncé dans son coupé, le visage pâle, immobile, son paletot noir boutonné faisant un large pli au creux de la poitrine. Il va le mois d'août à Dieppe. Alors que partout Mac Mahon est fraîchement accueilli, les Dieppois font à Thiers un accueil chaleureux et vibrant. Le 15, un coup le frappe : la mort de Duvergier de Hauranne, qui depuis quarante ans le soutient, l'encourage sans craindre de le critiquer. Mais il n'abandonne pas la lutte pour cela. Il se prépare aux élections fixées au 14 octobre, Mac Mahon ayant en juin précédent demandé la dissolution de la Chambre. Le 18 août, Thiers envoie ce mot à Gambetta : Mon cher collègue, j'ai reçu votre très intéressante lettre, et je vous remercie des précieux détails qu'elle renferme. Je vais passer à Paris quelques jours, et je vous entretiendrai verbalement de tout ce qu'il serait trop long d'écrire. En attendant, je vous félicite de votre beau discours de Lille, qui est à la fois éloquent, très politique, et ferme dans la mesure des circonstances. Je serai à Paris demain matin dimanche. Il s'agit du fameux discours où Gambetta déclara que le jour où la France aurait ordonné, Mac Mahon n'aurait qu'à se soumettre ou se démettre. Thiers ne séjourne pas à Paris. Il va chercher le repos à Saint-Germain-en-Laye, et descend au Pavillon Henri IV. Il y trouve, dans son courrier, une lettre singulière, mais touchante ; Lacour, professeur de philosophie, lui dit en substance : en 1847, j'avais vingt ans ; rue Saint-Honoré, par une pluie torrentielle, et en l'absence de tout véhicule, j'abritai sous mon parapluie un passant que j'accompagnai jusqu'à la place du Châtelet ; là, le chef du bureau des omnibus s'adresse à mon compagnon : Il y a encore une place, M. Thiers. Je fus saisi de stupéfaction : c'était donc l'auteur de l'*Histoire du Consulat et de l'Empire* ? Il me posa des questions sur ce que je faisais à Paris et conclut : Travaillez et vous réussirez. J'ai travaillé et j'ai réussi dans ma modeste position. Aujourd'hui, je voudrais bien serrer la main de l'illustre vieillard.

Le jeune Joseph Reinach vient souvent le voir. Son grand chapeau haut de forme gris sur la tête, Thiers trotte sur la terrasse auprès de la duchesse de Vicence, élégante, grande et mince. Le 27 août, il remercie Alexis Pierron qui lui fait hommage de sa traduction d'Eschyle : *Mon cher maître, vous nous apprenez tous à avoir de l'esprit et du bon sens en bon langage ; je vous remercie du prix de discours français que vous m'avez décerné. Je mettrai ce petit volume dans ma petite bibliothèque, celle qui n'est pas dans ma grande galerie, mais dans ma chambre à coucher, Ils sont là une centaine de petits volumes, légers à la main, de caractères lisibles, faits en un mot pour être lus, et non vus à travers des rayons éblouissants de dorure. Là, quand je suis fatigué, un peu malade, dégoûté de l'esprit de nos conversations, je m'adresse aux grands esprits, et ne veux vivre qu'avec eux. C'est là que vous viendrez me faire vos adieux quand je quitterai ce monde pour l'autre, où nous devons retrouver tout ce que nous avons aimé et estimé. En attendant ce jour, il faut nous voir, car le temps qui me reste ne saurait être bien long. En allant au plus pressé, je vous charge de vous entendre avec *Mousu Giraud* pour venir dîner un jour de cette semaine à Saint-Germain. J'admire toujours plus ce lieu, bien supérieur à Versailles par le goût et la vraie grandeur. Ceci dit sans rancune pour le temps présent, auquel je ne penserais pas à propos d'un volume d'Eschyle. Adieu donc, et tout à vous. L'*Eschyle* de Pierron fut pieusement placé, et se trouve toujours, dans sa bibliothèque de chevet.*

Entre temps, il travaille à son manifeste électoral. Le 30 août, il s'adresse à Jules Ferry : *Mon cher ami, j'ai reçu votre excellente et très instructive lettre, qui concorde avec ce que nous savons et ce que je crois : l'existence d'un courant profond et fort. Ici, nos gens tournent à l'hébétement. M. Gambetta est enchanté. Vous figurez-vous ce que sera un tel procès ? Je crois le coup d'Etat désormais impossible. Tout cela finira par une farce grotesque et une confusion plus grotesque encore. Vous me dites que je devrais parler. C'est ce que j'ai fait l'autre jour et quelques mots les ont mis en fureur. Mais je tiens mon manifeste électoral tout prêt, et j'attendrai le moins possible pour le publier. Votre idée pour la question dont nous avons parlé est excellente, et je l'adopte intégralement. A vous de cœur. J'ai reçu avant-hier la dépêche suivante télégraphique, qu'on aura lue à l'Elysée comme toute dépêche télégraphique : *Deux de vos amis, réunis dans la campagne de l'un d'eux, vous souhaitent bon succès. Signé : Ranke, maréchal de Manteuffel.* Ces deux personnages sont les amis intimes de l'empereur Guillaume. Vous savez que Ranke est le premier écrivain d'Allemagne. Les républicains, sûrs du succès, comptent renverser Mac Mahon et le remplacer par Thiers, qui songe à former un ministère Jules Ferry-Gambetta.*

Depuis qu'il est à Saint-Germain, il a de longues conversations avec Meissonnier. Le 1er septembre, discussion : avec une ardeur juvénile, un enthousiasme de 25 ans, Thiers défend Delacroix dont il fut le premier à saluer le talent naissant. Le dimanche 2, Joseph Reinach passe la soirée avec lui ; il l'entend donner rendez-vous à Saint-Hilaire pour le lendemain à Paris, puis, jusqu'à 11 heures, Thiers parle de la campagne électorale, de la victoire des républicains qui est certaine, de son retour à l'Elysée, de l'Italie et de l'histoire de Florence qu'il a toujours l'intention d'écrire ; il disserte sur Michel-Ange, revient à la loi militaire, passe en revue les généraux de 1870, défend Bazaine, véritable homme de guerre, et cible de flèches Mac Mahon. A la porte, il prie Reinach d'aviser Gambetta qu'il le verra à Paris, le lendemain.

Le lundi matin, 3 septembre, il se lève de bonne heure, comme toujours. De 6 heures et demie à 7 heures, il se promène sur la terrasse de Saint-Germain. Le temps est froid et humide. Il rentre, et s'attelle au travail. A l'heure du déjeuner, il se met à table dans le petit salon situé à l'extrémité du pavillon neuf de l'hôtel, dont 2 fenêtres ouvrent sur les grottes, une sur la rue du Château-Neuf, une sur le jardin de l'hôtel. Il mange avec appétit de tous les mets qu'on lui présente. On lui sert une pêche cuite. A peine l'a-t-il portée à sa bouche qu'il devient très pâle. et se renverse sur le dossier de sa chaise. Mme Thiers et Mlle Dosne lui humectent les tempes avec de l'eau. Il revient à lui : **Sortons ! Je veux sortir !** Sa voix sonne tremblante, cassée. Dehors tombe une pluie froide et pénétrante. Des frissons le prennent. On rentre. On le déshabille, et, dans la pièce où il vient de déjeuner, on l'étend sur le lit de camp à couverture rouge qui le suit dans ses voyages. On appelle en hâte le docteur Lepiez qui constate l'état comateux et dit à l'oreille du secrétaire de Thiers : **Il est perdu !** Le docteur Barthe, son médecin ordinaire, mandé par télégramme, arrive à 3 heures et demie. Thiers fixe sur lui un regard vitreux, puis referme les paupières. Pas une goutte de sang ne vient au bout de la lancette après deux tentatives de saignée. Le docteur Barthe se penche vers Mme Thiers : **Madame, il est perdu.** A 6 heures 10, Thiers rend le dernier soupir. Le soir même, on transforme la chambre en chapelle ardente. Mme Thiers, Mlle Dosne, B. Saint-Hilaire, l'abbé Petit, veillent toute la nuit. La nouvelle ne parvient que tard à Paris, où l'on se refuse à la croire. Le 4 au matin, les journaux la confirment. Pendant que Saint-Hilaire fait dresser l'acte mortuaire, Meissonnier exécute un dernier portrait. Guillaume envoie un élève de l'école des Beaux-Arts, Lenoir, mouler la figure et le bras droit. Braun prend 4 clichés photographiques. Mme Thiers refuse de s'éloigner un seul instant.

La foule accourt à Saint-Germain. Télégrammes, lettres, cartes, adresses s'accablent, provenant des départements, des villes, des grandes Ecoles, de tous les pays du monde ; il s'y mêle des poèmes de Legouvé, d'Alfred de La Guéronnière, d'un chef de gare, d'un homme qui s'excuse de n'être allé en classe que jusqu'à onze ans, etc. De Besançon, le duc d'Aumale écrit à Mignet : **Mon cher confrère, j'apprends à l'instant la mort de M. Thiers, et mon émotion est profonde. Les souvenirs d'un passé déjà lointain, d'autres plus récents, reviennent en foule à ma mémoire : les événements du règne de mon père, auxquels M. Thiers prit une si grande part, les visites qu'il nous fit dans notre exil, cette séance de l'Académie où il voulut bien me servir de parrain, et par-dessus tout, les services éclatants que, dans nos malheurs, il rendit à la France ! Mon premier mouvement est de vous dire combien je m'associe à votre douleur, car je sais tout ce que vous devez éprouver. Quand vous le jugerez opportun, veuillez, mon cher confrère, être mon interprète auprès de Mme Thiers, auprès des parents de l'illustre ami que vous pleurez, et croyez que nul n'est plus que moi votre très affectionné confrère, Henri d'Orléans.** Des environs de Naples, Renan exprime à Saint-Hilaire son regret de ne pouvoir assister aux obsèques : **Le respect que j'avais pour M. Thiers, la bonté qu'il me témoignait dans ses dernières années, ont redoublé ma tristesse.** Les anciens ennemis même apportent leur hommage, et, ce jour-là, Bismarck engage ses amis à vider un verre en l'honneur de la mémoire du disparu.

Le gouvernement décrète des funérailles nationales. Mais Mme Thiers entend régler elle-même le cérémonial, et, en tous cas, payer les frais, dont elle verserait le montant aux pauvres de Paris, si le gouvernement refusait. Fourtou, ministre de l'Intérieur, observe qu'il n'est pas possible d'abandonner à une direction privée l'ordre d'une cérémonie d'Etat. Les funérailles se passeront donc

du concours du gouvernement. Le samedi 5, dans la soirée, le corps est rapporté place Saint-Georges, où, pendant trois jours, sans bruit, sans cris, dans un recueillement profond, stationne la foule. Le 7 au soir, on dresse une chapelle ardente dans le grand salon du rez-de-chaussée et on y descend le cercueil. Le public défile devant les fenêtres du jardin. Le 8, à dix heures du matin, par une pluie battante, la cérémonie commence. Le général de division Brauër, crêpe à l'épée, commande les troupes, détachements d'infanterie avec le drapeau du 119^e cravaté de crêpe, de cavalerie et d'artillerie. Les aides des cérémonies disposent les innombrables couronnes qui ne cessent d'arriver. Belfort envoie sa bannière de velours noir à la croix d'argent ; on lui donne une place à part dans le cortège. A midi, le cercueil paraît sur le perron. Les clairons sonnent. Les tambours voilés de crêpe battent aux champs. La pluie cesse de tomber. La troupe présente les armes. A l'église Notre-Dame-de-Lorette, on chante l'*Agnus Dei* de Stradella, qu'affectionnait le défunt. Puis, le cortège gagne le Père-Lachaise. Presque tous les magasins sont fermés. A toutes les fenêtres, des drapeaux crêpés de deuil. Une foule compacte, recueillie ; pas un cri, pas la moindre rixe, pas le moindre tumulte. Les larmes perlent à bien des cils lorsque passe la bannière de Belfort. Le général Charlemagne, neveu de Mme Thiers, conduit le deuil ; auprès de lui, le comte Roger du Nord, Mignet, B. Saint-Hilaire, Calmon, Manuel de Gramedo et des parents, puis les corps constitués. Vuitry, de Sacy, Jules Grévy, l'amiral Pothuau, le général de Cissey, Jules Simon tiennent les cordons du poêle. Le cortège passe devant le monument de Casimir Périer, et s'arrête devant celui, très simple, de la famille Dosne-Thiers. On y inscrit la devise que Thiers formula dans son testament : *Patriam dilexit, veritatem coluit*. Jules Grévy prononce un discours au nom de la France républicaine, de Sacy au nom de l'Académie française, Vuitry au nom de l'Académie des Sciences morales et politiques, et Jules Simon, en une brève allocution, évoque la carrière de l'homme d'Etat.

Un Anglais dira : Depuis le couronnement de la reine Victoria, je n'ai rien vu d'aussi splendide que les funérailles de M. Thiers et rien ne m'a donné plus d'estime pour le caractère français. Le jour même, Jules Ferry traduit pour sa femme l'impression qu'il ressentit : Je viens d'assister au spectacle le plus touchant et le plus grandiose que jamais regard humain ait contemplé. De la rue Lepelletier au Père Lachaise, un million d'hommes, échelonnés en masses profondes sur le passage du cortège funèbre, debout, tête nue, recueillis, l'immortelle à la boutonnière, saluant le char — couvert des montagnes de fleurs apportées par la France entière (384 villes étaient représentées) — d'un seul cri, roulant, grave, résolu, formidable, des deux côtés du boulevard : Vive la République ! et dans cette foule immense, passionnée, vibrante, pas l'ombre d'un désordre, d'un incident, d'une inconvenance. La haie se faisait toute seule, non par la présence des sergents de ville disséminés le long des trottoirs, mais par la résolution de ce peuple, le plus spirituel du monde, qui sent que l'histoire a les yeux fixés sur lui et qui veut qu'aucune ombre, aucune dissonance ne vienne troubler la marche triomphale de ce mort qui dans son cercueil reste un guide, une espérance, un symbole. La pluie battante jusqu'à midi s'était soudain arrêtée ; les vieux avec lesquels nous cheminions, les vieux qui ont vu les funérailles de Lafayette, de Périer et de Lamarque, disaient que leur mémoire ne leur offre rien de comparable. Léon Renault, qui a été préfet de Police, avait les yeux humides d'admiration. Il faut remonter jusqu'aux premières journées de la Révolution française, où le simple ruban tricolore suffisait à contenir les foules enflammées, pour retrouver un tel exemple d'un peuple ardent et chaque jour insulté, bafoué,

taquiné par un gouvernement odieux, faisant lui-même sa propre police, et trouvant dans la sincérité de son émotion, dans le sentiment du péril que traverse la patrie, le secret de faire à un simple citoyen des funérailles que jamais souverain, si grand qu'il fût, n'a tenues de l'amour de ses peuples. Chambolle note sur son journal : C'est l'honneur de ma vie d'avoir eu part pendant 50 ans à l'amitié de M. Thiers, et je ne crois pas m'être égaré en me retrouvant, à la fin comme au commencement de ma carrière, dans les voies qu'ont tracées son rare bon sens et son patriotisme. Je m'associe de toute mon âme, en ce jour de deuil, à la douleur de sa famille et aux regrets de la France. Pour lui, si odieusement calomnié par les partis en révolte contre la volonté nationale, ce n'est pas vainement qu'il a fait appel à la justice de l'histoire. Son caractère, ses travaux, ses actes attacheront à son nom un impérissable souvenir.

La presse du monde entier publie articles et études, équitables le plus souvent à l'étranger, ou qui vont de l'apologie à l'injure, car les partis ne désarment pas devant la mort. L'un des hommes les plus admirés et les plus injuriés de ce siècle, a dit, de Thiers, Jules Simon. Le Figaro publiait de son vivant ce quatrain : On dira quand il sera mort, — Pour glorifier sa mémoire, — Cy-gît celui qui vient encor — De délivrer le territoire. Aujourd'hui, le Pays répète : Cet homme n'est plus : tant mieux ! Et c'est la seule fois qu'il ait réellement, vraiment, libéré le territoire ! Par contre, on célèbre des services funèbres à Alger, en Uruguay ; le président de la République mexicaine, Porfirio Diaz, organise à la Société de Géographie une séance extraordinaire où on prononce des discours et où on déclame des poèmes. 96 villes de France donnent le nom de Thiers à une rue ou à une place. Des conseils municipaux placent son portrait dans la salle de leurs séances. La première, Nancy lui élève une statue, le 3 août 1879. Ce même jour, au Château d'Eau, Victor Hugo disait : Il y a 45 ans, à la tribune de la Chambre des Députés, un homme distingué, M. Thiers, a déclaré que les chemins de fer seraient les hochets de Paris à Saint-Germain. C'est radicalement inexact, mais l'assertion a fait son chemin. Viendront ensuite les statues de Saint-Germain-en-Laye et de Bône. Le 2 mars 1905, Eugène Rostand fait voter par l'Académie de Marseille une motion pour que cesse un état de choses injurieux à l'égard de notre illustre compatriote, du grand homme qui a sauvé la France de l'anarchie et libéré le territoire : une statue de Thiers, commandée, exécutée, et reléguée dans quelque oubliette municipale ; en attendant, on appose une plaque sur sa maison natale. En son temps vient l'hommage de l'Institut de France : à la séance publique annuelle du 8 novembre 1884, Jules Simon prononce à l'Académie des Sciences morales et politiques l'*Eloge de M. Thiers*. A l'Académie française, les choses sont plus compliquées ; Renan écrit en décembre 1878 : Mon discours est à peu près fini, mais Dieu sait quand je le prononcerai. Il faudra qu'auparavant Henri Martin ait fini son éloge de Thiers, et se soit mis d'accord avec Ollivier. Ce second point m'apparaît comme mythique. Ou je me trompe, ou cette séance-là n'aura pas lieu, au moins ne sera pas présidée par Ollivier. La séance a lieu le 13 novembre 1879, et, en effet, Emile Ollivier ne la préside pas, ce qu'il eût dû faire, réglementairement, puisqu'il était directeur au moment de la mort de Thiers. Après deux séances de discussions, sur le refus d'Ollivier de supprimer de son discours le passage où il appréciait le rôle de Thiers en 1870-71, la commission porte la question devant l'Académie, qui, le 29 mai 1879, ajourne la solution à 6 mois ; le 5 juin, elle revient sur sa décision, délègue au chancelier les pouvoirs du directeur, et charge X. Marmier de recevoir Henri

Martin, qui succède à Thiers. Ollivier se venge en publiant son discours dans le *Figaro*, qui imprime en italiques le passage refusé par la commission.

La cérémonie des funérailles terminée, Mme Thiers et Mlle Dosne ont veillé à l'exécution des dernières volontés de leur grand homme. D'abord, la publication en journal, puis en brochure, du manifeste aux électeurs du IX^e arrondissement ; Francis Charmes met Bapst à la disposition de Mme Thiers ; Saint-Hilaire se charge de tout ; il porte ce texte à l'imprimerie, il assiste à la composition. Une note de Mignet accompagne ce testament politique. Thiers y demande la République sage, honnête, conservatrice, *qui n'est pas impossible* ; il affirme une fois de plus : *La République, c'est la nécessité... Trois régimes ont péri et la France a été cruellement éprouvée, pour arriver, en trois pas, à la forme démocratique moderne... Ne serait-ce pas un véritable anachronisme que cette folle résistance à des progrès dont la France a eu l'honneur de donner le signal ? Car elle a marché, le flambeau du génie à la main, à la tête de l'humanité !*

Mme Thiers meurt le 15 décembre 1880, à 62 ans ; Mignet, le 24 mars 1884, à 88 ans, le fidèle B. Saint-Hilaire en 1895, à 90 ans. Mlle Dosne reste seule. Elle vit désormais dans le passé, dans le culte du souvenir, dans la dévotion à la mémoire de Thiers. Elle s'y consacre avec ferveur, avec piété. Les partis qu'il combattait continuent à le poursuivre de leur haine, à le combattre de leurs calomnies. Ils oublient et veulent faire oublier ses services pour ne se rappeler que ses opinions. Chaque fois qu'elle le peut, Mlle Dosne rétablit la vérité, inlassablement, dignement, qu'il s'agisse du rôle de Pouyer-Quertier, ou de celui de la haute banque désireuse, elle aussi, d'accaparer le mérite de la libération, ou qu'il s'agisse de contester sa valeur d'historien à l'auteur de *l'Histoire du Consulat et de l'Empire*. Lorsque paraît l'histoire du règne de Louis-Philippe par Thureau-Dangin, elle constitue un dossier des tendancieuses erreurs qu'elle y relève. L. Martel demande : *Qu'est-ce que les monarchistes peuvent espérer, peuvent attendre de leurs attaques contre la mémoire de l'illustre, du grand, du patriote homme d'Etat dont ils connaissent, aussi bien que qui que ce soit, les services rendus à la France ? S'ils croient servir ainsi le comte de Paris, ils se trompent bien !* Il y a les légitimistes, qui s'acharnent, il y a le duc Decazes, et surtout le duc de Broglie qui, après son triomphe éphémère, assiste à l'effondrement de sa politique ; contre lui, son ingratitude envers Thiers est l'argument électoral le plus efficace. Il y a aussi les bonapartistes, qui ont donné leur appui aux monarchistes. Il y a enfin les partis avancés, que Thiers défit en 1871. Ils transmettent à leurs fils des haines qui se perpétuent dans de gros livres d'histoire et dans des pamphlets de basse polémique. Mlle Dosne en souffre, mais elle tient bon. Elle sait la valeur de certains hommages, les réactions qu'ils risquent de provoquer ; lorsqu'en octobre 1892, Léon Say propose le transfert de Thiers au Panthéon, elle s'y oppose : *Dépositaire des volontés de M. Thiers et de celles de ma sœur, je viens vous demander, Monsieur, de vouloir bien ne pas donner suite à votre proposition, et de laisser M. Thiers dans le lieu de repos et de respect choisi par le respect de sa famille.* Mlle Dosne était, comme sa mère, femme de grand sens.

Elle édite luxueusement le catalogue de la collection de Thiers dont elle confie la rédaction à Charles Blanc ; elle surveille l'installation des objets au Musée du Louvre. Elle réalise la Fondation Thiers, vœu de l'homme d'Etat qui se rappelait la dureté de ses débuts : là des jeunes gens sans fortune, ayant déjà fourni des preuves de savoir, de capacité, de volonté de travailler, peuvent, sans souci des préoccupations matérielles et dans un fort beau cadre, parfaire les études les plus hautes et les plus ardues dans la paix de l'esprit. Elle fonde la Retraite

Dosne pour dames âgées tombées d'un certain rang dans une situation difficile. Dans l'hôtel historique de la place Saint-Georges qu'elle lègue à l'Institut de France, elle fonde la Bibliothèque Thiers, instrument de travail de premier ordre pour l'étude de l'histoire depuis 1775 jusqu'à nos jours. Avant cette fondation, elle avait remis à la Bibliothèque nationale les papiers de Thiers. Un lot important de papiers plus intimes, parmi lesquels les Souvenirs de sa mère, va à la Bibliothèque Thiers. Elle réunit correspondances et documents, et les publie : *Occupation et libération du territoire, 1871-1873, Correspondances*, Paris, 1900, gr. in-8°, 2 volumes ; *Notes et souvenirs de M. Thiers (1870-1873)*, Paris, 1901, in-8° ; *Notes et souvenirs de M. Thiers (1848)*, Paris, 1902, in-8° ; *Discours parlementaires*, publiés par Calmon, Paris, 1879-1883, 16 vol. in-8° dont un volume de tables ; et encore le Salon de 1824, Paris, 1902, in-8°, réimpression d'articles que lui signala Cambon.

Sa tâche est accomplie. Félicie Dosne disparaît à son tour, la dernière, le 16 janvier 1906, à 82 ans et demi.

FIN DE L'OUVRAGE